

331.3106244 S678B v.6 c.1
Societe de protection des a
Bulletins.
R.W.B. JACKSON LIBRARY

OISE CIR



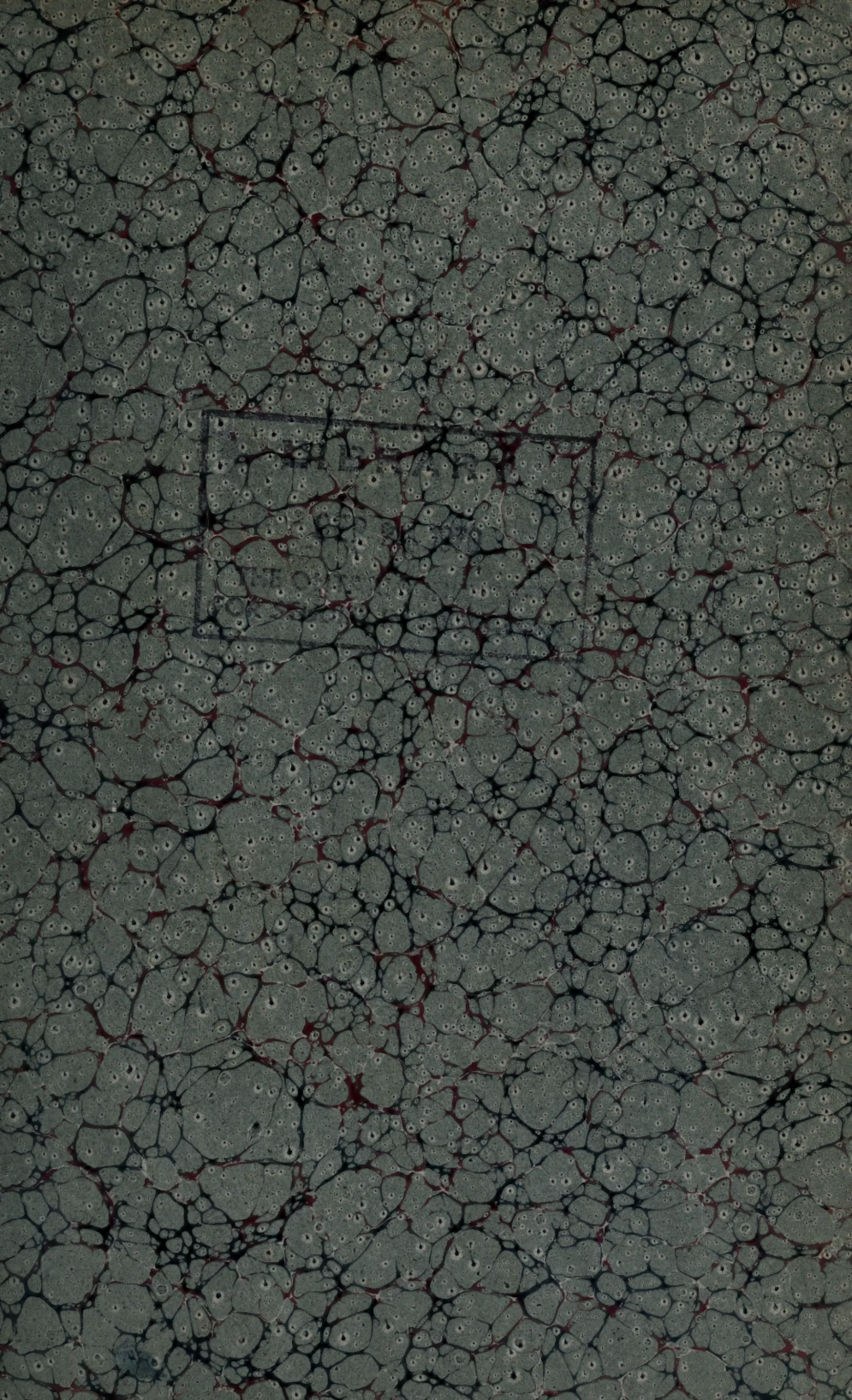
3 0005 02023 6306

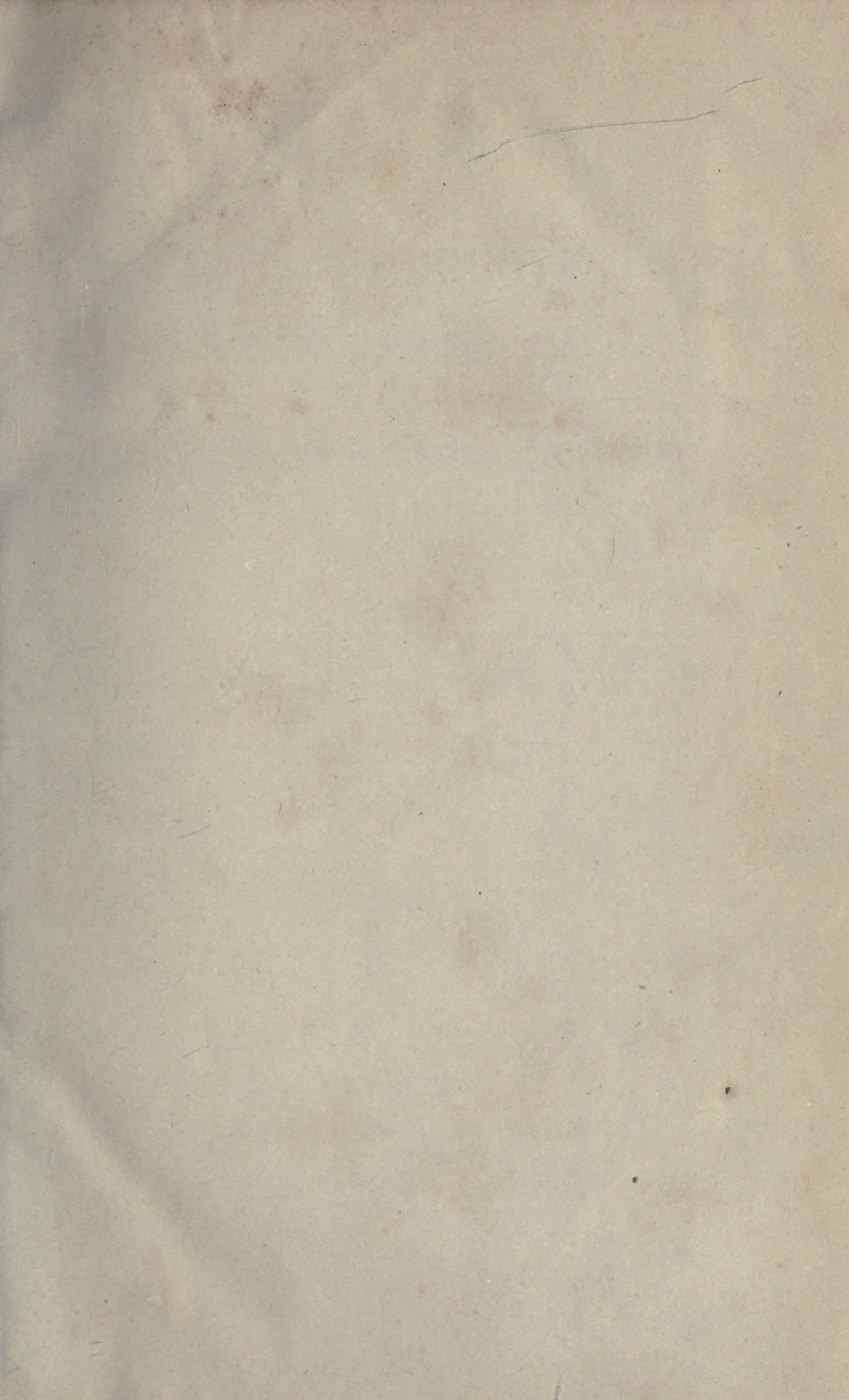
THE LIBRARY

The Ontario Institute
for Studies in Education

Toronto, Canada







BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS

ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.

(Décret du 4 juillet 1868.)

EXTRAIT DES STATUTS

La Société a pour but d'améliorer la condition des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des Lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

Pour être membre de la Société, il n'est pas nécessaire d'être manufacturier ou d'employer des enfants à un titre quelconque, il suffit qu'on soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

SEPTIÈME ANNÉE
(TOME VI.)

PARIS
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ.

17, RUE DE L'ABBAYE, 17.

HOTEL DE LA SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT POUR L'INDUSTRIE NATIONALE.

1873

Adresser à M. J. Périn, secrétaire, au siège de la *Société de protection*, les correspondances et les communications relatives aux Questions de *l'Apprentissage* et du *Travail des enfants dans les Manufactures*.

EXÉCUTÉ PAR L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES JEUNES TYPOGRAPHES
DE L'IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER
(A. CHAIX ET C^{ie}, RUE BERGÈRE, 20, PARIS.)

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CONSEIL D'HONNEUR.

PRÉSIDENT :

le **Ministre de l'Agriculture et du Commerce.**

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. Édouard **Charton**, membre de l'Assemblée nationale.
- M. Jean **Dollfus**, ancien manufacturier.
- M. **Legouvé**, de l'Académie française.
- M. Léon **Say**, membre de l'Assemblée nationale, Préfet de la Seine.
- M. **Wolowski**, de l'Académie des sciences morales et politiques, membre de l'Assemblée nationale.

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. **Binder**, membre du Conseil municipal de Paris.
- M. **De Boureuille**, Secrétaire général du Ministère des Travaux publics.
- M. **Cartier-Bresson**, manufacturier.
- M. le comte de **Butenval**, ancien Conseiller d'État.
- M. **Colcombet**, manufacturier à Saint-Étienne.
- M. **Dietsch**, manufacturier à Liepvre.
- M. **Engel Dollfus**, manufacturier.
- M. **Durangel**, Directeur de l'administration départementale et communale au Ministère de l'Intérieur.
- M. **Gillet**, manufacturier à Lyon.
- M. **Gréard**, inspecteur général de l'instruction publique, Directeur de l'enseignement primaire à la Préfecture de la Seine.
- M. le Docteur **Marjolin**, chirurgien de l'hôpital des Enfants St^e-Eugénie.
- M. **Marguerin**, Administrateur des Écoles supérieures de la ville de Paris.
- M. **Frédéric Monnier**, ancien maître des requêtes.
- M. **Rolland**, Directeur des manufactures de l'État.
- M. le Comte **Sérurier**, Vice-Président de l'Association polytechnique.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

PRÉSIDENT :

- M. **Dumas**, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. Charles **Berthier**, ancien Président du Tribunal de Commerce.
- M. **Laboulaye**, de l'Académie des sciences morales et politiques, membre de l'Assemblée nationale.
- M. **Migneret**, ancien conseiller d'État.
- M. Charles **Robert**, ancien Conseiller d'État, Directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie *l'Union*.
- M. James **de Rothschild**, banquier.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- M. Léon **Lefébure**, membre de l'Assemblée nationale.

SECRÉTAIRE :

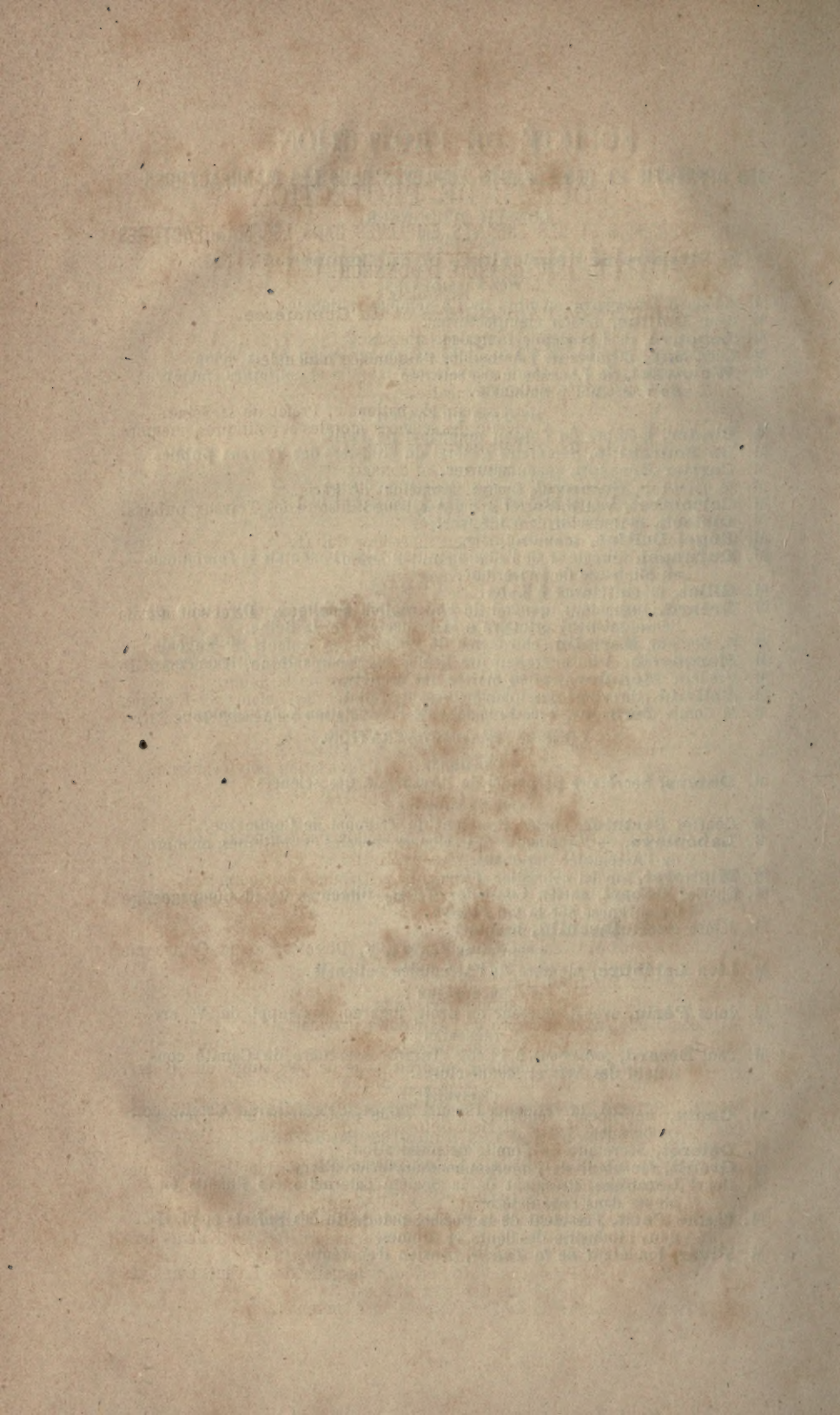
- M. Jules **Périn**, avocat, docteur en droit, juge de paix suppl^t du V^e arr.

TRÉSORIER :

- M. Paul **Bérard**, professeur à l'École Turgot, Secrétaire du Comité consultatif des Arts et Manufactures.

CENSEURS :

- M. **Chaix**, imprimeur, fondateur d'une école professionnelle de jeunes typographes.
- M. **Délerot**, Secrétaire du Comité de publication.
- M. **Groult**, fondateur de l'internat manufacturier d'Ivry.
- M. Henri **Lemoine**, Président de la Société paternelle des Enfants employés dans l'ébénisterie.
- M. Charles **Petit**, Président de la Société paternelle des Enfants employés dans l'industrie des fleurs et plumes.
- M. **Piver**, fondateur de la *Tutelle*, pension d'apprentis.



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ.

SÉANCE ORDINAIRE.

Jeudi 9 janvier 1873.

PRÉSIDENCE DE M. CHARLES ROBERT, *Vice-Président.*

La séance est ouverte à 8 heures du soir.

MM. *Charles Robert*, vice-président, *Léon Lefébure*, secrétaire général, membre de l'Assemblée nationale, et *J. Périn*, secrétaire de la Société, prennent place au bureau.

— M. le Président expose que la Commission nommée pour s'occuper du mode de rédaction des Procès-verbaux et de l'époque de leur publication au *Bulletin* s'est livrée, avec le concours de M. le Dr *Marjolin*, à un examen approfondi de la proposition présentée par cet honorable membre. Elle a adopté, d'un commun accord avec l'auteur de la proposition, une solution qui donne satisfaction à tous les intérêts engagés dans cette question :

1^o A la suite de chaque assemblée générale, le procès-verbal sera tenu à la disposition des membres qui auraient à compléter ou à revoir les observations faites par eux ;

2^o Après cette révision, qui ne pourra être faite que pendant un court délai, le procès-verbal sera publié dans le prochain numéro du *Bulletin*.

3° A la séance ordinaire suivante, tout membre intéressé pourra demander la parole au début de la séance, pour présenter, s'il y a lieu, des observations relatives au procès-verbal précédemment publié.

Cette communication de M. le Président ne donne lieu à aucun débat.

M. le Secrétaire dépouille et analyse la Correspondance. (Voir ci-après, à la *Correspondance*, p. 12.)

S'étaient excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance : MM. A. Chaix, Mourceau, Fouchet (P.), Riché (Léon), et Striber (A.)

M. Wolowski, membre de l'Institut et de l'Assemblée nationale, vice-président de la Société, a adressé au Bureau 100 exemplaires d'une brochure, extraite du *Journal des Économistes* (n° de nov. 1871), sur *l'Utilité pour les ouvriers d'étudier l'Économie politique*.

M. René de Saint-Mauris adresse également un exemplaire d'une brochure intitulée : *Les Frères des Écoles chrétiennes en Amérique et l'Instruction populaire*, qui a paru dans le journal *le Contemporain*.

M. le Secrétaire annonce que l'Académie des Sciences morales et politiques a décerné, dans sa séance du 4 janvier, le prix de la fondation Stassart, dont le sujet était : « De l'utilité du repos hebdomadaire pour les enfants et les adultes, etc. », et que ce prix de 3,000 francs a été partagé entre M. Joseph Lefort, avocat à la Cour d'appel de Paris, auteur du mémoire n° 2, et notre collègue M. Julien Hayem, licencié ès lettres et licencié en droit, auteur du mémoire n° 3.

Cette nouvelle est accueillie avec satisfaction par l'Assemblée.

M. le Secrétaire fait part de la présentation par divers collègues d'un assez grand nombre de membres nouveaux.

— M. le Dr Marjolin ayant demandé à faire une communication, M. le Président lui accorde la parole.

M. le Dr Marjolin donne lecture de réflexions relatives au projet de loi sur le travail des enfants dans les manufactures, présenté à l'Assemblée nationale par M. Ambroise Joubert.

Ce travail est reproduit tout entier ci-après.

M. le Président ouvre la discussion sur les conclusions de cette intéressante étude.

M. Charles Petit demande à dire quelques mots sur la question de la limite d'âge, en ce qui concerne les filles. M. Blachez

proposait de la fixer à 13 ans. M. Petit trouve que cette limite est trop élevée. Peu de familles pauvres peuvent, dit-il, garder leurs enfants jusqu'à 15 ans. La Chambre syndicale à laquelle appartient notre collègue voudrait voir abaisser la limite d'âge à 12 ans pour les filles, conformément aux dispositions de la loi de 1851 (1).

(1) MM. les Délégués de l'industrie des Plumes et Fleurs ont adressé aux Membres de la Commission du Projet de loi sur le travail des enfants la supplique suivante :

« Paris, 11 janvier 1873.

« Messieurs,

« Au nom de l'industrie des Plumes et Fleurs, et suivant délégation qui nous a été donnée par une Assemblée Générale de nos confrères, nous avons l'honneur de soumettre respectueusement à votre bienveillante attention les observations suivantes relatives au projet de loi sur le travail des enfants.

Nous désirons tout d'abord nous associer cordialement aux excellentes intentions dont s'est inspiré l'auteur du Projet de loi. Nous serons heureux de voir s'étendre à tous les enfants, indistinctement, la surveillance tutélaire que la loi de 1844 réservait aux ateliers occupant plus de 20 personnes; et nous accueillerons avec reconnaissance une loi qui, résumant celle de 1844, sur le travail des enfants, et celle de 1851, sur les Contrats d'Apprentissage, fera disparaître les contradictions qui existent entre certaines dispositions de ces deux lois.

Mais nous devons vous faire remarquer que si la limite d'âge de 13 ans, formulée dans le projet soumis à vos études, se justifie, pour les jeunes garçons, par les hautes considérations que votre rapporteur a mises en lumière, il n'en est plus de même en ce qui concerne les jeunes filles.

Les travaux auxquels celles-ci sont soumises, surtout dans les premiers temps de leur apprentissage, ne nécessitent qu'une dépense de forces physiques qu'elles peuvent facilement supporter; de plus, il est constant que la jeune fille de 12 ans est pour le moins aussi développée à tous égards que le garçon de 13 ans. L'article 144 du Code civil a implicitement reconnu cette différence entre les deux sexes, puisqu'il permet le mariage de la femme dès l'âge de 15 ans, alors qu'il ne l'autorise pour l'homme qu'à l'âge de 18.

Le maintien de la limite de 12 ans, pour l'entrée en apprentissage des jeunes filles, ne saurait donc présenter de danger, ni pour leur santé ni pour leur culture intellectuelle.

Il aurait, d'autre part, de grands avantages, et pour les enfants eux-mêmes, et souvent pour leurs familles.

En effet, s'il faut 3 ou 4 ans pour former de bonnes ouvrières, retarder leur entrée en apprentissage, c'est en quelque sorte reculer pour les jeunes filles l'âge légal du mariage; c'est, en outre, imposer aux parents encore une année de sacrifices qui leur sera dans bien des cas très-lourde à supporter, car il est certain que les chefs de maisons ne pouvant, sans graves inconvénients se charger d'enfants qui ne travailleraient que six heures par jour, ne les admettraient dorénavant qu'à l'âge de 13 ans révolus.

Nous croyons inutile d'insister sur ce point; et, nous inspirant des besoins que nous sommes à même d'apprécier chaque jour, nous demandons

M. *Froger de Mauny* pense, au contraire, que jusqu'à 15 ans la jeune fille réclame des soins exceptionnels et, comme son développement physique varie suivant les climats, notre collègue réclame la division de la France en trois zones, en fixant une limite plus élevée pour le Midi que pour le Nord.

M. *Riottot* estime que chacune des opinions précédemment exprimées contient une part de vérité. Tout en déclarant qu'à 15 ans la jeune fille doit être non plus une apprentie, mais une ouvrière, l'honorable membre ajoute qu'il ne faut, en pareille matière, poser aucunes règles trop absolues et que la limite d'âge doit varier suivant les industries, qui sont plus ou moins pénibles.

M. *le Président* fait observer que, par la nature des choses, on devra laisser beaucoup de latitude dans l'application de la loi.

que, pour les jeunes filles, la limite d'âge pour l'entrée en apprentissage soit fixée à 12 ans.

Il est un autre point sur lequel nous devons, Messieurs, vous adresser une respectueuse observation. Secondaire en apparence il ne laisse pas que d'avoir une grande importance, surtout pour la petite industrie parisienne.

L'article 9 de la loi de 1851, prévoyant « le cas où l'apprenti serait obligé, « par suite des conventions, ou conformément à l'usage, de ranger l'atelier « les dimanches et jours de fêtes reconnues ou légales, » stipule que ce rangement pourra lui être demandé à l'exclusion de tout travail de sa profession, mais qu'il ne pourra se prolonger au-delà de dix heures du matin.

Cette disposition qu'abroge l'art. 30 du nouveau Projet de loi, est pour l'apprenti une véritable protection, par les limites précises qu'elle trace; elle permet, en outre, de faire faire le dimanche matin, avant la sortie des internes et l'heure des offices, un travail tellement indispensable que, dorénavant, si cette faculté demeurerait supprimée, il faudrait y consacrer quelques heures du samedi, et diminuer d'autant la journée, par suite le salaire des ouvriers.

Nous avons donc l'honneur de vous demander le maintien de l'art. 9 de la loi de 1851, en ce qui concerne le rangement de l'atelier.

Les soussignés se tiennent à votre disposition, Messieurs, pour le cas où vous leur feriez l'honneur de leur demander quelques explications verbales.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, etc.

L. MARIENVAL,

Président du conseil des Prud'hommes. Président de la chambre syndicale.

CH. PETIT,

Ancien membre de la chambre de commerce vice-président de la chambre syndicale.

R. TURNEY,

Secrétaire de la chambre syndicale des plumes, fleurs etc. »

M. *Lefébure* donne à ce sujet d'utiles et précieux renseignements sur ce qui s'est passé au sein de la Commission législative chargée d'examiner le projet de loi de M. Joubert. Comme on objectait que certaines industries ne pourraient pas se passer du travail de nuit, plusieurs membres avaient introduit un amendement qui aurait laissé au Gouvernement une grande liberté d'appliquer la loi nouvelle, au moins dans les premiers temps, transitoirement. Mais on a été conduit à rejeter cet amendement, sur l'objection qui fut faite qu'en adoptant ainsi des dispositions transitoires, on énerverait la loi dès le début.

M. *Riottot* insiste et continue à penser que la limite d'âge ne doit pas être élevée au-dessus de 12 ans. Il trouve qu'on met trop de rigueur dans l'application de la législation actuelle. Ainsi, un industriel qui occupait 140 enfants a été traduit en police correctionnelle, parce qu'on a rencontré chez lui 3 de ces enfants qui n'avaient que 11 ans et demi.

M. *Périn* fait remarquer que la loi ne renvoie en police correctionnelle que dans le cas de récidive depuis moins d'une année.

M. le docteur *Marjolin* ne réclame pas une limite d'âge aussi élevée. Il a simplement voulu donner lieu à une discussion avant la deuxième lecture de la loi. Il ne répugne pas à admettre qu'on pourrait faire varier la limite selon les climats. M. le docteur *Blachez* avait déjà fait cette remarque. D'ailleurs, le plus sage serait peut-être que les Chambres syndicales fissent elles-mêmes la police de leurs professions. C'est à elles qu'on peut demander de déterminer, avec le plus de compétence, les conditions du travail des enfants ; mais on peut dire en thèse générale qu'il serait bien à désirer qu'aucun enfant ne pût être admis dans une fabrique avant 12 ans révolus.

M. *Ch. Petit* répond que les Chambres syndicales n'ont aucune action légale, aucuns moyens coercitifs à leur disposition. Il paraît donc impossible de leur confier la police de leur industrie, dans l'état actuel des choses. Quant aux *Sociétés paternelles*, elles se font un devoir de s'interdire, par une clause de leurs Statuts, de recevoir des enfants au-dessous de 12 ans.

Aller plus loin, élever brusquement la limite au-dessus de cet âge serait causer un grand trouble dans l'industrie et dans les familles. Les jeunes filles notamment, à partir de 12 ans,

sont dans les conditions les plus favorables pour apprendre un métier qui exige des doigts dociles, déliés et patients.

Toutefois M. Petit, sur une question de M. Lefébure, déclare admettre que l'enfant de douze à quatorze ans ne travaille que 10 heures par jour.

A ce sujet, M. Petit se plaint que la commission législative n'ait pas suffisamment visé la loi de 1851 dans le rapport qu'elle a présenté par l'organe de M. Talon. Elle est plus connue des petits industriels que celle de 1841. En outre, elle paraît à l'orateur animée d'un esprit plus libéral, puisque, de 12 à 14 ans, elle ne permet de faire travailler l'enfant que 10 heures par jour. L'industrie parisienne est plus favorable à cette solution qu'à celle du projet de loi, qui permet à l'enfant d'entrer à l'atelier dès l'âge de 10 ans, avec un travail journalier de 6 heures.

M. Petit demande qu'on n'édicte pas de règles trop absolues, qui mettent les industriels à la merci des inspecteurs du travail des enfants. Il voit de graves inconvénients à ce que les diverses fabrications d'objets de luxe, de fantaisie et de goût, qui nécessitent un apprentissage complet, soient traitées de la même façon que les industries qui occupent un grand nombre de manœuvres.

M. Lefébure, donnant de nouvelles explications sur les travaux de la Commission législative, fait observer que la précision de la loi a justement pour but de ne pas donner prise à l'arbitraire des inspecteurs. La majorité de la Commission s'est prononcée avec énergie pour la limite déjà fixée à 13 ans; quatre membres seulement se sont prononcés pour 12 ans.

M. Lefébure ajoute que l'on attend beaucoup de la publicité qui sera donnée aux Rapports des Inspecteurs. Le contrôle de l'opinion publique pourra s'exercer en toute liberté.

M. Riottot regrette que le projet de loi s'occupe trop exclusivement des enfants employés dans les manufactures et laisse de côté tous les enfants quelconques employés à un travail au-dessus de leurs forces (par exemple, les garçons de marchands de vin, les musiciens ambulants).

M. Lefébure déclare que ce n'est pas oublié, un amendement avait été présenté à ce sujet; mais il fut d'abord repoussé par suite de cette objection qu'il serait pénible pour les industriels d'être confondus dans la même loi avec des exploitants peu honorables. Les auteurs de l'amendement ont insisté et, à l'heure

qu'il est, la Commission ne s'est pas encore prononcée définitivement.

M. le *Président* ne trouve pas très-fondée l'objection qu'on a faite au sein de la Commission à l'amendement concernant les musiciens ambulants. Il demande, avec M. Riottot, qu'on protège tous les enfants et non pas seulement telle ou telle catégorie d'enfants. Les industriels les plus éminents ne s'offensent pas d'être portés sur les rôles des patentes à côté des industriels du plus bas étage, comme les directeurs de théâtres forains. Pourquoi s'offenseraient-ils du même voisinage dans les dispositions d'une loi protectrice de l'enfance?

M. Riottot trouve aussi trop exclusif l'intitulé du projet (*Projet de loi sur le travail des enfants employés dans l'industrie*). On aurait dû réglementer d'une manière générale le travail des jeunes filles et des enfants.

La discussion sur les conclusions du travail de M. le Docteur Marjolin est close.

— M. de *Belley* a la parole pour lire quelques observations relatives aux fâcheuses conséquences de la suppression du livret. L'honorable membre demande, à titre de remède, la création de Commissions spéciales formées au sein de chaque industrie, qui auraient pour mission de guider et de seconder les Inspecteurs.

M. *Lefebvre* ne trouve pas ce remède très-pratique. L'ingérence des industriels dans les ateliers d'autres industriels produirait d'inévitables froissements. On n'aime pas, en général, ouvrir sa porte à un étranger qui pourrait tirer profit des instruments ou des aménagements spéciaux des maisons où il ferait sa visite.

— M. le *Secrétaire* rend compte du placement d'un jeune garçon, Morin (Auguste), âgé de 16 ans.

Une dame faisant partie de la Société demande qu'on lui indique une Maison de charité pouvant recevoir un petit garçon de 4 ans.

Un des membres présents désigne la maison de Saint-Charles, rue Blomet, n° 151.

La séance est levée à 10 h. 1/4.

Le Secrétaire,
J. PÉRIN.

CORRESPONDANCE.

Subsides accordés par la Préfecture de la Seine aux Sociétés d'Assistance paternelle, Écoles de dessin et Ateliers-modèles. — Nous avons eu la satisfaction d'apprendre que M. le Préfet de la Seine, voulant bien tenir compte des présentations faites par le bureau de la *Société de protection*, a, par arrêté en date du 7 décembre 1872, accordé sur l'exercice de 1872 et sur le crédit affecté aux Associations libres formées pour la direction et la moralisation de l'Apprentissage, à titre de subside applicable aux frais d'entretien soit des cours, soit des Écoles patronnées par ces Associations, les allocations suivantes :

A l'École de dessin de l'Ébénisterie (Président : M. Henri Lemoine.)	3.000
A la Société paternelle des enfants employés dans l'industrie des fleurs et plumes (Président: M. Ch. Petit)..	1.500
A l'École de dessin et de modelage appliqués à la Bijouterie et à l'Orfèvrerie (Président : M. A. Falize aîné)	1.500
A l'Atelier-modèle de brunissage sur métaux de M ^{me} Cohadon.	1.500

MM. Ch. Petit, A. Falize, A. Lemoine et M^{me} Cohadon ont remercié le bureau de la *Société de protection* du concours qu'elle a prêté à leurs institutions et établissements dans cette circonstance.

— M. le Ministre de l'Intérieur des Pays-Bas veut bien offrir (par lettre datée de La Haye, 14 Janvier 1873, et adressée à notre collègue M. P. Fouchet) à la Société la première et la seconde partie de la cinquième et dernière livraison du *Rapport de la Commission instituée dans le but d'examiner la condition des enfants employés dans les manufactures.*

M. P. Fouchet a accusé de suite réception, en annonçant une lettre officielle de la *Société*, que nous nous sommes empressés d'adresser à M. le Ministre de l'Intérieur.

— Notre collègue M. le pasteur G. Goguel nous adresse la lettre de remerciements suivante :

« Vivant au milieu d'une population ouvrière, où nous nous efforçons de faire le bien depuis vingt-cinq ans, et dans le but de favoriser l'instruction des jeunes enfants employés trop jeunes au travail, nous nous sommes adressés à la *Société de protection*, de Paris, afin

d'en obtenir quelques prix d'encouragement pour les apprentis qui tout en travaillant, suivent l'école communale une fois par jour.

» La première année, 1869 à 1870, quatre prix nous ont été accordés pour être décernés à Falk (Rodolphe), Jacquerot (Auguste), Vermelin (Sophie) et Kiger (Anna), tous de Sainte-Suzanne.

» La seconde année, 1870 à 1871, aussi quatre prix donnés à Kiger (Eugène), Truchot (Émile), Tognal (Adèle) et Bruot (Marie), de Sainte-Suzanne.

» La troisième année, 1871 à 1872, quatre prix donnés à Kiger (Frédéric), frère du précédent, Lambelet (Alfred), Dépoutot (Émile), de Sainte-Suzanne, et Barbier (Emile), de Bart.

» A Kiger (Eugène), qui avait obtenu un prix en 1871, nous avons donné une feuille ornée portant : *Mention honorable et d'encouragement*, le tout *Au nom de la Société de protection*.

» Ces prix ont produit un bon effet, par leur beauté et leur valeur, sans parler de leur but utile.

» Notre reconnaissance est donc acquise à la *Société* pour ces prix et pour les quarante volumes qu'elle a envoyés à la bibliothèque populaire de Sainte-Suzanne en 1870. -

» Ne nous laissons pas de faire le bien, (Galates VI, 9). »

— MM. Colcombet frères et Cie, de Saint-Etienne, nous informent que leur maison se développe tous les jours :

» Nous avons aujourd'hui, nous écrivent-ils, deux écoles de garçons et filles instruisant environ deux cents enfants. Nous avons apporté plusieurs améliorations qui nous semblent bien ressortir de votre compétence, telles que constructions de maisons pour les familles d'anciens apprentis, etc.

» Eloignés de Paris, nous n'en sommes pas moins dévoués à votre Société....

» P. S. — Si, à l'Exposition de Vienne, le concours de la maison de la Seauve pouvait être de quelque utilité, nous vous prions de nous le faire savoir. »

LÉGISLATION

DISCUSSION

DE LA LOI SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

ASSEMBLÉE NATIONALE

PRÉSIDENTE DE M. JULES GRÉVY.

Séance du 22 janvier 1873.

ORDRE DU JOUR. — 2^e délibération de la proposition de M. Ambroise Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures. — Contre-projet de M. le comte de Melun : M. le comte de Melun. Retrait. — Article 1^{er}. MM. Leurent, Tallon, rapporteurs ; Cordier, Ambroise Joubert, le comte de Melun, le comte Benoist-d'Azy, Feray, Balsan, Paulin Gillon, Tolain, Prétavoine. — Amendement de M. Théophile Roussel : MM. Théophile Roussel, le rapporteur. Rejet. — Amendement de M. Leurent : M. Leurent.

M. le président. L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de loi de M. Ambroise Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures (1).

M. le comte de Melun a présenté un contre-projet.

M. le comte de Melun. Ce contre-projet est le texte même sur lequel a été faite la loi. Par conséquent, il n'y a plus lieu de le discuter. Je le retire.

M. le président. Le contre-projet étant retiré, je lis l'article 1^{er} du projet de loi de la commission :

« Art. 1^{er}. — Les enfants, les filles et les femmes travaillant dans les manufactures, ateliers et chantiers, ou, en général, hors de la famille, sous les ordres d'un patron, ne pourront être employés que sous les conditions déterminées par la présente loi. »

M. Leurent. Je demande la parole sur la section première, qui comprend les trois premiers articles du projet de loi.

M. le président. Vous avez la parole.

M. Leurent. Messieurs, lors de la première lecture du projet de loi de mon honorable collègue et ami M. Ambroise Joubert sur le travail des enfants dans les manufactures, vous avez entendu d'excellents discours prononcés par plusieurs de nos collègues appartenant aux diverses fractions de cette Assemblée, et témoignant tous d'une

(1) Voir la 1^{re} délibération : *Bulletin* 1872, p. 438 - 458.

vive sollicitude pour les enfants adonnés aux travaux industriels. L'accueil sympathique qui a été fait par vous tous aux orateurs démontre suffisamment que, sur cette question, il n'y aura pas de divergence dans cette Assemblée. Nous pourrions différer en quelques points de détail ; mais nous ne différerons ni sur les sentiments qui ont inspiré la loi, ni sur les principes qui ont été posés par la commission.

Je suis en désaccord avec la commission sur plusieurs points, et je dois dire que, si j'ai la témérité de venir ici exposer mon opinion, en contradiction avec celle dont l'adoption vous est proposée, j'appuie mon opinion sur l'autorité du Conseil général du Nord.

Je crois devoir vous dire que le département que je représente, soit comme député, soit comme conseiller général, est le plus intéressé dans la loi. Dans ce département, qui compte un million et demi d'habitants, on trouve précisément toutes les industries qui seront soumises aux prescriptions de la loi : nous avons l'industrie linière, l'industrie cotonnière et l'industrie lainière, avec leurs filatures, leurs tissages et les industries accessoires ; nous avons toutes les industries agricoles propres au climat du Nord ; nous avons les sucreries, les distilleries, les huileries ; nous avons également toutes les industries minières, notamment un bassin houiller, l'un des plus riches de la France ; nous avons les hauts-fourneaux, les forges, les verreries ; et je dois vous dire qu'à l'heure qu'il est, où la loi de 1841 ne s'applique qu'aux établissements qui ont un minimum de vingt ouvriers, nous n'avons pas moins de 1,500 établissements dans le Nord qui sont soumis aux lois de 1841, et avec le projet de loi que nous discutons, qui est beaucoup plus général dans son application, nous en aurons 3,000.

J'ai donc raison de dire que le département du Nord est le plus intéressé de tous les départements de la France dans cette loi.

Je dois ajouter que nul n'est plus soucieux de la voir appliquée d'une manière régulière, que nul n'est plus convaincu de son efficacité. Je vous en donnerai cette preuve : c'est qu'avant 1841, c'est nous qui avons demandé la loi sur le travail des enfants dans les manufactures ; c'est nous qui, en 1842, l'avons appliquée en France ; c'est nous qui avons donné les fonds nécessaires pour subventionner un service d'inspection, et c'est nous qui, depuis dix ans, venons demander avec une grande insistance que la loi de 1841 soit modifiée dans le sens indiqué par la commission, sauf quelques applications de détail.

Je dois ajouter, Messieurs, que depuis que nous avons érigé cette inspection, ce service départemental, nous avons chaque année au Conseil général un rapport fait par les inspecteurs. Ce rapport est examiné dans le sein des bureaux de commerce et de l'industrie ; il donne lieu à un contre-rapport, qui initie en quelque sorte et le

Conseil général et le public aux développements de la loi, et nous avons eu cette heureuse fortune, d'avoir souvent des rapporteurs qui ont apporté à cette question l'attention la plus scrupuleuse.

Je citerai M. de Melun, qui a été l'un de nos premiers rapporteurs; je citerai également un de nos collègues, que nous avons perdu, M. de Saint-Léger, qui a fait un voyage en Angleterre pour étudier les applications qui se font dans ce pays. Ce n'est qu'après avoir eu des discussions auxquelles les industriels de toutes les catégories ont pris part, que nous sommes arrivés à formuler une série de vœux que je vais défendre, vœux qui diffèrent de très-peu avec les propositions de la commission et qui tendent à simplifier l'application de la loi.

Sur divers bancs. Très-bien !

M. Leurent. Le premier point que nous avons toujours signalé, c'est cette disposition de la loi de 1841, qui en est en quelque sorte l'annulation: cette disposition qui faisait que la loi ne s'appliquait qu'aux ateliers où il y a un minimum de vingt ouvriers.

Rien de plus regrettable, en effet, que cet article de la loi de 1841; car si l'on doit protéger l'enfance, il faut la protéger partout où elle se trouve et surtout là où elle se trouve mal. Eh bien, dans les établissements où tous les enfants se sont en quelque sorte réfugiés après la loi de 1841, c'est là qu'ils se trouvent dans les conditions les plus déplorables. Là il n'y a pas de force motrice, de sorte qu'on demande aux jeunes enfants un développement de forces au-dessus de leur âge. Ces petits établissements sont généralement dans des locaux qui manquent d'aération; ils n'ont pas de réglementation formelle; tout s'y passe suivant le caprice du maître et les besoins du moment. Dans le Nord, nous avons été tellement absolus sur cette question que dès la loi de 1841 nous avons formulé des vœux pour le changement que la loi actuelle va nous accorder.

M. Maurice. C'est vrai !

M. Leurent. Dans sa dernière session de 1872, le Conseil général du Nord a émis un vœu sur la question traitée par l'article 1^{er} du projet de loi, et voici dans quels termes ce vœu a été formulé :

« Le Conseil général du Nord émet le vœu que tous les ateliers, à quelque industrie qu'ils appartiennent, et quel que soit le chiffre des ouvriers, tombent sous le coup d'une loi. »

Vous voyez qu'il n'y a aucune restriction.

En Angleterre, voici comment cet article de loi est rédigé, car les Anglais n'ont pas voulu laisser la moindre fissure à la loi : la réglementation s'étend à tous les ateliers, clos ou à ciel ouvert, où s'élaborent des objets manufacturiers destinés à la vente.

Je vous ai donné la rédaction du Conseil général du Nord, je vous ai donné la rédaction anglaise; voici la rédaction de la commission :

« Les enfants, les filles et les femmes travaillant dans les manu-

factures, ateliers et chantiers, ou, *en général, hors de la famille*, sous les ordres d'un patron, etc. »

Eh bien, je trouve que cette rédaction n'est pas assez rigoureuse. Elle dit : « Les enfants... » *« hors de la famille ; »* mais un couvreur qui monte sur un toit, et qui prend un de ses enfants comme manœuvre et l'expose à tous les dangers de cette profession, ne le fait pas travailler hors de la famille. Un cordier, qui prend un jeune enfant pour tourner la manivelle et l'expose à toutes les intempéries des saisons, ne le fait pas travailler hors de la famille.

Quant à moi, j'adopte bien l'article de la commission ; mais je voudrais qu'au lieu des mots : « hors de la famille », on mit : « hors de la maison paternelle ».

Je ne connais qu'une restriction à cet article qui soit justifiable : c'est l'interdiction de la surveillance du foyer domestique. Je dis que la justice et les inspections ne peuvent s'y introduire que lorsqu'il s'y commet des actes criminels. Mais lorsqu'une mère se fait aider par sa fille, lorsque le père, tisserand, par exemple, fait faire par ses enfants de modiques travaux, c'est là la seule restriction que j'admette. Je ne veux pas faire de chicanes de mots à la commission : le principe qu'elle a posé est le mien, c'est celui que nous avons défendu ; seulement, je voudrais une rédaction qui ne donnât pas la moindre prise à la violation de ce que nous voulons tous.

M. Balsan. Le toit du couvreur est un chantier !

M. Leurent. Si c'est un chantier, il faut le dire dans les dispositions de la loi.

Il y a un point qui me paraît le plus grave de toute la loi, et, comme il a donné lieu à de grandes discussions, je vous prie de m'accorder votre bienveillante attention : il s'agit d'un article qui a été toujours fort controversé et qui le sera probablement encore aujourd'hui ; je veux parler de l'article 2.

Dans la loi de 1841, ce que nous avons toujours regardé comme un vice, c'est la création des catégories. Cette loi établit une catégorie de huit heures de travail par jour pour les enfants qui ont atteint l'âge de huit ans. On a fait d'autres catégories, à mesure que les enfants avançaient en âge.

La commission a modifié ces catégories. Malheureusement elle en a encore admis une : ainsi, elle reporte à dix ans l'âge où l'enfant pourra travailler, et elle réduit à six le nombre d'heures qu'il pourra consacrer au travail pendant sa journée.

Cette création de catégories rend la loi presque impossible à appliquer ; car enfin, vous le savez tous, dans un établissement industriel, le moteur mécanique fonctionne pendant douze heures. Les machines fonctionnent pendant douze heures. Il faut pendant tout ce temps que tous les ouvriers soient à leur poste pour qu'on puisse obtenir tous

les effets utiles qu'on peut avoir dans une manufacture, car, si on n'obtient pas tous les effets qu'on doit produire avec ces machines, on tombe dans un état d'infériorité vis-à-vis de la concurrence française et étrangère; il est d'une absolue nécessité qu'on fasse produire à l'outillage le plus possible.

Eh bien, admettez-vous qu'on puisse avoir des ouvriers pendant six heures et qu'on ne puisse pas avoir les mêmes ouvriers pendant six autres heures? On dit: vous ferez des relais, vous aurez un relais le matin, de six heures, et, l'après-midi, de six heures.

Je dis que cela ne se peut pas; cela se peut sur le papier, mais non dans la pratique: vous ne pouvez pas, dans les centres manufacturiers de notre pays, créer des troupes d'ouvriers formant relais.

Un membre. Cela se fait dans les verreries!

M. Leurent. Le nombre des enfants qu'on emploie dans les fabriques est toujours insuffisant, car il ne faut pas se dissimuler que le bénéfice d'une industrie, — aujourd'hui où l'on ne demande plus de force physique, — est de faire faire par les ouvriers les plus jeunes ce qu'on faisait faire autrefois par les plus âgés, parce que la journée des plus jeunes se paye 4 fr. 50, tandis que celle des plus âgés s'élève à 3 fr., 5 fr. et 6 fr.

Dans le Nord, les enfants manquent tellement, qu'on ne pourrait pas faire un seul relais si on devait se contenter des enfants de cet âge.

Il y a un autre inconvénient, c'est que ce sont les catégories faites par la loi de 1841 qui ont été une grande cause de fraudes; car les enfants qui étaient censés ne travailler que huit heures par jour travaillaient en réalité dix ou onze heures. Ils allaient deux heures aux classes de midi, ou aux classes du soir, et personne ne pouvait contrôler le nombre d'heures pendant lesquelles ils étaient dans les ateliers. C'est là une cause de perturbation dans les ateliers et une cause de fraude: à tel point que la loi me paraît inapplicable si l'on maintient ces différentes catégories.

Il y a encore un autre inconvénient, c'est que les municipalités ont été appelées à doubler leur personnel enseignant pour créer ces écoles, soit du midi, soit du soir, et je me rappelle à ce propos un rapport de M. le maire de Lille, administrateur extrêmement intelligent, dans lequel ce magistrat, qui est en même temps industriel, déplore la complète stérilité de tous les sacrifices faits en vue des écoles de midi pour les jeunes enfants. Ces enfants ne font que traverser les écoles. Ils n'y apprennent absolument rien, ni au point de vue moral, ni au point de vue religieux, ni au point de vue scolaire. Nous en avons la preuve dans un fait tout récent.

Nulle part on ne prodigue l'instruction primaire comme on le fait dans nos pays de fabrique. J'habite une ville où l'instruction est

complètement gratuite depuis 1828. Tous les enfants ont traversé l'école et y ont été quelques heures par jour. Eh bien, quand ces jeunes gens arrivent à l'âge de vingt ans, quand ils se présentent pour le tirage au sort, la statistique constate qu'il y en a plus de la moitié qui ne savent ni lire ni écrire. Et cependant, je le répète, tous ont fréquenté les classes de midi et les classes du soir : c'est vous dire qu'on n'apprend rien quand on ne consacre que quelque temps aux écoles.

Il faut, Messieurs, faire les choses sérieusement. Nous sommes dans un siècle où on parle beaucoup de l'instruction obligatoire. Nous pouvons être divisés sur l'instruction obligatoire, mais nous ne pouvons pas être divisés sur la nécessité de l'instruction primaire. (Très-bien !)

Lorsque je vois que dans cette loi nous pouvons avoir le moyen le plus énergique de répandre l'instruction, lorsque nous n'avons qu'à dire : — Jusqu'à tel âge l'enfant ne pourra pas entrer dans l'atelier ; il devra consacrer les premières années de sa vie à fréquenter les salles d'asile, puis les écoles ; il devra avoir tout le temps nécessaire pour son développement physique, pour faire un jour un homme bien constitué, — je dis qu'il faut mettre cela dans les prescriptions de la loi. Il ne faut pas faire les choses à demi : ce n'est pas trop de ce temps pour une éducation religieuse qui donne une moralité éprouvée... (Vive approbation à droite et au centre), une moralité qui résiste plus tard aux entraînements de la vie. Il faut une instruction suffisante pour que l'enfant y trouve un agrément, tandis que celui qui sait à peine lire et écrire, le jour où il n'est plus tenu de lire et d'écrire, oublie vite tout ce qu'il a appris. (C'est vrai !)

C'est pourquoi nous avons été unanimes dans le Nord pour proscrire toutes ces catégories et pour fixer à douze ans l'âge auquel l'enfant entrera dans l'atelier.

Nous avons eu de grandes controverses pour savoir si l'âge de onze ans n'était pas préférable. Je dois dire que j'ai été un partisan très-chaud des onze ans. J'ai lutté contre des collègues éminents et compétents sur ces sortes de questions ; je citerai M. de Marcilly, régisseur de la compagnie d'Anzin, administrateur éminent, portant toute sa sollicitude sur les enfants des 14,000 ouvriers qu'emploie cette grande société houillère.

J'ai réussi à obtenir un jour une majorité d'une voix ; mais depuis je me suis rangé à l'opinion opposée, et je puis dire que l'âge de douze ans est aujourd'hui unanimement adopté par le conseil général du Nord, où il y a un grand nombre d'industriels.

Je crois, Messieurs, qu'en interdisant jusqu'à l'âge de douze ans l'entrée des ateliers, vous donnez une satisfaction complète à ce qui doit être le but principal de la loi : le développement moral et physique des jeunes enfants.

Mais dans cette question il y a d'autres intérêts considérables dont il faut se préoccuper: il y a l'intérêt de la classe ouvrière elle-même et l'intérêt de l'industrie.

Quel est l'intérêt de la classe ouvrière dans cette circonstance ?

Messieurs, vous avez vu les résultats du dernier recensement. Vous avez vu cette constatation déplorable que, en France, la population a diminué partout dans les départements uniquement agricoles, tandis qu'au contraire la population a augmenté dans les départements industriels. Le Nord, entre autres, a augmenté de 53,000 habitants.

Le rapport qui accompagne, au *Journal officiel*, la publication du recensement dit que cela est dû à l'émigration des habitants des campagnes dans les localités industrielles. A mon avis, cela n'est pas tout à fait exact. J'ai vu des mouvements d'immigration s'opérer dans nos localités: car j'ai connu les villes de Roubaix et de Tourcoing ayant 20 à 25,000 habitants, et aujourd'hui elles en ont 120,000. Le mouvement d'immigration dans les villes s'opérait par suite des révolutions industrielles. Ainsi, lorsque le tissage mécanique est venu se substituer au tissage à la main, les habitants des campagnes ont été obligés de désertir un peu la campagne et de venir travailler dans nos villes.

Mais il y a dix ans que ces révolutions sont accomplies, et aujourd'hui, lorsque nous observons la marche de l'augmentation de la population, je me permets de dire qu'elle est due principalement à l'excédant des naissances sur les décès.

C'est une chose remarquable dans toute l'Europe: que dans tous les centres manufacturiers, les ouvriers ont des familles extrêmement nombreuses. Cela est vrai en Belgique; cela est vrai en Irlande, en Angleterre; cela est vrai dans notre pays. Et pourquoi en est-il ainsi? C'est parce que le père de famille n'a aucune préoccupation sur l'avenir de ses enfants: il sait que ses enfants deviendront une richesse pour lui, et, dans notre pays, nous voyons des familles de 5, de 10, de 15 enfants; elles seraient presque toutes aussi nombreuses si, malheureusement, les affections épidémiques ne venaient de temps en temps atteindre la moitié des populations et y faire de nombreuses victimes.

Messieurs, si vous tenez compte de ce grand nombre d'enfants, qui sont une bénédiction pour nos ouvriers, vous devez reconnaître qu'il y a pour ces familles une certaine période où l'existence est très-difficile à traverser: c'est celle où la mère de famille a quatre, cinq ou quelquefois six enfants, dont pas un ne travaille. A cette époque-là, toutes les dépenses doivent être couvertes par le salaire du père; et, dans la plupart des cas, ce salaire est insuffisant. (Marques d'assentiment.)

Permettez-moi de vous dire que j'ai exercé pendant quinze ans la profession médicale au milieu de cette population ouvrière; je n'avais,

comme tous les jeunes médecins, que cette clientèle que donnent et l'amour de la science et le dévouement à l'humanité. J'ai donc vu de près ces pauvres ouvriers, j'ai pu me rendre compte de leur misère. Combien de fois n'ai-je pas entendu dire à la mère de famille qui avait plusieurs enfants : Quand est-ce que mon aîné travaillera pour venir en aide à son père ? (Mouvement).

Je le sais, je viens vous demander un grand sacrifice en vous proposant de supprimer les catégories et de fixer à douze ans l'âge où les enfants pourront entrer dans les ateliers ; mais je ne voudrais pas aller plus loin, je ne voudrais pas aller jusqu'à treize ans, parce que ce serait un trop dur sacrifice à infliger aux classes ouvrières.

Je ne vous dis pas que dans dix ou quinze ans, par suite des modifications qui se produiront, vous ne puissiez pas y arriver ; mais remarquez bien qu'une loi comme celle qui est en délibération ne peut être définitive du premier coup.

Ainsi, en Angleterre, la première loi date de 1802 et, depuis, dix-sept lois successives sont intervenues, parce que dans ce pays, on modèle toujours les lois sur les mœurs des populations, sur les habitudes manufacturières ; et, toutes les fois que les intéressés viennent soumettre au gouvernement des modifications que réclame l'intérêt général, il s'empresse de les accueillir et de les proposer au parlement. Dans la situation actuelle des choses, dans la situation faite à nos classes ouvrières, qui ont beaucoup d'impôts à payer, par suite des contributions indirectes, je ne voudrais pas porter au-delà de l'âge de douze ans l'entrée dans les ateliers ; et je déclare que, si l'on prenait pour cette entrée le terme de treize ans, j'abandonnerais mon système tout entier, parce que, dans ce système admis par le conseil général du Nord, tout se tient.

Je sais bien que je vais rencontrer des objections, et je voudrais y répondre à l'avance. On a généralement de fausses idées sur la situation des ateliers. Il y a vingt ou vingt-cinq ans, des écrivains, qui sont devenus célèbres, ont fait des voyages dans nos centres manufacturiers ; ils ont écrit des livres sur l'état déplorable de la classe ouvrière ; on signalait particulièrement les caves de Lille où les ouvriers étaient enfermés comme des animaux. Mais je voudrais bien que ces mêmes écrivains vinssent aujourd'hui dans notre pays, ils ne le reconnaîtraient plus. L'invention de la machine a tout changé. Nous avions autrefois des métiers de 180 broches qu'un homme ne pouvait tourner à la main qu'avec une grande fatigue ; aujourd'hui nous avons des métiers de 800 broches, et un homme peut en surveiller deux, c'est-à-dire qu'il surveille à lui seul autant de broches qu'il y en avait dans une filature.

A cette époque-là, la condition de nos ouvriers était déplorable. J'ai assisté dès 1848, comme conseiller général, à des conseils de révision

qui ont lieu à Lille, à Armentières et autres localités voisines. Rien de plus lamentable alors que la situation des classes ouvrières. Il y avait des cantons où on ne trouvait pas le nombre d'hommes nécessaire : c'était la déviation de la colonne vertébrale, c'était le rachitisme et surtout les scrofules. Depuis, j'ai pu constater une transformation complète. Pourquoi cela ? Parce que l'ouvrier, aujourd'hui, n'a plus de dépense de forces à faire.

Voilà la première raison.

La seconde, c'est que les manufactures aujourd'hui sont presque des monuments. Toutes les constructions nouvelles ont dû être faites en vue de l'installation de ces immenses métiers. Ce sont donc des locaux spacieux, où il y a peu d'ouvriers et surtout beaucoup de broches. L'air y est très-sain ; on peut y passer des journées entières sans éprouver aucune incommodité.

C'est donc un préjugé de croire qu'il y a danger pour un enfant à entrer dans un atelier à l'âge de douze ans. Je déclare, par expérience, qu'on n'y éprouve aucune fatigue, que l'air y est aussi sain que partout ailleurs, et qu'il n'y a aucun inconvénient pour l'enfant. De cette façon, vous n'auriez pas à demander aux classes ouvrières un sacrifice plus grand que celui que je vous propose.

Il y a une troisième raison que je recommande à votre attention, c'est l'intérêt de l'industrie elle-même.

Il ne faut pas oublier que l'industrie française est soumise aujourd'hui à la concurrence de toutes les industries européennes, et il ne faut pas lui créer une situation d'infériorité qui lui rende la concurrence impossible.

Je sais bien que, dans d'autres pays, il y a des lois qui règlent le travail des enfants dans les manufactures ; mais il y a des pays où il n'y a aucune loi. M. le rapporteur a eu cette illusion de croire qu'en Belgique on allait faire une loi sur les enfants employés dans les manufactures : voilà quinze ans qu'on doit faire cette loi, et on ne la fait jamais. C'est que le gouvernement, d'après la constitution du pays, est entre les mains de la bourgeoisie industrielle, et que cette bourgeoisie ne se préoccupe que d'une chose : le développement de la richesse nationale. Dans ce pays, on travaille treize, quatorze, quinze heures par jour ; il n'y a pas de loi qui limite les heures du travail, pas de loi qui protège l'enfance contre les excès de travail. Aussi la population en a subi les tristes conséquences et, je n'ai pas besoin de vous le dire, je condamne une pareille licence. Mais il ne faut pas oublier que nous sommes en concurrence avec ce pays, que nous rencontrons cette concurrence sur les marchés étrangers ; il ne faudrait donc pas nous mettre dans des conditions d'infériorité telles que nous ne puissions plus lutter contre nos voisins. C'est là un point important, dont nous devons tenir compte.

Il ne faut pas non plus compromettre le recrutement de la classe ouvrière. Pour que ce recrutement puisse s'opérer, il faut qu'il se fasse à un âge où l'enfant n'a pas encore pris d'autres habitudes, quelquefois même des habitudes de vagabondage, en ne fréquentant ni l'école, ni l'atelier.

Je termine, Messieurs, en invoquant une considération qui ne peut pas vous échapper : c'est que, pour qu'une loi s'exécute, il faut que cette loi soit en harmonie avec les mœurs d'un pays. Quelles sont les mœurs de notre pays ? Si les parents ne sont pas poussés par le besoin, ils envoient leurs enfants aux écoles jusqu'à l'époque de leur première communion, qui a lieu, dans notre pays, vers l'âge de onze ans. Le jour où a lieu cette cérémonie chrétienne, les mères de famille viennent présenter leurs enfants dans les ateliers où travaille leur père ; elles viennent dire aux patrons : « J'espère que vous voudrez bien les admettre ? » Et ces enfants vont dans l'atelier où travaille le père, le frère ou quelque membre de la famille ; car il ne faut pas croire que ces jeunes enfants soient abandonnés : les parents s'arrangent toujours de manière à ce que les enfants fassent la route, soit de la maison paternelle à l'atelier, soit de l'atelier à la maison paternelle, avec le père, ou un frère, ou une sœur ; ils ne sont jamais abandonnés, et si nous avons conservé encore une très-grande moralité dans notre pays, une moralité bien supérieure à celle que l'on rencontre dans des pays étrangers que je ne veux pas nommer, cela tient à ce que la famille s'est maintenue, cela tient aux habitudes profondes qui existent encore et qui font que l'enfant ne se sépare jamais du père.

Ces enfants qui vont dans les ateliers, que font-ils à leur début ? Ils sont les aides de leur père. Le père est un tâcheron qui est payé suivant la quantité de mètres qu'il tisse, s'il est tisseur, ou suivant le nombre de kilogrammes de laine, de coton, qu'il pourra filer. Le père a sous ses ordres trois, quatre, six ouvriers, et il cherche toujours à faire comprendre ses enfants parmi ceux qui travaillent sous ses ordres. Il ne les abandonne pas, il les surveille toujours, et il n'y a aucun danger, dans ces conditions, à les laisser aller dans les ateliers. Je crois donc que la période de douze ans serait très-acceptable. (Assentiment sur plusieurs bancs.)

Je résume mon opinion sur la première section, qui comprend trois articles.

Le premier article étend l'application de la loi à toutes les industries, dans quelque condition qu'elles se trouvent. Il faut généraliser cette loi de telle façon qu'il n'y ait pas la moindre fissure. Sous ce rapport, je m'en rapporte à la commission.

Le deuxième article établit une catégorie de dix à treize ans. Je demande la suppression de cette catégorie, pourvu que, dans l'article 3,

on fixe à douze ans l'âge où l'enfant pourra entrer dans les ateliers et travailler le même nombre d'heures que l'adulte, c'est-à-dire douze heures. (Très-bien ! très-bien !)

M. Eugène Tallon, rapporteur. J'ai entendu avec d'autant plus de satisfaction l'honorable M. Leurent rendre hommage au but général de la loi et à ses sentiments d'humanité, qu'il l'a fait avec une autorité et une compétence que nous nous empressons tous de lui reconnaître. Mais, que mon honorable collègue me permette de le lui dire, il s'est plus placé dans ses observations au point de vue de la région industrielle du Nord qu'au point de vue des intérêts généraux de l'industrie française.

Quand M. Leurent demande de supprimer les diverses catégories qui figurent dans le titre 1^{er} de notre loi et d'y substituer un article unique qui aurait pour effet de fixer uniformément l'âge de douze ans comme celui auquel les enfants pourraient être admis dans les ateliers, mais auquel aussi ils seraient obligés à supporter immédiatement un travail de douze heures, il me semble méconnaître les usages et la situation d'une grande partie de l'industrie nationale.

L'honorable M. Leurent vous disait lui-même que notre article 1^{er} étendait avec raison la protection de la loi, et il invoquait l'exemple de la législation anglaise, dont nous nous sommes plus d'une fois inspirés. Il vous montrait avec quelle sagesse nos voisins avaient appliqué à tout le travail industriel la protection qu'on doit à l'enfance ouvrière. Il avait raison encore de justifier cette extension de la loi dans toute la limite du possible, sans admettre qu'on puisse l'étendre jusqu'au point où le législateur viendrait se heurter à la volonté et à l'autorité paternelles. Nous sommes dans le même sentiment.

Mais c'est à tort que M. Leurent nous demande de substituer cette expression : « Hors la maison paternelle, » à l'expression : « Hors la famille, » que nous avons employée ; car, en dehors même de la maison paternelle, l'enfant est encore sous l'autorité du père quand il travaille à côté de lui ; or, nous trouvons dans le sentiment d'affection de celui-ci vis-à-vis de son enfant une protection qui fera qu'il ne sera pas livré à des excès de travail, ni à des abus de force compromettants pour sa santé.

Il serait fâcheux d'intervenir entre le père et l'enfant. Quelle division profonde ne jetterions-nous pas ainsi au sein même de la famille ? Ne voyez-vous pas les malheurs qui pourraient sortir de cette intervention malencontreuse du législateur en face de l'autorité du père, que toutes nos lois ont respectée jusqu'ici ? (Très-bien ! très-bien !)

Je ne puis donc m'associer aux désirs de M. Leurent sur la rectification de l'article 1^{er}.

Je dois maintenant examiner les questions spéciales qui touchent aux articles 2 et 3 du projet :

Nous nous sommes trouvés placés dans la commission en face de deux tendances opposées. D'une part, les moralistes, les humanitaires, ceux qui n'obéissent qu'aux inspirations et aux entraînements du cœur, nous demandaient d'élever autant que possible les différents âges d'admission au travail, d'éloigner le plus longtemps possible l'enfant de l'atelier, de diminuer ensuite son travail dans la plus large mesure, de le protéger enfin jusqu'à l'âge de seize à dix-huit ans.

D'autre part, nous avons entendu les représentants des diverses branches des intérêts industriels, animés, eux aussi, des sentiments les plus généreux, mais obligés, par leurs situations, de nous faire connaître le trouble que des mesures excessives apporteraient à la fabrication manufacturière et le préjudice que nous pourrions lui causer.

Entre ces deux termes opposés, la commission n'avait qu'un rôle à prendre, c'était de faire une œuvre de conciliation. C'est ce qu'elle a tenté.

La loi de 1841 fixe à huit ans l'entrée de l'enfant dans l'atelier, et elle dit qu'à cet âge le travail durera huit heures. Eh bien, Messieurs, il est vraiment douloureux de voir de si jeunes enfants ainsi exposés à des fatigues qui ne sont pas en rapport avec leur développement physique. Aussi, sommes-nous entrés sans hésitation dans cette voie, d'élever l'âge auquel les enfants seront admis dans les ateliers. Mais, pouvions-nous immédiatement retrancher quatre années au travail industriel, pouvions-nous franchir d'un seul pas cette distance de huit à douze ans ? (Très-bien !)

Vous nous parlez de progrès ! Ce progrès, je l'espère comme vous. Mais c'est l'avenir qui le réalisera. Vous puisez cette espérance dans cet amour du bien, dans ce sentiment d'humanité qui vous anime et vous inspire. Et moi aussi je voudrais réaliser ce noble progrès, qui consisterait à ne faire entrer de jeunes êtres qu'à douze ans dans les ateliers ; mais nous ne pouvons accomplir en un seul jour notre tâche ; quand nous aurons fait le premier pas, nous laisserons à d'autres le soin d'achever l'œuvre que nous aurons commencée et qui restera marquée de l'empreinte des généreux sentiments de cette Assemblée. (Nouvelles marques d'approbation.)

Du reste, l'âge de dix ans inscrit dans le projet, avec réduction du travail à six heures, est-il si contraire aux intérêts de l'industrie et au sentiment général des industriels ? A cet égard, je puis présenter à l'Assemblée une statistique qu'elle me saura gré de placer sous ses yeux :

En 1868, le conseil d'État se préoccupait des mêmes questions, et de ces préoccupations est sorti un projet de loi fort remarquable, auquel, nous n'hésitons pas à le dire, nous avons fait de larges emprunts.

A l'occasion de cette étude, soigneusement élaborée, une vaste enquête a été faite : on a interrogé les conseils généraux, les chambres de commerce, les grandes industries, les comités des arts et manufactures.

Or, il y a eu 38 conseils généraux qui ont demandé l'adoption de l'âge de dix ans, et 36 chambres de commerce qui l'ont demandée également ; et parmi ces corps consultés nous avons recherché quels étaient les conseils généraux, les chambres de commerce appartenant aux départements les plus industriels. Or, nous y voyons figurer les conseils de la Seine et du Rhône, et, parmi les chambres de commerce, celle de Lyon et celle de Paris. A côté de cela, que M. Leurent me permette de me servir des armes qu'il nous a opposées, et, transportant la question dans son propre département, d'opposer le conseil général du Nord de 1868 au conseil général du Nord de 1872.

J'y trouve qu'à cette époque ce conseil demandait la fixation à onze ans, et que la chambre de commerce de Lille demandait la fixation à dix ans et demi. Vous voyez que ces limites se rapprochent plus du système adopté par la commission que du système proposé par l'honorable M. Leurent lui-même. (C'est vrai ! — Très-bien ! très-bien !)

Que mon honorable collègue ne vienne pas maintenant nous parler de l'intérêt de l'enfant, de l'intérêt de la famille et de l'intérêt des classes ouvrières elles-mêmes.

Quel est l'intérêt de la famille ? Quel est l'intérêt de toute la classe ouvrière ? C'est que l'enfant puisse obtenir un développement physique et moral suffisant pour devenir plus tard un bon ouvrier, un homme ; pour qu'il soutienne alors sa famille et prenne sa place dans la société. Mais il faut aussi que cet enfant puisse, dans son jeune âge et selon la mesure de ses forces, apporter son secours à la communauté ; il faut qu'il puisse, lui aussi, donner l'appoint de son salaire, si médiocre qu'il soit, et cela le plus tôt possible, aux besoins de la famille.

En fixant l'admission dans les ateliers à douze ans, vous vous exposez à ce que la famille, privée du salaire de l'enfant, n'ait plus les moyens de lui procurer l'alimentation nécessaire à son bon développement, c'est lui qui en souffrira.

Au contraire, avec le système de dix ans et du demi-temps, l'enfant sera occupé à un travail en rapport avec ses forces ; il apportera son salaire aux parents, il sera un aide pour eux, et alors nous aurons rempli ce double but : protéger l'enfant et aider la famille ouvrière. (Nouvelles marques d'assentiment.)

Au point de vue de l'éducation, nous ne nous sommes pas contentés de laisser jusqu'à dix ans sa liberté entière à l'enfant pour l'instruction de tous les jours. Nous demandons de plus qu'il ne travaille que six heures par jour jusqu'à treize ans, et alors il pourra suivre l'instruction

du matin ou du soir, suivant qu'il sera occupé le soir ou le matin.

Ici nous nous trouvons en concordance parfaite avec le projet de loi sur l'instruction primaire présenté par M. Jules Simon. Dans son article 1^{er}, ce projet fixe à treize ans l'âge de l'instruction obligatoire. Je ne m'explique pas sur cette grave question dont s'occupera prochainement l'Assemblée; mais il était impossible, chacun le reconnaîtra, qu'elle n'entrât pas dans les prévisions de la commission; et nous devons chercher à mettre la loi sur le travail des enfants dans les manufactures en harmonie avec les lois sur l'instruction. Or, c'est cette même limite de treize ans que nous avons adoptée. Et, dans ce premier article du projet de loi sur l'instruction, il est dit que, dans le cas où l'enfant sera livré à un travail agricole ou industriel, il fréquentera l'école, soit le soir soit le matin. C'est l'application du demi-temps mis en harmonie avec l'instruction. Nous avons ainsi donné satisfaction à ce désir que nous partageons tous, de développer le plus largement et le plus libéralement possible l'instruction publique dans notre pays ! (Très-bien ! très-bien !)

Mais M. Leurent, dans son système, va contre son but même, au point de vue de l'instruction publique, en assujettissant l'enfant, à douze ans, à un travail de douze heures, qui ne lui permettra plus de fréquenter l'école. C'est à tort qu'il affirme que, à cet âge l'instruction civile et religieuse a été acquise par l'enfant et que la première communion a été accomplie.

Ce n'est pas exact pour tous. En effet, on est venu soutenir dans la commission que le plus souvent c'était entre douze et treize ans seulement que cette double instruction était obtenue, la dernière surtout; on nous l'a dit au nom du comité de patronage de Paris, qui se préoccupe tout spécialement de l'instruction religieuse de l'enfance.

Au point de vue particulier de l'instruction civile, dans le système de M. Leurent, il n'y a plus, à l'âge de douze ans, de moyen laissé à l'enfant de compléter une instruction insuffisante; nous, au contraire, jusqu'à l'âge de treize ans, c'est-à-dire pendant un an de plus, en réduisant le travail à six heures, nous laissons subsister l'obligation scolaire pour l'enfant; et, passé treize ans, il faudra que celui-ci justifie qu'il a acquis une instruction complète pour être admis à travailler durant la totalité de la journée. Nous donnons ainsi une haute sanction à la loi de l'instruction publique, et nous faisons, pour les progrès de l'enseignement dans les classes populaires, une œuvre qui n'avait pas été accomplie jusqu'ici. (Très-bien ! très-bien !)

Ainsi, vous le voyez, les différents articles de la loi se tiennent l'un l'autre; ils s'expliquent rationnellement dans leur économie dans leur pensée, tant au point de vue de l'intérêt de l'enfant et de la famille qu'au point de vue du progrès général de l'instruction publique.

Pourquoi donc nous limiterions-nous à une catégorie trop étroite,

alors que nous mettrions en souffrance des industries considérables comme celles de Paris et de Lyon, qui vous montrent, dans la soierie notamment ou dans la fabrication des menus articles de luxe, des enfants occupés déjà dès l'âge de huit ans et qui se plaignent aujourd'hui que nous ayons trop relevé l'âge de l'admission ? Pourquoi créerions-nous témérairement des troubles et des embarras, alors que nous voulons faire ce qui a été fait chez toutes les nations voisines dans les lois de cette nature, une œuvre d'acheminement vers le progrès ? Prenons pour modèles les grands législateurs de l'Angleterre : lorsqu'ils ont voulu toucher à cette délicate matière, ils ont fait dix-sept bills successifs en cinquante années pour arriver, sinon à la perfection, qu'il n'appartient jamais aux lois humaines d'atteindre, mais à des résultats qui ont produit une véritable transformation dans la population industrielle de la Grande-Bretagne.

Avançons, nous aussi, avec prudence et fermeté, dans la voie du progrès, et nous aboutirons comme nos voisins à de grands résultats ; nous aurons surtout fait ce que nous voulons avant tout, c'est-à-dire une loi non-seulement approuvée dans son principe, mais une loi pratique, utile et exécutée. (Vives et nombreuses approbations.)

M. Cordier. Messieurs, je ne m'étendrai pas sur les considérations générales : notre honorable collègue M. Leurent a embrassé d'un coup d'œil tellement complet la question qu'il avait à débattre, que je me bornerai à l'examen de l'article 3. Pour ma part, je considère que cet article est le point culminant du débat, et, à vrai dire, j'y vois, en quelque sorte, toute l'économie de la loi.

J'ai vécu sous l'empire de la loi de 1841, et j'ai pratiqué l'industrie avant cette époque. J'ai donc pu observer et comparer les effets de cette loi, de même que j'ai pu constater la situation qui l'avait précédée.

Je ne veux pas méconnaître que, bien avant 1841, frappés de l'état de rachitisme qui caractérisait les populations manufacturières, des hommes de cœur, des hommes mus par un sentiment d'humanité éclairée, avaient provoqué une réforme qui semblait nécessaire. Aujourd'hui, ce rachitisme a-t-il disparu ? Est-il constant qu'il y a eu amélioration caractérisée et tout à fait indiscutable parmi ces populations ?

Messieurs, ce point demanderait à être observé et discuté, car nous rencontrerons souvent des contradictions qui pourraient égarer la discussion.

Ce qu'on a pu constater et voir, c'est que la génération qui s'est élevée, à partir de 1841, ne s'est pas distinguée d'une manière bien sensible par une amélioration dans sa constitution physique. Cependant, sous l'empire de cette loi, tous les métiers à la main, comme le disait M. Leurent, ont été remplacés par des appareils mécaniques,

et après des recherches, des tâtonnements innombrables, qui sont d'ailleurs inévitables lorsqu'il s'agit de réformes dans l'organisme industriel, on est arrivé à en dégager une théorie claire et indiscutable aujourd'hui, à savoir : que les ateliers ont besoin d'une grande lumière, de beaucoup d'aération, que l'extrême propreté est la meilleure garantie des résultats du travail industriel. Or, ces conditions sont parfaitement en accord avec une hygiène sagement appréciée et raisonnée.

De ce côté il s'est donc accompli de sérieuses améliorations, résultat de la force des choses, indépendantes même de la loi.

Dans des temps plus récents, le progrès, cette loi qui domine l'industrie, a déterminé d'autres améliorations encore plus sensibles.

Mon collègue, M. Leurent, s'est appliqué à vous faire connaître le tableau de la situation industrielle dans le département du Nord. Pour ma part, je veux me renfermer également dans l'examen des choses qui se sont accomplies dans les régions de l'Ouest, et particulièrement de la Seine-Inférieure.

Vous n'ignorez pas que, dans cette dernière circonscription, l'industrie cotonnière occupe un nombre considérable d'ouvriers sous les trois formes de la filature, du tissage et de l'impression. Dans chacune des branches de l'industrie cotonnière, une révolution radicale s'est accomplie depuis la loi de 1841.

En ce qui concerne la filature, au renvideur à la main a succédé le *self-acting* ou métier automate. Ce métier est tellement parfait dans son mécanisme que l'ouvrier, aujourd'hui, peut diriger un nombre de broches double et même triple de celui qu'il pouvait conduire, même avec le Mull Jenny, ou métier renvideur perfectionné. De ces perfectionnements, il résulte que l'ouvrier, et les enfants qui sont ses auxiliaires, n'ont plus qu'à surveiller le fonctionnement du mécanisme et à parer aux accidents qui peuvent survenir ; mais ils n'ont à déployer aucune force musculaire ; c'est plutôt l'intelligence qui s'exerce pour prévoir les accidents et éviter les dérangements.

Si nous passons au tissage, nous trouvons des perfectionnements semblables.

Si nous examinons l'impression, industrie qui joue un rôle important dans les régions dont je parle, nous voyons que, jusqu'à 1841, 7 ou 8,000 enfants étaient occupés dans les usines où l'on imprime, tandis que, depuis cette époque et grâce à une succession d'inventions et de découvertes heureuses de toutes natures, le travail qui se faisait exclusivement à la main est aujourd'hui remplacé, en majeure partie, par l'action mécanique. On est arrivé, avec une perfection supérieure même au travail à la main, à exécuter des impressions à deux, trois, quatre, cinq, six, huit et dix couleurs, qui autrefois auraient demandé une série d'opérations nécessitant l'intervention de la main de l'ouvrier,

successivement appliquée sur la même pièce, et d'enfants, appelés tireurs, servant d'auxiliaires aux ouvriers imprimeurs. Eh bien, aujourd'hui, je le répète, presque tous ces travaux, ou du moins la majeure partie de ces travaux, se font mécaniquement. Le concours des enfants, dans ces circonstances, n'est plutôt appelé, comme je vous le disais, que pour certaines modifications, en vue d'une surveillance dans laquelle l'activité, la souplesse de l'enfance apportent un concours très-utile et très-avantageux. Cette modification a encore été un allègement sensible aux fatigues des ouvriers.

Mais, Messieurs, je vous le disais, malgré cela, d'après l'observation faite après vingt années, après trente années même d'expérience, les résultats généraux ne sont pas aussi sensibles qu'on aurait pu l'espérer.

Ainsi, je me rappelle parfaitement que, il y a trente ans, il n'était pas difficile de rencontrer des ouvriers sachant lire et écrire, et susceptibles de remplir des fonctions supérieures, telles que celles de contre-maîtres. Aujourd'hui, malheureusement, la difficulté est très-grande : sur cent ouvriers, on a la douleur de constater que, tout au plus, cinq ou six sont aptes à remplir les fonctions que j'indiquais à l'instant.

Quelles en sont les causes ? C'est une recherche que, pour le moment, je réserve; j'indiquerai plus tard les motifs de mon sentiment à cet égard.

J'aurai encore à vous signaler l'amélioration résultant des effets du décret du 9 septembre 1848. Avant cette période, le travail était illimité dans tous les ateliers. La journée pouvait être ici de douze, quatorze heures; ailleurs, de quinze, seize heures. Par suite de ce décret, elle fut réduite uniformément à une durée de douze heures, coupée par un repos, suivant les habitudes du travail.

La loi qui nous occupe a pour effet d'apporter un remède plus complet, plus entier, par rapport aux enfants, que celui qui a été obtenu par la loi de 1841. A dire vrai, la loi actuelle a plutôt pour effet d'enregistrer une limite légale; car le travail de l'enfant de huit à dix ans est aujourd'hui une exception; je dirai même qu'il n'existe en quelque sorte nulle part. (C'est vrai ! c'est vrai !) Je n'en connais pas d'exemple.

Sous ce rapport, il ne peut y avoir la moindre contestation entre nous; nous sommes unanimes à reconnaître qu'une limite d'âge plus élevée serait une excellente chose. Je reconnais que les inspirateurs du projet de loi en discussion sont mus par les sentiments les plus généreux, les plus dignes, les plus respectables, et que les membres de la commission qui appartiennent à l'industrie s'y sont associés de tout leur pouvoir.

Cependant, Messieurs, chacun peut se faire un idéal en pareille matière. Assurément je considère que rien ne serait plus désirable

que de voir le père à l'atelier, la mère au foyer de la famille et l'enfant à l'école. Mais, dans bien des cas, dans bien des circonstances, il est important de mettre une restriction à cet idéal que je crois très-difficile à réaliser.

Ainsi, chacun sait que les nécessités de la vie, qui deviennent de plus en plus lourdes, de plus en plus difficiles à satisfaire, imposent non-seulement au père une tâche plus pénible et plus laborieuse, mais à la mère l'obligation d'apporter son concours. Il est encore quelques cantons, ils sont rares malheureusement, où certains travaux peuvent s'exécuter à domicile; il est certaines régions où la dentellerie est réservée aux femmes; mais les fonctions industrielles qui, autrefois, s'exerçaient à domicile, se trouvent absorbées par les mécaniques, de sorte que là femme n'a plus, en général, de travail à faire à la maison.

Et cependant, il faut que la famille vive.

Eh bien, puis qu'il en est ainsi, nous nous sommes préoccupés de savoir comment on pourrait mettre la famille en position de se procurer les ressources dont elle a besoin, par le concours de tous ses membres, dans des limites raisonnables et je dirai commandées par l'humanité.

Nous sommes arrivés à nous demander à quel âge l'enfant pourrait être introduit dans les ateliers. Nos honorables collègues de la commission ont dit : treize ans. M. Leurent propose l'âge de douze. Je partage l'opinion de l'honorable M. Leurent : douze ans est l'âge acceptable. Et voici pourquoi : c'est que, comme on l'a dit, il importe de tenir compte des mœurs et des habitudes, lorsqu'on veut faire une loi. Il en est de même des nécessités économiques, qui dominent toujours la loi civile et qui font que la loi n'est bonne et praticable qu'autant qu'elle se plie à ces nécessités économiques.

Il est, Messieurs, un point que nous pouvons constater, c'est qu'en général, la religion chrétienne est la religion dominante de nos populations...

Une voix à droite. Dites la religion catholique!

M. Cordier.... et il est d'usage que l'enfant fréquente l'école, dès l'âge de sept ans, qu'il apprenne son catéchisme et qu'il fasse sa première communion de onze à douze ans.

A partir de onze à douze ans, si vous exigez que l'enfant aille encore à l'école, vous ne l'obtiendrez pas, et voici pourquoi. Comme cette limite est consacrée par l'habitude, lorsque cet enfant, — et j'accepte très-volontiers l'accès de l'atelier de dix à douze ans, — lorsque cet enfant aura passé six heures dans un atelier, vous le renverrez à l'école. Savez-vous ce qu'il fera ? Comme la plupart de nos ouvriers habitent ou dans la ville ou dans les villages environnants, l'enfant, au lieu d'aller à l'école, fera le plus souvent l'école buisson-

nière. Et quelles habitudes prend-il cet enfant ? Les plus déplorables ! C'est là surtout que l'enfant, en flânant à l'aventure, contracte l'usage du tabac ; c'est là aussi que de malheureux enfants peuvent trouver accès dans les cabarets, qu'ils y contractent des habitudes de vices et de désordres précoces. (Marques d'assentiment.)

Ce que je dis là, Messieurs, n'est point exagéré. Si je le dis, c'est parce que je connais l'ouvrier et que je tiens à lui dire la vérité. J'ai vécu avec lui toute ma vie, et, pour des raisons que je n'ai pas à vous définir, j'ai pour lui une affection toute particulière.

Je reviens à ma préoccupation principale que je vous exposais en commençant.

Je vous ai dit qu'on avait constaté, en 1844, des traces de rachitisme, de dégénérescence. Ces traces aujourd'hui sont peut-être plus accentuées, plus désolantes, et d'où proviennent-elles ? elles proviennent de ces habitudes que je viens de vous signaler à l'instant. Ce sont ces malheureuses générations qui chaque jour, de plus en plus, se livrent à l'habitude de l'ivrognerie, disons le mot, et ce sont ces générations qui viennent aujourd'hui peupler nos asiles d'aliénés.

Quand je songe que dans un département comme le nôtre, de 800,000 habitants, on voit près de 2,000 individus privés de la raison, et que, sur ces 2,000 infortunés, près de 1,500 tombent dans cet état par l'effet de l'alcoolisme, je dis qu'il faut aux enfants l'école et l'instruction religieuse, afin d'élever le niveau moral et intellectuel autant que nous le pourrons. Il ne faut pas de lacune entre le séjour de l'école et l'entrée à l'atelier.

Le séjour de l'atelier, croyez-le bien, a ses avantages : il donne satisfaction à l'industrie et à la famille en ce sens qu'il facilite l'apprentissage. Il est bon que l'apprentissage ne commence pas trop tard : l'enfant alors est plus rebelle, moins docile, moins apte à ses fonctions. Et cet apprentissage n'est pas aussi pénible qu'on pourrait le croire. Comme j'ai essayé de vous le faire comprendre, avec le perfectionnement mécanique, les fonctions de l'enfant sont plutôt des exercices gymnastiques. Il y a là un déploiement d'efforts et de forces physiques limité, utile à l'enfant ; c'est ce que l'on méconnaît.

J'ajouterai encore, et c'est un point qui a déjà été établi, qu'il faut absolument que l'enfant reçoive l'instruction morale. Mais, en même temps, il a des besoins physiques ; il y a aussi les besoins de la nature qui s'imposent, et la famille ne peut pas toujours le nourrir. Il faut donc que l'enfant puisse subvenir à une partie de ses besoins, et si, à douze ans, il consomme déjà presque autant qu'un homme, il importe aussi que son salaire puisse aider sa famille à lui donner la nourriture nécessaire. (Très-bien ! très-bien ! sur plusieurs bancs.)

Je crois donc, Messieurs, que nous en sommes à cette légère nuance qui nous sépare, la limite de douze ans et celle de treize ans. Je dis

que dans l'intérêt de la conservation morale de cette jeune intelligence et de son développement physique, la limite de douze ans me paraît la vraie limite, et je vous prie, en conséquence, de la consacrer en adoptant l'amendement. (Très-bien ! très-bien !).

M. Ambroise Joubert. Messieurs, je viens combattre, au nom de la commission, l'amendement qui vous est proposé par l'honorable M. Cordier et plusieurs de nos collègues, tendant à abaisser à douze ans la limite de treize ans, qui est proposée par la commission.

Nul plus que moi, Messieurs, vous devez le comprendre, n'a souci de l'intérêt industriel et ne comprend mieux la nécessité de faciliter à l'industrie les moyens de se procurer le personnel dont elle a besoin pour marcher et prospérer ; mais il ne faut pas que ce soit au détriment des ouvriers, et plus particulièrement des enfants, au développement physique et moral desquels nous avons le devoir de veiller.

La question posée dans ces termes, il s'agit donc tout simplement de savoir si l'enfant peut, dès douze ans, travailler sans inconvénient douze heures par jour. Je ne le crois pas, et je viens essayer de vous le prouver.

Au point de vue de son développement physique, vous savez tous ce qu'est un enfant de douze ans, et vous vous rendez parfaitement compte de l'influence que peut avoir sur lui un séjour de douze heures dans un atelier où il est soumis à un travail continu.

Je sais parfaitement que le travail imposé à l'enfant n'exige pas en général une grande dépense de forces ; je sais que les locaux industriels sont aujourd'hui installés dans de bonnes conditions de salubrité en général ; mais quoi qu'il en soit, la continuité des efforts, l'assiduité finit par énerver l'enfant, tout au moins par fatiguer son cerveau.

Voilà vingt ans que je vis dans les ateliers industriels : j'ai vu les choses de près, et j'ai l'intime conviction que si le travail à journée entière n'altère pas précisément la santé de l'enfant, il nuit certainement à son bon développement physique, et tous les enfants élevés dans ces conditions ne font malheureusement en général que des hommes chétifs. Les conseils de révision sont là pour en faire foi, et je crois que nous aurons beaucoup fait pour améliorer la constitution physique des classes ouvrières en retardant le plus possible, et au moins d'une année, l'époque à partir de laquelle les enfants seront soumis à ce rude labeur.

L'enfant qui travaille douze heures dans un atelier est obligé de séjourner à l'usine environ treize ou quatorze heures ; car le travail est interrompu par des repos qui s'élèvent environ à une ou deux heures. Il faut calculer en outre que l'enfant emploie environ une heure pour se rendre le matin de chez lui à l'usine et pour retourner le soir de l'usine chez lui. Voilà donc environ quatorze ou quinze

heures que l'enfant consacre à la vie industrielle. Sur les neuf ou dix heures qui lui restent, il est obligé d'en donner huit ou neuf au sommeil : c'est la durée de repos nécessaire à l'enfant. Vous voyez qu'il ne lui reste plus à peu près qu'une heure, c'est-à-dire le temps strictement nécessaire pour prendre son repas du soir et pour se coucher quand il rentre du travail.

Ainsi, l'enfant de douze ans qui travaille à la journée entière a son existence complètement absorbée, d'une part par la vie industrielle, d'autre part par le temps qu'il consacre à son sommeil et à ses repas; il ne lui reste plus rien pour l'école, plus rien pour l'enseignement religieux et plus rien ou presque rien pour la vie de famille.

Croyez-vous que l'on puisse fermer l'école à un enfant de douze ans ? Certainement, à cet âge, l'enfant arrivera à savoir lire, écrire et quelque peu compter.

Mais est-ce assez ? Ne faut-il pas essayer de le pousser plus loin ?

Cet enfant, devenu homme, s'il est bon travailleur, s'il est bon sujet, peut espérer devenir un ouvrier d'élite, un contre-maitre, un patron peut-être; il faut pour cela qu'il ait des connaissances spéciales, et il ne pourra jamais les acquérir si son instruction primaire a été trop incomplète. Nous devons donc procurer à cet enfant les moyens d'améliorer sa destinée en lui facilitant l'accès de l'école le plus longtemps possible, et au moins jusqu'à treize ans.

Et l'enseignement religieux ? Croyez-vous, comme on le disait tout à l'heure, que l'enseignement religieux soit terminé à douze ans ? Certainement, en général, en France, l'enseignement religieux s'achève à douze ans, époque de la première communion; mais il est d'usage, dans les familles chrétiennes, de faire suivre cette première communion d'une seconde, précédée de l'enseignement du catéchisme. Pour que l'enfant puisse suivre ce catéchisme, il faut qu'il puisse quitter l'usine chaque semaine au moins quelques heures pendant une journée; et pour que cet enseignement soit fructueux, il faut qu'il puisse fréquenter en même temps l'école où ses maîtres lui font apprendre par cœur les leçons du catéchisme, les lui font réciter, et les lui expliquent pour faire pénétrer plus avant dans son esprit les principes de la morale chrétienne.

Messieurs, ainsi que le disait l'autre jour à cette tribune Mgr l'évêque d'Orléans, dans un magnifique langage, la morale chrétienne peut seule sauver notre société, qui se meurt aujourd'hui d'irréligion et d'indifférence. Nous ne pouvons pas malheureusement avoir une grande action sur les adultes; mais nous pouvons heureusement agir sur les jeunes générations, en développant pour elle le plus longtemps que nous pourrons l'enseignement religieux. Croyez-vous que ce soit trop demander pour cela de faciliter aux enfants le soin

de fréquenter à la fois l'église et l'école au moins jusqu'à l'âge de treize ans ?

Et la vie de famille, Messieurs ! Je crois vous avoir prouvé que l'enfant qui travaille la journée entière est presque sevré de la vie de famille. Pensez-vous qu'on puisse sans inconvénient priver dès douze ans un jeune enfant des tendresses de sa mère, du contact de ses jeunes frères et sœurs ? C'est là que l'enfant apprend à aimer et à être aimé, c'est dans la famille que l'enfant devient doux et humain. Si nous fermons trop vite son cœur, au lieu de former un homme bon, généreux, nous courons risque d'en faire un être chagrin, mécontent, prenant en haine une société qui aura manqué de prévoyance en ne développant pas assez longtemps dans son cœur les sentiments tendres et généreux.

Les événements de la Commune sont encore trop près de nous pour qu'ils ne nous servent pas de leçons. Si on cherchait bien dans le passé des hommes pervers qui ont ensanglanté Paris, je suis sûr que nous trouverions bien des enfants qui ont été enlevés trop tôt et trop complètement à la famille, à l'école, à l'enseignement religieux, et qui ont été livrés trop tôt à la vie de l'atelier. Il faut éviter, par tous les moyens possibles, le retour de pareils malheurs. Une année de répit pour les enfants peut avoir une salutaire influence sur l'avenir de notre état social. N'hésitons donc pas à retarder le plus que nous pourrons, et au moins jusqu'à l'âge de treize ans, le moment à partir duquel l'enfant verra se fermer complètement pour lui l'église, l'école et la famille, pour être livré tout entier à la vie des ateliers.

Pour ma part, si j'avais une hésitation, ce ne serait certainement pas pour abaisser à douze ans la limite de treize ans, ce serait plutôt pour l'élever à quatorze ; mais, comme le disait tout à l'heure l'honorable M. Tallon, il faut progresser lentement pour arriver sûrement. Il ne faut pas vouloir trop à la fois et surtout vouloir arriver trop vite de peur de dépasser le but ; il ne faut pas courir le risque de bouleverser en voulant améliorer. Plus tard, quand notre loi sera entrée dans les mœurs industrielles, nous pourrons faire un pas de plus en avant, car il faut espérer que nous pourrons encore améliorer le sort des classes laborieuses.

J'arrive maintenant à l'objection la plus sérieuse présentée par nos honorables adversaires. On nous a dit qu'en portant à treize ans la limite à partir de laquelle les enfants pourront travailler la journée entière, nous allions paralyser l'industrie et la priver du nombre d'enfants dont elle a besoin pour marcher.

Je crois que c'est une erreur qui vient d'un point de départ faux. Nos honorables collègues partent de ce principe que l'on ne peut employer dans les ateliers que des enfants travaillant la journée

entière. Si ce principe était vrai, ils auraient parfaitement raison ; car, en portant de douze à treize ans la limite à partir de laquelle les enfants pourront travailler à journée entière, nous priverions l'industrie de toute la catégorie des enfants de douze à treize ans sans aucune compensation. Mais que nos honorables collègues me permettent de le leur dire : la cause du dissentiment qui existe entre eux et nous tient à ce qu'ils ne veulent pas entrer dans le principe de notre loi et voir que l'idée sur laquelle elle repose, c'est le travail au demi-temps. S'ils veulent accepter le travail au demi-temps, toutes les difficultés qu'ils redoutent disparaîtront.

En effet, Messieurs, ils n'ont qu'à prendre autant d'enfants dans la catégorie de dix à douze ans qu'ils en emploient aujourd'hui dans les catégories de douze à treize ; et il est bien évident qu'avec ce nombre d'enfants double, même travaillant moitié moins, ils obtiendront la même somme de travail, et par conséquent, au bout d'un certain temps, les choses rentreront dans l'ordre. (Assentiment sur divers bancs.)

Toute la question à résoudre est donc celle-ci : le travail à demi-temps est-il pratique en industrie, et, s'il est pratique, l'industrie trouvera-t-elle le nombre d'enfants dont elle a besoin pour l'appliquer ? Toute la question repose sur ces deux points. (Oui ! oui ! — C'est cela !)

Sur le premier point, le travail à demi-temps est-il une chose pratique ? je ne trouve pas qu'il soit besoin de discuter. Il suffit de citer ce fait : en Angleterre, il y a quinze à vingt ans, le parlement a ordonné le travail au demi-temps ; il fonctionne dans tous les ateliers d'Angleterre, d'Ecosse, d'Irlande.

Or, je ne sache pas que l'industrie anglaise soit désorganisée. Si donc l'industrie anglaise fonctionne depuis quinze à vingt ans avec le travail au demi-temps, je ne vois pas pourquoi elle ne fonctionnerait pas en France, où les ateliers ont le même mode de fabrication, le même outillage, les mêmes procédés industriels. (Très-bien !) Donc, si le travail au demi-temps existe, s'il est pratiqué avec succès depuis quinze à vingt ans dans un pays qui a le même système d'industrie que nous, nous pourrions l'appliquer chez nous. Par conséquent, le travail au demi-temps est un travail pratique au point de vue industriel.

Maintenant, il s'agit de savoir si nous trouverons en France un nombre d'enfants suffisant pour faire fonctionner le travail au demi-temps.

Remarquez d'abord qu'il ne s'agit pas du tout pour l'industrie de doubler le personnel de ces enfants. La loi ne porte que sur la catégorie des enfants de douze à treize ans. Rien n'est changé pour les autres catégories. Or, les enfants employés par l'industrie sont compris dans les catégories de 12 à 13, de 13 à 14, de 14 à 15 et de 15 à 16 ans, l'âge de seize ans étant celui où l'enfant devient ce qu'on

appelle un ouvrier. Donc, la modification de notre loi ne porte que sur une de ces quatre catégories. Par conséquent, ce n'est que le quart environ, peut-être le tiers, parce que les catégories ne sont pas d'égale quantité, mais c'est le tiers ou le quart des enfants qu'il s'agit de remplacer.

Nos contradicteurs nous donnent les moyens de les réfuter. Ils nous disent : Dans l'état actuel, nous ne pouvons pas marcher avec des enfants ne travaillant pas la journée entière.

Or, la loi de 1841 défend de faire travailler pendant une journée entière des enfants au-dessous de douze ans; donc, les industriels qui soutiennent cette théorie n'emploient pas, à l'heure actuelle, d'enfants au-dessous de douze ans.

M. Mettetal. La loi est fraudée.

M. Leurent. Elle est fraudée partout!

M. Ambroise Joubert. S'ils n'emploient pas d'enfants au-dessous de douze ans, nous mettons à leur disposition deux catégories : les enfants de dix à onze ans, et les enfants de onze à douze ans, qui représentent un nombre d'enfants double de celui de la catégorie de douze à treize ans.

Donc nous donnons aux industriels une vaste réserve dans laquelle ils pourront puiser abondamment pour combler le déficit que nous créons dans la catégorie de douze à treize ans. Les parents n'hésiteront pas à confier aux industriels les enfants de dix à douze ans. Vous pouvez être certains que lorsque les parents sauront que leurs enfants ne seront soumis qu'à un travail modéré de six heures, en exécution de la loi, et qu'ils pourront mener de front l'apprentissage, l'instruction primaire et religieuse, et vivre encore dans la famille, ils n'hésiteront pas à confier leurs enfants; je dis même que nombre de familles, qui aujourd'hui ne confient pas leurs enfants à l'industrie parce qu'elles craignent qu'il ne leur soit imposé un travail excessif, se décideront à le faire, eu égard aux conditions meilleures inscrites dans la loi.

Ainsi, le travail au demi-temps est un travail pratique et les réserves par lesquelles l'industrie pourra combler le déficit existent parfaitement.

Une autre objection me revient à l'esprit, et je demande la permission d'y répondre.

On nous a dit que nous allions priver les familles laborieuses d'une partie des ressources qu'elles obtiennent en faisant travailler à journée entière leurs enfants de douze à treize ans, que nous allions apporter un certain trouble, au point de vue économique, dans la situation des classes laborieuses.

Je réponds : que les industriels emploient un enfant à travailler à

journée entière, ou deux enfants à travailler à demi-journée, il est évident que la somme de salaire donnée sera la même.

Je dis même que, quand on emploiera deux enfants à demi-journée au lieu d'un enfant à journée entière, le salaire augmentera, parce que le salaire de deux enfants travaillant à demi-journée sera supérieur au salaire d'un enfant travaillant à journée entière : les industriels qui sont dans l'Assemblée savent que ce que je dis est parfaitement exact : la somme des salaires donnés n'étant pas modifiée, la somme des salaires reçus ne sera pas changée. Et, par conséquent, l'ensemble des familles laborieuses qui envoient leurs enfants dans les usines recevront les mêmes salaires. Seulement ils seront reçus d'une façon différente, c'est-à-dire que, dans certaines familles, on sera obligé de faire travailler un peu plus tôt les plus jeunes enfants et un peu moins les plus âgés, ce qui, à mon avis, tournera au profit des uns et des autres, car il sera plus avantageux pour les plus âgés de travailler un peu moins, et les plus jeunes n'auront rien à perdre à travailler un peu plus tôt, parce qu'ils s'habitueront progressivement au travail, ce qui leur évitera de passer d'une façon trop brusque d'une vie complètement inoccupée à une vie entièrement absorbée par le séjour à l'atelier.

Enfin, j'ai une dernière raison à vous soumettre. Notre grande rivale en industrie est l'Angleterre. Nous luttons contre elle avec une noble émulation. Tous les procédés nouveaux, toutes les machines nouvelles qu'elle emploie, nous les acceptons immédiatement, souvent même c'est nous qui prenons l'initiative des découvertes et des perfectionnements. Faut-il qu'on puisse dire plus longtemps de l'industrie française qu'elle ne sait suivre ou imiter l'industrie anglaise que sur le terrain des progrès matériels, mais qu'elle ne sait pas la suivre et l'imiter sur le terrain des progrès moraux et des améliorations intéressant l'humanité.

Pour moi, je ne le crois pas. Je crois qu'il est temps que l'industrie française sorte de cet état d'infériorité morale, si je puis m'exprimer ainsi. Marchons donc résolument en avant. N'hésitons pas à accepter cette limite de treize ans. Je ne vois pas que la modeste réforme dont il s'agit soit de nature à troubler l'industrie.

En admettant que les inconvénients signalés par nos honorables contradicteurs puissent se réaliser en partie, ce ne serait point encore, à mon avis, une raison suffisante pour nous faire hésiter, car si nous devons avoir les plus grands ménagements et la plus vive sollicitude pour l'intérêt industriel, nous ne devons pas avoir un moindre souci des intérêts des jeunes générations ouvrières, sur l'avenir desquelles nous avons le droit et le devoir de veiller.

Je vous prie donc d'adopter l'article 3 tel qu'il vous a été présenté par la commission. (Très-bien ! très-bien !)

M. le comte de Melun. Il m'est pénible de venir à cette tribune combattre l'honorable auteur de la loi que nous discutons, dont je partage du reste tous les sentiments ; mais je crois de mon devoir, au nom de la commission, de défendre un amendement qui n'a été rejeté qu'à une seule voix de majorité, qui a une grande importance, puisque c'est le point le plus grave de la loi que nous vous avons présentée.

Je ne m'occuperai pas de la question industrielle ; elle a été traitée par des voix plus compétentes que la mienne et elle le sera encore, s'il est nécessaire, par d'autres qui me succéderont. Je ne veux parler que d'un intérêt qui n'est pas moins sacré à vos yeux, l'intérêt des familles ouvrières.

La loi, comme on l'a dit, a un double but : préserver le corps de nos jeunes ouvriers d'un travail excessif qui les énerve, et protéger leurs âmes contre un danger plus grand encore, le danger de l'ignorance, qui menace de les abrutir.

Sous ce rapport, la commission a été unanime et toutes les dispositions qu'elle vous propose et que vous approuverez ont pour but d'atteindre ce résultat.

Ainsi, tout est organisé pour assurer l'aération des ateliers, pour empêcher les enfants de se livrer à un travail excessif, pour qu'ils ne puissent travailler toute la journée que lorsqu'ils auront acquis l'instruction religieuse et primaire. Il n'y a donc entre nous qu'un seul point à débattre, c'est de savoir s'il existe dans l'industrie des travaux tels qu'un enfant puisse y consacrer une journée entière, sans excéder ses forces. C'est là la véritable question.

Chacun ici a apporté son expérience personnelle ; je suis étranger à l'industrie, par conséquent désintéressé dans la question ; mais vous me permettez aussi d'invoquer mon expérience. Pendant vingt-cinq ans j'ai eu l'honneur d'être membre et même président de la commission chargée, dans le département du Nord, de faire appliquer la loi de 1841. Cette commission n'a pas obtenu tout le succès qu'elle aurait désiré et que peut-être elle méritait. Cela n'a pas tenu à son zèle ; l'insuccès est dû à l'imperfection de la loi de 1841, que nous cherchons à corriger aujourd'hui, et aussi à des circonstances particulières que j'en ai pas besoin de rappeler ici, mais j'ai le droit de dire qu'aucune commission n'a fonctionné avec plus de suite et de persévérance.

Pendant ce long laps de temps, j'ai été en relation constante avec les ateliers, et jamais je n'ai rencontré, jamais on ne m'a signalé un enfant dont le travail, pendant une journée, ait excédé ses forces.

Sans doute, Messieurs, il serait bien préférable que les ouvriers des villes ne fussent pas obligés de s'enfermer de si bonne heure dans des ateliers ; il vaudrait certes mieux que, comme les ouvriers

de la campagne, ils pussent travailler à ciel ouvert et jouir de l'air pur des champs.

Mais, Messieurs, chaque position a ses exigences. Est-ce que nous-mêmes nous ne sommes pas obligés d'enfermer nos enfants dans les collèges ? Est-ce qu'à l'âge où ils auraient le plus besoin d'air et d'exercice, nous ne sommes pas forcés, dans l'intérêt de leur avenir, de les courber sur des pupitres à déchiffrer du grec et du latin, et nous avons raison de le faire, dans l'intérêt de leur instruction de leur avenir, parce qu'en définitive, en ce bas monde, tout s'achète par des sacrifices.

La situation des ouvriers a aussi ses exigences, comme on vous le disait tout à l'heure. Un ouvrier qui a trois ou quatre enfants en bas âge à nourrir par son seul salaire doit s'imposer une grande gêne. Il est donc naturel et juste que le jour où il peut faire travailler sans graves inconvénients ses enfants, il cherche à trouver dans leur salaire un adoucissement à sa famille.

Et dans l'intérêt même de l'enfant que nous voulons tous protéger, il en doit être ainsi. A l'âge de douze ans, son développement physique a besoin d'une nourriture plus substantielle. Comment voulez-vous que le père de famille puisse la lui procurer si, justement, il ne voit pas le salaire de son enfant croître avec ses besoins ?

On vous a parlé tout à l'heure avec raison de l'utilité du demi-temps, cette innovation favorable de la loi. Certainement il serait trop heureux que tous les enfants pussent travailler seulement six heures par jour pendant plusieurs années. En pareil cas, ils auraient l'avantage de pouvoir s'instruire, gagner un salaire et obtenir encore la distraction dont ils ont besoin. Mais demandez à la plupart des industriels, ils vous diront que ce système du demi-temps n'est pas possible dans un grand nombre de régions et d'industries ; par conséquent, dans ces industries et dans ces régions, il ne sera possible d'employer les enfants que lorsqu'ils auront la faculté de travailler pendant la journée entière, et alors, remarquez-le bien, que deviendront ces enfants de douze à treize ans ?

A douze ans, ils auront acquis l'instruction primaire s'ils suivent les écoles depuis l'âge de sept ans, et si vous les supposez assidus. Mais de douze à treize ans que pourront-ils faire ? Est-ce que vous croyez qu'à cet âge où germent dans toutes les têtes tant d'idées d'indépendance, ils iront s'asseoir tranquillement au foyer paternel où ils ne respirent pas d'ailleurs toujours un air très-pur ? Non, ils iront bien plutôt sur les places publiques, dans les rues, livrés au vagabondage, et là certainement ils prendront des habitudes beaucoup plus dangereuses que dans la vie régulière de l'atelier.

En outre, dans beaucoup de métiers, il est nécessaire que l'apprentissage commence de bonne heure ; et certes, à douze ans, il n'est pa

trop tôt pour habituer l'enfant au travail. Quand l'enfant est habitué de bonne heure au travail, ce n'est plus pour lui une peine et un ennui, c'est souvent le chômage qui lui pèse; mais s'il a contracté l'habitude du vagabondage, il lui sera impossible de prendre plus tard le moindre goût au travail. Il restera toujours nonchalant et ne sera jamais qu'un mauvais ouvrier.

Permettez-moi de terminer par une simple considération. Une loi comme celle que nous vous proposons, quelque soin que nous y mettions tous, porte une certaine atteinte, bien légitime d'ailleurs, à la liberté de l'industrie et aux droits du père de famille. Pour être efficace, il faut qu'elle soit acceptée par les populations.

Si elle met trop d'entraves à l'industrie, si elle prive surtout les familles des ressources sur lesquelles elles avaient le droit de compter, soyez convaincus que ni la vigilance des commissions, ni le zèle des inspecteurs, quand même vous appelleriez toute la police à leur aide, ne parviendront à la faire exécuter. Si, au contraire, par le tempérament que propose l'amendement, vous ne portez aucune atteinte à ce qui existe aujourd'hui, vous ne portez aucun trouble dans les positions respectives des ouvriers et des patrons, votre loi sera regardée comme un bienfait; elle sera acceptée comme un témoignage de l'intérêt que vous portez aux classes ouvrières, et le vote qui la consacrerait sera peut-être le plus consolant souvenir de cette législature qui a eu des moments si pénibles.

C'est par ces raisons que je vous engage à accepter l'amendement qui propose de fixer à douze ans l'âge auquel l'enfant pourra travailler pendant la journée entière. (Marques d'adhésion et d'approbation.)

M. Le comte Benoist-d'Azy. Je demande la permission de dire seulement quelques mots sur la loi qui vous est présentée. Je ne me proposais pas de prendre la parole dans la discussion; mais ce que je viens d'entendre me suggère des réflexions que je veux soumettre à l'Assemblée.

Tous les orateurs que nous avons entendus n'ont eu en vue que les industries qui s'exercent dans ce qu'ils appellent eux-mêmes des ateliers, et particulièrement les ateliers textiles, qui supposent, en effet, des ateliers clos, des moteurs mécaniques et un travail souvent pénible comme emploi de force et malsain à cause du défaut d'air.

Mais si vous voulez bien porter votre pensée sur ce qui est l'ensemble du travail national, le travail tout entier, les travaux de toute nature auxquels votre loi va sans distinction être appliquée, vous serez naturellement portés à vous demander si toutes les industries sont dans des conditions analogues, si les enfants travaillent tous dans les ateliers clos! Est-ce que le travail des enfants peut avoir partout les mêmes conséquences? Est-ce que cette loi ne va pas

froisser immédiatement une foule de travaux qui se font en dehors des ateliers.

On vous a parlé de la machine à vapeur, qui s'est substituée au travail manuel de l'homme; on vous a parlé de l'air des ateliers, peu respirable pour les jeunes enfants, du danger qu'il y a à les astreindre à cette vie trop renfermée.

Mais, Messieurs, moi aussi j'ai vécu au milieu des ateliers, moi aussi j'ai vu ce que c'est que la vie d'ouvrier; moi aussi j'ai vu des enfants qui se dévouent de bonne heure à un travail continu, travail qui les fortifie au lieu de les affaiblir. Il me serait bien facile de vous citer des exemples. Je ne parle pas des filatures, des tissages, des teintures; mais il y a une foule d'autres industries.

J'ai été maître de forges: j'ai fait travailler des enfants, jamais je n'en ai vu un seul qui ne fût devenu un homme vigoureux, énergique, qui ne se fût fortifié par son propre travail; et plus ils ont commencé jeunes, plus ils deviennent des hommes vigoureux et énergiques (Rumeurs sur divers bancs:)

Un membre. Cela dépend de l'industrie!

M. le comte Benoist-d'Azy. Sans doute, cela dépend de l'industrie et de la manière dont elle est dirigée; mais si cette loi est appliquée vous créez des difficultés dans un grand nombre d'industries.

Sans doute, le principe en est bon, et je m'y associe complètement. Oui, nous voulons que l'éducation de l'enfant commence de bonne heure; oui, nous voulons que l'enfant se fortifie par le travail, nous voulons qu'il se pénétre des principes de la morale et de la religion, qu'il en étudie les préceptes et en accomplisse les devoirs. Mais est-ce par les moyens que vous prenez? Est-ce en soumettant à une loi des choses auxquelles elle n'est véritablement pas applicable? Dans l'intérêt de l'Assemblée, nous ne devons pas faire des lois qui ne seront ni applicables ni appliquées.

Vous ne pouvez nier, Messieurs, qu'il y a des branches de production pour lesquelles la loi n'a pas été faite. Il ne faut pas que plus tard on soit obligé de revenir sur ce que vous avez fait. Ce sont des règlements qu'il faut faire, et non pas des lois.

Vous me direz: les règlements! mais on y manquera, on s'en écartera, et nous n'aurons pas atteint le but que nous nous étions proposé.

Messieurs, respectons un peu plus l'autorité que nous voulons organiser et faire respecter chez nous; respectons l'autorité du conseil d'Etat dans les règlements d'administration publique, l'autorité des conseils supérieurs du commerce, des manufactures, de l'industrie, des hommes généreux, comme ceux qui composent la commission, et je les admetts tous comme tels, sans en retrancher un seul. J'admetts

tout ce qu'ils ont dit ici, à condition qu'ils appliqueront leurs propres et nobles pensées à tout travail qui en est véritablement un.

On a parlé des mines. Moi aussi je connais par expérience cette industrie. Vous ne voulez pas, dit-on, que l'industriel soit autorisé à faire descendre des enfants dans les galeries souterraines ! Mais en dehors de la mine, il y a des travaux d'enfants qui ne peuvent se faire bien que par eux ; il y a le triage des charbons, les schistes à séparer. Et croyez-vous qu'on va payer des ouvriers trois francs pour ce travail ? Évidemment non. On a dit qu'en Belgique aujourd'hui, les mineurs sont payés treize et quatorze francs. Croyez-vous qu'on n'emploie pas des enfants aux travaux dont je parlais tout-à-l'heure, c'est-à-dire des travaux d'enfants ?

Qu'appellez-vous ateliers ? qu'appellez-vous travail des enfants ? à quoi s'applique votre loi ? Rien n'en a été dit, rien n'a été imprimé jusqu'ici sur ce sujet ; rien, dans le rapport, ne s'applique à ces travaux. Et je crois voir que, préoccupés de deux grandes pensées, d'une part respect pour la vie et le développement de l'enfance, et de l'autre, désir de rendre facile son éducation, on ne s'est pas assez attaché à rechercher si les dispositions générales étaient partout applicables.

Quant à moi, en dehors de toute appréciation, je demande, avant le vote de la loi, qu'il soit bien expliqué qu'on n'a fait que poser les principes ; mais que des règlements d'administration publique détermineront l'application de cette loi.

M. Mettetal. Très-bien !

M. le comte Benoist-d'Azy. C'est par des règlements d'administration publique, élaborés par le Gouvernement, que vous arriverez à faire quelque chose de vraiment utile. La loi en elle-même est trop générale, et je voterai contre, parce que je la regarde comme inapplicable et dangereuse à ce point de vue. (Marques d'approbation.)

M. Eugène Tallon, rapporteur. Messieurs, c'est la première fois depuis que la discussion est ouverte sur la loi, qu'elle est attaquée dans son principe et dans les sages réformes qu'elle veut apporter à un état de choses reconnu en général comme déplorable. Ce que vient de proposer l'honorable M. Benoist-d'Azy c'est le retour à la loi de 1841, c'est l'application persistante d'un système condamné par l'expérience !

La loi de 1841 avait dit : « Des règlements d'administration publique étendront la loi à de nouvelles catégories d'industries, ils détermineront et régleront la durée du travail dans certains ateliers, etc. » Est-ce que ces promesses de la loi ont été exécutées ?

Plusieurs membres. Jamais !

M. le rapporteur. La loi a été appliquée seulement dans quelques départements où les conseils généraux ont poussé à son exécution par la création des inspections spéciales. Ailleurs, elle est restée stérile.

Mais les règlements, quand ont-ils été faits ? Ils ne l'ont jamais été,

ils ne pouvaient même pas l'être ; parce que chaque fois qu'un ministre a voulu y mettre la main, il y a toujours eu des intérêts froissés qui se sont mis à la traverse, et ont empêché la réalisation des meilleures intentions.

Ce que demande l'honorable M. Benoist-d'Azy, c'est l'anéantissement de la loi. Et, puisqu'il a parlé de l'industrie minière, j'ai précisément à lui opposer sur ce point une autorité dont il ne contestera pas la compétence : c'est l'avis du conseil général des mines de 1867, émis sur un rapport de M. Levallois, inspecteur général.

Le conseil général des mines dit qu'il y a lieu de fixer à treize ans le travail des enfants pour les travaux souterrains.

M. le comte Benoist-d'Azy. Je ne vous ai pas parlé des travaux souterrains, mais de ceux qui se font sur le carreau de la mine.

M. le rapporteur. Pour les travaux sur le carreau de la mine, nous nous en sommes expliqués dans le rapport. Il n'y a pas confusion : ces travaux pourront être pratiqués par les enfants de dix à treize ans employés au demi-temps. Le rapport entre à ce sujet dans des développements qui ne peuvent laisser subsister aucun doute.

Mais nous ne voulons pas admettre que, pas plus pour le travail dans les manufactures et dans les ateliers que pour les travaux souterrains, on puisse occuper l'enfant avant treize ans pendant une durée de douze heures par jour. Nous ne croyons pas qu'à ce moment le développement physique de ce petit être soit suffisant pour qu'il supporte impunément une pareille fatigue. Nous pensons que dans cette période de douze à treize ans, il y a encore des précautions à prendre pour le développement moral de l'enfant, et qu'il est bon de lui laisser le temps nécessaire pour compléter son éducation civile et religieuse. Tel est notre sentiment. (Très-bien ! très-bien !)

La commission n'a été divisée que sur le seul point de savoir si la limite du travail au demi-temps devait être fixée à douze ou à treize ans. Notre président, l'honorable M. de Melun s'est rangé à la première opinion, qui a été représentée dans nos délibérations par une minorité de 7 voix contre 8.

Nous, au contraire, nous soutenons le principe inscrit dans l'article 3 du projet de loi ; nous soutenons que la limite rationnelle et utile doit être l'âge de treize ans. Nous croyons que jusqu'à cet âge il est nécessaire de laisser à l'enfant le temps de pourvoir à son instruction ; que jusqu'à cette époque de la vie il est bon qu'il puisse, à certaines heures de la journée, rentrer au foyer paternel pour y recevoir cette éducation qui moralise l'âme et fait un jour de l'homme un citoyen utile à la société.

Voilà mon désir, voilà notre espérance.

Nous pouvons, au surplus, abriter notre opinion personnelle derrière des autorités autrement considérables que celles qu'on a indiquées à

cette tribune : ce sont les législations des nations les plus industrielles de l'Europe.

C'est l'Angleterre qui a déterminé une catégorie d'enfants travaillant jusqu'à treize ans au demi-temps, qui est allée plus loin, puisque de treize à dix-huit ans elle a limité le travail des jeunes ouvriers à onze heures par jour.

Ce n'est point par oubli ou par négligence que nous n'avons pas créé cette catégorie, nous ne l'avons pu faire en face de notre situation industrielle. Ce n'est cependant pas sans un serrement de cœur, que nous n'avons point couvert les enfants de treize à seize ans d'une protection particulière, parce qu'ils n'ont pas atteint la force que doit avoir l'ouvrier pour travailler douze heures par jour. C'est là une grave concession que nous avons faite aux intérêts industriels ; à titre de compensation, du moins, nous avons réclamé la limite de treize ans pour le demi-temps de travail ; il y a eu contrat à cet égard.

C'est encore la législation de l'Allemagne qui fixe à l'âge de dix ans l'entrée dans les ateliers ; jusqu'à treize ans l'enfant ne travaillera qu'au demi-temps, et jusqu'à seize ans, il ne pourra être soumis à une durée de travail de plus de onze heures par jour. Ainsi, vous le voyez, les législations étrangères sont entrées plus largement que nous dans la voie du progrès et de la générosité. Devons-nous donc rester en arrière ?

Certes, ce n'est pas après nos malheurs, qui nous ont montré tous les avantages que l'Allemagne a retirés des lois protectrices du travail en élevant des générations viriles et nombreuses qui lui ont permis de ranger sous ses drapeaux une innombrable armée, ce n'est pas après nos malheurs que nous ne réfléchissons pas sur notre situation et que nous ne voudrions pas donner à la France, par une législation prévoyante, des ouvriers robustes et de nombreux soldats. (Très-bien ! très-bien !)

Est-ce à dire cependant que les intérêts industriels eux-mêmes n'aient pas été favorables, en France, à la limite du demi-temps ? J'ai cité déjà l'autorité des conseils généraux de la Seine et du Rhône. Là encore nous nous trouvons d'accord avec eux sur les limites d'âge et de durée du travail. Les chambres de commerce de Lyon et de Paris, les conseils généraux de la Seine et du Rhône ont partagé le même avis à une autre époque.

Donc cette mesure est praticable, donc elle peut entrer dans les mœurs de l'industrie ; ce sont même les sociétés industrielles, celle de Reims, celle de Mulhouse surtout, qui s'est si noblement dévouée à la cause de l'enfance ouvrière, ce sont les sociétés industrielles qui ont demandé les premières ce progrès ; ce sont aussi des industriels fort autorisés qui l'ont soutenu au sein de la commission, et ont réclamé la même délimitation. Je le répète, si nous trouvons des

dissidences, elles viennent plutôt de certaines régions industrielles et d'intérêts particuliers qui raisonnent de la situation par les habitudes acquises et par les difficultés qu'il y aurait à rompre d'anciennes traditions. Mais l'obstacle ne vient pas des centres les plus importants de l'industrie française.

Nous ne nous faisons pas d'illusions. Nous reconnaissons que les lois de cette nature doivent toujours produire des froissements d'intérêts. Elles en ont produit en Angleterre et elles ont provoqué tout d'abord une vive résistance; mais bientôt les industriels, reconnaissant le bien qui résultait de l'exécution des lois protectrices du travail, se sont inclinés devant elles et en ont eux-mêmes demandé l'extension à des catégories plus nombreuses d'industries.

Ainsi, en face de l'opinion des conseils généraux, des chambres de commerce et des sociétés industrielles, en face de la comparaison de notre législation avec les législations étrangères, nous vous le demandons : resterons-nous toujours dans l'ornière ? nous arrêterons-nous à l'immobilité de la loi de 1841 ? ou marcherons-nous franchement et libéralement dans la voie du progrès ? c'est la question qu'on doit se poser ici. (Très-bien ! très-bien !)

M. Feray. Messieurs, je viens soutenir l'amendement que j'ai présenté, de concert avec mes honorables collègues, MM. Cordier, Leurent, Claude (des Vosges), et plusieurs autres, pour que les enfants de douze ans soient autorisés à travailler douze heures dans les fabriques; je parle surtout des industries textiles, qui occupent plus d'enfants que toutes les autres industries réunies.

Je crois que toutes les fois qu'il y aura opposition entre les intérêts de l'industrie et ceux de la moralisation, de la santé de la classe ouvrière, il ne peut y avoir de doute. Des deux intérêts engagés dans la question, l'un, celui de l'industrie, est considérable, l'autre, celui des classes ouvrières, est sacré... (Très-bien ! très-bien !), et nécessairement il doit dominer le premier.

Mais je pense qu'il n'est pas impossible de démontrer en peu de mots que ces deux intérêts s'accordent pour donner de la force à l'amendement que mes honorables collègues et moi nous avons présenté.

Messieurs, je ne suis pas absolu, et s'il est des industries qui puissent se servir des enfants de dix à douze ans pour un travail de six heures, je ne crois pas qu'il faille le leur interdire; mais je crois que dans les industries qui exploitent les matières textiles, ce travail de six heures est impossible : et je me place, d'abord, — je le dis tout de suite, — au point de vue de l'instruction et de la moralité de la classe ouvrière.

Je suis maire d'une commune de 4,000 habitants depuis 1848. A cette époque, j'y ai établi l'instruction gratuite, et aujourd'hui mes

écoles comptent plus d'enfants qu'aucune autre école de ville ou de village du département proportionnellement à la population. Ces écoles, je puis le dire, — car c'est mon bonheur de les visiter, — elles sont dans l'état le plus florissant. Nous y avons fait l'essai de l'entrée des enfants faisant un demi-temps chez un industriel qui occupait des enfants de huit à douze ans, et même de huit à onze ans, et qui, par conséquent, ne pouvait pas, devant les prescriptions de la loi de 1844, les faire travailler douze heures par jour, ce qui, d'ailleurs, était impossible. Eh bien, quand ces enfants, qui avaient été dans l'atelier au contact d'enfants plus âgés, de treize, quatorze et quinze ans, arrivaient dans nos écoles, savez-vous ce qu'ils y faisaient ? Ils désorganisaient tout, parce qu'ils y apportaient un esprit d'insubordination tel, qu'au bout d'un certain temps, les instituteurs s'adressaient à moi pour me dire qu'il leur était impossible, avec ces enfants qui arrivaient à deux heures dans leurs classes, de maintenir l'ordre dans leur école.

Les communes n'ont pas toutes des ressources très-considérables et les instituteurs, avec leurs aides, ont souvent des élèves très-nombreux à instruire : un maître avec son aide-instituteur a quelquefois jusqu'à 120, 130, 150 enfants et même plus sous sa direction. Eh bien, si, outre ces 120, 130 enfants, vous lui amenez à deux heures, pour la classe de l'après-midi, 10, 12, 15 enfants sortant d'une fabrique où ils auraient travaillé le matin, je vous déclare que ces derniers apporteront le trouble et la désorganisation dans l'école.

Aujourd'hui, les enfants, qui sont dans nos écoles, et qui y sont depuis sept, huit jusqu'à douze ans, sont habitués à obéir au doigt et à l'œil à l'instituteur. Pourquoi ? parce qu'ils passent leur journée dans l'école ; ils ne vont pas dans la fabrique, et alors, n'étant pas gâtés, je puis le dire, par le contact d'enfants ou de jeunes gens plus âgés, les maîtres peuvent facilement obtenir d'eux le travail et l'obéissance.

Voilà ce qui se passe, et je vous en parle avec l'expérience que j'ai depuis trente ans que l'instruction primaire gratuite a été établie dans ma commune. Si, au contraire, vous admettez le système de l'honorable M. Joubert, qu'arrivera-t-il ?

Avant tout, je vous dirai que je considère le travail de beaucoup de filatures comme trop dangereux pour les enfants de huit, neuf et dix ans, et je ne voudrais pas les y soumettre. Il faut donc d'abord supprimer ces trois âges du nombre des enfants qui peuvent fournir des relais. Ensuite que feront ces enfants de onze à treize ans pour que le revenu de la famille ne soit pas diminué ? On a dit : Au lieu d'avoir un enfant qui gagnera une journée entière, vous en aurez deux qui gagneront une demi-journée. Mais croyez-vous que les enfants de huit à douze ans, — même en n'éliminant pas les trois plus jeunes

années, — qui auront passé une demi-journée dans l'atelier et un demi-journée dans l'école en sauront autant qu'en savent aujourd'hui nos enfants qui ont passé toute leur journée à l'école depuis l'âge de sept ans jusqu'à douze ans révolus? Je vous déclare qu'ils n'en sauront pas la moitié. (C'est vrai! c'est vrai!)

Et si vous voulez que l'enfant de huit à douze ans reçoive une instruction aussi complète que possible, vu le nombre d'élèves qui fréquentent nos écoles, il faut qu'il règne dans ces écoles — je le disais tout à l'heure, — une obéissance et un silence militaires; et cela, vous ne pourrez l'obtenir que d'enfants qui ne sont pas habitués à travailler dans les ateliers et à courir les rues.

On a dit que le système des relais, étant adopté et employé avec succès en Angleterre, pouvait être très bien utilisé en France.

Mon Dieu! il ne faut pas toujours comparer un pays à un autre. C'est comme si nous disions qu'il ne faut pas que les Allemands boivent d'eau-de-vie parce que les Espagnols s'en privent. Les Anglais, chez eux, ont pu adopter les relais parce qu'ils ont une population exubérante. Leur population, vous le savez, — et je n'ai pas besoin de recourir à la statistique, — leur population s'est accrue, ainsi que celle de la Belgique, d'une manière énorme, et ils ont pu parfaitement appliquer le système de relais.

En outre, les Anglais ont un tel nombre d'ouvriers, qu'il n'y a pas un seul atelier à Manchester, à Leeds, à Belfast, enfin dans toutes les villes manufacturières du pays, qui n'ait un registre ouvert où sont inscrits quinze, vingt remplaçants qui attendent une place vacante pour y entrer. Eh bien, je voudrais qu'on m'indiquât un seul atelier dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, dans les Vosges, la Seine-Inférieure où il y ait un seul remplaçant d'inscrit.

Plusieurs membres. C'est vrai! Cela n'existe nulle part!

M. Feray. Chez nous, dans la vallée d'Essonne, parmi tous les enfants de douze à treize ans, il n'en est pas un seul qui ne travaille et, par conséquent, ne soit employé dans les fabriques. Jusqu'à douze ans ils vont à l'école autant que possible, à moins d'obstination et d'opposition absolue de leurs parents.

Ces enfants, lorsqu'ils arrivent à l'âge de douze ans, ont fait leur première communion. Il arrive quelquefois qu'ils ne la font qu'à douze ans et demi; mais alors MM. les curés s'adressent à nous et les enfants ont toutes les facilités possibles et obtiennent pendant la semaine le nombre d'heures nécessaire pour suivre l'instruction religieuse. Par conséquent, l'objection que la première communion se fait après douze ans ne subsiste pas.

J'ajoute que, si vous ne laissez plus travailler qu'une demi-journée les enfants de douze à treize ans, vous arrêtez d'autant le travail des autres personnes, des femmes, des jeunes filles et des hommes.

On dit qu'il est indispensable que l'enfant pût rentrer dans sa famille, que, pendant la journée, il pût revoir sa mère.

Messieurs, s'il faut que l'enfant, pendant la journée, puisse aller revoir sa mère, s'il y va, — ce dont je ne suis pas bien sûr — (On rit), il n'ira pas à l'école. Dès lors, votre but ne sera pas rempli. Et puis, veuillez bien considérer que sa mère demeure très-souvent à deux ou trois kilomètres de l'atelier, et que l'école est à un kilomètre de l'autre côté ; or, dans ces quatre kilomètres, il y aura peut-être quelque tentation qui l'empêchera de trouver le chemin de l'école ?

D'ailleurs, dans la famille, il n'y a pas seulement que le père qui travaille. Quand la famille est peu nombreuse, quand elle se compose de deux ou trois enfants, quand les deux plus jeunes sont à l'école et que l'enfant de douze à treize ans travaille dans un atelier, — je prends une famille où l'aîné a douze à treize ans, — c'est l'aîné qui irait voir sa mère, et si celle-ci travaille dans une manufacture avec le père, comment cet enfant irait-il la voir ? S'il ne va pas chez la mère, ira-t-il à l'école ? Non. D'abord, s'il y allait, il y porterait le trouble, et d'ailleurs, pour être sûr qu'il y allât, il faudrait mettre un gendarme derrière lui pour l'y conduire.

Messieurs, faisons une loi qui soit praticable ; tâchons de ne pas dépasser le but. Je suis aussi soucieux que qui que ce soit de tout ce qui intéresse le bien-être et la moralisation des classes ouvrières ; petits-fils d'ouvrier, je n'ai point oublié mon origine, ni ce qu'elle m'impose. (Très-bien ! très-bien !)

Messieurs, je dois dire qu'après un séjour de plusieurs années en Angleterre, après les fréquents voyages assez longs que j'y ai faits à plusieurs reprises, je reconnais que les ouvriers anglais savent, en général, mieux lire et mieux écrire, ou plutôt plus lire et plus écrire que les nôtres. Quant au sentiment de la famille, quant à la moralité, permettez-moi de ne pas insister là-dessus ; j'aurais trop d'avantage à parler de la moralité des familles d'ouvriers français en face des familles d'ouvriers de Liverpool et de Manchester, dans lesquelles il n'y a pas souvent un enfant au-dessus de quinze ans qui soit resté dans la maison paternelle. (C'est vrai ! c'est vrai !)

Voilà la vérité, Messieurs. Par conséquent, tout n'est pas, — permettez moi le mot, — dans la science de lire et d'écrire et dans le fait d'aller pendant quelques heures, chaque jour, à l'école... (Très-bien !), il faut, en outre, moraliser l'enfant, l'habituer à craindre et à aimer Dieu, à aimer et à respecter les auteurs de ses jours ; c'est ce qu'il apprendra en suivant l'école, de huit à douze ans, pendant toute la durée des classes.

Je crois donc qu'il faut abaisser de treize à douze ans la limite d'entrée de l'enfant dans les fabriques, pour les industries textiles. S'il y a des industries, les mines, la soie, — industries que je connais

le moins bien, — qui peuvent s'accommoder d'un travail de six heures pour les enfants de dix ou douze ans, je n'ai aucun motif pour le leur refuser. Il ne faut pas être absolu : c'est en voulant être absolu qu'on fait de mauvaises lois. (Très-bien ! très-bien !)

Ce que je demande, c'est que les établissements consacrés aux industries de la laine, du coton et du lin, ne prennent les enfants qu'à douze ans, parce que je dis que, jusqu'à cet âge, tout le temps leur est nécessaire pour qu'ils puissent tirer un parti réel, un parti sérieux des heures qu'ils passeront dans les écoles. Or, si vous les envoyez depuis l'âge de sept, dix, onze et douze ans, partie dans les écoles et partie dans les ateliers, ils ne sauront rien du tout, et votre but sera complètement manqué. (Approbations sur plusieurs bancs).

M. Mettetal. Votre amendement n'est pas limité aux industries textiles ?

M. Feray. Notre amendement consiste à abaisser de treize à douze ans l'âge auquel l'enfant sera admis au travail de douze heures. Tel est l'objet de l'amendement que MM. Cordier, Leurent, Claude (des Vosges) et moi, avons présenté à l'Assemblée.

Un membre. Mais vous laissez la faculté d'admettre au travail de douze heures, dans certaines industries, l'enfant qui a dix ans accomplis ?

M. Feray. La première chose à faire, c'est de sauver les industries diverses, pourvu que la moralité de l'ouvrier n'en souffre pas. S'il y a des industries qui s'arrangent d'un travail de huit ou dix heures de la part des enfants, qu'on leur accorde ce travail. A nous qui ne pouvons pas nous en arranger, qu'on nous laisse le travail de douze heures pour les enfants de douze ans révolus, parce que nous n'avons pas les moyens de faire des relais. Ce n'est pas avec des enfants de sept, huit, dix ans, que nous pouvons obtenir l'ouvrage que font les enfants de douze, de treize ans. C'est comme si l'on demandait à un homme qui a un bon cheval de prendre un âne pour faire le même travail.

Je n'insiste pas. Je crois que la question qui s'agite en ce moment est d'une grande importance pour l'industrie, et que, dans la circonstance, les intérêts de la classe ouvrière sont complètement d'accord avec ceux de l'industrie. (Très-bien ! très-bien !)

M. Paulin Gillon. Je demande la parole.

M. le président. Le tour de parole appartient à M. Balsan.

M. Balsan. Jen'ai qu'une très-courte observation à présenter.

Il me semble que la discussion générale s'est tout à fait localisée sur les articles 2 et 3, qu'elle a porté simplement sur l'âge de douze ans ou l'âge de treize ans.

Mais, Messieurs, je ferai remarquer qu'une des objections princi-

pales contre l'âge de douze ans est, il me semble, parfaitement résolue par d'autres articles du projet de loi.

On vous a dit : Si l'enfant n'a pas, à douze ans, une instruction suffisante, quand donc pourra-t-il l'acquérir.

L'Article 9 répond parfaitement à cette objection ; il dit :

« Tout enfant âgé de treize ans accomplis ne pourra être admis à travailler au-delà du demi-temps, c'est-à-dire plus de six heures chaque jour, s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur de l'instruction primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire. . .

« L'obligation de cette justification cessera à l'âge de quinze ans révolus. »

Par conséquent, si à douze ans l'enfant n'a pas une instruction primaire suffisante, il sera reporté dans la catégorie inférieure et ne pourra travailler douze heures. A quinze ans seulement, il pourra, quel que soit l'état de son instruction, travailler la journée entière.

On dit aussi : Une fois l'âge de treize ans arrivé, l'instruction primaire acquise, si l'enfant ne fréquente plus l'école, il oubliera ce qu'il a appris.

Mais les écoles d'adultes sont là pour parer à cet inconvénient. Les enfants qui restent à l'école jusqu'à leur première communion, qui ensuite se dépêchent de la quitter pour jouir de leur liberté, vont souvent à l'école d'adultes ; mais c'est quand ils ont quinze ou seize ans. Il y a plusieurs années pendant lesquelles ils ne veulent plus entendre parler de l'école ; mais, plus tard, ils s'aperçoivent qu'ils n'ont pas assez appris, alors ils veulent apprendre davantage et ils vont à l'école d'adultes. Mais soyez sûrs que depuis douze jusqu'à quinze ans, presque aucun d'eux ne la fréquente.

Voilà la pratique, voilà ce que j'ai pu remarquer parmi les ouvriers au milieu desquels je vis, et je crois que les choses doivent se passer à peu près partout de la même façon. L'enfant qui quitte les bancs a hâte de jouir de sa liberté complète ; il ne veut plus entendre parler du maître d'école.

M. Tirard. Il ne veut pas plus en entendre parler à huit ans !

M. Balsan. Oui, mais la première communion est un terme fixe fatal ; la première communion faite, l'enfant ne va plus à l'école.

Je crois que l'article 9 a répondu aux objections faites et que l'amendement présenté par l'honorable M. Feray et par nous devrait être voté par l'Assemblée. (Très-bien ! — Aux voix ! aux voix !)

M. Leurent. Messieurs, je crois que nous devrions voter d'abord sur l'article 1^{er}.

Un membre. Il faut d'abord clore la discussion générale !

M. Leurent. C'est un article sur lequel nous sommes tous d'accord,

sauf un mot qui sera ou ne sera pas changé, suivant la volonté de l'Assemblée.

Je demande donc que, à l'heure qu'il est on finisse la discussion de l'article 1^{er} et qu'on passe au vote.

Un membre. Mais nous en sommes encore à la discussion générale; il faut d'abord la clore.

M. le président. La discussion générale est naturellement close puisque personne ne demande plus la parole; et, d'ailleurs, dans une 2^e délibération, il n'y a pas nécessairement place à une discussion générale.

La seule manière de procéder régulièrement, c'est de mettre d'abord en délibération l'amendement présenté par M. Roussel, sur l'article 1^{er}, du projet de la Commission.

M. Paulin Gillon. Avant la mise aux voix de l'article 1^{er}, je demande à présenter une observation générale.

M. le président. Si c'est sur l'article 1^{er} que votre observation doit se placer, elle viendra après l'amendement.

M. Paulin Gillon. C'est une observation générale qui implique la loi tout entière.

M. le président. Vous avez la parole.

M. Paulin Gillon. Messieurs, notre honorable collègue, M. Benoist d'Azy, n'a pas attaqué le principe de la loi, comme on le lui a reproché tout à l'heure. Il a dit, comme notre honorable collègue M. Feray, ou à peu près, qu'il ne fallait pas de loi absolue, par la raison que certaines industries peuvent admettre le travail des enfants de dix à douze ans, tandis que d'autres blessent essentiellement les intérêts, la santé, la constitution de ces mêmes enfants.

On a dit: l'intérêt de l'industrie est considérable; mais à côté de l'intérêt de l'industrie se place l'intérêt des classes ouvrières qui est sacré.

Cela est vrai, incontestable, d'aucun banc de cette Assemblée, ne se lèvera un seul d'entre nous pour mettre en doute cette vérité.

Mais ce n'est point la question.

Nous allons donc revenir, disait tout à l'heure l'honorable M. Tallon, avec les critiques qu'on nous adresse, à la loi de 1841; cette loi n'a jamais été appliquée; elle devait recevoir un complément dans des règlements d'administration publique, et ces règlements d'administration publique n'ont jamais été faits.

Eh bien, mais s'ils n'ont jamais été faits, il fallait les faire faire. (Exclamations.) Attendez!... oui, il faut les faire faire.

Au banc de la commission. Par qui?

M. Paulin Gillon. Au lieu de cela, on abandonne le principe de la loi de 1841, qui s'était bornée à des généralités, devant être com-

plétées par des règlements d'administration publique, et, aujourd'hui, on nous demande une loi générale, une loi absolue.

Eh bien, M. Feray lui-même condamne ce principe de loi absolue, et il a mille fois raison. Pourquoi? Parce que, on le reconnaît de toutes parts, ce principe ne peut convenir à toutes les industries. Personne ne l'a mieux prouvé que M. Feray.

Certains industriels font l'éloge du projet de loi, Pourquoi? Parce qu'il leur convient parfaitement. D'autres le critiquent. Pourquoi? Parce que ces autres industriels imposent aux enfants des travaux tout à fait différents. C'est ainsi que, de toutes parts, on entend des éloges et des critiques, sans qu'il soit possible de tomber d'accord, car ces éloges et ces critiques sont également bien fondés.

Ne nous engageons donc pas, messieurs, dans cette voie. On peut faire une excellente loi en y admettant seulement des principes généraux; puis cette loi sera complétée par des règlements d'administration publique. (Très-bien!)

Oui, mais attendez, l'honorable M. Tallon va me répondre : Mais on ne fera pas plus de cas, aujourd'hui et à l'avenir, de ces règlements, qu'on n'en a fait dans le passé! Je réponds que s'il y a lieu d'avoir confiance que le présent et l'avenir seront préférables au passé, j'ai cette confiance là.

Il y avait un conseil d'État autrefois. Je n'ai pas de mal à en dire ; je ne fais du conseil d'État qui nous a précédés aucune critique, et j'ai mes raisons pour cela. Mes raisons, c'est que je l'ai étudié, et que je l'ai toujours trouvé digne de la mission qui lui était confiée. D'autres pensent tout le contraire, nous ne discutons pas là-dessus.

Enfin, aujourd'hui, nous avons un conseil d'État. Eh bien, est-ce que le pouvoir parlementaire n'a pas plus d'ascendant, plus d'autorité sur le Gouvernement, pour le stimuler à demander, à exiger du conseil d'État les règlements d'administration publique qui peuvent devenir nécessaires? Mais tous les jours, toutes les semaines, au moins, nous voyons adresser ici au Gouvernement des interpellations que je ne critique pas... (Très-bien!) Non! ne nous égarons pas. (On rit.)

Eh bien, qui empêche que chacun de nous, quand cette loi, contenant seulement les principes généraux dont je viens de parler, sera votée, qui empêche chacun de nous, après un délai moral suffisant, de demander au ministre de l'intérieur ou au ministre du commerce pourquoi la loi que nous avons votée n'est pas portée au conseil d'État et pourquoi le conseil d'État n'est pas mis en demeure de produire le règlement d'administration publique qui lui a été demandé? (Très-bien! très-bien! sur divers bancs.) Rien ne nous en empêche.

Toute la difficulté était dans la faiblesse des gouvernements précédents à faire exécuter les lois, et dans la faiblesse du Corps législatif, à amener les gouvernements à les faire exécuter.

Aujourd'hui, messieurs, j'espère que nous ne laisserons plus périr cette vérité, que le Gouvernement doit agir selon l'impulsion du pouvoir parlementaire, c'est-à-dire dans l'esprit de la nation, qui est représentée par le pouvoir parlementaire. Nos succès sont dans nos propres mains; mais il faut de la volonté et de l'énergie. Si vous savez en avoir, nous obtiendrons ces règlements d'administration publique dont je parle. Si nous manquons, nous-mêmes ou nos successeurs, de l'énergie nécessaire pour faire prévaloir l'esprit national et l'intérêt public, sur les lenteurs, sur la faiblesse du Gouvernement, alors ne nous en prenons qu'à nous-mêmes; que la nation s'en prenne à elle-même. On a dit avec vérité qu'une nation a toujours le gouvernement qu'elle mérite d'avoir. (Très-bien! très-bien!)

M. Tolain. Messieurs, je n'ai que très-peu de choses à dire au point où en est arrivé le débat.

Ce qui me fait monter à la tribune, c'est ceci : on demande à renvoyer à des règlements d'administration publique le soin de régler le travail des enfants dans les manufactures.

Je crois qu'il faut, loin de s'en rapporter à des règlements d'administration publique, avoir une loi et la voter.

On faisait appel tout à l'heure à la puissance de notre volonté et l'on disait : « C'est dans notre énergie que nous trouverons le moyen de réglementer le travail et non pas dans une loi. »

Je crois, au contraire, que dans la situation actuelle du pays, dans l'état de nos mœurs et avec nos habitudes, les règlements d'administration publique seront tout à fait insuffisants. Je crois qu'il faut que les inspecteurs, chargés de constater les délits ou les contraventions à cette loi, aient un texte certain, formel, qui les mette à l'abri de toute contestation.

Nous avons depuis 1841 une loi, qui n'était pas assez sévère, qui n'avait pas assez armé les inspecteurs. Aussi, dans beaucoup de cas, on se rappelle que, sous le gouvernement passé, on a vu, dans certaines crises politiques, admettre une tolérance coupable au sujet du travail des enfants dans les manufactures : des procès-verbaux, dressés contre certains industriels, étaient levés au moment des crises électorales.

Il ne faut pas remettre entre les mains du Gouvernement et des ministres, — et ceci soit dit sans offenser aucun de ceux qui sont ici, car je ne les crois pas capables de faire quoi que ce soit de ce genre, — il ne faut pas laisser au Gouvernement une trop grande facilité et une trop grande latitude qui permettrait l'inexécution de la loi. Il est de toute nécessité que les inspecteurs qui seront nommés aient derrière eux une arme qui les garantisse complètement dans le cas où ils agiront avec beaucoup de sévérité; oui, ceci est de toute nécessité.

Quand nous arriverons à l'article où il s'agira de décider entré l'âge de douze ans et celui de treize, à l'article 3, je vous demanderai peut-

être à présenter une simple observation. Quant à présent, je m'en borne à dire que je ne pense pas qu'il faille s'en rapporter à des règlements d'administration publique; je crois que, dans la plupart des centres industriels, la loi ne serait pas exécutée si elle n'était pas générale, si elle n'était pas formelle, absolue.

M. Paulin Gillon. Je n'ai pas dit qu'il ne fallait pas de loi. (Aux voix!) J'ai dit, au contraire, qu'il fallait une loi, mais une loi réduite à des principes généraux, et que cette loi, il fallait la compléter par des règlements d'administration publique. Il faut bien qu'on sache que ces règlements d'administration publique, dont on parle un peu légèrement, sont aussi impérieux que la loi; ils sont obligatoires comme la loi elle-même. (Très-bien! — Aux voix! aux voix!)

M. Prétavoine monte à la tribune. (Aux voix! aux voix!)

M. le rapporteur. On demande la clôture de la discussion générale!

M. Balsan, s'adressant à *M. Prétavoine*. N'insistez pas pour parler maintenant! Vous avez un amendement sur un article spécial; vous le développerez!

M. Prétavoine. Messieurs, à l'occasion de la discussion générale (Elle est close! — Parlez! parlez!), nous venons d'entendre un très-beau débat relatif à l'âge à partir duquel les enfants devront être admis dans les manufactures. Mais la loi qui nous occupe ne traite pas seulement du sort des enfants, elle traite aussi du sort des femmes et il n'en a pas été dit un mot. (C'est vrai!)

Ce n'est pas sans quelque hésitation que je me suis déterminé à vous proposer de modifier le travail de la commission. Je trouve que, dans son ensemble, la loi soumise à vos délibérations est excellente. J'applaudis aux intentions de ses auteurs et j'ai été heureux de m'associer aux éloges qui, à la première lecture, leur ont été adressés de tous les côtés de cette Assemblée. Mais leur travail renferme une disposition relative aux femmes qui me paraît excessive, et que je vous demande de modifier: c'est la disposition qui interdit le travail de nuit aux femmes et aux filles de tout âge.

Plusieurs voix. C'est un amendement!

M. le rapporteur. Ce n'est pas dans la loi; c'est l'objet d'un amendement.

Un membre. Ce n'est pas encore le moment de le discuter.

M. Prétavoine. Je ne voudrais pas insister pour traiter cette question aujourd'hui; si ce n'est pas le sentiment de l'Assemblée mais, alors, je lui demanderai de vouloir bien me permettre de prendre la parole demain à l'occasion des articles. (Oui! oui!)

M. le président. Sur l'article 1^{er}, il y a l'amendement de *M. Roussel*, dont je mets le texte sous les yeux de l'Assemblée:

« Les enfants et les mineurs des deux sexes, les filles et les femmes travaillant dans les manufactures, chantiers ou ateliers quelconques, hors de la famille ou même dans la famille, lorsque celle-ci se livre à un travail inscrit dans la nomenclature officielle des industries insalubres ou dangereuses, ne pourront être employées par un patron ou même par le chef de la famille que sous les conditions suivantes. »

M. Roussel a la parole.

M. Théophile Roussel. L'Assemblée vient d'assister beaucoup moins à la discussion générale du projet de loi, qu'à une discussion anticipée de plusieurs articles du projet de loi, et notamment de l'article 3 qui est, en effet, un des plus essentiels. J'ai, pour mon compte, des observations et des propositions à présenter sur les points qui ont été traités, mais je les réserve pour la suite de la discussion des articles et, en raison de l'heure très-avancée, je me bornerai, pour ne pas abuser de la patience de l'Assemblée, à de courtes observations sur deux points de l'article 1^{er}.

On voit, d'après le texte qui vient d'être lu par M. le président, — car par mon amendement je n'ajoute qu'un seul mot, celui de « mineur », à la première partie du projet de la commission, — on voit, dis-je, que l'article 1^{er} contient l'énumération des diverses catégories de personnes auxquelles doit être appliquée la loi nouvelle, et l'indication des établissements dans lesquels le travail de ces personnes doit être réglementé

Dans mon opinion, il y a dans l'énumération relative aux personnes une omission qu'il importe de réparer. Le texte primitif du projet de loi et l'intitulé de la proposition de M. Joubert n'étaient relatifs qu'au travail des enfants dans les manufactures.

La commission a étendu plus loin ses préoccupations: elle a songé à étendre à tous les êtres faibles, et qui ne sont pas suffisamment protégés dans les conditions actuelles, l'action protectrice de la loi nouvelle. C'est dans ce but qu'elle a introduit certaines dispositions applicables aux filles et aux femmes.

Ces dispositions sont relatives au travail du dimanche, aux travaux de nuit, aux travaux souterrains et aux travaux qui exigent un grand déploiement de forces musculaires. La commission propose d'interdire absolument aux filles et aux femmes toute participation à ces travaux.

Je reconnais, messieurs, que cette interdiction absolue se justifie parfaitement dans plusieurs des conditions indiquées. Je reconnais que pour les travaux souterrains, par exemple, il y a des motifs d'intérêt moral sur lesquels je n'ai pas à insister pour que ces travaux soient interdits aux femmes. Il y a aussi des raisons suffisantes d'un autre ordre, puisque les travaux qui exigent un grand déploiement de forces physiques restent du domaine exclusif du sexe masculin.

Je laisse la question de nuit à un de nos collègues qui a présenté un

amendement sur ce point particulier. Mais pour la question du travail du dimanche, je me demande si le projet de la commission respecte bien tous les droits et tous les intérêts.

Sur cette question délicate, messieurs, je voudrais pour mon compte, que le repos du dimanche fût partout respecté, et j'admettrai, à défaut de nos mœurs, qu'une loi le rendît complètement obligatoire, mais obligatoire pour tous, pour les deux sexes et pour tous les âges ; mais, dans l'état de nos mœurs et en l'absence d'une loi spéciale, je ne saurais admettre que, dans un article de loi réglementant le travail industriel, on interdise le travail du dimanche aux femmes et aux filles majeures et qu'en même temps on le permette aux mineurs du sexe masculin. Je trouve qu'il y a là une inégalité que la commission n'a pas justifiée.

Défendre le travail aux femmes et aux filles majeures, n'est-ce pas porter une atteinte à leur liberté et à des droits incontestables ? D'autre part, permettre ce travail à des garçons mineurs, n'est-ce pas une atteinte à d'autres droits non moins sacrés et à la liberté de leur conscience ?

Il y a là, je le répète, une inégalité fâcheuse. Il faut que la même liberté et aussi la même protection soit assurée aux deux sexes : liberté pour ceux qui ont la libre disposition d'eux-mêmes, protection pour tous ceux qui n'ont pas cette libre disposition.

Mais il y a encore d'autres catégories de travailleurs, pour lesquels il m'a paru que cette question de la minorité ou de la majorité, c'est-à-dire de la libre disposition de soi-même avait une importance que la commission semble n'avoir pas aperçue : j'en parle des travailleurs qui se livrent à des travaux insalubres, plusieurs de ces travaux donnant lieu, moyennant des salaires plus ou moins élevés, à de véritables empoisonnements ou du moins à des altérations progressives, qui compromettent la santé et la vie, et ne sauraient permettre, dans la jeunesse, le plein développement des forces physiques.

On comprend que des adultes, qu'on peut dire maîtres de leur sort, quoiqu'en réalité ils obéissent très-souvent à des nécessités inéluctables, s'exposent à des empoisonnements professionnels, altèrent leur santé, vendent leur vie, moyennant salaire. Mais n'est-il pas souverainement inhumain et cruel, qu'un individu qui n'a pas la libre disposition de lui-même, qu'un mineur, puisse, avec l'autorisation de la loi, être condamné à un de ces travaux homicides ? Voilà pourquoi je demande que, dans l'énumération des personnes auxquelles la loi doit s'appliquer, on ajoute la mention des mineurs des deux sexes à celle des filles et des femmes qui a été introduite par la commission.

De cette façon, messieurs, vous préserverez un certain nombre d'adolescents, qui, à l'âge adulte, si toutefois ils y parviennent, ne

seront plus que des malades, des incurables, des non-valeurs ou plutôt des charges pour la société.

Les établissements insalubres sont l'objet d'une réglementation, dont le bienfait, malheureusement, ne s'étend pas à la France entière.

Ce n'est que dans les grands centres, où des conseils de salubrité fonctionnent régulièrement, comme à Paris et dans le département du Nord, que ces établissements sont l'objet d'une certaine surveillance. Aussi voit-on sans cesse, sous l'empire de la législation actuelle, des enfants et des adolescents, des mineurs, qui arrivent dans les hôpitaux avec des maladies graves, parfois incurables, que l'application d'une loi prévoyante et humaine leur aurait évitées. Il y a vraiment pour la société une grave responsabilité morale, à laisser un tel état de choses subsister. Il semble même qu'il y aurait presque une sorte de cruauté, faisant une loi nouvelle pour protéger le travail, de ne pas protéger les mineurs dans les conditions que je viens d'indiquer. Je demande donc à l'Assemblée de vouloir bien introduire dans la loi ces mots : « les mineurs des deux sexes. »

Qu'on me permette d'ajouter un mot au point de vue pratique : c'est que tous les médecins, tous ceux qui ont observé les ouvriers occupés à des travaux insalubres, savent que ce sont les enfants et les adolescents qui sont le plus rapidement et le plus profondément atteints par les causes d'insalubrité; dans les établissements, par exemple, où l'on travaille les substances qui produisent des émanations insalubres, ce sont les enfants et les sujets jeunes qui reçoivent les premières et les plus graves atteintes. Il est donc nécessaire que la nouvelle loi crée à cet égard une mesure de protection.

Je sens combien l'heure est avancée, et cependant je n'ai abordé que le premier point de mon amendement.

J'arrive au second, et je ne m'y arrêterai pas.

Il me semble, en effet, que, sauf les termes, mon amendement peut se confondre avec la proposition faite par M. Leurent, de supprimer dans le texte de la commission ces mots : « en dehors de la famille. »

M. Leurent vous a dit combien d'abus fâcheux, monstrueux, se passent sous le couvert de la famille, et combien de petits ateliers malsains se cachent sous cette dénomination. Je réserverai, s'il y a lieu, cette partie très-grave de la discussion sur les petits ateliers industriels pour la troisième délibération.

Je me borne à dire en ce moment que si le texte de la commission n'est pas modifié, une foule de petits ateliers continueront sous la nouvelle loi à être pour ainsi dire des lieux de sacrifice dans lesquels la vie humaine et l'enfance seront impunément immolées.

Je m'arrête, ne pouvant qu'effleurer ce point si important. J'abandonnerai volontiers les termes de mon amendement pour me ratta-

cher à la proposition faite par M. Leurent, qui tend au même résultat, sauf à reprendre ce sujet lors de la troisième délibération.

Au fond, ma proposition est moins étendue que celle de M. Leurent, puisque la restriction que je demande ne s'applique qu'aux établissements reconnus par l'autorité compétente comme insalubres ou dangereux. Ces ateliers, il est vrai, abondent dans certains centres, et je dois ajouter qu'il en est malheureusement ainsi dans l'industrie parisienne. Je ne veux ni ne puis rappeler certains exemples que j'ai cités au sein de la commission; je me contenterai de nommer une industrie abjecte que tout le monde connaît, celle des chiffonniers. Je dis que ceux qui n'ont pas craint d'en approcher d'assez près pour l'étudier savent bien quelle est son existence, plus abjecte au point de vue moral de la famille qu'au point de vue du travail matériel. Il y a là, messieurs, des faits dès longtemps constatés qui n'ont pas disparu depuis que les ruisseaux de nos rues se sont cachés sous de beaux trottoirs et que tous les hommes qui ont vraiment à cœur l'amélioration morale des populations, devraient s'efforcer de faire disparaître.

Je pourrais, je le répète, multiplier beaucoup les exemples. Il me suffit d'en avoir cité un pour prouver que, le nom de famille, là où la famille n'existe pas en fait, ne doit pas suffire pour paralyser la loi et priver l'enfance de sa bienfaisante protection.

On se révolte, messieurs, contre ceux qui prétendent que l'homme descend du singe. N'est-il pas encore plus révoltant que l'enfance puisse être soumise à des travaux qui, par leur nature, leur continuité, leur excès, sont faits pour ramener fatalement l'homme à l'état de brute.

Voilà, messieurs, les motifs pour lesquels je propose de modifier le projet de la commission.

Je demande en résumé, pour la première partie de l'article 1^{er}, que le mot de « mineur » soit introduit dans le texte de la loi, et pour la 2^e partie, je demande avec M. Leurent que les mots : « hors de la famille » soient rayés du texte de la commission. (Assentiment sur divers bancs.)

M. Eugène Tallon, rapporteur. La commission rejette l'amendement, après l'avoir sérieusement examiné.

M. le président. La commission déclare repousser l'amendement. *Plusieurs voix.* Pourquoi?

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Eugène Tallon, rapporteur. Nous nous associerions volontiers aux sentiments généreux qui animent l'honorable M. Roussel.

Nous aurions voulu, nous aussi, venir en aide à ces malheureux enfants placés dans des familles où ils sont employés à des travaux

malsains, qui peuvent atteindre leur santé et nuire à leur développement. Mais votre commission n'a pas reçu la mission de guérir toutes les infortunes sociales et de prévenir toutes les misères. Nous avons été obligés de nous renfermer sur le terrain spécial qui était l'objet de nos études, le travail industriel, et le travail industriel pris dans l'atelier.

Nous ne devons pas, nous n'avons pas voulu intervenir entre le père et l'enfant; nous ne pouvions pas venir dire au père : vous n'emploirez pas cet enfant chez vous, alors que dans la famille, le logement se confond avec l'atelier; car, en réalité, c'eût été expulser l'enfant du toit paternel; nous ne pouvions pas faire que l'enfant ne suivit pas la profession paternelle, et nous avons compté sur les sentiments généreux des familles pour que les enfants fussent protégés dans son sein même contre les dangers et les inconvénients professionnels, pour qu'ils ne fussent pas employés à des travaux de nature à nuire à leur bonne constitution; enfin, nous avons dû compter sur des sentiments bien naturels au cœur de l'homme, pour que, au cas où la profession du père serait une profession en réalité nuisible ou dangereuse, l'enfant fût dirigé vers un autre emploi. (Marques d'approbation.)

Quant à intervenir dans la famille, à laisser l'inspection pénétrer dans son sein, à provoquer la dénonciation du père au fils, de la mère au mari, cela était-il possible? (Non! non! — Très-bien! très-bien!)

N'aurions-nous pas ainsi créé au sein du foyer domestique une regrettable division? N'aurions-nous pas occasionné des malheurs beaucoup plus grands que ceux que M. Roussel voudrait prévenir par son amendement? (C'est vrai! c'est vrai!)

M. Mettetal. Ce n'était pas là l'objet de la loi!

M. le rapporteur. C'est dans ce sentiment, et à regret sans doute, que la commission vous demande de rejeter l'amendement de M. Roussel. (Très-bien! — Aux voix!)

M. Théophile Roussel. M. le rapporteur n'a répondu que sur la seconde partie de mon amendement.

M. le président. Je consulte l'Assemblée sur l'amendement de M. Roussel.

(L'amendement de M. Théophile Roussel, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 1^{er}.

M. Leurent. Mais, Monsieur le président, j'ai demandé la suppression de quelques mots de cet article.

M. le Président. Formulez votre amendement.

M. Leurent. Messieurs, vous n'avez sans doute pas oublié que, dans la discussion générale à laquelle je me suis livré sur la première section du projet de loi, j'ai signalé dans l'article 1^{er} une rédaction

à modifier. Ce que vient de dire l'honorable rapporteur, M. Tallon, me confirme dans mon opinion, et j'insiste plus que jamais pour demander cette modification.

Il semblerait, d'après les explications de l'honorable M. Tallon, que le fils peut aller là où le père va, là où le père travaille, c'est ce que je ne puis pas admettre, car ce serait une fissure par laquelle on arriverait à l'inexécution de la loi.

Les pères ont toujours leurs enfants pour auxiliaires dans la filature et le tissage. En regard de la rédaction de la commission, je vous ai lu la rédaction anglaise. Je vous ai lu aussi la rédaction du conseil général du Nord dans le vœu qu'il a formulé : cette dernière rédaction est extrêmement catégorique, je vous demande la permission de la relire, elle est très courte :

« Le conseil émet le vœu

« Que tout atelier, à quelque industrie qu'il appartienne, et quel que soit son chiffre d'ouvriers, tombe sous le coup de la loi. »

Dans la rédaction de la commission, ce qui m'a semblé devoir être critiqué, ce sont les mots : « hors de la famille » qui se trouvent dans l'article 1^{er}. L'article porte : « Les enfants, les filles et les femmes travaillant dans les manufactures, ateliers et chantiers... » Tout cela, c'est très-bien ; mais ensuite viennent ces mots : « ... ou, en général, hors de la famille, sous les ordres d'un patron. »

Eh bien, moi, j'aurais voulu qu'on mit tout simplement « ou en général, hors de la maison paternelle. »

De cette manière, il me semble que je concilie ce sentiment général : qu'il faut respecter l'intérieur de la famille, et en même temps je ne livre pas aux interprétations cette expression « hors de la famille. »

Ce que je propose est très-net et très-catégorique. (Appuyé ! appuyé !)

M. le comte Benoist d'Azy. Comprenez-vous les travaux agricoles dans votre amendement ?

M. Leurent. Non, sans doute ; ces travaux ne se font pas dans des ateliers. La loi n'atteint pas les travaux agricoles.

M. le président. Quel est le sentiment de la commission sur l'amendement ?

Un membre. Le renvoi à la commission !

M. le rapporteur. J'accepte le renvoi à la commission.

Au banc de la commission. Non ! non ! — Si ! si !

Un membre. Les uns acceptent l'amendement, les autres maintiennent la rédaction de la commission.

M. le président. La commission est divisée : si elle veut y réfléchir, demain elle donnera son sentiment.

Séance du 23 janvier 1873

SOMMAIRE. — Suite de la 2^e délibération sur la proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures. — Article 1^{er}: MM. le comte de Melun, Pernolet, Clément, Eugène Tallon, rapporteur, Leurent. Renvoi à la commission. — Demande d'ajournement à demain de la suite de la délibération: MM. le rapporteur, Leurent, Tolain, Balsan, Tirard, Paulin Gillon. Renvoi à demain.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi de M. Ambroise Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures.

La parole est à M. le comte de Melun pour exposer à l'Assemblée l'opinion de la commission sur l'amendement proposé par M. Leurent à l'article 1^{er}.

M. le comte de Melun, *président de la commission.* Messieurs, la commission a examiné avec le plus grand soin l'amendement qui avait été proposé par l'honorable M. Leurent sur l'article 1^{er}. Il demandait qu'à ces mots « hors de la famille » on substituât « hors de la maison paternelle. » La commission ne peut accepter cette modification, et son motif est si honorable pour nos classes ouvrières que notre collègue, nous en sommes sûrs, retirera lui-même son amendement.

Dans beaucoup de grandes villes manufacturières, il arrive souvent que des familles d'ouvriers, même nombreuses, lorsque la mort de parents éloignés et quelquefois de voisins laisse des enfants orphelins, les adoptent. Le père de famille les recueille, les fait asseoir à son foyer et en a soin comme de ses propres enfants; il les fait travailler avec eux et leur rend ainsi une famille, mais non la maison paternelle.

Eh bien, cet ouvrier, quand il fait travailler ces enfants chez lui, n'est pas soumis à la loi; faut-il qu'il y soit assujéti par l'admirable exemple de charité qu'il a donné? Nous ne le pensons pas et cette considération nous engage à repousser l'amendement de M. Leurent.

Mais nous pouvons rassurer notre honorable collègue. Il craint que cette expression: « hors de la famille », n'indique qu'un enfant travaillant au dehors avec son père dans un atelier ou dans une usine quelconque, ne soit soustrait à la loi.

La déclaration formelle que je suis chargé de faire au nom de la commission, déclaration que certainement le Gouvernement acceptera, rend impossible cette interprétation qui, d'ailleurs, est repoussée aussi par la langue française: jamais on ne dira qu'un enfant travaillant avec son père, hors de son habitation, dans une fabrique, dans un chan-

tier ou même sur un toit, comme le supposait hier M. Leurent, travaille dans sa famille.

Cet amendement ne saurait donc être accepté,

M. Leurent retire-t-il son amendement après les explications que je viens de lui donner au nom de la commission ?

M. Leurent, de sa place. Je crois qu'il conviendrait de supprimer les mots : « hors de la famille. »

M. Pernolet. J'ai à parler aussi contre l'amendement de M. Leurent.

M. le comte de Melun. Il y a, en outre, un amendement déposé par M. Pernolet. M. Pernolet demande la suppression des mots : « en général. »

Sous le bénéfice des explications que je viens de donner, nous acceptons le nouveau texte qu'il propose.

M. Pernolet. Vous n'acceptez peut-être pas mon amendement avec le sens que je lui donne, c'est pourquoi je demande la permission de le développer.

M. le président. M. Pernolet a la parole,

M. Pernolet. Messieurs, l'honorable M. Leurent voudrait assujettir aux prescriptions de la loi tout travail fait en dehors de la maison paternelle. Je crois que c'est excessif; je crois que, toutes les fois que c'est le père ou la mère qui commande et surveille le travail de l'enfant, il n'y a pas lieu de chercher de meilleurs juges soit des forces de l'enfant, soit de la mesure dans laquelle il convient de les employer.

Je ne suis nullement touché de l'exemple que l'honorable M. Leurent nous a cité, d'un père entraînant son fils sur les toits pour l'aider dans son travail de couvreur. Il n'y a rien là de répréhensible, rien que nous ayons le devoir d'empêcher. Je ne sais pas si c'est parce que moi-même j'ai eu l'occasion de monter sur des toits que je ne m'en épouvanté pas autant que l'honorable M. Leurent; mais je crois que, tant qu'on aura besoin de couvreurs, il sera nécessaire que ces ouvriers soient doués d'agilité, de sang-froid, d'assurance, et je suis convaincu que ces qualités ne s'acquièrent que par un exercice fait de très-bonne heure. C'est pourquoi je me ferais scrupule d'empêcher législativement le fils d'un couvreur de se familiariser de bonne heure avec le métier de son père.

M. Leurent. L'enfant ne va pas à l'école.

M. Pernolet. C'est une autre question que nous examinerons et que nous réglerons, j'espère, plus tard.

Pour le moment, il ne s'agit que du travail des enfants dans les manufactures et je n'ai pas à considérer autre chose.

Mais, pour ce qui concerne l'état de couvreur ou tout autre état nécessaire, du moment que le père l'exerce et qu'il y gagne honora-

blement sa vie, je ne vois aucun inconvénient à ce que le fils se prépare le plus tôt possible à l'exercer lui-même pour en vivre un jour.

On pourrait citer un grand nombre d'exemples plus concluants encore en faveur de la thèse que je soutiens. Je dis qu'en général, toutes les fois que l'enfant vit sous les yeux de son père ou de sa mère, il est dans les meilleures conditions pour que ses forces ne soient pas excédées et que sa moralité ne soit pas en danger. Un inspecteur quelconque ne saurait offrir à ce sujet des garanties plus sérieuses que celles que donne communément la famille, même dans les situations les plus modestes.

Nous excéderions notre droit si nous prétendions interposer l'autorité de l'inspecteur entre les parents et l'enfant, même lorsque le travail qu'ils font ensemble s'exerce en dehors de la maison paternelle. C'est pourquoi je n'hésite pas à repousser d'une manière absolue l'amendement proposé par M. Leurent.

Au contraire, j'admets volontiers la rédaction de la commission, avec la modification que j'y ai introduite dans mon amendement, parce que cette rédaction a quelque chose de moins étroit, de plus élastique, je dirai même de plus humain. (Bruit.)

M. Giraud. Nous n'entendons rien!

M. Pernolet. C'est ma faute, sans doute; car j'ai si peu l'habitude de la tribune, qu'il me serait difficile de me faire entendre si l'Assemblée ne me prêtait pas son attention la plus bienveillante. (Parlez! parlez!)

Je disais que je repoussais d'une manière formelle la rédaction proposée par M. Leurent, parce qu'elle est excessive et sans nécessité. Je crois qu'en matière de législation prohibitive, on ne doit faire que ce qui est nécessaire et praticable. Or, il n'est nullement nécessaire d'intervenir entre les parents et l'enfant pour apprécier et régler l'emploi qu'il fait de ses forces sous leurs yeux.

L'inspection que nous voulons créer ne serait pas capable de le faire mieux, et d'ailleurs elle serait impuissante à le faire parce qu'en donnant à ce service une extension pareille, ce ne sont pas quinze inspecteurs qui pourraient suffire. Il en faudrait une armée. Au contraire, la formule employée par la commission me paraît à peu près acceptable parce que le mot « famille » qui le caractérise, est plus général et permet des interprétations moins restrictives et moins gênantes que celles qu'entraînerait la formule proposée par M. Leurent. (Très-bien! très-bien!)

D'autre part, je suis disposé à être moins strict que la commission dans le sens à donner au texte de l'article que nous discutons. D'après la commission, tout travail fait en dehors de la famille, sous les ordres d'un patron, doit être du ressort des inspecteurs. Cela me paraît encore excessif.

Je crois qu'on trouverait facilement des cas nombreux où le travail fait en dehors de la famille, sous la direction d'une personne qu'on peut, à la rigueur, qualifier de patron, doit être soustrait aux inspections que nous voulons créer.

Supposez, par exemple, une mère de famille qui, sentant le besoin d'augmenter ses ressources pour suffire à ses charges, s'adjoint un, deux, trois enfants, filles ou femmes, pour les employer sous sa direction à fabriquer un produit qu'elle sait préparer et vendre et dont elle vivait avant son mariage; cette industrielle mère de famille qui soigne ses enfants et son ménage tout en taillant la besogne à deux ou trois jeunes filles qu'elle surveille, la qualifierez-vous de patron? Appellerez-vous sa modeste chambre un atelier? sera-t-elle assujettie aux visites et au contrôle de vos inspecteurs? Quant à moi, je ne l'entends pas ainsi, et je regarderais comme excessif et inadmissible de faire entrer votre inspecteur dans l'intérieur respectable et très-digne d'encouragement que je viens de vous indiquer. Beaucoup d'autres exemples pourraient être invoqués où il y a moins de patrons encore et moins d'ateliers, et qui n'en tomberaient pas moins sous le coup de la loi, si vous admettez telle quelle la rédaction de la commission. Cela prouve qu'il est nécessaire d'apporter beaucoup de réserve dans l'interprétation des mots: « Hors de la famille », même lorsqu'il y a une apparence de patron et d'atelier.

Il faut, comme on l'a déjà fait observer, que l'atelier et le patron soient définis libéralement pour les familles.

Je sais bien qu'on a blâmé, et avec raison, selon moi, l'imperfection de la loi de 1841, qui a soustrait à l'inspection les ateliers de moins de vingt personnes. C'était évidemment une indulgence des plus regrettables; car c'est certainement dans ces ateliers négligés par la loi de 1841, que se commettent les plus grands abus relativement à l'emploi des enfants. Mais il y a loin d'un véritable atelier de dix, quinze ou vingt enfants exploités quelquefois à outrance, il y a loin, dis-je, de là à l'honnête réunion de deux ou trois filles ou femmes travaillant sous la direction d'une mère de famille exemplaire et apprenant là, non-seulement à travailler, mais à devenir à leur tour de dignes épouses.

Ce sont ces différences essentielles dont la commission ne semble pas s'être préoccupée, et c'est pour prévenir l'abus qui pourrait être fait de sa rédaction que j'ai essayé de la modifier, en la changeant le moins possible. Avec la rédaction de la commission, un inspecteur trop zélé pourrait se croire autorisé à pénétrer autoritairement dans le modeste intérieur dont je vous ai parlé; avec ma rédaction, il ne serait nullement fondé à le faire, parce qu'il n'y trouverait ni patron, ni atelier.

J'avoue que, pour ma part, j'attache la plus grande importance à

ce que l'on ne puisse pas pénétrer dans l'intérieur des familles, sous prétexte de les éclairer sur leurs intérêts et de sauvegarder la santé et les mœurs des enfants et des femmes. Ce n'est pas là que les mœurs et la santé sont en péril, c'est dans les véritables ateliers, quand ils ne sont pas dirigés par des esprits honnêtes et élevés. Aussi, tout en essayant de protéger la famille contre les prétentions de la loi, je livre sans scrupule les ateliers à la vigilance des inspecteurs.

M. de Marcère. Il faudrait déterminer exactement ce qu'on entend par atelier.

M. Pernolet. Je crois que tout travail fait dans l'intérieur d'une famille, même lorsqu'il est fait par un petit nombre de personnes, n'appartenant par toutes à cette famille, est un travail recommandable, salulaire, et qu'il mérite d'être respecté. Je suis donc d'avis que nous ne devons pas nous occuper de ces travaux-là, et je demande que, dans la rédaction qui sera adoptée pour l'article 1^{er}, il soit bien établi que c'est seulement aux manufactures, aux chantiers, aux ateliers proprement dits, que doivent s'appliquer les prescriptions de la loi difficile dont nous nous occupons.

Je regarde comme indispensable qu'on n'admette qu'avec cette réserve le projet de la commission, et c'est en vue d'arriver à cette interprétation que je me suis permis de transposer quelques mots de l'article 1^{er} de son projet, et de supprimer les mots: « en général. » (Très-bien! sur plusieurs bancs.)

M. Clément. Je ne comptais pas intervenir dans cette discussion. Je n'ai évidemment aucune compétence technique sur les matières traitées par la loi. Je suis très-sympathique à l'idée qui l'a inspirée et je souhaiterais vivement que les améliorations que la commission s'est proposées puissent arriver à une application pratique; mais cette application pratique ne me semble pas devoir être obtenue par la rédaction de l'article 1^{er}, surtout si vous la comparez avec la rédaction de certains autres articles qui sont corrélatifs à cette disposition principale.

Les observations très-courtes, que je prie l'Assemblée de vouloir bien entendre, ont pour but de lui signaler dans cette rédaction deux défauts graves, selon moi.

D'abord, il y a un défaut qui a été relevé hier, qui l'était encore aujourd'hui par l'orateur qui m'a précédé à cette tribune: c'est le défaut de précision. C'est le premier point que j'aurai à examiner. Il y a un second point qui se rattache à celui-ci à certains égards, et qui est encore plus grave: c'est l'innovation introduite par la commission et qui est relative à la réglementation du travail des femmes de tout âge et même du travail des femmes mariées.

Un membre. C'est un autre article!

M. Clément. On me répond que c'est un autre article. Vous allez

voir cependant qu'il est absolument indispensable que l'article 1^{er} soit modifié, si vous voulez donner à la réglementation du travail des femmes une application sérieuse, pratique, et qui ne dépasse pas votre pensée.

J'examine d'abord le premier point.

La loi de 1841 désignait de la manière la plus expresse les manufactures, les ateliers, les usines dans lesquels l'inspecteur devait entrer.

Il n'en est pas ainsi dans le projet actuel, et je dis qu'il est absolument indispensable qu'une désignation quelconque vienne aujourd'hui combler la lacune laissée par la commission, et voici particulièrement à quel point de vue je me place.

Dans la législation actuelle, le travail des enfants est réglé de deux manières; il y a deux espèces de travail pour les enfants mineurs: il y a le travail dans les ateliers et les manufactures, et le travail d'apprentissage. L'Assemblée sait que le contrat d'apprentissage est soumis à des conditions particulières, et que la police du contrat d'apprentissage a été réglée par une loi remarquable, la loi du 22 février 1851, que la commission n'a pas l'intention d'abroger, je pense, au moins dans toutes ses dispositions.

M. Eugène Tallon, rapporteur, Nous touchons à plusieurs de ses dispositions que nous trouvons mauvaises.

M. Clément. On me répond que la loi de 1851 est révisée dans plusieurs articles. Je ne combats pas la révision faite à cet égard, mais il est important qu'on sache, dans certains cas déterminés, quelle sera la législation qu'il faudra appliquer, si c'est la loi que nous faisons en ce moment, ou si c'est la loi de 1851, sur le contrat d'apprentissage.

L'Assemblée va voir quel intérêt pratique s'attache à cette distinction. C'est qu'en effet, pour le contrat d'apprentissage, il n'y a pas d'inspection; l'inspecteur n'a pas le droit de pénétrer chez le patron, et les pénalités pour infraction à la loi de 1851 diffèrent des pénalités qui se trouvent établies dans la loi actuelle. Or, il faudra bien savoir, lorsqu'on se trouvera en face d'un patron, s'il doit subir l'application de la loi de 1851 ou de la loi que nous faisons actuellement.

Je dis, messieurs, que votre article 1^{er} établit une confusion évidente. Ainsi que l'indiquait l'honorable M. Pernolet, cet article 1^{er} est relatif non-seulement au travail des enfants dans les manufactures, dans les chantiers, dans les ateliers, etc., partout où les enfants se trouvent réunis en grand nombre; mais encore il est relatif au travail de tous les enfants en dehors de la famille sous les ordres d'un patron. Ce sont les expressions du projet. Or, il est bien évident que, lorsqu'un apprenti travaille, pour apprendre sa profession, sous les ordres d'un ouvrier, il travaille chez un patron; si donc il n'y a pas de restriction écrite dans l'article 1^{er}, on ne saura pas quand il faudra appliquer

soit la loi de 1851, soit la loi sur le travail des enfants dans les manufactures.

M. le rapporteur. Nous entendons aussi régler le travail des apprentis, dans certains cas, et nous le réglons dans plusieurs articles de notre projet de loi.

M. Clément. Vous entendez régler le travail des apprentis dans plusieurs de vos articles, soit ; mais vous n'entendez pas, cependant, abroger la loi de 1851 sur le contrat d'apprentissage. Il en résulte que vous êtes obligés de distinguer par une définition les cas dans lesquels l'enfant sera réputé être un apprenti, des cas où l'enfant sera réputé travailler dans une manufacture ou dans un atelier.

Voilà le sens de la première observation que je voulais soumettre à la commission et à l'Assemblée, et qui nécessite, suivant moi, le renvoi de l'article 1^{er} à la commission, pour qu'elle précise ce premier point.

Il y a un autre point beaucoup plus considérable.

Le projet de loi fait une innovation extrêmement grave. Jusqu'à présent, le législateur ne s'était occupé que de réglementer le travail des mineurs des deux sexes. Eh bien, messieurs, la commission, dans une intention excellente évidemment, a voulu aller plus loin : elle a voulu aussi réglementer le travail des filles et des femmes de tout âge, non-seulement des femmes non mariées, mais aussi des femmes mariées qui ont traité avec l'autorisation de leur mari, et qui peuvent travailler peut être dans la même usine que lui.

Je dis qu'il y a là un principe engagé, extrêmement grave en droit et, en fait, une difficulté énorme à établir, la réglementation du travail d'une femme qui a plus de vingt et un ans, surtout d'une femme mariée qui travaille avec l'autorisation de son mari. Cette réglementation m'inspire beaucoup de scrupules. A côté de ce sentiment d'humanité qui vous inspire, et auquel je rends hommage, il y a aussi des principes très-considérables : ceux de la liberté du travail, de la liberté de l'industrie, de la puissance maritale. Il ne faut pas que votre loi fasse échec à ces principes.

Voilà, messieurs, l'observation principale qui, à mon avis, pourrait inquiéter beaucoup de consciences et qui, en tout cas, inquiète la mienne.

Lorsqu'en 1870, le Gouvernement présenta un projet de loi sur le travail des enfants, il y avait aussi dans ce projet une disposition relative au travail des filles et des femmes. Mais cette disposition était unique ; elle se bornait simplement à interdire le travail des filles et des femmes dans les exploitations souterraines. Cette interdiction, du reste, était purement platonique, car, en fait, l'exposé des motifs indiquait que jamais, en France, les filles et les femmes n'étaient employées dans les travaux souterrains.

M. de Tillancourt et quelques autres membres. Mais c'est une erreur! — Où avez-vous vu cela?

Un membre. C'est rare, mais cela existe!

M. Clément. Je rappelle ce que j'ai lu dans l'exposé des motifs de la loi de 1870; mais je ne m'en porte pas garant. Dans tous les cas, je n'attaque pas cette disposition; on pourrait la reproduire, et la reproduire utilement, soit; mais aller plus loin, c'est, à mon avis, dépasser le but et violer le droit.

Maintenant, j'abandonne pour un moment le terrain du principe que je viens d'examiner et qui est bien digne de l'attention de l'Assemblée; je l'abandonne pour examiner l'application qu'en fait la commission dans son article 4.

Un membre au banc de la commission. Il y a un amendement sur l'article 4; attendez que la discussion soit ouverte sur l'article 4.

M. de Tillancourt. On peut toujours comparer un article à un autre.

M. Clément. Si vous voulez me permettre d'achever ces courtes observations, vous verrez qu'il est absolument indispensable que le texte de l'article 1^{er} soit modifié pour l'application raisonnable du principe de la réglementation du travail des femmes, si tant est que vous mainteniez ce principe. (Parlez! parlez!)

Vous n'avez pas oublié les termes généraux de la loi, qui s'appliquent, je vous l'ai dit, à tout travail, soit des femmes, soit des enfants, sous les ordres d'un patron. Il en résulte qu'une ouvrière, couturière ou giletière, par exemple, qui travaille chez une patronne ou chez un tailleur, est soumise aux interdictions prononcées par le projet de loi.

Je me reporte à l'article 4, et j'examine quelle est l'application que vous voulez donner à votre principe. Ce sera celle-ci: pour les femmes et les filles de tout âge, pour les femmes mariées comme pour les autres, vous interdisez le travail de neuf heures du soir à cinq heures du matin.

Est-ce là une disposition pratique dans sa généralité? Il n'est pas possible qu'une couturière ne fasse pas travailler....

Un membre de la commission. Il ne s'agit pas de cela.

M. Clément. Je suis bien aise que vous me disiez qu'il ne s'agit pas de cela, car je signale précisément une application très-dangereuse de votre texte et devant laquelle vous reculez. C'est pour cela que je soutiens que l'article 1^{er} doit être modifié. Je demande, en effet, si, avec votre rédaction actuelle, les femmes employées sous les ordres d'un patron ou d'une patronne pourront travailler après neuf heures du soir. Elles ne le pourraient pas. C'est évident.

C'est une disposition générale qui s'applique à tous les ateliers de couturières et de tailleurs, et même à d'autres établissements industriels. Par exemple, je ne vois pas pourquoi elle ne s'appliquerait

pas aussi aux magasins de confection, aux restaurants, aux cafés, etc.

M. de Tillancourt. Et aux ouvreuses des loges dans les théâtres !

Un membre. Et aux plieuses et aux margeuses des journaux !

M. Clément. Vous le voyez, il y a là une extension beaucoup trop grande de votre principe. Par conséquent, il est indispensable de renvoyer l'article 1^{er} à l'examen de la commission pour en préciser le champ d'application et éviter les équivoques, pour que, d'une part, on ne puisse pas confondre la réglementation du contrat d'apprentissage avec la réglementation du travail dans les manufactures et les ateliers, et pour que, d'autre part, si vous maintenez le principe de la réglementation du travail des femmes, surtout des femmes mariées qui ne sont plus des mineures, qui ne traitent plus seules, mais avec l'autorisation de leur mari, il ne soit plus possible de lui donner l'extension apparente qu'il a dans l'article 1^{er}. Il vous faut modifier cet article, autrement vous iriez bien au-delà de votre pensée. (Marques nombreuses d'assentiment.)

M. Eugène Tallon, rapporteur. Messieurs, après les observations qui viennent de vous être présentées par les précédents orateurs dont les critiques se sont étendues, il faut le dire, sur plusieurs des parties essentielles de la loi qui vous est soumise, il me semble nécessaire que je précise nettement quelle est la portée de l'article premier du projet et que j'indique dans quelle mesure la commission a compris la mission qui lui était confiée.

Les honorables préopinants ont argumenté tout d'abord sur cette expression de l'article premier « Les enfants employés hors de la famille. »

L'honorable M. Clément est venu ensuite reprocher à l'article premier du projet de loi d'englober dans une trop vaste catégorie tous les enfants soumis au contrat d'apprentissage, tous ceux qui travaillent hors de la famille, et enfin il a critiqué le projet de loi en ce qu'il comprend aussi dans ses prévisions les femmes, soit à l'égard des travaux de nuit, soit à l'égard des travaux souterrains.

La loi de 1841, il est vrai, était beaucoup plus restrictive dans ses applications; elle protégeait seulement les enfants employés dans les ateliers et manufactures à moteur continu en employant plus de vingt ouvriers.

Depuis cette époque, on n'a cessé de faire entendre des réclamations sur ce que la loi avait créé une grande inégalité dans les conditions générales du travail et, partant, une grande injustice. On a montré que les industries importantes étaient les plus prévoyantes, les plus préoccupées de la santé des enfants, de leur protection, de leur progrès moral et de leur développement physique. On a établi que les contraventions les plus graves se commettaient le plus souvent dans

le petit atelier, dans l'échoppe obscure, dans la mansarde, là où ne s'exerce aucune surveillance, là où l'enfant peut être victime des plus coupables abus, sans que ces abus tombent sous la répression de la loi.

C'est en présence de cette inégalité choquante, résultant de la distinction faite par la loi de 1841 entre les divers genres de moteurs et le plus ou moins grand nombre d'ouvriers travaillant dans l'atelier, qu'une grave réforme devait être accomplie.

Cette inégalité détruisait, en effet, les conditions loyales de la concurrence en ce que certains industriels pouvaient, en dehors de toute règle et de toute surveillance, excéder les forces de l'enfant par un travail exorbitant, afin de se procurer des bénéfices que ne pouvaient atteindre ceux qui étaient soumis à la loi. C'est en présence de cette disparité de situation qu'une loi nouvelle devait intervenir pour faire cesser de justes réclamations, et donner satisfaction à un sentiment de justice outragé ou méconnu.

Voilà pourquoi nous avons étendu la loi à tous les ateliers sans distinction.

Est-il vrai maintenant de dire, comme l'a fait l'honorable M. Clément, que la protection de la femme ne doit pas entrer dans les prévisions de la loi ?

Le projet élaboré par le conseil d'Etat en 1868 a considéré qu'il était sage, humain et rationnel à la fois de prévoir dans des articles spéciaux différents cas où le législateur devrait protéger le travail des femmes.

Les législations étrangères, de leur côté, la législation anglaise notamment, ont assimilé la femme à l'enfant d'un certain âge ou à l'adolescent de treize à seize ans pour toutes les prescriptions qui sont édictées dans les lois protectrices de la faiblesse des divers serviteurs et agents du travail industriel.

Dans quelle mesure, à notre tour, avons-nous pensé que nous pouvions entrer dans la même voie ?

Etait-il possible, messieurs, de se préoccuper un seul instant de l'enfant sans songer à la mère ? Devions-nous seulement, dans une loi protectrice du développement et de la constitution de l'enfant, nous arrêter à cette courte période de temps où nous avons limité la durée de son travail, pendant les dixième, onzième, douzième et treizième années ? Ne devions-nous pas également étendre cette protection bienfaisante à cette période du jeune âge où l'enfant se forme par l'éducation dans la famille, par les soins qu'il reçoit de sa mère ! Or, si vous ne protégez pas la mère, pouvez-vous protéger l'enfant dans cette intéressante partie de son existence ?

Les moralistes se sont élevés contre le travail de la femme dans les manufactures ; les économistes ont démontré que ce travail était,

la plupart du temps, moins fructueux que le travail à domicile. Tous les bons esprits, enfin, sont unanimement d'accord pour prohiber le travail de nuit de la femme, parce qu'ils considèrent que son éloignement du foyer durant les heures nocturnes est non-seulement une cause de démoralisation dans la famille ouvrière, mais même l'une des causes principales de la mortalité effrayante que l'on a constatée, dans ces dernières années, parmi les enfants du premier âge.

Quiconque est un peu soucieux des devoirs généraux de l'humanité ne peut méconnaître, en face de ces douloureuses conséquences, la nécessité d'une protection légale. C'est pour ne pas fermer les yeux à la grande utilité de cette protection intéressante et essentielle que nous avons cru devoir viser, dans l'article 1^{er} d'une loi d'assistance des êtres faibles, les femmes travaillant dans les manufactures ou ateliers, et, en général, loin de leur famille.

Quelle est la portée des critiques élevées contre ces vues générales de la loi ?

Ces critiques ne sont point élevées pour l'exclusion des femmes des travaux souterrains, tout le monde adhère à cette prohibition ; elles ne se sont point élevées davantage contre la prohibition du travail des femmes le dimanche. En vérité, ne reconnaît-on pas qu'il est nécessaire, pour vivifier l'affection des enfants au sein même de la famille, de prohiber le travail au jour où elle se trouve groupée en quelque sorte sous l'aile de la mère ? Or, quand on veut supprimer de l'article 1^{er} cette expression « les femmes, » ne méconnaît-on pas le but généreux que nous voulons poursuivre tous, et ne détruit-on pas cette œuvre générale de morale et de progrès que nous avons tenté d'accomplir.

Vous dites que la loi de 1831, spéciale au contrat d'apprentissage, doit être respectée dans toutes ses prescriptions.

Nous ne le croyons pas. En voulez-vous un exemple :

A Paris, il y a 25,000 apprentis. Combien y en a-t-il jouissant du contrat d'apprentissage vis-à-vis de leurs patrons ? Il y en a 4,000 seulement. Nous ne pouvions, nous, négliger la large catégorie d'enfants qui sont hors de cette situation ; nous devons donc modifier la loi dans l'une de ses parties. Pourquoi ? Parce que dans la loi de 1831 il y a deux catégories de dispositions qui sont parfaitement distinctes l'une de l'autre. Il y a, d'abord, le [contrat civil d'apprentissage, qui est prévu dans toute la première partie de la loi, et ce contrat, nous n'y touchons pas ; cependant, si l'on en croit les hommes spéciaux, les rapports de l'inspection du travail, les rapports de M. l'inspecteur de l'instruction primaire, il y a des réformes profondes à apporter dans le contrat d'apprentissage ; ce

serait une nouvelle loi à faire, bien digne de la sollicitude de cette grande Assemblée.

Nous n'avons pas abordé cette œuvre ; mais du moins, lorsqu'il s'agit de la seconde partie de la loi de 1871, qui s'occupe de la durée du travail, du travail de nuit, du repos du dimanche des apprentis, ne devons-nous pas en faire, en quelque sorte, un acte élémentaire de justice en assurant, par la concordance de ces diverses mesures avec celles édictées par la loi nouvelle, une situation égale à tous les enfants qui sont employés dans le travail industriel ? Y avait-il à distinguer l'enfant qui, dans les petits ateliers, est sujet aux plus graves abus, de celui qui est dans la grande manufacture sous le patronage d'un homme qui est généralement soucieux de sa protection ?

Certes, nous n'aurions pas fait une loi juste, si cette loi n'avait pas été égale pour tous ; cette égalité, nous avons voulu l'établir, nous le démontrerons en discutant la loi article par article, et nous espérons vous faire partager alors nos convictions profondes et nos sentiments sur la nécessité de protéger tous les jeunes travailleurs.

Nous avons, au surplus, adopté les dispositions que présente la législation anglaise sur le travail industriel, mais nous ne sommes pas allés au delà. Oui, nous nous sommes arrêtés devant l'autorité du père de famille ; nous n'avons pas voulu faire pénétrer l'inspection dans le foyer domestique ; nous n'avons pas voulu y créer des irritations, des difficultés, des divisions qui eussent été des plus funestes et des plus regrettables. Nous nous sommes, je le répète, arrêtés là, et c'est pour cela que nous avons, dans notre article 1^{er}, employé ces mots : « Hors de la famille. » C'est-à-dire que nous ne touchons au travail que là où il ne s'effectue pas sous l'autorité paternelle et dans le foyer domestique. Voilà où la loi devait borner ses dispositions ; elle le devait en vertu de ces considérations d'un ordre supérieur qui ont déterminé toutes les résolutions que nous avons adoptées dans notre projet.

Nous nous sommes arrêtés là, je le répète, mais là seulement. Nous repoussons cette expression qui nous avait été proposée dans un amendement de M. Leurent et conçue en ces termes : « hors de la maison paternelle » ; le mot maison paternelle n'est pas une expression juridique ; il peut d'ailleurs se faire que l'enfant soit dans des conditions particulières où il n'habite pas avec le père lui-même, mais où il se trouve cependant sous l'autorité des délégués de la puissance paternelle.

Nous avons donc repoussé cette expression trop vague : « Hors de la maison paternelle » ; pour y substituer celle-ci, beaucoup plus nette, plus générale et plus véridique en même temps : « Hors de la famille ».

En rétablissant cette expression dans notre texte, vous verrez que nous sommes restés dans des limites sages et mesurées ; car c'est

avant tout une loi de modération que nous voulons faire, une loi pratique, une loi utile ; et pour qu'elle soit utile, pratique et modérée il faut que, d'une part, elle respecte l'autorité spéciale du père de famille à laquelle toutes les lois antérieures n'ont pas porté atteinte, et qu'en même temps elle protège le travail de tous les êtres faibles partout où ils sont exposés à des abus, partout où leur situation appelle la sollicitude du législateur. (Très-bien!)

C'est là ce que nous avons fait, et qu'on l'entende bien, nous ne nous sommes préoccupés que du travail industriel, et nous avons évité soigneusement de faire naître, comme on s'y est laissé entraîner dans cette discussion, toute confusion entre le travail industriel et le travail commercial, par exemple, que nous n'avons pas voulu régler ; entre le travail industriel et certains travaux manuels qui n'entrent pas dans les prévisions de la loi ; entre le travail industriel enfin et le travail agricole, ce travail si vivifiant pour l'enfant par sa discontinuité, par son alternance d'occupations diverses, de circulation au grand air, de fréquentation des écoles, travail essentiellement bienfaisant qui profite à l'enfant au point de vue moral et physique, et qu'il est, par conséquent, inutile de garantir par des lois spéciales.

Nous n'avons pas voulu outre-passer la mesure qui est déterminée par le mandat que nous avons reçu de l'Assemblée, et toute notre pensée est comprise dans l'intitulé même de notre projet : la loi s'applique aux enfants, filles et femmes employés dans l'industrie. Nous ne touchons donc pas au travail en dehors de l'industrie, mais nous touchons à toutes les catégories du travail industriel.

Cette définition de la loi étant donnée, cette limite étant nettement tracée aux prescriptions qu'elle a eues en vue, je rétablis le texte de l'article 1^{er} tel que nous le proposons à votre adoption et tel que je prie l'Assemblée de vouloir bien le voter : il est ainsi conçu :

« Les enfants, les filles et les femmes travaillant dans les manufactures, ateliers ou chantiers, ou hors de la famille sous les ordres d'un patron, ne pourront être employés que dans les conditions déterminées par la présente loi. »

En adoptant ce texte, vous resterez, messieurs, dans la juste mesure de l'équité et vous respecterez les principes d'égalité que nous avons tenté de faire prévaloir dans l'intérêt même du travail industriel. (Assentiment sur plusieurs bancs.)

M. Clément. Je ne veux pas rentrer dans la discussion ; je n'ai qu'un mot à dire. Les critiques que j'ai adressées à la loi sont des critiques de rédaction. J'ai dit que la loi ne rendait pas la pensée que l'honorable rapporteur a exprimée tout à l'heure à la tribune. (Très-bien ! très-bien ! sur quelques bancs.)

J'ai parlé aussi, mais en y insistant moins, du scrupule que vous

avez excité dans ma conscience par cette invasion de la législation dans le domaine de la liberté des conventions privées pour des personnes majeures, et notamment pour les femmes mariées; c'est un scrupule qui est entré profondément dans mon esprit.

Je n'y insiste pas davantage.

Je persiste à dire que, si vous voulez maintenir cette innovation considérable, il faut au moins lui donner dans les termes une application pratique; il ne faut pas jeter ceux qui veulent appliquer la loi dans une confusion inextricable. Que l'honorable rapporteur, M. Tallon, aux intentions duquel je rends un complet hommage, renvoie le texte de l'article 1^{er}, qu'il l'adapte à la pensée qu'il exprimait tout à l'heure, qu'il fasse disparaître cette confusion, qu'il détermine avec précision quels sont les patrons assujettis à l'inspection organisée par la loi; (Tous!) quels sont les patrons qui seront frappés des pénalités portées par ses dispositions finales; qu'il détermine le cas dans lequel les femmes seront soumises à cette réglementation, afin que les femmes qui travaillent dans un magasin, dans un atelier, chez un tailleur ou chez une couturière, ne puissent être privées de leur travail du soir pas plus que de celui de la journée. Ce que je réclame, ce sont des expressions plus nettes, une précision plus grande dans les termes de la loi.

Il me semble impossible que l'Assemblée ne l'accorde pas, car ce que je demande c'est la clarté. (Très-bien! très-bien!)

M. de Tillancourt. Très-bien! Il faut renvoyer l'article à la commission.

Plusieurs membres de la commission. On ne propose rien pour remplacer l'article!

M. Leurent. Je ne veux dire qu'un seul mot sur le fond de la question soulevée par l'article 1^{er}.

Je suis complètement d'accord avec la commission; je ne diffère avec elle que parceque son indication a quelque chose de vague. Et c'est tellement vrai, que l'interprétation donnée à cette rédaction par M. Pernolet est en contradiction complète avec celle qui a été donnée par M. Tallon et par M. de Melun.

Si l'interprétation de M. Pernolet était admise, ce serait la destruction même de la loi. Qu'a dit M. Pernolet? Il a dit que les pères de famille ou les mères de famille peuvent employer leurs enfants partout où ils sont.

Eh bien, dans nos filatures, nous voyons les pères de famille prendre de préférence leurs enfants avec eux. Si vous adoptez l'interprétation de M. Pernolet, un père de famille prendra un jeune enfant qui n'a pas l'âge réglementaire, qui ne va pas à l'école, et il n'y aurait rien à dire.

Je ne puis pas l'admettre. Quand on fait des lois de ce genre, on ne

doit pas pousser le respect des droits du père de famille jusqu'à des impossibilités, jusqu'à des conséquences contraires aux intentions que l'on a.

Qu'est-ce que nous voulons ? C'est étendre l'action de la loi actuelle, la loi de 1841. Cette loi a dit qu'elle n'aurait d'application que pour les ateliers qui auraient au minimum 20 ouvrières.

Aujourd'hui nous voulons faire disparaître ce minimum, nous voulons que cette loi reçoive partout son application. Si on veut adopter l'article 1^{er} en admettant l'interprétation de la commission, je ne propose plus d'amendement, je suis parfaitement d'accord avec le président et avec le rapporteur ; mais je repousse complètement l'interprétation qui a été donnée par l'honorable M. Pernolet. (Très-bien !)

M. le rapporteur et M. le comte de Melun. Nous sommes d'accord !

M. Leurent. Comme j'estime que ce qui doit prévaloir dans toutes les discussions, c'est l'interprétation de la commission, et comme cette interprétation sera consignée au *Journal officiel*, je retire mon amendement et je me rallie à l'article 1^{er} tel qu'il est rédigé par elle.

Au banc de la commission. Très-bien ! très-bien !

M. le président. Je mets aux voix l'article 1^{er} du projet de loi.

M. Clément. Pardon, monsieur le président, je persiste à demander le renvoi à la commission. (Non ! non ! — Si ! si !)

M. de Tiilancourt. On ne devrait voter l'article 1^{er} qu'après les autres, car il en est en quelque sorte le résumé.

M. le comte de Melun. Mais un renvoi n'est pas possible, il n'y a pas d'amendement proposé !

Autres membres au banc de la commission. Que M. Clément explique la portée de sa demande de renvoi.

M. le président. M. Clément, la commission demande qu'avant la mise aux voix du renvoi, vous vouliez bien expliquer quel serait son objet, et quelle serait la portée des modifications que vous réclamez.

M. Clément. Les idées que j'ai cherché à préciser portent sur deux points.

Premier point : Il y a nécessité de distinguer, dans cet article ou dans un autre, comme la commission le voudra, la condition des apprentis et la condition des enfants employés dans les manufactures et ateliers.

Second point : Il y a également nécessité de définir très-exactement, surtout au point de vue des femmes, ce que l'on entend par le mot patron, de façon que l'on sache quel est le patron ou la patronne, qui sera sujet à l'inspection et aux pénalités de la loi.

Il ne faut pas qu'en dehors des cas que vous avez posés, on puisse appliquer la loi et gêner le travail. (Très-bien !)

M. Pouyer-Quertier. Et nuire au salaire en même temps !

M. de Tillancourt. Et rendre impossible l'exercice de certaines professions !

M. Paris. Il faut définir d'une manière très-nette ce que c'est qu'un atelier.

M. le rapporteur. La commission maintient son article.

M. le président. M. Clément demande que l'article 1^{er} soit renvoyé à la commission.

Je consulte l'Assemblée.

(Le renvoi de l'article 1^{er} est mis aux voix et ordonné.)

M. le rapporteur. La révision de l'article 1^{er} de la loi impliquant nécessairement une nouvelle étude des différents articles du projet de loi, nous'en demandons le renvoi dans son ensemble à la commission, avec le regret que cette grande œuvre d'humanité subisse encore de nouveaux retards. (Mouvements divers. — Réclamations sur plusieurs bancs.)

Quelques membres. C'est une protestation contre le vote de l'Assemblée.

M. Pouyer-Quertier. C'est nous qui remplissons une œuvre d'humanité en prononçant le renvoi du projet de loi.

M. de Tillancourt. L'acte d'humanité résulte précisément du vote de l'Assemblée qui provoque un examen plus approfondi de l'article 1^{er} en le renvoyant à la commission.

MM. Ambroise Joubert et Balsan. Il y a quinze mois que le projet de loi est à l'étude; il faut le discuter.

M. Leurent. Le renvoi de l'article 1^{er} à la commission implique nécessairement le renvoi de tout le projet de loi. (Oui ! oui !) Nous ne pouvons pas discuter l'article 2, lorsque nous ne savons pas, d'avance, à qui les dispositions de la loi s'appliqueront. J'appuie la proposition de M. le rapporteur.

Sur divers bancs. Tout le monde est d'accord; personne ne conteste le renvoi !

M. Tolain. Malgré les difficultés que semble présenter la loi, je crois que la commission pourrait très-rapidement se mettre d'accord sur l'article 1^{er}. Je ne crois pas que le renvoi de toute la loi soit nécessaire.

Quelques voix. C'est voté !

M. Tolain. Le renvoi est voté pour l'article 1^{er} et non pour la loi tout entière. Je crois qu'il serait possible de discuter les autres articles de la loi sans la renvoyer complètement à la commission. Peut-être dans la discussion des autres articles de la loi trouveriez-vous des éléments de nature à vous fixer sur les changements à introduire dans le texte de l'article 1^{er}.

Quelques membres. C'est évident !

M. Tolain. Quoi qu'il en soit, si l'Assemblée croit devoir ordonner le renvoi complet de la loi, je supplie la commission, — parce que si la loi présente de grandes difficultés, elle a une très-grande utilité au point de vue de l'industrie et de la morale, au point de vue de l'éducation et de l'apprentissage des enfants de la classe ouvrière, — je supplie la commission de l'examiner le plus promptement possible afin qu'il n'y ait pas de temps de perdu. (Approbation sur quelques ban cs.)

M. le président. La commission demande que le renvoi du projet de loi tout entier lui soit fait.

M. le rapporteur. Messieurs, pour éviter une discussion inutile, et entrant dans les vues très-judicieuses de l'honorable M. Tolain, nous demanderons à ceux de nos honorables collègues qui soulèvent des critiques contre l'article 1^{er} de vouloir bien formuler des amendements. Nous demanderons alors le renvoi de ces amendements à la commission, ce qui nous permettra de passer dès demain à la discussion des articles subséquents. (Marques d'assentiment.)

M. Langlois. On peut continuer la loi ! (Oui ! — Non ! non !)

M. Balsan. Messieurs, une définition exacte est extrêmement difficile à faire. Mais j'ai eu l'honneur de présenter un amendement qui pourra peut-être donner satisfaction à beaucoup de nos collègues. Il est ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique, sur l'avis de la commission supérieure, instituée par l'article 23 de la présente loi, détermineront les modifications qui, pour certaines industries, pourront être apportées aux articles tels et tels de la loi... » (Mouvements divers.)

Un membre. Mais il n'y a plus de loi avec un pareil article !

M. Balsan. On me dit qu'alors il n'y aurait plus de loi.

Je vous demande pardon, les principes généraux sont posés par la loi. (Interruption.)

Or, il me paraît absolument impossible de faire maintenant une classification de toutes les industries. Et y réussirait-on même que demain, que dans huit jours, peuvent surgir de nouvelles industries que vous ne sauriez prévoir aujourd'hui.

Tous les jours, il se fait des découvertes dans les sciences et dans leurs applications. La loi peut être parfaite aujourd'hui, et demain présenter des lacunes, par suite de la création de nouvelles industries.

Nous ne pouvons prévoir tous les cas dans lesquels des règlements d'administration publique devront venir faire une application particulière de notre loi à certaines industries.

Il faut donc indiquer d'une manière générale que des règlements d'administration publique auront à intervenir, et ne pas trop nous

préoccuper des termes de l'article 1^{er}, dans lequel nous ne pourrions faire une classification complète. L'article additionnel que j'ai eu l'honneur de vous indiquer remédiera aux inconvénients qui ont été signalés. Je crois donc, je le répète, qu'il ne faut pas attacher une trop grande importance à l'article 1^{er}, et que nous devons poursuivre la discussion de la loi. (Mouvements en sens divers.)

M. Tirard. J'ai une très-courte observation à présenter à l'Assemblée.

Je suis tellement persuadé de l'utilité de cette loi, que j'en verrais le renvoi dans son entier avec un profond regret. Ce qui nous divise en ce moment, c'est une question de rédaction purement et simplement. Nous sommes d'accord sur le fond. M. Clément a soulevé, permettez-moi de le dire, une question un peu grammaticale; il demande la définition du mot « atelier. » Je n'ai pas à insister sur ce point; lorsque viendra l'article 4, on pourra examiner de la manière la plus sérieuse les observations qu'il a présentées au sujet du travail des femmes dans certains ateliers et qui trouveront mieux là leur place.

Mais les articles 2 et 3 ne touchent pas le travail des femmes. Il ne s'agit plus là que de régler l'âge auquel les enfants pourront entrer dans les manufactures, de savoir si c'est à douze ans, ou à treize ans comme le propose la commission, que le travail de la journée complète pourra être imposé aux enfants. C'est là une question absolument indépendante de l'article 1^{er}; la discussion en pourra être longue, car il y a un grand nombre d'amendements proposés; elle absorbera certainement la séance d'aujourd'hui, et d'ici à demain la commission, aidée par M. Clément qui voudra bien apporter lui-même une rédaction, pourra revenir devant vous avec un texte nouveau pour l'article 1^{er}. Nous n'aurons pas ainsi perdu notre temps et nous aurons donné satisfaction au pays en nous occupant d'une question aussi importante que celle dont il s'agit en ce moment. (Très-bien.)

Je demande donc que la discussion continue sur les articles 2 et 3. (Oui! — Non! non!)

M. Paulin Gillon. Je demande à répondre à M. le rapporteur, qui a provoqué des amendements.

M. le président. Ce n'est pas le moment.

M. Paulin Gillon. Messieurs, l'honorable rapporteur de la commission vient de nous engager à produire les amendements que nous croyons bons à soumettre à une discussion, afin que la commission puisse les examiner et les étudier. Eh bien, je viens en proposer un; il consiste dans la suppression de ces mots de l'article 1^{er}: « les filles et les femmes »; j'en demande la suppression absolue; voici pourquoi. (Exclamations diverses.)

M. le comte de Melun. Et les jeunes filles de douze ans.

M. Balsan. Maintenant que l'article 1^{er} est renvoyé à la commission, il n'y a plus rien à en dire.

M. Paulin Gillon. Il a été renvoyé pour que la commission examine les amendements proposés. Laissez-moi donc apporter le mien.

M. Balsan. Parlez de l'article 2.

M. Paulin Gillon. Mon amendement a été bien compris. Maintenant, laissez-moi le motiver en quelques mots.

M. le président. Quand il viendra en discussion.

M. Paulin Gillon. Il faut que la commission le connaisse à l'avance, pour qu'elle puisse se prononcer.

M. le président. Ce n'est pas ainsi que les amendements se produisent. On les consigne d'abord sur le papier, on les remet ensuite à la commission, et on vient enfin les discuter à la tribune. Vous commencez par la fin ! (On rit.)

M. Paulin Gillon. Je n'ai qu'une phrase à ajouter.

M. Balsan. Vous viendrez nous trouver au sein de la commission, et vous pourrez expliquer votre amendement.

M. Paulin Gillon. J'aurais déjà fini, si l'on ne m'avait pas interrompu ; je ne veux pas faire de dissertation ; il ne me reste qu'à justifier mon amendement ; laissez-moi le faire en peu de mots.

Un membre. L'article 1^{er} est renvoyé à la commission !

M. Paulin Gillon. Il ne peut pas nous échapper que l'article implique l'assimilation des femmes et des filles, femmes mariées ou non, filles de tout âge aux enfants mineurs.

Un membre. Il y a des amendements sur ce point !

M. Paulin Gillon. Avec cette différence que les enfants mineurs deviendront majeurs... (Hilarité.)

Plusieurs membres. Pourvu que Dieu leur prête vie !

M. Paulin Gillon... et que, quand ils seront devenus majeurs, si ce sont des garçons, ils travailleront comme ils voudront en pleine liberté, la nuit comme le jour. Mais, désormais, si vous adoptez l'article 1^{er} proposé, il sera établi dans les annales de la législation française qu'à partir de l'année 1873 les femmes et les filles, quel que soit leur âge, resteront toute leur vie sous la tutelle légale que vous allez créer ; quels que soient leur indépendance, leur âge, leur force, leur intelligence, jamais elles ne pourront être admises à travailler la nuit dans les ateliers. (Interruption et rires.) Je livre cette nouveauté à vos méditations.

M. le rapporteur. L'honorable M. Paulin Gillon s'est expliqué sur un amendement qui n'est pas encore formulé ; je n'ai donc pas à y répondre. Vous avez ordonné le renvoi de l'article 1^{er} à l'examen de la commission ; nous acceptons ce renvoi, et nous prions ceux de nos collègues qui ont à présenter des amendements de vouloir bien

les formuler aujourd'hui. Demain ils seront examinés par la Commission, et demain aussi nous pourrions entrer dans la discussion des articles 2 et 3 de la loi; mais vous nous permettrez de ne pas vous demander d'aborder immédiatement cette discussion, à raison même des modifications qui pourraient survenir dans les articles subséquents et notamment dans l'article 4, qui touche spécialement le travail de nuit des femmes.

Nous demandons donc le renvoi de la discussion à demain; nous examinerons d'ici là tous les amendements qui seront soumis à la commission. (Très-bien ! — Aux voix !)

M. le président. M. le rapporteur demande que la délibération soit renvoyée à demain.

Je consulte l'Assemblée.

(Le renvoi est mis aux voix et prononcé.)

Séance du Vendredi 24 janvier 1873.

SOMMAIRE. — Suite de la 2^e délibération sur la proposition de M. Joubert relative au travail des enfants dans les manufactures : M. le comte de Melun. Ajournement de la discussion à lundi.

L'ordre du jour est la suite de la 2^e délibération sur la proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures.

La parole est à M. de Melun, président de la Commission.

M. le comte de Melun. Messieurs, après la décision que vous avez prise hier sur la loi relative au travail des enfants dans les manufactures, la Commission, pour se conformer aux intentions de l'Assemblée, s'est livrée à un nouveau travail. Elle a examiné avec le plus grand soin toutes les observations qui avaient été présentées à cette tribune, et de cet examen il est résulté un changement assez profond dans la rédaction de la loi.

Ce nouveau texte est livré en ce moment à l'impression; il vous sera distribué demain.

Vu l'importance des modifications dont il s'agit, il me paraît impossible de délibérer aujourd'hui, sans une grande confusion, avant que l'Assemblée n'ait le texte sous les yeux. D'ailleurs, plusieurs amendements ont été distribués seulement à l'ouverture de la séance.

Je viens donc vous prier, au nom de la Commission, de vouloir bien renvoyer la discussion à lundi. (Marques d'assentiment.)

M. le président. Il n'y a pas d'opposition?... (Non ! non !)

La discussion est renvoyée à lundi.

Séance du Mardi 28 janvier 1875.

SOMMAIRE. — Suite de la 2^e délibération sur la proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures : M. Eugène Tallon, rapporteur. — Article 1^{er}. Amendement de M. Pernolet : MM. Pernolet, le rapporteur. Rejet de l'amendement. — MM. Wolowski et de Tillancourt. — Adoption de l'article 1^{er}.

L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi de M. Ambroise Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures.

La discussion s'ouvre sur la rédaction nouvelle de l'article 1^{er}, qui avait été renvoyé à la commission.

M. le rapporteur a la parole.

M. Eugène Tallon, rapporteur. Messieurs, la Commission, déférant aux sentiments manifestés par un grand nombre de nos honorables collègues, a remis à l'étude non-seulement l'article 1^{er} de son projet, mais encore plusieurs autres articles qui avaient été contredits par des amendements importants.

Cette révision, Messieurs, a eu pour effet d'amener un changement de rédaction dans plusieurs parties de la loi, et notamment dans l'article 1^{er}, qui en est, pour ainsi dire, le préambule.

Le texte nouveau que la Commission a l'honneur de vous soumettre est ainsi conçu :

« Article premier. — Les enfants des deux sexes et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel, dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers que sous les conditions déterminées dans la présente loi. »

Vous voyez, Messieurs, que les modifications apportées à cet article ont pour objet de soustraire à la protection légale les femmes employées dans l'industrie; nous avons sacrifié, non sans regrets, cette vaste catégorie de personnes protégées aux critiques soulevées par nos honorables collègues MM. Clément et Paulin Gillon.

Nous avons aussi donné satisfaction à ce sentiment exprimé par plusieurs de nos honorables collègues; qu'il était nécessaire de nettement définir ce qu'il faut entendre par le mot atelier. Car en ajoutant comme corrélatif à ce mot ceux de « travail industriel » nous avons très-clairement spécifié que la loi ne s'appliquait qu'au travail des enfants employés dans la grande industrie ou dans l'atelier industriel; et qu'il est impossible à toute définition d'arriver à une exactitude, à une précision absolue, permettez-nous tout au moins de dire que nous avons approché autant qu'il est possible de cette perfection si difficile à atteindre. (Très-bien!)

En second lieu, Messieurs, nous avons apporté dans la rédaction de l'article 3 une modification importante.

Des hommes fort autorisés en matière industrielle avaient combattu la limite de treize ans, que nous avons fixée pour l'admission de l'enfant au travail de la journée entière. On nous avait demandé d'abaisser cet âge à douze ans. Nous avons à cet égard adopté les amendements de MM. Leurent et Feray.

Enfin, Messieurs, plusieurs de nos collègues avaient demandé que pour tous les travaux industriels d'une nature particulière et exceptionnelle, comme ceux des fabriques et usines fonctionnant à feu continu, ou comme les travaux souterrains des mines et des minières, des modifications fussent apportées à la loi; ils demandaient qu'on laissât le soin de déterminer les conditions du travail dans ces industries à des règlements d'administration publique.

Nous avons tenu compte dans une plus large mesure que nous ne l'avions fait d'abord de ces observations, qui nous ont paru justes.

C'est dans cette situation, Messieurs, que se présente devant vous notre projet sous sa nouvelle forme.

Vous reconnaîtrez, Messieurs, qu'il porte l'empreinte profonde de l'intention arrêtée que nous avons eue de nous conformer avec une entière abnégation de nos propres sentiments à une décision de l'Assemblée, qui nous avait invités, en quelque sorte, à limiter l'étendue de la loi soumise à son approbation.

Nous avons hautement témoigné par là de notre sincère désir de conciliation et nous espérons que les efforts persévérants de la Commission auront enfin cet heureux résultat de déterminer un vote définitif de l'Assemblée sur une loi qui ne peut qu'honorer notre mandat aux yeux du pays. (Très-bien ! très-bien !)

M. Wolowski. Je demande la parole.

M. le président. M. Pernolet a présenté un amendement ainsi conçu :

« Les enfants des deux sexes et les filles mineures ne peuvent travailler hors de la famille et sous la discipline d'un contre-maître ou patron, dans les manufactures, fabriques, usines, mines, minières, carrières et, en général, dans tous ateliers ou chantier proprement dits, c'est-à-dire consacrés exclusivement à une spéculation commerciale, que sous les conditions déterminées par la présente loi. »

M. Pernolet a la parole.

M. Pernolet. Messieurs, il n'est pas douteux que les intentions de la Commission ne répondent complètement à ce que je voudrais voir inscrit dans la loi; mais je crois que le texte de la rédaction nouvelle est très-loin de dire tout ce que le rapporteur vient d'exprimer à la tribune.

D'abord je trouve que, en retranchant les mots « hors de la famille, » qui figuraient dans le texte primitif, la Commission a rendu l'article 1^{er} beaucoup trop absolu, et je regretterais qu'il fût

accepté tel que, parce que je crains qu'on abuse quelque jour d'une rédaction qui ne représente certainement ni les intentions de la Commission, ni les intentions de la très-grande majorité de l'Assemblée.

Je sais bien qu'il est fort malaisé de trouver une rédaction complètement satisfaisante pour l'article qui nous occupe. Cette rédaction est difficile, parce qu'il faut qu'elle convienne également à une infinité de cas extrêmement variés, dont plusieurs sont de nature à ne pas s'accommoder de solutions identiques.

Je crois que la question se trouverait singulièrement simplifiée si l'on voulait admettre avec moi que les travaux industriels doivent être divisés, au point de vue dont il s'agit, en deux catégories comportant des régimes différents.

Bien que ces deux catégories se touchent parfois en plus d'un point, notamment par la nature des produits, leur distinction n'est pas impossible de la part d'inspecteurs intelligents.

La première catégorie serait celle des travaux industriels que la Commission avait exclusivement en vue dans sa première rédaction ; elle comprendrait tout travail industriel fait dans un local spécial, sous la discipline d'un contre-maître ou patron et sans autre but qu'une spéculation commerciale.

La seconde catégorie comprendrait tout travail industriel fait soit en famille, soit en réunion que j'appellerai familiale et qui serait reconnaissable à une dose de sollicitude, de tolérance et de liberté incompatible avec une exploitation industrielle proprement dite.

La première catégorie serait seule assujettie aux prescriptions de la loi, et ce serait juste, parce que l'expérience a appris, tant en Angleterre qu'en Allemagne et en France, que pour les travaux de cette catégorie, la santé et la moralité de la jeunesse ne peuvent être sauvegardées qu'au moyen de l'intervention active de l'autorité publique entre les patrons et les enfants, ou même entre ceux-ci et leurs propres parents.

Pour la seconde catégorie, au contraire, on s'abstiendrait de toute ingérence dans des travaux qui ne peuvent compromettre ni la santé ni la moralité des familles ou des réunions qui s'y livrent ; ce serait sans inconvénient, et l'on y gagnerait de débarrasser les inspecteurs d'une tâche à la fois inutile et impraticable.

Quelques exemples vous aideront, j'espère, à saisir ma pensée. Vous avez tous vu des forêts et les travaux variés auxquels donnent lieu l'exploitation des bois.

Une voix. Ce sont des travaux agricoles et industriels.

M. Pernolet. Ce n'est pas évident pour moi.

On rencontre dans les forêts des familles qui pratiquent une foule de petites industries fort importantes et qui vivent uniquement de ce travail. Père, mère et enfants, chacun, suivant son aptitude et sa force,

concourt à la transformation de la matière première en produit marchand. C'est donc un travail industriel qui se pratique dans un atelier et l'article 1^{er} de la Commission s'y applique parfaitement. Je demande si nos inspecteurs seront tenus d'aller dans les forêts contrôler l'âge des enfants du sabotier, du boisselier, etc., ainsi que l'exacte durée du travail qu'ils font, en jouant, sous les yeux de leurs parents.

Autre exemple : des ouvrières en dentelles, filles ou femmes, se réunissent le soir dans une maison commune pour économiser le feu et la chandelle : tout en s'assurant le plaisir de la causerie, elles façonnent d'un doigt agile un produit semblable à celui qui se fabrique ailleurs mécaniquement dans des manufactures importantes ; c'est un produit qu'on ne peut pas appeler agricole, celui-là, il est industriel autant qu'un autre, il se produit dans un lieu qu'on peut appeler atelier, sans être en révolte bien évidente avec le dictionnaire. Eh bien, je le demande encore, est-ce que vos inspecteurs seront fondés à pénétrer dans ces modestes intérieurs pour questionner les filles sur leur âge et interdire le travail de nuit à celles qui auront moins de seize ans ?

Enfin, dites-moi ce que feront les inspecteurs à l'égard de maisons que je connais, où les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul élèvent ou reçoivent jusqu'à leur majorité soit des orphelines, soit des filles de parents vivant dans le désordre, soit même des filles d'honnêtes parents qui aiment mieux voir leurs enfants faire leur apprentissage dans ces saintes maisons que dans les ateliers ordinaires. Parmi ces filles il en est qui font exactement les mêmes ouvrages de chaussure qu'on fait en grand dans le voisinage, par les mêmes procédés, chez des entrepreneurs de premier ordre. Est-ce que la chaussure faite chez l'entrepreneur sera le résultat d'un travail industriel et pas celle faite chez les sœurs ? Est-ce que la vaste salle où sont réunies les orphelines, apprenties et ouvrières dont je parle, ne pourra pas être considérée par un inspecteur zélé ou malintentionné comme un atelier ? Faudra-t-il assujettir la maison des sœurs à des visites qu'elles n'ont aucun lieu de redouter assurément, mais qui seraient complètement inutiles ?

Si dans les différents cas que j'indique l'inspection est pour le moins inutile, pourquoi adopter une rédaction qui puisse l'autoriser ? Pour ma part, j'estime que moins nos inspecteurs auront à faire, plus efficace sera leur intervention, et comme il arrivera en même temps que la nouvelle catégorie de fonctionnaires salariés qu'il est nécessaire de créer, je le reconnais, sera moins nombreuse, je serai doublement satisfait.

C'est pourquoi je voudrais réduire au strict nécessaire le nombre des ateliers assujettis aux prescriptions de la loi. J'ai tâché de le faire dans la rédaction que je propose ; elle ne toucherait en rien aux

intentions de la Commission qui sont les mêmes, et comme elle laisserait moins de place à la fantaisie ou à l'arbitraire, je la crois préférable, tout en reconnaissant qu'on pourrait trouver mieux encore. (Très-bien! sur divers bancs.)

M. Eugène Tallon, rapporteur. Je crois qu'il suffira d'un mot pour faire comprendre à l'honorable M. Pernolet que le nouveau texte de l'article 1^{er} répond à ses préoccupations fort légitimes et doit faire disparaître les appréhensions qu'il a manifestées.

Nous n'avons pas eu la pensée d'étendre la loi aux ateliers de famille; nous n'avons pas voulu d'avantage toucher à ces travaux, dont on vous citait l'exemple, qui s'accomplissent dans les forêts, travaux quasi agricoles, que notre honorable collègue veut soustraire avec raison aux prévisions de la loi.

Nous nous en sommes strictement tenus à la réglementation du travail des usines et fabriques et du travail industriel de l'atelier.

Que mon honorable collègue me permette encore de le lui dire; il ne devait pas s'inquiéter que la loi touchât aux travaux qui se font dans les maisons d'éducation charitable, dans les ouvroirs d'orphelines notamment. C'est là, en quelque sorte, un travail de famille, s'accomplissant sous une direction toute maternelle.

Non, il ne se fait pas, en général, dans ces maisons, de spéculations sur le produit du travail, il ne s'y pratique pas de fabrication industrielle destinée à la vente et qui doive faire naître de telles préoccupations. Par conséquent les ateliers de ces maisons charitables ne sauraient tomber sous l'application de la loi.

Je crois que l'honorable M. Pernolet doit recevoir, de l'explication que je fournis à cette tribune, une pleine et entière satisfaction. (Très-bien! très-bien!)

M. le président. Je consulte l'Assemblée sur l'amendement de M. Pernolet.

(L'amendement est mis aux voix et n'est pas adopté.)

M. le président. Monsieur Paulin Gillon, maintenez-vous votre amendement?

M. Paulin Gillon. Non; monsieur le président : la Commission y a fait droit.

M. le président. Et monsieur Leurent?

M. Leurent. Je n'ai plus d'amendement sur l'article 1^{er}.

M. le président. Vous avez retiré celui que vous aviez?

M. Leurent. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'article 1^{er}.

M. Wolowski. Je demande la parole.

Sur divers bancs. A demain! à demain!

M. le président. La parole est à M. Wolowski.

M. Wolowski. Je prie l'Assemblée de vouloir bien renvoyer à

demain la suite de la délibération sur l'article 1^{er}. (Non! non! — Aux voix! — Parlez! parlez!)

J'ai l'intention de demander que, dans la rédaction de cet article, on rétablisse le mot « femmes. »

M. de Tillancourt. Je demande la parole.

M. Wolowski. Ce mot soulève une des questions les plus importantes du projet de loi, et, à cet égard, je ne rappellerai qu'un souvenir.

La protection de la loi étendue aux femmes a été votée à l'unanimité par la Chambre des pairs, au mois de février 1848, et je ne comprendrais pas un progrès qui ferait que, un quart de siècle plus tard, on abandonnerait les femmes à tous les abus dont elles sont victimes dans l'état de choses actuel. (Approbation sur plusieurs bancs.)

M. de Tillancourt. Messieurs, je m'associe complètement à la pensée qui a dicté les paroles que vient de prononcer à cette tribune notre honorable collègue M. Wolowski. Je comprends comme lui l'importance d'adopter des mesures de protection pour les femmes qui travaillent dans des ateliers, et cela quel que soit leur âge.

Seulement, il me semble que les règlements sur la direction des ateliers de femmes doivent être différents de ceux qui sont applicables aux mineures. Ainsi, il me semblerait souverainement injuste d'interdire aux femmes le travail de nuit pour les travaux urgents, tels que les ouvrages de couture dans les cas de mariage, deuil, etc.

Par conséquent, je crois que nous devons, en ce moment, voter purement et simplement la rédaction de la Commission, en ne nous occupant que des mineures. Plus tard, nous aurons à examiner des articles additionnels indiquant quels seront ceux des articles de la loi que l'on pourra appliquer aux femmes mariées et aux femmes majeures. (Approbation sur plusieurs bancs.)

M. Wolowski. Si vous voulez, Messieurs, voter le principe de l'article 1^{er}, en réservant pour l'article 4 la question des femmes, je ne demande pas mieux; mais je fais mes réserves sur le principe. En Angleterre, la loi de 1844 a produit des résultats tellement considérables et tellement avantageux au pays sous tous les rapports, que nous ne pouvons pas désertier le devoir de nous occuper des femmes dans la loi actuellement en discussion.

Ainsi, je ne m'oppose pas à ce que l'Assemblée vote le principe de l'article 1^{er}, sous le bénéfice des réserves que je viens d'exprimer.

M. de Tillancourt. Quant à moi, c'est mon avis.

Divers membres. A demain! à demain! — On n'est plus en nombre! — Si! si! — Votons l'article 1^{er}.

M. le rapporteur. Les amendements sur l'article 1^{er} sont épuisés; l'Assemblée paraît être encore en nombre : nous demandons qu'elle veuille bien voter sur cet article. (Oui! oui! — Aux voix! aux voix!)

M le président. M. Wolowski renonce-t-il à parler sur l'article 1^{er} ?

M Wolowski. Oui, sous la réserve que la question de la protection à accorder aux femmes viendra lors de la discussion de l'article 4. (Oui ! oui ! — C'est entendu !)

M de Tillancourt. C'est une pensée à laquelle je m'associe.

M. le président. Alors je vais mettre aux voix l'article 1^{er} du projet de la Commission.

Cet article est ainsi conçu :

« Les enfants des deux sexes et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel, dans les manufactures, usines mines, chantiers et ateliers, que sous les conditions déterminées par la présente loi. »

(L'article 1^{er} est mis aux voix et adopté.)

Séance du 29 janvier 1873.

SOMMAIRE. — Suite de la 2^e délibération sur la proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. — Article 2. Amendement de M. Scheurer-Kestner : M. Scheurer-Kestner. Retrait. — Amendement de M. Godin : MM. Godin, Eugène Tallon, rapporteur, Leurent, Tirard, Amat. Rejet au scrutin du paragraphe 1^{er} de l'amendement. Retrait des deux autres paragraphes et adoption de l'article. — Article 3 : M. Scheurer-Kestner. — Amendement de M. Leurent. Retrait. — Amendement de M. Claude (Vosges) : M. Claude (Vosges). Retrait. — Amendement de M. Feray. Retrait. — Amendement de M. Max-Richard. Retrait. — Amendement de M. Théophile Roussel : MM. Théophile Roussel, le comte de Melun.

L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur la proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

Je donne lecture de l'article 2 du projet de la Commission :

« Les enfants ne peuvent être employés par les patrons, ni être admis dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers, avant l'âge de dix ans révolus. »

M. Scheurer-Kestner. Messieurs, j'ai présenté plusieurs amendements au projet de loi que nous discutons en ce moment ; ils m'ont été inspirés par une étude très-approfondie, un travail très-complet, que la Société industrielle de Mulhouse, à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir, avait préparé dans l'année qui a précédé nos désastres.

En Alsace, où les industriels se sont toujours montrés si soucieux d'améliorer la condition du travail, tant au point de vue du travailleur lui-même qu'à celui d'une meilleure production industrielle, on

avait été frappé, depuis longtemps, des lacunes de l'insuffisance et de l'inefficacité de la loi de 1841. Aussi, lorsque le conseil d'État, en 1868, fut saisi de la question, la Société industrielle de Mulhouse, pour répondre à l'appel qui avait été fait dans toute la France, nomma une commission qui fut chargée d'étudier la question et de rédiger un projet de loi.

Le travail dont je parle n'avait pas échappé à la Commission. L'honorable M. Lefébure et M. Steinheil, notre ancien collègue, que nous avons le regret de ne plus voir sur ces bancs... (C'est vrai! — Très-bien!), faisaient partie de la Commission et lui avaient apporté le résultat de l'étude faite à Mulhouse.

Cette circonstance m'était inconnue, sans quoi j'eusse peut-être hésité à présenter mon amendement à l'article 2; mais j'ai dû à cette ignorance l'honneur de discuter, au sein de la Commission, la rédaction de l'article 2 du projet alsacien et du projet présenté par la Commission, et l'avantage de me convaincre que, si les dispositions de l'article 2 du projet de Mulhouse pouvaient convenir dans certaines contrées où la grande industrie est prépondérante et, pour ainsi dire, exclusivement connue, ces dispositions pouvaient exposer à des dangers et offrir des inconvénients dans d'autres contrées, où le travail des grands ateliers, en général mieux surveillés, est remplacé par un travail plus divisé.

En effet, Messieurs, dans le projet de la Commission, il était dit à l'article 2 que les enfants ne peuvent être employés par des patrons ni être admis dans des manufactures, ateliers ou chantiers, avant l'âge de dix ans révolus. Mon amendement proposait bien de réduire encore l'âge auquel les enfants pourraient être admis dans certains ateliers; mais je ne m'étais pas préoccupé de la question d'âge en elle-même. Mon amendement avait un but plus général, celui de diviser les industries en deux classes : la première comprenant les industries qui emploient des machines, des appareils ou des outils commandés par des moteurs mécaniques; la deuxième comprenant les ateliers dans lesquels le travail se fait à la main. Cette distinction avait été proposée par la Société industrielle de Mulhouse, et mon amendement n'était que la reproduction de l'article 2 du projet alsacien; elle avait été dictée à la fois par l'intérêt des parents, qu'il ne faut jamais négliger complètement dans ces questions, et par l'intérêt des enfants, exposés à certains accidents dans les grands ateliers à moteurs mécaniques, dangers qui n'existent pas dans les ateliers où le travail est purement manuel.

L'une des industries les plus importantes de l'Alsace, l'impression des tissus de coton et de laine, emploie un très-grand nombre d'enfants. Cette circonstance n'a pas été étrangère à l'adoption de la rédaction de l'article 2 de la Société industrielle de Mulhouse. Les enfants

se trouvent, dans ces manufactures, dans des conditions relativement favorables; mais je répète que les raisons qui m'ont été données dans le sein de la Commission m'ont paru décisives, et je déclare que je retire l'amendement que j'avais présenté.

Si je ne me suis pas borné à retirer purement et simplement mon amendement, et si j'ai pris la parole à ce sujet, Messieurs, c'est que j'ai été heureux de saisir l'occasion qui se présentait à moi de rendre hommage à un travail alsacien, à cette étude approfondie faite par la Société industrielle de Mulhouse. Je suis certain de n'être contredit par aucun des membres de la Commission qui ont pu prendre connaissance de ce travail, quand je dirai qu'on y trouve, à côté d'indications pratiques précieuses, telles qu'on devait les attendre d'hommes dont la compétence ne saurait être contestée, l'application des idées humanitaires et libérales qui ont toujours été en grand honneur dans mon pays natal. (Très-bien! Très-bien!)

J'ai pensé aussi qu'il était impossible, au moment où nous nous occupons de rédiger une loi sur le travail des enfants dans les manufactures, que le nom de la Société industrielle de Mulhouse ne fût pas prononcé... (Vive approbation.), car c'est elle qui la première, dès l'année 1828, a appelé l'attention du législateur sur la nécessité de réglementer ce travail.

Je suis heureux de pouvoir ajouter que, depuis plusieurs années, elle réclame sur l'instruction obligatoire une loi que le projet actuel, je me plais à le constater, consacre dans une certaine mesure. (Approbation sur plusieurs bancs à gauche.)

M. le président. L'amendement est retiré.

Nous passons à l'amendement de M. Godin.

En voici la teneur :

« Les enfants ne peuvent être enlevés à l'instruction primaire, ni être assujettis à un travail professionnel avant l'âge de douze ans.

Le Gouvernement est chargé de veiller à ce que, dans toutes les communes de France, les moyens soient préparés pour recevoir les enfants aux écoles.

Cet article de la loi ne sera exécutoire que quand l'école et les moyens d'enseignement existeront dans la commune. »

La parole est à M. Godin.

M. Godin. Messieurs, je désirerais tout d'abord préciser le véritable caractère de la loi et aussi les bases de son application. Il m'a paru que, jusqu'ici, dans la discussion, on n'avait pas suffisamment tenu compte du premier point.

En effet, je pense qu'à côté de ce que la discussion a mis en lumière, c'est-à-dire à côté des intérêts privés, des intérêts locaux, des intérêts de la fabrique, à côté enfin des questions qui ont été examinées à cette tribune, je pense qu'il y a un intérêt supérieur qui n'a pas été

suffisamment envisagé et discuté devant vous: c'est cet intérêt supérieur que je désirerais tout d'abord mettre en lumière.

La dernière guerre et les événements qui l'ont suivie nous ont donné beaucoup à réfléchir, et il en est peu d'entre nous qui, après ces événements, n'aient compris que la France a besoin de se régénérer au physique et au moral; que la France a besoin de former une génération nouvelle, afin que, à l'avenir, les malheurs qui viennent de fondre sur elle ne puissent se représenter dans des conditions aussi déplorables.

Dès lors, tout le monde s'est souvenu que le niveau de la population baissait chaque jour; qu'il était établi que, dans nos contrées industrielles, la taille moyenne faiblissait plutôt que d'augmenter, et que, dans ces contrées, il arrivait très-souvent que le contingent était insuffisant et donnait à peine le nombre d'hommes qu'il comportait.

A quoi cela était-il dû? Aux conditions dans lesquelles la première enfance commençait à exercer ses forces.

On reconnut alors qu'il était nécessaire d'apporter dans le régime des travaux des enfants des modifications telles qu'il fût possible d'espérer que l'on parviendrait, grâce à elles, à ce que le régime sanitaire, devant concourir au développement de l'enfance, ne permit plus de voir l'enfant s'atrophier par un travail excessif.

Faire des hommes forts fut, dès lors, le sentiment général des esprits.

Mais n'y avait-il pas lieu de constater en même temps que, précisément lorsque le physique avait à souffrir, par suite de travaux excessifs, l'éducation en souffrait également, et que la conséquence naturelle d'un pareil état de choses était l'ignorance générale de nos populations?

Il fallait donc réformer le moral et le physique, l'état de l'enseignement en même temps que le milieu dans lequel l'enfant était élevé.

Messieurs, si nous envisagions ainsi la question, nous la débarrasserions de ces intérêts matériels, nous la débarrasserions de ces intérêts locaux et privés qui, chaque jour, ont empêché qu'on pût s'entendre d'une façon suffisante pour faire une loi véritablement protectrice de l'enfance, et utile, par conséquent, au pays en même temps qu'à des intérêts qui le préoccupent vivement.

Il y a là un intérêt national avant tout: il s'agit de former une génération nouvelle, de la faire forte de corps et forte d'intelligence. C'est un but patriotique sur lequel, étant tous d'accord, nous ne pourrions faire autrement que d'agir de concert dans l'élaboration de la loi qui nous est soumise; et alors cette loi se fera sans les difficultés qui, chaque jour, ont empêché la Commission d'avancer.

Mais, Messieurs, s'il y a là, en réalité, une question d'intérêt national, s'il y a, avant tout, à examiner quelle est la part que le pays doit prendre à cette question, n'y a-t-il pas lieu de voir comment

on arrivera à l'application d'une loi qui donne satisfaction à ces grands intérêts, en même temps qu'elle donnera satisfaction aux intérêts de l'industrie?

Il faut naturellement que la protection soit efficace sur l'enfance, si réellement nous voulons que les conditions d'hygiène, de santé lui soient accordées de façon à ce que les résultats soient obtenus.

Il ne suffit pas de faire une loi qui s'applique au petit nombre; il faut faire une loi qui s'applique d'une façon générale. Et comment arriverons-nous à ce résultat? Mais, Messieurs, il suffit de consulter la science et l'expérience pour en trouver les moyens. Il est certain que si l'on consultait les médecins et les physiologistes, on n'en trouverait pas un qui dirait que, dans l'état actuel du travail des enfants, il soit possible d'arriver à former un homme fort et vigoureux. Il faut, Messieurs, que les conditions nécessaires à la santé et au développement de l'enfant soient remplies; si réellement nous voulons que l'enfant se développe, qu'il soit fort et bien portant.

Si nous voulons, en outre, qu'il reçoive de l'éducation, il faut que le lieu où il doit la recevoir soit établi.

Si nous nous en remettons à ce que la simple expérience nous indique, il n'est pas besoin même de la science pour savoir ce que nous avons à faire. Il n'est pas un éleveur qui ne sache les conditions à remplir pour le développement de la santé du corps dans un jeune cheval, par exemple, qui est mis sous sa direction. Il saura que dès les premiers ans il y a nécessité de ménager ses forces, de sorte que le travail de la nature s'accomplisse sans entrave, que le développement musculaire puisse se faire en toute liberté. Et pour cela, on le soustrait complètement au travail, on évite de le surcharger d'un exercice qui pourrait, en quelque façon que ce soit, contribuer à empêcher le développement réel de ses facultés natives.

Ce que nous savons faire pour les animaux, ce que nous savons réaliser au profit de l'espèce animale, comment ne saurions-nous pas le faire pour la race humaine; comment ne saurions-nous pas, au profit de notre espèce, chercher les conditions véritables qui peuvent donner à l'enfant le milieu nécessaire à son développement?

Eh bien, l'expérience nous a appris que pour l'enfant il y en a déjà un de créé dans nos sociétés : c'est l'école. Mais l'école est-elle établie dans des conditions suffisantes? C'est là ce que je voudrais examiner; car l'école est véritablement la base sur laquelle doit reposer la loi que vous faites; et si l'école n'existe pas ou si elle est insuffisante, votre loi sera impuissante et inapplicable. (Très-bien ! à gauche.)

Un membre. Mais c'est à l'article 8 qu'il faudrait discuter cela !

M. Godin. Je crois devoir, à ce point de vue, vous démontrer que la loi est incomplète; car il y a dans la loi, et cela à l'article 2, — ainsi je ne suis pas à l'article 8, — il y a insuffisance de protec-

tion pour l'enfant. C'est seulement à l'âge de dix ans que vous commencez à exercer votre tutelle sur l'enfant.

Qu'a-t-il fait avant cet âge ? Que devient-il avant cet âge ? Quelle protection lui accordez-vous ?

Et, s'il en est ainsi, qu'espérez-vous obtenir de la loi ? L'enfant, à dix ans, arrive sous votre surveillance. Vous lui demandez un certificat d'école ; il lui aura suffi qu'il se soit présenté trois ou quatre jours à l'avance à l'école communale pour demander et obtenir ce certificat.

Mais qu'aura-t-il fait jusqu'à cet âge, si l'école ne lui est pas ouverte, si réellement il n'est pas établi comme règle que l'enfant doit pratiquer l'école avant de pratiquer le travail !

Il en résultera que l'enfant aura dû être obligé de se séparer de l'atelier, obligé de ne pas travailler ; il aura dû, s'il ne va pas à l'école, se livrer à la mendicité et au vagabondage. Or, ce n'est pas le moyen de former des hommes ; ce n'est pas le moyen que vous poursuivez certainement : vous espérez faire autre chose. Eh bien, ne faudrait-il pas, avant l'âge de dix ans, avoir au moins posé comme règle, si ce n'est pas votre loi qui doit le faire, si vous devez laisser, dans une certaine mesure, à une loi sur l'instruction primaire, le soin de veiller sur l'enfant avant l'âge de dix ans, ne devez-vous pas poser, comme règle ou comme principe, que l'école doit précéder le travail ? (Très-bien ! très-bien ! sur plusieurs bancs.)

Voilà, Messieurs, ce que je tiens à établir. Votre loi, par conséquent, est inefficace ; elle n'exercera pas sur l'enfant une protection nécessaire. Et il faut, à mon sens, réparer cet oubli tout en maintenant l'ensemble du projet de loi, auquel je me plais à rendre hommage en déclarant, dès maintenant, qu'il renferme un très-grand nombre de choses excellentes.

Mais ce que je désirerais établir c'est que l'école doit être la base de la loi que nous faisons en ce moment.

Mon amendement avait précisément pour but de chercher à remédier à ce défaut de la loi, de chercher, sinon d'établir quant à présent ce qui aurait dû en réalité précéder la loi, c'est-à-dire l'instruction primaire, qui aurait dû donner à la France les institutions nécessaires pour que votre loi soit applicable.

Mais, cela n'étant pas, la loi sur l'instruction primaire n'étant pas créée, il me paraît nécessaire de poser la règle. C'est pourquoi, Messieurs, dans mon amendement j'ai cru devoir, sinon décider d'une façon absolue ce qui regarde l'école, au moins poser la règle. J'ai posé, dans le premier paragraphe de mon amendement, le principe suivant :

« Les enfants doivent recevoir l'instruction primaire avant leur

entrée au travail ; ils ne peuvent être assujettis à un travail professionnel avant l'âge de douze ans. »

Cette disposition, Messieurs, s'écarte de l'article de la Commission, qui a maintenu, à ma grande surprise, l'âge de dix ans, quand les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune avaient demandé presque tous l'âge de douze ans.

Il est vraiment surprenant qu'après un accord aussi unanime, la Commission ait cru devoir maintenir l'âge de dix ans.

Il y a à cela des inconvénients de plus d'un genre et je vous demanderai la permission de vous les exposer.

Je ferai remarquer, en outre, en ce qui concerne l'article 2, qu'il n'a pas été pris dans cet article les mesures nécessaires pour assurer son exécution. Rien n'a été indiqué pour que, si le pays ne possède pas les moyens d'application de la loi, il soit mis en demeure de se les donner. Qu'arrivera-t-il si, faisant une loi qui impose l'école à l'enfant, vous vous trouvez en présence de manufactures qui n'ont pas d'écoles dans le voisinage ou qui ont des écoles insuffisantes ? Quels que soient les moyens de contrôle ou de surveillance dont vous pourrez disposer, vous serez impuissants à faire exécuter cette loi. Voilà pourquoi j'avais cru devoir ajouter à l'article 1^{er} un paragraphe ainsi conçu :

« La loi sur l'instruction primaire réglera les moyens par lesquels tous les enfants pourront être admis à l'école. »

Remarquez-le, Messieurs, à partir de l'âge de dix ans, vous assignez l'école à l'enfant, vous l'obligez à s'y rendre, mais vous ne vous préoccupez pas de savoir s'il existe des écoles.

M. Ambroise Joubert. Nous ne pouvons pas mettre cela dans la loi !

M. Godin. C'est précisément la remarque que je fais.

Votre loi ne sera pas pratique, elle ne sera pas applicable, elle ne sera pas appliquée, si vous ne préparez par avance les moyens de faire ce qui est nécessaire.

M. Balsan. Nous ne faisons pas une loi sur l'instruction primaire !

M. Godin. Je ne fais pas un article de loi sur l'instruction primaire, je cherche seulement les conditions dans lesquelles votre loi sera appliquée, et par conséquent ce que je viens de dire n'est pas une anticipation sur la loi concernant l'instruction. Je dis seulement que la loi sur l'instruction aura à préparer les moyens nécessaires à l'application de votre loi. Et, afin de ne pas faire un article de loi qui, à son tour, créerait aux commissions qui pourraient être chargées de l'application et au conseil supérieur qui aura à faire l'inspection générale, des impossibilités pratiques absolues, je demande, dans mon amendement, par un 3^e paragraphe ainsi conçu :

« Cet article de la loi ne sera exécutoire que quand l'école et les

moyens d'enseignement existeront dans la commune, » je demande, dis-je, que vous n'imposiez pas, au moins, à la France une loi pour laquelle rien ne serait préparé auprès de la plupart des nouveaux établissements qui se sont développés depuis un certain temps. D'après ce paragraphe, là où les écoles existeront, là où tous les éléments d'enseignement et d'éducation seront à la disposition des manufacturiers, la loi sera immédiatement applicable; mais là où les moyens d'enseignement, où tout ce qui est nécessaire à l'application de la loi fera défaut, il sera sursis à cette application jusqu'au moment où le Gouvernement aura pu créer ces moyens avec l'assistance de l'Assemblée et de la loi.

Dans ces conditions, Messieurs, je crois qu'il serait infiniment préférable d'en revenir à ce que les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune ont demandé eux-mêmes, c'est-à-dire à la fixation de l'âge de douze ans. (Très-bien! sur plusieurs bancs.)

Je vous ferai remarquer que l'amendement que je viens de développer ne porte, en aucune façon, atteinte à l'économie du projet de loi que nous discutons; il ne touche pas à toutes les dispositions essentielles autres que celle dont je m'occupe.

De plus, mon amendement aurait l'avantage de rendre la loi plus facilement applicable par l'adoption de la limite d'âge de douze ans que je vous propose. Il y a là, en effet, un point important dont je voudrais entretenir l'Assemblée, et je serais heureux de lui démontrer les difficultés que l'article 2 du projet présente et les moyens qu'il faudrait employer, selon moi, pour les faire disparaître.

Messieurs, pour éviter à la loi nouvelle les écueils que la loi de 1841 a rencontrés, je vous demanderai la permission de donner de courtes explications sur les causes qui ont fait que cette loi de 1841 n'a pas été appliquée. Ce point n'a été qu'imparfaitement abordé à la tribune; il y a eu des causes d'insuccès qui ont besoin d'être développées devant vous.

Lorsque la loi de 1841 a été présentée aux chefs de fabrique et lorsqu'on leur a dit: vous allez envoyer tous les enfants au-dessous de dix ans à l'école, on a prescrit, dans certains départements, aux chefs d'industrie tous les moyens nécessaires pour l'application de la loi: des livres d'une forme réglementaire ont été demandés aux usines, les enfants étaient inscrits dans des tableaux à colonnes où se trouvaient indiqués l'âge, le domicile, l'état de l'instruction, la religion, en un mot tous les éléments propres à faire connaître l'état des enfants dans les manufactures.

Eh bien, dans ces conditions, lorsque les commissions ont été nommées, lorsqu'on a été en mesure d'envoyer les enfants à l'école, après avoir prévenu les instituteurs et les administrations locales de ce qui était à faire, voici ce qui s'est passé: les enfants ont été envoyés

aux écoles dans les communes où il y avait des écoles suffisantes. Mais, après un certain temps d'exercice, quelque chose comme un mois à peine, à la grande surprise des industriels, les enfants qui avaient été envoyés aux écoles en trouvèrent les portes closes.

Pourquoi? C'est que les commissions locales d'instruction primaire, les instituteurs surtout avaient été obligés de constater que le programme de l'enseignement, la division des classes, l'école enfin, dans toutes les mesures qui lui sont indispensables pour un bon enseignement, avait éprouvé une telle perturbation que l'instruction devenait impossible non-seulement pour les anciens élèves, pour ceux qui fréquentaient le plus régulièrement l'école, mais aussi pour ceux qui n'y venaient que quelques heures par jour.

L'enseignement, Messieurs, n'est pas un art sujet aux caprices; il est soumis à des règles absolues, il faut des programmes d'étude, il faut des divisions régulières de classes.

Plusieurs membres. Attendez la discussion de la loi sur l'instruction primaire.

M. Godin. Il est arrivé alors ce grave inconvénient : la désorganisation des écoles a eu lieu; lorsqu'il arrivait, par exemple, quinze enfants dans une partie de la journée, au moment où l'instituteur était occupé des enfants de son école ordinaire, la classe était troublée, désorganisée par l'arrivée des nouveaux venus; il fallait quitter l'enseignement général des élèves pour se livrer à l'enseignement particulier de ceux qui survenaient.

Eh bien, Messieurs, lorsque dans votre loi vous avez envisagé le système de relais comme chose pratique, ne voyez vous pas quels inconvénients vous accumulez. Non-seulement vous aurez ces inconvénients pour l'avant-midi, mais vous les aurez aussi pour l'après-midi. Vous aurez une école qui ne pourra plus être suivie d'une façon régulière pour les élèves à aucun moment du jour; car pour peu que vous vous représentiez la situation de l'instituteur, vous vous rendrez parfaitement compte qu'il n'y a pas d'enseignement possible avec une telle perturbation des classes. Par conséquent, cette loi ne sera appliquée qu'à la double condition d'instituer des professeurs en nombre suffisant et d'avoir des classes afférentes aux enfants qu'on aura à instruire.

Ah ! je sais bien que le système des relais est très-possible, surtout dans les pays de grande fabrique, où il y a un grand nombre d'enfants dans les ateliers. Dans cette circonstance on peut établir des écoles spéciales, où une partie des enfants sera enseignée avant midi et l'autre après midi. Mais dans les communes où il n'y a que quelques ateliers, c'est tout différent. Vous êtes obligés d'envoyer les enfants à l'école communale, et si vous n'agrandissez pas l'école, ou si vous n'avez pas d'instituteurs adjoints, votre loi sera inapplicable.

La loi de 1841 a échoué à cause de cela. Dans certaines communes, lorsqu'on a voulu appliquer la loi de 1841, il n'y avait pas d'écoles. Dans d'autres communes, il y avait une école, mais elle était pleine d'élèves; elle était insuffisante pour la population et lorsque vous vouliez amener les élèves de la fabrique, il fallait faire sortir les élèves de la localité. (Assentiment sur divers bancs.)

Vous voyez donc qu'il y a des mesures sérieuses à prendre.

Les inconvénients qui se sont présentés alors se présenteront encore aujourd'hui. La France a pu progresser sous le rapport de l'éducation; il y a plus d'écoles à la vérité, mais les besoins sont devenus plus grands et par conséquent nous nous trouvons dans des conditions absolument semblables.

Permettez-moi de vous signaler ce que l'on fait à l'étranger.

A l'étranger, direz-vous, il y a des lois réglementaires sur le travail des enfants dans les manufactures. Cela est vrai. Mais à l'étranger, on a songé à l'éducation primaire avant que de songer à réglementer le travail dans les manufactures. L'école existait et on n'a trouvé aucune difficulté dans l'application de la loi. Il suffit pour cela de voir que les nations voisines sont bien plus avancées que nous dans cette voie.

L'Allemagne, la Suisse, les États-Unis se trouvent dans des conditions infiniment supérieures.

L'Allemagne n'a pas craint de demander cette fixation à l'âge de douze ans pour l'admission des enfants dans les manufactures. J'ai demandé la traduction du règlement industriel de la Prusse. Voici ce que l'Allemagne pratique à l'égard des enfants :

« Au-dessous de douze ans, les enfants ne peuvent être employés dans les fabriques à un travail régulier; avant l'âge de quatorze ans, ils ne peuvent être employés dans les fabriques pendant plus de six heures par jour, et à condition qu'ils puissent chaque jour fréquenter pendant trois heures une école autorisée par l'État.

« Les jeunes gens de quatorze à seize ans ne peuvent être occupés dans une fabrique plus de dix heures par jour. »

Voilà ce que font nos voisins; j'ajouterai qu'il n'y a pas un enfant chez eux qui ne reçoive l'éducation; pauvres et riches, tous vont à l'école. Plus d'une fois, pendant ma carrière industrielle, j'ai été préoccupé de la question de savoir ce qui se passait en Allemagne à l'occasion de l'application de la loi; j'ai questionné des employés de l'industrie, des hommes que j'avais dans mes établissements; je leur ai demandé, à différentes reprises, s'il arrivait qu'il y eût souvent en Allemagne des procès faits aux pères de famille pour désobéissance à la loi. On était toujours surpris de la question, et on me répondait : c'est à peine si l'on entend par hasard, en Allemagne, parler d'un tel procès. Il est entré dans les mœurs, dans les habitudes, que

c'est un grand déshonneur de ne pas envoyer les enfants à l'école ; les ouvriers sont tous respectueux de la loi, aussi la mendicité y est-elle inconnue.

Voilà la véritable protection de l'enfance : l'enfant est protégé, dès l'âge de six ans, aussitôt qu'il peut aller à l'école.

La réglementation du travail des enfants dans les manufactures devient facile à établir dans ces conditions. C'est pourquoi l'Allemagne n'a éprouvé de difficulté d'aucune sorte : l'application de sa loi se fait sans qu'on s'aperçoive le moins du monde qu'il y a une loi qui régit la matière. Les chefs d'industrie n'ont donc même pas à redouter les contraventions. Il y a un règlement, mais ce règlement est si facile à observer que c'est à peine si on s'aperçoit de son existence. (Très-bien ! sur divers bancs.)

Nous pouvons donc constater que la France est en retard et qu'elle a besoin de faire des progrès, et, pour cela, il faut surtout protéger l'enfance. Voilà ce dont nous devons être bien convaincus. Il ne suffit pas de faire une loi sur les fabriques, il faut que cette loi pose la règle de ce qu'il est nécessaire de faire pour l'enfant. Il y a, Messieurs, des objections, et elles se sont produites sous différentes formes. Mais en présence de l'intérêt national et patriotique qu'il y a pour nous à former la génération nouvelle et la faire forte de corps et d'intelligence, il y a nécessité urgente de nous entendre et de nous concerter, non pas seulement au sujet de quelques intérêts matériels, de quelques intérêts de fabrique, de quelques intérêts particuliers, il y a nécessité d'envisager la loi d'une façon plus large et de faire en sorte qu'elle soit pour l'avenir un moyen de prospérité pour la France, un moyen de grandeur et de dignité nationale. (Marques d'assentiment sur plusieurs bancs.)

On objectera à ce pas en avant — qu'il serait honteux pour la France de ne pas faire, puisque les nations nos rivales l'ont accompli avant nous, — on nous fera une objection tirée de la concurrence étrangère.

M. Paris (Pas-de-Calais). Mais personne ne fait l'objection !

M. Godin. Je dis qu'on se préoccupera de la concurrence étrangère. Eh bien, je crois que nous ne devons pas nous arrêter à de pareilles objections. Les conditions sont égales, puisque les peuples nos voisins nous ont précédés dans cette voie ; ils ne se sont pas demandé, eux, si la concurrence étrangère devait les arrêter ; ils ont commencé par faire des lois protectrices telles que celle qui nous occupe en ce moment. Nous en avons vu les effets. La Prusse nous a devancés dans cette voie ; tâchons, si nous ne voulons nous remettre à la tête du mouvement européen, au moins de ne pas rester en arrière et de marcher de pair avec les autres nations.

L'objection tirée de la concurrence étrangère n'est donc pas admissible. (Bruit.)

On pourra objecter la concurrence intérieure, et dire : Mais vous allez créer au travail des difficultés réelles !...

Sur divers bancs. Parlez plus haut ! On n'entend pas !

M. Godin. La concurrence intérieure pourra-t-elle, Messieurs, être une objection plus sérieuse ? Je dis : Non ? Car, lorsque la loi est égale pour tous, lorsque tout le monde doit tomber sous le coup de la loi, il n'y a de privilège pour personne ; par conséquent, si une fabrique doit voir renchérir ses salaires, la fabrique concurrente est placée dans les mêmes conditions. La concurrence intérieure n'est donc pas à redouter.

Une autre objection, c'est celle de la privation du salaire pour la famille. On a dit et on dira encore que les familles seraient désormais privées d'un salaire qui leur est indispensable.

C'est une erreur économique. La famille n'aura rien à perdre, ou du moins elle ne subira qu'une perte momentanée, passagère, car l'industrie ne pourra supprimer le salaire trop modique obtenu par l'enfant dans des conditions où l'âge ne lui permet pas réellement le travail, sans lui accorder précisément une compensation, puisque le salaire que vous payez aujourd'hui vous serez obligés de le mettre à un taux un peu plus élevé. Par conséquent, ce que la famille perdra d'un côté, elle le regagnera de l'autre. (Plus haut ! plus haut ! — On n'entend pas !)

Il y aurait un moyen de m'entendre, ce serait de faire silence. (Oui ! oui ! — Parlez plus haut et moins vite !)

On nous oppose l'Angleterre. A mon sens, nous sommes malheureusement trop portés à prendre pour modèle l'Angleterre ; même à cette tribune, elle est citée comme un exemple, et nous nous appuyons sur ce qu'elle a fait pour savoir ce que nous avons à faire.

Il y a là quelque chose de fâcheux. Ce n'est pas l'Angleterre que nous devons prendre pour modèle. N'oublions pas que l'Angleterre est la patrie des grèves, qu'en ce moment même elle est sous le coup des difficultés les plus considérables. A l'heure qu'il est, dans le district de Cardiff, 100,000 ouvriers ont quitté les mines, les forges, les laminoirs ; les usines sont désertes, les ateliers fermés, les familles quittent le pays, s'expatrient, et, ce que le paysan faisait autrefois pour la terre, l'ouvrier le fait aujourd'hui pour l'usine. Il y a là un malheur considérable qu'il faudrait éviter pour l'Europe entière. (Très-bien ! très-bien !)

En présence de pareils faits, écoutons cette grande voix de la grève qui nous dit : Accomplissez les réformes utiles, les temps sont venus. (Rumeurs sur quelques bancs.) Écoutons cette voix de la grève, et

n'attendons pas des malheurs nouveaux après lesquels nous pourrions entendre cette terrible parole : « Il est trop tard ! »

Il faut savoir accomplir les réformes utiles quand l'heure est arrivée, et assurément les réformes en faveur des classes ouvrières ne peuvent plus être différées. Or, la loi qui vous est proposée aujourd'hui sera insuffisante, vu les mesures déjà adoptées par les nations voisines de la France, si vous n'élevez pas la limite d'âge jusqu'à douze ans, si vous ne décidez pas que les enfants en France seront placés dans des conditions de protection égales à celles des nations étrangères.

La loi que nous avons à faire doit être largement protectrice. Permettez-moi de vous dire jusqu'où elle doit aller et quelles sont véritablement les misères et les souffrances qu'elle doit soulager.

Je vous demande donc la permission de vous présenter la situation générale des enfants attachés au travail en France.

Je serai court, Messieurs, veuillez m'accorder un moment d'attention.

Jusqu'à ce jour, l'attention publique s'est surtout portée sur la manufacture. Le grand développement de l'industrie dans la première partie de ce siècle a fait qu'on s'est préoccupé surtout de ces agglomérations d'enfants qu'on voit dans les grandes fabriques.

Mais on n'a pas fait suffisamment attention qu'à côté du développement du travail industriel, il y a le développement considérable de la manufacture, de la fabrique à domicile, pour lesquelles la protection que à l'enfant doit au moins s'exercer dans des conditions aussi larges que pour l'enfant dans les usines.

Vous avez eu ici le témoignage d'honorables industriels qui sont venus vous dire que, dans les usines, l'enfant jouit d'une protection supérieure à celle qu'il trouve dans la petite industrie.

Mais, Messieurs, la fabrique dans les petits ateliers et à domicile a pris des proportions considérables, elle occupe un nombre d'enfants plus important que celui qu'occupent les grandes usines, et ces enfants sont dénués de toute protection...

L'usine protège l'enfant d'une façon assez large ; là il est sous la surveillance de la masse ouvrière, et il serait impossible au patron d'abuser sérieusement de l'enfant sans que la vindicte de la masse ouvrière s'élève soit contre des sévices, soit contre des injustices trop graves.

Il y a là un contrôle qui ne se rencontre pas pour l'enfant qui travaille dans la petite industrie.

Votre loi protégera-t-elle suffisamment ces enfants ?

Non, et précisément ce que je vous disais en commençant aura surtout son effet dans cette circonstance. (Bruit).

L'enfant dans la petite fabrique est livré à une exploitation qui n'a rien de réglementaire.

Dans les grandes usines, il y a des règlements, le nombre d'heures de travail est fixé, l'enfant, au contraire, dans la petite fabrique est assujéti à tous les caprices de l'intérêt privé, de l'intérêt individuel, il n'a rien qui puisse lui venir en aide.

Permettez-moi de parler sous forme d'exemple.

Il y a telle industrie où l'enfant de dix ans commence à six heures du matin et ne finit son travail incessant qu'à huit heures du soir.

Plusieurs membres. Lesquelles? — De quelles industries parlez-vous?

M. Godin. Je dis qu'en France actuellement, dans diverses industries, dans le tissage, dans la quincaillerie, dans tous les travaux de manufacture où le patron, ou plutôt, l'entrepreneur d'industrie, au lieu d'avoir des ateliers en propre, distribue le travail à domicile pour le faire exécuter par l'ouvrier....

M. Mettetal. C'est le travail en famille!

M. Godin. C'est ce qu'on appelle le travail de fabrique à domicile.

Je dis que l'enfant attaché à ce travail ne sera pas protégé par votre article 2; car remarquez que vous ne protégez pas l'enfant avant l'âge de dix ans. — Il n'y a rien dans la loi qui lui assure la protection que je vous demande sous la forme de l'enseignement, — il n'y a rien dans la loi qui empêche l'exploitation de l'enfant avant l'âge de dix ans. Or, le travail de fabrique à domicile le retiendra avant cet âge.

Au banc de la commission. Ce n'est pas l'article 2 que vous discutez!

M. Godin. Mais, je vous demande pardon, l'article 2, c'est la base, c'est le fondement de votre loi : car c'est précisément dans l'article 2 que vous déclarez que l'enfant n'entrera qu'à dix ans dans une manufacture, tandis qu'à domicile il pourra, avant l'âge de dix ans, faire n'importe quel travail.

Vous ne vous occupez pas de la fabrique à domicile, et les enfants arriveront avant dix ans dans la fabrique avec un certificat d'école qu'ils auront été chercher quelques jours auparavant, et vous aurez des enfants déjà souffreteux, étiolés pour ainsi dire, ignorants surtout, et c'est seulement à cet âge que vous commencez à songer à les protéger! Veuillez remarquer, messieurs, cette singularité : dans le travail à domicile vous ne protégez pas l'enfant, avant dix ans, jusqu'à il est laissé, pour ainsi dire, complètement à la discrétion des personnes qui voudront exploiter le travail de son jeune âge, et vous interdisez au père qui travaille dans l'usine de s'occuper de son enfant : il ne pourra pas le conduire dans cette usine pour travailler sous sa direction. Mais, du moment que l'enfant peut travailler dans sa famille, vous laissez subsister tous les abus et vous permet-

tez, non-seulement au père, mais au patron, de tirer tel parti qu'il voudra de l'enfant. Je ne fais pas une critique de la loi à ce point de vue. Je dis seulement que ce qu'il importe, remarquez-le bien, c'est de consacrer dans votre loi le principe, la règle de l'enseignement avant le travail, afin d'éviter ces inconvénients.

Voici ma conclusion, Messieurs, car l'Assemblée est trop fatiguée pour que j'insiste d'avantage. Je crois que l'école est le corollaire indispensable de la loi que vous faites. Par conséquent consacrez dans votre article 2 le principe de l'enseignement avant celui du travail, et vous donnerez à votre loi une force considérable.

Je termine, Messieurs, en vous disant : La loi que vous allez faire est une loi de paix sociale, si elle est bien comprise ; c'est une œuvre de progrès et d'humanité. Sachons donc la compléter et ne négligeons rien de ce qui est à faire pour lui donner réellement toute la valeur qu'elle doit comporter.

J'ajoute ceci : Vous avez à choisir entre l'école, le travail prématuré, ou le vagabondage et la mendicité.

Le vagabondage et la mendicité, qui sont le lot de l'enfant abandonné, sans protection dans le jeune âge, vous les repousserez de toutes vos forces : vous savez quels sont les fruits amers qu'ils peuvent donner pour l'avenir. C'est là surtout où nous devons porter notre attention.

Quant au travail prématuré de l'enfant, ce serait le moyen d'empêcher le développement de sa force physique et les conditions de santé que nous voulons réaliser pour lui. Vous le repousserez aussi, afin de donner à la France des hommes forts et vigoureux, des hommes intelligents et capables, des ouvriers habiles, des contre-maîtres intelligents et en même temps des défenseurs zélés, dévoués pour la patrie. Voilà ce que la loi, bien comprise, contribuera à produire pour la génération qui nous suivra. C'est dans ces conditions que cette loi doit être faite, et je vous demande, Messieurs, pour consacrer cette pensée, de vouloir bien voter mon amendement. (Très-bien ! très-bien ! sur divers bancs.)

M. Eugène Tallon, rapporteur. Messieurs, je n'ai pas l'intention de suivre l'orateur qui descend de cette tribune dans des digressions fort intéressantes, sans doute, mais qui nous ont un peu éloignés de la discussion de l'article 2.

Nous sommes d'accord, l'honorable M. Godin et moi, pour affirmer que la loi qui vous est soumise doit s'élever à la hauteur d'un intérêt national ; que l'éducation morale des jeunes générations intéresse au plus haut point la prospérité et la grandeur même du pays. Je proclame hautement avec lui qu'il est nécessaire de s'occuper ardemment des moyens d'assurer le développement physique et le développement moral de l'enfance ouvrière.

Nous serons également d'accord, mon honorable collègue et moi, pour affirmer que, parmi les moyens les plus propres à élever le niveau moral du pays et à lui rendre ses forces vitales, l'instruction doit figurer au premier rang. Je m'associe donc de grand cœur aux vœux qu'il a exprimés pour que le nombre de nos écoles se multiplie à ce point que la facilité de l'enseignement soit mise à la portée de tous, soit accessible à tous et que la lumière puisse être répandue partout.

Mais, quand l'honorable préopinant, en insistant sur ce grave sujet, passe des principes à l'application et invite le Gouvernement à prendre des mesures pratiques, conformes d'ailleurs à nos propres désirs, il me semble qu'il entre dans une voie prématurée. Nous aurons bientôt à discuter la grande loi de l'instruction publique, à cette occasion les réflexions qui ont été portées à cette tribune trouveront plus naturellement leur place que dans une loi spéciale sur le travail des enfants.

Ce n'est pas que dans cette loi, qui tient de si près aux intérêts de la classe laborieuse, l'instruction ne doive aussi occuper une place importante. Mais mon honorable collègue serait injuste envers nous s'il ne reconnaissait que nous avons fait à l'instruction une très-large part dans la loi que nous présentons à votre approbation.

Sous ce rapport, nous avons réalisé des progrès considérables : l'enfant qui jadis pouvait entrer dans l'atelier à huit ans n'y entrera plus qu'à dix ans. Jusqu'à cet âge il est laissé à sa famille; il est l'objet de ses soins; il reçoit d'elle l'instruction d'une part et de l'autre l'éducation morale, non moins nécessaire au développement de son intelligence et à l'élévation de son âme que l'instruction elle-même. (Très-bien ! très-bien !)

Vous voyez donc, Messieurs, qu'à cet égard la loi fait un grand pas.

Ensuite, de dix à douze ans, nous supprimons la facilité laissée à l'industriel d'assujettir l'enfant à un travail de huit heures par jour, facilité généralement proscrite dans les ateliers où les industriels étaient soucieux de la protection de l'enfant, mais qui, ailleurs, là où la même sollicitude n'existait pas dans les sentiments du patron, devenait un abus, une source de fraude. On dépassait en effet cette mesure de huit heures, on arrivait à soumettre l'enfant à dix et douze heures de travail, et les heures d'école ne pouvaient plus trouver place dans la durée de la journée.

Ainsi, voilà déjà un double progrès réalisé par la loi qui vous est soumise.

Il en est un autre, et fort important, qui est inscrit dans les articles 8 et 9, et le voici : Ces articles ont pour objet d'exiger du patron une surveillance qui empêche l'enfant de vagabonder, de dissiper les heures pendant lesquelles il devient libre en dehors du temps où il

est occupé dans l'atelier et d'exiger aussi, pour que l'enfant soit admis au travail industriel, que ses parents lui fassent suivre l'école.

Nous poussons les prévisions de la loi plus loin : Nous voulons que le patron soit tenu, lorsqu'il admet l'enfant de dix ans avec un travail limité, d'exiger qu'il justifie de la fréquentation de l'école, et à douze ans, nous demandons encore que, pour être admis à travailler la journée entière, l'enfant apporte la justification qu'il a acquis l'instruction suffisante; en outre, cette instruction acquise, il pourra compléter son éducation en fréquentant l'école du dimanche ou l'école professionnelle du soir.

Ainsi, indépendamment des progrès que nous avons accomplis dans la loi en laissant un temps libre plus long à l'enfant afin qu'il pût suivre l'enseignement primaire, nous avons créé un contrôle, une surveillance vis-à-vis des patrons pour que, eux aussi, ils prennent soin de l'instruction de l'enfant, qu'ils veillent à ce qu'il fréquente les écoles et qu'ils obtiennent la justification que cette instruction est acquise.

C'est que les obligations du patron, Messieurs, vis-à-vis de l'enfant qu'il occupe dans ses ateliers, sont plus étroites et plus rigoureuses que celles du père de famille lui-même vis-à-vis de son propre enfant.

Ce serait une erreur de vouloir déplacer le terrain de cette discussion, et, anticipant sur la discussion générale de la loi de l'instruction publique, de venir ici confondre la théorie de l'enseignement obligatoire avec les facilités particulières que nous avons fournies à l'instruction dans la loi actuellement en délibération. Nous respectons, quant à nous, la liberté de l'enseignement; nous respectons le libre choix du père de famille sur le mode d'instruction qu'il entend donner à ses enfants; nous concilions toutefois ce principe avec les moyens pratiques d'exécution qui permettront à tous d'acquérir l'instruction; et nous appelons de tous nos vœux sa diffusion la plus étendue.

Voilà pour l'enfant placé sous la direction du père; mais lorsqu'il s'agit d'un patron, d'un homme sous l'autorité duquel l'enfant est placé dans un intérêt personnel en quelque sorte, puisqu'il tire parti de son travail; d'un patron qui a reçu une délégation morale de l'autorité paternelle, qui par conséquent doit accomplir tous les devoirs les plus essentiels que cette autorité impose, il est nécessaire de le soumettre à la stricte obligation de veiller à l'instruction de l'enfant; il est nécessaire de réclamer de lui dans les lois des garanties particulières.

Ces garanties ont déjà été édictées dans la loi de 1841; nous les avons seulement élargies en les reproduisant dans la loi nouvelle. Ainsi notre projet offre toutes les facilités désirables à l'enseignement primaire, et il donne satisfaction aux exigences que l'on peut légitimement imposer aux patrons à l'égard de l'instruction des enfants placés sous leurs ordres.

Qu'on ne nous objecte pas maintenant que l'enfant employé de dix à douze ans au travail de l'atelier, pendant six heures par jour, ne fréquentera pas l'école, ou comme l'a même soutenu l'honorable M. Feray, que cet enfant n'ayant pas assisté à l'une des classes réglementaires de la journée, soit le soir, soit le matin, deviendra pour les condisciples une cause de trouble dans la distribution de l'enseignement scolaire.

Il est manifeste que, dans les écoles, on devra mettre les heures des classes en harmonie avec les heures du travail industriel, en faisant succéder les unes aux autres. C'est ce qui se fait actuellement dans les écoles de fabriques, et c'est ce qui se fera bientôt, nous n'en doutons pas, dans toutes les institutions privées ou communales pour satisfaire à l'enseignement d'un grand nombre d'enfants occupés par l'industrie.

Permettez-moi, d'ailleurs, d'exprimer un doute : les ouvriers sont-ils toujours bien soucieux de l'emploi des heures pendant lesquelles leurs enfants ne sont pas occupés à l'atelier ? Avez-vous actuellement l'assurance d'une surveillance efficace du père sur son enfant pendant les heures inoccupées, et ne craignez-vous pas que l'enfant ne se livre au vagabondage de la rue ?

Vous trouverez, au contraire, dans la loi nouvelle une garantie de la surveillance du patron ; il y a aussi, on doit le reconnaître, une garantie d'assiduité et de stabilité de l'enfant dans cette discipline même du travail de l'atelier qui l'occupe plusieurs heures, qui l'habitue aux pensées sérieuses, et forme son jeune esprit à la notion précieuse de l'emploi utile du temps. Il lui sera alors plus facile, croyez-moi, de se rendre, en sortant de l'atelier, à l'école, que s'il était laissé à sa pleine liberté, c'est-à-dire s'il avait à aller directement à l'école en quittant la maison paternelle. Où est, en effet, la certitude actuelle qu'il ira à l'école en quittant le foyer paternel, tandis que les parents se rendent de leur côté aux ateliers ? Je ne la vois pas.

D'après le projet, au contraire, je trouve une double assurance que l'enfant sera assidu à l'école, d'abord en ce que cette fréquentation doit être exigée pour son admission au travail et qu'il doit justifier, plus tard, que l'enseignement lui est acquis, pour obtenir la pleine liberté de son travail.

Un autre avantage, fort appréciable, résulte de notre article 2 :

L'enfant travaillera pendant six heures, il gagnera donc, sans fatigue excessive, un salaire qui viendra grossir le petit pécule de la famille, qui aidera bien souvent celle-ci à subvenir à ses propres besoins à lui-même. Ce secours apporté à l'insuffisance des ressources de la famille ouvrière, lui permettra de donner à l'enfant une alimentation plus complète, plus substantielle. On favorisera ainsi son développement physique bien plus qu'en l'abandonnant à une liberté

qui, le plus souvent, ne serait que la liberté de la misère ! (C'est vrai ! — Très-bien !)

Ainsi, vous voyez, Messieurs, que notre loi, avec une prévoyance que vous me permettrez de faire ressortir à vos yeux, a étendu sa sollicitude, pour l'instruction et le développement physique du jeune ouvrier, dans sa famille et aussi dans l'atelier.

A la famille, elle laisse ce qu'on ne saurait lui enlever sans une violation de ses droits : la liberté de faire instruire l'enfant, d'accomplir ainsi un devoir, une obligation que la loi morale et la loi civile lui imposent également. L'interdiction du travail jusqu'à dix ans tient compte de cette nécessité ; elle laisse à la famille le temps d'exercer sa sollicitude vis-à-vis de l'enfant, non-seulement en lui donnant l'enseignement primaire, mais, ce qui n'est pas moins précieux pour tous, l'éducation morale et religieuse. (Très-bien ! très-bien !)

Le travail, par une heureuse alternance, se mêlera, d'après notre projet, à l'instruction et, nous n'hésitons pas à le dire, la présence de la demi-journée à l'atelier assurera la fréquentation de l'école, et le progrès physique résultant du développement des forces de l'enfant favorisera à son tour son progrès moral.

Mon honorable collègue M. Godin me permettra maintenant de le lui dire : il a jugé lui-même la valeur de son amendement en y ajoutant, dans un article spécial et additionnel, en quelque sorte, puisqu'il l'a édité sous plusieurs formes, en y ajoutant, dis-je, la disposition suivante : » Cette article de loi ne sera exécutoire qu'autant qu'une école ou les moyens d'enseignement existeront dans la commune. »

Ainsi, M. Godin reconnaît lui-même que l'amendement qu'il nous soumet ne peut être exécutoire quant à présent. Eh bien, quant à nous, le but que nous poursuivons, c'est de faire une loi exécutoire et une loi qui sera exécutée. (Très-bien !)

L'amendement sera donc inapplicable.

Et, vraiment, faut-il avoir cette confiance absolue que l'honorable préopinant témoigne dans la tutelle de l'État pour élever des écoles partout ? Je désire que l'État n'épargne rien pour cette grande œuvre, mais il ne doit pas y concourir seul. On cite l'exemple de l'Allemagne et de l'Angleterre, où le nombre des écoles est beaucoup plus étendu qu'en France. Nous avons, nous aussi, jeté avec attention nos regards sur la manière dont l'instruction s'est répandue dans ces deux grands pays, et nous avons dû reconnaître que si des écoles s'y sont élevées partout, c'est qu'on y a rendu facile et libre l'enseignement, parce qu'on y a fait une large part à l'initiative individuelle. Oui, c'est sous cette féconde impulsion que s'accomplit, chez les nations étrangères, l'immense développement des lumières et du progrès. (Très-bien ! très-bien !)

Enfin, l'amendement de M. Godin serait entièrement inapplicable, en ce qu'il entend interdire aux enfants tout travail professionnel avant l'âge de douze ans.

Comment ! vous éloignez tous les fils d'ouvriers du travail professionnel que pratique leur père !... Ah ! vous accusez notre loi de n'être pas assez large dans les catégories de protection qu'elle embrasse !... Songez-y : à votre tour vous allez beaucoup trop loin ! En interdisant « tout travail professionnel, » ce n'est plus seulement l'enfant dans l'atelier, dans la fabrique, dans l'apprentissage que vous atteignez, c'est l'enfant dans le sein même de la famille ; vous poussez les recherches de l'inspection jusque dans l'intimité du foyer domestique.

Vous avez parlé des enfants travaillant dans les fabriques et les usines, et vous reconnaissez que la surveillance est plus complète dans ces grands ateliers que dans les ateliers de fabrication à domicile, dans lesquels, avez-vous dit, des abus déplorables se commettent.

Ces abus sont réels sans doute, et nous les regrettons. Mais ne l'oubliez pas, il est des vices dans toute société, et particulièrement dans notre société moderne, que le progrès moral peut seul faire disparaître ; il est des maux qui ne peuvent se guérir qu'en faisant pénétrer le sentiment du devoir dans toutes les couches de la population ouvrière. Faites entrer dans le cœur du père de famille assez de lumière, assez d'affection pour qu'il comprenne également toute l'étendue de ses devoirs envers son enfant et le grand intérêt qu'il a lui-même à le protéger contre des excès de travail qui lui enlèveront prématurément le soutien de sa vieillesse, et vous aurez accompli le progrès le plus désirable.

C'est là l'œuvre véritable de l'instruction et de l'éducation morale. Alors l'enfant sera plus efficacement protégé par la raison et les sentiments du père qu'il ne sera jamais par nos lois laborieusement édifiées.

Ces progrès s'accompliront, Messieurs, nous en avons la ferme espérance. Mais pouvons-nous guérir en un jour toutes les souffrances sociales ? Pouvons-nous sauver l'enfant des abus qui s'accomplissent loin de tous les regards humains ? Pouvons-nous enfin étendre les rigueurs des lois aussi loin qu'on nous le demande ! Vous ne le voudrez pas, car ce serait impossible, ce serait consacrer dans nos lois un principe attentatoire à ce que toutes les législations ont proclamé jusqu'ici, à savoir le respect de l'intimité du foyer domestique et la confiance dans l'accomplissement des devoirs de la puissance paternelle. (Très-bien ! très-bien !)

Nous n'irons donc pas aussi loin que le demande l'honorable M. Godin.

En interdisant, d'ailleurs, tout travail professionnel aux enfants jusqu'à douze ans, savez-vous ce que vous feriez ? Il y a 26,000 enfants

de moins de douze ans qui sont actuellement occupés dans l'industrie. Il y a, à côté de ceux-ci, un nombre beaucoup plus considérable d'enfants qui ne sont pas classés dans les différentes catégories relevées par la statistique, et qui travaillent ou comme apprentis ou dans les petits ateliers de famille. C'est cette classe si considérable d'enfants que vous atteindriez, que vous priveriez d'un salaire non-seulement nécessaire à la subsistance de la famille ouvrière, mais indispensable le plus souvent à l'existence même de l'enfant, que sa famille ne pourrait pas nourrir sans ce petit secours.

Protégeons donc l'enfant dans une mesure juste et raisonnable; faisons surtout une loi qui vive en harmonie avec la situation actuelle de notre industrie, qui s'acclimate, en quelque sorte, à ses mœurs, tienne compte de ses besoins et ne vienne pas se heurter à des difficultés qui l'empêcheraient d'entrer dans la pratique.

Voilà le but que nous devons poursuivre; c'est pour y parvenir que nous avons fait des concessions sur le texte de notre premier projet: nous les avons faites avec une entière abnégation de nos sentiments les plus chers, avec un douloureux sacrifice de nos convictions personnelles, mais, du moins, avec cette confiance qu'en faisant un pas moins grand dans les voies de l'humanité, nous le faisons plus ferme et mieux assuré. Oui, nous restons toujours fidèles au principe que nous avons proclamé à cette tribune dans la discussion générale de la loi: si nous consentons à en ajourner certaines applications qui ont paru trop larges à quelques bons esprits, nous le faisons dans l'intérêt même de la loi, parce que nous désirons avant tout qu'elle soit praticable et qu'elle soit également acceptée des ouvriers et des patrons.

Voilà le véritable sentiment qui nous a dirigés. Et vraiment, ne serait-il pas fâcheux qu'on vint jeter, comme le ferait à coup sûr l'amendement de M. Godin, des appréhensions et des inquiétudes dans les populations ouvrières en laissant supposer que la loi porterait atteinte à l'éducation professionnelle? Ce serait là un acte bien grave, qui créerait bien des préventions et souleverait bien des résistances. Bien loin de porter atteinte à l'éducation et au travail professionnels, ce sont là les deux éléments de l'amélioration de la condition des hommes gagnant leur pain par la force des bras, qu'il faudrait le plus développer, car l'éducation de l'ouvrier est incomplète si elle s'arrête à l'école, si elle ne lui donne pas les moyens, en pratiquant un état, de prendre sa place dans la vie et s'assurer une condition honorable et utile dans la société.

Or, si vous éloignez l'enfant du travail de la famille, si vous le détournez de la profession paternelle, — et il y en a beaucoup dans notre état social moderne qui sont fort enclins à cette tendance funeste, — si vous faites cela, vous accomplissez un acte non-seulement nuisible à des intérêts personnels, mais encore à l'intérêt

général; vous jetez dans la société un être inquiet, déclassé, malheureux, là où, dans les desseins de la Providence, devrait être placé un ouvrier laborieux qui eût travaillé à la prospérité générale et au bien du pays en accomplissant honnêtement son œuvre. (Très-bien! très-bien!)

M. Godin. Je demande la parole.

Sur plusieurs bancs. Aux voix! aux voix!

A gauche. Parlez! parlez!

M. Godin. Je n'ai qu'un mot à dire; je ne veux pas abuser de l'attention de l'Assemblée; mais je désire rectifier une grave erreur.

On vient de dire à la tribune que mon amendement aurait pour conséquence d'introduire dans la famille une surveillance inquisitoriale.

C'est tout le contraire: mon amendement aurait pour conséquence d'empêcher certaines inquisitions dans la famille.

En effet, mon amendement dit que la loi ne sera applicable que dans les communes où les moyens d'enseignement seront suffisants pour recevoir les enfants aux écoles; par conséquent, la loi ne serait pas appliquée toutes les fois que l'école ne pourrait pas recevoir les enfants. Donc il n'y aurait pas dans les familles cette inquisition dont on a parlé, et la surveillance des enfants s'établirait plus tard à l'école seulement.

On n'irait ni dans les familles ni dans les ateliers pour voir si l'enfant y exerce un travail au lieu d'aller à l'école et contrairement à la loi, on irait simplement consulter la feuille à l'école; l'inspection serait faite ainsi plus efficacement; tandis que, aujourd'hui, vous savez que les écoles sont à peine inspectées: comment pouvez-vous espérer que vos inspecteurs pourront visiter tous les ateliers, voir tous les enfants?

Je dis que votre loi ne sera point appliquée, qu'elle n'est pas applicable et qu'elle donnera lieu à une inquisition réelle dans le sein des familles, ce que mon amendement éviterait, bien qu'on ait prétendu le contraire, en faisant exercer l'inspection aux écoles seulement. (Mouvements divers. — Aux voix! aux voix!)

M. le président. Je vais consulter l'Assemblée sur l'amendement de M. Godin; mais, auparavant, je demande à M. Leurent s'il fait des réserves pour celui qu'il a présenté.

M. Leurent. Non, Monsieur le président, je ne fais pas de réserves. J'ai l'intention de retirer mon amendement et, si vous le permettez, j'expliquerai tout de suite à l'Assemblée pourquoi je le retire.

M. le président. Comme il y a dans l'amendement de M. Godin un point qui est commun à l'amendement que vous avez présenté vous-même, le point relatif à l'âge de douze ans, je pensais que vous voudriez demander à l'Assemblée qu'il fût bien entendu que votre

amendement ne sera pas préjugé par le vote qui interviendra sur celui de M. Godin.

M. Leurent. Mon intention est de retirer mon amendement et d'expliquer pourquoi je le retire.

M. le président. Vous pouvez, dès maintenant, donner votre explication et retirer votre amendement.

M. Leurent. Messieurs, vous n'avez pas oublié que dans le discours que j'ai prononcé, il y a quelques jours, j'avais présenté un système radical : c'était d'exclure l'enfant de tout atelier jusqu'à douze ans, Ce sera toujours pour moi le *desideratum* de la loi actuelle, et j'espère que, dans quelques années, nous pourrons y arriver.

Je dois dire cependant que, depuis que j'ai fait connaître mon opinion, j'ai reçu de différents points du pays des observations qui me paraissent extrêmement sérieuses.

Dans une pareille matière on ne doit pas procéder, ce que j'appellerai, révolutionnairement. Il faut que le progrès se fasse; mais il faut qu'il se fasse sagement, sans blesser les intérêts de tous. Dans ces conditions, je tiens compte de ce que la loi actuelle nous fait déjà gagner. Nous gagnons deux ans sur la loi de 1841, car la loi de 1841 permettait l'entrée dans les ateliers à huit ans, tandis que la loi actuelle la porte à dix ans. La loi de 1841 permettait huit heures de travail; la loi actuelle n'en permet plus que six. C'est là un très-grand progrès. Je ne dis pas que c'est un progrès définitif; mais je dis que c'est déjà un très-grand progrès, et je ne voudrais pas, en poussant à de brusques résolutions, blesser des intérêts qui sont certainement très-respectables.

Il y a encore une considération qui me porte à m'en tenir à la loi qui vous est présentée.

La loi proposée nous donne une mesure très-sage : c'est la création d'un service d'inspection. Si, comme je l'espère et comme j'en ai la ferme conviction, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce met tous ses soins pour placer à la tête de ce service des hommes qui offriront toutes les garanties voulues, nous aurons, au bout de deux ans d'application, une sorte de thermomètre de la situation du pays à cet égard.

En Angleterre on a voté un grand nombre de lois sur le travail des enfants dans les manufactures; on n'a jamais fait aucune de ces lois sans avoir procédé préalablement à une espèce d'enquête par les soins de tous les services d'inspection.

J'ai lieu d'espérer que la loi actuelle ne sera pas définitive, et que le Gouvernement, après avoir établi ce service d'inspection, et après s'être éclairé sur la situation, viendra lui-même, dans quelques années, proposer les mesures que j'ai moi-même demandées.

Actuellement, il m'est impossible de connaître la justesse des communications qui me sont adressées, et de vérifier certaines récla-

mations. Je ne puis pas savoir ce qui se passe dans le Midi, pour les jeunes enfants qui sont occupés à dévider des cocons; je ne puis pas savoir ce qui se passe dans les Vosges, avec le système des relais qui a eu beaucoup de succès. Comme la loi de 1841 n'a été appliquée que dans mon département, je ne puis juger que des faits que j'ai eus sous les yeux. Il n'y a que le service de l'inspection, établi pendant quelques années, qui pourra nous éclairer.

Dans ces conditions, je retire mon amendement. (Très-bien! très-bien! sur divers bancs. — Réclamations sur quelques autres.)

M. Tirard. Messieurs, je voudrais demander à M. Leurent un mot d'explication.

J'étais très-disposé, lors de la première délibération, à voter l'article tel que le présentait la commission; mais je vous avoue que mon opinion a été très-ébranlée par les observations qui ont été présentées, précisément, par l'honorable M. Leurent, ainsi que par l'honorable M. Feray.

Ce sont ces deux honorables industriels, très-compétents en ces matières, qui m'ont démontré de la façon la plus décisive que le demi-temps était absolument impraticable dans les usines...

Au banc de la commission. C'est une erreur! — Il est très-praticable!

M. Tirard. Je ne réponds pas à la commission; je demande une explication à M. Leurent.

Dans un discours qui a fait une très-vive impression sur l'Assemblée, et que tous nos collègues se rappellent très-certainement, l'honorable M. Leurent, et, après lui, l'honorable M. Feray, ont démontré, suivant moi, que le système de la commission était absolument impraticable.

Dès lors, quelques-uns de nos collègues et moi, nous leur avons demandé: Que proposeriez-vous à la place? M. Leurent nous a présenté l'amendement qu'il vient de retirer, et qui consistait à fixer l'entrée des enfants dans les ateliers et les manufactures à douze ans au lieu de dix.

Maintenant, M. Leurent vient nous dire qu'il été a touché par les observations qui lui ont été adressées de divers côtés. Mais ses observations premières subsistent toujours, et je lui demanderai s'il les retire dans une certaine mesure, et s'il accepte l'article 3 qui établit le demi-temps. Si l'on devait d'abord rejeter l'âge de douze ans, et ensuite le demi-temps, j'avoue que je serais fort embarrassé, car je considère qu'il est absolument impossible de soustraire complètement à l'instruction des enfants à l'âge de dix ans.

La situation du pays est tellement grave, nous sommes en présence d'un avenir tellement troublé, nous avons à parer des éventualités, — je ne voudrais pas me servir d'un mot trop fort, — tellement considérables, que nous devons nous prémunir contre ces échéances fatales.

On vous le disait tout à l'heure, il y a des grèves organisées dans les pays qui nous avoisinent. Le moyen de combattre ce fléau, c'est d'armer nos ouvriers par une éducation sérieuse.

Pouvez-vous admettre qu'à dix ans un enfant sache suffisamment, qu'il ait dans son intelligence une provision suffisante de connaissances pour échapper à toutes les séductions du premier charlatan qui passe ? Non ; il faut que l'enfant apprenne longtemps, afin qu'il soit prémuni contre toutes les exagérations, contre toutes les illusions.

Si vous voulez obtenir ce résultat, qui sera la sauvegarde de notre société, qui nous garantira mieux que toutes les lois que nous pourrions faire, je crois qu'il faut éloigner le danger qui proviendrait de ce que l'enfant ne serait pas laissé à l'école pendant un certain temps. A dix ans, un enfant ne sait pas lire et écrire, ou, s'il le sait, et quand bien même ce serait un petit prodige, il ne peut pas comprendre ce qui lui passe sous les yeux.

J'estime que l'enfant doit rester à l'école jusqu'à douze ans, si le demi-temps ne doit pas lui être applicable plus tard. Ah ! si on nous dit que de dix à treize ans il sera facile d'appliquer partout ce système du demi-temps, si la commission nous le déclare, je me rallierai à son affirmation ; mais encore je voudrais que, sur ce point, l'honorable M. Leurent voulût bien nous donner quelques explications. (Approbation sur plusieurs bancs.)

M. Leurent. Je n'ai abandonné et je n'abandonne aucun des principes que j'ai exposés il y a quelques jours. J'ai dit tout à l'heure que je ne voulais pas qu'on pût procéder d'une manière révolutionnaire, c'est-à-dire qu'on pût venir tout d'un coup, dans certaines contrées manufacturières, apporter une perturbation qui serait fatale à l'industrie elle-même.

Pour moi, c'est donc une question de tempérament.

Maintenant, l'honorable M. Tirard demande d'où j'ai tiré mes renseignements.

M. Tirard. Du tout ! Je demande si vous persistez dans les observations que vous avez présentées l'autre jour, et qui ont certainement influé sur notre opinion relativement à la possibilité d'appliquer le demi-temps.

M. Leurent. Je répète que je maintiens tous les principes que j'ai exposés. Il s'agit ici seulement d'une question d'opportunité, c'est celle qui me guide dans cette circonstance. Je dirai que le témoignage qui m'a le plus impressionné est celui de notre honorable collègue M. Claude (des Vosges), qui est industriel dans la région de l'Est, et qui, par conséquent, connaît ce qui s'y passe.

Il est venu me dire que les relais fonctionnaient très-bien dans son pays. Or, voulez-vous que j'aille brusquer les habitudes de ces régions industrielles ? Non, certainement. Dans mon pays, les relais ne

fonctionnent pas, ils ne peuvent y être appliqués. Je ne veux donc pas faire une chose qui serait nuisible dans certaines régions de la France. C'est pourquoi j'accepte ce qui est proposé par la commission comme transaction, mais j'espère que, dans un délai qui n'est pas éloigné, on reviendra à cette stipulation qui a été défendue par M. Godin-Lemaire et que je défends moi-même, celle qui a pour but d'empêcher l'entrée dans les manufactures des enfants âgés de moins de douze ans. (Mouvements divers.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de M. Godin. En demande-t-on une nouvelle lecture? (Oui? oui!)

Je le relis :

« Art. 2. Les enfants ne peuvent être enlevés à l'instruction primaire, ni être assujettis à un travail professionnel, avant l'âge de douze ans.

» Le Gouvernement est chargé de veiller à ce que, dans toute commune de France, les moyens soient préparés pour recevoir les enfants aux écoles.

» Cet article de la loi ne sera exécutoire que quand l'école et les moyens d'enseignement existeront dans la commune. »

Plusieurs membres à gauche. La division!

M. le président. On demande la division. (Oui! oui!) Je vais mettre aux voix séparément le paragraphe 1^{er} ainsi conçu :

» Les enfants ne peuvent être enlevés à l'instruction primaire ni être assujettis à un travail professionnel avant l'âge de douze ans. »

Sur ce paragraphe 1^{er}, il y a une demande de scrutin signée par MM. Tolain, Escarguel, Laurent Pichat, de Mahy, Henri Lefèvre, E. Millaud, Dumon, Carion, Berlet, Viox, Ancelon, La Flize, A. Corbon, Brelay, E. Contaut, Journault, Ch. Rolland, Louis Blanc, A. Scheurer-Kestner, V. Schœlcher, Bamberger, Chevandier.

M. Amat. Je demande la parole.

M. le président. Vous avez la parole.

M. Amat. L'amendement de notre honorable collègue M. Godin proposait tout un système différent de celui de la commission. A l'heure qu'il est, la division étant demandée et le vote étant requis sur le 1^{er} paragraphe seulement de l'amendement, il se pose devant l'Assemblée cette question, très-nette et très-précise, de savoir si les enfants pourront être employés dans les ateliers à dix ans ou seulement à douze ans.

J'ai donc demandé la parole, parce que je suis complètement opposé à la proposition de la commission, d'admettre les enfants dans les chantiers dès l'âge de dix ans. Il est vrai qu'elle y met ce tempérament, que de dix à douze ans ils ne feront qu'une demi-journée. Mais le travail à demi-temps serait une source d'embarras, de difficultés, d'impossibilités d'exécution.

Indépendamment de la sollicitude universelle pour la prospérité de l'industrie, les bases de la loi en discussion sont évidemment dans ces deux pensées : qu'il faut protéger l'enfant, empêcher qu'il ne soit fait un usage prématuré de ses forces naissantes, et, d'autre part, qu'il faut favoriser l'instruction primaire.

Je n'ai pas l'intention de rentrer dans la discussion qui a été fournie à cette tribune, et je me borne à présenter quelques arguments principaux.

Au point de vue du développement de l'enfant, il est de toute évidence que l'âge de dix ans n'offre aucune garantie. L'enfant n'est propre à aucun travail. Si on le soumet à un travail supérieur à ses forces, il s'étiole et dépérit, s'il n'arrive pas jusqu'à en mourir. Alors même que le travail serait à certains égards proportionné à ses forces, il consistera le plus ordinairement en une répétition de mouvements toujours les mêmes ; en sorte qu'au lieu du développement normal de toutes les parties du corps, c'est un membre, c'est une partie quelconque qui profitera au préjudice du corps entier ; au lieu du développement régulier de l'homme, au lieu de voir l'enfant devenir un homme robuste, vous n'aurez qu'une déformation, qu'un développement anormal et disproportionné.

Plusieurs membres. Très-bien !

M. Amat. Au point de vue de l'instruction primaire, je ne rentre pas dans les considérations qui nous ont été exposées. (Aux voix ! aux voix !) Je m'aperçois que l'Assemblée est fatiguée de cette longue discussion. (Oui ! oui !) J'arrive à la fin. Mais je demande l'extrême faveur de quelques instants seulement d'attention pour le peu de mots auxquels je me réduis.

Si nous étions persuadés que les parents auront pour leurs jeunes enfants la même sollicitude qui anime cette Assemblée, évidemment la loi serait inutile ; mais nous savons qu'ils sont trop souvent portés à ne pas tenir assez compte de la faiblesse de leurs enfants, et à ne considérer que le produit qu'ils peuvent tirer de leur travail, si modique qu'il soit.

En présence de cet extrême besoin de salaires dans un trop grand nombre de familles, en présence de cette avidité quelquefois des parents, ne faut-il pas se préoccuper des moyens d'empêcher qu'ils ne trouvent des industriels qui consentiront à accepter dans leurs ateliers et à faire travailler de jeunes enfants, quelles que soient les prescriptions prohibitives de la loi, ainsi que cela s'est pratiqué dans presque toute la France depuis la loi de 1841 ?

Voyez combien l'inspection et la constatation sont impossibles. Un inspecteur entrera dans un atelier, il y trouvera un enfant âgé de moins de douze ans, mais on lui dira : « Il est dans sa demi-jour-

née ». Et si l'inspecteur se présente le soir, on lui dira également qu'il est dans sa demi-journée. L'inspection est impossible.

Il y aura un autre moyen d'échapper peut-être encore mieux à l'inspection, et ce moyen a été déjà pratiqué; les parents s'entendront avec deux industriels, et l'enfant pourra passer la moitié de la journée chez l'un et l'autre moitié chez l'autre. En sorte que deux enfants, travaillant dans deux ateliers et se relevant tous les jours d'un atelier à l'autre, accompliront leur journée entière.

Le désir des familles d'ajouter à leurs ressources est certainement quelque chose de très-légitime; il correspond au désir que nous avons tous de voir le travail national augmenter ses produits.

Mais pour que le travail national produise davantage, il ne s'agit nullement de prendre la jeunesse avant l'âge où ses forces se sont développées, et de la soumettre à un travail précoce. Ce serait couper le blé en vert; il faut attendre l'âge, la maturité convenable, et lorsque les forces physiques se seront développées, on trouvera en même temps que l'instruction primaire en aura doublé et même quelquefois décuplé l'efficacité productrice. C'est ainsi que la nation recueillera le plus de fruits possible du travail de tout le monde; et c'est ainsi même que les familles trouveront les secours à la fois les plus légitimes et les plus abondants. (Très-bien! sur divers bancs. Aux voix! aux voix!)

M. le président. Il va être procédé au scrutin sur le premier paragraphe de l'amendement de M. Godin dont je donne une nouvelle lecture :

« Les enfants ne peuvent être enlevés à l'instruction primaire, ni être assujettis à un travail professionnel avant l'âge de douze ans. »

(Le scrutin est ouvert et les votes sont recueillis.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants..... 591

Majorité absolue..... 296

Pour l'adoption..... 211

Contre..... 380

L'Assemblée n'a pas adopté.

M. Godin retire-t-il le reste de son amendement?

M. Godin. Oui, Monsieur le président.

M. le président. Alors, je consulte l'Assemblée sur l'article 2 de la commission.

(L'article 2 est mis aux voix et adopté.)

M. le président. Nous arrivons à l'article 3.

M. Scheurer-Kestner. Je prie l'Assemblée de vouloir bien renvoyer à après-demain la discussion de l'article 3. Cet article est un des plus importants, sinon le plus important de la loi; il est le

pivot autour duquel elle tourne pour ainsi dire. Comme la séance de demain sera remplie par une autre discussion, celle de l'article 3 du projet actuel se trouverait coupée. Ce serait regrettable. Voilà pourquoi je prie l'Assemblée de vouloir bien remettre à après-demain l'examen de cet article 3. (Oui ! oui ! — Non ! non !)

M. le président. M. Scheurer-Kestner demande le renvoi à après-demain de la discussion sur l'article 3.

Je consulte l'Assemblée.

(L'Assemblée, consultée, ne prononce pas le renvoi.)

M. le président. La discussion continue. Je donne lecture de l'article 3.

« Depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de douze ans révolus, les enfants ne pourront être assujettis à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisés par un repos.

» A douze ans, ils pourront être employés douze heures par jour.

» Ce travail n'aura lieu qu'entre cinq heures du matin et neuf heures du soir. »

Il y a un amendement de MM. Leurent et Feray.

M. Leurent. Il est retiré !

M. le président. M. Claude (des Vosges)...

M. Claude (des Vosges.) La nouvelle rédaction de la commission reproduit mon amendement, par conséquent je n'ai pas à le développer. Je le retire.

M. Max-Richard. Je retire également le mien.

M. le président. Nous arrivons à l'amendement de M. Théophile Roussel. Il est ainsi conçu :

« Depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de quatorze ans révolus...

» (Le reste comme dans le texte de la commission). »

M. Roussel a la parole.

M. Théophile Roussel. Messieurs, après les échecs que viennent de subir successivement les bonnes intentions de la commission...

Plusieurs membres. Comment cela ? sa rédaction vient d'être adoptée !

M. Théophile Roussel. Je vais vous le dire.

Oui, Messieurs, les bonnes intentions dont la commission était animée au début de cette discussion ont subi des échecs successifs, et nous avons vu hier M. le rapporteur faire à cette tribune même un mouvement de retraite qu'il a eu la franchise de ne pas chercher à couvrir et à masquer par des phrases.

Dans un pareil moment de la discussion, il faut du courage, il semble même qu'il faille beaucoup de témérité, pour venir lutter à cette tribune contre un courant qui a entraîné l'auteur de la proposition lui-même, et réclamer comme limite d'âge,

pour la journée de douze heures, celle de quatorze ans, qui était d'abord proposée par l'honorable M. Joubert.

Indiquer que cet âge a été le point de départ du projet que nous discutons, n'est-ce pas suffisamment montrer que ce projet, qui propose en ce moment l'âge de douze ans comme pouvant supporter la charge totale du travail de l'homme adulte, a dû subir des échecs successifs ?

Nous savons en effet, Messieurs, que la majorité de la commission, une faible majorité, il est vrai, reconnaissait d'abord que c'était l'âge de quatorze ans qui était celui qu'il convenait de fixer pour la journée de douze heures; mais en face d'une opposition très-vive faite au nom des intérêts de l'Industrie, une première transaction a été acceptée; on a adopté l'âge de treize ans.

Mais les représentants de l'intérêt industriel n'ont pas été satisfaits. Ils ont réclamé vivement à cette tribune et en face de leur opposition redoutable, nous avons vu apporter, le 24 janvier, un quatrième texte modifié du projet de loi, abandonnant l'âge de treize ans et proposant d'imposer finalement aux enfants de douze ans la même somme de travail qu'à l'homme adulte.

Ces concessions, Messieurs, ont un défaut capital, c'est qu'elles sont en désaccord absolu avec la nature des choses qui ne transige pas. C'est pourquoi il vous est impossible de les accepter, à moins que vous ne soyez vous-mêmes résolus à vous mettre en contradiction avec cette loi supérieure, et sacrifier en même temps à des réclamations, dont j'examinerai tout à l'heure le fondement, les plus saints intérêts de la morale et de l'humanité et nos plus grands intérêts nationaux.

Je regrette que la presse politique, sauf quelques honorables exceptions, se soit montrée beaucoup trop inattentive à ce grave débat. Elle a fait, toutefois, cette réflexion très-juste, qu'il était surprenant qu'aucune voix ne se fût encore élevée dans cette enceinte pour discuter la question au nom de l'hygiène et de la physiologie. (*Mouvements en sens divers.*)

Messieurs, je vous démontrerai que les lois naturelles, dont la physiologie et l'hygiène sont les interprètes, sont les premières que vous devez respecter, non-seulement parce qu'elles sont conformes à la loi morale, mais aussi parce que seules elles peuvent sauvegarder notre véritable intérêt national.

La presse, disais-je, a fait cette remarque qu'il était étrange qu'aucune voix ne se fût élevée au nom de la physiologie et de l'hygiène...

Un membre au centre. Nous n'avons pas besoin de l'opinion de la presse ici !

M. Théophile Roussel. Messieurs, le point que je traite est le point capital de la loi; cela est si vrai que, dans la discussion géné-

rale, le débat a franchi du premier coup les deux premiers articles du projet pour se concentrer sur celui que je traite, c'est-à-dire sur l'âge des enfants admis au travail industriel et sur la durée de ce travail.

L'article 3 devant régler définitivement ce point, j'ai le devoir de présenter à l'Assemblée quelques considérations qui, à mon avis, devront peser d'un grand poids sur ses résolutions.

M. Wolowski. Vous êtes dans le vrai!

M. Théophile Roussel. La Commission vous a dit qu'il fallait faire des réformes modérées parce que ce seraient les seules qui seraient praticables; elle ne vous a pas dissimulé son esprit de conciliation, et j'ajoute qu'elle ne vous a pas dissimulé davantage que les concessions qu'elle avait cru devoir faire, elle les avait faites contre son propre sentiment.

Au banc de la Commission. C'est vrai!

M. Théophile Roussel. Mais il y a, Messieurs, des lois, des forces supérieures qui ne transigent pas: telles sont les lois qui régulent le développement de l'organisation humaine. L'homme fait, au moral comme au physique, est le résultat d'une élaboration organique progressive et son complet développement est absolument impossible sans une période préparatoire, pendant laquelle toutes les forces doivent être consacrées à la nutrition, au développement des organes. C'est en vertu de cette loi indiscutable et qui ne fléchit pas, que je soutiens l'impossibilité absolue d'imposer une durée de travail de douze heures avant l'âge de quatorze ans révolus. Au-delà de cette limite, qui appartient à vrai dire encore plus à l'enfance qu'à l'adolescence, exiger la durée du travail de l'homme fait, c'est décréter que l'homme ne pourra pas se développer avec la plénitude de ses forces physiques comme de ses facultés morales.

Mais permettez-moi d'abord de reprendre cette question avec des arguments directs et précis, au point de vue auquel on s'est surtout placé jusqu'ici, de l'intérêt industriel, en prenant en considération l'expérience et la pratique des peuples industriels qui nous entourent et dont la concurrence nous menace; puisqu'on a fait valoir surtout la menace de la concurrence étrangère, et cette perspective, si nous cédon trop à des suggestions humanitaires, de nous trouver en face de pays qui nous écraseront parce qu'ils imposent à l'enfant les charges dont nous voudrions exempter l'enfance dans notre pays. Je suis obligé, Messieurs, par les allégations erronées portées à cette tribune ou émises dans cette enceinte, de revenir sur ces points. (Parlez!)

Un membre de la Commission me disait hier, à propos de la loi allemande actuelle, que les Allemands, quoi qu'on en dise, n'avaient pas dans la réglementation du travail de l'enfance la sévérité et les

ménagements protecteurs qu'on leur attribuait. Il y a là une erreur qu'il est facile de détruire à l'aide de textes officiels qui montrent combien dans cette grande et redoutable collectivité allemande on a toujours soin de faire passer les grands intérêts nationaux avant les intérêts secondaires et passagers de telle ou telle classe d'hommes, et combien on a soin de ne rien prescrire qui soit en contradiction avec les prescriptions des lois naturelles.

La loi militaire allemande nous en a offert un remarquable exemple en appelant l'adulte une année dans l'armée plus tôt que nous ; elle s'est préoccupée de l'intérêt de la population, prenant l'homme pour le service aussitôt que ses forces le lui permettaient pour le rendre le plus tôt possible au mariage, aux devoirs et aux travaux de la vie civile et de la famille.

C'est en vertu de préoccupations d'un ordre non moins relevé et d'un intérêt supérieur à l'intérêt industriel que les lois allemandes retardent l'admission de l'enfant au travail industriel jusqu'à la limite où la science de l'homme établit qu'elle peut avoir lieu sans détriment pour le développement [physique et moral, et sans que tous les ressorts de cette machine qui est le support de l'âme humaine soient forcés et rendus impropres à leur destination. (Très-bien ! à gauche.)

Ainsi, d'une part, les Allemands ont fixé à vingt ans l'âge où l'on entre à l'armée, et d'autre part ils ont retardé jusqu'à quatorze ans révolus le moment où l'enfant supportera, non pas la charge d'une journée de douze heures, mais même celle d'une journée de « dix heures. »

J'ai là, Messieurs, le texte allemand du code industriel de la confédération de l'Allemagne du Nord, qui porte la date du 21 juin 1869.

D'après ce code, aucun enfant au dessous de douze ans ne peut être employé dans une fabrique ; entre douze et quatorze ans, l'enfant ne peut pas être occupé plus de six heures par jour. Il doit consacrer trois heures à l'école et un temps déterminé à des exercices en plein air. De quatorze à seize ans, la journée de l'enfant ne peut dépasser dix heures, avec un repos le matin et un autre repos d'une heure dans l'après-midi, avec des exercices en plein air.

Voilà ce qui se pratique à l'heure où nous sommes, et ce qui s'applique déjà en Alsace. Pour prouver l'inanité des craintes de ceux qui ont dit devant la Commission et ailleurs : Que ferons-nous en face de la concurrence alsacienne ? il suffit de leur opposer le texte de la loi à laquelle l'Alsace est désormais soumise.

Nous remarquons, Messieurs, que les Allemands s'étudient toujours avec un zèle infatigable à améliorer les canons et les engins de guerre avec lesquels ils nous ont battus, mais nous ne remarquons pas assez le soin plus grand encore qu'ils mettent à améliorer de plus en plus

cette machine humaine, la plus essentielle de toutes pour la force d'un peuple et bien plus redoutable que tous les canons.

C'est dans ce but que, d'une part, ils se sont hâtés, en même temps qu'ils soumettaient la population conquise à l'instruction obligatoire, de perfectionner et de renforcer tout le système de leur enseignement primaire, et que, d'autre part, ils ont soumis l'enfance au code humain et protecteur que je viens de citer.

On a beaucoup parlé de l'Angleterre. Lorsque je demandais, au sein de la commission, la limite de quatorze ans, on me répondait : Mais voyez l'Angleterre ! elle a adopté la limite de treize ans.

L'Angleterre, Messieurs, nous dépasse tellement dans la voie où le projet de loi nous conduit à entrer, que lorsque nous aurons voté ce projet, si plein, je le répète, d'excellentes intentions, nous serons encore bien loin d'avoir atteint le niveau auquel s'est élevé depuis plusieurs années la législation de nos voisins. L'Angleterre a marché dans cette voie pendant plusieurs générations et sans reculer jamais, prenant les questions suivant le génie britannique, souvent par le détail ; mais avançant et l'étendant toujours. Depuis 1802, elle a successivement étendu l'action protectrice de la loi sur tous les travaux de son immense industrie, protégeant d'abord et surtout les enfants et les femmes, les femmes que vous abandonnez... (Mais non ! mais non !) que la commission a abandonnées sous certains rapports... (Non ! non !)

M. Wolowski. Elle revient à de meilleurs sentiments ! (On rit.)

M. Théophile Roussel. Après ces pas successifs, savez-vous où l'Angleterre est arrivée aujourd'hui ?

La loi de 1833 avait limité la durée du travail à huit heures pour les enfants au-dessous de treize ans. Pour les enfants âgés de treize à dix-huit ans et pour les femmes, elle ne permettait pas un travail de plus de onze heures et demie. Une autre loi de 1844 a réduit à six heures et demie par jour le travail des enfants de moins de treize ans. Faisons maintenant, Messieurs, le compte des journées de travail en Angleterre. Notons d'abord le repos absolu du dimanche, et ajoutons que pour l'industrie ce repos commence vers le milieu de la journée du samedi ; en sorte que la semaine du travail industriel en Angleterre ne comprend pas plus de cinq jours et demi de travail. Je pourrais montrer par d'autres détails combien la législation anglaise, surtout dans les derniers bills votés en 1850, 1853, 1860 et 1867, et connus sous le nom de *Factory acts*, s'est montrée soucieuse et ménagère des forces de l'enfance et de son développement physique et moral.

Dans l'un des derniers bills sur la matière, celui du 21 août 1867, on voit le législateur de ce pays où l'on respecte tant le foyer domestique, le laisser faire, la liberté privée, édicter un article de loi qui confère à l'autorité administrative le droit d'exercer sa surveillance

sur tout atelier quelconque, clos, à ciel ouvert, dans lequel un nombre quelconque de personnes est occupé à fabriquer, modifier, réparer ou orner un article quelconque ouvré. En vertu d'un pareil texte, rien aujourd'hui dans le monde industriel n'échappe à la loi, et, par un autre acte en date de 1866, tous les locaux quelconques consacrés à l'industrie sont soumis à l'application des prescriptions de la science et de l'hygiène publique, qui sont considérés comme la loi souveraine en pareille matière et les meilleures protectrices de l'intérêt général.

On parlait tout à l'heure des grèves. Eh bien, en ce moment, il y a encore en Angleterre des grèves redoutables. L'une d'elles fait chômer, dit-on, plus de 60,000 ouvriers ; mais en même temps que la grève, on voit se poursuivre de grandes enquêtes qui n'ont pour ainsi dire pas été interrompues depuis 1862. Dans ces enquêtes, la durée du travail, surtout pour le jeune âge, est encore agitée, et l'expérience du passé nous permet d'affirmer qu'un nouveau progrès qui marquera encore plus la distance qui nous sépare de l'Angleterre est à la veille de s'accomplir.

On nous a aussi menacés de la Suisse. J'ai là encore, Messieurs, des documents que je puis appeler officiels et qui prouvent le peu de valeur de l'argument.

En Suisse, il faut le dire, il y a une difficulté particulière à légiférer sur la question qui nous occupe ; c'est l'incompétence du pouvoir fédéral. Ce n'est pas à la confédération, mais bien à chaque canton qu'il appartient de régler ces matières si importantes. Il résulte de cette situation que certains cantons, qui ont une très-faible population industrielle, ne se sont pas occupés de sauvegarder les enfants contre les abus du travail industriel.

En dehors de ces faits regrettables, mais rares et d'un caractère exceptionnel, on peut affirmer, d'une manière générale, que la situation de la Suisse est meilleure que la nôtre, quoique le conseil fédéral et le gouvernement s'occupent sérieusement de l'améliorer et d'étendre sur tous les cantons le bienfait d'une loi générale,

J'ai là, sous la main, un message du président, M. Dubbs, en date du 30 novembre 1870, dont je citerais avec grand profit pour la cause que je soutiens des passages très-instructifs, si l'heure trop avancée me le permettait. Ce message marque les résultats principaux d'une enquête que le conseil fédéral avait ordonnée, deux ans auparavant, à la suite d'un arrêté pris, sur la demande du docteur Joos, par l'Assemblée fédérale.

Un des premiers résultats de cette enquête, c'est que l'application de la loi scolaire, qui oblige tous les enfants, leur a constitué à elle seule une sorte de protection dans toute la Suisse jusqu'à l'âge de douze ans. A Genève, où la loi n'a pas la même rigueur, les mœurs

et les habitudes ont, en général, suffi pour leur assurer la même protection.

Afin de vous donner une idée des lois particulières qui régissent le travail des enfants, je ne citerai que quelques exemples et ils suffiront pour vous montrer que tous les enfants suisses sont déjà dans les conditions qui nous permettent de diminuer la charge que subit l'enfance française, sans avoir à craindre de léser l'intérêt des fabricants français.

Voici quelques indications qui s'appliquent au canton de Zurich, lequel a une véritable importance industrielle :

Les enfants doivent fréquenter l'école quotidienne jusqu'à l'âge de douze ans. Le conseil exécutif peut reculer jusqu'à seize ans l'admission dans les fabriques lorsque le genre d'occupation est nuisible à la santé ou au développement physique des enfants ; pour les élèves des écoles quotidiennes, le travail ne doit jamais excéder cinq heures.

J'ajoute que la Commission cantonale instituée pour examiner à nouveau la situation des enfants demande que le temps de la fréquentation journalière de l'école soit prolongé de deux ans, c'est-à-dire jusqu'à quatorze ans révolus.

Dans le canton de Saint-Gall, tout propriétaire de fabrique est astreint à procurer à tous les enfants l'occasion et le temps nécessaires pour la fréquentation des écoles, soit à l'école ordinaire, soit dans les écoles de fabriques.

Dans le canton d'Argovie aucun enfant ne peut être admis dans une fabrique avant l'âge de treize ans révolus. Lorsque l'état des locaux fait craindre que le développement corporel des enfants ait à souffrir, le conseil exécutif a le droit de défendre leur admission jusqu'à seize ans accomplis. Les enfants qui n'ont pas seize ans révolus ne peuvent être occupés plus de douze heures par jour, y compris le temps ordinaire du repos. La fréquentation de l'école et de l'instruction religieuse est comprise dans le temps du travail.

Je ne veux pas multiplier ces citations. Je me borne à ajouter que partout en Suisse, de même que dans les pays anglo-saxons, l'enfance est absolument affranchie de tout travail du dimanche et de tout travail de nuit.

Je ne parlerai pas de l'Italie et de l'Espagne, quoique ces pays soient à nos frontières, mais je ne puis me dispenser de dire un mot de la Belgique, dont le nom a été porté à cette tribune et dont la concurrence nous a été présentée comme un fait menaçant.

L'honorable M. Leurent a prononcé à cet égard des paroles auxquelles je me permets de ne pas croire, lorsqu'il a dit que la Belgique ne fera pas de loi sur le travail des enfants dans les manufactures, parce que la bourgeoisie, qui tient le pouvoir, ne consentira pas à faire une telle loi.

Je ne saurais admettre qu'une aussi coupable et aussi imprudente conduite pût être tenue par la bourgeoisie belge, si intelligente, si sensée...

M. Wolowski. Et aussi libérale!

M. Théophile Roussel. Oui, aussi libérale et, la preuve qu'il n'en sera pas ainsi, c'est que le gouvernement a fait faire une grande enquête et qu'il prépare une loi capable de mettre le pays au moins au niveau de l'Angleterre, si ce n'est au niveau de l'Allemagne.

Savez-vous pourquoi jusqu'ici la Belgique ne s'est pas hâtée davantage? C'est précisément parce qu'elle s'est laissé dominer trop longtemps, et avec plus de raisons que nous, par les mêmes arguments qui ont servi à faire échec aux bonnes intentions de la Commission et servent encore à comprimer les meilleures inspirations de nos cœurs et de notre raison. En Belgique on a dit: Attendons que la France commence et nous donne l'exemple. Ce salutaire exemple, Messieurs, l'heure est enfin venue de le donner: c'est notre intérêt, comme ce sera notre honneur d'ouvrir la voie dans laquelle nos voisins de Belgique sont tout prêts à nous suivre. J'en ai assez dit sur ce côté pratique de la question, celui sur lequel on a cherché à concentrer votre attention. Permettez-moi de terminer en la ramenant sur ce que j'appellerai la question des principes.

C'est sur ce terrain solide qu'apparaissent avec le plus d'évidence les défauts du projet trop remanié de la Commission, parce que c'est là qu'apparaît l'impossibilité des conciliations qui vous sont proposées. Une conciliation sur la limite de l'âge qui permet le travail de douze heures ne serait possible que si les lois de l'évolution organique du corps humain avaient la complaisance de nos lois écrites. Au premier aspect, sans doute, l'échelle de l'existence humaine se présente comme une série d'échelons montants et descendants, entre lesquels on n'aperçoit pas de coupure marquée: une année plus tôt ou une année plus tard, un échelon de plus ou un échelon de moins, cela semble avoir peu d'importance, si l'on s'en tient aux apparences extérieures.

Il n'en est rien en réalité, et si l'on étudie, dans son intimité, le développement de l'organisme, on voit qu'au point de vue des changements matériels il y a entre ce qui constitue l'enfant, l'adolescent et l'adulte des traits naturels et qu'entre ces grandes coupes de la carrière humaine, il y a des limites qu'on ne peut pas franchir, des règles fixes qu'on ne peut pas impunément violer.

Je ne citerai qu'un exemple, celui du développement du système osseux, de cet ensemble de leviers qui servent aux mouvements de la machine humaine.

Quand on a dit que le travail qu'on exige le plus souvent des enfants n'est pas fatigant, parce qu'il n'oblige pas à un grand déploiement de force musculaire, on a perdu complètement de vue que rien

ne saurait être plus fatigant pour un être dont les os ne sont pas encore consolidés, que cette obligation de se tenir debout et en mouvement en face d'une machine pendant dix et douze heures par jour. Les médecins, qui voient ce que devient la charpente osseuse des malheureux enfants livrés à l'industrie, peuvent seuls dire ce que ce régime a d'épuisant lorsqu'il n'est pas immédiatement meurtrier par les maladies qu'il fait naître.

Il y a beaucoup de médecins dans cette Assemblée. Je regrette que parmi eux une voix plus autorisée que la mienne n'ait pas fait entendre les vérités élémentaires que j'énonce en ce moment. Ce sont des vérités incontestables, et personne ne se lèvera pour les nier.

M. Leurent nous parlait naguère de sa pratique comme médecin. Nous sommes loin d'être d'accord sur le projet de loi; mais je suis sûr qu'il ne contredira rien de ce que je viens d'affirmer sur les lois qui président au développement de l'organisme et interdisent absolument d'imposer la somme de travail dont l'adulte est capable à un enfant de moins de quatorze ans. Mais si ce que je dis est vrai, il faut encore admettre cette conclusion, à savoir que soumettre l'enfant de moins de quatorze ans au travail de l'adulte, c'est lui interdire de devenir un homme complet: c'est priver le pays de ce qui doit faire sa prospérité et sa force.

Vous voulez reconstituer la France, Messieurs. Vous l'affirmez souvent. Aurez-vous jamais meilleure occasion? La loi qui nous occupe n'est-elle pas une loi constitutive par excellence? Aurez-vous à faire une loi de plus haute politique et de plus grande portée pour notre avenir? Nous nous passionnons, hélas, beaucoup sur des questions qui, en comparaison de celle-ci, sont d'un intérêt bien faible et secondaire: sur la responsabilité ministérielle, sur les rapports des pouvoirs entre eux et sur diverses questions dites constitutionnelles; et lorsqu'il s'agit de questions si intimement liées au progrès matériel et moral du pays, à son avenir, beaucoup restent distraits et indifférents.

L'heure est cependant celle des réflexions sérieuses et des actes courageux.

Si vous votez l'article 3 de la loi tel qu'il vous est présenté en ce moment par la Commission, il faut commencer, Messieurs, par effacer des deux rapports auxquels la proposition de M. Joubert a donné lieu, toutes les phrases relatives à la régénération sociale et à la sollicitude avec laquelle l'Assemblée a assumé cette grande tâche. Rappelez-vous ce que disait à cet égard M. Kolb-Bernard dans le premier de ces rapports, sur « le grand devoir d'humanité et de moralisation publique » qu'imposait à votre conscience la proposition de M. Joubert, sur l'intérêt de premier ordre qui s'attachait à la révision de la loi de 1844.

Rappelez-vous les déclarations écrites dans le rapport de M. Tallon

et celles que l'honorable M. Joubert a portées à cette tribune. Ces déclarations étaient sincères, personne ne le sait mieux que moi. D'où vient donc qu'aujourd'hui les votes ne semblent plus devoir être conformes aux déclarations? Ils en seraient la négation si vous votiez l'article 3 avec la fixation de l'âge de douze ans pour le travail de douze heures. Par cet article, en effet, vous livreriez l'enfance avant l'heure à un travail qui forcément doit l'abrutir, l'affaiblir et l'empêcher de se développer.

Si, au contraire, vous votez l'article 3 dans les termes de mon amendement, qui sont ceux du projet primitif de M. Joubert, qu'arrivera-t-il? Il y aura, sans doute, des industriels, des patrons qui crieront et se plaindront pendant quelque temps; mais soyez certains que l'avenir de l'industrie française ne sera que mieux assuré. Les manufacturiers auront d'abord moins d'enfants à journée pleine, mais ils auront bientôt plus de bons et solides ouvriers.

En Angleterre, quand les premières lois furent votées, il y eut aussi des plaintes, après les plus âpres résistances. On fit des enquêtes. Ces enquêtes ont prouvé, sans réplique, que toutes les industries qui avaient été soumises aux rigueurs de la loi étaient précisément celles qui faisaient les progrès les plus rapides. Dans une période d'environ trente années, on les a vues accroître leur production de plus de cent pour cent, tandis que celles qui restaient exemptes se développaient plus péniblement et plus lentement.

Permettez-moi d'ajouter qu'en Angleterre, on a encore constaté ce précieux résultat d'une législation conforme aux prescriptions de l'humanité et de la science: c'est que toutes les fois qu'on a pris une mesure dans un intérêt sanitaire pour les ouvriers, les bénéfices des patrons s'en sont bientôt accrus et il y a eu pour tous un avantage économique.

Il en sera de même parmi nous, car la stricte observation des lois d'ordre supérieur ne peut jamais varier dans ses résultats.

Oui, Messieurs, si vous acceptez mon amendement beaucoup de manufacturiers se plaindront d'abord et se trouveront un moment déconcertés et froissés. Mais, à l'exemple des manufacturiers anglais, ils ne tarderont pas à reconnaître les bienfaits d'une prescription exigée par la morale, l'humanité et l'intérêt général du pays.

Déjà l'honorable M. Joubert ne vous a-t-il pas dit qu'aussitôt que le travail ne serait plus aussi écrasant et cruel pour l'enfance, une foule de familles ouvrières, et les meilleures, livreraient à l'industrie les enfants que, dans les conditions présentes elles lui refusaient?

M. Joubert parlait alors en faveur de l'âge de treize ans, accepté comme première concession par la Commission; mais il ne fallait pas oublier que l'argument avait été donné pour la défense de la proposition primitive, qui fixait l'âge de quatorze ans. Admettons un mo-

ment qu'en votant mon amendement vous ayez moins d'enfants livrés au travail industriel : n'aurez-vous pas bientôt les plus amples compensations ? n'aurez-vous pas chaque année moins de réformés sur les tableaux du recensement militaire, et plus de bons soldats ? les hôpitaux n'auront-ils pas moins d'infirmes et de malades ? notre société tout entière ne comptera-t-elle pas moins de non-valeurs, moins d'êtres jetés avant l'âge à sa charge ; moins de citoyens inutiles, quand ils ne sont pas dangereux ? ne verrez-vous pas le chiffre de la mortalité baisser, et la population française reprendre son mouvement ascensionnel qui semble si déplorablement arrêté ?

J'ai regretté que la presse française ne prêtât pas une plus sérieuse attention à ce débat. Je suis heureux, en finissant, de citer un passage qui montre qu'il y a là d'honorables exceptions. Je lisais hier, dans le *Journal des Débats*, les lignes que voici :

« Est-il vrai que la population de la France soit stationnaire ? Est-il vrai que dans les centres industriels l'état physique et moral des populations ouvrières soit le plus souvent déplorable ? Est-il vrai que dans certaines contrées il meurt 70 p. 400 des nouveau-nés ? Est-il vrai qu'un travail de douze heures pour les enfants au-dessous de treize ans et que le travail de nuit pour la femme désorganisent la famille ? Est-il vrai, en outre, qu'il y ait non-seulement un intérêt moral, mais encore un intérêt social et un intérêt national à ce qu'une situation aussi désastreuse se modifie ?

« Voilà les premières questions que nous posons ; et vraiment tout le monde les résoudra dans le même sens ; le dernier recensement a montré que la population française diminue ; les opérations annuelles du recrutement prouvent aussi qu'elle s'affaiblit ; voyez la légion croissante des éclopés, des scrofuleux, des rachitiques, qui sont déclarés impropres au service militaire. Trouvez-vous que ces faits soient indifférents ? Alors vous n'avez aucun souci non-seulement de l'humanité, mais de la paix sociale et de notre nationalité. »

Ce langage est profondément vrai ; et s'il en est ainsi, l'inspiration qui l'a dicté doit aussi dicter votre décision. Ici, Messieurs, je le dis encore, c'est la nature des choses qui commande. Il y a toujours un grand inconvénient à s'en écarter, et il y a un grand et sûr profit à s'en approcher. Si l'on suit la Commission dans la voie qu'elle nous ouvre, on escompte une force, un capital bien précieux, et c'est un préjudice que l'on cause à la société tout entière, sans bénéfice réel pour l'industrie.

C'est pourquoi je demande que l'Assemblée vote mon amendement, par lequel je propose que la journée de douze heures ne puisse être imposée à l'enfant qu'à l'âge de quatorze ans. (Approbation sur divers bancs.)

M. le comte de Melun. Je demande la parole.

Sur plusieurs bancs. On n'est plus en nombre !

M. le Président. Je crois, en effet, que l'Assemblée n'est plus en nombre suffisant pour voter.

M. le comte de Melun. M. le président me fait remarquer que nous ne sommes plus en nombre pour voter ; par conséquent, je demande le renvoi à demain, pour répondre quelques mots au discours que vous venez d'entendre. (Oui ! oui ! — A demain !)

M. de Tillancourt. C'est le renvoi à après-demain qu'il faut demander, puisque la séance de demain doit être consacrée à la discussion des conclusions d'un rapport de la commission des marchés. (Oui ! oui ! — C'est entendu !)

Séance du Lundi 3 février 1873.

SOMMAIRE. — Suite de la 2^e délibération sur la proposition de M. Joubert relative aux travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. — Article 3. Amendement de M. Théophile Roussel : MM. le comte de Melun, Théophile Roussel, Leurent, le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, Tirard. Rejet de l'amendement. — Reprise de la discussion de la proposition sur le travail des enfants. — Article 3. Amendement de M. Max Richard : M. Max Richard.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

M. le comte de Melun a la parole.

M. le comte de Melun. Messieurs, les débats si animés qui ont occupé nos dernières séances ne vous ont pas fait oublier le remarquable discours que l'honorable M. Roussel a prononcé à cette tribune pour défendre l'amendement par lequel il demande que les enfants ne puissent pas travailler pendant la journée entière avant l'âge de quatorze ans.

Je viens, au nom de la Commission, combattre cet amendement.

Je ne suivrai pas l'honorable orateur dans tous les développements scientifiques qu'il a donnés à sa proposition. Ma tâche sera beaucoup plus facile.

Je me contenterai de rappeler à l'Assemblée quelques observations pratiques que j'ai déjà eu l'honneur de lui soumettre et qui m'ont été suggérées par mes relations fréquentes avec les ouvriers, auxquels, pendant toute ma vie, j'ai porté un grand intérêt.

Je dirai d'abord à l'honorable M. Roussel que la Commission n'a éprouvé aucun embarras à repousser son amendement. Il avait supposé que nous avions adopté l'âge de quatorze ans.

C'est une erreur. La Commission n'a jamais admis ce chiffre proposé par l'honorable M. Joubert ; elle n'avait même accepté l'âge de treize ans qu'à une voix de majorité. Il n'est donc pas étonnant qu'après avoir entendu les objections diverses qui ont été portées à cette

tribune par les personnes les plus compétentes, elle ait cru devoir se rattacher à l'amendement proposé par plusieurs de nos collègues et accepté par le Gouvernement lui-même.

L'argumentation de l'honorable M. Roussel porte sur deux points : l'exemple des nations étrangères et de graves considérations médicales.

Sur le premier point, j'aurai l'honneur de faire remarquer à l'Assemblée qu'il est excessivement difficile de se rendre un compte exact de la portée d'une loi chez une nation étrangère. Ainsi, par exemple, on nous a cité l'Angleterre, qui a fait dix-sept lois sur cette question.

Si un membre du parlement anglais, pour appuyer son opinion, avait invoqué la loi française de 1844, et s'il avait cité ce qui se passait dans le département du Nord comme un fait relatif à la France entière, son erreur eût été complète, car vous savez que la loi n'a été appliquée que dans une partie très-restreinte du territoire. Comment donc nous rendre compte des effets produits en Angleterre par les dix-sept lois promulguées sur ce sujet ? Cette fécondité législative doit faire naître quelques doutes, et je suis disposé à attendre la dix-huitième loi pour me rendre un compte exact des résultats obtenus.

Du reste, quand il est question de travail, on nous parle toujours de l'Angleterre, et l'on admet généralement que l'ouvrier anglais est supérieur à l'ouvrier français. Quant à la force physique, je ne le nie pas ; mais je suis convaincu que cette force tient plus à la manière dont se nourrit l'ouvrier anglais qu'à la loi qui le protège. Et quant à la moralité, je crois pouvoir dire avec l'honorable M. Feray que ce serait être injuste envers nos compatriotes, que de comparer leur moralité à celle de plusieurs groupes industriels de l'Angleterre.

L'honorable M. Roussel est entré ensuite dans de longues considérations hygiéniques. Sur ce point, j'avoue mon incompetence et je suis très-porté à m'incliner devant lui. (Bruit de conversations particulières.)

Une voix du fond de la salle. On n'entend rien, au milieu de ce bruit !

M. le comte de Melun. La question a cependant une certaine importance.

M. le président. J'engage l'orateur à attendre le silence pour continuer. — (Le silence se rétablit.)

Continuez, monsieur de Melun.

M. le comte de Melun. Je disais, Messieurs, que le second point de la discussion de l'honorable M. Roussel portait sur des considérations hygiéniques très-graves, et je m'inclinai entièrement devant la science de mon collègue.

Aussi j'ai été sans doute avec vous tous effrayé du tableau qu'il nous a fait de la situation de nos jeunes ouvriers livrés à un travail précoce. Je me suis demandé comment nous-mêmes nous avons

envoyé nos enfants d'aussi bonne heure dans les collèges, comment nous les forçons de passer jusqu'à dix heures par jour sur des thèmes ou des vers latins, dont M. le Ministre de l'Instruction publique lui-même conteste la valeur. (Sourires.)

Ce qui m'a encore plus étonné, c'est que notre honorable collègue ait admis pour des enfants de dix ans un travail de six heures, dans des conditions aussi redoutables. Mais je me suis rassuré, Messieurs, par la pensée qu'il y avait là un anachronisme. Notre honorable collègue s'est reporté à un temps déjà éloigné, où les machines à vapeur n'étaient pas connues, ou du moins avaient reçu très-peu de développement. Alors, la plupart des constructions industrielles étaient dans un état déplorable d'insalubrité; le travail de l'homme était réellement dû à sa sueur, et les enfants n'étant protégés par aucune loi, se trouvaient, je l'avoue, obligés de se livrer à des travaux excessifs.

Mais aujourd'hui, Messieurs, tout cela a changé, et vous me permettez de citer à ce propos les expressions de l'honorable M. Wolowski, dans une conférence que j'ai lue avec autant de profit que de plaisir. Voici comment notre honorable collègue dépeint la situation actuelle :

« Actuellement, le travail de la main devient secondaire; la machine fournit la force, l'homme fournit l'adresse, l'habileté, l'agilité des mouvements qui sont, en partie, l'apanage de la femme et de l'enfant. La manufacture dans le sens ancien du mot n'existe plus! »

On peut dire, en effet, qu'aujourd'hui réellement la machine produit l'effort et que l'ouvrier n'est plus que le surveillant et le directeur du travail. Dans la plupart des fabriques qui emploient le plus d'enfants, les usines consacrées à la filature du lin, de la laine ou de la soie, le travail de l'enfant est plutôt pour lui une distraction...

M. Wolowski. Quand il ne dure pas longtemps!

M. le comte de Melun....car il n'est occupé qu'à veiller sur un métier et à rattacher les fils qui se brisent.

Même dans les métiers les plus durs, comme dans les ateliers de forge, le travail de l'enfant fait en plein air est généralement plutôt un exercice qui le fortifie qu'un effort qui l'épuise.

M. Théophile Roussel. Je demande la parole.

M. le comte de Melun. Maintenant, Messieurs, vous me permettez d'adresser ici une question hygiénique à notre honorable collègue.

Je lui demanderai s'il n'est pas évident qu'à l'âge de douze à quatorze ans, lorsque la croissance se développe, il n'est pas absolument nécessaire qu'une nourriture plus substantielle introduise dans l'organisation de l'enfant des principes nutritifs plus énergiques. Pour tout homme qui a étudié le budget d'une famille d'ouvriers, lorsqu'un père n'a d'autre ressource que son salaire pour entretenir trois ou quatre enfants en bas âge, il est certain qu'il ne peut venir à bout

de cette tâche que par la plus stricte économie, et la plupart du temps il sera encore forcé de recourir au bureau de bienfaisance. Quand ces enfants auront atteint l'âge de treize ou quatorze ans, le père de famille ne pourra leur donner cette nourriture plus substantielle qu'au prix de grands sacrifices. Or, qu'est-ce qui pourra lui fournir de nouvelles ressources, si ce n'est le salaire de son enfant? et comment obtenir ce salaire, si on ne permet pas à l'enfant de travailler? Les ressources manqueront, l'enfant ne recevra pas la nourriture qui lui est indispensable, et dès lors il sera dans une position plus fatale au point de vue de la santé que si le travail modéré de l'atelier lui avait fourni les ressources dont il a besoin.

Si je voulais maintenant examiner le côté moral sur lequel notre honorable collègue n'a pas beaucoup appuyé, car il n'a pas répondu à une question qui a déjà été plusieurs fois adressée du haut de cette tribune, je demanderais ce que deviendra cet enfant de treize à quatorze ans. Croit-on qu'il ira dans la famille? Malheureusement la porte de la famille sera presque toujours fermée. A cette époque, le père et la mère travaillent; les frères et les sœurs plus jeunes sont à l'école; le foyer paternel est éteint. Et quand même la porte lui en serait ouverte, pensez-vous qu'il ira volontiers s'enfermer pendant des heures entières dans un réduit étroit, encombré et presque toujours malsain? Non.

Se rendra-t-il à l'école? Je parle ici de la plus grande partie des enfants qui ne peuvent pas jouir du bénéfice du demi-temps et ne seront employés dans les fabriques que lorsqu'ils auront le droit de consacrer au travail la journée entière.

Et je dis qu'il ne faut pas connaître la légèreté et l'indépendance naturelles à cet âge pour se figurer qu'un enfant qui, de sept à douze ans, aura fréquenté les classes, qui aura acquis par conséquent l'instruction primaire, et fait sa première communion, viendra bénévolement s'asseoir sur les bancs de l'école à côté d'enfants beaucoup plus jeunes que lui. Il ira tout simplement, permettez-moi l'expression, flâner sur les places publiques, dans les carrefours et peut-être même au cabaret. Au lieu de former ainsi des ouvriers instruits, dociles, honnêtes, vous n'aurez, la plupart du temps, que des vagabonds profitant des mauvais exemples reçus pendant les années où ils auront été livrés à eux-mêmes et qui transporteront dans les ateliers un esprit d'indiscipline, de trouble, qui y introduiront le désordre en attendant que, plus tard, ils ne portent ce même esprit dans la société elle-même. Enfin, Messieurs, on ne saurait assez le redire, la loi que nous discutons causera une certaine gêne aux patrons et aux ouvriers.

On peut dire, sans exagération, que dans le département du Nord,

aujourd'hui même, sous la loi de 1841, on est obligé, pour certaines industries, d'emprunter des milliers de bras aux nations voisines. Ne leur enlevons pas, par des restrictions exagérées, des auxiliaires indispensables.

Le progrès que nous vous proposons est très-grand relativement à la loi de 1841. Pour qu'il soit durable, il faut qu'il soit modéré.

Aussi j'espère, Messieurs, que, par ces diverses considérations, vous repousserez l'amendement de l'honorable M. Roussel et que vous adopterez le chiffre de douze ans qui est proposé par la Commission et accepté par le Gouvernement. (Très-bien ! très-bien !)

M. Théophile Roussel. Les questions que soulève l'examen de l'article 3 du projet de loi sont si graves ; celles, en particulier, qui font l'objet de mon amendement, ont un intérêt si capital, que je demande la permission de répondre par quelques mots à l'honorable M. de Melun.

M. de Melun n'a pas contesté l'exactitude des assertions et des documents que j'ai apportés à cette tribune ; cela n'était pas possible, car j'avais parlé d'après des actes législatifs et des documents officiels.

Mon honorable collègue s'est borné à contester leur interprétation, leur portée et les conséquences que j'en avais tirées.

Il a insisté sur ce point, que nous ne pouvions pas savoir au juste ce qui se passait en Angleterre, relativement aux effets des lois nombreuses édictées sur l'âge des travailleurs et la durée du travail des enfants ; et appliquant à l'Angleterre ce qui s'est passé en France, depuis la loi de 1841, il a prétendu que nous ne pouvions pas juger plus exactement l'effet des lois anglaises que nous ne jugerions l'effet des lois françaises, en nous fondant sur ce qui se passe dans telle ou telle localité, et il a pris pour exemple le département du Nord.

L'argument de M. de Melun ne saurait être accepté parce qu'il est tiré de l'assimilation de deux situations tout à fait différentes. L'observation est vraie pour la France, parce que la loi de 1841 était une loi incomplète, à peu près dépourvue de sanction, et surtout parce que les auteurs de cette loi n'avaient rien prévu, rien organisé pour en assurer l'application générale. C'est pourquoi on a vu cette loi produire des résultats dans certains centres où une inspection convenable a été organisée et rester sans effets dans beaucoup d'autres pays.

Les diverses mesures successivement décrétées en 1841 pour constituer une inspection sérieuse sont la meilleure preuve de la défecuosité que j'indique, et la proposition que fait la Commission en ce moment de créer enfin un corps spécial d'inspecteurs prouve qu'elle n'a trouvé que ce moyen d'assurer l'exécution générale de la loi.

Mais ce moyen efficace existe en Angleterre depuis que le Parlement a voté le bill présenté par lord Ashley, en 1833. On peut dire que, depuis bientôt quarante ans, toutes les mesures que le législateur

anglais a votées pour protéger le travail de l'enfance et des femmes dans différentes industries ont reçu une application effective et générale. On avait commencé par confier, comme on l'a fait en France en 1841, l'exécution de la loi aux autorités locales ou à différents corps administratifs; alors la loi n'était pas mieux exécutée, et ses effets n'étaient pas plus sensibles que ceux de la législation française actuelle. Mais, depuis la création des inspecteurs spéciaux en 1833 et la délimitation précise de leurs pouvoirs et de leurs devoirs en 1835, la loi anglaise a commencé à produire tous les effets que nous sommes en droit d'attendre du projet qui nous est soumis, si nous constituons solidement un inspectorat spécial. Notez, Messieurs, qu'en Angleterre on dépense 7 à 800,000 francs pour ce service qui comprend plus de quarante inspecteurs, tandis qu'on propose d'en établir quinze seulement pour tout le territoire de la France...

Ainsi donc, Messieurs, l'argument apporté par l'honorable M. de Melun n'a pas de valeur. Il n'est pas applicable parce que les situations qui ont été comparées ne sont pas comparables. C'est pourquoi les considérations que j'ai empruntées à l'examen de la législation anglaise, et que j'ai apportées mercredi dernier à cette tribune, restent inattaquables.

J'arrive à une autre partie de la réponse de M. de Melun, aux arguments relatifs aux exigences du développement physique et moral de l'enfant, qui, suivant moi, ne saurait permettre avant quatorze ans la durée du travail qui est exigé de l'adulte.

Ici encore, M. de Melun ne conteste pas l'exactitude des principes que j'ai posés; il ne conteste même pas directement les conséquences funestes que j'ai indiquées comme devant résulter de la violation de ces principes. Il se borne à affirmer que le travail industriel imposé à l'enfant n'est pas aussi fatigant que j'ai paru le croire, et que ce travail n'exige pas de grandes forces.

Je n'ai pas prétendu, messieurs, que le travail généralement exigé de l'enfant soit très-fatigant pour le système musculaire. J'ai dit, au contraire, que ce travail n'exige pas un grand déploiement de force; il a pour effet, par sa continuité, par sa trop longue durée, par sa monotonie, de nuire au développement physique et moral de l'enfant.

J'ai dit, pour ne citer qu'un seul exemple de ces mauvais effets, que l'enfant qui n'a pas au moins quatorze ans révolus n'a pas une charpente osseuse assez solidement constituée pour supporter de longues heures de travail debout, et j'ai ajouté qu'il y avait une des causes par lesquelles s'explique cette forte proportion de sujets éclopés, rachitiques, mal bâtis, qui caractérise la plupart de nos populations industrielles, et qui s'accuse si tristement dans nos tableaux du recrutement militaire.

A côté de la nécessité pour le développement de l'enfant de changer

d'attitude, il en est une plus vitale encore à laquelle ne satisfait pas le travail industriel prolongé outre mesure, c'est celle de respirer au grand air, de vivre à l'air libre.

M. de Melun a raison de dire que les manufactures sont généralement dans de bien meilleures conditions qu'autrefois ; que les espaces sont plus grands, plus clairs, mieux ventilés. Il n'est pas moins vrai que l'air pur, l'air oxygéné est, pour l'enfant surtout, l'aliment par excellence, l'élément indispensable sans lequel les autres aliments ne suffisent pas à former un sang généreux, sans lequel il ne saurait y avoir de constitutions robustes.

On se plaint de la prédominance des constitutions lymphatiques dans les populations manufacturières, et on a raison, car c'est sur ces tempéraments que se développent de préférence les maladies qui apparaissent le plus et déciment le plus impitoyablement ces populations. C'est là pour ainsi dire le terrain de prédilection de la phthisie pulmonaire.

Eh bien, Messieurs, personne ne saurait nier que le séjour prolongé de l'enfance et de l'adolescence dans des ateliers même spacieux, mais loin du soleil, du grand air, ne contribue puissamment au développement des tempéraments lymphatiques.

M. de Melun a opposé aux arguments que j'ai présentés la vie de collège, qu'il trouve tout aussi fatigante que celle des enfants livrés à l'industrie.

En vérité, Messieurs, cette assimilation est-elle acceptable ? Nous savons tous ici, ou du moins la plupart d'entre nous savent par leur expérience personnelle ce qu'est la vie de collège. Je parle de ce qu'il y a de moins satisfaisant, c'est-à-dire l'internat. Quel idéal, cependant, si on le rapproche du travail dans les manufactures !

Au collège l'enfant a sans doute une occupation qui se continue pendant de longues heures ; mais outre qu'elle consiste surtout à la culture de l'intelligence et de l'âme, quelle différence sous les rapports physiques ? l'enfant change de milieu, comme d'attitudes ; il accomplit la plus grande somme de son travail assis, c'est-à-dire dans une condition qui favorise le repos des membres ; le travail, après un petit nombre d'heures est coupé par des récréations en plein air ; tout cela est soutenu par une bonne nourriture.

La comparaison, je le répète, ne peut que faire mieux ressortir la valeur des arguments que j'ai présentés.

L'honorable M. de Melun m'a adressé ensuite une question : il m'a demandé si je ne trouvais pas qu'il serait bon que l'enfant, au moment où son développement physique réclame plus de nourriture pût aider sa famille à lui procurer plus facilement cette nourriture au moyen d'un supplément de salaire ? Assurément tout ce qui peut contribuer à mieux nourrir l'enfance mérite considération, car la

bonne nourriture est la principale source des forces physiques de l'homme. L'argument de M. de Melun n'en pêche pas moins par la base.

La première condition en effet pour le développement des forces de l'enfant, c'est qu'il soit placé dans des conditions telles que sa nourriture puisse lui profiter, s'élaborer complètement, se transformer en sang rouge.

Si cet enfant, par ce motif qu'il aura en travaillant plus de pain à manger, est d'abord condamné à un régime de vie qui le fatigue et l'épuise, qui fait que le pain qu'il mange reste à l'état de lymphe ou de sucs mal élaborés, au lieu de se changer en sang généreux, le supplément de nourriture résultant de son salaire ne le préservera pas d'une constitution malsaine. Il faut de l'argent, sans doute, pour que l'enfant soit nourri ; mais, la raison comme la loi morale nous disent qu'il faut que ce soit le père qui le gagne, et que ce n'est pas à un enfant au-dessous de quatorze ans, destiné par la loi de la nature et de Dieu à jouir de la somme d'exercices physiques et de repos indispensable au développement de ses organes, à gagner le pain qui doit le nourrir.

Un tel argument ne saurait être admis à aucun point de vue, et je n'insisterai pas pour démontrer qu'il n'est pas meilleur que les autres.

Enfin, mon honorable contradicteur a dit : Que deviendra, au point de vue moral, l'enfant laissé libre avant quatorze ans ? Il a montré cet enfant allant au cabaret ou livré au vagabondage.

Je répondrai d'abord, Messieurs, qu'il ne faut pas perdre complètement de vue les autres bonnes lois que vous avez déjà faites ou que vous ferez encore. N'avez-vous pas voté, il y a peu de jours, une loi qui ne permet plus aux cabaretiers de recevoir les enfants et de les laisser s'enivrer ? Voilà donc à peu près éliminé un des dangers indiqués par M. de Melun. Quant au danger du vagabondage, n'êtes-vous pas disposés à y parer par d'autres mesures ? En attendant la loi sur l'instruction primaire, je puis rappeler que l'honorable M. Tallon et quelques-uns de nos collègues ont présenté un projet de loi qui touche à cette question du vagabondage des enfants. Ce projet sera étudié et aidera à compléter l'ensemble des mesures protectrices que réclame l'enfance, en laquelle réside tout l'avenir de notre pays.

Ces derniers arguments de M. le comte de Melun prouvent une seule chose, à savoir que la loi telle que la Commission l'a préparée ne sera pas une œuvre complète ; qu'il restera d'autres mesures à prendre pour en bien assurer et compléter le bienfait. Commençons donc, Messieurs, par mettre l'enfance à l'abri des causes de dégradations physique et morale qui résultent d'un travail industriel excessif et trop précoce. C'est là un avantage capital pour nos populations. Cet

avantage une fois obtenu, vous ferez, à l'exemple des Anglais, de nouvelles lois pour qu'il porte tous ses fruits et produise toutes ses conséquences utiles.

Je me résume.

La Commission n'a pas établi et ne peut pas établir que le travail d'un adulte puisse être exécuté par un enfant de douze ans et même de treize ans. La limite de quatorze ans, déjà fixée en Allemagne, et que je propose d'établir dans notre nouvelle loi, est vraiment la limite extrême que la science vous conseille et que l'humanité impose; c'est la limite au-dessous de laquelle il est impossible, sans les plus grands détriments, d'imposer aux enfants la journée entière de douze heures.

Un seul motif réel, sérieux, s'élève contre la salubre mesure que je réclame : c'est la crainte d'un trouble momentané, d'un dérangement pour certaines industries. Je comprends que ces industriels élèvent la voix ; mais l'Assemblée doit obéir à celle de l'intérêt général.

Permettez-moi, Messieurs, de rappeler, pour ceux qui se préoccupent surtout des intérêts industriels, un exemple que nous donnent les législateurs anglais.

Dans cette série de lois, que M. de Melun a dit être de dix-huit, et qui serait plus nombreuse si l'on y rattachait toutes les lois qui ont été faites pour assainir les travaux industriels et améliorer la condition des ouvriers, dans cette série de lois, dis-je, on remarque presque partout ce trait que la mise à exécution complète de la loi nouvelle, quand elle apporte un changement de certaine importance, est soumise à un certain délai, quelquefois à un an. On échelonne ainsi pour ainsi dire les effets de la loi réformatrice ; on ménage les intérêts dans les applications d'un principe, sans avoir besoin de reculer devant la vérité de ce principe lorsqu'elle est bien démontrée.

En se conformant à cet exemple du législateur anglais, l'Assemblée peut décider que la prescription que je réclame relativement à l'âge ne sera exécutoire qu'à partir du 1^{er} janvier 1874 et que les enfants de treize ans, livrés en ce moment à l'industrie, continueront à travailler comme par le passé nonobstant la loi. De cette façon, vous n'apporterez pas les perturbations que l'on redoute et vous ferez un acte qui fera vraiment honneur à l'auteur de la proposition, à la Commission et à l'Assemblée tout entière.

On me disait l'autre jour du banc de la Commission, lorsque je suis descendu de cette tribune, que j'avais été très-dur pour la Commission. Je m'étais borné cependant, Messieurs, à dire qu'elle avait eu de très-bonnes intentions ; mais qu'elle n'avait pas eu la constance nécessaire pour les soutenir jusqu'au bout et les réaliser.

A quoi servent, en effet, dans de pareilles lois, les bonnes intentions qui s'arrêtent aux exposés des motifs et ne se retrouvent plus dans

les dispositions soumises au vote? Ici, comme partout, on peut dire que les bonnes intentions ne coûtent pas beaucoup; mais elles ne produisent rien, et c'est pour cela qu'on dit que l'enfer en est pavé. Lorsqu'on fait une loi réformatrice comme celle-ci, il faut, comme on l'a dit, que la réforme soit modérée; mais il faut surtout qu'elle soit effective et sérieuse, et il n'y aura pas de réforme sérieuse si l'Assemblée ne se conforme pas aux lois naturelles qui exigent que le travail de l'homme adulte ne soit pas imposé aux enfants au-dessous de quatorze ans. (Très-bien! très-bien! sur divers bancs.)

M. Leurent. Messieurs, personne n'apprécie plus que moi la science de mon honorable collègue M. Roussel; mais, qu'il me permette de le lui dire, il ne suffit pas d'apporter la science dans ces sortes de questions, il faut y apporter l'expérience.

Ainsi, notre honorable collègue a invoqué l'exemple de l'Angleterre; je repousse cet exemple, car je maintiens que nos enfants qui travaillent douze heures fatiguent beaucoup moins que les enfants anglais qui travaillent dix heures.

M. Wolowski. Six heures!

M. Leurent. Je vous demande bien pardon. Il s'agit en ce moment de déterminer l'âge auquel les enfants pourront travailler le temps de l'adulte, âge que le projet de la Commission fixe à douze ans et que l'honorable M. Roussel veut fixer à quatorze ans. Conséquemment, je suis bien dans la vérité quand je viens comparer le travail de dix heures des enfants en Angleterre, avec le travail de douze heures des enfants en France.

Il est de notoriété publique, et au besoin j'invoquerais l'enquête économique de 1870, qu'en Angleterre, dans les usines, on obtient une plus grande somme de travail en dix heures que nous n'en obtenons en douze heures; mais à quel prix? Au prix d'une fatigue excessive, au prix d'une attention qui ne cesse pas une minute, d'une activité fébrile, et au prix d'un véritable esclavage pour les ouvriers.

Presque toutes nos machines viennent d'Angleterre; nous les avons montées de telle façon que nous pouvons leur donner la petite, la moyenne et la grande vitesse.

La grande vitesse, c'est la vitesse habituelle en Angleterre. Toutes les fois que nous avons voulu mettre nos ouvriers à la grande vitesse, ils s'y sont refusés. Je prends un autre exemple dans le tissage mécanique; quand les fabricants de Roubaix ont voulu donner aux tisserands deux métiers à conduire au lieu d'un, il y a eu dans cette ville une révolte, une émeute, des établissements incendiés. Nos ouvriers ont leurs habitudes de travail, ils y tiennent et quand on leur demande des modifications, ils s'y refusent.

Je doute que l'ouvrier anglais puisse supporter douze heures le genre de travail qu'il pratique; tandis qu'en France nous pouvons

les maintenir ce laps de temps, parce que le genre de travail n'est pas le même, parce que la production que nous demandons à nos ouvriers diffère considérablement de celle qu'on leur demande en Angleterre.

M. Wolowski. Je demande la parole.

M. Leurent. A quoi le fabricant anglais doit-il sa supériorité dans le prix de revient? Précisément à ce que dans un temps très-court il peut obtenir une grande production.

S'il est vrai encore qu'en Angleterre ce n'est qu'au prix d'une grande fatigue pour l'ouvrier qu'il arrive à de tels résultats, il faut vous dire également que les heures de désœuvrement qu'on donne aux ouvriers, en ne les faisant travailler que dix heures, ont été pour beaucoup dans l'augmentation d'immoralité qui caractérise les centres industriels de ce pays-là. Nous, au contraire, nous pouvons encore avec orgueil dire que parmi elles il n'y a pas plus d'immoralité qu'ailleurs.

Par conséquent, l'exemple de l'Angleterre est un exemple que je récusé de la manière la plus complète.

Ce que je récusé encore, c'est ce tableau si effrayant que vous a tracé l'autre jour l'honorable M. Roussel, en vous dépeignant les populations ouvrières des centres manufacturiers comme étant dans un état déplorable.

..Ainsi il vous disait que les os n'avaient pas acquis tout leur développement à l'âge de douze ans, qu'ils étaient friables, qu'on ne voyait que des cagneux, des bossus, toutes les espèces d'infirmités possibles. Je déclare qu'on peut mettre sans crainte les populations ouvrières de notre pays en face des populations ouvrières de l'Angleterre. C'est tellement vrai que, avant la loi militaire en vigueur, lorsqu'on prenait des contingents on n'était obligé que de prendre la moitié de la classe, et, sur 300 inscrits dans nos cantons, le numéro 150 était souvent libéré. Ce n'est pas là l'indice d'une population en quelque sorte frappée de toute espèce d'infirmités.

Depuis vingt-cinq ans, il s'est fait dans nos pays un heureux changement. Les classes ouvrières sont mieux logées, mieux vêtues, mieux nourries. Les infirmités sont très-rares chez elles, parce qu'on leur demande actuellement une somme de fatigue bien moindre que celle qu'on leur demandait il y a vingt-cinq ans. Aujourd'hui c'est le moteur mécanique qui supporte toutes les fatigues. Nous épargnons, nous évitons la sueur de nos ouvriers, et cette sueur, ce n'est déjà plus aujourd'hui qu'une figure de rhétorique. (Réclamations sur quelques bancs.)

Comment, Messieurs! mais nous avons des instruments mécaniques qui transportent toutes les marchandises d'étage en étage. Il n'est même pas besoin d'avoir des manœuvres pour faire parcourir le

produit fabriqué dans les salles où il recevra un supplément de travail. La mécanique fait tout cela.

Quant à croire que l'ouvrier est debout pendant douze heures et qu'il en éprouve une fatigue insupportable, c'est encore là une erreur. Le travail n'est pas continu et presque toujours ce travail consiste en une surveillance d'autant plus facile qu'on donne ce que l'ouvrier appelle un bon ouvrage. J'ai souvent vu les jeunes filles coudre et tricoter en surveillant leurs métiers.

On a parlé de l'air extérieur. L'ouvrier a une heure à midi, il a une demi-heure pour goûter, il a une autre demi-heure au déjeuner, c'est en tout deux heures de repos, qui coupent son travail journalier et pendant lesquelles il peut respirer l'air extérieur. Nous donnons du reste à nos ateliers une ventilation complète.

Si l'honorable M. Roussel voulait venir voir dans notre pays la situation de notre classe ouvrière, il trouverait qu'elle a plus de santé que la population des montagnes qu'il habite.

M. Théophile Roussel. Les statistiques vous contredisent absolument.

M. Leurent. Vous vous appuyez sur les anciennes et non pas sur les nouvelles statistiques. La vraie statistique, c'est que le nombre des naissances excède de beaucoup le nombre des décès.

Du reste, j'apporte ici un témoignage qui, je l'espère, aura un très-grand poids sur la décision de l'Assemblée.

Nous avons, en France, 300 sociétés de patronage pour les apprentis, les jeunes ouvriers et les jeunes ouvrières. Ces sociétés, sous divers noms, existent dans toutes les grandes villes de France et elles ont, sous leur tutelle de bienfaisance, plus de 80,000 ouvriers, dont plus de 30,000 dans la ville de Paris.

Ces sociétés placent elles-mêmes les enfants et choisissent généralement les ateliers qui offrent le plus de garanties, de bon ordre et de moralité, elles réunissent les enfants le dimanche pour la pratique des devoirs religieux, puis, pour offrir aux enfants des distractions comme lecture, chants, jeux de tous genres, puis des livres. Rien n'est plus admirable que les soins de ces sociétés qui gardent les enfants sous leur surveillance jusqu'à l'âge de vingt ans.

Eh bien, j'ai entre les mains le témoignage de plus de cent de ces sociétés et elles n'appréhendent rien plus que l'adoption de l'amendement de l'honorable M. Roussel, qui a pour but de limiter jusqu'à quatorze ans l'entrée dans les ateliers ; car il faut bien que vous sachiez, Messieurs, que l'entrée dans les ateliers à dix ans, d'enfants qu'on ne ferait travailler que six heures par jour, c'est là, une vraie chimère pour la presque totalité de la France.

M. Ambroise Joubert. Et pourquoi cela ?

M. Leurent. Pourquoi cela ? demande M. Joubert. Je vais le lui

dire. Si M. Joubert, qui exerce son industrie dans une ville de 70,000 âmes où il y a peut-être deux ou trois établissements industriels, venait l'exercer dans une ville où, comme celle que j'habite, il n'y a que 45,000 âmes et plus de cent cinquante établissements, il verrait qu'il n'est pas possible d'avoir parmi les ouvriers un relais pour le matin, un relais pour le soir. Ce sont des choses de fantaisie que nous ne pouvons nous donner.

Mais enfin, voici les témoignages que j'apporte :

J'ai là les signatures d'hommes comme MM. Paul de Caux, Lauriston, de Ségur, Maignen, etc., etc., d'hommes bien connus pour leur dévouement aux classes ouvrières, et voici ce qu'ils disent :

« Les soussignés, directeurs et présidents de sociétés de patronage d'apprentis, et la plupart directeurs en même temps d'écoles ou de patronages d'écoliers, certifient que bien souvent ils ont observé des symptômes fâcheux dans l'état physique des enfants livrés prématurément au travail des usines, où un grand nombre entraînent vers dix ans.

« Au contraire, le passage de l'école à l'apprentissage proprement dit, qui ne se fait ordinairement que vers douze ans, ne leur a paru jusqu'ici apporter aucun détriment à la santé des enfants, lorsque ce nouveau travail laisse les nuits intactes et les dimanches. »

J'ai de plus, entre les mains, une autre déclaration qui établit qu'il n'y a pas de mortalité sur les enfants dans l'âge de douze à quatorze ans. Je crois avoir raison de considérer comme excessif le tableau qui vous a été fait par l'honorable M. Roussel sur la situation des enfants de douze ans qui, aujourd'hui, travaillent douze heures par jour dans les ateliers.

Maintenant, Messieurs, il y a un autre côté de la question que je ne veux pas traiter parce que je l'ai traité l'autre jour, c'est qu'il faut tenir compte des nécessités qui pèsent sur les classes ouvrières.

Les classes ouvrières doivent vivre, et si vous les privez des ressources que donnent les enfants lorsqu'ils arrivent à un certain âge, vous allez les mettre dans un état effroyable de misère. Je ne veux pas développer ces raisons que j'ai déjà développées.

Une autre raison sur laquelle j'insiste, ce sont les nécessités de l'industrie.

Est-ce que vous pouvez tout à coup jeter dans l'industrie cette perturbation qui se manifesterait nécessairement si tout à coup vous disiez : Vous preniez les enfants à douze ans, maintenant vous ne les prendrez plus qu'à quatorze ans.

Je fais appel à tous mes collègues qui exercent leur industrie dans les centres manufacturiers ; je suis certain qu'ils vous répondraient que vous auriez une crise épouvantable. La question est tellement grave que je prierai le Gouvernement, par l'organe de M. le ministre de

l'Agriculture et du Commerce, de vouloir bien exprimer son opinion; car dans cette question le Gouvernement, comme nous, doit prendre sa part de responsabilité. Pour moi, je repousse l'amendement de M. Roussel. (Marques d'assentiment et d'approbation sur plusieurs bancs.)

M. le président. M. le ministre de l'Agriculture et du Commerce a la parole.

M. Teisserenc de Bort, *ministre de l'Agriculture et du Commerce.* Messieurs, on demande l'avis du Gouvernement sur la grave question qui vous est soumise en ce moment. Le Gouvernement se rattache nettement à la dernière rédaction de la Commission, à celle qui fixe à douze ans le moment du travail complet de l'enfant.

Je ne voudrais pas répéter ce qui a été si bien dit par les différents orateurs qui m'ont précédé. Cependant, si on me demande de justifier cette préférence, j'essayerai de le faire en très-peu de mots, en indiquant, sans les développer, les raisons qui me paraissent décisives.

Je ferai d'abord remarquer que la rédaction nouvelle, élevant de huit ans à dix ans l'âge de l'entrée des enfants dans les manufactures, et réduisant de huit à six heures la durée du travail qui peut être demandé à ces enfants, apporte déjà une modification considérable dans la situation actuelle régie par la loi de 1841. Or, vous savez, Messieurs, que quand on veut qu'une loi qui touche à tant d'intérêts, qui atteint tant d'existences, soit pleinement observée et exécutée, qu'elle pénètre dans les habitudes, il faut éviter de la rendre trop rigoureuse au début, trop peu ménagère des errements consacrés par l'usage, trop lourde pour l'industrie aussi bien que pour les familles, il faut enfin lui donner une action progressive qui lui ménage le moyen d'entrer dans les mœurs.

Nulle part, la réglementation du travail n'a été obtenue du premier jet. L'Angleterre, qu'on nous cite volontiers pour exemple, a remanié dix-sept fois sa loi sur la matière, dans une période qui n'embrasse pas moins de soixante années. Voilà la somme de labeur et la longue période de temps qu'elle a dépensées pour obtenir le degré de perfection qu'elle atteint aujourd'hui. Eh bien, je demande que nous suivions cet exemple, et que nous agissions avec la même mesure. (Assentiment sur divers bancs.)

J'ajoute, Messieurs, que pour résoudre une question aussi sérieuse, il faudrait avoir des faits positifs. Il ne suffit pas de s'autoriser de renseignements puisés à l'étranger et applicables à des situations presque toujours très-différentes des nôtres; mais de savoir d'une manière bien précise ce qui se passe chez nous, dans nos villes manufacturières du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest.

M. Tirard. Je demande la parole.

M. le ministre de l'Agriculture et du Commerce. Avec la

loi actuelle vous serez armés en très-peu de temps des moyens d'investigation les plus sûrs, vous aurez un inspectorat qui couvrira toute la France de son réseau, qui mettra sous vos yeux les monographies des classes ouvrières; vous aurez des commissions locales qui vous renseigneront sur l'hygiène des populations et des ateliers, un comité central qui vous signalera les lacunes et les imperfections de la loi, qui indiquera ce qui est désirable et possible en fait de progrès. Lorsque vous serez nantis de ces pièces, alors vous déciderez en connaissance de cause et vous serez certains de ne pas dépasser le but et de ne pas édicter une loi de privation en voulant formuler une loi de protection.

On vous a entretenus de l'état physique dans lequel, au dire des statisticiens, se trouvaient les classes ouvrières; mais les générations étiolées auxquelles se rapportent les statistiques dont on invoquait les chiffres ont été produites par un état de choses qui a cessé d'exister, qui résultait du travail à la main. A cette époque, comme vous le savez, il y a eu des travaux qui pouvaient excéder les forces de l'enfant.

Ces ateliers, au lieu d'être placés dans ces constructions vastes et aérées que nous admirons aujourd'hui, étaient quelquefois relégués dans des caves. En même temps les familles ouvrières, qui ne recevaient que des salaires extrêmement réduits, se voyaient obligées de vivre dans ces obscurs réduits que les rapports des commissions d'enquête ont dépeints en termes saisissants: on trouvait alors quelquefois dix, vingt familles, pères, mères, enfants qui vivaient dans des caves et dans un état de promiscuité désolante. Que pouvait donner une génération soumise à de pareilles privations d'air et de lumière, crouissant dans l'humidité aussi bien la nuit que le jour?

Mais cette situation a été complètement changée par l'introduction des machines. J'ai assisté aux phases successives de cette transformation, de cette révolution dans les conditions du travail; j'ai vu ce magnifique progrès s'effectuer sous mes yeux, car j'ai passé la première moitié de ma vie dans l'un des grands établissements industriels qui existent en France et j'ai pu constater comment, par l'introduction des machines, tous les efforts musculaires qu'on demandait à l'homme ont été remplacés par un état nouveau dans lequel on met surtout en jeu la dextérité et l'intelligence de l'ouvrier.

Que demande-t-on à l'enfant dans les usines modernes bien organisées? On lui demande sa présence et son activité. Or, en fait d'activité, je ne crois pas qu'on puisse jamais exiger de lui plus qu'il ne dépense lorsqu'il est abandonné à ses instincts naturels, plus qu'il ne prodigue quand il est animé par ses jeux et qu'on le voit passer des journées entières à courir et sauter sans aucune espèce de profit ni pour lui ni pour sa famille.

Que proposons-nous donc d'accord avec la Commission? De hâter le moment où l'enfant fera une dépense d'activité utile, utile pour lui,

puisqu'elle prépare son apprentissage, qu'elle lui permet d'acquérir les qualités de l'ouvrier avant de commencer le service militaire; considération importante, puisqu'à sa sortie de l'armée, l'ouvrier doit devenir chef de famille à son tour et ne saurait, sans de graves inconvénients, recommencer un apprentissage interrompu.

Ce travail lui profite encore d'une autre manière, puisqu'il porte avec lui une rémunération, qu'avec cette rémunération la nourriture du jeune ouvrier peut-être améliorée et rendue plus réparatrice.

Je ne veux pas revenir sur ce qui a été dit de la nécessité de bien nourrir les enfants. Mais, sans vouloir faire de matérialisme, il me sera permis de remarquer que, par la partie animale de son être, l'homme ressemble aux animaux. Or, tous les agriculteurs, nombreux dans cette Assemblée, toutes les personnes qui ont étudié le développement physiologique des êtres vivants savent très-bien que la condition la plus importante pour ce développement, dans la période de croissance, quand les organes se forment et se fortifient, n'est autre qu'une nourriture abondante et substantielle.

Eh bien, dans l'état actuel de l'industrie en France, tant que nous n'aurons pas ces salaires tels que le travail du chef de famille soit suffisant pour faire vivre une femme et plusieurs enfants, nous nous trouverons toujours dans cette alternative: ou bien d'autoriser les parents à tirer un certain produit du travail de leurs enfants, ou bien de condamner la famille à d'incessantes privations, à une alimentation insuffisante destructive de la santé.

Mais il n'y a pas toujours un père. Très-souvent, hélas! la malheureuse famille se trouve découronnée, et la veuve reste avec plusieurs enfants. Si elle est obligée de garder les plus jeunes, cette pauvre femme, et s'il lui est interdit de faire travailler les plus âgés, elle sera fatalement condamnée à la misère et à la mendicité. Est-ce ainsi qu'elle préparera des hommes vigoureux et bien portants dans leur âge mûr?

M. Leurent. Il y a aussi le cas où le père est malade.

M. le ministre. Il est, Messieurs, — et c'est par là que je termine, — il est, dis-je, une considération générale sur laquelle je tiens à appeler l'attention de l'Assemblée, et que je ne voudrais pas voir perdre de vue un seul instant, pendant tout le cours de cette discussion: Il ne faut pas rendre trop dures ni trop difficiles les conditions de la vie de ménage pour l'ouvrier. (C'est cela! — Très-bien!)

Si, lorsque l'ouvrier désire contracter mariage, il est convaincu que cette jeune fille dont il veut faire sa femme, que ces enfants qui devraient être la joie de son foyer ne lui apporteront qu'une série d'années de détresse, de privations et de douleurs morales, soyez sûrs qu'il reculera souvent devant cette perspective cruelle et qu'il grossira le nombre de ceux qui vivent dans une situation irrégulière,

donnant de mauvais exemples et contribuant à exagérer cette insuffisance des accroissements de population que chaque recensement nous révèle et dont nous sommes si justement préoccupés.

Et puisqu'il est de mode aujourd'hui de se faire à tout propos, et même hors de propos, un argument de nos derniers désastres, je dirai, à mon tour, que, si nous avons été vaincus, c'est surtout par l'insuffisance du nombre et non pas parce que nos soldats manquaient de force et d'énergie. Par conséquent, toutes les mesures qui tendent à augmenter la population de notre pays sont des mesures qui intéressent notre puissance et notre sécurité. (C'est vrai! c'est vrai!)

Je demande donc à l'Assemblée de vouloir bien adopter la dernière rédaction de la Commission, qui me semble répondre à toutes ses légitimes préoccupations. (Très-bien! très-bien!)

M. Tirard. Messieurs, nous tournons, il me semble dans un cercle vicieux. Lorsqu'on examine l'intérêt de l'enfant, nous sommes tous unanimes à reconnaître qu'il est absolument impossible de le soustraire trop jeune à l'instruction et à l'éducation qui lui sont nécessaires pour devenir un homme, et lorsqu'on examine le côté industriel de la question, on se préoccupe des intérêts de l'industrie et on nous dit: « Il ne faut pas désorganiser les manufactures, les usines, en introduisant tout-à-coup des changements qui bouleverseraient toute l'organisation actuelle! »

Eh bien, Messieurs, je crois que, pour bien examiner la question, pour la prendre à son véritable point de vue, celui auquel s'était placée la Commission, il importe de s'élever un peu au-dessus des intérêts individuels et de regarder la question dans un ensemble de faits qui embrassent une question véritablement sociale.

Je vous demande pardon de prendre en ce moment la parole... (Parlez! parlez!): je me proposais de parler seulement sur la question des treize ans; mais l'intervention de M. le ministre du Commerce m'a déterminé à lui répondre immédiatement et à devancer un peu cette discussion. (Parlez! parlez!)

Je suis partisan de la proposition qui avait été faite d'abord par la Commission, c'est-à-dire de fixer le travail au demi-temps jusqu'à l'âge de treize ans. Voici pourquoi.

Je ne veux pas rentrer dans les considérations générales qui ont été présentées à plusieurs reprises, sur la nécessité d'instruire l'enfant. Il y a cependant un point très-important qui n'a pas été traité et qui, je crois, doit peser d'un poids considérable dans cette discussion: c'est que les enfants gagnent en effet quelque argent quand ils sont employés dans les usines et les manufactures. Mais à quelle condition? C'est à la condition de faire un travail purement mécanique, qui ne les fatigue pas beaucoup, il est vrai, mais qui, en revanche, ne leur apprend rien du tout.

Un membre. Ils iront à l'école !

M. Tirard. De telle sorte qu'à l'âge de quinze ou seize ans, vous avez des enfants qui travaillent dans les manufactures depuis l'âge de dix ans, mais qui n'ont pas fréquenté l'école, qui ne savent ni lire ni écrire, et qui n'ont pas même appris une profession.

M. le comte Benoist-d'Azy. Mais c'est une erreur !

M. Tirard. Je vous demande bien pardon ! J'en appelle au témoignage de ceux de nos collègues qui entendent les dépositions des manufacturiers.

M. le comte Benoist-d'Azy. Votre observation n'est pas juste !

M. Tirard. Permettez ! L'honorable M. Benoist-d'Azy me dit : « Ce n'est pas juste ! » Eh bien, je lui demanderai ce que ces enfants dont il a parlé lors de la première lecture de cette loi, — ceux qui sont employés à trier du charbon sur le carreau d'une mine, — je lui demanderai ce que ces enfants ont appris à ce travail et ce qu'ils sont capables de faire quand ils arrivent à l'âge de quinze ans. (Très-bien ! très-bien ! à gauche.)

Ils ne savent rien, rien ! Et à l'appui de ma thèse, j'invoquerai le témoignage de ceux de mes honorables collègues qui ont entendu des manufacturiers, des hommes très-importants dans l'industrie, qui ont consacré leur vie à l'étude de ces questions et leur fortune à la création d'excellentes institutions et qui répondaient à cette question que je leur adressais l'autre jour : oui, il y a des enfants qui, à l'âge de quinze ans, ne savent rien, absolument rien, et qui deviennent plus tard des déclassés dans la société ! (Mouvements divers.)

M. Balsan. Cela n'est pas général.

Un autre membre. Ce sont des exceptions !

Un membre. Le meilleur moyen d'empêcher cela, c'est de les envoyer à l'école.

M. Tirard. Non, ce ne sont pas des exceptions. Je demande ce qu'un enfant qui ne fait que rattacher des fils dans une filature a pu apprendre lorsqu'il a terminé son apprentissage.

M. Leurent. Il devient filateur !

M. Tirard. Je demande ce qu'a appris un enfant qui n'a fait que trier du charbon sur le carreau d'une mine ou qui a présenté des feuilles de papier sous une presse typographique.

M. le comte Benoist-d'Azy. Mais il ira à l'école, cet enfant !

M. Tirard. Il ira à l'école, sans doute, mais à la condition qu'on accepte les propositions de l'honorable M. Joubert ; autrement il n'ira pas pendant un temps suffisant pour suppléer par l'étude à ce qui aura manqué à son éducation professionnelle.

Si vous l'admettez à l'école jusqu'à treize ans, l'enfant aura travaillé la moitié de la journée dans la fabrique, dans l'usine ; il aura gagné quelque argent, et en même temps il aura pu aller à l'école, il aura

pu apprendre quelque chose, fortifier son esprit, éclairer son jugement : de telle sorte que, s'il n'est pas un ouvrier très-habile, — puisqu'on ne lui a pas donné une profession réelle, puisqu'on ne lui a fait faire qu'un travail de manœuvre, — il aura du moins, pour se récupérer, une richesse intellectuelle qu'il n'aura pas si vous ne lui appliquez la mesure du demi-temps que jusqu'à douze ans.

Nous demandons donc qu'on lui accorde le demi-temps jusqu'à l'âge de treize ans pour parfaire par l'éducation ce qui lui manque par suite du travail de manœuvre auquel il est obligé de se livrer pour gagner ce qui est nécessaire à son alimentation.

Je supplie l'Assemblée de vouloir bien réfléchir à cette question ; elle est extrêmement importante. Toujours on se demande, et très-certainement vous vous êtes souvent demandé, Messieurs, comment il se faisait qu'il y a dans le monde tant de vagabonds, de gens sans aveu, qui ne se livrent à aucune espèce de profession. Je ne veux pas dire que la cause en soit exclusivement dans ce que j'indiquais tout à l'heure ; mais cette circonstance y contribue, bien certainement, dans une large mesure.

Il est indispensable que les enfants sachent quelque chose. S'ils sont obligés, par nécessité, de se livrer à un travail qui ne leur apprend rien, qu'ils aient au moins l'instruction, de façon à n'être pas, tout le temps de leur existence, un véritable fléau et une charge pour la société. (Approbation sur divers bancs.)

M. Balsan. L'article 9 de la loi répond à cette préoccupation.

M. le président. Je relis l'amendement de M. Roussel :

« Depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de quatorze ans révolus... »

— Le reste comme au projet de la Commission.

Je consulte l'Assemblée.

(L'amendement est mis aux voix et n'est pas adopté.)

.....
M. le président. Nous revenons à la loi sur le travail des enfants

M. Max-Richard a présenté un amendement ainsi conçu :

« Depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de quatorze ans révolus, les enfants du sexe féminin ne pourront être assujetties à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisées par un repos.

« Les enfants du sexe masculin ne pourront être non plus assujettis à une plus longue durée de travail par jour jusqu'à l'âge de... »

Le chiffre reste en blanc. Quel âge fixez-vous, Monsieur Max-Richard ?

M. Max-Richard. Pour l'âge des garçons, je m'en rapporte à ce qui sera décidé par l'Assemblée.

M. le président. M. Max-Richard a la parole.

M. Leurent. Le chiffre de 14 ans a été rejeté aussi bien pour les filles que pour les garçons. On ne peut plus présenter un amendement là-dessus.

M. Max-Richard. Je demande que l'Assemblée fasse une distinction entre les enfants du sexe masculin et ceux du sexe féminin. S'il est absolument nécessaire que je modifie ma proposition, je la modifierai ; mais je ne crois pas que l'Assemblée ait rejeté le principe.

M. Leurent. Mais si !

M. le président. Permettez ! La question n'est pas préjugée. Il y a un amendement qui porte sur les enfants des deux sexes : on peut apparemment sous-amender.

Cet amendement, il a été implicitement convenu qu'il viendrait après les autres. Il n'y a donc pas d'inconvénient à entendre les développements de M. Max-Richard. D'ailleurs, si l'Assemblée est de l'avis de M. Leurent, elle rejettera cet amendement.

M. Max-Richard. Messieurs, par l'amendement que j'ai l'honneur de vous proposer, je viens vous demander d'établir, dans la limite d'âge que doit déterminer l'article 3, une distinction entre les enfants du sexe féminin et les enfants du sexe masculin, et de fixer cette limite, pour les filles, à l'âge de quatorze ans.

Cette distinction me paraît être non-seulement juste et utile, mais elle me paraît être, en outre, entièrement conforme à l'ordre des idées, aux principes qui ont inspiré les dispositions de plusieurs des principaux articles du projet de la Commission.

Il me semble, d'ailleurs, que la loi soumise en ce moment à vos délibérations avait pour but principal de protéger, de favoriser le développement physique et le développement moral des enfants voués de bonne heure aux travaux de l'industrie ; il importe à l'efficacité des dispositions de cette loi, et à l'équité de ses prescriptions, que le législateur tienne compte, au moins dans les dispositions les plus essentielles de la loi, des différences que la nature a établies ou que notre état social a créées entre les enfants de l'un et de l'autre sexe âgés du même nombre d'années.

Ces différences ne sauraient être sérieusement méconnues. L'honorable M. Tallon lui-même les a signalées dans plusieurs parties de son excellent rapport, notamment lorsque, nous dépeignant les alarmes de la mère de famille qui envoie loin d'elle son enfant travailler à l'usine ou dans un atelier, il vous a dit avec raison que les anxiétés éprouvées par cette mère sont bien autrement grandes lorsqu'il s'agit d'une fille que lorsqu'il s'agit d'un garçon.

C'est qu'en effet tout législateur, tout philosophe, tout homme qui médite sur ce grave sujet, reconnaît bien vite avec une conviction et avec une émotion profondes, que, au point de vue de l'humanité, et plus encore au point de vue de l'intérêt social, l'enfance de la femme, à l'âge de douze à quatorze ans, a besoin d'être entourée de bien plus de soins, de plus de précautions, de plus de ménagements que n'en réclame l'enfance de l'homme au même âge.

Or, si la jeune fille a besoin de ces soins et de ces ménagements, elle ne les rencontrera ni à l'usine ni dans l'atelier, mais seulement au foyer domestique, au milieu de sa famille, aux côtés de sa mère.

Cependant, cette assertion de ma part, que je ne crois pas être téméraire, a été très-vivement contestée au point de vue du développement physique, par ceux de nos collègues qui, au sein de la Commission, ont combattu mon amendement.

Il m'a été dit par eux, en effet, bien que de la manière la plus courtoise, que j'étais à ce sujet dans une profonde erreur; il m'a été objecté par eux que le développement physique étant, chez la femme, plus précoce que chez l'homme, il n'existe aucun motif, tiré de cette nature de considération, qui puisse m'autoriser à demander de reculer plus pour les filles que pour les garçons l'époque à laquelle les enfants pourront être assujettis à la même durée de travail par jour que les adultes.

Assurément, je ne voudrais en aucune manière entreprendre de me livrer ici à une discussion médicale, qui dépasserait entièrement ma compétence et qui n'aurait d'ailleurs à cette tribune aucune opportunité; mais, sans avoir à entrer dans une discussion de cette nature, je crois pouvoir faire observer à mes honorables contradicteurs qu'il ne s'agit pas de savoir si, eu égard à ce qu'elles seront plus tard, les forces physiques des enfants de l'un ou de l'autre sexe sont, au même âge, plus ou moins développées; ce que j'entends affirmer, et ce qui me paraît incontestable, c'est que les jeunes filles de douze à quatorze ans supportent beaucoup plus difficilement que les garçons du même âge les fatigues que leur cause la continuité du travail industriel, qui a lieu le plus souvent debout, et la durée de ce travail pendant douze heures par jour.

Je pourrais m'en rapporter uniquement, pour appuyer mon assertion, au sentiment pour ainsi dire instinctif qu'éprouvent à ce sujet, assurément, le plus grand nombre d'entre nous, et à l'expérience de ceux qui voient à l'œuvre, dans des établissements industriels, des enfants des deux sexes. Mais à ce sentiment et à cette expérience, je vous demande la permission d'ajouter encore l'autorité de la science.

Dans une brochure, qui contient une lecture faite par M. le docteur Marjolin à la Société de protection des apprentis et des enfants dans les manufactures, cet éminent chirurgien des hôpitaux de Paris cite l'opinion émise, sur le sujet dont nous occupons en ce moment, par un autre docteur des plus distingués de Paris, le docteur Blachez.

Le docteur Blachez, passant en revue les dispositions du projet de loi qui nous est soumis, dit : « La Commission fixe à treize ans l'âge à partir duquel l'enfant peut être assujetti au travail de la journée entière. Au point de vue purement hygiénique, le médecin voudrait

encore reculer cette limite. Si elle peut à la rigueur être maintenue pour les garçons, il n'en est pas de même pour les filles. »

Il en donne ensuite la raison physiologique, puis il ajoute :

« Beaucoup d'entre elles sont à cet âge incapables d'un travail prolongé, d'une fatigue un peu soutenue. Il n'est pas douteux qu'elles puiseront dans l'atelier le germe de ces affections nerveuses entées sur l'anémie, qui fournissent aux établissements hospitaliers des grandes villes un contingent sans cesse renouvelé. Il y aurait donc peut-être lieu de reculer pour les filles la limite d'âge adoptée pour le travail de la journée entière et de la reporter à quinze ans, âge où leur santé est plus assurée et leur constitution plus affermie. »

Ainsi que vous le voyez, les vœux des chirurgiens et des médecins, ces vœux auxquels je dois joindre les opinions si bien développées et défendues à cette tribune par notre honorable collègue M. le docteur Roussel, sous l'autorité desquels je place mon humble opinion, dépasseraient même la limite que je vous prie de vouloir bien fixer.

Ces considérations physiologiques ont, si je ne me trompe, une grande gravité; car il me semble que, suivant qu'il sera tenu par vous un compte plus ou moins grand de l'expérience et de la science, l'avenir de nos populations sera plus ou moins bien ménagé, la force et la vigueur des générations qui nous suivront pourront être plus ou moins bien sauvegardées.

Mais il est des considérations qui me touchent, je l'avoue, plus vivement encore, ce sont celles relatives au développement moral de l'enfant, aux mesures qui peuvent favoriser le développement des bons germes déposés par la nature dans son cœur et dans son esprit.

Le séjour de la jeune fille au sein de sa famille, prolongé pendant une ou deux années de plus, soit qu'elle continue à suivre chaque jour les deux classes de l'école primaire, de trois heures chacune, soit qu'elle trouve dans un atelier une occupation pendant six heures, soit qu'elle se livre enfin, sans quitter le foyer domestique, à des travaux intérieurs, ce séjour aura tout d'abord ce salutaire et bienfaisant effet de l'isoler plus longtemps de la fréquentation souvent dangereuse des nombreux ouvriers de l'usine, de lui épargner davantage, au moins pendant son enfance, les propos souvent immoraux qu'elle peut entendre au milieu de ces grandes agglomérations d'hommes et de femmes, propos qui peuvent froisser ses sentiments, endolorir et corrompre même son âme.

« S'il y a une chose que la nature nous enseigne avec évidence, a dit notre honorable ministre de l'instruction publique dans son beau livre sur l'ouvrière, c'est que la femme est faite pour être protégée, pour vivre jeune fille auprès de sa mère.

« L'arracher dès l'enfance à cet abri nécessaire, lui imposer dans un atelier une sorte de vie publique, c'est blesser tous ses instincts,

alarmer sa pudeur, la priver du seul milieu où elle puisse être vraiment heureuse. »

Je ne saurais, vous le reconnaîtrez, Messieurs, placer sous l'autorité de plus nobles paroles, exprimant un sentiment plus élevé, la pensée qui a dicté mon amendement.

Mais ce séjour plus prolongé au foyer domestique n'aura pas seulement pour effet de préserver plus longtemps le cœur et l'esprit de la jeune fille des dangers que peut lui présenter la vie en commun du travail industriel, dangers bien plus graves pour elle que pour le jeune garçon.

Lorsque, vers l'âge de douze ans, les enfants de l'un ou de l'autre sexe quittent généralement les bancs de l'école primaire (l'époque de la première communion d'une part, et les prescriptions de la loi de 1841, d'autre part, ont contribué à produire ce résultat), il me semble que cette jeune fille, qui est destinée à remplir plus tard la double mission d'épouse et de mère de famille, a besoin, avant d'acquérir l'instruction professionnelle que lui donnera l'atelier, d'ajouter à l'instruction primaire qu'elle a reçue de l'école les enseignements de la famille, les soins du ménage, les travaux intérieurs. Il n'y a pas seulement, dans mon sentiment, un intérêt de famille et un intérêt d'avenir pour l'enfant à ce qu'il en soit ainsi : c'est un intérêt social qui le réclame. A ce triple point de vue de l'intérêt de l'enfant, de celui de la famille et de celui de la société, deux années seraient certes utilement employées si, passées au foyer domestique, ces années pouvaient contribuer à faire contracter à la jeune fille ces habitudes d'ordre, de vie sédentaire, de travail intérieur, qui plus tard lui faciliteraient à un si haut point l'accomplissement de ses devoirs lorsqu'elle serait devenue femme et mère de famille.

Mais une première objection m'a été faite au sujet de l'efficacité de ce séjour prolongé de la jeune fille de douze ans au foyer de la famille : « Elle peut n'avoir pas de mère ou sa mère peut se trouver éloignée de la maison par les travaux soit industriels, soit journaliers, auxquels elle se livre elle-même au dehors ; » la jeune enfant peut alors contracter des habitudes de vagabondage, qui pour les filles seraient bien plus pernicieuses encore qu'elles ne peuvent l'être pour les garçons. A cette objection, je réponds que ce sont là d'abord des cas particuliers, exceptionnels, qui ne sauraient détruire dans leur généralité les effets d'une mesure reconnue utile ; mais que leur éventualité ne saurait d'ailleurs nullement m'effrayer. La jeune fille de douze à quatorze ans qui n'a pas de mère ou dont la mère est absente, si elle a cessé de suivre les classes de l'école et si elle a acquis déjà cette instruction primaire élémentaire qui, aux termes de l'article 9, lui serait nécessaire pour pouvoir être employée à un travail industriel pendant plus de six heures par jour et souvent même un travail isolé qui lui pro-

cure en outre quelque gain, trouve à son foyer généralement un père, des frères ou des sœurs dont elle aime instinctivement à s'occuper; dans ces cas exceptionnels, elle se sent généralement une responsabilité qui la rehausse à ses propres yeux et qui lui donne plus d'attachement et d'ardeur encore aux travaux intérieurs qu'exigent d'elle les soins du ménage, la situation de sa famille. Autant le besoin de mouvement, cette aspiration naturelle et instinctive à la vie extérieure et indépendante, se rencontrent chez tous les garçons de douze à quatorze ans et tendent à les exciter au vagabondage, autant l'amour instinctif du foyer et des habitudes sédentaires éloigne en général de ce danger les jeunes filles du même âge.

L'instinct est, chez les uns comme chez les autres, conforme à la mission qu'ils auront à remplir; la jeune fille n'a pas besoin d'acquiescer de bonne heure, comme le jeune garçon, la décision, la hardiesse, cette sorte de virilité d'esprit que peut donner la vie des ateliers, passée au contact des étrangers en dehors de la famille. Cette objection, tirée de la crainte du vagabondage, n'a donc réellement en soi que peu de valeur.

Mais je rencontre immédiatement une autre objection plus grave : c'est celle tirée de la charge qu'un enfant de douze à quatorze ans impose à sa famille, lorsqu'il ne lui rapporte pas de l'atelier un salaire qui suffise à couvrir les frais de sa nourriture et de son entretien. Cette objection, parfaitement fondée, très-juste et très-légitime lorsqu'il s'agit des garçons, est bien loin d'avoir une égale valeur lorsqu'il s'agit des jeunes filles.

La jeune fille, employée dans l'intérieur de la maison aux soins du ménage et aux travaux de couture, se rend utile à sa mère et à sa famille entière; elle peut joindre même à ces travaux domestiques l'exécution de quelque travail individuel auquel elle se livre auprès du foyer; mais soit qu'elle aille passer six heures par jour dans un atelier, ainsi que l'y autorise, dans tous les cas, la loi nouvelle, soit qu'elle se consacre pendant la journée entière aux travaux intérieurs, elle offre pour sa famille une large compensation à la privation d'un gain industriel, équivalant à une durée de travail de douze heures.

Le garçon, au contraire, aussi longtemps qu'il a la faculté de se livrer à un travail industriel d'une durée égale à celle du travail des adultes, ne pouvant rendre aucun service à la maison paternelle, impose à sa famille une charge sans aucune compensation.

Assurément, il ne faut apporter dans le travail du législateur aucun sentimentalisme exagéré. Il est loin de ma pensée de vouloir éloigner les femmes du travail industriel. Je sais trop bien que c'est presque uniquement dans les usines ou ateliers que la femme trouve un salaire assez élevé pour lui permettre de se suffire à elle-même et de vivre honorablement, et je sais trop bien que les femmes forment actuelle-

ment le moitié peut-être du personnel employé par l'industrie, pour pouvoir admettre un seul instant une idée semblable. Le travail n'est pas d'ailleurs plus une peine pour la femme que pour l'homme; l'excès du travail seul en est une; et l'oisiveté est au moins aussi dangereuse pour un sexe que pour l'autre. Il serait assurément désirable, il est vrai, d'attendre une organisation industrielle qui permit à la mère d'élever toujours elle-même ses enfants, de les diriger et de les surveiller aussi longtemps qu'ils ont besoin d'elle; nous marchons vers cette organisation; elle existe déjà en grande partie; la hausse progressive et incessante des salaires des hommes nous y conduit de plus en plus; mais lors même que le but serait complètement atteint, il n'en resterait pas moins fort heureux que des ateliers et des usines bien organisés continuassent à offrir aux femmes qui n'ont jamais eu ou qui n'ont plus à remplir cette mission d'élever et de diriger leurs enfants, les moyens de vivre honorablement.

Les ressources qu'elles peuvent trouver dans le travail collectif des manufactures seront toujours bien supérieures à celles que pourrait leur procurer le travail isolé. Aussi ne faut-il rien faire qui puisse tendre à désorganiser ces ateliers, et la proposition que j'ai l'honneur de vous soumettre serait mauvaise et condamnable si elle devait produire un semblable résultat.

Ici donc apparaît la dernière et la plus sérieuse objection, celle tirée du préjudice qui peut être causé à l'industrie par la fixation à quatorze ans, pour les jeunes filles, de l'époque à laquelle elles pourront seulement se livrer, pendant douze heures par jour, à un travail industriel. Je ne me le dissimule pas, je suis loin de méconnaître que dans certaines localités, que pour certaines industries cette fixation ne soit de nature à créer tout d'abord des difficultés. Mais j'ai la conviction que ces difficultés seront surmontées plus promptement et plus facilement que ne se l'imaginent le plus grand nombre des manufacturiers qui emploient actuellement des filles de douze et treize ans dans leurs ateliers; et je suis du nombre de ceux qui en emploient. Les motifs qui ne me permettent pas d'avoir le moindre doute à cet égard sont basés sur une observation générale dont la vérité ne saurait être contestée; cette observation, c'est que la dextérité de doigts, la souplesse corporelle conservées par la femme jusque dans la maturité de l'âge lui permettent d'exécuter pendant bien des années les mêmes travaux que ceux qui sont confiés aux jeunes filles, et même aux enfants, tandis qu'il serait complètement impossible de confier à des hommes les travaux industriels pour lesquels on a souvent recours à de jeunes garçons de douze à quatorze ans.

C'est encore là une de ces grandes différences entre les deux sexes dont il convient que le législateur tienne compte, lorsqu'il s'occupe de régler les limites dans lesquelles doit être circonscrit le travail des enfants.

Une expérience de trente années comme chef d'atelier et d'usine m'a permis de faire une observation particulière qui ne peut que confirmer cette observation générale, c'est que les ouvrières qui, dans les travaux industriels, commencent leur apprentissage à l'âge de quatorze ans y font des progrès beaucoup plus rapides et acquièrent promptement beaucoup plus d'habileté que ne le font leurs camarades plus jeunes d'un ou deux ans. Les ouvrières de quatorze ans peuvent donc facilement, je n'hésite pas à l'affirmer, remplacer avantageusement ces dernières dans toutes les localités et dans toutes les branches d'industrie; elles-mêmes seront remplacées par des jeunes filles un peu plus âgées, et celles-ci pourront l'être au besoin par des femmes.

Le résultat final de la modification que je vous demande instamment de vouloir bien apporter à l'article 3 sera donc de remplacer par un nombre égal de femmes le nombre des filles de douze et treize ans employées dans les manufactures. Peut-il m'être objecté que ce sera là un résultat fâcheux? Je le considérerais, au contraire, comme très-favorable aux intérêts de la société et à la cause de la morale publique. Le nombre des femmes employées aux travaux industriels qui leur assurent chaque jour un salaire régulier et suffisant est limité; le nombre de celles qui ne peuvent trouver dans des travaux individuels et isolés qu'un gain modique et précaire, ne pouvant suffire à leurs besoins, est bien autrement considérable. Les industriels trouveront donc sans nouvelle charge et sans danger de chômage, dans les rangs de ces ouvrières qui attendent souvent avec anxiété le moment et l'occasion d'entrer dans leurs usines, des recrues suffisantes pour combler les vides que pourra faire dans les établissements l'absence des filles de douze à treize ans. Il sera nécessaire, néanmoins, à titre de mesure transitoire, de permettre aux industriels qui auront dans leurs ateliers, au moment de la promulgation de la loi, des jeunes filles âgées de douze ans révolus et de moins de quatorze ans, assujetties à une durée de travail de douze heures par jour, de les conserver et de continuer à les assujettir à cette durée de travail même après le délai d'un an, au-delà duquel les prescriptions deviendront applicables. C'est la mesure que j'ai, à cet effet, l'honneur de vous proposer par un amendement à l'article 3.

En résumé, je demeure convaincu, par les motifs que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer, que la mesure qui consiste, ainsi que la propose mon amendement, à fixer l'époque à laquelle les jeunes filles pourront être assujetties dans les usines à un travail industriel pendant douze heures par jour à l'âge de quatorze ans, au lieu de l'âge de douze ans, fixé depuis trente ans par la loi de 1841, ne peut porter aucun préjudice réel à l'industrie.

Mais l'intérêt industriel, qui est certes un des plus grands intérêts de la nation, dût-il en souffrir dans une certaine mesure, il aurait à

s'effacer dans cette circonstance devant un autre intérêt social d'un ordre encore plus élevé, celui qui nous commande de rechercher incessamment tous les meilleurs moyens possibles et praticables d'habituer la femme, dans sa première jeunesse, à la vie de famille, aux soins du ménage, aux travaux intérieurs, et de l'entourer, dans son enfance, de tous les soins, de tous les ménagements, de toutes les précautions qui pourront lui permettre plus tard, lorsqu'elle sera devenue mère de famille, de préparer à la France une robuste, laborieuse, honnête et vaillante génération. (Très-bien! très-bien!)

Voix nombreuses. A demain! à demain!

Séance du Mardi 4 février 1873.

SOMMAIRE. — Suite de la deuxième délibération sur la proposition de loi de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. — Amendement de M. Max-Richard sur l'article 3: MM. Eugène Tallon, rapporteur, Théophile Roussel, Claude (Vosges). Adoption de la 1^{re} partie de l'amendement et retrait de la 2^e. — Amendement de M. Scheurer-Kestner: MM. Scheurer-Kestner, Claude (Vosges), Wolowski, Balsan, Ambroise Joubert. Adoption au scrutin de l'amendement.

L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur la proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

M. Eugène Tallon, rapporteur. Messieurs, je rends volontiers hommage aux sentiments élevés et délicats qui ont inspiré l'amendement de notre honorable collègue, M. Max-Richard. Vous savez que cet amendement a pour but d'étendre sur les jeunes filles, jusqu'à l'âge de quatorze ans, une protection spéciale qui limiterait, jusqu'à cette époque, la durée de leur travail à six heures par jour.

Je dois toutefois me demander si les motifs qui ont été allégués par l'honorable M. Max-Richard à l'appui de son amendement sont de nature à justifier la dérogation qu'il nous propose d'apporter aux principes généraux de la loi, et si en réalité c'est ici le cas de porter atteinte à cette uniformité de vues générales et à cette unité d'action qui font la force des lois dans leur application et leur sanction.

L'honorable M. Max-Richard emprunte ses arguments à l'ordre physiologique. Je ne le suivrai, Messieurs, qu'avec une hésitation bien naturelle sur un terrain qui est hors de ma compétence. Mais je suis en droit de m'étonner de ce que, voulant en quelque sorte régler la durée du travail en proportion directe de la force des jeunes êtres qui y sont soumis, il ait cru devoir se borner à établir des catégories selon la différence des sexes, et ne serait-il pas conséquent, à son point de vue, de pousser plus loin le même raisonnement et d'en arriver à former des catégories graduelles entre les forces mêmes des différents individus soumis à la loi. Nous savons, en effet, que

la force du jeune ouvrier varie non-seulement suivant les soins que l'on a pris de lui dans son éducation première, suivant la proportion de son alimentation, qui dépend bien souvent de l'aisance même de la famille, mais encore que les climats, les régions, les races ont leur influence sur la progression et sur le développement constitutif de tous les êtres humains.

Dès lors, vous voyez, Messieurs, dans quelle longue série, dans quelle infinie variété de modifications et de transformations des dispositions législatives vous seriez obligés de vous jeter, si vous vouliez arriver, en quelque sorte, à régler la durée du travail sur l'étendue exacte des forces de l'ouvrier. Je suis porté ainsi à me demander si nous ne trouverions pas dans les différences mêmes du développement constitutionnel des jeunes travailleurs; selon les régions et les pays qu'ils habitent, le secret des divergences que nous avons vues se produire à cette tribune entre des hommes d'une égale expérience et d'une égale autorité dans les études physiologiques.

Ainsi, quand l'honorable M. Leurent, député du Nord, nous demande de fixer à douze ans la limite de la liberté absolue du travail de l'ouvrier, et que, d'un autre côté, l'honorable M. Roussel nous demande d'élever cette limite à quatorze ans, ces mesures opposées ne leur sont-elles pas inspirées par l'effet même de leur expérience personnelle? Ces limites ne sont-elles pas, en réalité, celles qui répondent le mieux aux besoins des populations au milieu desquelles ils ont respectivement vécu? N'est-il pas vrai que dans le Nord, par exemple, par l'aisance même de la famille, par les soins plus grands qui sont donnés à l'enfant, par les salaires plus importants que gagne le père ou la mère de famille, ou encore à raison de la force originaires de la race, l'enfant aura atteint à douze ans un développement physique complet, qui justifie les conclusions de notre collègue? Et, au contraire, dans les régions méridionales ou dans des départements montagneux et pauvres, là où le travail suffit à peine aux nécessités de la famille ouvrière, où diverses autres causes physiologiques influent sur le développement des enfants, ce développement ne sera-t-il pas tellement retardé ou insuffisant qu'on sera obligé d'élever le niveau de l'âge auquel il pourra être employé douze heures par jour?

C'est à ces divergences de sentiment que l'on arrive quand on veut spécialiser trop étroitement les différentes catégories d'ouvriers.

J'en reviens par là à conclure qu'après tout la Commission avait sagement fait lorsque, dans son premier projet, elle avait fixé à treize ans la moyenne de l'âge auquel l'enfant pourrait être assujéti à une durée de douze heures de travail, parce que c'était là un âge intermédiaire qui répondait aux conditions les plus ordinaires de force

des enfants, aux besoins généraux du travail industriel et aux exigences respectives que l'on doit satisfaire.

Nous ne pouvons donc pas admettre un système qui consiste à modifier la loi suivant les lieux où elle peut être appliquée, suivant les personnes auxquelles elle s'applique. Il faut que les lois aient plus d'unité dans leur action; il faut qu'elles soient plus uniformes dans leur effet pour produire les résultats avantageux que l'on en attend.

Ces premières considérations suffiraient pour nous déterminer à maintenir l'article du projet qui modifie l'amendement de l'honorable M. Richard. Mais nous sommes en droit de nous étonner particulièrement, vis-à-vis de lui, que les hautes considérations morales ou physiologiques qu'il a fait valoir hier ne l'aient pas déterminé à s'associer à nos vues sur le choix de la limite de treize ans pour les enfants de l'un et de l'autre sexe, limite qui semble la plus rationnelle, comme limite moyenne et modérée de l'âge auquel on peut admettre les enfants à un travail plus prolongé sans que leur développement organique puisse en souffrir.

L'honorable M. Max-Richard est-il bien fondé d'ailleurs, en arguant par des considérations physiologiques, à exiger que la jeune fille soit traitée d'une manière plus favorable par la loi que ne le serait l'ouvrier adulte du même âge? Sur quoi appuie-t-il cette opinion? Sur un état physique moins développé? Mais l'expérience, les faits, les lois elles-mêmes, et non-seulement les lois de la nature, mais la loi civile, tout nous démontre qu'on a généralement, et à toute époque, considéré que le développement de la jeune fille est plus précoce que celui du jeune garçon d'un âge analogue.

L'opinion des hommes de science l'atteste d'une part; de l'autre, la loi civile n'a-t-elle pas fixé l'âge de quinze ans pour le mariage de la jeune fille, tandis que la même limite est portée, pour le jeune homme, à dix-huit ans? Le législateur, quand il a posé ces différences dans nos codes, n'a-t-il pas également tenu compte du développement physique intellectuel chez les adultes des deux sexes? D'ailleurs il faut reconnaître que bien souvent le progrès de l'intelligence correspond au développement physique lui-même, qui est bien plus précoce chez la jeune fille.

Si on voulait même interroger les législations anciennes et le droit des nations étrangères, on verrait que l'âge du mariage pour les filles a été, selon les temps et selon les peuples, fixé au-dessous de quinze ans, à des limites diverses.

Je demanderai donc à l'honorable M. Richard, au nom de quel précédent législatif il voudrait attribuer à la jeune fille qui, le lendemain, deviendra femme par le mariage, cette protection spéciale qu'il sollicite de nos suffrages?

Qui ne sait aussi que la jeune fille, dès le premier âge, a l'esprit

plus ouvert, l'intelligence plus active, que ses lèvres s'assouplissent plus vite à balbutier les mots que l'enfant apprend de sa mère! qu'elle se forme en un mot plus rapidement que ne le fait le jeune garçon du même âge? Ne sait-on pas encore que la jeune fille est plus apte aux premières études de l'instruction élémentaire et à l'enseignement religieux, si bien qu'à conditions égales, vous trouvez presque toujours qu'à douze ans elle est plus accomplie et a mieux acquis la connaissance des devoirs religieux que ne l'a fait un garçon du même âge? (Très-bien! très-bien!)

Si l'on ne peut, en s'inspirant de l'esprit des lois françaises, faire une exception aux règles générales, on ne le peut davantage en se fondant sur l'exemple des nations européennes. Consultez, en effet, comme on l'a fait assez souvent dans cette discussion, les législations étrangères, nulle part vous ne verrez qu'une telle distinction ait été établie. En Angleterre, c'est la limite de treize ans qui a été fixée pour les enfants des deux sexes. En Allemagne, aux termes de la loi de 1833, c'était la limite de douze ans; aujourd'hui, depuis la loi de 1869, c'est la limite de quatorze ans. Nulle part, chez aucune nation, vous ne voyez faire la différence que l'on propose aujourd'hui d'introduire dans la loi.

D'ailleurs, Messieurs, les procédés de l'industrie elle-même ne démontrent-ils pas que cette distinction est inutile? Ne savons-nous pas que les jeunes filles, aussi bien dans les grandes manufactures que dans la petite industrie, ne sont pas assujetties à un travail aussi pénible que les jeunes garçons? Interrogez les statistiques, vous verrez, dans l'enquête de 1864, qu'à Paris on compte 106,000 ouvrières et que, sur ce nombre, 67,000 sont employées spécialement aux travaux de la couture, des modes, de la fabrication des fleurs ou des menus objets de luxe, en un mot à une foule de travaux délicats qui semblent correspondre, en réalité, à la délicatesse du goût et de la nature même des jeunes filles.

Vous voyez ainsi que l'industrie a eu des égards pour la faiblesse de leurs forces et a ménagé leur frêle constitution, qu'il est donc inutile de les entourer, à cet égard, de précautions qui se trouvent inscrites dans les faits mêmes que l'expérience révèle. (Très-bien! très-bien!)

Enfin, Messieurs, notre honorable collègue devait-il emprunter à des considérations morales les derniers arguments qu'il a fait valoir? Ah! sans doute, nous serions heureux que les conditions générales de la société moderne nous permettent d'éloigner les femmes de l'atelier industriel. Il n'est pas douteux que l'atelier est parfois une source de corruption, que la femme peut compromettre sa moralité dans ce mélange des sexes qui règne souvent dans un tel milieu, au contact d'hommes de toute origine et de toutes mœurs, dans le voisinage de

compagnes souvent démoralisées : oui, il y a là pour ses sentiments, pour sa vertu une réelle cause de dangers. Mais ici c'est à l'industrie tout entière que notre honorable collègue s'attaque. Veut-il donc fermer la porte de l'atelier à la jeune fille, à la femme, à la mère, qui ont à remplir d'impérieux devoirs dans la société et à subvenir, elles aussi, aux besoins de la famille ? Que le travail industriel des femmes soit un fait regrettable, que le moraliste s'afflige de cette douloureuse nécessité des sociétés modernes, je le comprends ; mais lorsqu'il s'agit d'inscrire dans nos lois des mesures pratiques, d'organiser le travail dans les conditions où les faits actuels et les traditions acquises nous les présentent, ce ne serait pas raisonner d'une manière sérieuse et satisfaisante que de se placer sur un pareil terrain. N'est-il pas vrai qu'interdire à la jeune fille l'entrée de l'atelier où le travail lui donne le salaire, ce serait l'exposer à un péril plus grave, à la misère, puisqu'elle ne trouverait peut-être pas dans sa famille les moyens de subvenir aux moyens de son existence ? Or, si la misère est un mal pour tous, pour la jeune fille c'est la perversion, c'est la chute.

Voilà ce que nous devons prévoir dans la loi, voilà le danger contre lequel nous devons nous mettre en garde, danger bien plus grave qu'aucun de ceux qu'a signalés notre collègue.

Il ne faut pas, dit-il, assujettir avant quatorze ans la jeune fille à douze heures de travail ; six heures suffisent, parce qu'après ce temps elle rentrera au foyer et retrouvera au sein de la famille les enseignements de sa mère ; plus longtemps placée sous cette tutelle bienfaisante, elle arrivera à acquérir une éducation plus parfaite et, grâce à cette éducation, elle parviendra à une meilleure condition dans la vie.

Oh ! c'est là un séduisant tableau ; c'est là un beau rêve sans doute, c'est là un brillant idéal que nous voudrions bien voir se réaliser ; mais, à côté de cette peinture imaginaire, se montre une réalité cruelle : c'est la famille ouvrière dispersée par la nécessité même du travail. Pendant la journée entière le père travaille à l'atelier, la mère est occupée de son côté le plus souvent absente du foyer ; or, si la fille est abandonnée pendant six heures à elle-même, où va-t-elle ? Avez-vous songé à la garantir de ce qui est le pire pour elle, l'oisiveté ? Oui, l'oisiveté, si fatale à la jeune fille, car pour elle, c'est l'immoralité ! (C'est vrai ! — Très-bien ! très-bien !)

Nous sommes heureux, au contraire, de constater que si, dans les ateliers, on trouve parfois le mal, il y a à côté le remède, c'est-à-dire la discipline du travail, le contrôle des patrons, un sentiment général de convenance qui fait régner une surveillance réciproque, surveillance qui, après tout, offre une certaine garantie contre des excitations mauvaises et de funestes entraînements. Je préfère, quant à moi, dans l'intérêt de la moralité publique, la discipline du travail

et la surveillance dans l'atelier, au vagabondage ou à l'oisiveté, dont les conséquences sont si déplorables.

Et en vérité, Messieurs, n'oublions pas, en discutant des lois de cette importance, qu'il est une loi suprême à laquelle doit obéir toute existence humaine: c'est la loi du travail. C'est là un devoir moral, un cruel devoir, selon la parole de Lamennais, qui s'assied au berceau de l'homme et l'accompagne jusqu'à la tombe.

Oui, s'il faut que l'ouvrier gagne son pain par sa peine, si c'est là une loi fatale de sa condition, il faut aussi que la femme, que la jeune fille, qui dans la famille ouvrière ont des obligations à remplir et des êtres chers à soulager, apprennent qu'elles doivent se soumettre à la loi nécessaire et sainte du travail, il faut qu'elles apprennent, au même titre que l'homme, qu'elles ont un grand devoir à accomplir dans la société.

Si ce premier devoir doit être gravé dans le cœur de tous les enfants, permettez-moi de vous dire qu'il est plus particulièrement impérieux pour la jeune fille, parce que, demain, elle deviendra femme, elle deviendra mère, et que c'est à elle qu'il appartiendra alors dans le sein du foyer domestique, de donner l'exemple du travail, d'encourager ainsi le mari, les enfants à se soumettre à sa loi rigoureuse; car c'est la loi supérieure d'où dépend l'existence de la famille et des sociétés humaines. (Vive approbation sur plusieurs bancs.)

M. Théophile Roussel. Messieurs, je commencerai par un mot de félicitations et de sincères remerciements à M. le rapporteur de la Commission qui descend de cette tribune. C'est avec bonheur que je viens de l'entendre parler en faveur de la limite d'âge de treize ans, proposée d'abord, puis abandonnée par la Commission. Ce mouvement d'opinion au sein de la Commission semble prouver que les arguments apportés à cette tribune en faveur de la limite de quatorze ans n'ont pas été complètement stériles et que les bonnes intentions dont je parlais hier, en regrettant qu'il leur eût manqué la persévérance, ont retrouvé leur force première et que, grâce à elles, c'est finalement la limite d'âge de treize ans qui sera appuyée par la majorité de ceux de nos collègues qui ont préparé le projet de loi.

Au banc de la Commission. C'est une erreur! la Commission est pour l'âge de douze ans!

M. Théophile Roussel. M. le rapporteur vient de parler en faveur de treize ans; je ne puis que rapporter ses paroles.

M. le rapporteur. Permettez-moi une rectification. J'ai parlé de mes sentiments personnels; ils sont fidèles au principe que j'avais posé. Quant à la Commission, elle persiste à présenter à l'Assemblée le dernier texte qu'elle lui a soumis.

M. Théophile Roussel. Je le regrette. Alors, mes félicitations et mes remerciements s'adressent seulement à M. le rapporteur.

Messieurs, le grand nombre de voix que mon amendement a obtenues dans la séance d'hier m'impose le devoir et me donne le courage de venir encore à cette tribune dire quelques mots en faveur de ce que je puis appeler la plus nécessaire et la meilleure partie de mon amendement, celle qui lui est soumise en ce moment dans l'amendement de M. Max-Richard. M. Max-Richard vous a donné hier des raisons tirées de sa grande expérience industrielle pour prouver que la journée de douze heures pourrait être retardée jusqu'à l'âge de quatorze ans pour le sexe féminin sans détriment sensible pour les intérêts industriels. Il a aussi invoqué les raisons physiologiques, et c'est sur ce dernier point que je me crois obligé d'insister encore en peu de mots.

L'Assemblée peut se rassurer, je n'oublierai pas que je ne suis point à l'Académie de médecine et ne dirai sur un sujet aussi délicat que ce qui doit être dit dans cette enceinte. Je ne l'aurais peut-être pas tenté si je n'avais entendu émettre par M. le rapporteur une assertion qui est tellement en contradiction avec les vérités physiologiques les mieux établies, qu'il n'était pas possible de la laisser passer sans une rectification.

M. le rapporteur vient dire, en effet, que puisque les lois civiles permettent à la femme le mariage à l'âge de quinze ans, à plus forte raison pouvons-nous, en raison même de cette précocité de développement sur lequel s'est basée la loi civile, lui permettre d'entrer à l'atelier et d'en supporter le travail aussitôt, sinon plus tôt que l'homme.

Je ne veux entrer dans aucun développement. Je me borne à énoncer comme un point parfaitement établi dans la physiologie humaine que la femme, précisément parce que, dès l'âge de quinze ans, elle peut être appelée à cette épreuve si grave pour elle du mariage et de la maternité, a besoin, comparativement à l'homme, des ménagements exceptionnels jusqu'aux approches de cet âge de quinze ans.

Entre l'âge de douze et celui de quatorze ans en particulier, il y a, dans notre climat, pour notre race, une période difficile à traverser pour la femme et pleine d'écueils pour sa santé future. C'est de cette période critique que dépend la bonne ou la mauvaise constitution de celles qui sont destinées à devenir mères et des enfants auxquels elles donneront le jour. A cet égard, il n'y a aucune dissidence entre tous ceux qui s'occupent de la science de l'homme.

Vous rappellerai-je, Messieurs, quelle est la mortalité des enfants nouveau-nés dans les centres industriels? On a semblé me reprocher de m'appuyer sur des statistiques trop anciennes; mais ce sont les plus récentes qui nous montrent encore le chiffre de la mortalité des

enfants dépassant, sur certains points, le chiffre de 70 p. 100 dans la première année de la vie.

On cherche les causes de l'arrêt survenu dans le mouvement ascensionnel de notre population. Ces causes sont multiples; mais je viens d'en indiquer une des plus certaines dans les conditions au milieu desquelles s'accomplit l'épreuve de la maternité et se passent les premiers moments de la vie des nouveau-nés. Or, parmi ces conditions, les plus essentielles sont celles qui résultent pour la jeune mère de l'atteinte que sa constitution a subie sous l'influence d'un travail précoce et excessif au moment le plus décisif de sa formation physique. Elle est impropre à être mère et nourrice parce que le travail industriel ne l'a pas assez ménagée et n'a permis ni dans ses forces ni dans ses formes le développement nécessaire pour les grandes fonctions auxquelles la nature la destinait.

M. Max-Richard citait hier à la tribune les paroles de deux savants médecins, affirmant que les abus du travail industriel, que le travail industriel imposé à la femme à l'âge dont j'ai parlé, dans cette période critique entre douze et quinze ans, était la principale cause de ces constitutions à la fois nerveuses et anémiques qui placent la femme dans les plus mauvaises conditions soit comme mère, soit comme nourrice. Comment s'étonner, avec de pareils éléments, des résultats que nous donnent les tableaux statistiques de notre population ?

Mais puisque j'aperçois à son banc M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, qu'il veuille bien me permettre de revenir sur quelques-uns des arguments qu'il a présentés hier contre mon amendement.

Il a dit, comme M. Leurent, que j'invoquais des statistiques et des faits anciens.

Il n'en est rien, Messieurs, les statistiques que j'ai invoquées sont celles que M. Tallon a indiquées dans son rapport comme se rapportant aux dernières années de l'Empire. Je pourrais citer bien d'autres chiffres. Je ne rappellerai que ceux qui sont dans ce rapport. C'est là que je lis que, sur 360,000 jeunes gens qui se présentaient à la conscription en 1867, on a trouvé 109,000 réformés. Tel est le tableau de notre population masculine dans sa fleur: on y comptait un tiers de jeunes hommes impropres aux épreuves de la vie militaire.

Décomposons maintenant ce chiffre considérable de réformés pour voir quelle est la part de l'industrie.

Voici à cet égard un passage du rapport :

« D'après la statistique produite par un de nos honorables collègues, pour 10,000 conscrits valides on compte dans dix départements agricoles une proportion de 4,029 réformés; tandis que, pour le même nombre de conscrits, on trouve, en établissant une moyenne sur dix départements industriels, 9,900 réformés. »

M. Leurent m'objectait hier que son département industriel fournissait une plus forte proportion d'hommes valides et de naissances que les montagnes où je suis né.

Mes montagnes natales offrent, malgré leur air pur, bien des causes qui influent d'une manière fâcheuse sur le mouvement de la population. Mais M. Leurent se trompe sur la question des naissances. Il y a un notable excédant des naissances sur les décès dans ces montagnes, et cependant la population décroît toujours. Elle décroît parce que les adultes s'en vont, la plupart s'en vont employer leurs forces dans les centres industriels où ils contribuent à accroître des populations qui s'augmentent bien peu, en règle générale, par les naissances.

Voici encore quelques lignes que j'emprunte au rapport de l'honorable M. Tallon, et auxquelles on n'objectera pas non plus qu'elles s'appliquent à des faits anciens.

« On est frappé, dit M. Tallon, de la petite taille, de la mine chétive des jeunes gens qui se présentent au tirage dans les grandes villes manufacturières.

« Cette dégénérescence tient à des causes multiples, souvent à des vices précoces, mais on ne saurait oublier que les médecins, les statisticiens, les sociétés industrielles elles-mêmes ont démontré jusqu'à l'évidence que les enfants des fabriques sont atteints dans leur croissance et dans leur développement; c'est la société industrielle de Mulhouse qui la première a poussé à ce sujet le cri d'alarme. »

Messieurs, ce ne sont pas là des faits anciens.

Hier, M. le Ministre disait à tort, en ce qui concerne les enfants, que l'introduction des grandes machines avait grandement amélioré les conditions du travail.

Je pourrais presque dire que ce serait de l'histoire à rebours. En effet, depuis quand a-t-on vu s'alarmer les moralistes, les économistes, les médecins, tous ceux enfin qui s'occupent du sort de l'homme et de la société à tous les points de vue? C'est précisément depuis que la grande industrie a surgi et a amené les grandes machines. Ce n'est qu'au commencement de ce siècle, à la suite des révélations dues surtout aux docteurs Athin et Perceval, que le mal est apparu en Angleterre. Wilberforce, quinze ans après, en signalait les progrès, et heureusement les mesures législatives venaient d'un pas ferme sur leurs traces.

On a dit que les Anglais avaient procédé par des tâtonnements.

C'est encore une erreur. Ils ont frappé le mal par coups isolés, répétés, là où ils le voyaient plus apparent; mais ils n'ont guère tâtonné et n'ont pas reculé. C'est d'abord dans les manufactures de coton qu'il leur a été signalé. C'est là qu'ils ont porté, dès 1802, un

remier coup vigoureux. En 1815, ils ont trouvé qu'ils n'avaient pas ait assez; ils ont fait davantage.

Enfin il y a quarante ans que le Parlement a voté un bill sur lequel j'aurai sans doute à revenir dans le cours de cette discussion, car nous devons prévoir que ce sera une discussion longue, à cause des puissantes résistances que nous apercevons et contre lesquelles il faudra bien avoir le courage de lutter. Grâce au bill dont je parle, les Anglais sont, déjà depuis trente-trois ans, en possession de mesures dont l'efficacité trouverait des preuves suffisantes, au besoin, dans les contradictions mêmes qu'on relève dans les discours de nos adversaires.

M. Leurent nous a dit hier et répété que l'ouvrier français valait mieux que l'ouvrier anglais.

M. Leurent. Je n'ai pas dit cela !

M. Théophile Roussel. Il a dit du moins que l'ouvrier français était dans de meilleures conditions que l'ouvrier anglais; que la population ouvrière de France n'avait rien à envier à celle de l'Angleterre. Mais n'a-t-il pas dit, dans une autre partie de son discours, que la population ouvrière française ne voulait ni ne pouvait se livrer à un travail aussi rapide et aussi fatigant que celui que l'on obtient de l'ouvrier anglais? Ce dernier point est incontestable : l'ouvrier anglais peut faire plus de travail que l'ouvrier français; partout où viennent des ouvriers anglais, on a vu qu'ils peuvent déployer une plus grande somme de force que les ouvriers français.

Pourquoi cela? C'est principalement parce qu'en Angleterre les lois protectrices ont été faites depuis quarante ans! parce que, grâce à ces lois, les ouvriers anglais sont, non-seulement mieux payés, mieux nourris, mais surtout plus ménagés dans leur enfance; c'est parce que, dans leur pays, la limite d'âge pour la pleine journée de travail est depuis longtemps fixée à treize ans; c'est parce que la semaine industrielle, en Angleterre, n'est guère que de cinq jours et demi de travail avec des journées de dix heures; c'est enfin parce qu'il y a un ensemble de mesures qui assurent à la population ouvrière de meilleures conditions de vie qu'en France.

Il serait facile de relever d'autres contradictions dans le langage de nos adversaires. Par exemple ils veulent montrer, par des tableaux flattés de notre population industrielle, qu'il n'y a pas grand'chose à faire pour cette population. Mais si ces tableaux sont vrais, à quoi bon alors ce projet de loi? Pourquoi les rapports de M. Kolb-Bernard et de M. Tallon; pourquoi les discours de MM. Max Richard et Joubert, qui sont cependant, eux aussi, des industriels importants et compétents? Pourquoi toutes ces déclarations sur la grandeur, la gravité de l'œuvre que nous avons à faire en ce moment? Pourquoi dire qu'il y a là une œuvre d'humanité, de réorganisation sociale,

et que la loi que nous allons voter était une des plus nécessaires et qui honoreront le plus ses auteurs?

Il faut voir la lumière qui sort de ces contradictions mêmes. Elles prouvent une chose; en effet, c'est qu'il y a là de puissants intérêts en présence et en lutte. Il faut que l'Assemblée sache peser ces intérêts et décider quel est celui que nous devons faire passer le premier.

Je n'insiste pas davantage. Je reviens, pour en finir, au point particulier sur lequel M. Max-Richard a établi son amendement auquel je m'attache, ainsi que je l'ai dit, comme à la meilleure moitié du mien.

J'ose affirmer à l'Assemblée que si elle veut réellement prendre une mesure humaine, une faible majorité n'ayant pas accepté hier mon amendement, elle ne peut ni ne doit repousser l'amendement de M. Max-Richard.

Je regrette que de ce côté (la droite), mon amendement n'ait pas obtenu toutes les voix que j'espérais. Je n'ai pas vu hier et je ne vois malheureusement pas à sa place un membre des plus éminents et auquel son caractère, plus encore que son talent, donnerait en ces matières une si grande autorité. S'il était présent, j'oserais le prier d'élever la voix en faveur de l'opinion qu'il voulait bien me manifester il y a quelques jours, à savoir, que la loi morale comme la loi religieuse commandent que nous fassions pour l'enfance un effort courageux, dans les limites que j'ai indiquées, parce qu'elles sont tracées par les lois mêmes de la nature.

Il s'est dit dans cette discussion des paroles effrayantes et qui n'ont pas assez frappé l'attention. M. Leurent nous déclarait l'autre jour que, pour l'industrie française, il n'y aurait jamais assez d'enfants à employer.

M. Leurent. Pardon! je n'ai pas dit cela!

M. Théophile Roussel. M. Leurent, dans son premier discours, a dit, — j'ai recueilli ses paroles et je suis sur de ce que j'avance, — M. Leurent a dit : « que le nombre des enfants qu'on emploie dans les fabriques est toujours insuffisant. »

M. Leurent. J'ai dit qu'il n'y avait pas assez d'enfants en ce moment pour faire deux relais. Voilà ce que j'ai dit.

M. Théophile Roussel. M. Leurent a dit plus : il a ajouté qu'il existe, dans l'industrie actuelle, une tendance qui s'accroît de plus en plus, qui consiste à demander une somme de travail de plus en plus grande aux enfants et aux femmes, par cette double raison, que ce travail est moins cher que celui de l'homme et que les moteurs mécaniques faisant la plus grosse partie du travail, on pouvait rejeter l'autre partie du travail, le travail manuel proprement dit, sur les faibles, c'est-à-dire sur les enfants et sur le sexe féminin.

N'apercevez-vous pas dans un tel fait, Messieurs, une de ces antinomies, un de ces traits choquants au milieu des progrès de la civilisation, qui indiquent un vice et réclament un remède ?

Dans l'industrie ancienne, la femme et l'enfant étaient sinon exempts du travail industriel, du moins très-ménagés, au grand avantage de l'espèce humaine. Aujourd'hui, au contraire, lorsque les découvertes de l'industrie semblent décharger le bras de l'homme de la plus rude partie de sa tâche, nous nous trouvons en présence d'un mouvement fatal qui, en exonérant le plus fort, va écrasant le plus faible, et concentre de plus en plus le fardeau du travail sur le sexe et à l'âge ou les plus saints intérêts de l'humanité exigent que le développement plein et régulier de l'organisme soit respecté et favorisé, parce qu'il y a là l'avenir de la société et de l'humanité elle-même. (Très-bien ! très-bien !)

Si ce que je dis là est vrai, il n'est pas possible que la loi ne détermine pas les mesures indispensables pour arrêter le mouvement funeste que je viens d'indiquer ou du moins le modérer et le contenir dans de justes limites. (Nouvelle approbation.)

Messieurs, lorsque nous discutons certaines lois politiques, on n'hésite pas à avouer un certain effroi qu'inspire l'état actuel des populations industrielles. On n'hésite pas à dire parfois avec exagération, que les plus mauvais éléments y sont en fermentation ; que d'un côté elles s'altèrent au physique, et, de l'autre côté, elles se pervertissent au moral. C'est en ce moment, Messieurs, qu'il faut se souvenir et songer profondément aux causes de cette situation afin d'y apporter plus sûrement un remède. Une bonne loi, comme celle dont nous nous occupons, est, n'en doutez pas, un des plus sûrs moyens d'améliorer la population industrielle, en faisant cesser des maux que l'industrie elle-même, emportée dans les progrès d'un mouvement aveugle, a fait naître et développer. (Marques d'assentiment sur divers bancs.)

Je m'arrête dans ces considérations ; la question est si importante que l'Assemblée pardonnera mon insistance. (Oui ! oui ! — Très-bien !)

Il me semble, je le répète, que la réforme relative à l'âge, réduite aux proportions de l'amendement de M. Max-Richard, constitue une réforme aussi pratique que modérée, et qu'il est impossible que l'Assemblée ne s'y arrête pas, qu'elle hésite à ménager sérieusement l'enfance et notre avenir, au moins dans le sexe féminin, dans cette partie de notre population de laquelle dépend surtout les générations qui s'avancent, afin que ces générations valent mieux que la nôtre. Et elles vaudront certainement mieux, si nous savons, dès à présent, établir les conditions qui, loin de gêner, favoriseront chez elles un développement organique conforme aux lois de la nature, qui sont ici, je le répète encore une fois, les lois divines.

C'est par ces motifs que je demande à l'Assemblée de voter l'amendement de M. Max-Richard. (Très-bien! très-bien!—Aux voix!)

M. Claude (Vosges). Messieurs, j'avais déposé, avec MM. Feray, Leurent et Balsan, un amendement qui paraissait avoir été accepté par la commission, puisqu'elle a fini par s'en approprier les termes. Dans cet amendement, nous demandions que le travail fût fixé à six heures avec le demi-temps et à douze heures avec la pleine journée.

Le système des relais, dont j'ai indiqué l'organisation à notre honorable collègue M. Leurent, fonctionne, comme il l'a dit, dans les Vosges; mais, avec le système des relais parfaitement organisé, on n'évite pas seulement le plus grand inconvénient qui résulte du travail tel que l'avait réglé la loi de 1841. Il y a encore, à côté du système des relais, une institution qui en est, pour ainsi dire, la contre-partie, et qui marche parallèlement avec le demi-temps : ce sont les écoles qui sont attachées à presque tous les établissements manufacturiers dans lesquels le système des relais fonctionne.

Au banc de la Commission. Ce n'est pas la question!

M. Claude (Vosges). Je vais y revenir à l'instant même.

Avec les écoles attachées aux établissements manufacturiers, les enfants peuvent parfaitement travailler dès l'âge de dix ans sans inconvénient, ni pour leurs forces physiques ni pour leurs facultés morales. Quant à leurs facultés intellectuelles, elles se développent à l'école de l'établissement tout aussi bien qu'elles se développeraient à l'école communale.

Vous voyez, Messieurs, que, suivant les pays, suivant l'organisation industrielle des différents départements, votre loi sera ou parfaite dans les uns, ou imparfaite dans les autres; qu'elle trouvera, en un mot, dans son application, des résultats variés et des difficultés ou des facilités inhérentes aux milieux. Le système de l'amendement que nous avons signé avec MM. Leurent, Feray, Balsan et M. Max-Richard, qui est l'auteur du dernier amendement à discuter, donnera, je crois, une pleine et entière satisfaction...

Au banc de la Commission. Ce n'est pas la question!

M. Claude (Vosges). Je soutiens l'amendement que nous avons déposé contre l'amendement déposé depuis par M. Max-Richard.

M. le comte de Melun. Il s'agit de l'amendement de M. Max-Richard, qui fixe à quatorze ans le travail des filles. Vous confondez deux questions.

M. Claude (Vosges). Mais du reste, vous allez voir qu'on introduit dans la discussion de nouveaux amendements, au moyen desquels on revient absolument sur ce qui a été déjà discuté.

Au banc de la Commission. Non! il s'agit de quatorze ans.

M. Claude. (Vosges). Les éléments de la discussion sont au-

jourd'hui assez nombreux pour qu'on puisse faire une généralisation et discuter la rédaction de la commission.

Au banc de la Commission. On y arrivera plus tard.

M. Claude (Vosges). Alors je demanderai la parole quand il s'agira de l'amendement de nos honorables collègues Warnier et Scheurer-Kestner.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de M. Max-Richard.

L'Assemblée veut-elle que j'en donne une nouvelle lecture? (Oui! oui!).

« Depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de quatorze ans révolus, les enfants du sexe féminin ne pourront être assujettis à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisées par un repos.

« Les enfants du sexe masculin ne pourront être non plus assujettis à une plus longue durée de travail par jour jusqu'à l'âge de... »

M. Max-Richard. Au sujet de l'âge des garçons, je m'en rapporte à ce que décidera l'Assemblée.

M. Leurent. Nous ne pouvons voter que sur la première partie de l'amendement.

M. le président. On demande la division? (Oui! oui!)

Alors, l'Assemblée va voter sur la première partie de l'amendement.

(L'Assemblée, consultée, adopte le 1^{er} paragraphe de l'amendement de M. Max-Richard.)

M. le président. Monsieur Max-Richard maintient-il son second paragraphe?

M. Max-Richard. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. M. Scheurer-Kesner reprend, à titre d'amendement, l'article primitif de la commission.

En voici le texte :

« Depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de treize ans révolus, les enfants du sexe masculin ne pourront être assujettis à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisées par un repos. Ce travail ne peut avoir lieu qu'entre cinq heures du matin et neuf heures du soir.

M. Scheurer-Kestner a la parole.

M. Scheurer-Kestner. Messieurs, l'amendement que j'ai eu l'honneur de présenter à l'article 3, avec mon honorable collègue et ami M. Warnier, et que je viens défendre, n'est que la reproduction exacte, textuelle de l'article 2, tel que la Commission l'avait rédigé dans son projet de loi du 18 janvier dernier.

Après avoir entendu les arguments qui ont été présentés avec tant de force lors de la discussion sur l'article 1^{er} par l'honorable rapporteur de la Commission, M. Tallon, et par M. Joubert, pour maintenir la limite d'âge à treize ans, je suis très-étonné de me trouver aujourd'hui

en présence d'un texte qui est en contradiction formelle avec les déclarations de nos honorables collègues.

En effet, le 24 janvier, c'est-à-dire six jours après que nous avons discuté sur le premier projet de la Commission, la limite d'âge, qui avait été primitivement fixée à treize ans, s'est trouvée subitement abaissée à douze ans.

Le changement d'avis de la Commission avait sans doute été motivé par les discours que vous avez entendus à la séance du 22 janvier et qui ont été prononcés par l'honorable M. Leurent et par l'honorable M. Feray.

Que demandait M. Leurent à la séance du 22 janvier ? Il nous demandait de diminuer la limite d'âge d'un an, de la reporter de treize ans à douze ans ; mais il nous accordait, pour ainsi dire, à titre de compensation, de supprimer le travail à demi-temps, entre l'âge de dix ans et celui de douze ans, au moyen des relais.

L'article 1^{er} ayant été renvoyé à la Commission, la Commission est revenue devant l'Assemblée nationale, après avoir modifié non-seulement l'article premier, mais encore l'article 3. Elle donnait satisfaction au vœu exprimé par M. Leurent de voter l'abaissement de la limite d'âge d'un an ; de plus, elle dépassait sa pensée, attendu que, supprimant à l'enfant une année pendant laquelle il pouvait achever son instruction primaire, elle maintenait, entre l'âge de dix et celui de douze ans, le travail à la demi-journée au moyen des relais.

Messieurs, je ne reviendrai pas sur tous les arguments qu'on a fait valoir à la tribune pour une limite d'âge plus ou moins élevée. Je ne redirai ni les arguments qui ont été apportés ici par les humanitaires, par les hommes qui se laissent guider surtout par les impulsions de leur cœur, ou exclusivement par les intérêts généraux de la société ; ni les arguments qui ont été apportés en contradiction aux premiers par des industriels, par des hommes très-compétents sans doute, mais qui sont naturellement portés à se préoccuper d'une manière un peu trop exclusive de la production industrielle. Tout a été dit sur cette question ; il ne s'agit plus que de savoir si l'Assemblée s'arrêtera à l'âge de douze ans que la Commission vous propose aujourd'hui, ou à l'âge de treize ans qui est la limite qu'elle avait demandée primitivement. Je ne ferai, après la discussion approfondie et très-complète qui a déjà eu lieu, qu'une observation sur un fait assez singulier, c'est que les partisans d'une limite d'âge inférieure se sont basés sur des arguments tirés de la concurrence avec les nations étrangères, et ceux, au contraire, qui sont partisans d'une limite d'âge élevée nous ont cité, comme exemple, la législation de ces mêmes nations étrangères.

Messieurs, je crois que, sans invoquer ni la concurrence des nations étrangères, ni ce qu'elles ont fait chez elles ; sans vous demander si

vous les suivrez dans la voie qu'elles se sont ouverte pour atteindre immédiatement et d'un seul bond aux résultats auxquels elles sont arrivées, je crois que nous pouvons trouver dans notre propre pays des raisons suffisantes pour nous décider dans la question actuelle.

En premier lieu n'avons-nous pas vu en 1868 le conseil d'État, qui avait été saisi de la question, accepter la limite d'âge de treize ans proposée par la Commission qui s'est livrée à un travail approfondi, consciencieux, qui a consacré un très-grand nombre de séances à l'étude de cette grande question, soumettre à votre approbation un projet de loi dans lequel elle vous demande également de fixer la limite d'âge à treize ans ?

N'avons-nous pas vu de très-importantes sociétés industrielles de notre pays, celle de Reims, entre autres, vous demander de ne pas vous arrêter à l'âge de treize ans et d'aller même jusqu'à quatorze ? La société industrielle de Mulhouse, dont j'ai eu l'occasion de vous parler il y a quelques jours, avait préparé un projet de loi et elle s'était arrêtée également à cette limite d'âge de treize ans, pour ne permettre le travail de douze heures qu'aux enfants ayant accompli cet âge.

Ces exemples ne sont-ils pas suffisants pour nous convaincre ?

Hier, M. le ministre du commerce, en parlant des nations étrangères, nous disait que, depuis soixante ans, elles se sont préoccupées beaucoup plus que nous de la question du travail des enfants dans les manufactures, et qu'il en était résulté pour elles un progrès plus considérable que chez nous ; il s'appuyait sur cet exemple pour nous conseiller de ne pas marcher plus vite que les nations étrangères. Je crois, au contraire, que sans atteindre du premier coup tout le progrès qu'elles ont accompli, nous devons tâcher de marcher d'un pas un peu moins accéléré, de manière à les rattraper au moins dans un certain nombre d'années.

On a parlé aussi de conciliation. Je crois, Messieurs, que l'amendement que j'ai l'honneur de vous présenter avec M. Warnier est précisément un terme de conciliation entre les exigences des humanitaires, qui vous ont demandé de dépasser l'âge de treize ans, de fixer la limite d'âge à quatorze et même à quinze ans, et les exigences des industriels qui vous demandent, au contraire, de revenir à l'âge de douze ans. Il n'y a rien d'absolu dans ces questions-là, il y a des intérêts divers, opposés, qu'il faut consulter, mais qu'il faut surtout concilier.

Eh bien, Messieurs, il me semble que l'amendement que nous vous présentons a précisément cet avantage. Il a pour lui l'autorité du conseil d'État de 1868, l'autorité de la Commission qui vous a apporté le projet du 18 janvier dernier. Il a pour lui l'opinion d'un très-grand nombre d'industriels et d'hommes compétents

Je crois que sans être taxé d'exagération, on peut dire que demander douze heures de travail à un enfant de douze ans paraît excessif. (C'est vrai!) Ne voyons-nous pas beaucoup d'industriels qui vivent au milieu des ouvriers reconnaître que douze heures de travail forment déjà une charge bien lourde pour un adulte, pour un homme fait? (C'est vrai! c'est vrai!) N'assistons-nous pas aux efforts que l'on fait de tous les côtés, non-seulement dans les pays étrangers, mais dans le nôtre, pour réduire de douze à onze heures la durée du travail quotidien de l'adulte? Ne voyons-nous pas se produire en ce moment, en Angleterre, un mouvement qui va plus loin, ce grand mouvement qu'on appelle « des neuf heures », qui consisterait à réduire la journée de l'adulte et de l'homme fait à neuf heures seulement.

Et c'est en présence de cette tendance générale qu'on vous demanderait d'astreindre les enfants de douze ans à douze heures de travail! Cela me paraît exagéré. Comme je le disais, l'âge de treize ans me paraît être un terme de conciliation que l'Assemblée peut accepter. C'est pourquoi je la prie de vouloir bien accueillir l'amendement que l'honorable M. Warnier et moi avons présenté. (Très-bien! très-bien!)

M. Claude (Vosges). Messieurs, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, mon amendement est aujourd'hui la rédaction même de la Commission.

Tous les arguments qui ont été invoqués jusqu'alors contre le travail plein, contre la journée pleine à l'âge de douze ans, sont tellement nombreux, que je n'ai pas l'intention d'y revenir, et, d'ailleurs, la question a été traitée aussi longuement qu'elle a pu l'être dans la discussion générale.

J'insisterai cependant sur deux ou trois points spéciaux.

M. le Ministre du Commerce a fait ressortir hier, avec beaucoup de force, les principaux arguments qui résultent, selon moi, de faits capitaux, tels que l'introduction, dans le travail industriel, des machines automatiques.

L'emploi de la machine automatique a effectivement transformé complètement le travail manufacturier. Il est certain qu'il a été réalisé dans cette voie plus de progrès que n'en réaliseront toutes les dispositions législatives que vous allez adopter.

Il ne faut pas croire que l'enfant soit astreint aujourd'hui au même travail qu'autrefois.

M. Wolowski. Je demande la parole.

M. Claude (des Vosges). Aujourd'hui, l'enfant n'a plus à faire qu'un travail de surveillance et, pour lui, les conditions hygiéniques sont meilleures; tout s'est assaini pour l'ouvrier au fur et à mesure que le travail s'est transformé par l'introduction des machines perfec-

tionnées. Il n'est pas aujourd'hui d'atelier, dont le chef se respecte, qui ne présente des salles propres et parfaitement aérées.

Toutes les conditions se sont améliorées pour l'ouvrier, à un tel point, que l'enfant trouve, dans son atelier, un milieu infiniment supérieur, sous tous les rapports, à celui du foyer domestique.

C'est là une vérité incontestable et qu'il est facile de vérifier pour peu qu'on veuille bien étudier sur place les conditions du travail manufacturier.

Une autre considération, Messieurs, que l'on vous a fait valoir ici, — on les a toutes fait valoir, je n'apporte rien de nouveau, — c'est celle qui résulte de la première communion : elle coïncide presque partout avec l'âge de douze ans.

Eh bien, la première communion est une sorte d'émancipation, une émancipation qui fait qu'à partir de ce moment l'enfant est obligé d'apporter à la famille sa part contributive, de gagner son pain et quelquefois le pain de ses petits frères.

Il y a là une considération tout à la fois morale et économique, qui doit vous déterminer à accepter l'âge de douze ans.

Enfin, il y a cette considération à laquelle on doit attacher peut-être le plus d'importance. C'est que si l'enfant ne va pas à l'atelier, dès l'époque où il aura fait sa première communion, soyez certains, Messieurs, qu'il emploiera le temps que vous l'empêcherez de passer à l'atelier à des choses mauvaises et ne fera que se corrompre. Il n'ira pas à l'école du soir, il n'ira même pas à celle du jour.

M. Balsan. C'est très-vrai!

M. Claude (des Vosges). Un enfant qui, après sa première communion, sera laissé libre, ne fera que vagabonder, prendra de mauvaises habitudes et se plongera dans ces désordres dont nous sommes tous témoins.

On croit que dans les populations ouvrières, le père soigne l'instruction de l'enfant. Il n'en est rien dans une foule de cas : à côté des parents qui veillent avec sollicitude sur l'éducation de leur jeune famille, il y en a trop souvent qui ne songent qu'à l'exploiter.

Mon honorable ami M. Scheurer vous disait tout à l'heure, en parlant du travail réduit, qu'il y a chez les peuples étrangers une tendance manifeste à diminuer les heures de travail, non-seulement pour les enfants, mais encore pour les hommes faits.

Eh mon Dieu, oui, cette tendance est manifeste, et nous avons tous pu la constater dans les travaux des économistes. Mais où nous arrêterons-nous sur cette pente? Est-ce bien le cas aujourd'hui de diminuer le travail en France? Lorsque vous faites cette loi sur le travail des enfants dans les manufactures, je me demande si déjà vous ne détruisez pas en partie les cadres de la main-d'œuvre

Je ne m'arrête pas cependant à cette considération, j'accepte parfai-

tement la loi telle qu'elle est rédigée, j'accepte absolument le dernier projet formulé par la Commission. Mais, enfin, vous allez déjà mettre les manufacturiers dans une situation très-difficile en les forçant à employer des moyens qu'ils n'ont pas sous la main pour se procurer la main-d'œuvre double qu'il leur faut absolument avec l'application du demi-temps. Eh bien, Messieurs, croyez qu'il faut se garder, dans ce moment, de porter une atteinte quelconque à nos forces industrielles. Nous avons besoin aujourd'hui, Messieurs, de gagner de l'argent, non-seulement pour les manufacturiers, mais pour la France.

Il est vrai qu'aujourd'hui il s'agit seulement des enfants : mais la loi, telle qu'elle est présentée, accomplit un progrès considérable en regard de la loi de 1841, puisqu'elle supprime le travail de huit à dix ans, et que, de dix à douze, elle n'autorise que le demi-temps.

Je n'ai qu'une inquiétude : c'est que si vous faites une loi trop radicale, elle ne puisse pas être appliquée. Soyez-en sûrs, si elle est trop radicale, c'est absolument comme si elle n'existait pas. Le manufacturier, placé en face de nécessités impérieuses, se trouvera dans l'alternative : ou de ne pas appliquer la loi, ou de fermer son atelier et, par conséquent, de laisser mourir de faim ses ouvriers.

J'appuie donc la rédaction de la commission. (Très-bien!)

M. Wolowski. Messieurs, je n'ai que bien peu de mots à vous dire. Il s'agit de l'expérience déjà accomplie chez le plus grand peuple industriel, celui dont on parle toujours alors qu'il s'agit pour la France d'invoquer la concurrence étrangère, l'Angleterre.

En Angleterre la loi qui recule jusqu'à treize ans le moment où l'enfant pourra travailler plus de six heures par jour est appliquée avec le plus grand succès pour l'industrie.

Depuis que cette loi salutaire a été mise en vigueur, la puissance industrielle de l'Angleterre s'est accrue; ses exportations ont plus que quadruplé; ses manufactures se sont multipliées. Pourquoi? Parce que, quand l'enfant n'est pas exténué par un travail prématuré, et, quand on attend qu'il ait les forces nécessaires, avant de l'astreindre au travail, une fois parvenu à l'âge d'homme, il est meilleur ouvrier, travaille mieux, plus vite et produit davantage.

Et, comme le salaire dépend non de la volonté arbitraire des hommes (très-bien!), mais uniquement de la masse du produit obtenu par l'ouvrier, l'augmentation de la production amène une augmentation de salaire. En reculant l'âge auquel l'enfant est appelé au travail de la pleine journée, vous contribuez à l'augmentation du salaire de l'ouvrier; au lieu de restreindre les ressources de la famille, vous les augmentez.

Non-seulement l'enfant n'épuise pas ses forces; mais, comme son instruction dure plus longtemps, son intelligence se développe, et, homme fait, en même temps qu'il a des forces plus considérables à

mettre au service du travail, il a aussi une intelligence plus développée ; il produit mieux, en même temps qu'il produit davantage. (Marques d'assentiment.)

Le système du demi-temps a été mis par les grands hommes d'État de l'Angleterre, — qui ne dédaignent pas de s'occuper de ces questions, qui en font l'objet de leurs constantes préoccupations, — il a été mis par lord Brougham, par lord John Russell, par John Stuart Mil, au niveau des plus grandes inventions mécaniques pour l'amélioration du sort et de la condition des hommes.

M. Chadwick, dont le nom est bien connu et respecté de tous ceux qui s'occupent de ces grandes questions, est le véritable auteur du demi-temps, qui fait passer à l'enfant, jusqu'à l'âge de treize ans, la moitié de la journée à l'école et l'autre moitié à l'atelier. Les résultats qui ont été constatés dans de nombreux rapports des inspecteurs de manufactures et des inspecteurs d'écoles en Angleterre, montrent que l'enfant qui n'est pas tout le temps à l'école, qui n'y passe qu'une partie de la jeunesse, profite de ce travail alterné, apprend mieux et plus vite que l'enfant qui y est tenu toute la journée. La diversité d'occupation, en même temps qu'elle prépare de bonne heure l'ouvrier au labeur qui doit remplir son existence, développe son intelligence grâce à la durée de l'instruction. L'Angleterre possède aussi, par suite du système du demi-temps, des ouvriers supérieurs par la force physique et plus intelligents, grâce à l'instruction plus générale et plus complète qu'ils ont pu acquérir. Voilà quel est le résultat de ce système du demi-temps, qu'on voulait d'abord repousser d'une manière absolue.

Je n'ajoute plus qu'une considération mathématique, en quelque sorte.

De quoi s'agit-il dans ce débat ? Uniquement de savoir si les enfants travailleront six heures de plus pendant une année ou six heures de moins. En effet, il n'y a de différence entre ceux qui proposent l'âge de treize ans comme limite d'âge du travail réduit et ceux qui proposent l'âge de douze ans, que pour une seule année, c'est-à-dire pour six heures. Eh bien, nous avons fait plus que de contenter les partisans du système contraire, nous avons mieux pourvu qu'ils ne le désiraient eux-mêmes à ce budget de la famille ouvrière sur lequel ils ont si vivement insisté.

Ils voulaient que l'enfant ne commencât le travail qu'à douze ans ; nous avons ouvert les portes de l'atelier à dix ans, en limitant la durée du travail. Je crois que nous avons bien fait. Mais, en ouvrant les portes de l'atelier à dix ans, en permettant aux enfants de travailler deux années de plus, nous avons ajouté douze heures de plus à la durée totale du travail industriel. Or, nous n'en enlevons que six. Il y a donc, pour la durée générale du travail des enfants employés

dans les ateliers et dans les manufactures, six heures de plus d'emploi utile qu'avec la durée du temps que proposaient les auteurs de l'amendement, qui voulaient que l'atelier fût fermé à l'enfant jusqu'à douze ans et qu'à partir de cet âge il travaillât la journée entière.

Voilà, Messieurs, les considérations que je soumets à votre attention. Ne craignez pas le résultat pour l'industrie. On a pourvu à cet intérêt d'une manière suffisante : la durée totale du travail est abrégée pour chaque année, c'est vrai, mais nous avons prolongé de deux années le temps pendant lequel les enfants pourront aller à l'atelier.

N'oubliez pas la grande question morale qui se rattache à cette question, n'oubliez pas surtout cette question de la population sur laquelle j'aurai tout à l'heure l'occasion de revenir ; lorsque vous me permettrez de vous exposer les motifs pour lesquels je demande que les femmes ne soient pas astreintes au travail de nuit. (Marques d'approbations.)

M. Balsan. M. Wolowski vient d'appeler votre attention sur le côté moral de la question. C'est précisément au nom de l'intérêt moral que je viens vous demander de voter, comme la Commission le demande, pour l'âge de douze ans :

M. Roussel vous a exposé que sous le rapport physiologique, une différence devait être établie pour le travail entre les filles et les garçons. Vous avez voté la limite de quatorze ans pour les filles : je n'y reviens pas ; mais, pour les garçons, nous devons maintenir avec plus d'énergie que jamais la limite de douze ans.

Au point de vue industriel, je n'ajouterai rien à ce qui a été dit. Au point de vue moral, au contraire, j'insisterai encore. Avec la loi qui vous est présentée, les enfants iront à l'école jusqu'à leur première communion, exactement comme ils le font maintenant. La première communion faite, ils cesseront d'y aller. (C'est vrai !)

C'est ainsi que cela se passe dans les pays catholiques, et l'immense majorité de la France est catholique : voilà donc le cas général.

Eh bien, si les enfants, une fois la première communion faite, ne vont plus à l'école, qu'arrivera-t-il ? Vous les laisserez pendant un an livrés à leur envie de faire l'école buissonnière ! Est-ce là ce que nous devons désirer ?

A ce point de vue, Messieurs, vous devez repousser la limite de treize années, et je vous demande, au nom de la Commission, de voter l'âge de douze ans. (Très-bien ! très-bien !)

M. Ambroise Joubert. Messieurs, je ne voudrais pas retenir l'Assemblée sur cette question ; tout a été dit. Cependant, il me semble nécessaire de répondre quelques mots sur le point de vue moral, auquel vient de se placer l'honorable M. Balsan.

La grande objection des adversaires de l'âge de treize ans est celle-ci : Mais quand les enfants quitteront l'atelier, ils iront vagabonder !

Mon Dieu, Messieurs, si cet argument devait être accepté pour la

catégorie des enfants de l'âge de douze à treize ans, il faudrait l'accepter également pour les enfants de onze à douze, de dix à onze, de neuf à dix... (C'est vrai! c'est vrai!)

M. Balsan. Mais ils iront à l'école!

M. Ambroise Joubert. Permettez!...et alors il n'y aurait qu'un seul moyen de les empêcher de vagabonder : ce serait de forcer tous les enfants à travailler la journée entière. (Exclamations.)

Si les enfants de dix à onze ans, de onze à douze ans, peuvent travailler la demi-journée dans les ateliers, et aller le reste du temps à l'école et dans la famille, je vous demande pourquoi la chose ne sera plus pratique quand l'enfant atteindra douze ans? (Mouvements divers.)

Au point de vue moral, ce que vous acceptez pour les enfants de dix à douze, pourquoi ne l'acceptez-vous pas pour ceux de douze à treize?

Je veux répondre à une autre objection assez sérieuse.

On nous a dit : Mais en empêchant les enfants de douze à treize ans de travailler douze heures par jour, vous allez priver leur famille du salaire nécessaire pour bien alimenter ces enfants et contribuer ainsi à leur développement physique.

Je prétends, moi, que la manière la plus sûre d'élever le salaire des enfants, c'est d'élever, autant que possible, la limite à partir de laquelle ils pourront travailler à journée entière.

En voici la raison : c'est la conséquence de la grande loi économique de l'offre et de la demande, qui règle le prix des salaires ; il est évident que, si vous élevez la limite à partir de laquelle les enfants pourront travailler la journée entière, vous aurez moins d'enfants travaillant à journée entière disponibles. Qu'en résultera-t-il? C'est qu'ils seront très-recherchés et qu'on les payera plus cher ; donc, vous ferez élever le salaire des enfants travaillant à journée entière. (Marques d'assentiment.)

D'un autre côté, comme les enfants travaillant à journée entière ne pourront le faire qu'à treize ans, si vous adoptez cette limite, il faudra bien que l'industrie cherche à employer les enfants plus jeunes à demi-temps pour compenser le manque d'enfants de douze à treize ans, et alors les enfants de dix à douze ans, qui, aujourd'hui, ne gagnent rien, puisqu'on ne les emploie pas, gagneront quelque chose ; de sorte que la totalité des salaires réalisés par la famille sera plus élevée, bien qu'il y ait un certain déficit sur le salaire des enfants de douze à treize ans, car il sera largement compensé par l'élévation des salaires des enfants de treize à seize et celui des enfants de dix à douze. En somme, si la totalité des salaires reçus est plus élevée, il est évident que les familles ayant plus d'argent pour élever les enfants, tous les enfants en profiteront, même ceux de douze à treize ans, alors même qu'ils gagneraient un peu moins par la réduction de la durée de leur travail. (Très-bien! très-bien!)

M. Balsan. Je demande à répondre un seul mot à l'observation de M. Joubert.

Évidemment il a commis une erreur. Si vous prétendez, a-t-il dit, que les enfants de douze à treize ans que nous admettrions à travailler à demi-journée iront vagabonder l'autre demi-journée, les enfants de dix à douze ans feront la même chose.

Non, Messieurs, il y a une différence très-grande, et la voici. Les enfants jusqu'à l'âge de douze ans vont à l'école, ceci est certain. Avec le travail au demi-temps, ils iront passer une demi-journée à l'atelier et à l'école l'autre demi-journée. Mais encore une fois, il faut se placer au point de vue pratique. Or, à douze ans, la première communion faite, l'école est abandonnée : c'est là un fait général. Et alors que feront ces enfants de douze ans ? Ce n'est pas parce qu'ils ne travailleront qu'une demi-journée qu'ils retourneront à l'école : non, pendant l'autre demi-journée, ils feront l'école buissonnière, voilà tout. Et c'est la différence absolue qui existera entre ces deux catégories d'enfants, les uns âgés de douze ans et ayant fait la première communion ; les autres âgés de dix à douze ans et ne l'ayant pas faite encore. Je ne saurais assez insister sur ce point.

L'honorable M. Feray faisait remarquer, il y a quelques jours, que le travail et l'école, chacun au demi-temps, ne sont pas toujours chose facile à combiner dans la pratique. Il en est ainsi, en effet, dans la généralité des circonstances. Cependant, pour des établissements isolés, quand, par exemple, à côté d'une grande usine se trouve une école, — et c'est le cas le plus fréquent pour les établissements isolés, — on peut arranger les classes de manière à ce que les enfants profitent d'une manière complète de l'instruction qui leur est donnée. Mais, quand les enfants, en sortant des ateliers sont mêlés à la masse des autres enfants de la ville qu'ils habitent, il est souvent difficile de leur donner un enseignement convenable ; ils reçoivent l'enseignement comme ils le peuvent, sans grande suite, prenant la leçon au point où elle en est quand ils arrivent, cessant forcément de la suivre quand ils quittent la classe : en somme, ils ne profitent que médiocrement de ce qui leur est enseigné ; et je crois qu'il n'est pas très-facile d'arriver à une meilleure organisation de l'enseignement au demi-temps.

Ainsi, Messieurs, en résumé, situation entièrement différente au point de vue de la fréquentation des écoles entre les enfants de douze ans passés et ceux de dix à douze ans.

Je ne pense pas qu'en restant dans la pratique des choses on puisse répondre à ces observations, et je crois que l'Assemblée fera sagement en votant l'article de la commission. (Très-bien ! très-bien ! — Aux voix ! aux voix !)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement qui consiste à

substituer les mots : « treize ans » aux mots : « douze ans » qui sont dans le texte de l'article de la Commission.

Il a été déposé une demande de scrutin public. (Exclamations sur plusieurs bancs.)

M. Wolowski. La question est assez importante pour motiver un scrutin.

M. le président. La demande de scrutin est signée par MM. Wagnier, Tirard, Brelay, Henri de Lacretelle, Ganault, Sadi Carnot, Riondel, Carnot, Alphonse Gent, Scheurer-Kestner, Noël Parfait, Maurice Rouvier, L. Turquet, Cyprien Girerd, V. Schœlcher, A. Naquet, Oscar de Lafayette, Ernest Duvergier de Hauranne, A. Peyrat, F. Renaud, et de Combarieu.

Il va être procédé au scrutin.

(Le scrutin est ouvert et les votes recueillis.)

Le dépouillement, immédiatement opéré, ne faisant ressortir qu'un très-faible écart entre le nombre des bulletins blancs et le nombre des bulletins bleus, M. le président invite MM. les secrétaires à procéder à une vérification de détail.

MM. les secrétaires se retirent dans une salle contiguë à celle des séances, pour faire cet opération.

Ce n'est qu'au bout d'une demi-heure que le résultat du scrutin est apporté sur le bureau de M. le président.

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants..... 540

Majorité absolue..... 271

Pour l'adoption.... 277

Contre..... 263

L'Assemblée a adopté l'amendement.

M. de Rémusat, Ministre des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le Ministre des Affaires étrangères,

M. le Ministre des Affaires étrangères. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi portant approbation du traité de commerce et de navigation conclu entre la France et la Grande-Bretagne.

M. le président. Le projet de loi sera imprimé, distribué et renvoyé à l'examen des bureaux.

Nous revenons au projet de loi sur le travail des enfants.

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 3, composé des deux amendements qui ont été adoptés par l'Assemblée.

(L'ensemble de l'article 3 est mis aux voix et adopté.)

M. le président. Je vais donner lecture de l'article 4.

M. Pernolet. Et mon amendement sur l'article 3, Monsieur le président?

M. le président. Les amendements qui viennent d'être adoptés rendent, ce me semble, le vôtre sans objet.

M. Pernolet. Dans les amendements qui viennent d'être adoptés, il est question de l'âge auquel les enfants des deux sexes pourront être admis dans les manufactures, et de l'âge auquel, suivant leur sexe, ils pourront être occupés dans les ateliers pendant la pleine journée de douze heures de travail; mais il n'y est nullement question de la réglementation du temps de travail qu'il sera permis d'exiger des enfants dans l'intervalle qui sépare les différents âges. C'est précisément cette réglementation qui fait l'objet de mon amendement.

M. le président. Eh bien, je vous donne la parole pour expliquer à l'Assemblée le but de votre amendement.

M. Pernolet. Messieurs, c'est la question d'âge qui a surtout occupé jusqu'à présent l'Assemblée. Je voudrais appeler son attention plus particulièrement sur la question de la durée du travail dont on n'a rien dit, comme si c'était chose invariable. (C'est voté!)

M. le président. On vient de voter la durée de six heures de travail par jour, divisées par un repos.

M. Pernolet. Je crois que nous avons bien fait d'interdire l'accès des manufactures aux enfants, avant l'âge de dix ans. Je crois que nous avons également bien fait d'interdire le travail à journée entière tant que le corps et l'esprit n'ont pas acquis un certain développement. J'aurais voulu qu'on ne fixât pas cette limite au-dessous de quatorze ans et j'ai voté treize, faute de mieux, trouvant douze tout à fait insuffisant. Mais, tout en désirant ménager l'enfant jusqu'à l'âge de quatorze ans révolus, je n'entendais nullement lui interdire jusque-là tout travail dépassant six heures. Excellente, en général, pour les enfants de dix à onze ans, par exemple, cette disposition me paraît excessive pour certaines industries, quand il s'agit d'enfants de douze à quatorze ans.

J'admets, sans hésitation, que nous avons le devoir de nous préoccuper avec sollicitude de la santé, de la moralité et de l'instruction des enfants que le besoin de gagner leur vie éloigne de la famille pour les mettre à la discrétion d'une machine ou d'un contre-maître qui n'est nullement tenu d'avoir des entrailles de mère. Mais je n'admets pas que nous ayons le droit de pousser cette sollicitude jusqu'à prétendre imposer à l'industrie des règles arbitraires tout à fait contraires à des habitudes qui, soyez-en sûrs, n'existaient que parce qu'elles ont leurs raisons d'être.

Je le répète donc, imposez à l'industriel toutes les précautions nécessaires pour que la santé et la moralité des jeunes travailleurs qu'il emploie soient sauvegardées; autorisez-le à exiger des enfants un

certain degré d'instruction, et obligez-le, au besoin, à donner lui-même ce degré d'instruction, s'il veut conserver des enfants qui n'en sont pas encore pourvus; mais, cela fait, vous devez laisser l'industriel et les familles régler l'emploi de leur temps comme ils l'entendent; vous le devez surtout lorsqu'en entravant cette liberté, vous le feriez sans utilité pour personne.

Plusieurs membres. C'est voté!

M. Pernolet. C'est voté sans avoir été discuté.

Un membre. Votre amendement pourra revenir à la troisième lecture.

M. Pernolet. Vous n'avez considéré jusqu'à présent que des ateliers qui travaillent douze heures. Il y a beaucoup d'autres ateliers dans l'industrie où le travail n'est pas de douze heures: il y a des travaux de huit, neuf, dix heures. Si vous n'admettez pas mon amendement, la loi telle que vous l'avez rédigée n'embrasserait qu'une partie des industries qu'elle doit régir.

M. le rapporteur. Nous n'avons fixé qu'un maximum. Il est toujours loisible au patron d'employer les enfants moins longtemps.

M. Pernolet. Est-ce que la rédaction que je veux combattre au moyen de mon amendement permettait à un patron d'employer plus de dix heures un enfant qui n'aurait pas encore treize ans accomplis? Or, c'est précisément cette faculté que je veux réserver tout en restant au-dessous de douze heures pour les enfants qui n'ont pas atteint leur quatorzième année, tandis que le sens du texte que vous invoquez ne permet de l'employer plus de six heures dans aucun cas, quels que soient le travail et ses bonnes conditions de salubrité, d'exercice et de moralité.

M. Wolowski. Certainement: c'est voté.

M. Pernolet. Si c'est voté, ça l'a été d'une manière imprévue et en faisant abstraction d'un amendement régulièrement présenté et dont le tour était venu.

M. Wolowski. Vous pourrez reprendre votre amendement à la troisième lecture.

M. Pernolet. Si l'Assemblée désire remettre la question à la troisième délibération, je me conformerai à ses désirs, et je n'insisterai pas davantage. Mais je n'aurais pas cru inopportun de faire remarquer qu'il y a des travaux très-dignes de notre sollicitude qui peuvent employer des enfants pendant plus de six heures, pendant sept ou pendant huit heures par exemple, sans excéder nullement leurs forces, sans les empêcher de s'instruire suffisamment et sans compromettre en rien, ni leur santé ni leur moralité.

Je regarderais comme très-regrettable d'interdire aux familles qui profitent de ces sortes de travaux la faculté d'y trouver le supplément de ressources dont elles ont habituellement le plus grand besoin.

Plusieurs voix. Vous développerez cela à la troisième lecture!

M. Pernolet. Laissez-moi seulement vous citer un exemple qui vous fera comprendre ce que je veux dire.

Plusieurs voix. C'est voté!

Autre voix. Parlez! Citez l'exemple!

M. Pernolet. Rien qu'un exemple entre beaucoup d'autres analogues. Je le prendrai dans ce département du Nord qui paraît jusqu'à présent nous avoir occupés plus spécialement, et trop exclusivement peut-être.

Dans le département du Nord comme dans celui du Pas-de-Calais, si dignement représentés l'un et l'autre par des orateurs que nous avons entendus avec tant d'intérêt, parce qu'il est évident qu'ils connaissent à fond l'industrie de la filature, il y a des mines de la plus grande importance dont ces orateurs ne connaissent peut-être pas aussi complètement que moi les usages et les nécessités.

Ces mines occupent, au jour, en plein air ou sous un toit, des enfants qui sont employés en nombre assez grand, à des travaux que vous ne pouvez pas vouloir proscrire. Je veux parler du triage des charbons.

M. Tirard considère le triage des charbons comme un travail qui n'apprend rien aux enfants. C'est une erreur. Ce travail apprend tout ce qu'on apprend régulièrement : il donne l'habitude du travail, cette première nécessité de la vie ; il accoutume à l'attention, au soin, à la discipline ; et comme ce travail se fait à la tâche, l'enfant y apprend de bonne heure que plus il déploiera d'intelligence et d'activité et même de conscience, plus il sera capable d'aider sa famille et de subvenir à ses propres besoins.

Eh bien, quiconque a vu l'entourage d'un puits de mine sait qu'il est difficile de trouver un travail mieux approprié que le triage à l'agilité et au besoin de mouvement des enfants. Qui pourrait citer un travail plus à la portée du jeune âge, plus favorable à la santé, à la bonne humeur, plus satisfaisant par conséquent!

Cependant ce travail dure tant que dure l'extraction ; c'est sept, huit, neuf heures environ par jour. L'interdirez-vous à des enfants de douze ans, parce que la loi pensant, j'imagine, à toute autre chose, n'aura parlé que de six heures ou de douze ? Je ne crois pas que personne puisse pousser la passion de l'uniformité des règlements jusque-là. Ce serait d'autant plus déplacé que l'école ne souffre pas nécessairement de ce travail si utile à la famille. Ce sera à la loi de régler ce point de la question, mais j'affirme qu'il n'y a là rien d'insoluble.

Voilà pourquoi je me crois autorisé à demander que, tout en maintenant les limites d'âge qui viennent d'être votées, tant pour ce qui concerne l'admission des enfants dans les ateliers que pour ce qui concerne leur emploi, soit à demi-temps de six heures, soit à pleine

journée de douze heures, on s'en remet à des règlements d'administration publique pour terminer les durées intermédiaires du travail que comporte et qu'exigent certaines industries et certaines circonstances particulières. (Assez! c'est voté!)

Quelques membres. La conclusion?

M. Pernolet. La conclusion est que, au lieu d'avoir seulement deux durées de travail invariables, comme vous l'avez décidé trop précipitamment, selon moi, il conviendrait d'admettre plus de latitude dans la réglementation des heures.

M. le président. Je proposerai à l'Assemblée de rédiger ainsi l'article qu'elle vient de voter...

Quelques membres. Est-ce que la rédaction n'est pas votée.

M. le président. Les deux paragraphes qui ont été votés sont identiquement les mêmes; il n'y a de différence que dans les mots: « les enfants du sexe masculin » et « les enfants du sexe féminin. » Pour ne pas laisser la loi rédigée ainsi, je crois qu'on pourrait dire:

« Les enfants du sexe masculin depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de quatorze ans révolus, et les enfants du sexe féminin, depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de quatorze ans révolus, ne pourront être assujettis à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisées par un repos.

» Ce travail ne peut avoir lieu qu'entre cinq heures du matin et neuf heures du soir. » (Très-bien! très-bien! — C'est cela.)

Au banc de la Commission. Nous acceptons cette rédaction.

M. le président. L'article sera ainsi rédigé.

Nous passons à l'article 4.

« Art. 4. — Les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit jusqu'à l'âge de seize ans révolus.

» La même interdiction est appliquée à l'emploi des filles et femmes de tout âge.

» Tout travail, entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, est considéré comme travail de nuit.

» Toutefois, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle et de force majeure, l'interdiction ci-dessus pourra être temporairement levée et pour un délai déterminé par la commission locale ou l'inspection ci-dessous instituée sans qu'on puisse employer au travail de nuit des enfants âgés de moins de treize ans »

Le premier amendement sur cet article est celui de M. Roussel, qui consisterait à remplacer les mots « seize ans révolus » par les mots dix-huit ans révolus ».

M. Wolowski. Mais le premier, c'est le mien!

M. le président. Non, le vôtre vient en second lieu.

M. Roussel n'est pas présent?...

Un membre. Non, il est absent!

M. le président. Quel est l'avis de la Commission?

M. le rapporteur. Nous demandons le rejet de l'amendement.

M. le Président. Je consulte l'Assemblée.

(L'amendement de M. Roussel est mis aux voix et n'est pas adopté.)

M. le président. Vient maintenant l'amendement de M. Wolowski. Cet amendement est ainsi conçu :

« La même interdiction est appliquée à l'emploi des femmes dans les usines et manufactures. »

La parole est à M. Wolowski.

M. Wolowski. Messieurs, l'amendement que j'ai l'honneur de présenter a une importance très-grande au point de vue du droit, au point de vue de la famille et au point de vue de l'industrie elle-même.

Il y a une première considération à faire valoir.

Une voix. Parlez plus haut!

M. Wolowski. J'essayerai de parler aussi haut que mon rhume me le permettra. (On rit.)

Il est un fait reconnu par tous ceux qui ont suivi le développement de l'histoire : c'est que les progrès de la civilisation se mesurent à l'amélioration de la condition des femmes. Aux premiers rudiments de la civilisation, c'est la femme qui est assujettie au labeur le plus rude ; à mesure que la civilisation se développe, la condition de la femme s'améliore, et la protection à laquelle elle a droit s'étend de plus en plus.

Un membre. Laissez-lui sa liberté!

M. Wolowski. La liberté! Je suis aussi partisan de la liberté que qui que soit, et je crois que vous portez atteinte à la liberté de la femme, en la condamnant au travail de nuit.

N'oublions pas, puisqu'on parle de la liberté de la femme, que sa condition n'est pas égale à celle de l'homme. Je ne suis pas de ceux qui voudraient la rendre égale, je ne suis pas pour les systèmes qui veulent confondre dans l'attribution des mêmes droits les deux sexes; mais c'est justement parce que je crois que la loi politique a bien fait de distinguer les droits des femmes, des droits des hommes, que nous sommes tenus à plus d'attention et de respect, lorsqu'il s'agit de donner protection à la femme. Nous disposons de la femme sans la femme; nous disposons d'elle sans lui reconnaître aucun droit; nous nous érigeons en tuteurs. Exerçons cette tutelle d'une manière large et favorable à la condition des femmes. (Très-bien ! très-bien !)

Une première question se présente, c'est celle du droit.

Beaucoup de nos honorables collègues croient que nous n'avons pas le droit de limiter le mode de travail de la femme majeure. J'ai déjà dit pour quels motifs il me semblait que ce droit nous appartient, alors qu'il s'agit d'une question de protection, alors qu'il s'agit d'une

solution qui doit fortifier la vie de famille, qui doit exercer, sur la question de la population, l'influence la plus favorable et qui n'est pas de nature à nuire, en quoi que ce soit, au développement de l'industrie.

Est-ce que la famille est possible lorsque la mère s'absente de la maison pour aller travailler, toute la nuit, dans l'usine ou dans la manufacture? C'est la première question à examiner.

Lorsqu'à la première lecture du projet de loi on s'est occupé de cette question, on a fait valoir des arguments qui ne s'appliquent qu'à l'atelier; on a fait valoir la condition des femmes employées, par exemple, comme plieuses de journaux ou à d'autres travaux de cette nature.

Un membre. Aux théâtres!

M. Wolowski. La proposition que je présente est beaucoup plus restreinte, dans les termes, que ne l'était la proposition primitive de la Commission.

La Commission appliquait l'interdiction du travail des femmes d'une manière générale : je ne la demande que pour l'usine et la manufacture. Cette interdiction est pratiquée en Angleterre depuis 1844, à toutes les « factories » partout où la vapeur donne le mouvement. C'est l'introduction de la vapeur qui a entraîné la femme et l'enfant dans la manufacture, et c'est la puissance des engins mécaniques qui a rendu nécessaire l'intervention de la loi, telle qu'elle a eu lieu en Angleterre, le pays sans doute le plus jaloux de la liberté, de l'indépendance et des garanties données à chaque citoyen. (Très-bien! très-bien!)

Le mur qui séparait la manufacture de la société, qui faisait de chaque manufacture un château fort dans lequel la surveillance de l'État ne pouvait pas pénétrer, s'est abaissé. Devant quoi? Devant l'intérêt de l'enfant, devant l'intérêt de la femme.

Vous venez, Messieurs, de consacrer la protection de l'enfant dans les manufactures; il faut aussi que vous consacriez la protection de la femme, car, comme l'enfant, elle est faible, elle a besoin de ménagements, elle en a besoin plus que l'enfant, elle peut invoquer la sollicitude qui doit lui permettre de veiller sur l'avenir de la famille. (Très-bien!)

Comment voulez-vous que l'enfant qui, durant le jour, lorsque la mère est à l'atelier, à l'usine, à la manufacture, peut rencontrer la protection de la crèche ou de la salle d'asile, comment voulez-vous que cet enfant soit abandonné, la nuit, à des soins mercenaires? Avec quel argent pourra-t-on payer ces soins, alors qu'on invoque sans cesse la nécessité pour la femme de gagner davantage en travaillant la nuit?

Messieurs, la famille doit servir de fondement à la société tout entière, et il n'y a pas de famille si vous n'interdisez pas le travail

de nuit des femmes dans l'usine et dans la manufacture. Le travail devrait être un travail exceptionnel, un travail commandé par la nécessité d'entretenir toujours en mouvement le capital employé dans les manufactures. C'est dans ces cas rares seulement que le travail de nuit doit avoir lieu, et ces cas rares ne permettent pas d'enrégimenter les femmes au grand détriment de la vie de famille et au grand détriment de la population.

Je ne reviendrai pas, — car je désire abréger autant que possible, surtout à l'heure où nous sommes arrivés, les paroles que je veux vous adresser, — je ne reviendrai pas sur les savantes observations présentées ici par mon honorable collègue, M. Roussel, quant à la question physiologique, quant à la question médicale; mais j'invoquerai les rapports des inspecteurs de manufactures qui ont constaté que depuis l'application sérieuse de la loi de 1844, un changement remarquable s'était produit dans la condition physique des familles ouvrières, surtout depuis que la mère n'est plus épuisée par le travail auquel elle était condamnée, la nuit, auparavant.

La Commission a renoncé à l'article qu'elle avait d'abord proposé. Qu'elle permette que, pour le défendre, alors que je le reprends, en lui donnant moins d'extension qu'il n'en avait reçue dans sa rédaction première, je relise quelques paroles de son rapport qui justifient de la manière la plus complète, avec la plus grande énergie et avec la plus grande loyauté, la proposition que je fais en ce moment à l'Assemblée, et pour laquelle j'invoque ainsi l'autorité de l'examen réfléchi auquel la Commission s'est livrée.

Voici les termes de l'excellent rapport de notre honorable collègue M. Tallon :

« Une innovation importante figure dans l'article 4 de la loi nouvelle : l'interdiction d'employer au travail de nuit les filles et les femmes de tout âge.

» Nous n'avons pas à insister sur les dangers que présente pour les jeunes filles au point de vue moral, leur emploi dans les ateliers la nuit; mais ce travail est plus funeste encore, s'il est possible, à l'égard des mères de famille.

» Rien ne relâche plus les liens du mariage et n'exerce sur la conduite de l'ouvrier une plus fâcheuse influence que l'absence continue de la femme : rien de plus préjudiciable à la santé de l'enfant que l'éloignement de la mère aux heures où, sous le toit commun, les membres de la famille se réunissent pour le repos. La communauté d'habitation, durant la nuit, de la famille ouvrière, est le seul temps que le travail laisse libre à l'affection, aux soins, à la sollicitude pour la santé des êtres chers; il serait cruel d'altérer ces sentiments respectables. La vie même des enfants en bas âge souffre de cette séparation; le lait maternel ne leur manque pas impunément pendant le

temps de travail, où ils gardent la crèche ; le rapprochement de la mère, le repos sur son sein que ramène, le soir, son retour au foyer, sont pour ces frêles créatures les sources les plus abondantes de vitalité.

» La suppression du travail de nuit des femmes constitue donc l'une des réformes les plus favorables aux mœurs et les plus utiles à la famille, en attachant davantage la femme à son intérieur et en réservant à certaines heures aux enfants des soins essentiels. »

Voilà comment la Commission justifiait l'interdiction que je demande maintenant.

On me parlera des intérêts de l'industrie que l'assimilation de la femme aux adolescents et aux jeunes filles jusqu'à l'âge de vingt et un ans, pourrait, dit-on, mettre en péril.

Permettez-moi de vous rappeler, à cet égard, l'opinion d'un homme dont nous déplorons la perte récente, qui avait voué sa vie tout entière à cette noble cause de la défense et de la protection des enfants et des femmes dans les manufactures. Ce n'était pas un utopiste, il se piquait de ne pas être économiste ; il était protectionniste de la manière la plus décidée. Je veux parler du baron Charles Dupin, mon éminent confrère de l'Institut, que la mort vient de nous enlever.

Le baron Charles Dupin insistait avec la plus grande énergie pour que la femme fût mise sur la même ligne que l'enfant et que la jeune fille ; il invoquait avec la plus grande force l'exemple, l'expérience de l'Angleterre ; il ne s'est pas laissé arrêter par des terreurs de concurrence étrangère, et cependant personne plus que lui, — sa vie entière le prouve, — n'a été plus dévoué aux intérêts de l'industrie française, qu'il voulait même défendre, suivant moi, d'une manière exagérée en poussant trop loin le régime protecteur. (C'est vrai ! — Très-bien !)

Un membre. Il était conséquent !

M. Wolowski. C'est un nom, Messieurs, qui pèse de quelque poids dans la balance, alors qu'il s'agit des intérêts de l'industrie française. Le baron Charles Dupin était le rapporteur d'une loi analogue à celle que nous discutons maintenant et qui, au grand honneur de l'ancienne chambre des pairs, avait été adoptée à l'unanimité la veille de la révolution de Février. C'est la révolution de Février qui l'a empêchée d'entrer en application.

Personne ne protesta contre cette assimilation de la femme à l'enfant et à la jeune fille. Et comment aurait-on pu le faire alors que l'exemple de l'Angleterre prouve que l'industrie, au lieu de souffrir de cette sage restriction imposée à la femme, se développe et grandit de plus en plus ; alors que la sollicitude du législateur s'attaque précisément à ce qui est la source même de la force, à ce qui est la source même de la vie, à ce qui est l'élément principal qui rend forte et

énergique la génération que l'on destine au travail, à ce qui fait qu'elle ne soit pas exposée, comme nous avons eu trop souvent l'occasion de le signaler, à s'éteindre dans les premières années de l'enfance, parce que la mère, exténuée par le travail, ne peut donner le jour qu'à des enfants faibles, à des êtres qui ne peuvent que constituer une charge pour la société, et, — si nous examinons les choses au froid point de vue du calcul, — qui laissent à leurs parents des regrets éternels, en même qu'ils emportent avec eux une partie du capital de la patrie. (Très-bien ! très-bien !)

Je ne veux pas insister davantage. La loi de 1844 n'a pas empêché l'industrie anglaise de s'élever au premier rang, et cette loi de 1844 nous laissera encore malgré la disposition que j'espère voir adopter, dans un état grave d'infériorité vis-à-vis de l'Angleterre, quant à la protection de la femme.

En effet, la durée du travail des femmes est limitée en Angleterre à dix heures et demie par jour. Nous conservons, nous, la durée de douze heures. Nous nous inclinons, comme devant une douloureuse nécessité, devant cette limite de douze heures que nous voudrions voir restreindre, car c'est par la restriction du travail de la femme, qu'on arrivera à la restriction du travail de l'homme, que, pour mon compte aussi, je trouve trop long, que je voudrais voir abrégé, en ne mettant pas, si vous me permettez cette expression vulgaire, la charrue devant les bœufs.

Pour que le travail de l'homme puisse être abrégé, il faut que la génération soit à la fois forte et éclairée, et que le produit du travail se multiplie, alors qu'on y consacre moins d'heures. L'immense avantage de l'application des sciences à l'industrie, c'est qu'elle augmente la production en permettant d'abrégé la durée du travail. C'est parce que l'Angleterre dans cette application de la science à l'industrie a été plus loin que les autres nations, que la machine a émancipé l'homme, en même temps qu'elle a émancipé la femme et l'enfant, d'un travail trop prolongé.

C'est parce que le capital est très-développé en Angleterre et parce que les machines y sont très-puissantes, que je comprends le mouvement en faveur du travail de neuf heures qui s'y manifeste de tous côtés aujourd'hui ; c'est parce que la masse de la production obtenue en neuf heures permettra de maintenir les salaires qui créent un capital développé, une puissance mécanique formidable, ainsi que l'intelligence et la force de la génération actuelle dans la classe ouvrière.

Ainsi, Messieurs, cette question embrasse le plus grand problème de notre temps, le problème de l'amélioration du sort de ceux qui travaillent. Vous ne voulez pas du socialisme ? Ni moi non plus ; mais, pour empêcher les ravages des erreurs économiques et sociales, savez-vous ce qu'il faut faire ? Il faut vous hâter d'introduire les réfor-

mes utiles, les réformes nécessaires qui feront disparaître le mal dont on souffre, car souvent on agit sous l'impulsion de fausses idées plutôt parce qu'on souffre du mal que parce qu'on veut le faire. (C'est vrai! — Très-bien! très-bien!)

Messieurs, permettez-moi de vous le dire en terminant : nous ne vous proposons pas de limiter la durée du travail des femmes au nombre d'heures fixé en Angleterre; nous ne réclamons en leur faveur que l'interdiction du travail de nuit, lequel ne devrait être qu'une rare exception; mais encore ne la réclamons-nous pas pour l'atelier, mais seulement pour l'usine et la manufacture, où l'impulsion infatigable des agents mécaniques lasse les forces humaines.

Dans ces termes si modestes, vous ne pouvez pas vous refuser une réforme dont l'Angleterre a déjà retiré de grands avantages non-seulement au point de vue de la morale de la population, mais de la richesse; vous ne pouvez pas nous la refuser, quand nous vous la demandons dans l'intérêt même de l'industrie et de la fortune nationale, dont vous voulez tous prendre en main la défense. (Très-bien! très-bien! — Aux voix! aux voix!)

M. Paulin Gillon se présente à la tribune.

Voix nombreuses. A demain! à demain!

M. Paulin Gillon. Je n'ai pas de longues observations à présenter; mais, si l'Assemblée veut remettre à demain... (Oui! oui!)

M. Prétavoine monte à la tribune. (A demain! à demain!)

M. le président. On demande le renvoi à demain... (Oui! oui!)

Séance du mercredi 5 février.

SOMMAIRE. — Suite de la discussion du projet de loi sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. — Art. 4. Adoption du premier paragraphe. — Paragraphe 2. Amendement de M. Wolowski : MM. Prétavoine, Wolowski, Paulin Gillon, le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, Tolain, Pouyer-Quertier, Chevandier. Rejet au scrutin de l'amendement. — MM. de Montgolfier, Eugène Tallon, rapporteur, Leurent. Adoption au scrutin du paragraphe 2. — Adoption de l'ensemble de l'article 4. — Article 5. Amendement de M. Chevandier. — Amendement de M. Bamberger : MM. Bamberger, le rapporteur. — Adoption de l'article 5. — Paragraphe additionnel présenté par MM. le vicomte d'Aboville et de Belcastel : MM. le vicomte d'Aboville, le comte de Melun. Retrait. — Amendement de M. Bamberger transformé en paragraphe additionnel. Rejet. — Paragraphe additionnel présenté par M. Balsan. — Articles 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12. — Article 13. Adoption du premier paragraphe.

L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

L'amendement au premier paragraphe de l'article 4 ayant été rejeté, l'Assemblée peut voter sur ce paragraphe, dont je rappelle les termes :

« Les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit jusqu'à l'âge de seize ans révolus. »

(Le paragraphe 1^{er} de l'article 4 est mis aux voix et adopté.)

M. le président. Le second paragraphe de l'article 4 est ainsi conçu :

« La même interdiction est appliquée à l'emploi, dans les usines et manufactures, des filles âgées de moins de vingt et un ans. »

M. Wolowski propose d'amender ainsi ce paragraphe :

« La même interdiction est appliquée à l'emploi des femmes dans les usines et manufactures. »

M. Prétavoine a la parole.

M. Prétavoine. Messieurs, l'honorable M. Wolowski nous demande d'interdire le travail de nuit aux femmes employées dans les usines et manufactures.

La Commission, dans son projet primitif, avait formulé une proposition semblable, mais elle l'a retirée, et elle se borne aujourd'hui à exclure du travail de nuit les jeunes filles âgées de moins de vingt et un ans.

Je remercie la Commission de cette concession faite par elle à un sentiment qui lui a semblé obtenir les suffrages de beaucoup de nos collègues. Je crois qu'elle a eu raison de restreindre aux filles mineures l'interdiction qu'elle voulait, dans le principe, faire peser sur les femmes de tout âge et de toute condition. C'est pourquoi je viens combattre l'amendement de M. Wolowski.

Il est vrai que, dans sa proposition, M. Wolowski ne s'occupe que des femmes employées dans les usines et manufactures, sans doute pour donner satisfaction à quelques critiques qui s'étaient déjà produites.

Ainsi, à l'avenir, les couturières et toutes les ouvrières de ce genre pourront travailler la nuit comme par le passé. Les ouvrières des fabriques seules ne le pourront pas.

J'avoue que je ne m'explique pas beaucoup cette distinction.

Si le travail de nuit est mauvais, s'il présente des inconvénients et des dangers pour les ouvrières, ces inconvénients et ces dangers sont les mêmes pour celles qui travaillent dans les petits ateliers que pour celles qui travaillent dans les grandes manufactures. Je pense même que les grandes manufactures, en raison de leur direction et de la nécessité d'y entrer et d'en sortir à heure fixe, présentent, tout au moins au point de vue de la moralité, certains moyens de surveillance que n'offriront jamais les petits ateliers.

Quoi qu'il en soit, l'honorable M. Wolowski, ne s'en prenant qu'aux usines et aux manufactures, c'est sur ce terrain que je vais le suivre.

Mon éminent collègue a invoqué, à l'appui de son opinion, des raisons tirées de la santé et de la moralité des ouvrières, de la nécessité de préparer, pour l'avenir, des générations saines et vigou-

reuses et, enfin, du préjudice que la vie de famille éprouve par suite de l'absence de l'épouse et de la mère au moment où, sous le toit commun, tous les membres de la famille se trouvent réunis pour le repos.

Enfin, il a voulu vous rassurer sur les effets de la mesure qu'il propose en invoquant l'exemple de l'Angleterre, où des lois restrictives du travail des femmes n'ont, selon lui, produit que de bons résultats.

Que mon éminent collègue me permette d'écarter tout d'abord l'argument qu'il a tiré de l'exemple de l'Angleterre.

Je n'aime pas beaucoup ces comparaisons avec les pays étrangers, dont on nous accable un peu depuis quelques jours.

M. Wolowski. Et l'expérience acquise?

M. Prétavoine. Ces comparaisons ont un tort, — M. le Ministre du Commerce le disait, avant-hier, avec une autorité que j'invoque volontiers, — c'est de n'être jamais complètes, parce qu'elles ne s'appliquent jamais à des situations parfaitement semblables, faute d'identité dans les situations, les comparaisons manquent de justesse. (C'est vrai! c'est vrai!)

Est-ce que notre constitution politique, économique, sociale est la même en France qu'en Angleterre? Est-ce que la loi sur les héritages, est-ce que l'abondance et le bas prix de la houille, est-ce que la masse des capitaux, est-ce que la puissance d'expansion qui se répand sur le marché du monde entier ne constituent pas entre l'Angleterre et nous des différences profondes?

Mais, pour ne pas s'écarter du sujet qui nous occupe, vous reconnaissez tous, je pense, Messieurs, que des lois comme celle que vous discutez doivent procéder progressivement, sous peine d'apporter des perturbations profondes dans le travail qu'elle a pour but de réglementer. Or, mon honorable collègue vous propose d'intervenir brusquement, radicalement, sans transition, sans préparation, dans le régime industriel du travail des femmes.

Mais il sait pourtant que les choses ne se sont pas ainsi passées en Angleterre. Il y a plus de soixante-dix ans que les Anglais ont commencé à s'occuper du travail des enfants. C'est par une série de lois successives qu'ils sont arrivés peu à peu et sans secousse à régler la durée et à définir les conditions du travail des enfants. Ce n'est que près de cinquante années après qu'ils ont commencé à s'occuper du travail des femmes.

Le premier vote du parlement anglais relatif aux femmes date de 1844. N'êtes-vous pas frappés de la prudence du législateur anglais, et si on veut nous la donner pour modèle ne ferons-nous pas bien d'imiter d'abord sa sage lenteur?

M. Wolowski. La loi sur le travail des enfants en France date de 1840. Il y a trente-deux ans de cela?

M. Prétavoine. La législation sur le travail des enfants en Angleterre remonte au commencement de ce siècle.

M. Wolowski. Je parle de la France!

M. Prétavoine. Avant d'aborder les autres arguments dont l'honorable M. Wolowski s'est servi pour ébranler vos convictions, je crois qu'il n'est pas inutile de vous faire, en quelques mots, le tableau de la manière dont s'exerce le travail de nuit qu'il voudrait supprimer pour les femmes.

Dans l'immense majorité des cas, c'est dans les filatures de laine, de coton ou de soie que le travail de nuit a lieu. Suivant que les ateliers ont pour force motrice ou l'eau, moteur constant, ou la vapeur, moteur que l'on arrête à volonté, les femmes travaillent d'une manière permanente ou seulement lorsque les besoins de la production l'exigent. Chaque métier est conduit par deux femmes dans les vingt-quatre heures. La première commence à six heures du matin et finit à huit heures du soir; la seconde commence à neuf heures du soir et finit à six heures du matin. Ce sont ordinairement des jeunes filles, ou des femmes sans enfants, qui conduisent les métiers pendant la nuit. Ces ouvrières sont plus rétribuées que les ouvrières de jour, en ce sens qu'elles reçoivent, pour neuf heures du travail effectif, le même salaire que les autres ouvrières pour douze heures.

Pour compléter les renseignements que l'Assemblée doit connaître, j'ajouterai que ces femmes ne peuvent être remplacées ni par des hommes, qui n'accepteraient pas le salaire dont elles se contentent, ni par des adolescents qui, travailleraient mal et qui, aussitôt leurs forces venues, c'est-à-dire au bout de quelques mois, quitteraient le métier pour se faire tisserands ou fileurs, dans le but de gagner un salaire plus élevé. (Bruit.)

Je prie l'Assemblée d'excuser ce que ces détails ont d'un peu aride, mais ils me paraissent nécessaires pour qu'elle se rende exactement compte de la situation; je crois même que quelques-uns des détails dans lesquels je viens d'entrer sont la meilleure réponse à plusieurs des arguments de mon savant collègue.

Sur divers bancs. C'est vrai! — Parlez! parlez!

M. Prétavoine. La première conséquence qui découle de cet exposé, dont je garantis l'exactitude, c'est que les ouvrières de nuit, lorsque cela leur convient, trouvent toujours à se faire remplacer pour un travail considéré par leurs compagnes mêmes comme plus avantageux que le travail de jour.

La deuxième conséquence, c'est que, en fait, il n'y a pas ou il n'y a presque pas de jeunes mères employées la nuit dans les manufactures. Toutes les fois que l'état de leur santé ou la situation de leur famille l'exigent, elles trouvent, comme je le disais tout à l'heure, à permuter avec leurs compagnes.

Sous ce rapport, Messieurs, vous pouvez être entièrement rassurés, car le sentiment maternel, ce sentiment sacré que Dieu a mis dans le cœur de toutes les femmes, vous offre plus de garantie que toutes les lois que vous pourrez édicter. (Approbation sur plusieurs bancs.)

J'arrive, Messieurs, à la question de moralité, c'est-à-dire à l'une qui ont le plus préoccupé mon honorable collègue.

Je crois, si vous adoptez la rédaction de la Commission qui veut que les femmes soient sous la protection d'un mari ou qu'elles aient atteint l'âge de vingt et un ans pour être admises dans les ateliers pendant la nuit, je crois que vous avez là une sauvegarde parfaitement suffisante pour garantir le libre arbitre de celles qu'il s'agit de protéger.

J'ajoute qu'en effet il ne se produit pas sensiblement plus de mal dans les ateliers la nuit que le jour; si la surveillance est vigilante, si les contre-maîtres sont honnêtes, si les patrons ont le sentiment de leur devoir, l'atelier est bien tenu et il ne s'y produit pas de désordres. (C'est vrai! c'est vrai!) S'il en est autrement, les désordres apparaissent le jour aussi bien que la nuit.

Je ne crois pas nécessaire d'insister beaucoup sur ce sujet. Cependant, il est une objection qui me frappe dans l'argumentation de M. Wolowski.

Comment! voilà un certain nombre de femmes, presque toutes jeunes et pauvres, et, dans l'intérêt de leur moralité, on veut les priver de travail!.... Permettez-moi de croire qu'on arrivera à un but tout opposé à celui qu'on se propose. (C'est vrai! c'est vrai!)

L'Assemblée me permettra de ne pas insister sur ce sujet délicat; mais il m'est impossible de ne pas trouver étrange les moyens qu'on veut employer pour protéger la moralité des femmes.

Quant à la santé, il est bon que l'Assemblée sache que, pour le travail de nuit, les choses ne se passent pas d'une manière aussi pénible qu'on pourrait le croire.

Dans la pratique, voici ce qui se passe.

Les femmes font alternativement une semaine le jour et une semaine la nuit, d'où il résulte qu'elles n'ont à passer que six nuits par quinzaine. Sont-ce là des fatigues exorbitantes et pernicieuses pour la santé, surtout lorsqu'il s'agit de femmes ayant atteint l'âge de vingt et un ans? Je ne le crois pas.

J'arrive à une considération beaucoup plus importante présentée par mon honorable contradicteur, et devant laquelle je me serais incliné si je l'avais crue fondée. Je veux parler des inconvénients qui peuvent résulter de l'absence de la femme, au point de vue de la paix du ménage, de la conduite de l'ouvrier et de la santé des enfants.

Hélas! Messieurs, ce n'est pas au travail de nuit que ce reproche s'adresse, c'est à l'industrie même. Est-ce que vous croyez que le ménage souffre moins de l'absence de la femme pendant le jour que

pendant la nuit ? La vérité, c'est que toutes les fois qu'il n'entre pas dans la maison de l'ouvrier un salaire suffisant pour que sa femme puisse se consacrer exclusivement aux soins de son intérieur, c'est un grand malheur. Le foyer domestique est troublé, la paix du ménage est menacée. (C'est vrai ! c'est vrai !)

En concentrant dans de vastes ateliers les ouvriers pour obtenir plus d'économie dans le travail et plus de perfection dans les produits, les progrès de l'industrie, dont il faut se réjouir à tant d'autres titres, ont porté, il faut bien le dire, un coup fâcheux à l'esprit de famille.

C'est un douloureux problème, je ne le nie pas, mais votre amendement ne l'a pas résolu, et après comme avant la loi que nous discutons, il continuera à s'imposer à la sollicitude de tous les amis de l'humanité. (Très-bien ! très-bien ! sur divers bancs.)

Si vous admettez, Messieurs, que l'état de mariage ou l'âge de vingt-et un ans soit une garantie suffisante pour la moralité et pour la santé des ouvrières ; si vous reconnaissez, ce que je crois incontestable, que la vie de famille n'a pas plus à souffrir du travail de nuit que du travail de jour, il reste à faire valoir devant vous les raisons qui ont été données en faveur de ce travail de nuit que l'on veut supprimer mal à propos, suivant moi. Voilà ce que disent les intéressés, dont je me fais volontiers ici l'interprète, parce que j'ai été à même de constater l'exactitude de leurs déclarations.

Le travail de nuit laisse aux femmes quatorze heures de liberté par jour, au lieu de dix, pour les soins du ménage et pour le repos. Les femmes s'acquittent avec une supériorité incontestable de tous les travaux délicats qui leur sont confiés, et j'ai expliqué tout à l'heure pour quelles raisons elles ne peuvent pas être remplacées par les hommes.

A un autre point de vue, si les établissements qui, dans l'état actuel des choses, travaillent vingt-quatre heures par jour étaient obligés de produire en douze heures ce qu'aujourd'hui ils produisent en vingt-quatre, il en résulterait pour eux la nécessité d'augmenter leur outillage dans une proportion considérable, avec la perspective assurée de voir cet outillage supplémentaire devenir sans emploi toutes les fois que l'activité des affaires viendrait à se ralentir.

Ceci s'applique exclusivement aux établissements qui ont la vapeur pour force motrice. Quant aux établissements hydrauliques, c'est-à-dire aux établissements dont le moteur est constant, la mesure qu'on voudrait vous faire adopter leur occasionnerait une perte, sans aucune compensation ; ce serait comme si on leur retirait le tiers de leur force motrice.

La conséquence, Messieurs, ne peut pas vous échapper ; elle serait,

pour le patron, une perte notable de sa fortune; pour l'ouvrier, la certitude d'un chômage.

Je puis, à titre de renseignement, vous dire que dans la ville que j'habite, où il y a 8,000 ouvriers, cette mesure aurait pour effet de priver 320 ouvrières de travail.

Mais, au-dessus de ces considérations, dont il me semble impossible de méconnaître l'importance, il en est une autre qui me paraît dominante, et sur laquelle je ne saurais trop insister, c'est celle de la liberté humaine. De quel droit y porterait-on atteinte, alors qu'aucun grand intérêt social ou moral ne l'exige? Pourquoi, par des rigueurs inutiles, compromettre à l'avance les succès d'une loi salubre et bienfaisante, que vous voterez, je l'espère, mais qui, soyez-en sûrs, rencontrera dans son application de nombreuses difficultés de la part de ceux mêmes que vous voulez protéger? (Assentiment.)

Enfin, je puis le dire, parce que, depuis bien des années déjà, je suis le témoin désintéressé, mais profondément sympathique, des efforts de notre industrie nationale, pourquoi entraver, pourquoi gêner cette vaillante industrie qui lutte avec tant de courage, mais avec tant de peine, sachez-le bien, Messieurs, contre les épreuves innombrables dont elle est assaillie. (Très-bien! très-bien! sur plusieurs bancs.)

Si j'avais l'espoir d'avoir quelque crédit auprès de l'Assemblée, je la supplierais de repousser les théories de M. Wolowski et de ne pas admettre son amendement. (Vives et nombreuses marques d'adhésion et d'approbation.)

M. Wolowski. L'honorable membre qui descend de cette tribune a combattu ce qu'il a appelé les théories que j'aurais défendues à cette même tribune. Je n'y ai pas fait de théories, je crois que vous me rendrez cette justice, et c'est d'arguments pratiques seulement dont je me suis appuyé.

Il est vrai que je ne partage pas l'opinion de l'honorable préopinant, quand il a dit que nous ne devons pas chercher d'exemples au dehors pour savoir quels devaient être les résultats d'une innovation proposée dans notre pays. Il me semble tout naturel de consulter les faits accomplis et, en les consultant, je ne crois pas faire de la théorie, mais de la pratique pure et simple. (Très-bien! sur plusieurs bancs.)

Je n'ai pas besoin d'insister sur les résultats accomplis pour vous en faire apprécier l'importance, car le plus grand pays manufacturier du monde a constaté ces résultats; ils ont été des plus considérables pour l'extension de la vie de famille et pour l'industrie, et aucune espèce de préjudice n'en est résulté pour celle-ci. L'industrie anglaise s'est développée sous l'empire de la loi de 1844, et la mesure présentée en 1844 est déjà assez ancienne pour que nous puissions profiter de la longue expérience qui a eu lieu.

L'honorable M. Prétavoine a dit : En Angleterre, on n'a pas procédé

avec précipitation, on a plusieurs fois remis sur le métier la loi sur le travail dans les manufactures.

C'est vrai ; mais trouvez-vous que nous mettions beaucoup de précipitation à nous occuper de ces grandes questions, alors que notre loi sur le travail des enfants date déjà de trente-trois ans. Ce n'est que par suite de la révolution de 1848, que la disposition adoptée par la chambre des pairs n'a pas encore reçu son application.

Or, quand il s'est agi de cette révision, je vous l'ai déjà dit, celui qui l'a proposée était un des plus fermes défenseurs des intérêts de l'industrie française, c'était M. le baron Charles Dupin. Quels sont les hommes qui ont pris en main la défense de cette noble cause ? Ce n'étaient pas des utopistes, c'étaient des hommes pénétrés des intérêts sacrés de la famille sur laquelle repose l'ordre social tout entier, c'étaient M. le comte Beugnot, M. de Montalembert, les plus éminents représentants de ceux qui considèrent la famille comme le véritable noyau de la sécurité de l'État.

M. Balsan. Nous sommes de votre avis sur ce point.

M. Wolowski. J'invoque ces souvenirs, Messieurs, parce que je regrette de voir ceux qui partagent nos convictions, exprimées alors par ces illustres orateurs, laisser à d'autres, — eux qui pourraient le faire avec tant d'autorité, — le soin de défendre les principes qui ont été alors unanimement défendus.

Nous faisons du progrès d'une manière singulière : Il y a vingt-cinq ans de cela, les mêmes principes ne rencontraient aucune opposition. Il y a vingt-cinq ans de cela, quelles qu'aient été les divisions des partis, tous s'unissaient dans un effort commun pour défendre les intérêts de la femme et de l'enfant ; nous les marchandons aujourd'hui et nous les marchandons au nom de quoi ? au nom d'un prétendu intérêt industriel que j'espère réduire à sa véritable valeur.

M. Balsan. Mais pas du tout au nom de l'intérêt des industriels ! C'est aussi au nom de l'intérêt des ouvriers.

M. Wolowski. Voulez-vous me permettre de dire aussi que les classes ouvrières en Angleterre avaient eu des préventions et qu'elles sont reconnaissantes à ceux qui ont introduit ces graves modifications dans les conditions des usines et des manufactures.

Je dois vous dire aussi qu'en Angleterre tous les partis politiques ont été d'accord pour la défense de cette grande cause, et qu'en Angleterre l'industrie a quadruplé depuis que cette mesure a été introduite, et qu'elle se trouve pratiquée.

M. Balsan. Mais en France, elle n'a pas diminué !

M. Wolowski. On parle de l'intérêt des femmes, on parle du budget de la famille ouvrière. Je vais vous dire quels ont été sous ce rapport les résultats constatés en Angleterre.

Il y avait, au moment où la loi de 1844 a été rendue, 200,000

femmes occupées dans les manufactures. Combien y en a-t-il d'occupées aujourd'hui? 400,000! Il y a 400,000 femmes qui travaillent, mais qui ne travaillent que le jour, qui ne travaillent que dix heures et demie, car le délai du travail des femmes est limité à ce laps de temps.

Est-ce qu'on nuit au budget de la famille ouvrière quand, par suite de la mesure qui supprime le travail de nuit des femmes, on a permis de doubler les ressources du travail plus régulier, du travail qui ne contrarie pas l'intérêt de la famille ni l'intérêt de l'État?

Le budget des familles ouvrières s'est accru au lieu de diminuer. Je désire, avant tout, poser les questions dans leur vérité, et je dois dire que l'intérêt que j'attache à ce que la loi inscrive ce principe salubre est un intérêt d'ordre public, un intérêt d'ordre moral; quant à l'intérêt industriel, il est faible dans la question.

L'honorable M. Leurent, dont l'opinion a un grand et légitime poids dans ces matières, me faisait l'honneur de me dire, hier, qu'il ne connaissait guère de manufactures dans lesquelles les femmes travaillent la nuit, et il représente cependant un des pays les plus industriels de France.

La même observation m'a été faite par d'honorables collègues du Midi, qui m'ont dit que cet abus était inconnu chez eux.

M. Claude (des Vosges), que vous avez entendu hier, m'a répondu la même chose pour sa contrée.

Ce n'est qu'une exception, une exception malheureuse, suivant moi, qui fait que, dans certaines localités, les femmes se trouvent employées la nuit; mais il ne faut pas pousser outre mesure la portée de cette exception et prétendre qu'il y a là un intérêt industriel de premier ordre. Cet intérêt n'existe sous aucun rapport.

Les mêmes arguments, les mêmes calculs ont été produits lorsque la loi de 1844 a été votée en Angleterre; et ces arguments pouvaient s'appuyer sur une pratique beaucoup plus générale, beaucoup plus considérable que celle qui existe en France. Mais c'est qu'en Angleterre on a compris un principe et on s'y est conformé; on a compris, suivant le vieil adage des économistes français, qu'on ne doit jamais oublier que les produits sont faits pour les hommes, et non les hommes pour les produits. (Très-bien! sur divers bancs.)

C'est une politique déplorable que celle qui consiste à sacrifier les forces d'une partie de la population afin, soi-disant, d'accroître la production. On ne l'accroît pas; on est puni par où l'on a péché; on rend la production plus faible, plus chétive, moins favorable, alors qu'on contrevient aux lois suprêmes de la société et de la famille qu'on ne devrait jamais oublier. Ce sont ces lois-là que j'invoque, ce sont ces intérêts sacrés de la faiblesse que je défends. (Très-bien! très-bien!)

Nous sommes, quoi qu'on en dise, en quelque sorte les tuteurs des

femmes, car les femmes n'exercent pas tous les droits que la loi accorde aux hommes. Si nous sommes des tuteurs, pratiquons le premier des devoirs de la tutelle, le devoir de la protection à l'égard de ceux dont nous devons surveiller les intérêts.

Et le devoir de la protection à l'égard des femmes découle justement de la position différente qui leur est faite et qui ne disparaîtra pas, quelles que soient les idées singulières de certains esprits sur l'émancipation de la femme, et quelles que soient les pensées de ceux qui voudraient égaliser tous les droits de la femme et ceux des hommes. Prenons les choses telles qu'elles sont; je ne partage pas ces idées, je ne crois même pas que l'avenir le plus lointain leur appartienne; vivons dans le temps présent, consultons la législation française, comme celle des autres peuples, et nous acquerrons la conviction que cette législation ne donnant pas à la femme tous les droits que l'homme exerce, l'homme a le devoir étroit d'user de la plus grande circonspection envers elle et de lui donner la protection que sa situation réclame.

On dit : Laissez-la faire ! C'était là l'argument aussi qu'on employait de l'autre côté du détroit; l'indépendance individuelle est là un sentiment aussi énergique que celui qui doit nous animer, mais il a su s'abaisser devant les grands intérêts qui militent contre son application absolue.

Il n'y a pas de principes absolus. Les principes absolus conduisent toujours à des résultats mauvais. Il faut nécessairement tenir compte des circonstances, tenir compte des milieux dans lesquels on agit, tenir compte aussi des diverses positions des ouvriers à l'égard desquels on prononce.

La position de la femme est différente de celle de l'homme : et je défie qui que ce soit de répondre à l'argument que j'exposais hier et que vous me permettez de rappeler. Le jour, quand la mère est à la manufacture, la salle d'asile et la crèche peuvent recueillir l'enfant; mais la nuit, à qui sera-t-il confié. Et pendant cette intermittence de travail dont M. Prétavoine nous a parlé, pendant cette semaine où la mère abandonnera l'enfant, qui le soignera, à quels soins sera-t-il confié ? Et d'ailleurs est-ce que le rapprochement continu de la mère et de l'enfant n'est pas une des conditions de cette union, de cet amour de la famille que nous devons évoquer dans toutes les âmes et étendre autant que possible ?

M. Daguilon-Lasselve. Et les femmes qui ne sont pas mariées ?

M. Wolowski. La femme qui n'est pas mariée ? c'est l'exception. D'ailleurs, quand une femme travaille douze heures dans une journée, on ne doit pas lui en demander davantage. En Angleterre, elle ne travaille que dix heures et demie.

Par un bonheur singulier, un des arguments que l'on a toujours

fait valoir alors qu'il s'agit de réformes à opérer dans la constitution de la fabrique, l'argument de la concurrence étrangère, manque ici complètement, puisque la nation étrangère qu'on affecte de redouter n'admet pas le travail des femmes la nuit, et non-seulement elle n'admet pas le travail des femmes la nuit, mais elle ne permet le travail des femmes pendant le jour que durant dix heures et demie.

En terminant, je ne peux pas me défendre d'exprimer une idée que M. Prétavoine taxera aussi de théorie, et peut-être même d'utopie.

Depuis longtemps les nations s'entendent entre elles pour passer des traités qui ont fait tuer beaucoup d'hommes. Je crois que le jour est venu où les nations devraient s'entendre pour décider en commun les lois de protection destinées à préserver l'existence humaine, et à empêcher les abus qui lui nuisent. Un traité conclu dans ces termes produirait dans l'univers entier des fruits bienfaisants; il serait salué par la reconnaissance universelle.

Avant qu'un pareil traité puisse intervenir, nous avons le pouvoir de statuer, chez nous, sur un point qui a déjà été vidé ailleurs sans aucune espèce de danger pour l'industrie, et nous pouvons concilier ce que demandent les intérêts de l'industrie avec ce qu'exige la loi sacrée de l'humanité. (Marques d'assentiment sur divers bancs.)

M. Leurent. Et les veuves, et les femmes sans enfants, qu'est-ce que vous en faites?

M. Paulin Gillon. Messieurs, il reste bien peu de choses à dire sur la question qui vient d'être traitée assez longuement. Aussi serai-je très-court.

La proposition de notre honorable collègue M. Wolowski a pour objet d'interdire d'une manière absolue, aux filles et aux femmes de tout âge, le travail de nuit, c'est-à-dire au delà de neuf heures du soir...

M. Wolowski. Dans les usines et manufactures.

M. Paulin Gillon. Oui, dans les usines et manufactures. Je n'ajoute rien et je ne retranche rien.

Si vous voulez, Messieurs, me passer une expression de palais, je vous dirai que cette proposition est à la fois non recevable et mal fondée.

Elle est non recevable, car vous l'avez déjà jugée; elle a été discutée devant vous, et vous l'avez repoussée en pleine connaissance de cause. En effet, la première rédaction de la Commission, vous vous le rappelez, comprenait ces mots: « les enfants des deux sexes et les filles et les femmes. » C'est-à-dire que cet article 1^{er}, qui a pour objet de déterminer les personnes auxquelles les différentes dispositions ultérieures de la loi seront applicables, a très-exactement déterminé les personnes auxquelles elles seront appliquées.

La Commission avait proposé de les appliquer aux filles et aux femmes de tout âge. J'ai eu l'honneur d'engager la Commission à

bien réfléchir sur cette innovation, qui consistait à faire entrer dans notre législation si libérale cet usage d'une tutelle perpétuelle imposée au régime ouvrier de la femme; et, le lendemain, la Commission ayant réfléchi, en effet, à la gravité d'une telle innovation, a retranché de l'article ces mots : « les filles et les femmes, » c'est-à-dire qu'il a été entendu que la loi ne serait applicable qu'aux enfants et aux filles jusqu'à l'âge de vingt et un ans seulement.

Ce changement a été parfaitement expliqué et, avant de mettre l'article aux voix, M. le président a eu la bonté de me demander si je persistais à soutenir mon amendement, c'est-à-dire le retrait de ces mots : « les filles et les femmes. » J'ai répondu à M. le président qu'il était inutile que je soutinsse mon amendement, puisque la Commission l'accueillait.

Et, en effet, deux jours après, la Commission a apporté une nouvelle rédaction, dans laquelle ne se trouvaient plus comprises ces expressions; de telle sorte que la Commission vous a proposé, et que vous avez accepté d'appliquer la loi seulement aux jeunes garçons jusqu'à seize ans, et aux filles jusqu'à vingt et un ans.

Eh bien, Messieurs, si j'invoque de nouveau mes souvenirs de palais, je dirai que, de même qu'un tribunal ne juge pas deux fois la même affaire, vous ne pouvez pas voter une seconde fois sur la même question. Dieu merci, nous ne manquons pas de travaux, et il est inutile de recommencer la même chose, quand déjà nous l'avons appréciée suffisamment.

Considérez donc, Messieurs, que cette proposition de notre honorable collègue M. Wloowski perd beaucoup de son autorité, en ce que vous l'avez déjà jugée et rejetée.

Aujourd'hui, notre honorable collègue veut la faire rentrer d'une manière subreptice, pour ainsi dire, en la poussant entre deux paragraphes de l'article 4.

M. Wolowski. Comment, subreptice! Elle n'a été que trop publique, elle a trop occupé l'Assemblée.

M. Paulin Gillon. Ne craignez pas, Messieurs, que je parle de l'Angleterre, je n'en dirai rien; on en a assez parlé.

M. Wolowski. Vous avez raison! c'est gênant.

M. Paulin Gillon. Voyez, Messieurs, ce qui va arriver, et songez-y bien!

Tous les soirs la fille et la femme seront obligées de sortir de leur atelier à neuf heures, je veux dire de l'usine et de la manufacture, c'est entendu.... A neuf heures du soir! et cela dans l'intérêt de leur santé, dit-on, pour favoriser la paix et la bonne harmonie du ménage, à neuf heures du soir! (On rit.)

Un membre. C'est compris, n'insistez pas!

M. Paulin Gillon. Songez donc, Messieurs, — et j'appelle mon

honorables collègues à y bien penser, — que c'est précisément à cette heure, tous les jours, que des milliers de femmes et de filles vont s'entasser dans nos salles de spectacles, dans nos salles de bal....

M. Wolowski. Elles n'ont pas de quoi payer leur entrée.

M. Tolain. A neuf heures du soir, il est trop tard!

M. Paulin Gillon. Permettez! Puisque vous voulez entrer dans le régime de la santé, dans le régime du foyer de la femme, eh bien, entrons-y, je le veux bien. On a dit, il y a longtemps, qu'il ne faut pas mettre le doigt entre l'arbre et l'écorce; eh bien, vous, vous y mettez la main tout entière! (Rires et bruit.)

A force de vouloir réglementer tout ce qui n'est pas bien, vous irez fort loin. Pourquoi aussi, dans l'intérêt de la femme, de la mère de famille, ne réglementeriez-vous pas, après son régime ouvrier, son régime alimentaire? (Très-bien! sur divers bancs.)

Pourquoi ne l'empêcheriez-vous pas d'habiter à un sixième étage, par ce motif que les organes essentiels de la femme souffrent de monter et de descendre des rampes aussi longues et aussi rapides!

M. Wolowski. Ce n'est pas sérieux!

M. Paulin Gillon. Pourquoi? Parce que des propositions de cette nature deviendraient odieuses, si elles n'étaient ridicules. (Marques d'assentiment.)

Je sais que vous me dites que cela ne sera pas applicable aux ateliers, mais seulement aux manufactures et aux usines!

Mais songez à ceci. Les recueils du conseil d'État sont remplis de décisions sur la question de savoir ce que c'est qu'une usine et ce que c'est qu'une manufacture.

Il y a plus de soixante ans qu'on juge cette question; on aura toujours à la juger. Pourquoi? Parce que la nature, la forme, les conditions d'une usine ou d'une manufacture changent tous les jours, et que c'est une question de fait qui se reproduira nécessairement sans cesse. Vous savez à quelle occasion! A l'occasion de l'impôt des portes et fenêtres.

Eh bien, soyez-en sûrs, la question se continuerait et se multiplierait entre ce qu'on appellera les usines et ce qu'on appellera les ateliers.

Qu'est-ce que l'atelier?

Quelle différence y a-t-il entre un atelier et une usine?

M. Wolowski. Votre objection attaque la loi tout entière!

M. Paulin Gillon. Par exemple, une imprimerie, une papeterie, est-ce une usine ou un atelier?

Quelques voix. Une usine.

M. Paulin Gillon. Eh bien, si c'est une usine, la femme ne pourra pas y aller plier ou couper du papier après neuf heures du soir. Si c'est un atelier, elle pourra y passer la nuit.

Ce sont là des puérités auxquelles il ne faut exposer ni les ouvriers, ni les tribunaux. Elles ne pourraient inspirer à nos populations ouvrières que du mépris pour la loi.

Le travail n'est pas plus pénible dans une manufacture ou dans une usine que dans ce que vous appelez un atelier. Ou bien, si vous voulez distinguer les différentes natures d'industrie, oh, alors, renvoyez la question au conseil d'État, qui fera des règlements d'administration publique (C'est cela! — Très-bien!) dans lesquels il insérera des nomenclatures non pas seulement d'usines ni de manufactures, mais de travaux divers, qui, par leur nature, pourront être ou ne devront pas être permis aux femmes. Faites cela, à la bonne heure! mais si vous ne le faites pas, si vous restez dans les généralités, vos généralités vous conduisent à l'impossible; elles sont inacceptables.

Messieurs, j'invoque ici le témoignage de tous les industriels. N'est-il pas vrai que tous les jours, des mariages se font entre de jeunes ouvriers honnêtes, précisément parce qu'ils se rencontrent en allant à l'usine ou à la manufacture? (Mouvements divers.) Ils se voient tous les jours, ils s'assurent qu'ils se conviennent, ils se marient, parce qu'ils comptent tous les deux sur leurs salaires; ils savent à quoi s'en tenir et leurs calculs préparent déjà l'organisation de leur petit ménage, de ce qui sera nécessaire pour élever les enfants que la Providence pourra leur envoyer. Ils s'épousent et tous les jours ils vont ensemble à l'usine; ils en reviennent ensemble, et vous voulez que ces mariages, qui se comptent par milliers sur toute l'étendue de notre territoire, soient tout à coup troublés, désolés par la loi que vous nous proposez de voter! Vous voulez que ces pauvres jeunes gens voient leur salaire journalier réduit de par la loi! Et il faudra que le mari, qui est heureux de retourner à l'usine avec sa jeune femme, y rentre seul et la renvoie seule chez lui! C'est ainsi que vous entendez protéger les mœurs! Êtes-vous bien sûrs que ce soit là le meilleur moyen de sauvegarder la moralité de cette jeune femme, seule chez elle tous les jours, pendant que son mari est retenu à l'usine! (Interruptions.)

C'est là une innovation trop grave, trop choquante, pour que vous vous décidiez à l'accepter et à l'approuver.

Je demande donc purement et simplement le rejet de l'amendement de notre honorable collègue M. Wolowski (Très-bien! très-bien!)

M. Teisserenc de Bort, *ministre de l'Agriculture et du Commerce*.
Messieurs, la Chambre est fatiguée, je ne voudrais pas prolonger une discussion qui a déjà tant duré; mais je ne crois cependant pas devoir laisser passer sans protestations quelques-unes des assertions que mon honorable collègue, M. Wolowski, a portées à cette tribune. (Très-bien! — Parlez!) Lorsqu'il s'est agi de l'industrie, il nous a

affirmé que nos concurrents étrangers étaient tous soumis à la législation qu'il nous proposait d'introduire aujourd'hui chez nous; et il en a conclu que nous ne devons concevoir aucune crainte pour le travail national, puisque les conditions de la production seraient partout identiques.

Je conteste cette affirmation de la façon la plus absolue.

Je ne rappellerai pas ici quelle est la situation faite à l'industrie, quelles sont les charges de toute nature qui lui ont été imposées à la suite de nos malheurs, mais je ferai remarquer que nous avons pour voisins des peuples qui, non-seulement ne sont pas soumis à ces charges, mais qui ne sont pas non plus sous l'empire des dispositions qu'on vous demande d'adopter. (C'est cela! très-bien!) Je vous citerai par exemple la Belgique, qui est certainement, pour une grande partie de nos fabrications, un de nos concurrents les plus redoutables, et qui en est complètement affranchie.

M. Wolowski. La loi va y être votée. (Exclamations.) Elle est présentée!

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce. M. Wolowski a invoqué l'autorité d'hommes considérables, et en particulier celle de M. le baron Charles Dupin. Mais M. Charles Dupin était logique dans ses raisonnements. S'il appuyait des mesures qui pouvaient avoir pour résultat de renchérir le prix du travail, comme conséquence, comme compensation, il voulait que l'industrie fût largement protégée, qu'elle fût abritée contre les invasions pacifiques aussi dangereuses pour notre marché que les invasions armées viennent de l'être pour notre territoire. Ce qu'il ambitionnait pour des temps de paix et de prospérité, jamais il ne l'aurait voulu du moment où l'industrie va payer une large portion des impôts destinés à rétablir notre situation financière. (Assentiment.)

Le Gouvernement a montré qu'il n'avait pas de complaisances pour l'industrie quand l'intérêt général est en jeu, mais il lui doit protection contre des entraînements humanitaires, qui ne peuvent engendrer que des troubles et des ruines.

Mais je veux quitter ce terrain et revenir à celui sur lequel j'ai essayé de me placer avant-hier, sur celui de l'intérêt de la famille ouvrière.

Qu'il me soit d'abord permis de m'étonner de ce que, dans une loi sur le travail des enfants, on veuille comprendre et réglementer le travail des femmes majeures. C'est un détail, je le sais, et on pourrait me répondre qu'il suffira de changer l'intitulé de la loi.

M. Wolowski. C'est une loi sur le travail des enfants et des femmes.

M. le Ministre. Je n'insiste pas.

On a inventé pour les besoins de cette discussion une qualification

que, pour ma part, je trouve véritablement dérisoire, c'est celle qu'on exprime par le mot de protection. On veut protéger la femme, la défendre contre les tentations du salaire et pour cela on lui enlève sa liberté. Ce serait pour le mieux si on la mettait en même temps à l'abri des privations matérielles, si, lui ôtant le moyen de subvenir à ces besoins, on lui assurait de nouvelles ressources. Autrement votre protection est la plus cruelle des tyrannies, un arrêt d'inscription au bureau de l'assistance ou à l'office de la charité ! (C'est cela ! — Très-bien !)

C'est une protection dont je ne veux pas être touché.

Je conviens que, pour des femmes qui ont de jeunes enfants à élever, le travail de nuit peut avoir des inconvénients. Mais remarquez que toutes les femmes ne sont pas dans cette situation. Les unes n'ont pas d'enfants, parce qu'elles ne sont pas mariées, d'autres n'ont plus charge de famille parce que leurs enfants sont déjà élevés et ne réclament plus de soins ; il y a des veuves, des ménages sans rejetons, et il serait véritablement barbare, en s'attachant à une situation exceptionnelle, qui ne dure qu'un temps limité, de venir condamner toutes les femmes à se priver du travail de nuit, qui est presque toujours beaucoup plus rémunérateur pour elles que le travail du jour. (Très-bien.)

Je sais bien qu'on trouve des arguments pour soutenir toutes les opinions. Ainsi, on vous dit : Mais non, le danger n'est pas là ! les ouvrières employées de nuit conserveront et leur position et leur salaire. L'industriel est obligé de remplir les engagements qu'il a pris, d'exécuter les commandes qui lui ont été faites. Eh bien, il modifiera sa manière de travailler : il achètera des machines nouvelles ; il augmentera son outillage, de manière à faire de jour le travail qu'il exécutait de nuit.

Vous savez aussi bien que moi, Messieurs, que dans un atelier tout s'enchaîne ; le travail des femmes marche parallèlement à celui des hommes ; il s'applique souvent au même métier ; de plus, le travail d'un atelier sert à alimenter les métiers de l'atelier ; c'est une espèce d'engrenage dans lequel tout se lie, tout est solidaire comme dans les rouages d'une montre.

Changer les conditions du travail de l'atelier, c'est bien vite dit. Mais, Messieurs, il y a des obstacles matériels qui empêchent d'agrandir, de modifier les usines : ici l'insuffisance des capitaux, là le manque d'emplacement ; ailleurs se présente un troisième obstacle qu'un des précédents orateurs citait avec beaucoup de raison : votre usine est desservie par un moteur hydraulique : si vous ne l'utilisez pas la nuit il est entièrement perdu pendant douze heures sur vingt-quatre ; la rivière coule, et vous ne retrouverez pas la force qui vous échappe.

Il y a donc des impossibilités absolues qui ne permettront pas aux usines travaillant la nuit de cesser leur travail nocturne. Que feront-elles, si l'amendement en discussion est adopté? Elles remplaceront les femmes exclues par des hommes. De là une demande supplémentaire d'ouvriers, et, comme la population urbaine ne pourra satisfaire à cette demande, on se retournera du côté des populations rurales.

J'appelle sur cette conséquence inévitable l'attention particulière des agriculteurs, des moralistes, qui regardent, comme je le fais moi-même avec douleur, avec effroi, cette émigration régulière des populations des campagnes vers les villes; cette sorte de drainage qui, par l'appât de salaires élevés, arrache à la vie paisible, heureuse des champs, une succession de familles, pour les jeter dans le gouffre dangereux et malsain des villes. (Mouvement. — Très-bien! très-bien! — Approbation.)

La conséquence forcée de la proposition de l'honorable M. Wolowski serait d'augmenter, d'accélérer ce mouvement. Je laisse à l'Assemblée le soin d'apprécier s'il lui convient d'y contribuer par son vote.

Je la prie de considérer que les femmes majeures doivent conserver leur liberté, doivent pouvoir choisir l'occupation qui leur assure les meilleurs salaires et que, suivant la parole d'un éminent économiste, que l'honorable M. Wolowski ne voudra assurément pas récuser, Turgot: « La liberté du travail est la propriété la plus sacrée de l'homme, et celle dont il importe de lui assurer la plus entière disposition. (Vives et nombreuses marques d'approbation.)

M. Tolain. Messieurs, si l'amendement qui vous a été proposé par l'honorable M. Wolowski s'adressait, en effet, indistinctement à tous les travaux exécutés par les femmes, je pense qu'il serait très-difficile, pour ne pas dire impossible de l'accepter, parce qu'il apporterait un très-grand trouble dans l'industrie.

Mais l'honorable M. Wolowski a eu le soin de circonscrire son amendement et de ne l'appliquer au travail des femmes que lorsque ce travail est exécuté soit dans les usines, soit dans les manufactures. Or, je crois que, s'il est un fait incontestable, c'est que le travail de nuit est généralement beaucoup plus malsain que le travail de jour; et si, considérant les femmes comme des ouvriers, vous les laissez se soumettre à ce travail des manufactures et des usines, travail qui, dans beaucoup de cas, n'est pas fait pour leur sexe, vous devez tout au moins tenir compte de leur organisation physique.

Le travail de nuit, qui est déjà malsain et peu hygiénique pour l'homme, est beaucoup plus funeste pour la femme. Mais on pourrait le supprimer pour cette dernière dans les usines et les manufactures, car là il est beaucoup plus facile aujourd'hui d'organiser le travail que dans les petites industries.

Et en réponse à M. le Ministre du Commerce, qui demandait tout à l'heure qu'on laissât aux femmes les moyens de vivre en travaillant, je dirai que ce n'est pas dans le travail de nuit que les femmes trouveront cette ressource. Le travail de nuit, surtout pour les femmes, je le répète, est un travail malsain, qui change presque toutes les habitudes de la vie; et, par conséquent, même quand il devrait rapporter un salaire beaucoup plus élevé, ce qui est très-contestable, ce qui n'arrive presque jamais, ce travail exigeant une nourriture plus substantielle et une dépense plus grande pour l'achat des objets de consommation, car l'homme et la femme qui travaillent la nuit font une déperdition plus considérable de forces, je dis que l'équilibre entre les recettes et les dépenses est non-seulement rétabli, mais qu'il se produit même un déficit, et que la situation de l'homme et de la femme qui travaillent la nuit est plus difficile, plus pénible que celle de l'homme et de la femme qui ne travaillent que le jour.

J'ajouterai, au point de vue de ce qu'on a appelé la moralité, que s'il est des usines, des manufactures où certains faits d'immoralité se produisent, quoi qu'on en dise, c'est surtout la nuit.

M. Target. J'habite une ville manufacturière, et je déclare que ces faits-là ne se produisent jamais dans les usines.

M. Tolain. C'est une erreur! Ils se produisent dans les usines et dans les manufactures, quoi que vous en disiez, monsieur Target.

M. Target. Je parle au nom d'une ville industrielle, et je dis qu'on n'y a jamais vu ces faits se produire dans les manufactures.

M. Tolain. Vous pouvez parler au nom d'une ville industrielle; vous pouvez déclarer que vous n'avez jamais rien vu ni entendu de pareil. Moi, je soutiens et j'ai le droit d'affirmer que j'ai vu ces faits d'immoralité se produire dans les manufactures, et surtout la nuit.

Votre affirmation reste pour ce qu'elle vaut; je maintiens la mienne.

Il est évident que l'absence de la mère entre pour une grande part dans l'immoralité qui nous désole tous chaque fois que nous en avons des exemples sous les yeux. Mais je dis que c'est surtout là où la famille est dissoute que cette immoralité se produit, et qu'il importe peut-être encore plus au point de vue des mœurs de laisser le soir, au foyer de la famille, le père, la mère et les enfants réunis tous ensemble, se donner chaque jour des gages d'affection et de solidarité, que de leur procurer un salaire plus élevé dans l'usine ou la manufacture. Et voilà pourquoi je vous invite à voter l'amendement de notre honorable collègue M. Wolowski. (Très-bien! sur divers bancs.)

M. Pouyer-Quertier. Messieurs, je n'avais nullement l'intention d'entrer aujourd'hui dans la discussion de cette grande loi. Mais il

me semble indispensable de répondre à des affirmations que l'on est venu apporter à cette tribune avec une certaine solennité. (Oh! oh! à gauche! — A droite et au centre : Parlez!) Voilà bien longtemps que je vis avec des ouvriers, permettez-moi de parler à mon tour, comme patron, comme chef d'usine, et de rétablir la vérité. (Très-bien! — Parlez!)

Messieurs, un fait m'a frappé dans toute cette discussion, c'est que les seuls que l'on n'ait pas consultés soient précisément les plus intéressés. Je voudrais qu'on eût appelé ici des délégués des classes ouvrières, et que ces délégués pussent entendre les accusations qui sont portées contre eux. (Non! non! à gauche. — Oui! oui! à droite.)

Comment, Messieurs! c'est au nom de la moralité, disaient tout à l'heure M. Tolain et M. Wolowski, qu'il faut absolument changer les conditions du travail en France!

C'est au nom de la moralité! Et quel exemple allez-vous chercher?

L'Angleterre, je commence par le dire hautement, est au premier rang des nations civilisées; peu de pays ont rendu autant et de si grands services à la civilisation dans le monde; mais ne vous trompez-vous pas quand vous comparez, comme vous venez de le faire, les ouvriers anglais à ceux qui, autour de nous, contribuent, par leur intelligence, leur travail, leur conduite, à faire la richesse de la France? Non! vous n'avez jamais visité les villes manufacturières de l'Angleterre...

M. Wolowski. Je les ai visitées autant que vous!

M. Pouyer-Quertier... J'y vais chaque année, non en touriste, mais en homme préoccupé de tout ce qui touche l'industrie et les classes laborieuses.

Vous nous proposez une décision et, pour nous la faire adopter, vous nous donnez en exemple les ouvriers anglais! Nul plus que moi ne respecte et n'admire cette grande nation; mais, laissez-moi vous le dire, ces ouvriers anglais n'ont jamais offert, à qui les a examinés de près, l'image de toutes les vertus. (On rit.) De tous côtés se sont fondées des sociétés de tempérance, des sociétés de moralisation, rien n'a été épargné, avec le zèle le plus ardent et le plus digne d'éloges, pour mettre la vertu et la moralité où ne se trouvaient qu'immoralité et dérèglement. Ce zèle, cette ardeur à conquérir des âmes au bien, ont été souvent déployés en pure perte. (Réclamations à gauche.) Que ceux qui m'interrompent aillent à Bradford, à Manchester, à Leeds, à Halifax, à Glasgow et dans les villages qui entourent ces villes.

Est-ce que nos populations ouvrières sont arrivées à ce degré d'inconduite et d'immoralité? Est-ce à nous, qui sommes tous les jours témoins de leurs travaux et de leurs efforts, que vous ferez accepter

une pareille assertion ? Non, Messieurs, et, comme patron, comme chef d'usine, je ne saurais trop protester contre un tel jugement !

M. Wolowski. Je n'ai pas avancé cela !

M. Pouyer-Quertier. Venez dans nos villes manufacturières, et certes vous n'y verrez pas ce honteux spectacle que vous rencontrez sur toutes les avenues et tous les trottoirs des cités de la Grande-Bretagne. Il peut y avoir des écarts dans la conduite de quelques jeunes gens ou de quelques jeunes filles ; nous ne pouvons empêcher des erreurs de certaines natures. (Sourires.) Mais comparer nos populations, la population des ateliers de la France à celle des ateliers de l'Angleterre, c'est calomnier l'ouvrier français. (Très-bien ! très-bien !)

M. Wolowski. Personne ne l'a fait. Vous répondez à ce qui n'a pas été dit.

M. Pouyer-Quertier. Permettez ! comme je montais à la tribune, M. Tolain en descendait, et M. Tolain avait parlé de l'immoralité qui pouvait résulter de certains travaux. Eh bien, je prends la population ouvrière française dans la situation où elle est aujourd'hui même, et j'affirme que, sous ce rapport, vous ne pouvez établir de comparaison entre elle et la population ouvrière de l'Angleterre, où vous allez toujours chercher vos exemples.

J'en dirai autant pour d'autres contrées. En Belgique, en Suisse le travail n'est réglementé que pour la limite de douze heures ; il y a le travail de jour et de nuit. Eh bien, comparez les mœurs des populations ouvrières de la Suisse à celles des populations d'Angleterre ! Et c'est précisément dans ce dernier pays que vous allez prendre vos exemples ! Tout à l'heure on disait : Là où il y a un moteur mécanique, c'est-à-dire là où le travail se fait de lui-même avec la surveillance de l'ouvrier, il faut absolument réglementer le travail, il faut l'interdire soit de jour soit de nuit, ou le réduire. Mais là où il n'y a pas de moteur mécanique, il restera libre, il ne sera limité par aucun règlement !

Je voudrais bien que ces paroles, qui peuvent avoir trouvé leur écho dans un cœur parisien, fussent entendues de nos centres manufacturiers ; je voudrais aussi savoir qu'elle comparaison vous pourriez établir entre les salaires des femmes qui sont occupées au travail dans Paris, et les salaires des femmes qui sont occupées dans nos ateliers en province. Savez-vous qu'elle est la différence ? c'est que l'ouvrière à Paris gagne un salaire infiniment réduit qui, la plupart du temps et dans la plupart des conditions, ne lui permet même pas d'exister. Dans les grandes manufactures du reste de la France, savez-vous qu'elle est la moyenne du salaire pour les femmes ? Si vous n'avez pas confiance dans les déclarations qui vous sont faites à cette tribune, consultez les livres des manufacturiers, et vous y verrez qu'en

Normandie, la femme de vingt ans gagne depuis 2 francs 50 jusqu'à 3 francs 50 par jour, tandis qu'à Paris, l'ouvrière ne gagne pas la moitié de ce salaire.

C'est pour un salaire si minime qu'elle va dans un atelier où elle n'aura pas le métier mécanique, c'est vrai, mais où elle sera le métier elle-même, qu'elle va se livrer à ces travaux qui sont tellement pénibles, qu'elle ne peut le faire que pendant très-peu de temps de son existence. Dans les manufactures, au contraire, c'est la machine qui fait le travail; il y a sans doute l'assiduité de la femme qui est obligée de surveiller le métier; mais il n'y a pas de travail corporel, il n'y a pas de force musculaire à dépenser sous aucune forme.

Bien plus, dans tous ces travaux que les femmes sont obligées d'accomplir par elles-mêmes, elles sont très-peu rémunérées. Je parle des travaux qui se font dans les ateliers de confection de Paris. Pour ceux qui se font dans la maison même, elles le sont bien moins encore. Savez-vous pourquoi? Eh! mon Dieu, c'est bien simple. La mère de famille qui reste dans son ménage se contente du plus modique salaire pour le travail qu'on lui confie à faire chez elle.

Vous voyez donc, Messieurs, qu'avant de toucher aux conditions même de l'existence de l'ouvrier, avant de porter l'atteinte la plus profonde à son budget, qui lui aussi entre pour quelque chose dans l'aisance de l'ouvrier et dans la force qu'il peut retirer d'une bonne et abondante nourriture; avant d'y toucher, dis-je, il faut y regarder à plusieurs fois.

Vous venez toujours nous citer l'Angleterre? vous nous dites que nos enfants n'entreront dans les ateliers qu'à treize ans, ou du moins que jusqu'à treize ans ils ne travailleront que tant de temps; et vous ne réfléchissez pas, quand vous comparez la France à l'Angleterre, à cet inconvénient qui se produit tous les ans chez nous. Est-ce que l'Angleterre a chez elle le recrutement, qui est une nécessité, une obligation chez nous?

Tout Français doit s'y soumettre, et aujourd'hui surtout il doit le faire avec empressement, par patriotisme. Mais enfin, c'est une charge qui incombe à la France et que ne connaît pas l'Angleterre.

Eh bien, connaissez-vous l'effet du recrutement dans nos ateliers? (Mouvements divers.) Ah! je vois bien que vous ne le connaissez pas; je vois bien que vous n'avez pas passé votre vie au milieu des ouvriers, dans un atelier; je vois bien que vous n'êtes pas passé par là!

Vous dites: Regardez dans nos manufactures! Nos ouvriers sont plus faibles que les ouvriers anglais! Mais ignorez-vous que le recrutement vient choisir parmi tous ces jeunes gens, qui ont passé dans nos ateliers, quatre, cinq, six, sept ou huit années, les plus vigoureux, les plus forts, et qu'il ne nous laisse uniquement que

ceux qui n'ont pas de force, les phthisiques, les infirmes, les bossus !
(Rires et mouvements divers.)

M. Wolowski. Ce n'est pas la question des femmes !

M. Pouyer-Quertier. Je réponds à vos comparaisons.

Il n'est donc pas étonnant que des conditions bonnes pour l'Angleterre ne le soient pas pour la France.

Puisque vous voulez faire une loi sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, vous êtes obligés de tenir compte de la situation dans laquelle, pour le travail, se trouve le pays. La France ne peut être qu'agricole et industrielle, et il faut lui conserver ces deux grandes forces ; l'agriculture, l'industrie, il faut que ces deux éléments se développent, et nous devons tendre vers ce résultat par tous les efforts possibles.

Que vous fassiez des lois protectrices de l'enfance, je ne demande pas mieux ; que vous interdisiez aux enfants d'entrer dans les ateliers avant l'âge de dix ans, je ne demande encore pas mieux ; mais une fois qu'ils ont atteint l'âge où ils peuvent apporter un salaire sérieux à la famille, laissez-leur la pleine liberté du travail. A partir de cet âge, l'enfant peut donner 2 francs par jour à la famille, et si dans une famille il y a trois enfants, cela fait 6 francs. Voulez-vous donc rayer ces 6 francs, c'est-à-dire 36 francs par semaine, du budget d'un ménage d'ouvrier ? Il faut que nous ayons mûrement réfléchi, avant d'imposer de pareils sacrifices à nos populations ouvrières. (Très-bien ! très-bien !)

Quant aux dangers que le travail de nuit pourrait avoir pour les femmes, je répète que les femmes dans les manufactures ne sont pas exposées à des dangers aussi grands que ceux que l'on signalait tout à l'heure ; et si vous voulez comparer, à ce point de vue, ce qui se passe dans le pays le plus manufacturier du monde, vous verrez que c'est dans ce dernier que se rencontre la plus grande immoralité, malgré la réduction du temps de travail qui a été ordonnée pour les femmes. Cela ne démontre-t-il donc rien ? (C'est vrai ! — Très-bien !) Mais ce qu'il est important de remarquer, c'est que la femme se conduit bien, la femme n'abuse pas de sa vie, lorsqu'elle peut trouver dans son salaire la rémunération, la récompense d'un travail honnête, et qu'elle n'est pas obligée de demander à des sources impures le complément de ce qui lui est nécessaire pour subvenir à ses besoins. (Très-bien ! très-bien !)

Je conclus donc, Messieurs, comme le faisait M. le Ministre du Commerce, en vous disant que, par la suppression du travail des femmes, vous créez...

M. Wolowski. On ne demande pas cela !

M. Pouyer-Quertier. Mais, en demandant que le travail de nuit soit interdit à la femme dans les usines et manufactures, vous arrivez

à faire préférer par l'industrie l'emploi des hommes à celui des femmes ; il en résultera, malheureusement, qu'on attirera, dans les grandes villes surtout, par l'appât du gain, par l'appât d'un gros salaire, un plus grand nombre d'hommes de toutes nos campagnes. (C'est vrai ! c'est vrai !)

Vous créez donc ainsi à une des grandes sources de nos richesses, à l'agriculture, une concurrence fâcheuse, et M. le Ministre du Commerce avait raison quand il appuyait ses arguments sur cette concurrence qui serait une cause nouvelle de l'émigration des populations de nos campagnes vers les grands centres, vers les grandes agglomérations d'habitants.

Je me résume, Messieurs, en vous disant que je ne comptais pas discuter cette question aujourd'hui ; je réservais mes observations pour la troisième délibération, parce qu'on ne peut répéter indéfiniment devant l'Assemblée les mêmes raisons et les mêmes arguments ; mais j'ai été obligé, pour l'honneur même de la population ouvrière, de son honnêteté, de sa moralité, de protester contre toute comparaison qu'on a pu faire avec la population ouvrière de la Grande-Bretagne. (Très-bien ! très-bien ! — Aux voix ! aux voix !)

M. Tolain. Je n'ai pas l'intention de continuer la discussion. L'honorable M. Pouyer-Quertier nous ajourne à la troisième lecture : nous reviendrons à la troisième lecture. Mais, je ne veux pas attendre jusque-là pour protester contre l'interprétation que M. Pouyer-Quertier a donnée à mes paroles. (Exclamations diverses.)

Non, Messieurs, je n'ai cherché, en aucune façon, à attaquer la moralité de nos populations ouvrières. Ce n'est certainement pas moi qui aurais essayé de porter contre elles de pareilles attaques à cette tribune.

L'honorable M. Pouyer-Quertier a dépassé la mesure et a dénaturé mes arguments... (Oh ! oh !) quand il m'a attribué cette pensée. Certainement, Messieurs, et j'ai le droit de le dire !

Je n'ai fait non plus aucune comparaison entre les populations ouvrières anglaises, — que j'ai vues, moi aussi, — et les populations ouvrières françaises. Je me suis borné à dire que si des faits d'immoralité se produisaient dans notre pays, c'était plutôt dans les usines et dans les manufactures où l'on travaillait la nuit comme le jour. Je maintiens cela. Mais, quant à attaquer nos populations ouvrières et à porter atteinte soit à leur honneur, soit à leur moralité, l'honorable M. Pouyer-Quertier peut être certain que cette pensée ne me viendra jamais. (Très-bien ! très-bien ! à gauche — Aux voix ! aux voix !)

M. Chevandier. Le paragraphe sur lequel s'est établie la discussion n'étant autre chose que l'amendement que j'avais produit, il était de mon devoir de paraître à cette tribune pour le soutenir. Mais cette tâche a été remplie avec un talent tellement grand et avec une

si grande autorité, que je réserve pour la troisième lecture les amendements que j'ai l'intention de proposer à mon tour.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement de M. Wolowski.

Le paragraphe de la commission est ainsi conçu :

« La même interdiction (l'interdiction relative au travail de nuit) est appliquée à l'emploi, dans les usines et les manufactures, des filles âgées de moins de vingt et un ans. »

M. Wolowski propose d'amender ce paragraphe ainsi qu'il suit :

« La même interdiction est appliquée à l'emploi des femmes dans les usines et manufactures. »

C'est-à-dire que M. Wolowski propose de substituer à ces mots : « Les filles âgées de moins de vingt et un ans », ces mots : « les femmes » en général.

Voilà quelle est la modification présentée par M. Wolowski.

Une demande de scrutin a été déposée par MM. Wolowski, René Brice, P. Jouin, Lefébure, Keller, Paul Morin, Paul Bethmont, Emile Lenoël, Edouard Martin, Henri Martin, A. Joubert, de Pressensé, Tocqueville, comte Rampon, Théophile Roussel, E. Bamberger, Tirard, Rouveure, Béranger.

Il va être procédé au scrutin.

(Le scrutin est ouvert et les votes sont recueillis.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	597
Majorité absolue.....	299
Pour l'adoption.....	90
Contre.....	507

L'Assemblée n'a pas adopté.

M. Prétavoine présente sur le même paragraphe un autre amendement.

M. Balsan. M. Prétavoine doit se rallier au texte de la Commission.

M. le rapporteur. Son amendement a été adopté par la Commission, qui l'a introduit dans sa rédaction. Il a reçu satisfaction.

M. le président. Alors l'amendement est retiré.

Et M. Chevandier !

M. le rapporteur. M. Chevandier est dans la même situation.

M. le président. Le second paragraphe de l'amendement de M. Chevandier a également reçu sa satisfaction ?

M. le rapporteur. Oui, il a reçu satisfaction dans le même article.

M. le président. Je mets aux voix l'article 4.

M. de Montgolfier. Je demande la division.

Messieurs, le deuxième paragraphe de l'article 4, qui va être soumis au vote, est ainsi conçu :

« La même interdiction » c'est-à-dire l'interdiction du travail de nuit, — « est appliquée à l'emploi, dans les usines et les manufactures, des filles âgées de moins de vingt et un ans. »

Tous les arguments qui viennent d'être donnés pour le rejet de l'amendement de M. Wolowski existent identiquement pour le rejet de ce second paragraphe. Nous demandons en conséquence, que ce paragraphe soit supprimé.

M. Eugène Tallon, rapporteur. Je ne pense pas, Messieurs, qu'il soit rationnel et juste de modifier encore la rédaction qui a été adoptée en dernier lieu dans le projet de loi, par une restriction nouvelle de la protection relative au travail de nuit.

Lorsque l'honorable M. de Montgolfier vient vous demander de rayer de notre texte ces mots : « Les filles mineures de vingt et un ans », il oublie les considérations morales qui nous ont déterminé à faire une exception relativement aux jeunes filles employées dans les usines et manufactures pour la période de temps où s'accomplit encore leur éducation, où leur moralité et leur considération doivent être entourées d'une sollicitude toute particulière.

Est-il donc contestable que la fréquentation des ateliers la nuit, là où il y a confusion des sexes, à des heures où la surveillance ne peut être pratiquée par les patrons les plus soucieux du respect des convenances et des mœurs, ne présente les plus graves inconvénients et ne doive appeler toute la sollicitude du législateur ?

Je comprends que pour la femme, pour la mère de famille, qui se trouvent placées par le mariage sous une autorité spéciale on dise qu'on délibérera au foyer domestique sur la question de savoir si leur salaire est nécessaire pour l'entretien des enfants et pour concourir aux charges communes du ménage.

Qu'on ne gêne pas la liberté de cette décision prise au nom de la solidarité des intérêts de la famille ouvrière, je l'accepte encore. Cette résolution sera arrêtée entre le mari et la femme à leurs risques et sous leur responsabilité réciproque.

La femme veuve ou la fille majeure, obligées elles-mêmes de subvenir à leurs propres besoins, à un âge où elles ne sont plus placées sous la tutelle ou l'autorité d'autrui, peuvent subir également les conditions que leur font les exigences du travail industriel.

Mais il ne doit pas en être de même de jeunes filles dont l'état de minorité indique qu'elles ont à compter encore sur la protection des lois.

L'ouvrière, quoi que l'on en dise, subit une contrainte de la part du patron ; quand il ouvre ses ateliers la nuit, il l'oblige en quelque sorte à y venir malgré elle. Il serait, en effet, injuste de soutenir

que c'est spontanément, de gaieté de cœur, que c'est librement, en un mot, que la femme se rend au travail industriel la nuit, on méconnaîtrait ainsi ses sentiments, ses instincts même de délicatesse et de pudeur.

Non, croyez-le bien, si l'ouvrière avait le choix, il est incontestable qu'elle préférerait travailler le jour et prendre son repos sous le toit de la famille aux seules heures où elle peut être réunie.

On parle de la liberté en cette matière; eh bien, c'est au nom même de la liberté, que l'on est en droit de demander que la femme soit protégée contre l'extension funeste du travail nocturne, qui lui enlève le calme et le sommeil. Que gagnera-t-elle dans son état physique et dans son état moral, à être ainsi assujettie la nuit entière au service de la machine ?

Nous avons dû toutefois nous arrêter, messieurs, devant des nécessités industrielles évidentes, manifestes; c'est devant la réalité des faits que nous nous inclinons, sans céder sur les principes; nous n'en regrettons pas moins que le travail de nuit ait pris dans l'industrie contemporaine une extension telle que de bons esprits la peuvent justement considérer comme fâcheuse au point de vue même des intérêts généraux, de la production et de la prospérité du commerce.

Au point de vue économique, nous regrettons encore que ce travail ait acquis, par la fatalité même des lois de la concurrence, un développement qui porte atteinte au progrès et à la moralisation des populations ouvrières. Nous constatons aussi, avec un profond regret, que ce travail, comme il a été dit à cette tribune, exerce dans ses effets une influence néfaste sur la vitalité des enfants du jeune âge, qui ont tant à souffrir de la séparation de la mère.

Mais, du moins, si nous avons été amenés, en rayant les femmes de notre projet, à faire une large concession aux sentiments de collègues qui ne partageaient pas nos opinions; si nous avons cédé devant des nécessités démontrées par des orateurs fort autorisés en matière industrielle; si nous avons fait, dis-je, cette concession, qu'on ne la pousse pas aux extrêmes; qu'on laisse au moins subsister une protection spéciale de la jeune fille, qui lui sera éminemment précieuse.

Cette protection si légitime de la loi élèvera le niveau moral de la jeune ouvrière, fortifiera son instruction, garantira de toute atteinte sa considération, lui conservera enfin l'espérance de contracter une union honorable, qui lui fera prendre sa place dans la société; c'est ainsi qu'elle deviendra, à son tour, une mère de famille digne et respectée.

Il se présente donc, Messieurs, vous ne sauriez le méconnaître, à l'appui de cette mesure, restreinte à de justes limites, de hautes considérations morales; je ne crois pas opportun de les développer

plus longuement à cette heure, mais elles ne peuvent échapper à vos esprits; elles vous paraîtront suffisantes pour justifier le maintien de l'article de la Commission, tel qu'il vous est présenté. (Assentiment sur plusieurs bancs.)

M. Leurent. Je demande à dire deux mots.

Je conclus du chiffre considérable de la majorité que l'Assemblée veut faire une loi sur le travail des enfants dans les manufactures, et qu'elle ne veut pas, à propos d'une loi sur le travail des enfants, bouleverser toutes les conditions industrielles du pays. (Très-bien !)

Eh bien, tous les arguments qui ont été invoqués contre la proposition de M. Wolowski peuvent être invoqués contre le second paragraphe de l'article 4.

Que dit le premier paragraphe ? « Les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit jusqu'à l'âge de seize ans révolus. » J'espère que l'Assemblée adoptera cette partie à l'unanimité...

Plusieurs voix. Elle l'a déjà adoptée ! C'est voté !

M. Leurent... parce que réellement cela intéresse l'enfant. Mais, à seize ans, ce n'est plus l'enfant que vous avez devant vous, c'est l'adolescent; et vous pousseriez ainsi l'application de la loi beaucoup plus loin que vous ne le voudriez, en entravant la liberté depuis seize ans jusqu'à vingt ans.

Si vous votiez ce second paragraphe, quelles en seraient les conséquences ? C'est qu'une jeune fille qui se marie à dix-sept ou dix-huit ans pourra travailler la nuit, et que la jeune fille qui ne se marie pas ne pourra pas travailler la nuit.

Eh bien, vous ne pouvez pas conserver dans la loi de telles contradictions. Si vous voulez que cette loi soit quelque chose d'utile, il faut la renfermer le plus possible dans des limites rationnelles et pratiques; il faut poser quelques règles générales et laisser à l'avenir le soin d'apporter les modifications dont le temps et l'expérience démontreront la nécessité.

Pour le moment, ce serait aller trop loin que de voter le second paragraphe; je demande à l'Assemblée de vouloir bien le rejeter. (Très-bien ! — Aux voix !)

M. de Montgolfier. On ne voudrait plus employer de jeunes filles de seize ans dans les usines et dans les manufactures, parce qu'on ne pourrait plus leur donner du travail de nuit en cas de nécessité.

M. le président. Je mets aux voix le deuxième paragraphe. (Une première épreuve a lieu, à laquelle peu de membres prennent part.)

M. le comte de Melun. Monsieur le président, avant que l'épreuve soit renouvelée, veuillez relire le paragraphe, et rappeler à l'Assemblée qu'il s'agit du travail de nuit.

M. le président. C'est sur le second paragraphe de l'article 4 que l'Assemblée est appelée à voter.

Ce second paragraphe est ainsi conçu :

« La même interdiction, » — c'est-à-dire l'interdiction du travail de nuit, — « est appliquée, à l'emploi dans les usines et manufactures, des filles âgées de moins de vingt et un ans. »

(Il est procédé à une nouvelle épreuve par assis et levé.)

M. le président, après avoir pris l'avis du bureau. Il y a doute dans l'appréciation du bureau ; il va être procédé au scrutin.

(Le scrutin est ouvert et les votes sont recueillis.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants..... 538

Majorité absolue..... 280

Pour l'adoption.... 299

Contre..... 239

L'Assemblée a adopté le second paragraphe de l'article 4.

3^e paragraphe. « Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit. »

(Le troisième paragraphe est mis aux voix et adopté.)

4^e paragraphe. « Toutefois, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle et de force majeure, l'interdiction ci-dessus pourra être temporairement levée, et pour un délai déterminé, par la Commission locale où l'inspecteur, ci-dessous institués, sans que l'on puisse employer au travail de nuit des enfants âgés de treize ou de quatorze ans, selon leur sexe. » — (Adopté.)

(L'ensemble de l'article 4 est mis aux voix et adopté.)

« Art. 5. — Les enfants âgés de moins de seize ans et les filles âgées de moins de vingt et un ans ne pourront être employés à aucun travail, par leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnus par la loi, même pour rangement de l'atelier. »

M. le président. M. Chevandier avait proposé d'amender la rédaction primitive de la Commission...

M. Balsan. On a donné satisfaction à l'amendement de M. Chevandier.

M. le président. M. Bamberger en propose un autre ainsi conçu :

« Le travail des enfants appartenant aux cultes chrétiens, âgés de moins de seize ans ; celui des filles et femmes de tout âge, appartenant aux mêmes cultes est interdit les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi. »

M. Bamberger. Messieurs, l'article 5 peut être étudié à différents points de vue ; pour ma part, placé dans une condition toute spéciale, je n'ai l'intention de l'étudier qu'au point de vue de l'intérêt des israélites, ou, pour être plus exact et plus juste, dans l'intérêt des Français qui professent des cultes autres que les cultes chrétiens.

Je me bornerai à ce point de vue extrêmement restreint, et je n'abuserai pas longtemps de vos moments.

Un instant, je dois le dire, j'avais espéré que la Commission voudrait bien avoir égard aux réclamations que j'avais adressées et à l'amendement que j'ai eu l'honneur de déposer devant vous. Il n'en a rien été. L'article 5, non-seulement n'a pas été modifié ; mais, je dirai plus, il a été aggravé jusqu'à un certain point, car je lis :

« Les enfants âgés de moins de seize ans et les filles âgées de moins de vingt et un ans ne pourront être employés à aucun travail, pour leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnus par la loi, même pour le rangement de l'atelier. »

Voilà quelle est la teneur de l'article. Je sais très-bien qu'il y a un article 6 qui reconnaît certaines exceptions. Mais un examen même superficiel suffit pour constater que ces exceptions qui permettent pour les enfants le travail du dimanche ne sont relatives qu'à des conditions industrielles bien déterminées, et qu'il n'y a rien de spécifié pour les enfants appartenant au culte israélite. Je dirai plus, c'est que deux de nos collègues, MM. d'Aboville et de Belcastel, — je leur demande pardon si j'anticipe sur la discussion de leurs propositions, — ont présenté un amendement ainsi conçu :

« Le travail des enfants de moins de seize ans et celui des filles et femmes de tout âge est interdit d'une manière générale... »

Ces trois mots, jusqu'à un certain point, me sembleraient de nature à me rassurer. On peut admettre que dans certaines conditions il serait loisible d'accorder des exemptions à titre d'exception et de faveur ; mais, que mes collègues me permettent de le leur dire, cette rédaction ne me satisfait pas. Il faut éviter dans une loi les termes vagues. Ces mots : « d'une manière générale » ne me rassurent pas. Il faut que la loi soit conçue en termes clairs, nets et précis, ne permettant aucune interprétation ; parce que de l'interprétation à l'arbitraire il n'y a qu'un pas.

Je n'admets pas même, au point de vue du droit, qu'on fasse des exceptions pour les israélites. Au point de vue du droit, professer un autre culte que le culte chrétien ne constitue pas une exception ; et quant à jouir d'une faveur, à réclamer une faveur, nous ne le voulons pas davantage. Je ne vois pas pourquoi les israélites réclameraient une faveur, puisqu'ils peuvent faire valoir un droit.

Quelles seraient les conséquences de l'article 5 ? Ce serait pour les enfants israélites un chômage vraiment exagéré, un double chômage. La loi juive prescrit aux israélites et à leurs enfants le chômage du samedi ; la loi chrétienne prescrit aux chrétiens le chômage du dimanche ; il y aurait donc un double chômage. Non-seulement c'est une injustice, mais nous sommes ici sur la voie qui conduit à l'intolérance en matière religieuse. (Exclamations à droite.)

M. Mettetal. Est-ce que l'Amérique est intolérante, à votre avis?

M. Bamberger. Il y a toujours intolérance, Messieurs, lorsqu'on place quelqu'un, quelle que soit sa religion, dans cette condition d'avoir à choisir entre ce qu'il considère comme un devoir sacré et ses intérêts journaliers.

Un membre à droite. On ne les empêche pas de travailler le samedi !

M. Bamberger. Il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas chez nous de religion d'État. Il a été constaté que la majorité des Français professe la religion catholique; mais de là à admettre qu'il en résulte une défaveur pour ceux qui ne professent pas cette religion, il y a loin, et il est impossible d'entrer dans cette voie.

Il n'y a pas, dis-je, chez nous de religion d'État, et je ne vois pas pourquoi on introduit dans la loi un article de ce genre.

On dira: mais il y a peu d'israélites, et, en conséquence, il y aura peu de personnes qui seront atteintes par cette disposition.

C'est là une très-grande erreur. D'abord au point de vue du droit, n'y eût-il qu'une famille israélite qui serait atteinte, la rédaction de l'article 5 devrait être modifiée.

Mais, en fait, dans l'Est, dans le Midi de la France, il y a des familles israélites qui inspirent de bonne heure à leurs enfants le respect de la sainte loi du travail. Beaucoup de familles israélites de l'Alsace et de la Lorraine fuyant la domination étrangère, se sont réfugiées à Nancy, à Besançon, à Vesoul, etc. Il y a beaucoup de ces familles qui ont besoin pour vivre du travail de chaque jour. Beaucoup de leurs enfants sont placés comme apprentis dans des ateliers. Ces enfants seraient atteints par l'article 5.

Nous avions à Strasbourg une école juive d'arts et métiers, où nous étions arrivés à réaliser le problème, quelquefois difficile, de joindre l'instruction primaire à une solide instruction professionnelle. Il en sortait tous les ans quinze à vingt ouvriers laborieux, actifs, des serruriers, des menuisiers qui allaient de tous côtés gagner leur vie. Dans tous les contrats d'apprentissage que nous passions avec les patrons, il était stipulé formellement que ces enfants seraient dispensés d'aller à l'atelier les samedis et jours de fêtes institués par la loi juive. S'il fallait encore leur imposer le chômage du dimanche et des jours de fêtes reconnus par la loi chrétienne, je le répète, nous aurions beaucoup de peine à trouver désormais des patrons pour se charger d'apprentis qui seraient obligés de chômer deux jours par semaine.

Le langage que nous tenons est extrêmement simple. Nous disons: Si vous, chrétiens, vous regardez comme un devoir de chômer les dimanches et jours de fêtes, vous avez raison d'accomplir votre devoir; mais, comme un ouvrier laborieux ne peut pas chômer deux jours par semaine, vous travaillez le samedi. Eh bien, nous, israélites, nous chômerons le samedi, parce que ce jour de fête nous est imposé par

la loi mosaïque, et ne vous en déplaît, nous travaillerons le dimanche précisément pour compenser le chômage du samedi. C'est là un principe d'égalité très-élémentaire, et franchement je regrette d'être obligé d'entrer dans des développements pour le prouver.

On me dira encore que, en Palestine, la loi juive imposait le repos non-seulement à l'israélite, mais encore à l'étranger qui demeurait en Palestine.

C'est parfaitement vrai; mais il ne faut pas oublier que la législation mosaïque qui était une législation essentiellement théocratique, n'est pas le moins du monde en rapport avec les institutions politiques et sociales modernes; en France, nous n'avons pas le régime qui existait à cette époque en Palestine. Là le prêtre primait le magistrat; en France le magistrat prime le prêtre et certainement si on voulait nous imposer un régime différent, je dois dire que nous protesterions sans cesse. (Très-bien! à gauche.)

Ce que je vous propose laisse donc tout à fait intact le devoir pour les chrétiens de chômer le dimanche et les jours de fête reconnus par la loi chrétienne. Je demande simplement que les enfants israélites voient réserver leur droit à travailler précisément les jours qui ne sont pas pour eux des jours fériés au point de vue de la loi juive.

Tel est l'unique but de mon amendement.

M. Eugène Tallon, rapporteur. L'obligation du repos du dimanche n'est pas inscrite d'aujourd'hui dans notre législation. Les lois qui s'occupent de la protection de l'enfance devaient en être particulièrement soucieuses. Aussi la législation de 1841 avait-elle déjà proclamé une disposition absolument identique à celle que nous vous proposons d'adopter.

Le repos du dimanche n'est pas seulement donné à l'enfant dans un intérêt matériel, mais aussi dans un intérêt moral; et à cet égard, il est inutile de s'élever à des considérations qui viennent à tous les esprits.

Mais les lois, pour être efficaces, ne peuvent procéder que par des formules générales et ne sauraient entrer, sans de graves inconvénients, dans les détails et les exceptions. Or, si l'on acceptait pour l'article 3 une rédaction de la nature de celle qui est présentée par l'honorable M. Bamberger, en disant: « Les enfants des cultes chrétiens ne pourront être employés le dimanche: » qu'arriverait-il? Vous ouvririez la porte à la fraude. (C'est évident!)

Les patrons qui voudraient échapper à l'action de la loi protectrice dont nous nous occupons n'auraient qu'à prétendre que les enfants employés le dimanche dans leurs ateliers n'appartiennent à aucun culte; ils pourraient ainsi se soustraire à son application bienfaisante et moralisatrice. (Très-bien! très-bien!)

Ce n'est pas ainsi qu'un homme considérable par son nom et par

l'autorité qu'il s'est acquise dans les assemblées législatives, M. Fould, envisageait en 1844 la question que soulève aujourd'hui l'honorable M. Bamberger.

Dans les débats parlementaires qui eurent lieu à cette époque la même objection se produisit. Pour se prêter aux convenances de ceux qui professent le culte israélite, dont le jour férié ne coïncide pas avec celui des cultes chrétiens, on a proposé de substituer à la rédaction de l'article 4 celle-ci : « Les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés plus de six jours par semaine. » Mais, au nom des représentants de la religion hébraïque, M. Fould déclara alors que « son culte n'avait pas besoin d'une autre protection que celle des lois générales; qu'une minorité de 300,000 individus ne pouvait pas gêner la conscience de 35 millions d'hommes; qu'au surplus ceux de ses coreligionnaires qui voudraient fêter le samedi en auraient la liberté, mais qu'alors ils jouiraient de deux jours de repos. »

Ce n'est pas moi, Messieurs, qui parle ainsi, c'est M. Fould que je cite; j'invoque à l'appui du rejet de l'amendement l'autorité même d'un homme appartenant à une religion que nous environnons de nos respects, et aux droits de laquelle nous entendons ne porter aucune atteinte.

La vérité est qu'il faut que la loi soit générale pour qu'on ne puisse pas se soustraire à son application. Voilà la première considération qui nous a déterminés à repousser l'amendement.

Au surplus, Messieurs, quand nos honorables contradicteurs viennent porter une telle question à cette tribune, n'ont-ils pas consulté plutôt leurs sentiments personnels sur le respect de leur religion et de la liberté de conscience, qu'ils n'ont consulté l'intérêt et les préférences mêmes des enfants de leur culte?

Ne serait-il pas cruel, vraiment, de réserver le repos du samedi à l'enfant israélite, quand la foule des petits camarades au milieu desquels il vit dans l'atelier, aux ébats desquels il aime à se mêler, profitera pour ses amusements de la journée du dimanche? Seul, isolé, où ira-t-il le samedi, quand tout sera désert et que le père ou la mère ne seront peut-être pas au foyer pour le recevoir? Ne faut-il pas qu'il profite, lui aussi, de ces joies enfantines qui appartiennent à tous, de ces joies collectives qui prennent leur expansion naturelle dans la journée du dimanche?

J'affirme que, dans l'intérêt même de l'enfant israélite, c'est la règle générale qu'il faut lui appliquer, et l'on ne pourrait raisonnablement soutenir que nous proposons ainsi une prescription de nature à compromettre la liberté de conscience et le respect des différents cultes.

Quand nous revendiquons pour ceux qui sont voués au labeur quotidien, un jour de repos par semaine, nous sommes certains de

suivre l'une des traditions les plus anciennes des sociétés humaines! (Très-bien! très-bien!)

Nous savons combien il est nécessaire que l'homme, à certain jour, échappe à l'obligation d'un travail qui, après tout, l'assimile à la machine dans les ateliers; où, pendant les longues heures de la semaine, il est resté asservi sans relâche au maniement des moteurs mécaniques. Il faut qu'il se retrempe le dimanche dans les pensées morales qui le détachent des intérêts matériels et lui permettent de reporter un moment ses regards vers une destinée supérieure. (Nouvelles marques d'approbation.)

Laissons donc à tous la paisible et salubre jouissance du repos hebdomadaire; et si vous voulez me permettre une citation qui ne trouvera, à coup sûr, de contradiction chez aucun des plus ardents partisans de la liberté de conscience dans cette Assemblée, je vous rappellerai cette pensée de Jean-Jacques Rousseau:

« Tant pis si le peuple n'a de temps que pour gagner son pain, il lui en faut encore pour le manger avec joie, autrement, il ne le gagnera pas longtemps. Le Dieu juste et bienfaisant qui veut qu'il s'occupe veut aussi qu'il se délasse. La nature lui impose l'exercice et le repos, le plaisir et la peine. Le dégoût du travail accable plus les malheureux que le travail lui-même. Voulez-vous donc rendre un peuple actif et laborieux? donnez-lui des fêtes, offrez-lui des amusements qui lui fassent aimer son état et l'empêchent d'en envier un plus doux. Des jours ainsi perdus feront mieux valoir les autres. »

Oui, il faut sauver l'ouvrier, sauver surtout l'enfant de ce dégoût funeste qu'il éprouverait s'il était assujéti au travail continu et indéfini; mais il faut aussi le soustraire à cet isolement qu'on lui imposerait, au nom de son culte, par des exceptions qui le mettraient en dehors des habitudes ordinaires de la vie.

Pourquoi ne serait-ce plus au même jour, aux mêmes heures, que la famille israélite prendrait le repos commun à tous; elle se trouverait ainsi non-seulement séparée et isolée, mais elle ne pourrait plus conserver ses rapports de sociabilité avec les personnes voisines ou amies.

Il est bon de laisser un jour commun aux réunions de la famille, aux relations sociales, un jour commun au repos hebdomadaire, si on veut qu'il y ait des heures de joie et de délassement qui appartiennent à tous indistinctement.

Je demande donc le rejet de l'amendement.

M. Bamberger. Messieurs, dans toutes les considérations auxquelles vient de se livrer l'honorable rapporteur, je n'ai pas trouvé un seul mot de réponse à ce que j'avais avancé à cette tribune.

Je n'ai pas dit qu'il ne devait pas y avoir un jour de chômage par semaine; je n'ai pas parlé non plus contre le repos du dimanche. Au contraire, j'ai dit que je respectais les dogmes chrétiens. J'ai

demandé seulement que l'obligation imposée aux chrétiens d'observer le dimanche ne le soit pas à ceux qui ne sont pas chrétiens.

M. de Montgolfier. Comment voulez-vous les distinguer?

M. Bamberger. L'honorable rapporteur vous a signalé le danger qu'il y aurait à favoriser la fraude.

Il y a un moyen bien simple d'y parer: c'est que le patron exige de l'apprenti qui vient travailler chez lui un certificat signé soit du curé, soit du pasteur ou du rabbin. (Murmures à droite.)

En entendant des murmures se produire à l'audition de cette proposition si simple, je pense à ce mot de Montesquieu que « quand il s'agit de démontrer des choses si claires, on est sûr de ne convaincre personne. »

L'honorable rapporteur a parlé aussi de la loi de 1841, et il a cité l'autorité de M. Fould. Je laisse de côté l'autorité de M. Fould. Je ne veux pas entrer dans des détails qui seraient déplacés ici, en public et qui pourraient atténuer singulièrement la portée de ce témoignage. Je dirai plus, je m'en tiens à la disposition de la loi de 1841 que j'ai eue sous les yeux ces jours derniers. Elle ne spécifie rien à l'égard des israélites. Mais qu'est-ce que cela prouve? C'est que cette loi est mauvaise. Voilà tout.

Quant à moi, je vous propose de laisser intact l'article 5, et d'inscrire à la suite ce paragraphe additionnel:

« La disposition qui précède n'est pas applicable aux enfants des cultes non chrétiens. »

M. le président. M. Bamberger convertit son amendement en un paragraphe additionnel. Je le soumettrai à l'Assemblée quand on aura voté sur l'article 5.

M. Roussel a aussi présenté un amendement ayant pour objet d'interdire le travail des enfants et des mineurs des deux sexes les dimanches et les jours de fêtes reconnus par la loi.

M. Théophile Roussel. Monsieur le président, je ne renonce pas à mon amendement, mais je crois utile d'en ajourner les développements à la troisième lecture.

M. le président. Enfin, MM. Merveilleux du Vignaux, Bottieau, Plichon et Leurent ont présenté un amendement ainsi conçu:

« Les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi, les enfants âgés de moins de seize ans et les femmes ou filles de tout âge ne pourront être employés par les patrons à aucun travail, même pour rangement d'atelier. »

M. Merveilleux du Vignaux. Monsieur le président, nous avons reçu satisfaction, puisque la rédaction de la Commission est à peu près la reproduction de la nôtre.

M. le président. Alors je mets aux voix l'article 5.

(L'article 5, mis aux voix, est adopté.)

M. le comte d'Aboville. Monsieur le président, nous avons proposé une addition à la fin de l'article 5.

M. le président. MM. d'Aboville et de Belcastel ont proposé, en effet, une disposition additionnelle, qui ne serait qu'un membre de phrase terminant l'article 5.

Elle est ainsi conçue :

« Sans préjudice des lois existantes sur l'observation du dimanche.

(Exclamations à gauche.)

M. le vicomte d'Aboville. Messieurs, je ne viens pas, à propos de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, soulever la grande question de l'observation du dimanche. Vous serez saisis prochainement de cette question, et vous en êtes déjà saisis par de nombreux pétitionnaires émus, effrayés du douloureux contraste que la France présente à cet égard avec toutes les nations civilisées. Ce n'est donc pas le moment de traiter à fond cette question.

Je veux seulement vous faire remarquer que si vous n'ajoutez pas à l'article 5, tel qu'il vient d'être voté, les quelques mots dont se compose l'amendement que mon honorable collègue et ami, M. de Belcastel et moi nous avons présenté, vous vous exposez, assurément sans le vouloir, à infirmer l'autorité des lois existantes, lois qui ne sont pas abrogées...

Plusieurs membres. Mais pas du tout !

M. le vicomte d'Aboville. Permettez, vous vous exposeriez à pousser beaucoup de citoyens, par une interprétation toute naturelle, à l'inobservation de lois qui ne sont pas tombées en désuétude et que vous ne voulez pas abroger.

Je m'explique, et, pour cela, je relis l'article 5 :

« Les enfants âgés de moins de seize ans et les filles âgées de vingt et un ans ne pourront être employés à aucun travail, par leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnues par la loi, même pour le rangement de l'atelier. »

Eh bien, Messieurs, je vous le demande : à cette simple lecture, quel chef d'atelier pourra s'imaginer qu'il existe d'autres lois sur la matière et qu'il ne lui soit point permis d'employer dans son atelier ou dans sa manufacture, les hommes au-dessus de seize ans ou les filles au-dessus de vingt et un ans ? C'est une interprétation toute naturelle. (Réclamations.) Je ne dis pas que cela soit votre pensée ; mais enfin ceux qui liront la présente loi et qui ne sauront pas qu'il en existe d'autres pour des catégories d'ouvriers que celle-ci ne touche pas, ne pourront-ils pas le supposer ?

Ce serait cependant une erreur de croire que la loi française laisse sans protection la liberté religieuse des ouvriers âgés de plus de vingt et un ans. En effet, la loi du 22 novembre 1814 interdit aux ouvriers de travailler à l'intérieur et d'ouvrir leurs ateliers le dimanche

et les jours fériés. Il n'y a d'exception que pour les ouvrages urgents et pour les usines dont les travaux ne pourraient, sans dommage, être interrompus le dimanche.

Il y a aussi la loi sur les contrats d'apprentissage du 22 février 1851, qui assure le repos dominical à tous les apprentis, quel que soit leur âge, même au-dessus de seize ans. Aujourd'hui, en apportant de nouvelles garanties mais qui ne se rapportent pas au même âge, la loi nouvelle pourrait, si elle ne faisait aucune allusion aux lois antérieures, contribuer à les faire oublier, et c'est pour éviter cet inconvénient que nous demandons d'ajouter ces simples mots : « sans préjudice des lois existantes sur l'observation du dimanche, » c'est-à-dire des lois de 1814 et de 1851. (Très-bien ! à droite.)

M. le comte de Melun. Messieurs, la Commission partage les sentiments de l'honorable préopinant ; elle désirerait vivement que la loi chrétienne fût partout respectée en France. Aussi elle n'a jamais eu l'intention d'abroger les lois qui existent sur cette matière. Il est impossible de donner à l'article 5 de la loi une telle interprétation.

D'abord, remarquez que cet article n'est autre chose que celui qui existait dans la loi de 1841. Or, depuis cette époque, la loi de 1841 a été reconnue, plusieurs fois, par la cour de cassation comme étant encore en vigueur.

En outre, notre loi va plus loin que celle de 1841, qui ne concernait que les travaux extérieurs et ne s'appliquait que par une interprétation très-sage aux grands ateliers ; la nôtre, qui s'occupe des petits ateliers et même de l'apprentissage, pénètre jusque dans les maisons particulières où travaillent des apprentis.

Nos honorables collègues doivent donc être parfaitement rassurés, et je tenais seulement à affirmer devant l'Assemblée que nous n'avons eu jamais l'intention de porter atteinte aux lois déjà existantes sur le repos du dimanche. (Très-bien ! très-bien !)

M. le vicomte d'Aboville. Les explications de l'honorable M. de Melun donnant satisfaction à la pensée qui avait dicté notre amendement, nous le retirons. (Très-bien !)

M. le président. Nous revenons à la disposition proposée comme paragraphe additionnel par M. Bamberger :

« La disposition qui précède n'est pas applicable aux enfants des cultes non chrétiens. »

Je mets aux voix ce paragraphe additionnel.

(L'Assemblée, consultée, n'adopte pas.)

M. le président. Une autre disposition additionnelle est proposée par M. Balsan :

« Cependant, cette interdiction pourra être également levée en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle et de force

majeure, et dans la forme prévue par le paragraphe 4 de l'article 4 ci-dessus. »

M. Balsan. Deux mots seulement pour expliquer la nouvelle exception que je demande.

L'article 4, qui s'occupait du travail de nuit, interdisait ce travail pour les enfants et pour les filles. Seulement, la Commission a ajouté dans sa dernière rédaction un paragraphe additionnel pour dire que, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle de force majeure, l'interdiction pourrait être levée. Mais dans quelle forme ? Sur l'avis de la Commission locale ou de l'inspecteur.

Voici pourquoi cette disposition a été introduite. C'est que, évidemment, dans les industries peuvent arriver des circonstances exceptionnelles telles que, par exemple, la rupture d'une machine motrice, la rupture de l'arbre moteur ou d'une transmission et d'autres accidents du même genre qui, pendant un certain temps, arrêtent le travail de l'atelier en tout ou en partie.

Eh bien, dans ces circonstances, la manufacture perd une grande partie de sa production, et il y a souvent lieu de lui permettre de réparer le temps perdu.

On dit : Il y aura des abus ; certaines industries, à des époques déterminées, ont un surcroît de travail, et sont obligées de faire des heures supplémentaires, même de passer des nuits pour arriver à satisfaire aux commandes reçues ; ces cas-là se reproduisent régulièrement aux mêmes saisons, de sorte que ces industries-là chercheront à profiter de l'exception admise ; les cas se généraliseront et la loi ne s'appliquera pas.

Il y a, Messieurs, une grande différence entre ces circonstances, qu'on peut appeler normales, et le cas accidentel d'une rupture d'arbre de couche, ou d'une machine. Il est évident que le fabricant ne pouvait prévoir cet accident et, cependant, il faut qu'il fasse ses efforts pour livrer à temps les produits qui lui ont été demandés, sans quoi un préjudice grave et immérité pourrait en résulter pour lui. Il est donc juste d'introduire une exception pour ces cas particuliers. La Commission l'a admise pour les travaux de nuit, je crois qu'il faut également l'appliquer au travail du dimanche. Elle ne sera autorisée, d'ailleurs, que dans les cas de force majeure, et il y aura une garantie pour l'exécution de la loi, puisqu'il faudra l'autorisation de la Commission locale ou de l'inspecteur...

M. Mettetal. Et si l'inspecteur est à trente lieues de là ?

M. Balsan. La Commission locale sera toujours là. L'article 4 porte : « La Commission locale ou l'inspecteur. »

D'ailleurs, l'autorisation sera accordée pour un temps déterminé. C'est encore une garantie contre les abus que l'on pourrait craindre.

Je demande donc, Messieurs, que la disposition de l'article 4 que

j'indique soit étendue pour les cas précis, de force majeure, au travail du dimanche.

M. Eugène Tallon, rapporteur. La Commission, Messieurs, n'accepte pas l'amendement de l'honorable M. Balsan. Entrer ainsi dans les exceptions, spécifier des cas absolument spéciaux, c'est ouvrir, je le répète, la porte à la fraude, et, en réalité, on pourrait singulièrement abuser des jeunes ouvriers si, sous prétexte de rupture d'une machine ou d'accident dans l'atelier, on les soumettait pour la journée entière au travail du dimanche. Ce serait véritablement renverser la disposition de la loi. (Très-bien ! — Aux voix ! aux voix !)

M. le président. Je mets aux voix la disposition additionnelle proposée par M. Balsan.

(La proposition additionnelle est mise aux voix et n'est pas adoptée.)

« Art. 6. — Néanmoins, dans les usines à feu continu, les enfants pourront être employés la nuit ou les dimanches et jours fériés, aux travaux indispensables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils devront être exécutés, seront déterminés par des règlements d'administration publique.

« Toutefois, ces travaux ne seront, dans aucun cas, autorisés que pour des enfants âgés de treize ans ou de quatorze ans selon leur sexe.

« On devra, en outre, leur assurer le temps et la liberté nécessaires pour l'accomplissement des devoirs religieux. »

M. le président. MM. Hèvre et Roussel ont proposé des amendements.

M. Hèvre. Je reproduirai le mien à la troisième lecture.

M. Théophile Roussel. Je ferai de même pour mon amendement, Monsieur le président.

M. le président. C'est entendu.

Il y a aussi un amendement de M. Peltureau-Villeneuve ; mais je crois que son auteur a reçu satisfaction par la nouvelle rédaction de la Commission.

M. Peltureau-Villeneuve. Oui, Monsieur le président.

M. le président. L'amendement de MM. d'Aboville et de Belcastel me paraît avoir reçu également satisfaction.

M. de Belcastel. La Commission a adopté notre amendement et l'a inséré textuellement dans l'article 6.

M. le président. Elle ne pouvait vous donner meilleure satisfaction.

Je consulte l'Assemblée sur l'article 6.

(L'article 6 est mis aux voix et adopté.)

« SECTION 3. — *Travaux souterrains.*

» Art. 7. — Aucun enfant ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, avant l'âge de treize ans révolus.

» Les filles et les femmes ne peuvent être admises à ces travaux.

» Les conditions spéciales du travail des enfants de treize à seize ans, dans les galeries souterraines, seront déterminées par des règlements d'administration publique. »

(L'article 7 est mis aux voix et adopté.)

« SECTION 4. — *Instruction primaire.*

» Article 8. — Nul enfant ayant moins de treize ans révolus ne peut être employé par un patron qu'autant que ses parents ou tuteur justifient qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée.

» Tout enfant admis avant treize ans dans un atelier doit, jusqu'à cet âge, suivre les classes d'une école, aux heures réglementaires, pendant le temps libre du travail.

» Il devra recevoir l'instruction pendant deux heures au moins, si une école spéciale est attachée à l'établissement industriel.

» La fréquentation de l'école sera constatée au moyen d'une feuille de présence, dressée par l'instituteur et remise chaque semaine au patron. » — (Adopté.)

« Art. 9. — Tout enfant âgé de treize ans accomplis ne pourra être admis à travailler au delà du demi-temps, c'est-à-dire plus de six heures chaque jour, s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur de l'instruction primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire. Ce certificat sera délivré sur papier libre et gratuitement.

» L'obligation de cette justification cessera à l'âge de quinze ans révolus. »

M. le président. M. Roussel a présenté sur l'article 9 un amendement qu'il renonce, quant à présent, à développer.

M. Scheurer-Kestner a aussi présenté un amendement sur ce même article.

M. Scheurer-Kestner. Monsieur le président, la Commission a donné satisfaction à mon amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'article 9.

(L'article 9 est mis aux voix et adopté.)

« SECTION 5. — *Surveillance des enfants. Police des ateliers.*

« Art. 10. — Les maires sont tenus de délivrer aux père, mère ou tuteur, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, le temps pendant lequel il a suivi l'école.

» Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date

de l'entrée dans l'atelier ou établissement et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article. » — (Adopté.)

» Art. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie seront tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution. » — (Adopté.)

» Art. 12. — Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux, présentant des causes de danger ou excédant leurs forces, qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où ils seront admis. »

M. le président. Sur l'article 12, il y a des amendements. Y persiste-t-on ?

M. Hèvre. Je réserve mon amendement pour la troisième lecture.

M. Théophile Roussel. La Commission m'a donné satisfaction, sauf en un point de détail. Je me réserve d'en entretenir l'Assemblée lors de la troisième lecture. Pour le fond, je suis satisfait.

M. le président. Et l'amendement de M. Pernolet ?

M. Pernolet. La Commission a fait droit à ma demande. Mon amendement consiste, ou plutôt consistait dans une suppression.

Quelques voix. Quelle suppression ?

M. le rapporteur. M. Pernolet demandait la suppression de l'article 12, texte ancien. Maintenant son amendement est sans objet, le texte nouveau lui donnant satisfaction.

M. le président. Je mets l'article 12 aux voix.

(L'article 12 est mis aux voix et adopté.)

« Art. 13. — Les enfants ne pourront être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux, que sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique.

» En attendant la publication de ce règlement il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans :

» 1^o Dans les ateliers où l'on manipule des matières explosibles et dans ceux où l'on fabrique des mélanges détonants, tels que poudre, fulminates, etc., ou tous autres éclatant par le choc ou par le contact d'un corps enflammé.

» 2^o Dans les ateliers destinés à la préparation, à la distillation ou à la manipulation de substances corrosives, vénéneuses, et de celles qui dégagent des gaz délétères ou explosibles.

» 3^o La même interdiction s'applique aux travaux dangereux ou malsains, tels que :

» L'aiguisage ou le polissage à sec des objets en métal et des verres ou cristaux ;

» Le battage ou grattage à sec des plombs carbonatés dans les fabriques de céruse;

» Le grattage à sec d'émaux à base d'oxyde de plomb dans les fabriques de verre dit mousseline;

» L'étamage au mercure des glaces;

» La dorure au mercure.

» L'interdiction ci-dessus indiquée sera généralement appliquée à toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé. »

M. le président. Il n'y a pas d'amendement sur le premier paragraphe de cet article. Je le mets aux voix.

(Le premier paragraphe de l'article 13 est mis aux voix et adopté.)

M. le président. Sur le paragraphe suivant, M. Chaurand a proposé un amendement ainsi conçu :

» En attendant la publication de ce règlement, il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de dix-huit ans. »

M. le baron Chaurand a la parole.

Plusieurs voix. A demain ! à demain !

M. le président. La continuation de la discussion est renvoyée à demain.

Séance du jeudi 6 février 1873.

SOMMAIRE. — Suite de la 2^e délibération sur la proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. — Article 13, § 2. Amendement de M. le baron Chaurand : MM. le baron Chaurand, Eugène Tallon, rapporteur. Rejet de l'amendement et adoption de l'article. — Article 14 (modifié) : MM. Leurent, le rapporteur, Pouyer-Quertier. — Article 15 : MM. Hèbre, le rapporteur. Adoption. — Article 16. Amendement de M. Keller : MM. Keller, le rapporteur. Retrait de l'amendement. — Amendement de M. Paulin Gillon : MM. Paulin Gillon, Lefébure.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la 2^{me} délibération sur la proposition de loi de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

Sur le paragraphe 2 de l'article 13, M. Chaurand propose un amendement qui consiste à substituer à ces mots : «... il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans, » ceux-ci : «... il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de dix-huit ans révolus. »

M. Chaurand a la parole.

M. le baron Chaurand. Messieurs, hier à la fin de la séance, l'Assemblée a adopté le paragraphe de l'article 13, qui est ainsi conçu :

« Les enfants ne pourront être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux,

que sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique. »

Telle est la règle générale posée dans la loi.

A la suite de cette disposition, la Commission, prévoyant qu'il pourrait s'écouler un certain temps avant que des règlements d'administration publique eussent déterminé les conditions qui devaient régler le travail des enfants dans les manufactures et ateliers insalubres, la Commission, dis-je, a ajouté un second paragraphe ainsi conçu :

« En attendant la publication de ce règlement, il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans. »

Vient ensuite l'énumération, non pas de tous les établissements dangereux ou insalubres, mais de quelques établissements seulement qui offrent pour les ouvriers les dangers les plus graves.

Croyant, comme la Commission, qu'il pourrait s'écouler un temps assez long avant que des règlements d'administration publique eussent réglé ces conditions si importantes, je viens vous demander d'élever de deux ans l'âge fixé provisoirement dans le paragraphe 2, et au lieu de ces mots : « En attendant la publication de ce règlement, il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans », d'inscrire dans la loi : « En attendant la publication de ce règlement, il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de dix-huit ans. »

J'espère, Messieurs, que je ne verrai pas surgir contre cet amendement, les objections qui se sont déjà produites si souvent à la tribune dans le cours de sa discussion, et qui ont été tirées du respect qui est dû à la liberté de l'industrie. En effet, les établissements que nous avons en vue, et qui sont énumérés dans l'article 13, sont des établissements qui, si je puis dire ainsi, se trouvent placés en dehors du droit commun. Vous savez tous qu'une législation spéciale détermine les conditions à remplir pour la création des établissements insalubres et dangereux. Il n'a jamais été contesté que, pour ces établissements, l'intérêt général doit primer l'intérêt particulier. En effet, dès l'instant qu'un établissement particulier peut offrir des inconvénients graves, des dangers, soit pour le voisinage, soit pour l'agriculture, soit pour la santé publique, il ne peut être fondé qu'après une enquête et avec une autorisation spéciale de l'administration. Il n'y a donc rien d'exorbitant à venir vous demander que les précautions qui entourent la fondation d'un établissement insalubre ou dangereux soient étendues à la santé des ouvriers et des enfants qui y sont employés.

Les établissements énumérés dans l'article 13 de la loi qui vous sont proposés sont de deux ordres essentiellement distincts, et les motifs sur lesquels s'appuie mon amendement sont différents, suivant qu'ils s'appliquent aux uns et aux autres.

En effet, Messieurs, dans le paragraphe qui suit, et qui commence l'énumération des établissements insalubres ou dangereux, dans lesquels jusqu'à la promulgation des règlements d'administration publique, les enfants ne pourront pas être employés avant un âge déterminé, se trouvent énumérés ceux-ci :

« Les ateliers où l'on manipule des matières explosibles, ceux où l'on fabrique des mélanges détonnants, tels que poudre, fulminates, etc., ou tous autres, éclatant par le choc ou par le contact d'un corps enflammé... »

Si l'on recherche quels sont les motifs qui ont déterminé à régler l'âge auquel les enfants peuvent être employés dans les établissements que je viens d'énumérer, on est amené à reconnaître que ce n'est pas seulement en vue de l'intérêt des enfants employés, mais c'est bien plus encore en vue de l'intérêt de l'établissement lui-même, en vue de l'intérêt des ouvriers qui y travaillent et en vue des dangers qu'une imprudence peut faire courir, non-seulement à l'établissement lui-même, mais à toutes les habitations existant à une certaine distance.

En effet, Messieurs, les dangers auxquels ces établissements exposent le voisinage sont tellement considérables qu'il importe de prendre les précautions les plus minutieuses et les plus soutenues pour éviter les risques d'explosion qui peuvent s'y produire à chaque instant.

Il me semble qu'à seize ans un enfant n'offre pas des garanties suffisantes de maturité, de discrétion et de prudence pour être employé impunément dans les ateliers où il faut une attention continuelle pour éviter les dangers les plus graves.

Vous savez tous que l'âge de seize ans, d'après nos lois pénales, est considéré comme la limite minimum à laquelle l'enfant est réputé avoir l'entier discernement de ses actes. Vous savez, en effet, que, d'après le code d'instruction criminelle, lorsque l'accusé est âgé de moins de seize ans, la question de discernement doit être posée ; et vous n'ignorez pas que, s'il est déclaré avoir agi sans discernement, il est acquitté ; et que, s'il est déclaré avoir agi avec discernement, la peine qui serait appliquée à un adulte est sensiblement baissée en sa faveur.

Il est donc bien établi que, d'après notre loi française, l'enfant âgé de seize ans est à peine considéré comme en pleine possession de toutes ses facultés et de tout son discernement. Et alors est-il permis, je vous le demande, d'exposer la vie de nombreux ouvriers aux terribles accidents qui pourraient résulter d'une imprudence commise par un enfant qui a à peine atteint l'âge de seize ans, extrême limite à laquelle la loi considère qu'il a tout son discernement ? Je crois donc que non-seulement dans l'intérêt des enfants, mais dans l'intérêt de l'industrie, dans l'intérêt des autres ouvriers, leurs compagnons

de travail, dans l'intérêt de tout le voisinage, il importe de reculer de deux ans au moins l'âge auquel pourront être admis les enfants dans les ateliers qui exigent tant de précautions, d'attention et de prudence.

Voilà ce que j'avais à dire sur les ateliers qui sont énumérés sous le numéro 1^{er} de l'article 13.

Quant aux autres, les motifs sont différents. Les numéros 2 et 3 comprennent l'énumération des ateliers dans lesquels, par suite du travail qui s'y exécute, la santé des ouvriers court les risques les plus considérables et ce n'est pas même assez dire, car, pour être dans la vérité, on peut affirmer que la santé des ouvriers y subit des altérations profondes.

Eh bien, Messieurs, n'est-il pas incontestable qu'à seize ans un enfant n'a pas encore atteint tout son développement, qu'au milieu des conditions délétères dans lesquelles il peut être placé, son organisme n'offre pas encore la résistance qui peut assurer que l'enfant n'en éprouvera pas pour le reste de sa vie les dommages les plus graves? Les ouvriers adultes, qui sont employés dans de tels établissements, ne peuvent pas impunément y prolonger leur séjour. Ils ne peuvent y travailler qu'un certain nombre d'années, après lesquelles ils sont obligés de se procurer un autre travail, de chercher une autre profession industrielle, sous peine de voir détruire leur santé, et abrégé la durée de leur vie.

Quand je demande que, pour les enfants, l'âge de dix-huit ans soit substitué à celui de seize pour leur admission dans ces établissements, je crois ne réclamer que ce qu'exige impérieusement le respect de leur santé.

Si je n'avais consulté que mes appréciations personnelles, je n'aurais pas hésité à vous demander de ne pas permettre l'admission des enfants dans les établissements dont il s'agit avant leur majorité, avant qu'ils aient satisfait à la loi du recrutement, car nous avons le devoir de leur conserver les forces, la vigueur, la santé, qu'ils peuvent être appelés un jour à dépenser au service de la patrie. C'est dans l'intérêt de l'État comme dans celui des enfants que je vous demande de ne pas les exposer à un affaiblissement prématuré de leurs forces, à une altération profonde de leur santé.

En agissant ainsi, j'ai cru entrer dans les intentions que la Commission a souvent manifestées à cette tribune. En effet, elle nous a répété bien des fois que la loi qu'elle nous propose n'est qu'un acheminement vers un régime meilleur; qu'elle avait voulu constituer par la loi actuelle un progrès sur l'ancienne législation et une préparation à un état plus satisfaisant encore. C'est pour cela qu'en fixant l'âge extrême où les enfants peuvent travailler dans les ateliers,

la Commission a substitué l'âge de dix ans à l'âge de huit ans; que plus tard, elle a substitué l'âge de douze ans à l'âge de dix ans.

Pour être logique, pour être conséquente avec ses prémisses la Commission aurait dû, dans l'article qui nous occupe, substituer, comme je le demande, l'âge de dix-huit ans à l'âge de seize ans. En effet, la loi de 1841 avait déjà décidé que des règlements d'administration publique détermineraient les établissements dans lesquels les enfants au-dessous de seize ans ne pourraient pas être admis.

Quant à moi, je pense qu'il faudra arriver à exclure complètement de ces ateliers tous les enfants mineurs; mais, en ce moment, je viens vous proposer l'adoption d'un terme moyen qui sera un acheminement vers le but qui, je l'espère, sera atteint plus tard. La loi de 1841, je le répète, avait fixé la limite de seize ans, plus tard nous reporterons jusqu'à vingt ans l'âge d'admission, aujourd'hui je vous demande, pour entrer dans la pensée de la Commission, de vouloir bien fixer l'âge de dix-huit ans, terme moyen entre seize et vingt ans.

M. Eugène Tallon, rapporteur. Je ne répondrai à l'honorable baron Chaurand, que par une courte observation et je ne le suivrai pas dans des détails que ne me semble pas comporter la discussion de l'article en délibération.

L'honorable baron Chaurand demande qu'on élève de seize à dix-huit ans l'âge de l'admission des enfants dans les ateliers dangereux ou insalubres. C'est, en un mot, une nouvelle catégorie d'âge qu'il veut créer dans une loi qui en compte déjà un certain nombre.

Le projet de loi pose une règle uniforme, l'âge de seize ans, pour la réglementation du travail des enfants dans les diverses industries d'une nature exceptionnelle, et je ne vois pas qu'il y ait lieu de faire une dérogation à cette mesure générale dans l'article spécial qui nous occupe. Cette dérogation serait d'autant moins justifiée, qu'en tête de l'article 13, nous avons inscrit une disposition particulière en vertu de laquelle des règlements d'administration publique détermineront les conditions spéciales selon lesquelles les enfants seront employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux.

Ainsi, ce sont des règlements d'administration qui fixeront l'âge d'admission, les conditions de travail dans ces ateliers spéciaux; nous ne pouvions à cet égard poser une règle absolue, parce que les modifications successives des procédés de la science, dans la fabrication industrielle, peuvent, soit amener le danger là où il n'existait pas précédemment, ou, plus souvent encore, l'amoindrir là où il existait, en opérant un progrès.

Il faut donc des règlements spéciaux pour fixer ces exceptions, et, vraiment, je m'étonne que notre honorable collègue, en face de cette disposition de notre projet de loi, ait persisté à maintenir un amende-

ment dont l'unique objet serait de l'appliquer à une période transitoire.

Nous disons, en effet, dans la seconde partie de l'article : En attendant que ces règlements aient été publiés, les enfants seront employés dans telle condition dans certains ateliers insalubres ou dangereux que nous spécifions. Ce n'est donc qu'une mesure temporaire et provisoire que nous avons inscrite dans la loi : nous avons, sans doute, de bonnes raisons pour le faire, nous avons voulu combler une lacune qui subsiste malheureusement depuis de longues années.

La loi de 1841 indiquait que des règlements d'administration publique détermineraient les conditions de l'emploi des enfants dans les ateliers où leur santé peut souffrir de graves atteintes, et elle indiquait que leur emploi dans de tels ateliers ne pourrait avoir lieu dans aucun cas avant l'âge de seize ans ; mais ces règlements tutélaires n'ont pas été publiés et le mal a persisté.

Nous espérons que le Gouvernement actuel, plus soucieux que les précédents des devoirs de protection que l'on doit remplir vis-à-vis de l'enfance ouvrière, publiera ces règlements, et nous pensons que la période transitoire que vise notre article 13 sera ainsi abrégée. La disposition spéciale que nous avons éditée n'aura donc pas un long effet si cette satisfaction est enfin donnée au vœu que nous exprimons avec une entière confiance dans sa prochaine réalisation.

Vous voyez, Messieurs, par ces simples observations, que l'amendement de M. Chaurand doit être rejeté parce qu'en réalité il serait sans objet dans son application. (Très-bien ! très-bien !)

M. le Président. Je mets aux voix l'amendement de M. Chaurand.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

L'article 13 est ensuite mis aux voix et adopté sans modification, dans les termes suivants :

« Art. 13. — Les enfants ne pourront être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux, que sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique.

» En attendant la publication de ce règlement, il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans :

» 1^o Dans les ateliers où l'on manipule des matières explosibles et dans ceux où l'on fabrique des mélanges détonants, tels que poudre, fulminates, etc., ou tous autres éclatant par le choc ou par le contact d'un corps enflammé.

» 2^o Dans les ateliers destinés à la préparation, à la distillation ou à la manipulation de substances corrosives, vénéneuses, et de celles qui dégagent des gaz délétères ou explosibles.

» 3^e La même interdiction s'applique aux travaux dangereux ou malsains, tels que :

» L'aiguisage ou le polissage à sec des objets en métal et des verres ou cristaux.

» Le battage ou grattage à sec des plombs carbonatés dans les fabriques de céruse.

» Le grattage à sec d'émaux à base d'oxyde de plomb dans les fabriques de verre dit mousseline.

» L'étamage au mercure des glaces.

» La dorure au mercure.

» L'interdiction ci-dessus indiquée sera généralement appliquée à toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé. »

» Art. 14. — Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés.

» Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé des enfants.

» Dans les usines à moteurs mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers par une clôture qui n'en permettra l'approche que pour les besoins du service.

» Les puits, trappes et ouvertures de descente devront être également clôturés. »

M. le président. M. Hèvre propose la suppression de cet article.

M. Hèvre. Je n'insiste pas!

M. le président. Personne ne demande la parole?... Je mets aux voix l'article.

M. Leurent. Je demanderai le changement d'un seul mot. Là où on a mis « clôture », j'aimerais mieux qu'on mît le terme employé dans l'industrie, en Angleterre, le terme de « recouvrement. »

Quelques membres. Ce mot n'est pas français dans ce sens!

M. le rapporteur. Mettez les deux mots.

M. Leurent. M. le rapporteur dit qu'on pourrait mettre les deux mots : « clôture et recouvrement. » Le recouvrement n'est pas une clôture.

M. le Président. Expliquez ce que vous demandez et ce que vous entendez par recouvrement.

M. Leurent. Je vais vous l'expliquer en deux mots.

Voici comment est rédigé ce paragraphe de l'article 14 :

« Dans les usines à moteur mécanique, les roues, les courroies, les engrenages, ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers

par une clôture qui n'en permettra l'approche que pour les besoins du service».

Eh bien, ce mot « clôture » n'est pas un mot usuel dans le langage industriel.

M. Ambroise Joubert. Je vous demande pardon.

M. Leurent. En matière d'industrie, on appelle « recouvrements » ces entrefonts ou ces séparations qui servent à protéger les ouvriers des endroits dangereux.

Je voudrais donc qu'au lieu du mot « clôture » on mît le mot « recouvrement », car, avec ce mot « clôture », on laissera la possibilité de faire des procès-verbaux à tout le monde. (Mouvements divers.)

Un membre. Mettez les mots « enveloppe protectrice. »

M. Leurent. Oui, le mot : « enveloppe » si vous voulez.

M. Balsan. La Commission est disposée à mettre la rédaction ainsi faite : « Les appareils... seront séparés par une enveloppe ou clôture. »

M. Langlois. Mais non, ne mettez pas de substantif.

M. le rapporteur. Je crois que pour éviter cette discussion grammaticale il suffirait de rédiger ainsi l'article :

« Les appareils, etc..., seront séparés des ouvriers de manière à ce que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. »

M. Paulin Gillon. De manière que pour mieux faire comprendre que les ouvriers sont protégés par une clôture, on ne parlera pas de clôture ! (Rires et bruit.)

M. le président. Ainsi la dernière rédaction de la Commission serait celle-ci : « ... de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. »

Est-ce bien là la rédaction à laquelle s'arrête la Commission ?

M. le rapporteur. Oui, monsieur le président.

M. Pouyer-Quertier. Je proposerais volontiers à l'Assemblée, quand il s'agit de la propriété, de la tenue et de la ventilation des ateliers, de renvoyer ces questions d'organisation intérieure au règlement d'administration publique relatif à l'application de la loi, en ce qui concerne chaque industrie.

Mais en tout cas, comme rédaction il me semble qu'il serait beaucoup plus simple de dire que dans chaque atelier toutes les dispositions pour garantir la sécurité des ouvriers seront appliquées selon les moyens les plus perfectionnés de l'industrie.

Un membre au banc de la Commission. Ces moyens ce sont des clôtures ou des enveloppes !

M. Pouyer-Quertier. Ce ne sont pas seulement des clôtures : ici il faudra des clôtures, ailleurs des couvre-engrenages, ailleurs des gardes-courroies. Ces précautions varieront dans chaque industrie et pour chaque machine.

Je vous demande donc de n'insérer dans la loi qu'une disposition générale pour préserver les ouvriers et garantir les machines.

Un membre. Présentez un amendement !

Un autre membre. La dernière rédaction de la Commission doit donner satisfaction à M. Pouyer-Quertier,

M. le président. Je relis l'article 14 avec les modifications qui viennent d'être proposées par la Commission :

« Art. 14. — Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés.

» Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé des enfants.

» Dans les usines à moteurs mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

» Les puits, trappes et ouvertures de descente devront être clôturés. »

Je consulte l'Assemblée.

(L'article 14, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté.)

« Art. 15. — Les patrons ou chefs d'établissement doivent, en outre, veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans leurs ateliers. »

M. le président. — M. Hèvre a présenté un amendement par lequel il demande la suppression de cet article.

M. Hèvre. — J'avais demandé la suppression de l'article 15 pensant que, dans l'esprit de la Commission, l'inexécution de cet article devait constituer un délit spécial, et comme je ne trouvais pas que ce délit fût suffisamment défini, je proposais de supprimer l'article 15 ; mais M. le rapporteur m'ayant déclaré que cet article contenait purement et simplement un conseil, une invitation adressée au patron, je n'insiste pas pour l'adoption de mon amendement.

M. Eugène Tallon, rapporteur. Permettez-moi une simple observation en réponse à l'explication qui vient d'être présentée.

Sans aller jusqu'à la spécification d'un délit nouveau, la Commission a voulu, dans l'article qui vous est soumis, donner plus qu'un conseil. Les lois de la nature de celle sur laquelle nous délibérons, sont toujours suivies de circulaires ministérielles et de règlements qui en assurent l'exécution et en montrent la portée. Or, les inspecteurs du travail des enfants, dans les attributions que nous leur conférons, seront appelés à faire appliquer les mesures d'ordre intérieur des ateliers, prescrites en vertu des circulaires ministérielles.

Nous avons reproduit, à cet égard, une discussion de la loi de 1844, et prévu l'application des règlements qui peuvent intervenir relative-

ment à la bonne tenue des ateliers au point de vue de la décence et des mœurs. Vous voyez donc, Messieurs, qu'il n'y a pas là seulement une simple invitation, mais une injonction adressée au patron, qui trouvera sa sanction dans le contrôle de l'inspection. (Très-bien ! très-bien ! — Aux voix !)

(L'article 13 est mis aux voix et adopté.)

« SECTION 6. — *Inspection.*

« Art. 16. — Pour assurer l'exécution de la présente loi, il sera nommé un inspecteur général et quinze inspecteurs divisionnaires. La nomination des inspecteurs sera faite par le Gouvernement, sur une liste de présentation dressée par la Commission supérieure ci-dessous instituée, et portant trois candidats pour chaque emploi disponible.

» Ces inspecteurs seront rétribués par l'État.

» L'inspecteur général sera chargé de surveiller, de contrôler et de diriger le service des inspecteurs divisionnaires; il adressera chaque année des rapports sur ce service à M. le Ministre du Commerce et à la commission supérieure ci-dessous instituée.

» Chaque inspecteurs divisionnaire résidera et exercera sa surveillance dans l'une des quinze circonscriptions territoriales qui seront déterminées par un règlement d'administration publique »

M. le président. M. Keller a présenté un amendement destiné à remplacer les articles 16 et 17.

Cet amendement est ainsi conçu :

« Les officiers de police judiciaire sont chargés de l'exécution de la présente loi. »

M. Keller a la parole.

M. Keller. Messieurs, nous arrivons à la partie la plus importante du projet de loi qui vous est soumis.

En effet, jusqu'à présent, nous avons examiné jusqu'à quel âge, dans quelles conditions, les enfants devaient travailler, et nous avons été à peu près unanimes pour désirer que l'enfance fut ménagée. En ce moment, il s'agit de savoir si la loi nouvelle sera plus heureuse que la précédente, c'est-à-dire si la loi sera exécutée.

Aujourd'hui nous désirons avoir une loi efficace, qui ne soit pas, comme la loi de 1841, une loi d'espérance et de promesse, mais qui nous mène réellement à des résultats.

C'est à ce point de vue que j'ai eu l'honneur de vous soumettre un amendement qui, au lieu de créer quinze inspecteurs chargés de faire exécuter la loi, confie l'exécution de cette loi aux autorités de droit commun, c'est-à-dire aux officiers de police judiciaire.

Pourquoi la loi de 1841 n'a-t-elle pas été exécutée ? A mon avis, l'inefficacité de toutes les mesures qu'on a prises jusqu'à présent vient

de ce qu'on n'a pas considéré à son vrai point de vue le tort fait à l'enfance lorsqu'on l'emploie trop tôt dans les manufactures.

Nous avons cru devoir, comme nous le faisons trop souvent, suivre les exemples et les idées de nos voisins d'Angleterre. Ceux qui connaissent l'Angleterre savent tous, — et l'honorable M. Pouyer-Quertier le disait hier avec beaucoup de raison — qu'il n'y a aucune comparaison possible entre le sort des ouvriers français et celui des ouvriers anglais, entre les sentiments des patrons français et les sentiments des patrons anglais.

L'Angleterre ne pouvant pas dominer le monde par l'étendue de son territoire et voulant le dominer par la richesse de son industrie, a fait, à cette richesse, les plus grands sacrifices, sacrifices qu'on aurait jamais consenti à faire en France. On a vu s'établir, en Angleterre, par tous les moyens possibles, et souvent par des moyens barbares et inhumains, une centralisation du travail et de la richesse que nous n'avons pas vue en France, et cette centralisation s'est produite même dans l'agriculture.

Vous savez, en effet, que les petits fermiers, que les métayers en Angleterre, ont été chassés des campagnes pour faire place à une grande culture centralisée, et aujourd'hui le sort des ouvriers des campagnes, en Angleterre, n'est pas plus heureux que celui des ouvriers de l'industrie.

En France, au contraire, nous avons eu le bonheur, à côté d'une centralisation administrative qui a dépassé toutes les bornes d'avoir la décentralisation du travail : nous avons, dans nos campagnes, une population aisée qui fait la force du pays et dont nous sommes justement fiers. En industrie également on peut affirmer, je crois, que, de tout temps, les patrons français ont eu, pour leurs ouvriers, de plus grands soins qu'en Angleterre et que nos ouvriers ont une plus grande moralité que les ouvriers anglais. (Marques d'approbation.)

M. Théophile Roussel. Je demande la parole.

M. Keller. C'est donc au point de vue français que nous devons examiner le tort qui est fait à l'enfance quand elle est trop tôt enfermée dans les manufactures et les ateliers, et nous devons ici nous placer sur le terrain des sentiments de juste fraternité et de juste égalité, en un mot, de ces sentiments chrétiens qui sont traditionnels en France. (Très-bien !)

Le tort fait à l'enfance est considérable, personne ici n'a cherché à le dissimuler. Il suffit d'avoir visité une ville industrielle, d'avoir vu les enfants employés trop jeunes dans les manufactures, pour constater qu'il y a un préjudice énorme fait à leur santé et à leur moralité.

Le grand tort, à mon avis, c'est que ce préjudice, jusqu'à présent, n'a pas été assimilé aux autres délits inscrits dans le code pénal ; c'est qu'on a traité les coupables trop légèrement, qu'on ne leur a ap-

pliqué que des peines insignifiantes, que même ces peines insignifiantes n'ont été appliquées que par un certain nombre de personnes chargées, soit à titre gratuit, soit par une nomination spéciale, d'inspecter les manufactures.

Pour rendre à la loi son efficacité, je vous demanderai, dans un second amendement, des peines plus sévères; je vous propose en ce moment de laisser la constatation des délits aux officiers de police judiciaire, à ceux qui, en France, ont mission de constater tous les délits de droit commun. (Marques d'assentiment.)

Plusieurs lois analogues ont été faites jusqu'à présent et jamais on n'a cherché à former un nouveau personnel pour assurer leur exécution.

Vous connaissez, Messieurs, la loi sur les livrets et la loi sur l'apprentissage. Ces deux lois sont exécutées par l'intervention des officiers de police judiciaire.

Pourquoi l'Angleterre n'a-t-elle pas pu prendre ce moyen si simple et si pratique? C'est parce que l'Angleterre n'a pas, comme nous, l'institution du ministère public, l'action publique. En Angleterre, les lois sont appliquées sur la réquisition des particuliers; mais il n'y a pas, comme chez nous, des magistrats chargés de les faire exécuter, et de poursuivre les délits au nom de la société.

En France, au contraire, sous la direction du ministère public nous avons des agents placés sous les ordres des magistrats qui ont le devoir de constater et faire poursuivre les délits.

Dans la pratique, si vous voulez comparer les résultats qu'on pourra obtenir d'un côté avec les inspecteurs que propose la Commission, de l'autre avec les officiers de police judiciaire, je crois qu'immédiatement vous saisirez l'immense différence des résultats.

Que voulez-vous, Messieurs, que fassent quinze inspecteurs qui auront à surveiller la France entière, qui devront visiter non-seulement les grandes manufactures, mais les petits patrons, menuisiers, cordonniers, tailleurs, qui ont des apprentis chez eux?

L'honorable M. Tallon, dans son rapport, reconnaît que le nombre des apprentis est au moins aussi considérable que celui des enfants qui travaillent dans les manufactures; mais il ne faut pas oublier que ces apprentis, au lieu d'être groupés par dix, vingt, trente ou davantage, ne sont souvent qu'un ou deux chez les patrons. Il y a donc là un nombre d'établissements dix fois plus considérable à inspecter.

Combien nommerez-vous d'inspecteurs à Paris? J'affirme que vos quinze inspecteurs ne seront pas suffisants pour les manufactures et pour les patrons de la capitale.

Dans le reste de la France vous avez un inspecteur pour six départements, c'est-à-dire que l'inspecteur, en y mettant toute l'acti-

vité possible, ne pourra visiter en un an le territoire qui lui sera confié. Son arrivée dans une localité y sera un événement considérable, il sera attendu, on connaîtra le jour longtemps à l'avance tout le monde sera prévenu, tout le monde sera sur ses gardes, et il sera très-facile de s'arranger de façon qu'il ne trouve aucun délit à constater.

Il y a donc là une action qui est entièrement insuffisante, tandis que celle des officiers de police judiciaire s'exerce sur toute la surface du territoire. Sous quel prétexte les repousserait-on ?

J'ai entendu dire, Messieurs, que charger de la constatation des délits prévus par cette loi les officiers de police judiciaire, c'était mettre l'industrie en suspicion.

Mais, Messieurs, le code pénal nous met tous en suspicion ! (C'est vrai !) S'il se trouve, ça et là, quelques industriels qui voudront méconnaître la loi, je ne vois pas pourquoi les industriels honorables qui l'observeront fidèlement prendraient fait et cause pour ceux qui leur feront une concurrence déloyale.

Il n'y a rien de blessant ni de déshonorant à se soumettre au droit commun, et ce droit commun ici est efficace. Il peut pourvoir à tous les cas. Les moyens d'action dont nous avons besoin sont répandus sur toute la surface du territoire ; ils sont entre les mains de la magistrature française, c'est-à-dire que nous avons là la garantie la plus considérable que nous puissions désirer. Au contraire, un personnel de quinze inspecteurs est, à mon avis, quelque chose de tout à fait illusoire. (Assentiment sur plusieurs bancs.)

Après avoir pris connaissance de cet amendement, la Commission, dans une nouvelle rédaction, car — elle nous en a soumis trois ou quatre, — a ajouté à cet article 18 un paragraphe ainsi conçu :

« A défaut des inspecteurs, les officiers de police judiciaire constateront les délits qui leur seront signalés par la commission locale ; mais ils n'auront entrée dans les ateliers qu'en vertu d'une disposition spéciale du parquet. »

Cette rédaction me paraît empreinte d'une certaine méfiance à l'égard des officiers de police judiciaire. Il semble qu'on veuille chercher à paralyser leur action et ne leur permettre d'agir que si les délits ont déjà été constatés par la commission locale.

Je reconnais avec la Commission les services que peuvent rendre les commissions locales pour donner des renseignements ; mais je n'admets pas que jamais les commissions locales deviennent des commissions de dénonciateurs, surtout si vous portez dans la loi les peines que méritent les délits dont nous nous occupons en ce moment.

Je demande donc à la Commission si elle ne veut pas faire aux officiers de police judiciaire une place plus large, la place qui leur

appartient de par le droit commun pour l'exécution de toutes les lois.

Si nous n'entrons pas dans cette voie du droit commun, si nous cherchons encore ici à faire une législation spéciale sans pénalités sérieuses, sans juridiction sérieuse, nous aurons fait de nouveau une loi d'espérance, je voudrais une loi efficace. (Très-bien ! très-bien !)

M. Eugène Tallon, rapporteur. Je remercie mon honorable collègue, M. Keller, d'avoir bien voulu apporter à la loi qui nous occupe l'appui de sa parole si autorisée. (Rumeurs sur quelques bancs à gauche. — Oui ! oui ! très-bien ! à droite et au centre.)

Il me sera d'ailleurs facile de donner satisfaction aux légitimes préoccupations dont il nous a fait part.

Nous ne sommes pas moins soucieux que l'honorable M. Keller, de voir la loi entrer dans les voies d'une prompte et complète exécution. C'est pour y arriver que nous avons pensé qu'il fallait constituer une inspection spéciale du travail des enfants ; la route nous était tracée à cet égard, soit par l'exemple des législations étrangères, soit par le spectacle de l'impuissance de notre législation précédente, soit enfin par l'expérience des services rendus par les inspecteurs spéciaux, dans les départements où il en a été établi : en créant ce contrôle élevé et efficace de la protection de l'enfance, nous avons eu la confiance d'édicter une mesure également pratique et tutélaire.

Je n'entrerais cependant pas, Messieurs, dans l'examen de l'économie des diverses dispositions de notre projet de loi, relatives à l'inspection ; je me contente de dire, quant à présent, que nous n'avons entendu porter aucune atteinte aux principes généraux de notre droit pénal ; nous avons laissé à la loi toute son action dans cette matière spéciale, comme elle l'exerce en toute autre matière.

Une difficulté avait, il est vrai, surgi dans la jurisprudence, relativement à l'application de la loi de 1841.

On s'était demandé si les agents de la police judiciaire pouvaient entrer à toute heure et en toute circonstance dans les ateliers ; s'ils pouvaient venir à tout propos troubler l'autorité des patrons chez eux, au milieu de leurs travaux ; ou si, au contraire, l'atelier ne devait pas être considéré, à l'égard de l'industriel, comme le domicile du citoyen, et si l'on ne devait pas apporter, dans une certaine mesure, des restrictions à l'ingérence des officiers de police judiciaire. Nous avons voulu faire cesser, par la rédaction de notre article 18, toute équivoque dans l'interprétation et mettre fin à toute controverse.

Nous nous sommes également montrés jaloux, en ne les inquiétant pas par une surveillance irritante, de ménager les légitimes susceptibilités des industriels, parce que, pour l'application de la loi, nous avons confiance dans leur concours et dans leur dévouement. Nous savons que nous pouvons compter, pour la protection à l'enfant, sur

les sentiments d'humanité dont ils se sont tous montrés aussi soucieux que nous-mêmes. (Très-bien !)

En nous efforçant de concilier ce double intérêt, nous n'avons nullement dérogé aux principes généraux inscrits dans nos lois de procédure criminelle.

Nous pouvons donc affirmer qu'en dehors de l'inspection, telle que nous la constituons, l'agent de police judiciaire pourra exercer son action; mais il devra le faire en vertu d'une délégation spéciale du procureur de la République ou du juge d'instruction dans les termes du droit commun, tels qu'ils sont spécifiés par les articles 32 et 47 du Code d'instruction criminelle.

L'agent de la police judiciaire, qu'on l'entende bien, ne pourra venir à toute heure pratiquer une sorte d'inquisition dans le domicile ou dans l'atelier des patrons. L'industriel sera couvert contre toute intervention indiscrete de cet agent par la nécessité où il sera de recourir préalablement à la constatation des contraventions, à l'autorité supérieure du parquet. Il était donc nécessaire de bien déterminer dans quelle mesure le concours de la police judiciaire pourra contribuer à l'application de loi actuelle, et notre honorable collègue M. Keller recevra, je l'espère, pleine et entière satisfaction par la rédaction suivante de l'article 18 que la Commission soumet à votre appréciation :

« Les agents de la police judiciaire, en l'absence des inspecteurs, constateront les infractions à la présente loi, mais ils n'auront entrée dans les ateliers qu'en vertu d'une délégation spéciale du parquet. »

Je crois que nous pouvons arriver ainsi à trouver un terme de conciliation entre l'intérêt supérieur qu'il y a à instituer une inspection spéciale pour le travail des enfants et le respect que nous devons toujours garder pour les règles générales du droit. (Très-bien ! très-bien !)

M. Keller. En présence des explications que vient de nous donner M. Tallon, je retire l'amendement que j'avais proposé.

De toutes parts. Très-bien ! très-bien !

M. Langlois. Monsieur Keller, je crois que vous avez tort ! (On rit.)

M. Keller. La Commission me donne satisfaction, quant au fond. Je me réserve toutefois de discuter la rédaction qu'elle vous propose, quand nous en serons à l'article 18.

M. le président. M. Paulin Gillon a proposé un autre amendement, pour le développement duquel je lui donne la parole.

M. Paulin Gillon. Messieurs, avant de vous parler de mon amendement, permettez-moi de vous lire les dispositions des articles auxquels je voudrais le substituer.

Ce sont les articles 16 et 17.

« Art. 16. — Pour assurer l'exécution de la présente loi, il sera nommé un inspecteur général et quinze inspecteurs divisionnaires. La

nomination des inspecteurs sera faite par le Gouvernement, sur une liste de présentation dressée par la Commission supérieure ci-dessous instituée, et portant trois candidats pour chaque emploi disponible.

« Ces inspecteurs seront rétribués par l'État.

» L'inspecteur général sera chargé de surveiller, de contrôler et de diriger le service des inspecteurs divisionnaires ; il adressera chaque année des rapports sur ce service à M. le Ministre du Commerce et à la Commission supérieure ci-dessous instituée.

» Chaque inspecteur divisionnaire résidera et exercera sa surveillance dans l'une des quinze circonscriptions territoriales qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

» Art. 17. — Seront admissibles aux fonctions d'inspecteur, les candidats qui justifieront du titre d'ingénieur de l'État ou d'un diplôme d'ingénieur civil, ainsi que les élèves diplômés de l'École centrale des arts et manufactures et des Écoles des mines.

» Seront également admissibles ceux qui auront déjà rempli, pendant trois ans au moins, les fonctions d'inspecteur du travail des enfants ou qui justifieront avoir dirigé ou surveillé pendant cinq années des établissements industriels occupant cent ouvriers au moins.»

Vous le savez, Messieurs, nous avons une grande Commission chargée d'étudier tous nos services administratifs, et de rechercher s'il ne serait pas possible de diminuer le nombre des fonctionnaires publics. Nous avons beaucoup de maladies, hélas ! mais une des plus dangereuses et des plus tenaces, c'est assurément la maladie des fonctions, l'appétit des places. (C'est vrai ! — Très-bien ! sur plusieurs bancs.)

Je crois, Messieurs, que vous êtes animés du désir de voir se compléter bientôt les investigations de votre Commission des services publics ; cependant, c'est alors que vous êtes dans cette disposition d'esprit qu'on vous propose aujourd'hui, tout à coup, de créer un groupe complet de seize nouveaux fonctionnaires publics bien payés.

On a dit que l'inspection était la condition de vie ou d'avortement de la loi que nous préparons.

C'est vrai. Si l'inspection n'est pas bien organisée, la loi ne vivra pas ; il importe donc qu'elle le soit avec beaucoup de soin ; mais je ne pense pas que le mode d'inspection proposé par la Commission soit le meilleur.

Il y a pourtant un moyen bien simple de trouver quels sont les inspecteurs qui peuvent convenir à la mission qu'il s'agit de remplir. Il faut que les hommes qui seront chargés de cette mission connaissent bien la matière qu'ils auront à inspecter ; il faut qu'ils soient familiers avec les détails spéciaux, scolaires, même un peu minutieux, qui sont l'objet essentiel de la loi. Si les hommes qui seront appelés à faire l'inspection n'ont pas été suffisamment pré-

parés à ces détails par leurs occupations habituelles, par les études de leur vie entière, ils ne réussiront pas à remplir exactement et complètement la mission que vous avez l'intention de leur confier.

En définitive, quel est l'objet précis de l'inspection qu'il s'agit d'organiser? La loi elle-même nous le dit. Voici ce que les inspecteurs auront à faire, l'article 18 l'explique en toutes lettres :

« Ils visitent les enfants. Ils peuvent se faire représenter les registres prescrits par l'article 10, c'est-à-dire le registre sur lequel sont inscrits les noms, prénoms, âge et lieu de naissance des enfants. »

M. Balsan. Tout le monde peut remplir cette mission !

M. Paulin Gillon. C'est précisément ce que je veux dire.

« Ils peuvent également se faire représenter les livrets, les feuilles de présence aux écoles, les règlements intérieurs. »

Eh bien, Messieurs, je vous le demande, est-ce qu'il est nécessaire d'avoir des ingénieurs du Gouvernement, c'est-à-dire des élèves de l'École polytechnique? Est-ce qu'il est nécessaire d'avoir des ingénieurs civils, des élèves diplômés de l'École des arts et manufactures, des élèves de l'École des mines, pour visiter les enfants, se faire représenter des registres, des livrets, des feuilles de présence à l'école? Tout le monde peut faire cela, comme vient de le dire M. Balsan.

M. Balsan. Mais lisez donc la suite de l'article.

M. Paulin Gillon. Tout cela, vous le devinez sans peine, c'est la matière des occupations, des travaux, de la vie tout entière des inspecteurs des écoles primaires. (Assentiment sur divers bancs.)

Autre chose. Vous pouvez lire comme moi dans l'article 8 : « Nul enfant ayant moins de treize ans révolus ne peut être employé par un patron qu'autant que ses parents ou tuteur justifient qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée.

» Tout enfant admis avant treize ans dans un atelier doit, jusqu'à cet âge, suivre les classes d'une école, aux heures réglementaires, pendant le temps libre du travail.

» Il devra recevoir l'instruction pendant deux heures au moins si une école spéciale est attachée à l'établissement industriel.

» La fréquentation de l'école sera constatée au moyen d'une feuille de présence dressée par l'instituteur et remise chaque semaine au patron. »

Mais les inspecteurs des écoles primaires sont ici en plein dans leur élément ; c'est leur métier, — passez-moi le mot, — tous les jours de l'année ils sont en course dans les communes de leur arrondissement.

M. Balsan. Ils n'auront pas le temps de faire davantage !

M. Paulin Gillon. Vous parlerez après moi, monsieur Balsan ! vous parlerez longuement, si vous voulez ; mais laissez-moi parler un peu : je ne serai pas long. (On rit. — Parlez ! parlez !)

Tenez, un exemple : il faut s'assurer que l'enfant fréquente l'école, et l'on s'en assure par un certificat de l'instituteur qui doit être envoyé au patron. Eh bien, l'instituteur n'envoie pas le certificat : pourquoi cela ? Mon Dieu, parce que l'enfant ne s'est pas présenté. Mais alors, à la fin de la semaine, il faut que le patron remarque que l'instituteur ne lui a pas remis tel ou tel certificat de présence.

Voyons ! de bonne foi, connaissez-vous beaucoup de patrons qui, à la fin de chaque semaine, se feront rendre compte des certificats de présence de tel ou tel marmot, qui travaille dans un coin de l'usine ?

Sur divers bancs. Ils le devront, il faudra bien qu'ils le fassent !

M. Langlois. Certainement, ils le feront pour satisfaire à la loi !

M. Paulin Gillon. Je ne dis pas qu'il ne le faut pas.

L'honorable M. Langlois dit qu'il le faut. Je dis qu'il le faudrait...

M. Langlois. J'ai dit : ils le feront. J'ai parlé au futur.

M. Paulin Gillon. Messieurs, ne demandons pas aux hommes plus qu'ils ne peuvent faire. Le plus grand nombre des patrons ne peut avoir l'œil sur des détails comme ceux-là ; c'est impossible.

Qui est-ce qui peut faire cela ? Qui est-ce qui est assez familier avec les espiègleries des écoliers et les tribulations des instituteurs ? C'est l'inspecteur des écoles primaires. L'inspecteur verra que les certificats d'un enfant n'ont pas été envoyés aux patrons : mais rien de plus simple. L'inspecteur, qui connaît l'instituteur, ira chez lui et lui demandera pourquoi il n'a pas envoyé de certificat, et là il aura l'explication de la chose, et il fera le nécessaire. Mais un ingénieur diplômé de l'École centrale, un ingénieur civil, ou un ingénieur de l'Etat, ou un ingénieur de l'École des mines descendra-t-il à ces petites choses ? Non, ce n'est pas l'affaire de ces messieurs, ils ne s'en sont jamais occupés. Je rends justice à leur mérite, à leur science, comme vous, je les admire et je les honore ; mais de bon compte, ils ne peuvent pas se charger d'une besogne qu'ils ne connaissent pas, pour laquelle ils ne peuvent avoir ni la modeste aptitude, ni le temps nécessaire.

M. Ambroise Joubert. Ce ne sont pas eux qui donneront les certificats.

M. Paulin Gillon. Attendez ! Remarquez que ces inspecteurs qu'on nous propose de nommer dans la France entière, qui auraient chacun en moyenne six départements à inspecter, ne viendront guère qu'une fois par an dans chaque localité.

L'inspecteur des écoles primaires, au contraire, ne quitte pas son arrondissement. Son arrondissement se compose de 120 à 180 communes, plus ou moins, à peu près. Eh bien, c'est là sa sphère, il n'en sort pas et il passe les 365 jours de l'année ou à visiter les communes ou à travailler dans son cabinet à faire des rapports à ses supérieurs. Remarquez qu'il n'a pas à se détourner, puisqu'il va dans

toutes les communes, et il n'y a pas une seule usine qui ne soit comprise dans le territoire d'une commune quelconque.

M. Ambroise Joubert. Ils n'ont pas le temps seulement de visiter les écoles!

M. Paulin Gillon. Eh ! mon Dieu, l'école est dans la commune, et l'usine...

M. Ambroise Joubert. A Lille, par exemple. (Bruit.— N'interrompez pas!,

M. Paulin Gillon. Permettez ! Nous faisons des lois générales, sans doute ; nous avons des localités particulières, des exceptions, dont il faut tenir compte en toutes choses, comme le département du Nord, comme Lille ou Paris ; mais il ne s'agit pas de cela. Il s'agit des seize inspecteurs que vous voulez créer en donnant six départements à chacun, pour venir inspecter les enfants, lire leur livret, savoir quel âge ils ont, pourquoi ils n'ont pas été à l'école, ou bien s'ils ont raisonnablement profité en y allant. C'est bien modeste, mais c'est l'objet essentiel et sérieux de la loi.

Laissez-moi ajouter encore cette dernière considération : non-seulement les inspecteurs primaires connaissent toutes ces matières mieux que personne, mais ils n'iront nulle part, dans aucune usine, dans aucune manufacture, sans connaître aussi le personnel des élèves qu'il s'agit d'inspecter. Les enfants entrent dans les écoles primaires à l'âge de six ans. Vous avez permis qu'on les admette dans les manufactures à dix ans. Par conséquent, quand l'inspecteur de l'école primaire arrivera dans une manufacture, il trouvera là des enfants qu'il aura rencontrés dans les écoles depuis quatre ans.

Mais il connaîtra encore leurs parents, leur famille ; il connaîtra l'instituteur chez lequel ils ont été pendant plusieurs années. Il connaîtra l'instituteur lui-même chez lequel ils devront continuer à aller. Et s'il y a une école spéciale dans les manufactures, c'est encore une école nouvelle que vous ferez bien mieux inspecter par un inspecteur de l'enseignement primaire que par un élève de l'école des mines ou un ingénieur du Gouvernement.

Plusieurs membres. Vous avez raison !

M. Paulin Gillon. J'ai dit qu'une des conditions indispensables pour que l'inspection, telle que vous voulez l'organiser, produise de bons résultats, c'est que les hommes appelés à cette inspection aient, par leurs études personnelles, par leurs fonctions journalières, une connaissance parfaite des détails qu'ils auront à inspecter. C'est dans votre loi elle-même, loi que j'approuve, que vous avez précisé les objets qui devront être soumis à l'inspection.

Par conséquent, les inspecteurs que je propose sont en état de faire une inspection parfaitement efficace, tandis que les vôtres coûteront bien cher et ne donneront pas des résultats utiles. (Très-bien !)

M. Lefébure. Messieurs, je désirerais répondre à l'honorable préopinant; mais en même temps que je voudrais démontrer combien son amendement est inacceptable, — ce qui sera facile, je crois, en lisant simplement la nomenclature des fonctions imposées par la loi aux inspecteurs primaires, — je me proposerais d'insister sur l'économie du système d'inspection organisé par la Commission; je me proposerais d'établir qu'il ne justifie aucune des critiques dont il a déjà été l'objet depuis que l'article 16 est en discussion et que seul il peut assurer l'efficacité de la loi.

J'aurais donc à demander à l'Assemblée quelques instants d'attention; je suis à ses ordres.

Séance du samedi 8 février 1873.

SOMMAIRE. — Suite de la 2^e délibération sur la proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. — Article 16. Amendement de M. Paulin Gillon : MM. Lefébure et Paulin Gillon. Rejet de l'amendement. — Amendement de M. Alfred Monnet, MM. Alfred Monnet, Eugène Talon rapporteur, Ganivet, le comte de Melun, Théophile Roussel. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Pernolet : MM. Pernolet, Lefébure. Adoption de l'amendement. Adoption au scrutin de l'ensemble de l'article. — Article 17. — Article 18. Amendements de M. Keller : MM. Keller, le rapporteur, Bigot, Voisin. Adoption des amendements et de l'article 18. M. Margaine. — Article 19.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur la proposition de loi de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

La délibération se continue sur l'article 16, à propos duquel l'Assemblée a déjà entendu hier et M. Keller et M. Paulin-Gillon.

M. Paulin a développé, à la fin de la séance d'hier, son amendement.

Je donne aujourd'hui la parole à M. Lefébure.

M. Lefébure. Messieurs, c'est avec raison que l'honorable M. Keller disait hier que nous touchons au point capital de la loi; nous abordons, en effet, l'examen et la discussion des mesures qui sont destinées à assurer son efficacité.

La Commission a rencontré sur ce point deux contradicteurs qui, au fond, s'accordent avec elle pour désirer une loi sérieuse, efficace, et non pas une loi d'espérance comme la loi de 1841.

Le premier a critiqué le système de la Commission comme étant insuffisant, mais il s'y est rallié en constatant que ce système se trouve complété et fortifié, selon son désir, par les dispositions insérées dans l'article 18.

Le second estime qu'il y a lieu de substituer à nos propositions un système plus simple, plus expédient, plus économique. C'est ce qu'a soutenu l'honorable M. Paulin Gillon.

Je me propose de répondre, au nom de la Commission, aux diver-

ses objections qui lui sont opposées. Mais, avant d'entreprendre cette réfutation, je crois que l'Assemblée ne trouvera pas inutile, et pour simplifier la discussion et pour la circonscrire, que je cherche à préciser nettement quelle a été la pensée de la Commission, dans quel esprit ont été élaborées les mesures pratiques qu'elle soumet à votre approbation. (Très-bien ! très-bien !)

Comme vous avez pu le constater dans les séances qui ont été consacrées à la discussion de ce projet de loi, une grande idée, une grande question a dominé tout le débat, question qui, depuis longtemps, préoccupe les esprits et les divise : c'est la question de savoir quelle est la part, quel est le rôle de la contrainte légale dans les réformes sociales, si le législateur peut et doit intervenir, dans quelle mesure et à quelles conditions.

Ce n'est point le moment sans doute de discuter théoriquement cette grande question ; je veux seulement constater que la Commission, lorsqu'elle a examiné le projet de loi qui vous est soumis, et surtout lorsqu'elle a abordé l'application de la loi, s'est trouvée en présence de trois systèmes, de trois opinions distinctes. (Parlez ! parlez !)

La première de ces opinions repousse absolument l'intervention du législateur ; elle en nie l'efficacité, elle croit qu'aucune réglementation ne saurait comprendre les conditions multiples qu'il faut embrasser, qu'aucune réglementation ne s'aurait s'adapter aux régions, aux industries diverses, aux sexes différents. Elle croit que l'initiative privée seule peut faire ce qu'on attend de la loi actuelle, que seule elle peut améliorer la condition de l'ouvrier. Parmi les hommes qui professent cette opinion, se rencontre un esprit éminent, auquel, pour ma part, j'ai tout sujet de rendre un éclatant hommage. L'honorable M. Le Play, par exemple, persiste à penser que c'est une aberration dangereuse de compter sur la contrainte légale pour réagir d'une manière efficace contre certaines défaillances, et que la protection due à l'enfant et à la femme doit être, dans une société bien réglée, uniquement cherchée dans la loi naturelle, garantie par l'humanité des patrons, et par l'amour des parents.

Une seconde opinion admet l'intervention du législateur, mais elle considère la loi comme un palliatif momentané, comme une mesure transitoire, presque comme un pis-aller qui permet d'attendre le moment où l'on pourra chercher et trouver le véritable remède où il est ; or, ce remède, il serait exclusivement dans la libre action des groupes qui doivent se former au sein de l'industrie ; ce serait uniquement de l'entente, de l'accord qui viendrait à s'établir entre ces groupes divers, entre ces associations, ces chambres syndicales, qu'il faudrait attendre une réglementation vraiment efficace du travail. C'est là l'opinion que l'honorable M. Tolain a développée à cette tribune lors

de la première lecture du projet de loi, et sur laquelle il est revenu depuis.

La troisième opinion pense qu'il est du devoir et du droit du législateur d'intervenir ; qu'il ne saurait hésiter, dès que le mal pèse avec un caractère odieux sur la femme et sur l'enfant, qu'il ne s'agit pas ici d'entraver la liberté des citoyens, mais bien de protéger les mineurs, les faibles, de remédier à des abus, de faire cesser des exploitations déplorables que condamnent l'intérêt national et l'intérêt social.

Les partisans de cette troisième opinion ne s'imaginent pas que la loi suffise à tout, mais ils sont d'avis qu'il faut combiner ici la contrainte légale avec le dévouement spontané, l'autorité prévoyante de la loi avec la libre action de l'intérêt privé bien entendu. (Très-bien ! très-bien !)

C'est sur ce terrain que la Commission s'est placée. C'est à ce point de vue qu'elle a discuté et adopté les mesures soumises en ce moment à votre approbation. Je tenais à l'établir très-nettement avant de discuter les objections qu'elle rencontre. Mais, Messieurs, la nécessité, la légitimité de l'intervention de la loi reconnue, comment arriver à la rendre efficace ?

L'auteur de tant de saisissantes études sur les ouvriers, l'auteur de ce livre qui s'appelle *l'Ouvrier de huit ans*, et que l'on ne saurait se défendre de citer dans ce débat, parce qu'il a passé des années à approfondir le grave sujet qui nous occupe, s'est posé, lui aussi, cette question et y a répondu.

Si vous voulez faire une loi efficace, nous dit M. le ministre actuel de l'instruction publique, il ne faut pas vous borner à poser des principes, il faut oser les développer, il faut oser les armer.

Et il aurait pu ajouter, il faut arriver à faire une loi qui s'applique partout dans le même esprit, avec la même mesure, avec la même fermeté et avec la même modération.

Si la loi de 1844 est restée à l'état de lettre morte, c'est parce qu'elle n'a pas su réunir ces conditions, c'est parce qu'elle manquait de sanction.

Pour remédier à ce grave défaut, pour atteindre le but qu'elle se proposait, la Commission avait à choisir entre des mesures, entre des combinaisons fort diverses. Elle pouvait essayer de compléter et de fortifier les commissions locales qui avaient déjà existé ; mais l'expérience, Messieurs, s'était prononcée d'une façon trop formelle sur ce moyen.

C'était l'irresponsabilité, c'était l'impuissance, c'était l'inertie, comme l'a si bien démontré dans son remarquable travail notre excellent et infatigable rapporteur. C'était renoncer pour ainsi dire à la partie pénale de la loi et par conséquent à la loi elle-même, comme le

faisait observer également, en parlant de la loi de 1841, M. le ministre de l'instruction publique dans un des ouvrages que je citais. « Les commissaires étaient incompétents si on les choisissait en dehors de l'industrie, et hostiles dans le cas contraire; ils remplissaient languissamment des fonctions non salariées qui entraînaient à leur suite des conflits et quelques fois des inconvénients plus graves. » Et comment attendre des membres de ces commissions qu'ils échappent au joug des influences locales, aux liens d'intérêt? Comment leur demander de sévir contre des voisins, contre des confrères en industrie.

La Commission aurait pu s'arrêter à une autre combinaison, à l'expédient qui consiste à faire surveiller, à leurs moments perdus, par certains fonctionnaires, le travail des enfants dans les manufactures.

Mais cet expédient a également été expérimenté, il n'a abouti à rien. On a recouru tour à tour à des fonctionnaires très-différents pour obtenir l'application de la loi de 1841, et ces essais ont été vains. Parmi ces fonctionnaires, les uns étaient incompétents, les autres indifférents; d'autres, surchargés d'occupations, étaient ou trop impérieux, ou trop timides, ou enfin trop spécialistes, aucun d'eux n'appartenant au Ministère du commerce, à qui revient en propre l'exécution de la loi.

Depuis 1868, l'exécution de la loi de 1841 a été confiée aux ingénieurs des mines. Or, il est facile de le constater, Messieurs, soit que leur éducation ne les rendît pas propres à entrer dans tous les détails de l'application de cette loi, soit que, pour le bien de leur service, ils crussent nécessaire de ménager leurs relations avec les chefs d'industrie, ils n'obtenaient pas l'exécution de la loi.

Aujourd'hui, Messieurs, vous doublez, vous triplez l'étendue de ce service en soumettant à la loi toute une catégorie nouvelle d'établissements. Pensez-vous qu'il faille persister à demander aux ingénieurs des mines l'application de la loi? Ici, j'en arrive à l'amendement qui a été proposé hier et soutenu par l'honorable M. Paulin Gillon.

On avait pensé plus d'une fois à charger de ce service les inspecteurs de l'instruction primaire; je ne crois même pas nécessaire, pour ma part, de démontrer que ces fonctionnaires ne sont nullement faits pour remplir la tâche qu'on voudrait leur imposer.

Je me bornerai à répondre à l'honorable M. Paulin Gillon par un simple argument de fait. Je lui dirai qu'il est absolument impossible, matériellement impossible, dans l'état présent des choses, que nous demandions aux inspecteurs de l'instruction primaire de faire autre chose que ce à quoi les oblige la loi.

A cet égard, je voudrais mettre sous les yeux de l'Assemblée une démonstration en quelque sorte mathématique de ce que j'avance, démonstration dont je la prierai de se souvenir, parce qu'elle peut

n'être pas inutile dans la discussion prochaine qui aura lieu sur la grande loi de l'instruction primaire.

Il est incontestable que ces inspecteurs de l'instruction primaire, qu'on voulait charger du soin de faire appliquer la loi de 1841, sont dans l'impossibilité de remplir même les devoirs de leur charge, et on ne saurait assez le déplorer, car, ainsi que le disait fort bien M. Cousin, au fond, dans l'instruction primaire, tout repose sur l'inspection. J'ai vu faire, Messieurs, il y a quatre ans, dans un département qui malheureusement ne nous appartient plus aujourd'hui, un calcul que je recommande à votre attention. Dans un arrondissement qui comptait 387 établissements soumis à l'inspection, soit écoles libres, soit écoles privées, et qui comprenait 13 cantons, on calculait l'emploi du temps imposé à ces inspecteurs, en tenant compte des différentes fonctions auxquelles la loi les assujettit, et voici le résultat auquel nous étions parvenus.

Comme vous le savez, Messieurs, un inspecteur ne doit visiter, aux termes de la loi, que deux écoles par jour. Or, si vous tenez compte des séances du conseil départemental auxquelles il est tenu d'assister, des réunions des délégués cantonaux, de l'inspection de l'école normale, de l'examen des candidats au brevet de capacité ; si, en outre, vous tenez compte des enquêtes extraordinaires, des écritures, des rapports et des correspondances obligatoires, en supposant même que les jeudis et les dimanches soient consacrés à ces écritures, vous arrivez à un déficit de 66 jours par an pour la visite des écoles ; c'est-à-dire qu'en prenant non pas un arrondissement exceptionnel, mais bien d'autres assurément qui comprennent le même nombre d'écoles, et si vous voulez calculer le temps qu'un inspecteur est tenu de consacrer aux différentes fonctions qu'il a à remplir, vous êtes amenés à reconnaître qu'il lui est impossible même de visiter une fois dans l'année chacune des écoles de son arrondissement. Eh bien, je le demande, est-ce dans des conditions pareilles que vous allez charger l'inspecteur primaire d'appliquer les dispositions qui vous sont proposées non pas seulement de surveiller des établissements qui étaient soumis à la loi de 1841, mais encore les très-nombreux établissements et ateliers qui vont tomber sous le coup de la loi nouvelle ? Non, certainement. (C'est vrai ! — Très-bien ! très-bien !)

Il est évident qu'il y a là une impossibilité mathématique, et il n'est pas nécessaire, je pense, que j'insiste pour démontrer que l'amendement de l'honorable M. Paulin Gillon est absolument inacceptable.

M. de Tillancourt. Oui ! C'est évident !

M. Lefébure. On a songé aussi à confier le service de l'inspection à d'autres fonctionnaires, aux inspecteurs des enfants assistés.

Je crois qu'il y a des raisons décisives pour repousser l'amendement qui vous est présenté dans ce sens ; mais je ne veux pas les discuter en ce moment, puisque l'amendement viendra en discussion tout à l'heure.

Quant à la magistrature, je crois que vous ne pouvez pas lui confier exclusivement le soin de faire appliquer cette loi. De deux choses l'une : ou bien les magistrats seraient trop réservés, étant peu familiers avec les usages et les besoins de l'industrie et, craignant, avec raison peut-être, de se fourvoyer, ils laisseront dormir la loi ; ou, au contraire, ils seront trop sévères, trop absolus, et ils en arriveront, sans le vouloir assurément, à des vexations qui créeraient à la loi des hostilités de nature à en compromettre entièrement l'efficacité.

Vous auriez, en outre, à redouter que l'application de la loi ne fût pas la même dans tous les départements, qu'il n'y eût pas cette uniformité que vous cherchez à obtenir, qu'il y eût des départements où la loi se trouverait trop peu appliquée et d'autres, au contraire, où elle le serait avec une extrême rigueur.

M. Mettetal. Ce que vous dites là s'applique à toutes les lois !

M. Lefébure. Pardon ! il y a une très-grande différence, qui tient à la nature même de cette loi.

Si l'honorable M. Mettetal veut bien me le permettre, je lui ferai observer que si la loi de 1841 n'a pas été mieux exécutée, c'est précisément parce que beaucoup d'industriels qui auraient pris à cœur de s'y conformer strictement ne le faisaient pas, craignant de se trouver en concurrence avec des chefs d'industrie moins scrupuleux qui, dans d'autres départements, ne reculaient pas devant des abus que l'on réprimait mollement ou que l'on ne réprimait point.

Il restait une troisième mesure, que la Commission pouvait adopter : c'était l'inspection spéciale, l'inspection rétribuée, responsable, nommée par l'État, qu'il était facile d'ailleurs de combiner avec la collaboration d'autres agents.

La Commission s'y est arrêtée. Ce système n'est pas nouveau ; il était discuté depuis longtemps dans notre pays : il avait été très-souvent l'objet d'études approfondies ; il avait été adopté par la chambre des pairs ; il avait été proposé à l'Assemblée de 1848 ; il avait constamment préoccupé les différents gouvernements qui se sont succédé, et la plupart avaient considéré, que la stricte application de la loi de 1841 dépendait de l'application de cette mesure.

En 1867, dans l'enquête qui a eu lieu, un grand nombre de conseils généraux se sont prononcés pour l'application du système des inspections. Déjà, en 1863, le Ministre du Commerce avait pensé à y recourir. En 1868, une loi qui avait été présentée au conseil d'État adoptait le régime de l'inspection. Plusieurs grandes associations,

préoccupées d'améliorer la condition des classes ouvrières, recommandaient au Gouvernement l'adoption de ce système.

Mais, Messieurs, il y avait une raison plus décisive encore que l'approbation des hommes les plus compétents, que l'approbation des pouvoirs publics pour déterminer la Commission à adopter cette combinaison : c'était l'autorité de l'expérience. Or, Messieurs, le système de l'inspection, nous pouvions le voir adopté, nous pouvions le voir pratiqué chez une nation voisine.

On nous a dit que nous avions tort d'aller chercher des exemples et des modèles à l'étranger.

Je crois que cela dépend des exemples que l'on y cherche ; il est à remarquer que l'Angleterre n'est arrivée à faire appliquer ses différentes lois sur le travail des enfants dans les manufactures que du jour où elle a adopté le système de l'inspection, et chez nous-mêmes, ainsi qu'on nous l'a fait remarquer avec raison, la loi de 1844 n'a reçu une certaine application que dans les départements où on a eu recours à une inspection spéciale, rétribuée, comme dans le département de la Seine et dans celui du Nord. (Assentiment sur plusieurs bancs.)

Je vous demande la permission de vous citer tout particulièrement un court passage du remarquable rapport de M. Freycinet, ingénieur des mines, qui avait été envoyé en Angleterre en 1867 pour étudier le système de l'inspection. M. Freycinet nous a apporté les observations les plus formelles, les plus décisives, et voici un extrait de son rapport qui mérite assurément de passer sous les yeux de l'Assemblée.

M. Freycinet nous dit :

« La loi s'exécute aujourd'hui dans toute l'Angleterre avec une ponctualité remarquable. Elle est universellement respectée des manufacturiers, et, ce qui est mieux encore, elle est aimée d'eux... La crainte seule de la concurrence...

Plusieurs voix. C'est très-vrai !

M. Lefébure. « La crainte seule de la concurrence, disent-ils, empêchait les fabricants d'opérer spontanément une réforme dont tous sentaient la nécessité, mais dont aucun n'osait prendre l'initiative, à cause de l'infériorité momentanée qu'elle pouvait entraîner pour son auteur ; mais, du jour où la loi a prévenu ce danger en rendant les conditions égales pour tous, nous y avons applaudi sans réserve.

» Des fabricants qui étaient, il y a dix ans, les plus récalcitrants, obéissent aujourd'hui à la loi avec une docilité parfaite. Aussi, comme ensemble, peut-on affirmer que le triple résultat de la limitation du travail physique, de la fréquentation de l'école et de l'amélioration de l'hygiène des travailleurs a été obtenu d'une manière très-satisfaisante dans toute l'étendue du Royaume-Uni. Mais, en même temps, on est d'accord pour reconnaître que si le but a été

atteint, on le doit à l'inspection nouvelle. La loi seule n'eût pas suffi pour amener les industriels à ces sages pratiques.

» Il faut une surveillance, et il la faut rigoureuse, nous ont dit de grands manufacturiers de Manchester ; sans cela, les fabricants mal-honnêtes éluderont la loi, et ils obligeront les autres à en faire autant, afin de n'être pas écrasés par la concurrence. Le directeur du *Brunswick mill*, à Manchester, qui a passé quatorze ans dans la fabrique de Rouen et de Roubaix, nous disait : Vous n'arriverez à rien en France tant que vous n'aurez pas des inspecteurs spéciaux... Ce qui fait que la loi s'applique, ajoutait-il en montrant M. Coles, le sous-inspecteur du district, c'est monsieur ; sans lui rien ne marcherait !

» En résumé, les trois conditions fondamentales que les Anglais demandent à l'inspection sont :

- » 1^o Une grande rigidité dans l'exécution de la loi ;
- » 2^o Une complète uniformité dans la manière d'opérer ;
- » 3^o Une somme suffisante de connaissances spéciales.

» Moyennant cela, l'inspection est franchement acceptée de tous les fabricants. »

Plusieurs membres. C'est très-juste.

M. Mettetal. Combien y a-t-il d'inspecteurs en Angleterre ?

M. Lefébure. Il y a quatre inspecteurs spéciaux et vingt-cinq sous-inspecteurs divisionnaires.

Ce n'est pas seulement l'autorité de l'Angleterre que nous pouvons invoquer ici. Un fait récent vient confirmer d'une façon éclatante le choix que la Commission a fait du système de l'inspection.

Dans un congrès qui a eu lieu récemment en Allemagne, où se sont rencontrés les hommes les plus compétents, les plus versés dans les questions ouvrières, le congrès d'Eisenach, qui mérite d'appeler votre attention, on a constaté que les différentes lois édictées en Allemagne sur le travail des enfants ne s'exécutaient pas d'une manière stricte et uniforme, et que, par cela même, elles rencontraient souvent l'hostilité des manufacturiers.

Une des résolutions votées par le congrès tend à la création prochaine d'un corps d'inspecteurs nommés par l'Etat, et l'on a paru s'accorder pour reconnaître que c'est seulement moyennant ce système d'inspection qu'on pourra arriver à l'application sérieuse de la loi sur le travail des enfants. (Très-bien ! très-bien !)

Nous nous sommes donc arrêtés à l'inspection spéciale, rétribuée, responsable, qui, comme je l'ai dit, peut être combinée avec la collaboration d'autres agents.

Nous avons, Messieurs, établi à la base de ce système des commissions locales dans lesquelles nous avons fait entrer, autant que possible, les hommes les plus compétents, des ingénieurs des mines dans

les régions minières, des ingénieurs des ponts et chaussées, l'inspecteur primaire, un médecin, et enfin les hommes qui peuvent être les plus versés dans les questions ouvrières. Ces commissions locales ne pouvaient pas être utiles dans le système de la loi de 1844, parce qu'elles étaient abandonnées à elles-mêmes, et parce qu'on se fiait à elles seules du soin de sévir et de faire appliquer la loi. Nous leur demandons ce qu'elles peuvent donner. Nous leur demandons de renseigner les inspecteurs ; nous leur demandons d'ouvrir une sorte d'enquête permanente sur le travail des enfants. (C'est cela ! — Très-bien !) Et croyez bien que, dans ces conditions-là, ces commissions, qui étaient inertes, vous rendront de véritables services, parce qu'au lieu d'être isolées, abandonnées, elles seront constamment stimulées par les inspecteurs, qui seront en correspondance avec elles, qui leur demanderont des renseignements, qui tiendront compte de leurs efforts, qui les dirigeront. Vous aurez là un premier rouage dans notre système qui vous rendra d'importants services. (Très-bien ! très-bien !)

Au-dessus des commissions et à côté d'elles, vous aurez les inspecteurs. On vous a dit que le système de l'inspection était insuffisant, que le nombre des inspecteurs était trop restreint.

Je ne sais s'il n'y aura pas lieu de les multiplier, mais je crois qu'il convient de faire une première expérience avec le nombre indiqué par la Commission, et je crois qu'avec le concours des commissions locales, le chiffre de quinze inspecteurs qui vous est proposé sera suffisant. Au-dessus des inspecteurs, nous avons l'inspection générale, qui assure l'unité dans l'application de la loi, ce qui est le plus grand but qu'il faut poursuivre, qui coordonne les travaux de tous les inspecteurs, et nous avons enfin la Commission supérieure qui maintient le même esprit parmi les inspections régionales. Enfin, toute cette organisation est dominée, dirigée par le Ministre du commerce, spécialement chargé de cette loi, et nous sommes parfaitement assurés que le Ministre du Commerce, qui sera le premier chargé de l'appliquer, prendra à cœur de ne pas la laisser à l'état de lettre morte. (Très-bien ! très-bien !)

Messieurs, nous nous trouvons en présence d'autres objections que celles que je vous signalais tout à l'heure et qui ont été indiquées soit par M. Keller, soit par M. Paulin Gillon.

On nous dit, — et c'est la grosse objection, je le reconnais, mais elle n'a de valeur que par l'apparence, — on nous dit : Vous allez aggraver une plaie qui est effrayante en France ; vous allez développer le fonctionnarisme ; vous allez, dans un moment où nous sommes préoccupés de réduire le nombre des fonctionnaires, vous allez en créer de nouveaux ; vous allez à l'encontre de l'effort général ; vous encouragez une tendance qui est déplorable dans notre pays.

Messieurs, je demande la permission aux auteurs de cette objection

de leur faire observer que leur argument est absolument sans valeur dans la question qui nous occupe, et ils le reconnaîtront eux-mêmes s'ils veulent réfléchir un moment.

Qu'il y ait trop de fonctionnaires, c'est possible ; qu'il y ait lieu d'en réduire le nombre, c'est encore possible ; mais qu'on arrive à en conclure que si certains agents sont nécessaires à l'application d'une loi, il ne faille pas les créer, j'avoue que je ne comprends pas du tout la logique d'un pareil raisonnement. Supprimez les fonctionnaires inutiles, rien de mieux, mais ne vous opposez pas à la création de ceux qui sont indispensables à l'exécution de la loi.

La grande question, ici, c'est de savoir si les inspecteurs que nous vous proposons de créer sont nécessaires, ou non, pour l'exécution de la loi. Je crois avoir démontré, Messieurs, que vous ne pouvez pas vous en passer et que, dans les pays qui nous avoisinent, on n'attend que de ce système l'application de la loi.

Dans cette situation, je crois que l'objection est sans aucune portée. (Assentiment sur plusieurs bancs.)

Si vous créez des fonctionnaires utiles, vous n'aurez pas à craindre qu'on vous accuse d'aggraver une tendance déplorable.

D'ailleurs, remarquez bien que, s'il y a un pays au monde qui redoute l'immixtion des fonctionnaires dans le domaine des intérêts privés, c'est assurément l'Angleterre : elle n'a pas la manie du fonctionnarisme, elle, et si elle a créé des fonctionnaires spéciaux pour faire exécuter la loi sur le travail des enfants, c'est qu'elle a reconnu que c'était la meilleure mesure qu'elle pût prendre.

M. Mettetal. C'est qu'elle n'en avait pas d'autres qu'elle pût prendre.

M. Lefébure. C'est qu'elle croyait ne pas pouvoir en prendre une meilleure.

M. Mettetal. Elle n'avait pas le choix !

M. Lefébure. Messieurs, il y a un département, — et c'est avec un sentiment profond de chagrin que je le cite dans cette discussion, puisqu'on ne peut plus aujourd'hui alléguer son autorité, il ne nous appartient plus, — il y a un département, celui du Haut-Rhin, qu'on n'a jamais accusé d'avoir la manie du fonctionnarisme, et je puis dire que l'Alsace tout entière a toujours été la terre classique de l'initiative privée en France... (C'est vrai ! — Très-bien !) Eh bien, dans ce département, la Société industrielle de Mulhouse n'a jamais cessé de réclamer la création d'inspecteurs spéciaux.

Il y avait là des hommes compétents dans les choses industrielles, et tous reconnaissaient que l'on n'obtiendrait l'exécution réelle de la loi de 1841 qu'en créant un service spécial d'inspection. (Très-bien ! très-bien !)

Mais on nous dit que nous allons augmenter les charges budgé-

taires, et qu'en ce moment la grande préoccupation doit être de les réduire et d'écarter même des dépenses si minimales qu'elles puissent être, si elles ne sont pas absolument justifiées. Mais, remarquez-le bien, Messieurs, non-seulement les inspecteurs que nous vous proposons de créer assureront l'efficacité de cette loi, il nous rendront encore de bien autres services, comme l'ont prouvé les inspecteurs qui fonctionnent en Angleterre.

Dans un temps, dans un siècle qu'on a appelé le siècle des questions sociales, le siècle des ouvriers, trouvez-vous donc que ce soit une chose superflue que d'avoir quelques hommes chargés d'étudier constamment les conditions du travail, de vous signaler les abus qui se commettent, les améliorations qui peuvent être réalisées, des hommes qui suivent constamment ce grand mouvement industriel dont les destinées nous sont encore inconnues? Croyez-vous que ce soit une chose absolument superflue?

Je renvoie ceux qui le soutiendraient à la lecture des rapports des inspecteurs anglais; vous verrez tout ce que vous y rencontrerez d'observations utiles; vous y verrez le profit que les hommes d'État, les législateurs, les administrateurs ont pu faire de ces rapports, et combien d'améliorations utiles, combien de mesures législatives salutaires ont été provoquées par ces rapports et par les remarques qu'ils renferment. (Très-bien! très-bien!)

J'ajouterai encore, et je ne serai pas démenti certainement par l'honorable Ministre du Commerce, que ces inspecteurs nous rendront les plus signalés services pour la statistique industrielle, qu'on n'est jamais arrivé à faire d'une façon exacte.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce. Très-bien!

M. Lefébure. Par conséquent les objections qu'on nous oppose sont des objections qui rencontrent, à mon sens et d'après la Commission, des réponses décisives.

Je n'ai plus que quelques mots à ajouter. Je crois que je répondrai au sentiment de la Commission en vous présentant cette dernière observation. La Commission, Messieurs, ne s'est pas fait illusion, elle n'attend pas tout de la contrainte légale; la Commission sait parfaitement, comme on l'a dit souvent, comme le faisait observer ces jours derniers encore un publiciste distingué, que dans cet ordre de faits, la loi ne peut réaliser que la moitié du bien.

Elle peut sans doute garantir l'enfant contre les fatigues excessives, elle peut le mettre dans des conditions matérielles qui soient favorables à son développement physique et intellectuel; mais pour arriver au résultat qu'on souhaite, il faut que l'œuvre du législateur soit complétée par la bonne volonté des familles. (Très-bien! très-bien!)

La bonne volonté des patrons, je crois que nous l'obtiendrons

précisément par le système que nous vous proposons, nous l'obtiendrons si nous assurons l'application exacte, égale de la loi, si nous arrivons à faire qu'elle soit exécutée partout dans le même esprit, avec la même modération et avec la même fermeté. Nous rencontrerons le concours des patrons comme les inspecteurs anglais l'ont rencontré, ainsi que vous le prouvaient tout à l'heure les quelques extraits du rapport de M. de Freycinet. Les hommes généreux pourront alors réaliser toutes les améliorations qu'ils projettent, sans craindre la concurrence de ceux qui ne reculent pas devant les abus et les infractions à la loi. (Très-bien ! très-bien !)

Je crois que nous obtiendrons encore cette bonne volonté des patrons par une autre raison qui, pour ma part, me frappe beaucoup ; il y a un fait qui se dégage de plus en plus de toutes les observations que l'on peut faire sur la situation industrielle du pays : c'est que l'intérêt du patron est indissolublement lié à l'intérêt des ouvriers ; cette vérité se manifeste de plus en plus, et elle finit par être reconnue et constatée par la plupart des chefs d'industrie.

S'il m'était permis de faire appel ici à un souvenir personnel, je dirais, Messieurs, que rien ne m'a plus impressionné à ce point de vue que la lecture des nombreux documents qui ont été envoyés à l'exposition universelle de 1867 sur la condition des ouvriers dans les pays qui prenaient part à l'exposition. J'avais l'honneur d'être secrétaire du jury spécial, et j'ai dépouillé presque tous ces documents.

Eh bien, Messieurs, ce qui, à mes yeux, est ressorti avec le plus d'éclat des nombreux mémoires qui nous ont été envoyés, c'est que partout, non-seulement en France, mais encore dans la plupart des pays qui ont une industrie considérable, on en arrive aujourd'hui à reconnaître qu'il n'est pas possible de séparer l'intérêt des ouvriers de l'intérêt des patrons. (Très-bien ! très-bien ! — C'est vrai !)

Et si vous voulez me le permettre, je vous lirai quelques lignes d'un rapport présenté à cette époque et résumant les nombreux documents qui avaient été envoyés au jury. C'est une courte citation.

Ce rapport nous dit :

« De tous les faits que nous venons d'analyser, une conclusion se dégage éclatante, conclusion qui s'applique à tous les pays et dont il faut souhaiter que le retentissement soit universel, c'est que la première condition de la prospérité réelle et constante d'un établissement industriel est tout entière dans l'amélioration de la condition physique et morale des ouvriers qui y sont attachés, c'est que les intérêts des patrons sont inséparables de ceux des ouvriers.

» Cette vérité, qui devrait être presque banale, n'a pas toujours été envisagée ainsi. Au début de l'industrie, l'ouvrier n'était trop souvent qu'un outil, une machine. On croyait que l'intérêt véritable

était d'en user à merci, de lui faire rendre tout ce qu'il pouvait donner. On ne voyait que le gain, et les préoccupations d'humanité semblaient faites pour en détourner; s'y abandonner paraissait une source de ruine; ce n'était pas le propre des esprits pratiques. Faire des sacrifices pour élever la position de ses ouvriers était, à bien des yeux, de l'argent perdu. Mais l'expérience est venue, et on a dû reconnaître forcément que ceux-là étaient des esprits pratiques, qui se préoccupaient avant tout du sort de leurs ouvriers, qui ne reculaient pas devant les plus lourds sacrifices pour les moraliser, pour les rendre stables et prévoyants et pour accroître leur bien-être.

« Et le jour où l'on a fait appel dans l'univers entier à tous ceux qui ont créé ou qui dirigent des exploitations industrielles, le jour où on leur a demandé : « Comment êtes-vous arrivés à la fortune ? quel a été votre secret ? » ce jour-là, on vous a répondu, du nord au midi, que le vrai chemin de la fortune, c'est d'élever le niveau moral des ouvriers. (Très-bien ! très-bien !)

« On vous a répondu, en Suède, avec les propriétaires des mines de Höganas, que les institutions créées en faveur des ouvriers constituent le placement qui rapporte le meilleur intérêt. On vous a répondu, avec les industriels de l'Allemagne du Nord, que le plus sûr moyen de se ruiner pour un industriel, est de négliger le sort des travailleurs. On vous a répondu, dans l'Allemagne du Sud, avec M. Mez et bien d'autres, qu'il faut considérer les intérêts de ses ouvriers comme inséparables des siens pour prospérer.

« On vous a répondu, en Alsace, par la bouche des hommes les plus autorisés, que la prospérité industrielle n'a pas de meilleure garantie que celle qui s'appuie sur l'instruction et la morale. » (Très-bien ! très-bien !)

Mais, Messieurs, ce n'est pas seulement la bonne volonté des patrons et la bonne volonté des familles qui sont indispensables pour assurer l'efficacité de la loi que nous vous proposons. J'ajoute qu'il faut le concours de tous ; il faut le concours de l'initiative privée, le concours de l'opinion publique pour signaler les abus et encourager les efforts de ceux qui observent strictement la loi.

Et ici, Messieurs, je reviens aux observations qui ont été présentées par un de nos collègues lors de la première lecture de la proposition de loi qui nous occupe. Certainement, l'association interviendrait ici d'une façon bien puissante, elle aurait un grand rôle à jouer ; elle décuplerait les efforts ; son efficacité est merveilleuse quand elle a un but, un programme défini, quand elle ne poursuit pas d'irréalisables utopies.

Nous avons vu les grands résultats obtenus par quelques associations, vous avez vu ce qu'a dû réaliser de bien à Paris la *Société de protection du travail des enfants dans les manufactures*, ce qu'ont fait

jadis la Société industrielle de Mulhouse, la Société industrielle d'Amiens et les Chambres syndicales de Paris. Malheureusement, ce sont là des efforts isolés, circonscrits, ce sont des tentatives qui vivent en quelque sorte à l'abri de la tolérance. La liberté d'association n'existe pas chez nous.

Certainement je ne me méprends pas sur les abus et sur les périls qu'une restauration de ce droit peut entraîner en France. Cependant je crois qu'aucun de nous ne peut constater, sans tristesse, que nous n'avons pas su acclimater cette liberté fondamentale, alors qu'elle est pratiquée chez tous les peuples voisins et que l'association y a réalisé des merveilles d'intelligence et d'activité. (Très-bien ! très-bien !)

Je crois que non-seulement nous nous sommes privés ainsi d'un puissant instrument de réforme morale ; mais je me demande si, dans une société déracinée comme la nôtre, dans une société dont un homme politique célèbre a osé dire qu'il n'y a plus que de la poussière d'institutions, ce n'eût pas été le meilleur moyen de créer des points d'attache, de créer des centres de résistance, des foyers de vie et de force, de réunir et de faire tenir ensemble des éléments qui tendent de plus en plus à se désagréger. Malheureusement, tout tend chez nous à l'individualisme, c'est pour cela que nous sommes obligés d'avoir si fréquemment recours à la contrainte légale, d'avoir recours à la loi. Avec l'individualisme, c'est-à-dire avec l'isolement et l'impuissance, se relâche aussi la pratique du devoir social, sans lequel aucune grande réforme ne peut s'accomplir. (Très-bien ! très-bien !)

Nous pouvons, nous devons y revenir, et nous rendrons ainsi moins nécessaire l'intervention de la loi ; mais c'est aux classes éclairées à donner l'exemple de la pratique de ce grand devoir ; c'est à elles qu'il appartient de compléter l'œuvre du législateur, de faire que la loi que nous proposons soit exécutée, en se rappelant que tout homme qui a une supériorité quelconque sur ses semblables, supériorité de naissance, de fortune ou de talent a contracté une dette envers l'humanité et qu'il a charge d'âmes. (Nouvelles marques d'approbation.)

Je ne veux pas insister sur ces considérations ; j'ai fini : ce sont là des vœux ; je reviens aux mesures immédiates qu'il s'agit pour l'Assemblée d'adopter. Je crois avoir répondu aux objections qui ont été faites hier.

L'honorable M. Keller avait combattu d'abord l'institution de l'inspection, il s'y est rallié.

L'honorable M. Paulin Gillon a cru devoir substituer au système de l'inspection un autre système. Je crois avoir démontré que sa proposition rencontre des difficultés matérielles insurmontables, et que le système auquel la Commission s'est arrêtée a non-seulement rencontré l'approbation des hommes les plus compétents, l'assentiment de tous ceux qui s'occupent des questions ouvrières, aussi bien

que celui des hommes d'État et des gouvernements, mais encore qu'il a pour lui l'autorité des faits de l'expérience, et qu'en dehors de lui, vous ne pouvez pas obtenir l'exécution de la loi que nous vous proposons de voter.

Je vous demande pardon d'avoir retenu si longtemps l'attention de l'Assemblée... (Non ! non ! — Très-bien !) sur une question qui n'était pas faite pour la passionner beaucoup ; j'espère, Messieurs, que vous ne serez point surpris de l'insistance qu'apporte la Commission à obtenir votre approbation pour une loi qui lui tient justement à cœur.

Il s'agit, en définitive, permettez-moi de le rappeler : il s'agit ici d'un de ces intérêts de premier ordre qui dominent les questions transitoires de la politique et les luttes souvent stériles des partis ; il s'agit d'une de ces réformes que l'intérêt national nous conseille et nous commande d'adopter autant que l'humanité, et qui sont liées, croyez-le bien, à l'avenir même de la paix sociale. (Très-bien ! très-bien ! — Applaudissements. — L'orateur, en revenant prendre place au banc de la Commission, est entouré et félicité par beaucoup de ses collègues.)

M. Paullin Gillon. Il y a un autre amendement que je combats, mais que M. le Président pourrait laisser développer dès à présent.

M. le président. Il faut d'abord voter sur le vôtre : nous ne pouvons pas mettre deux amendements en discussion en même temps.

M. Paulin Gillon. Messieurs... (Bruit ! — Parlez !), je ne réitérerai rien de ce que j'ai dit hier ; mais, après vous avoir lu hier le projet que je désire faire écarter, je vous demande la permission de lire le texte que je désire y voir substituer, c'est-à-dire le texte de mon amendement ; le voici :

« Art. 16. — Pour assurer l'exécution de la présente loi, les inspecteurs de l'enseignement primaire seront chargés d'en surveiller les détails. Ils peuvent, au besoin, se faire accompagner d'un médecin.

» Art. 17. — Ils adressent tous les trois mois à la Commission locale un rapport sur la manière dont la loi a été exécutée pendant le trimestre écoulé.

» Art. 18. — Les inspecteurs ont entrée dans tous les établissements manufacturiers, ateliers et chantiers ; ils visitent les enfants ; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets ; les feuilles de présence aux écoles, les règlements intérieurs.

» Les contraventions seront constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui feront foi jusqu'à preuve contraire. »

Je vous proposerai même d'ajouter ceci : « Et seront envoyés directement au parquet de l'arrondissement. »

Je signale cela à la Commission.

« Lorsqu'il s'agira de travaux souterrains, les contraventions seront constatées concurremment par les inspecteurs ou par les gardes-mines. »

» Toutefois, lorsque les inspecteurs auront reconnu qu'il existe dans certains établissements ou ateliers, une cause de danger ou d'insalubrité, ils consigneront cette observation dans leur procès-verbal, et ils enverront immédiatement ce procès-verbal à la Commission locale, qui avisera à prévenir le danger signalé.

» Art. 19. — A défaut des inspecteurs, les officiers de police judiciaire ou administrative constateront les infractions à la présente loi, qui leur seront signalées par la Commission locale, mais ils n'auront le droit d'entrer dans les ateliers qu'en vertu d'une délégation. »

Vient ensuite l'article 20 et tout le reste du projet de la Commission.

Messieurs, on vient de vous exposer, avec plus ou moins de développement, différents systèmes d'inspection.

Le mien est extrêmement simple, il se réduit à ceci : confier l'inspection à des hommes spéciaux, ayant les connaissances habituelles pour remplir les fonctions qui leur seront confiées par la loi elle-même.

M. de Tillancourt. Ils n'ont pas le temps de remplir les fonctions qui leur sont déjà confiées !

M. Paulin Gillon. C'est donc la spécialité que je cherche, et il n'a pas été nié par l'honorable orateur qui descend de cette tribune, que les inspecteurs primaires n'aient les connaissances et l'habitude des choses et des détails nécessaires pour remplir parfaitement les fonctions qui leur seraient imposées par la loi.

Un membre au banc de la Commission. Mais ils n'ont pas le temps !

M. Paulin Gillon. Permettez-moi de prendre le temps moi-même de vous répondre. (Oh ! oh !) L'honorable M. de Tillancourt me l'a dit, vous me le répétez, et je vous prie de croire que je ne l'oublie pas.

Convenons de ceci, c'est un point essentiel, que nous sommes d'accord, la Commission et moi, que les inspecteurs primaires ont toute l'aptitude nécessaire pour visiter les enfants dans les ateliers.

Il ne s'agit pas, par cette loi, de créer des inspecteurs des manufactures ; il s'agit de créer des inspecteurs qui iront visiter les enfants qui travaillent dans les manufactures. Ceci est donc accordé, j'en demande acte à l'Assemblée.

M. de Tillancourt. Mais non ! ce n'est pas accordé.

M. Paulin Gillon. Ceux qui voudront soutenir que les inspec-

teurs primaires n'ont pas l'aptitude nécessaire pour faire cette inspection, qu'ils ne connaissent pas suffisamment les enfants, qu'ils ne peuvent pas suffisamment apprécier si tous les samedis soirs l'instituteur envoie au patron le certificat de présence, ceux-là me succéderont à la tribune.

On me dit : Ces inspecteurs primaires sont capables, soit ; mais ils n'ont pas le temps de se livrer à ces inspections.

Oh ! c'est une bien grosse objection. Et cependant elle n'est pas si grosse ni si terrible qu'on voudrait vous le faire croire.

Que vous a-t-on dit ? que dans tel arrondissement on avait calculé que pour remplir toutes ses fonctions, l'inspecteur primaire manquerait de quarante ou cinquante jours par année.

Un membre. Soixante-huit !

M. Paulin Gillon. Et bien, quand un fonctionnaire ne peut pas remplir tous ses devoirs, quand il manque réellement du temps nécessaire pour répondre à tout ce que la loi et ses supérieurs attendent de lui, il faut lui donner un aide ; au lieu d'un inspecteur, il faut en placer deux dans cet arrondissement ; la difficulté n'est pas plus grande que cela. Et remarquez que ce sera toujours un inspecteur primaire capable, habitué par ses fonctions, préparé par les études de toute sa vie à bien s'acquitter de l'inspection qu'il s'agit de lui confier.

Il est clair, Messieurs, que cela ne peut pas se faire sans une certaine dépense. Il s'agit d'obtenir de l'inspection que vous allez créer un travail nouveau, une somme de travail que la France n'a pu encore obtenir jusqu'à présent. Eh bien, qui veut la fin, veut les moyens. Si vous demandez un accroissement de travail, il faut accorder un accroissement de salaire.

Si le travail ne peut pas être fait complètement par un seul homme, faites-le faire par deux hommes. (Interruption au banc de la Commission.)

Voulez-vous entrer en dialogue avec moi ? (Non ! non ! — Parlez !)

Il n'est donc pas exact de dire qu'il est impossible de confier aux inspecteurs primaires l'inspection des enfants dans les manufactures.

Il y a une autre objection, qui n'a pas été présentée à la tribune, mais que j'ai entendue élever. Elle consiste à dire que le recrutement du corps des inspecteurs primaires est difficile.

Eh bien, je connais tel département où, sur six cents instituteurs primaires, il y en a vingt-cinq au moins qui sont très-capables de devenir d'excellents inspecteurs. Je citerai ce département, — sans en dire le nom, — parce que je le connais parfaitement.

Qu'est-ce donc qui peut vous arrêter encore ?

Mais, je trouve dans le projet même quelque chose qui n'est pas

conséquent et je vais, je crois, vous le démontrer en très-peu de mots.

Le projet vous propose d'appeler à l'inspection des ingénieurs : chaque ingénieur aurait six départements à inspecter ; dans chaque département il y a, en moyenne, cinq arrondissements et le projet de loi propose de créer une Commission locale, une Commission d'arrondissement qui sera chargée de contrôler — le mot y est — les inspecteurs.

L'inspecteur sera donc un ingénieur de l'État, un ingénieur civil, ou un ingénieur des mines, et cet ingénieur devra aller dans six départements, comparaître successivement devant trente Commissions locales, chargées de contrôler son inspection ; et, dans chacune de ces Commissions, l'ingénieur trouvera un médecin, il trouvera un inspecteur primaire, etc.

Et c'est à ces hommes-là que vous voulez qu'un ingénieur du Gouvernement, ayant la juste fierté de sa valeur, de son élévation d'esprit et de l'étendue de ses connaissances, vous voulez que cet inspecteur aille se soumettre d'arrondissement en arrondissement au contrôle de trente Commissions locales, où il rencontrera des médecins, — dont je ne veux pas dire de mal et que j'honore comme médecins, — mais enfin, ce n'est pas à un médecin, à contrôler un ingénieur ! Cela n'appartient pas davantage à un inspecteur des écoles primaires. Ah ! que vous placiez dans cette Commission locale qui est très-importante, qui est peut-être la meilleure partie de votre projet, que vous placiez, dis-je, dans cette Commission d'arrondissement, un ingénieur pour contrôler mon inspecteur des écoles primaires, je le comprends, ce sera très-bien : l'ingénieur qui siégera dans la Commission d'arrondissement exercera un contrôle utile, excellent ; l'ingénieur éclairera le simple inspecteur des écoles primaires ; il le redressera avec l'autorité de son savoir, de son caractère, de sa haute position sociale, il le fortifiera. Mais que cet ingénieur du Gouvernement, dont vous connaissez la haute position sociale, soit contrôlé par un médecin et par un inspecteur des écoles primaires, Messieurs, c'est le monde renversé ! (Réclamations au banc de la Commission.)

M. Balsan. Veuillez lire le second paragraphe de l'article 17.

M. Paulin Gillon. Je vous demande pardon...

M. Balsan. Veuillez lire le second paragraphe de l'article 17 : « Seront également admissibles... »

M. Paulin Gillon. Je le sais bien. Il y a un paragraphe qui porte ceci dans le projet de la Commission : « Toutefois, lorsque les inspecteurs... »

M. Balsan. Ce n'est pas cela. Vous prenez l'article 18. Je vous parle de l'article 17.

M. Paulin Gillon. Voici :

« Toutefois, lorsque les inspecteurs auront reconnu qu'il existe dans un établissement... »

M. Balsan. Mais non ! ce n'est pas cela !

M. Paulin Gillon. Laissez-moi continuer, vous me répondrez !

Messieurs, voici un paragraphe sur lequel j'appelle l'attention de l'Assemblée : « Toutefois, lorsque les inspecteurs auront reconnu qu'il existe dans un établissement ou atelier une cause de danger ou d'insalubrité, ils prendront l'avis de la Commission locale ci-dessous instituée, sur l'état de danger ou d'insalubrité, et ils consigneront cet avis dans leur procès-verbal. »

Plusieurs membres de la Commission. Ce n'est pas cela ! Lisez l'article 17 !

M. Paulin Gillon. Permettez, Messieurs ! je comprends que l'Assemblée ne me prête pas une grande attention ; mais que vous, membres de la Commission, vous sembliez vous concerter pour m'empêcher de parler... (Vives protestations au banc de la Commission.) Je vous demande pardon ; mais le fait est si patent, si fréquent, ces interruptions sont si bruyamment répétées, que je ne puis m'y méprendre. (Nouvelles protestations et dénégations au banc de la Commission. — Bruit.)

Voici donc la situation : ce sera cet inspecteur, ingénieur du Gouvernement, qui viendra faire sa tournée, une fois par année, deux fois si vous voulez, mais cela me paraît très-douteux. Cet ingénieur constate, dans une manufacture ou un atelier, une cause de danger ou d'insalubrité. Qu'a-t-il à faire ? Rien ! Il faut que lui, ingénieur, aille d'abord demander l'avis de la Commission d'arrondissement, composée comme je viens de le dire ; il n'a pas la moindre initiative, il ne peut pas prescrire la moindre mesure de son autorité privée. Il faut que, au préalable, il aille consulter la Commission. Mais l'usine peut être à cinq ou six lieues du siège de la Commission : il faudra donc le temps de prévenir à l'avance les membres qui la composent.

Et vous croyez que cet ingénieur attendra plusieurs jours au chef-lieu d'arrondissement que les membres de la Commission soient avertis et réunis, pour avoir leur avis et clore ensuite son procès-verbal ? C'est impossible ! Ce que je vous propose est infiniment plus simple et plus logique. J'é dis que, quand un inspecteur aura remarqué une cause de danger ou d'insalubrité, il consignera cette observation dans son procès-verbal, et ce procès-verbal il l'enverra immédiatement à la Commission d'arrondissement, elle qui est la puissance, qui a la décision, le pouvoir exécutif, si je puis parler ainsi, afin qu'elle avise à prévenir le danger qui lui est signalé. Ah ! je comprendrais cela !

Voilà quelque chose de bien ordonné, quelque chose de hiérarchique, de vraiment pratique.

Ce que je vous propose n'est donc pas tellement choquant, tellement impossible, tellement singulier, que je mérite d'être interrompu à chaque parole... (Exclamations), à moins que ce ne soit un signe que je touche juste. (On sourit.)

Je me résume.

Il est indispensable que l'homme qui sera chargé d'inspecter les manufactures dans son arrondissement, soit doué des connaissances spéciales nécessaires pour visiter les enfants, les interroger et s'assurer que la loi, à leur égard, est bien exécutée. Il est convenu que de toutes les propositions faites, celle qui concerne les inspecteurs de l'enseignement primaire est la meilleure, la plus satisfaisante sous le rapport de la spécialité.

Cela posé, si on se rappelle que ce même inspecteur a à côté de lui, dans son arrondissement, une Commission chargée de le soutenir, de l'éclairer, de l'aider dans son inspection, que voulez-vous de plus?

Si un souci vous reste, si vous ne trouvez pas dans cet ensemble de mesures toutes les satisfactions que vous pouvez souhaiter, il faut porter ce souci sur la composition de la Commission d'arrondissement.

De divers côtés. Aux voix! aux voix!

M. Paul Gillon. Attendez... J'ai fini!

Je dis qu'il faut apporter le plus grand soin dans la composition de la Commission d'arrondissement, parce que c'est là qu'est la force, c'est là qu'est l'autorité, c'est de là que partira l'initiative pour la ferme exécution de votre loi.

On y appelle un médecin : d'accord. On y appelle un inspecteur de l'enseignement primaire : c'est inutile, ce n'est pas là sa place ; sa place est dans l'inspection et non pas dans le contrôle de l'inspection.

Je dis qu'il ne suffit pas de choisir les membres de cette Commission d'arrondissement eu égard à leurs titres ou à leurs rubans. Les rubans sont fort respectables, je ne le nie pas (On sourit), mais ils ne constituent pas un titre suffisant. Il faut appeler là les forces vives de la société, du pays. Ce qu'il faut là, ce sont des hommes d'un caractère élevé, indépendant et ferme, au cœur généreux et dévoué à tout ce qui est d'intérêt public. Si vous pouvez réunir dans chaque arrondissement cinq ou sept hommes de cette trempe, le succès de votre loi est assuré ; ne le cherchez pas ailleurs. Vous obtiendrez tous les résultats que vous désirez et que je désire comme vous. (Assentiment sur quelques bancs. — Aux voix! aux voix!)

M. Lefébure. Messieurs, je n'ai que très-peu de choses à dire.

Je ne puis pas admettre que l'honorable préopinant soit persuadé

que la compétence des inspecteurs primaires pour les fonctions spéciales d'inspecteur du travail des enfants n'est pas contestée.

Il est vrai que je n'ai pas discuté tout à l'heure cette question de compétence, parce que je croyais qu'après avoir démontré que les inspecteurs primaires ne peuvent même pas remplir leurs propres fonctions, il était inutile et superflu de démontrer qu'ils ne peuvent pas recevoir de nouvelles attributions. Je crois pouvoir dire que si M. le Ministre de l'Instruction publique était à son banc, il nous suffirait d'invoquer son témoignage, et qu'il s'empresserait de confirmer l'opinion de la Commission.

Mais la Commission conteste la compétence même des inspecteurs primaires au point de vue qui nous occupe ; elle croit qu'il faut des connaissances spéciales, des connaissances techniques pour remplir les fonctions d'inspecteur du travail, et que dans une foule de cas, il faudra, pour l'application de la loi et des règlements d'administration publique, un homme sérieusement familiarisé avec les usages et les besoins de l'industrie.

Il y a un autre point que je tiens à relever dans l'argumentation de l'honorable M. Paulin Gillon. Il pense que la Commission a entendu que les inspecteurs seraient choisis exclusivement parmi les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines. Mais je lui ferai remarquer qu'il a négligé de lire le second paragraphe de l'article 17, qui dit : « Seront également admissibles ceux qui auront déjà rempli, pendant trois ans au moins, les fonctions d'inspecteur du travail des enfants, ou qui justifieront avoir dirigé ou surveillé, pendant cinq ans, des établissements industriels occupant cent ouvriers au moins. »

Ce que la Commission a voulu, c'est instituer un corps d'inspecteurs n'ayant qu'une seule fonction, qu'une seule qualité. Elle est persuadée que, si vous choisissez des inspecteurs ayant une double qualité, ayant deux fonctions distinctes, l'une absorbera l'autre ou lui nuira, et il n'y aura jamais de responsabilité sérieuse ; on abritera toujours une qualité derrière l'autre, comme cela s'est rencontré. La Commission croit donc devoir exclure les inspecteurs primaires, sauf à les retrouver dans les Commissions locales.

J'arrive enfin à la dernière observation de l'honorable M. Paulin Gillon. Il vous a entretenus de l'insuffisance du nombre des inspecteurs, il a cherché à démontrer qu'il leur serait absolument impossible de visiter toutes les régions. Mais il faut bien faire attention que toutes les régions en France ne sont pas également industrielles, (Très bien ! — C'est cela !) et que les établissements manufacturiers sont généralement concentrés dans la même région, sur tel ou tel point. Par conséquent, il ne sera pas nécessaire que l'inspecteur se

promène sur toutes les grandes routes de France pour accomplir sa mission.

Enfin, j'en reviens encore une fois à la réponse que je crois décisive, c'est que si l'inspecteur primaire ne peut pas remplir toutes les fonctions qui lui sont imposées par la loi, il ne faut pas songer à lui en imposer de nouvelles. (Très-bien! très-bien!)

M. le président. Je consulte l'Assemblée.

(L'amendement de M. Paulin Gillon, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. Monnet présente un amendement aux articles 16 et 17, amendement dont voici les termes :

« Art. 16. — Un inspecteur général, relevant du Ministre de l'Intérieur, sera chargé de surveiller, de contrôler et de diriger le service de l'inspection.

» Dans chaque département, ce service sera confié à l'inspecteur des enfants assistés.

» Dans les départements dont l'importance industrielle pourrait rendre la mesure nécessaire, il sera nommé un ou plusieurs sous-inspecteurs. »

« Art. 17. — Tous les trois mois, l'inspecteur départemental devra adresser à la Commission locale instituée par l'article 20, un rapport constatant la manière dont la loi a été, pendant le trimestre, exécutée dans le département. »

M. Monnet a la parole.

M. Monnet. Messieurs, ainsi que vous l'a dit l'honorable M. Lefébure, les articles 16 et 17 comprennent une des dispositions les plus importantes de la loi; je vous demande donc d'y arrêter votre attention.

Dans bien des circonstances, vous avez témoigné de votre désir de diminuer le nombre toujours croissant des fonctionnaires. N'est-ce pas là la manifestation de votre répugnance à créer des fonctions nouvelles?

C'est de ce sentiment qu'est né l'amendement que j'ai l'honneur de vous présenter.

La Commission vous demande de créer quinze inspecteurs divisionnaires pour toute la France, ce qui donnerait à chacun d'eux six départements, et si on prend une autre base pour la division du travail, environ douze cents établissements à visiter, d'après un calcul qui m'a été montré hier par un de nos honorables collègues.

Sans revenir sur tous les arguments qui vous ont été présentés par l'honorable M. Paulin Gillon dans la séance d'hier, je dois me borner à affirmer, comme lui, que ce nombre sera insuffisant.

Pour qu'une inspection de cette nature soit efficace, il est nécessaire que, sur certains points, elle soit souvent renouvelée, parfois à

l'improviste. Cela est absolument impossible, si quinze inspecteurs seulement sont chargés de toute la France. Alors, l'inspection se réduira souvent à une correspondance établie entre l'inspecteur et la Commission locale.

J'ai l'honneur, Messieurs, de vous demander de substituer au luxueux état-major que l'on vous propose de créer... (Oh ! oh !) un service tout organisé, qui fonctionne parfaitement dans tous les départements, celui des enfants assistés. Vous trouverez là, Messieurs, l'assurance d'un bon service qui peut être utilisé dès le lendemain de la promulgation de la loi, et qui vous garantirait une notable économie, puisque de modestes suppléments de traitement suffiraient.

Les inspecteurs des enfants assistés me semblent désignés aussi par la nature de leurs fonctions : déjà ils sont chargés de s'assurer si les enfants dont ils sont les tuteurs reçoivent l'instruction primaire, qui est le premier de tous les besoins ; ils les suivent ensuite dans leur apprentissage et ont le devoir de veiller sur eux dans les débuts de leur vie d'ouvriers.

C'est là, Messieurs, une mission de dévouement et de haute morale et si, comme moi, vous pensez que la question qui nous occupe doit être traitée ici, bien plus au point de vue humanitaire qu'au point de vue industriel, vous trouverez que le service que vous voulez créer rentre parfaitement dans les attributions des inspecteurs des enfants assistés.

Je crois indispensable de vous donner quelques détails sur l'organisation actuelle de ce service.

Il y a en France 133,000 enfants assistés, et il est bien permis d'affirmer qu'un nombre assez considérable de ces enfants travaillent dans les manufactures, ou dans les ateliers où vous voulez que s'exerce votre surveillance.

Il existe 88 inspecteurs, 62 sous-inspecteurs, et 70 auxiliaires, et en résumé 200 fonctionnaires assurent cet utile service dans toute la France. Le crédit qu'il impose au budget est de 700,000 francs, et c'est l'État qui en est chargé depuis 1870. Ces fonctionnaires se recrutent parmi les employés des grandes administrations ayant au moins huit années de services.

Les médecins n'y figurent qu'au nombre de 25, et cela se comprend, puisqu'il leur est interdit de conserver leur clientèle.

Ces inspecteurs sont tenus de visiter tout leur département au moins une fois par semestre.

Leur traitement est en moyenne de 3,500 francs, il varie de 2,000 à 5,000 francs, et est augmenté de 1,200 francs de frais de tournées.

Je suis heureux de pouvoir reproduire ici les termes mêmes du chef de ce grand service qui m'a initié à ces détails : « Les deux tiers des

hommes chargés de ce service, m'a-t-il dit, se composent d'hommes d'élite. »

Il est évident, Messieurs, que dans les grands centres ce service doit recevoir une extension en rapport avec les besoins. Dans les départements du Rhône, du Nord, des Bouches-du-Rhône et de la Seine, les sous-inspecteurs et les auxiliaires sont nombreux. Ils sont au nombre de vingt-six pour la Seine seulement.

La surveillance que vous voulez établir est d'une utilité incontestable, et comme elle relève avant tout d'une question d'humanité, de morale et d'hygiène, il me semble qu'elle doit appartenir au Ministère de l'Intérieur.

Il s'agit simplement d'assurer l'exécution de la loi, et comme on vous le disait hier, il ne paraît pas indispensable d'avoir recours à des hommes absolument spéciaux et initiés aux secrets et aux pratiques de l'industrie.

Or, les inspecteurs des enfants assistés connaissent déjà leur département, et ils savent parfaitement les points sur lesquels leur surveillance devra surtout s'exercer. Ils n'auront, Messieurs, qu'à se dévouer plus complètement à la philanthropique mission qui leur est déjà confiée.

Pour que ce service offrît toutes les garanties désirables, il suffirait d'obliger l'inspecteur à rédiger pour chaque trimestre un rapport qui serait adressé aux Commissions locales. Ces rapports, après avoir reçu les annotations de ces Commissions, seraient transmis à la Commission centrale.

Toutes les fonctions publiques doivent entraîner une responsabilité. Le système que je propose aurait l'avantage de circonscrire et de localiser cette responsabilité qui, dès lors, sera bien plus saisissable et disparaîtrait là bien moins facilement que dans l'ensemble d'une inspection générale trop étendue.

Cette considération me donne l'espoir de voir mon amendement appuyé par mes honorables collègues partisans d'une décentralisation sérieuse, et qui songent à diminuer le nombre des fonctionnaires.

L'honorable M. Paulin Gillon vous a proposé de donner ce service aux inspecteurs des écoles primaires.

J'avoue, Messieurs, que je crois cette inspection déjà trop chargée, et je ne doute pas que les attributions en soient encore considérablement augmentées par la loi sur l'instruction primaire qui sera bientôt soumise à vos délibérations.

Ces deux systèmes vous demandent d'éviter la création de fonctions nouvelles, qui nous paraissent bien inutiles, alors que des services déjà existants peuvent voir augmenter leurs attributions sans inconvénients appréciables.

Espérant, Messieurs, que vous persévererez dans un sentiment que

vous avez déjà souvent exprimé, j'ai l'honneur de vous demander de décider que l'inspection créée par les articles 16 et 17 sera confiée au service des enfants assistés. (Très-bien ! très-bien ! sur plusieurs bancs.)

M. Eugène Tallon, rapporteur. Messieurs, notre honorable collègue appuie d'abord son amendement sur une pensée d'économie.

Or, il est deux budgets sur lesquels cette Assemblée ne s'est jamais laissée entraîner à un sentiment de parcimonie, c'est d'abord le budget de l'armée, et ensuite le budget de l'instruction publique.

Eh bien, s'il est vrai que la loi qui vous est soumise puisse contribuer à l'amélioration des générations nouvelles, qu'elle doive avoir pour effet d'augmenter dans l'avenir nos contingents militaires, s'il est vrai qu'elle rendra également d'immenses services aux progrès de l'enseignement public, il est incontestable que vous ne devez pas être retenus par des règles étroites d'économie, quand il s'agit de constituer une inspection qui doit assurer l'application générale et l'exécution de cette loi.

Nous n'entendons pas créer un groupe de fonctionnaires inutiles. Quand on veut s'attaquer au vice organique du fonctionnarisme, il s'agit de voir non pas si des fonctionnaires doivent exister, — on n'en méconnaît pas la nécessité, — mais si tel fonctionnaire est utile dans l'emploi qu'il occupe. Il me suffira donc de démontrer l'utilité de l'inspection spéciale du travail pour justifier par là même le projet de la Commission.

Or, les inspecteurs, que nous vous proposons d'établir, ont des attributions toutes spéciales et pour lesquelles nous ne reconnaissons pas, soit aux inspecteurs de l'enseignement primaire, soit aux inspecteurs des enfants assistés, une autorité et une compétence suffisantes.

Ils ont d'abord l'entrée dans les ateliers à toute heure du jour, en dehors des règles ordinaires du droit, et ne faut-il pas, pour qu'ils usent de cette faculté, qu'ils soient revêtus d'une autorité morale suffisante en face des grands industriels et qu'ils puissent exercer, à leur égard, une surveillance qui ne laisse pas d'être irritante, sans amener des conflits, sans produire des froissements, sans éveiller de légitimes susceptibilités ?

Voilà, Messieurs, une première considération qui démontre la nécessité d'une inspection spéciale, nécessité incontestable et reconnue par tous les hommes pratiques.

Les inspecteurs doivent, en outre, s'assurer que les enfants fréquentent les écoles, et, dès lors, ils doivent posséder une compétence spéciale pour toutes les vérifications relatives à l'instruction primaire.

Dites-moi si les inspecteurs des enfants assistés ont cette compétence. (Très-bien ! très-bien.)

Vous avez rejeté l'inspection des inspecteurs primaires, autorisés sans conteste en matière d'enseignement. Quant aux inspecteurs des enfants assistés, à quel titre exerceraient-ils leur contrôle dans ces délicates matières ?

Les inspecteurs que nous voulons créer seront encore chargés d'examiner les questions techniques relatives à la salubrité des ateliers et aux dangers que présentent certaines machines ; ils auront, en outre, à faire exécuter ces règlements divers d'administration publique qui doivent compléter plusieurs dispositions de la loi, et dont l'application nécessitera forcément des connaissances spéciales et multiples. Comment espérez-vous trouver ces connaissances chez tous les inspecteurs de la surveillance des enfants assistés, si méritants qu'ils soient d'ailleurs ?

Je constate une étrange anomalie dans l'amendement de mon honorable contradicteur : il vient vous demander de faire inspecter des ateliers qui se trouvent dans des centres industriels par des inspecteurs qui exercent généralement leur surveillance dans les campagnes !... Je signale cette antinomie bizarre à l'honorable M. Monnet.

Si les enfants assistés sont souvent le fruit de la misère et des vices des grandes villes, il n'en est pas moins certain que les hospices qui les recueillent les font placer chez des nourrices habitant des campagnes éloignées des centres industriels. C'est cependant à ces fonctionnaires appelés sans cesse, par leur service, sur les points les plus éloignés et les moins manufacturiers des départements, que vous voudriez confier le soin de visiter des ateliers qui sont généralement situés dans les villes les plus importantes ou groupés dans la même région ! Il y aurait là une inconséquence véritable.

Ne paraîtrait-il pas choquant à un autre point de vue de confondre la surveillance des enfants assistés, placés sous la tutelle de la charité publique, avec la protection du travail des enfants des familles ouvrières vivant de leur salaire, dont le père et la mère sont le plus souvent employés à côté d'eux dans nos manufactures ?

Ne serait-il pas également blessant pour les sentiments des ouvriers pères de famille et des patrons de confondre sous la même surveillance l'industrie manufacturière avec l'industrie nourricière qui se pratique dans certains départements ?

Vous argumentez de l'importance de l'inspection des enfants assistés. Eh bien, je vais vous dire quel est son état exact.

Nous avons ouvert une enquête dans la Commission de l'assistance publique dans les campagnes. Nous avons interrogé tous les conseils généraux de France et les diverses Commissions administratives de

bienfaisance. Or, plusieurs nous ont répondu que, malheureusement, le service des enfants assistés n'était ni complet ni suffisant dans leurs départements. Quelques-uns sont allés plus loin et ont émis l'avis que la surveillance des enfants assistés serait plus utilement confiée aux médecins du canton qu'à une inspection spéciale.

Je n'ai pas à formuler d'opinion sur cette question et je suis prêt à rendre hommage au bien que fait l'inspection de l'assistance ; mais je devais signaler les résultats d'une grande enquête poursuivie avec ardeur par l'une de vos Commissions, qui s'est préoccupée de la façon la plus scrupuleuse des questions de l'assistance publique. Voilà des résultats incontestables. Et c'est en présence de ces constatations de l'insuffisance d'un service si essentiel et si utile que vous voulez lui imposer des charges nouvelles qui dépasseraient ses forces et son bon vouloir.

Quand le législateur, Messieurs, témoignant d'un légitime souci des intérêts et de la protection de l'enfance, a organisé en sa faveur divers systèmes d'inspection, il a d'abord donné des inspecteurs spéciaux à l'enseignement primaire pour assurer sa culture intellectuelle quand il a voulu protéger de pauvres enfants déshérités et abandonnés, contre la misère et la mort, il a nommé encore des inspecteurs spéciaux pour leur assistance.

Eh bien, hésitez-vous à accorder la protection spéciale que réclame son état à l'enfant de l'ouvrier ? Ne ferez-vous rien pour la grande catégorie du travail ? Ne ferez-vous rien pour cette jeunesse laborieuse, l'espérance de l'avenir, et ne songerez-vous qu'à la confondre dans une même surveillance avec les plus douloureuses misères de la société ? Ce ne serait ni juste, ni logique, ni humain.

Je demande donc le rejet de l'amendement. (Approbation sur plusieurs bancs.)

M. Ganivet. L'honorable rapporteur de la Commission a posé tout à l'heure un principe parfaitement vrai : c'est que, lorsqu'il s'agit de fonctionnaires publics à créer, il faut avant tout se demander si ces fonctionnaires sont utiles.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de M. Monnet.

(Après une première épreuve déclarée douteuse par le bureau, l'amendement de M. Monnet, mis une seconde fois aux voix, n'est pas adopté.)

Je partage son avis, et si je pensais que l'inspection générale ou régionale, dont la création est proposée, pourrait rendre quelques services, je serais l'un des premiers à demander l'organisation de de cette institution. Mais quand j'examine les indications qui sont données par le rapport même de la Commission, quand je vois qu'il est démontré de la manière la plus évidente qu'aucun des inspecteurs dont il s'agit ne pourra faire la moindre vérification, ne pourra

fournir le moindre rapport contenant une constatation quelconque sur les résultats de sa prétendue inspection, je dis qu'il y a là des fonctions qu'il est inutile et même dangereux de créer, parce qu'avant tout il faut éviter de multiplier le nombre des sinécures.

M. de Tillancourt. Ce ne seront pas des sinécures du tout!

M. le rapporteur. Lisez les rapports des inspecteurs, et vous verrez si leurs fonctions sont des sinécures!

M. Ganivet. M. de Tillancourt et M. le rapporteur m'interrompent pour me dire que ces fonctions à créer ne seront pas des sinécures.

Ils auraient raison si l'inspecteur pouvait s'acquitter de tous les devoirs qui lui sont imposés par la loi; mais je maintiens qu'on ne créera que des sinécures, parce que l'inspecteur sera dans l'impossibilité de remplir ses fonctions; et je vais le démontrer.

Un membre. Si l'inspection est repoussée, la loi sera inefficace!

M. Ganivet. Permettez! je ne m'explique pas sur la loi dans son ensemble; je ne m'occupe, en ce moment, que des inspecteurs généraux et régionaux dont la création est proposée.

Voyons s'il y a possibilité pour eux de rendre quelques services.

Mon honorable collègue M. Monnet vous disait tout à l'heure que chaque inspecteur aurait sous sa surveillance, dans la région qui serait confiée à ses soins particuliers, environ 1,200 établissements industriels à surveiller.

Quelques membres au banc de la Commission. C'est une erreur!

M. Ganivet. La Commission m'interrompt pour me dire : C'est une erreur.

J'en demande pardon à la commission, c'est dans le travail de son rapporteur que je trouve la justification de ce chiffre; je puis en donner la preuve à l'Assemblée.

Je lis à la page 49 du rapport, que le nombre des établissements actuellement surveillés, conformément à la loi de 1844, est de 7,939.

Trois lignes plus bas, je lis que le nombre des établissements qui, dans l'état actuel, échappent à la surveillance, mais qui doivent y être soumis comme les autres, s'élève à 9,938. La loi devant être générale dans son application, tous ces établissements se trouveraient soumis à la surveillance des inspecteurs.

Eh bien, la totalité de ces établissements est de 17,897. Partagez ce nombre entre vos quinze inspecteurs, vous avez une moyenne qui ne sera pas de 1,200, comme le disait l'honorable M. Monnet, mais qui sera de 1,193.

Ce n'est pas tout; voyons le nombre des enfants qui devra être l'objet de cette surveillance particulière, et ce nombre est encore indiqué par le rapport de la Commission. Il y a dans les établissements

actuels 92,212 enfants, la loi nouvelle en atteindra 26,503 autres, c'est donc un total de 125,715 enfants, ce qui fait un personnel de huit mille trois ou quatre cents enfants confiés à la surveillance de chaque inspecteur.

Eh bien, je le demande, Messieurs, est-il possible qu'un inspecteur suffise pour faire les visites dont parlait tout à l'heure M. le rapporteur dans chacun de ces établissements? Quelles que soient son activité et sa bonne volonté, pour faire une seule apparition dans chacun des 1,200 établissements qu'il aura sous sa surveillance, il lui faudra au moins un laps de temps de trois ou quatre ans. Et il faudrait cependant que votre inspecteur régional tînt un dossier ouvert pour chacun de ces établissements, afin d'y consigner le résultat de ses observations personnelles et les observations qui lui seraient fournies par les Commissions locales.

Certes, il est évident qu'un travail de cette nature est au-dessus des forces d'un seul inspecteur et que vous le condamneriez à entretenir dans ses bureaux douze cents dossiers toujours à l'état de papier blanc et immaculé. Voilà les résultats pratiques auxquels vous arriveriez. Dans ces conditions, nous pouvons affirmer que le service disparaîtrait complètement, comme il a déjà disparu, au surplus, sous l'empire de la loi de 1841.

Je sais, Messieurs, ce qu'il y a de séduisant dans la théorie de l'inspection; je sais quelle est l'importance qu'on lui donne, surtout quand les inspecteurs viennent de loin et qu'ils portent le titre d'inspecteurs généraux ou divisionnaires. Mais, au lieu de céder à cette illusion, il faut se rendre compte de la manière dont s'accomplissent les inspections administratives auxquelles M. le rapporteur faisait allusion tout à l'heure.

Nous le savons tous par expérience, l'arrivée de l'inspecteur général, qu'il vienne de Paris ou d'une localité plus rapprochée du lieu qu'il doit visiter, est signalée à l'avance. On suit ses pas et ses démarches; on l'attend à heure fixe, et lorsqu'on craint qu'il ne constate quelque abus ou quelque irrégularité, on s'empresse d'en faire disparaître les traces; de sorte que, le jour où il se présente dans l'établissement, il trouve tout parfaitement en règle.

Voilà les faits tels qu'ils s'accomplissent: voilà comment se font les inspections; et c'est ce système qu'on vous propose de développer encore pour arriver infailliblement à des résultats négatifs. (Assentiment sur plusieurs bancs.)

M. le comte de Melun. Messieurs, je ne répondrai pas aux raisonnements qui ont été émis à cette tribune; je ne citerai que des faits, parce que les faits sont plus forts que tous les raisonnements.

On vous a déjà dit qu'en Angleterre, vingt-cinq inspecteurs suffisaient, à condition que ce soient des inspecteurs spéciaux; cependant

on sait quelle est la puissance industrielle de l'Angleterre. Je n'irai pas si loin, j'irai chercher les exemples dans notre propre pays. Il a été reconnu par tous que la loi de 1844 n'avait été appliquée que dans un seul département, celui du Nord.

Eh bien, comme l'a dit l'honorable M. Leurent, au commencement de cette discussion, l'application de la loi n'a réellement commencé dans ce département, malgré toute la vigilance des Commissions locales que le jour où le Conseil général a eu la générosité, — je dois le dire, car il était composé d'un grand nombre d'industriels que la loi gênait, — de décider, pour obtenir son application, qu'il y aurait un inspecteur rétribué sur les fonds départementaux. Dès ce moment la loi a été appliquée et, sans les circonstances qui l'ont entravée, elle aurait produit d'excellents résultats.

M. Monnét. Ça été un résultat tout local.

M. le comte de Melun. Cet exemple prouve que nous n'avons pas eu besoin de cette avalanche de fonctionnaires dont il semble que nous menaçons le pays. Le département du Nord, à lui seul, contient 1,500,000 habitants, par conséquent, à peu près le vingt-cinquième de la population de la France. Personne ne doute que, dans ce département où sont réunis tant de groupes industriels, il y a à peu près le dixième de la population ouvrière de toute la France. Or, avec un seul inspecteur et avec le concours des Commissions locales, on est arrivé à appliquer la loi, et elle aurait continué de l'être sans les circonstances auxquelles je faisais allusion tout à l'heure et qu'il est facile d'indiquer.

D'abord, la loi n'était pas appliquée dans les autres départements, et cela constituait, pour les industries du Nord, une condition injuste d'infériorité. Mais ce qui a surtout empêché le succès de la loi, c'est l'invasion du libre-échange qui est venu jeter la perturbation dans l'industrie.

Je puis affirmer, parce que j'ai eu l'honneur de présider la Commission locale pendant vingt ans, que le jour même où l'on a institué un inspecteur rétribué et qui n'avait pas autre chose à faire, la loi a commencé à être exécutée dans le département ; tandis que partout ailleurs, où furent établies des inspections gratuites ou des inspections confiées à d'autres fonctionnaires, la loi a échoué complètement. Il est arrivé que le fonctionnaire chargé d'une double fonction négligeait l'une ou l'autre et presque toujours toutes les deux.

Je crois que, dans cette circonstance, nous ne devons pas nous arrêter à une question budgétaire.

Il est certain qu'il y a une dépense à faire. On n'obtient, en fait d'administration comme en toute autre chose, rien de sérieux et de durable que par des sacrifices. Lorsqu'il s'agit de l'avenir des jeunes générations ouvrières, nous ne devons pas nous arrêter devant une

dépense qui certainement sera moins considérable et beaucoup mieux justifiée qu'un grand nombre de celles que nous inscrirons dans le budget. (Approbation sur divers bancs. — Aux voix ! aux voix !)

M. Monnet. Je tiens à répondre un mot à ce que vient de dire M. le rapporteur.

Il y a une chose que vous savez certainement tous : c'est que les inspecteurs des enfants assistés connaissent parfaitement leur département et que, dès à présent, ils vont dans toutes les communes de leur département et non pas dans quelques-unes seulement, comme a semblé vouloir le dire M. le rapporteur.

M. le rapporteur a parlé d'une enquête qui aurait constaté que ce service laissait beaucoup à désirer.

Je ne puis pas partager cette opinion. Je suis convaincu que cette enquête se rapporte à des faits antérieurs à 1870. C'est depuis 1870 seulement que cette loi fonctionne dans tous les départements. Adressez-vous aux bureaux du Ministère de l'Intérieur, et on vous répondra que ce service fonctionne admirablement et qu'il est confié à des hommes d'élite.

Messieurs, on a parlé aussi d'une certaine humiliation, — ce que je ne comprends pas pour ma part, — qu'éprouveraient MM. les industriels en recevant dans leurs établissements des inspecteurs des enfants assistés.

Au banc de la Commission. On n'a pas dit cela ! — Vous avez mal compris !

M. Monnet. Je vous demande pardon.

Je crois qu'il est très-libéral de ne pas faire de ces pauvres enfants qui sont déjà bien assez malheureux de ne pas avoir de famille, de ne pas en faire, dis-je, en quelque sorte des parias ! (Pas du tout !) Il faut honorer et remercier les hommes dévoués qui veulent bien remplacer la famille absente et leur servir de père. Eh bien, aujourd'hui, dans les usines où ces enfants sont reçus, vous devez être heureux, comme moi, de reconnaître qu'on ne fait aucune différence entre les enfants, et personne n'a la triste pensée de rechercher s'ils viennent des hôpitaux ou non. Voilà la vérité ; il ne serait pas généreux qu'il en fût autrement.

M. Balsan. C'est évident ! C'est contre l'assimilation des bureaux de nourrices et des usines qu'on s'est élevé !

M. Théophile Roussel. Messieurs, l'article 3 de la loi, qui nous a retenu trois jours, n'était pas, au point de vue pratique, aussi important que celui que vous allez voter. (C'est vrai !)

J'ose dire que cet article est la loi toute entière. Aussi est-ce maintenant, pour ceux qui désirent cette loi, qui veulent la voter, le moment de se compter.

Il est très-certain que si l'inspection, telle que la Commission propose

de l'instituer, n'est pas votée, quoique vous votiez tout le reste du projet, il n'y aura pas de loi sur le travail des enfants dans les manufactures. (C'est vrai ! — Très-bien ! très-bien ! sur un grand nombre de bancs.)

Quelques voix à droite. C'est une erreur !

M. Théophile Roussel. Les honorables auteurs des amendements ont certainement, eux aussi, de très-bonnes intentions ; mais le résultat certain, forcé, des modifications qu'ils proposent serait, d'une part, la désorganisation de services déjà établis et très-essentiels, et l'annulation anticipée du nouveau service qu'il s'agit de créer pour que la loi que nous votons produise ses effets.

On a vu l'impossibilité de confier ce service aux inspecteurs de l'instruction primaire, comme le voulait M. Gillon. Est-il plus pratique de le confier aux inspecteurs des enfants assistés, comme le voudraient MM. Monnet et Ganivet ? Est-il vrai que ces fonctionnaires n'aient que des sinécures, ou même des fonctions qui leur permettraient de rendre de nouveaux services ?

Pour moi, Messieurs, j'appartiens à un petit département où l'assistance des enfants n'impose pas de charges exceptionnelles, et cependant je puis affirmer que le fonctionnaire très-zélé, très-actif, très-intelligent auquel l'inspection est confiée est livré à un travail incessant, obligé à des déplacements, à des voyages très-multipliés, qui absorbent son temps et son activité.

Je dis donc, et je vous supplie, Messieurs, de bien retenir ce premier point : si vous voulez que la loi existe, si vous voulez qu'elle soit appliquée, vous ne pouvez vous dispenser de créer un organisme nouveau, spécial pour son fonctionnement.

On a voulu signaler des impossibilités, des contradictions dans le projet de la Commission. J'en demande pardon à l'honorable M. Ganivet, mais c'est dans son propre discours que les contradictions se trouvent.

M. Ganivet nous a dit, d'un côté, que le service des inspecteurs sera une sinécure, et il a admis, d'un autre côté, que ce service ne pourra pas fonctionner utilement, parce qu'il n'y aura pas assez d'inspecteurs. Qu'il me permette de lui dire qu'en parlant ainsi, c'est lui et non la Commission qui apporte ici de pures théories. Je dirai, en tout cas, que ce qu'il oppose aux théories de la Commission, ce sont de véritables fantasmagories. Comment ! quinze inspecteurs seront insuffisants, eu égard au développement actuel de la production industrielle de la France, lorsqu'une quarantaine de fonctionnaires, inspecteurs ou sous-inspecteurs, sont suffisants pour l'Angleterre ? (Dénégations.)

Permettez, Messieurs ! ces chiffres sont exacts, et je dis que la proportion est gardée. En Angleterre, le fonctionnement actuel de l'ins-

pection des fabriques est très-satisfaisant, malgré l'immense développement de l'industrie anglaise. Ce point vous a déjà été démontré et est bien établi.

M. Mettetal. Mais non !

M. Théophile Roussel. Je vous demande pardon ! M. Lefébure vous a cité un rapport de M. de Freycinet, qui remonte à quelques années. Ce rapport ne laissait pas de doute, et les résultats qu'il constate ont encore été confirmés dans un rapport supplémentaire et dans des documents postérieurs.

L'immense industrie de l'Angleterre a exigé un service d'inspection plus considérable et beaucoup plus coûteux que celui qu'exige la surveillance de l'industrie française. Mais l'Angleterre, ce grand pays conservateur, — conservateur, Messieurs, parce qu'il est essentiellement réformateur, — n'a pas reculé devant l'innovation ni devant la dépense.

On vient ici mêler à cette question la question absolument étrangère de la manie ou de la maladie française du fonctionnaire. Le fonctionnarisme, Messieurs, frappez-le. Cherchez les plus inutiles, supprimez-les ; mais n'hésitez pas à créer les fonctionnaires utiles. (Très-bien ! sur un grand nombre de bancs.)

M. le président. La parole est à M. Pernolet.

M. Pernolet. Messieurs, je ne crois pas médire de la loi qui nous occupe en disant qu'elle aura besoin d'être remaniée à plusieurs reprises avant de produire tout le bien qu'on en attend.

Elle aura besoin d'être remaniée parce que, conformément à notre vieil instinct gaulois, nous avons voulu commencer par la faire générale, complète et absolue.

Cette opinion est partagée, je pense, par bon nombre d'entre nous, elle doit avoir pour conséquence de nous faire attacher une importance capitale à l'organisation du service d'inspection et de contrôle. C'est, en effet, par l'inspection et le contrôle et pas autrement que nos successeurs apprendront d'une manière sûre ce qu'il faut retrancher de notre loi ou ce qu'il faut y ajouter pour la rendre pratique, efficace et capable de sauvegarder sérieusement la santé et la moralité des jeunes travailleurs.

L'inspection et le contrôle seront donc les réparations actives et nécessaires de la loi définitive à faire dans l'avenir.

L'organisation proposée par la Commission me parait d'ailleurs bien entendue dans son ensemble et très-digne d'être expérimentée. J'estime que c'est la meilleure partie du projet qui nous est soumis.

J'approuve fort la création des Commissions locales, en comptant d'ailleurs que le préfet ne manquera pas de les éperonner au besoin. J'approuve également la création des inspecteurs divisionnaires, malgré ma répugnance extrême à augmenter le nombre des fonctions

salariées. Mais il me faut bien tenir compte d'une chose triste à avouer ici, qui rend absolument indispensable l'existence de ces nouvelles fonctions salariées, c'est la mollesse, le laisser-aller, l'inertie des classes où se recruteront les Commissions locales.

Je me résume, Messieurs.

En fait, les arguments qui ont été présentés contre le projet de la Commission ne sont pas fondés. On nous répète depuis deux jours de ne pas aller chercher ce qui se passe en Angleterre. Je réponds. au contraire, qu'il faut y aller et savoir y prendre les bons renseignements pratiques que son expérience nous offre. Ce peuple a, depuis des siècles, fait de la liberté individuelle le fond de sa vie même. Et, cependant, avec quelle hardiesse ne le voyons-nous pas, dans la question qui nous occupe, admettre que la loi, au nom d'un grand intérêt public, restreigne l'initiative privée, mette un frein à la liberté et ne s'arrête pas même devant le domicile privé !

C'est ainsi qu'elle a fait, au profit de l'enfance et, en somme, au profit de la population industrielle, de grandes et bonnes choses. J'ai, sur mon banc, la série des textes de ces lois bienfaisantes ; j'en dois la possession à l'obligeance d'un de nos collègues, qui s'est toujours passionné pour la cause de tous ceux qui souffrent, l'honorable M. Schœlcher. Je voudrais pouvoir vous montrer, dans ces textes, avec quels soins minutieux toutes les questions relatives à l'inspection des manufactures sont traitées, et, en même temps, avec quelle hardiesse le législateur anglais, sans s'arrêter devant le sanctuaire de la vie privée, a su donner à cet organisme nouveau tous les moyens nécessaires pour faire exécuter la loi.

Tels sont, Messieurs, les résultats de la législation anglaise. Je les maintiens, malgré quelques dénégations qu'on m'a proposées ici.

Je n'ajoute qu'un mot : votons le projet de la Commission. Ce vote assurera le fonctionnement utile de la loi. Si, au contraire, vous n'adoptiez pas l'article qui vous est proposé, il vaudrait mieux ne pas perdre davantage le temps de l'Assemblée ; il vaudrait mieux voter immédiatement le rejet de la loi. (C'est évident ! — Très-bien ! très-bien ! sur un grand nombre de bancs.)

L'émulation qui résultera de l'existence simultanée des Commissions locales et de l'inspecteur pourra corriger l'apathie ou le défaut de conscience des uns et des autres, et j'espère que, grâce à ce stimulant, l'ensemble constituera un instrument de surveillance et de contrôle efficace.

A mon sens donc, l'inspecteur et la Commission locale sont également nécessaires ; ils se tiendront en haleine et se feront valoir l'un par l'autre.

J'approuve également l'idée d'avoir un Conseil supérieur pour recueillir et apprécier les observations des Commissions locales et des

inspecteurs divisionnaires, pour se rendre compte des résultats obtenus, en déduire les instructions à donner et les modifications à apporter à la loi, en vue d'en faciliter et d'en uniformiser l'application.

Jusque-là donc, pas la moindre objection de ma part ! Mais les trois parties du système proposé par la Commission que je viens de rappeler se suffisent complètement selon moi ; tout rouage supplémentaire serait superflu et, comme tout organe superflu, il donnerait inévitablement lieu à une déperdition d'effet utile.

C'est pourquoi je repousse l'idée de créer un quatrième rouage : l'inspecteur général. La Commission en avait d'abord créé deux, elle m'en a sacrifié un, je lui demande l'autre.

Remarquez, d'ailleurs, que la Commission elle-même n'avait pas paru attacher tout d'abord une grande importance à l'existence des inspecteurs généraux, car elle avait complètement oublié de définir le rôle qu'elle voulait leur attribuer. C'est à ce point que, lorsque nous ne connaissions que le texte primitif, j'avais pu réduire mon amendement à la demande d'une suppression de trois mots, sans avoir rien à changer aux seize articles suivants, qui sont relatifs au fonctionnement de l'organisation proposée par la Commission.

N'est-ce pas déjà une présomption qu'il s'agissait d'une superfétation, d'une véritable sinécure ?

Dans le texte rectifié du projet de loi, l'omission que je signale a été réparée. Il y est dit, au 3^e paragraphe de l'article 16 :

« L'inspecteur général sera chargé de surveiller, de contrôler et de diriger le service des inspecteurs divisionnaires, il adressera chaque année des rapports sur ce service à M. le Ministre du Commerce et à la Commission supérieure ci-dessous instituée. »

Mais qu'est-ce que cela, sinon la tâche assignée par la Commission aux Commissions locales ? En effet, aux termes de l'article 20, les Commissions locales doivent être chargées « de veiller à l'exécution de la loi, de contrôler le service de l'inspection, d'adresser au Conseil général et à la Commission supérieure des rapports annuels sur la surveillance du travail des enfants. » C'est exactement ce que notre Commission attend de l'inspecteur général ; mais le résultat ne sera pas aussi satisfaisant, parce que les Commissions locales sont infiniment mieux placées que l'inspecteur général pour surveiller et contrôler le service de l'inspecteur divisionnaire. De plus, nous devons tenir essentiellement à ce que ces Commissions aient à faire elles-mêmes, chaque année, un rapport sur l'ensemble du service. Or, je suis convaincu que si l'organisation adoptée permet aux Commissions locales de se reposer sur l'inspecteur général du soin de remplir les trois parties de la tâche que leur attribue l'article 20, elles ne se feront pas faute d'en prendre à leur aise, et soyez sûr que le service n'en marchera pas mieux.

Il est évident qu'il marchera plus mal sur toute la ligne, parce que les inspecteurs divisionnaires ne seront plus du tout surveillés ni contrôlés. Ils en prendront à leur aise aussi, se contentant d'adresser leur rapport annuel à la Commission supérieure.

On peut supposer que c'est l'inspecteur général qui recevra ces rapports dont il fera naturellement son profit pour faire le rapport général destiné à la Commission supérieure, de sorte que la Commission supérieure sera elle-même paralysée par l'existence de l'inspecteur général.

En effet, la Commission supérieure, trouvant tout fait ce rapport général dont elle est chargée, le prendra tel quel au lieu d'étudier un à un les rapports des inspecteurs divisionnaires. Je m'attends donc à ce que ce soit finalement le rapport de l'inspecteur général qui sera adressé directement au Président de la République, sans que la Commission supérieure se soit donnée la peine de faire elle-même un travail qu'on aura eu la maladresse de lui fournir tout fait.

Voilà donc toutes vos Commissions annulées par la création d'un agent qui n'aurait pas autre chose à faire que de faire leur besogne. Je vous conjure de ne pas admettre cette combinaison mal entendue.

Non-seulement ce serait une charge nouvelle dont il importe de faire l'économie, mais ce serait un moyen certain d'empêcher beaucoup de braves gens de se rendre utiles. Il ne faut pas tenter le pêcheur ! Si vous ne laissez rien à faire aux Commissions, il est certain qu'elles ne feront rien et ce sera moins leur faute que la nôtre, si, au contraire, vous obligez les membres de ces différentes Commissions à se trouver en présence les uns des autres et en communication tant avec les inspecteurs divisionnaires qu'avec la Commission supérieure, le respect humain s'ajoutera à la voix de la conscience pour vaincre l'inertie à laquelle nous sommes tous plus ou moins enclins et l'habitude de bien faire se répandra de proche en proche parmi tous ceux que la loi nouvelle aura mis en branle.

Je comprends qu'il faut à la Commission supérieure un lieu où elle puisse se réunir, un agent qui reçoive la correspondance et lui en rende compte, qu'il peut lui être commode d'avoir un secrétaire qui résume et enregistre ses instructions pour les transmettre ; mais, pour remplir ces différents offices, un personnage n'est pas nécessaire, un secrétaire suffira.

D'ailleurs, il existe le personnage, c'est le Ministre du Commerce.

Le Ministre du Commerce fera, si c'est nécessaire, à l'égard de la Commission supérieure, ce que le préfet devra faire à l'égard des Commissions locales : il la tiendra en éveil. Il n'a pas besoin, d'ailleurs, de recevoir le rapport général que la Commission donne à faire à son inspecteur. Puisque la Commission supérieure doit faire, de son côté, un rapport à l'intention du Président de la République, ce

rapport suffira complètement au Ministre. Le Ministre n'aura qu'à donner asile à la Commission supérieure quand elle se réunira et à mettre à sa disposition un employé qui, ayant reçu et réuni les rapports des Commissions locales, ainsi que ceux des inspecteurs, les livrera aux membres disposés à les étudier à loisir.

Ce n'est pas une bien grosse besogne, cela ! Quand il y aura lieu de mettre quelques instructions sous forme de circulaires, l'employé y suffira encore sans la moindre peine.

Les réunions de la Commission supérieure ne seront probablement pas assez nombreuses, ni les réceptions de rapports assez fréquentes pour que le temps perdu d'un employé intelligent ne suffise pas amplement à ce service de secrétaire de la Commission supérieure.

Ce sera pour un jeune homme intelligent une occasion précieuse d'acquérir un titre à la considération de la Commission et du Ministre, s'il s'en rend digne, et celui-ci trouvera moyen de l'en récompenser d'une manière ou d'une autre, sans que nous ayons besoin de créer un nouvel emploi et d'inscrire une douzaine de mille francs au moins au budget du commerce.

C'est pour ces différentes raisons que je considère la création d'un inspecteur général, non-seulement comme inutile et superflue, mais comme préjudiciable à l'effet utile de la loi, et véritablement nuisible au développement de la moralité publique que l'action directe et effective des Commissions pourrait au contraire favoriser.

M. Lefébure. Messieurs, je crois qu'une très-courte observation suffira pour répondre à l'honorable M. Pernolet.

Qu'il me permette de lui faire observer que sa proposition va absolument à l'encontre des intentions qui, sans doute, la lui ont dictée ; car elle porte atteinte au système d'inspection organisé par la Commission, système qu'approuve l'honorable préopinant. Ce que M. Pernolet propose de supprimer, c'est la tête et le lien du corps de l'inspection. En supprimant l'inspecteur général, vous supprimez, en effet, l'agent qui coordonne tous les travaux des inspecteurs, qui maintient l'unité d'action dans le service, qui fait prévaloir partout le même esprit dans l'application de la loi, c'est-à-dire la cheville ouvrière du système. Quelle est la préoccupation qui nous a surtout inspiré la mesure que nous proposons à l'Assemblée en ce moment ? C'est le désir d'arriver à une exécution égale, universelle de la loi, c'est le désir d'éviter l'inconvénient qui a fait échouer la loi de 1841.

Or, on comprend que lorsqu'on organise un service comme celui que nous proposons, lorsqu'on l'organise dans ce but, il est absolument indispensable qu'il y ait un agent dans lequel ce service se personnifie en quelque sorte, qui le résume, qui en porte la responsabilité, qui le représente au sein de la Commission supérieure et serve d'intermédiaire entre le Ministre du Commerce, les Commissions

locales et les inspecteurs régionaux ; un agent, en un mot, qui en soit la tête et le lien, comme je le disais à l'instant.

Comment prétendre que l'inspection générale nuira aux Commissions locales, comme l'avait tout à l'heure l'honorable M. Pernolet ? Mais bien loin de nuire à ces Commissions, bien loin d'entraver leur œuvre, il les stimulera, au contraire, comme il stimulera les inspecteurs, tout en maintenant l'unité d'action et l'esprit de la loi. Telle est la pensée de la Commission. Je le répète encore, en supprimant l'inspection générale, vous modifiez l'harmonie du système proposé par la Commission et vous y introduisez quelque chose d'absolument illogique. (Très-bien ! — Aux voix!).

M. Pernolet. La tête du système pour moi, c'est la Commission supérieure. Il importe de lui donner de l'importance. Cette importance, elle ne pourra la mériter qu'à la condition de n'être pas annulée par un fonctionnaire qui fera toute sa besogne.

On parle de la nécessité d'uniformiser le service. Cette unité se fera par la Commission supérieure sans difficultés, aidée par un secrétaire, si c'est nécessaire.

Mais, je le répète, ce secrétaire ne sera pas un personnage, ce sera un agent qui sera placé sous la main du Conseil supérieur et qui, tout en uniformisant le service, coûtera beaucoup moins cher, sans neutraliser l'action des membres du Conseil supérieur et des Commissions locales comme le ferait un inspecteur général, qui, s'il fait sa besogne, empêchera les autres de faire la leur, tandis que, s'il ne la fait pas, ce que je crains, je l'avoue, vous aurez ajouté une sinécure à tant d'autres que je pourrais citer, (Exclamations au banc de la Commission.) et que, pour ma part, je voudrais diminuer au lieu de les augmenter.

M. Lefébure. Nous répondons simplement que, pour le conseil, pour le contrôle, la Commission supérieure sera excellente ; mais que, pour l'action, il faut absolument un inspecteur général dont les fonctions ne constitueront assurément pas une sinécure.

M. le président. M. Pernolet demandant que ces mots du paragraphe 1^{er} « un inspecteur général » soient supprimés, je mets aux voix le paragraphe 1^{er}, moins les mots dont la suppression est proposée.

Un membre. L'amendement consiste dans la suppression.

M. le président. C'est ce que je dis à l'instant même. Je dis que l'amendement consiste à demander la suppression, dans le paragraphe 1^{er} de l'article 16 de la Commission, des mots « un inspecteur général. »

Je mets aux voix la partie non contestée du paragraphe 1^{er} ; je mettrai ensuite aux voix les trois mots contestés. (C'est cela !) On ne procède jamais autrement. (C'est vrai !)

(Le paragraphe 1^{er}, moins les trois mots « un inspecteur général », est mis aux voix et adopté.)

M. le président. Je mets maintenant aux voix les trois mots « un inspecteur général » dont la suppression est demandée par M. Pernolet.

(Une première épreuve est commencée. Très-peu de membres y prennent part.)

M. le président. A-t-on bien compris le vote? (Oui! oui!)

M. de Tillancourt. Ceux qui votent *pour* veulent l'inspecteur général. (C'est cela!)

M. le président. Il est évident que ce qui est mis aux voix, c'est la création d'un inspecteur général. Je recommence l'épreuve.

(L'épreuve et la contre-épreuve ont lieu par mains levées.)

M. le président. L'amendement de M. Pernolet est adopté, c'est-à-dire que l'inspecteur général est supprimé. (Mouvements divers.)

Avant de consulter l'Assemblée sur l'ensemble de l'article 16, je mets aux voix les deux paragraphes suivants, qui peuvent subsister après la suppression de l'inspecteur général.

Ces deux paragraphes sont ainsi conçus :

« Ces inspecteurs seront rétribués par l'État. »

« Chaque inspecteur divisionnaire résidera et exercera sa surveillance dans l'une des quinze circonscriptions territoriales qui seront déterminées par un règlement d'administration publique. »

(Ces deux paragraphes sont mis aux voix et adoptés.)

M. le président. Il a été déposé, pour le vote sur l'ensemble de l'article 16, deux demandes de scrutin public.

La première est signée de MM. L. Du Chaffaud, Michel, Bergondi, Robert de Massy, Picon, Charles Martin, Grollier, Bastide, Aymé de la Chevrière, général Pellissier, Lebas, Ad. Marchand, Laboulaye, Clerc, C. Claude, Morvan, Bidard.

La seconde est signée de MM. Monnet, Patissier, Benoist du Buis, Méplain, Ganivet, Larochejaquelin. Victor Hamille, Jullien, Paulin Gillon, Rivaille, Sarrette, Gassein de Fresnay, Léopold Limayrac, Lacave-Laplagne, Douay, Gallicher, Foubert, duc de Marmier.

Il va être procédé au scrutin.

(Le scrutin est ouvert et les votes sont recueillis.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	564
Majorité absolue.....	283
Pour l'adoption.....	361
Contre.....	203

L'Assemblée nationale a adopté l'article 16.

Je ferai maintenant observer à la Commission que la suppression

de l'inspecteur général doit entraîner celle du paragraphe qui réglait ses attributions.

M. le rapporteur. Oui, M. le Président, cela va de soi.

« Art. 17. — Seront admissibles aux fonctions d'inspecteur, les candidats qui justifieront du titre d'ingénieur de l'État ou d'un diplôme d'ingénieur civil, ainsi que les élèves diplômés de l'École centrale des arts et manufactures et des Écoles des mines.

« Seront également admissibles ceux qui auront déjà rempli pendant trois ans au moins, les fonctions d'inspecteur du travail des enfants ou justifieront avoir dirigé ou surveillé pendant cinq années des établissements industriels occupant cent ouvriers au moins. »

M. le président. M. Monnet propose, pour remplacer l'article 17, l'amendement suivant :

« Tous les trois mois, l'inspecteur départemental devra adresser à la Commission locale instituée par l'article 20 un rapport constatant la manière dont la loi a été, pendant le trimestre, exécutée dans le département. »

M. Monnet. Je le retire.

M. le président. L'amendement étant retiré, je mets aux voix l'article 17.

(L'article 17 est mis aux voix et adopté.)

« Art. 18. — Les inspecteurs ont entrée dans tous les établissements manufacturiers, ateliers et chantiers. Ils visitent les enfants ; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les feuilles de présence aux écoles, les règlements intérieurs.

» Les contraventions seront constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui feront foi jusqu'à preuve du contraire.

» Toutefois, lorsque les inspecteurs auront reconnu qu'il existe dans un établissement ou atelier une cause de danger ou d'insalubrité, ils prendront l'avis de la Commission locale ci-dessous instituée sur l'état de danger ou d'insalubrité, et ils consigneront cet avis dans leur procès-verbal.

» Les agents de la police judiciaire, en l'absence des inspecteurs, constateront les infractions à la présente loi ; mais ils n'auront entrée dans les ateliers qu'en vertu d'une délégation spéciale du procureur de la République ou du juge d'instruction. »

M. Keller. Messieurs, je demanderai deux légères modifications au dernier paragraphe dont il vient d'être donné lecture.

Ce paragraphe établit le droit des agents de la police judiciaire pour constater les infractions à la présente loi. Seulement, il dit que ces agents ne pourront constater ces infractions qu'en l'absence des inspecteurs. Je crois que cette absence sera difficile à constater et

qu'il vaut bien mieux dire : « concurremment avec les inspecteurs. » (Oui ! oui ! — Appuyé !)

En second lieu, je trouve que la délégation du parquet est une restriction très-étroite. Souvent l'agent de la police judiciaire qui aura un délit sous la main, qu'il sera sur le point de constater, sera obligé de faire un voyage; il lui faudra écrire à quinze ou vingt lieues avant de pouvoir constater le délit. Je voudrais que la délégation du juge de paix fût ajoutée à celle du parquet.

L'honorabilité du juge de paix peut le mettre sur le même pied, et j'espère que la Commission voudra bien adopter cette modification comme la première. (Très-bien ! très-bien !)

M. Eugène Tallon, rapporteur. La Commission ne voit aucun inconvénient à adopter la dernière modification proposée par l'honorable M. Keller. Il est bon que les juges de paix puissent donner une délégation pour la constatation des contraventions aussi bien que les officiers de police judiciaire.

Mais je ferai observer que la première modification proposée pourrait avoir de graves inconvénients.

Dire que les agents de police judiciaire constateront, concurremment avec les inspecteurs, les contraventions, c'est en quelque sorte abaisser le rôle de l'inspection, diminuer son autorité morale et en même temps ouvrir la porte aux conflits.

Il me semble que là où l'inspecteur sera présent, là où il sera dans l'exercice de ses fonctions en visitant les établissements industriels, on peut bien lui accorder ce mandat de confiance particulier d'agir de préférence aux autres fonctionnaires. Ce ne serait donc qu'à défaut de l'inspecteur que les agents de police judiciaire verbaliseraient en son remplacement.

M. Keller. J'insiste pour le mot « concurremment » qui est de beaucoup le plus simple et le plus clair, et je crois que la Commission elle-même l'a inséré dans un autre paragraphe où elle donne aux garde-mines le droit d'agir concurremment avec les inspecteurs.

Au banc de la Commission. Non, ce paragraphe a été rayé.

M. Keller. Il sera toujours difficile de constater le défaut des inspecteurs. On ne connaîtra pas le moment précis de leur arrivée, et il est impossible de faire cesser au moment de l'arrivée de l'inspecteur, l'action permanente des officiers de police judiciaire.

J'insiste donc pour le mot « concurremment. » (Oui ! oui ! — Très-bien !)

M. de Tillencourt. En fait, cela n'a pas d'inconvénient.

M. Eugène Tallon, rapporteur. Il est évident, Messieurs, que si l'on fait agir les officiers de police judiciaire, concurremment avec les inspecteurs, ce sont eux qui auront la prépondérance par la conti-

nuité de leur action journalière; ce sont eux qui visiteront le plus souvent les ateliers industriels.

M. Bigot. C'est le droit commun!

M. Foubert. Ce qui prouve qu'il n'y aurait pas besoin d'inspecteurs!

M. le rapporteur. Non : le droit commun, c'est le respect du domicile, et si vous voulez bien vous en rapporter aux arrêts de la jurisprudence, vous verrez qu'on n'a pu confondre l'atelier de l'industrie avec les divers lieux ayant un caractère de publicité spécifié dans nos lois. On a respecté l'atelier comme le domicile du citoyen, et ce n'est que dans les cas spéciaux prévus par les articles 32 et 47 du Code d'instruction criminelle, que l'officier de police judiciaire opère un transport ou donne à ses agents une délégation d'entrer dans les ateliers pour y constater la contravention ou le délit qui lui sont signalés.

Vous ne pouvez pas mettre l'industrie française tout entière en état de suspicion permanente et froisser ainsi avec violence de justes susceptibilités.

Si vous voulez, comme on l'a dit à cette tribune, vous assurer le concours des industriels, concours si nécessaire, indispensable pour l'application de la loi, respectez au moins leur indépendance personnelle, respectez leur autorité dans leurs ateliers. Ils seront les premiers alors à s'incliner devant la loi et à la faire exécuter; sinon vous les froisseriez dans leur dignité et vous manifesteriez une injuste méfiance contre leurs sentiments généreux. (Très-bien! très-bien! sur plusieurs bancs.)

M. Bigot. Messieurs, si vous voulez que cette loi soit observée, il faut qu'elle soit exécutée comme toutes les autres lois.

M. le rapporteur. C'est ce que nous demandons!

M. Bigot. Je ne méconnaiss pas son importance; mais je ne pense pas que nous soyions obligés, à chaque loi nouvelle que nous pourrions faire, de créer des fonctionnaires spéciaux qui seuls auront le droit de constater les contraventions auxquelles elles donneront lieu. Si les officiers du ministère public ne peuvent agir qu'à défaut des inspecteurs que vous venez de nommer, je vous répète que votre loi ne sera pas exécutée.

Pour qu'elle soit observée et efficace, il faut laisser aux officiers de police judiciaire la liberté d'action dont ils jouissent d'après notre code d'instruction criminelle toutes les fois qu'il s'agit de constater et de réprimer les infractions, quelles qu'elles soient, aux lois d'ordre public.

Je ne vois pas pourquoi l'industrie française se croirait mise en suspicion parce qu'elle se trouvera soumise au droit commun. (Très-bien! très-bien! sur un grand nombre de bancs.)

M. le Président. M. Paulin Gillon avait présenté un amendement.

M. Paulin Gillon. Mon amendement portait sur les articles 16 et 17 du projet de la Commission. Comme ces articles ont été adoptés, leur adoption implique le rejet de mon amendement.

M. le président. Alors je mets aux voix les trois premiers paragraphes de l'article 18.

(Les trois premiers paragraphes sont mis aux voix et adoptés.)

M. le président. Sur le 4^e et dernier paragraphe deux modifications sont demandées par M. Keller.

Ce paragraphe est ainsi conçu :

« Les agents de la police judiciaire en l'absence des inspecteurs.... »

M. le rapporteur. On me fait observer qu'il vaudrait mieux dire « à défaut des inspecteurs... »

M. le président. Soit!

« Les agents de la police judiciaire constateront les infractions à la présente loi; mais ils n'auront entrée dans les ateliers qu'en vertu d'une délégation du procureur de la République ou du juge d'instruction. »

M. Keller demande d'abord qu'on dise : « Les agents de la police judiciaire, concurremment avec les inspecteurs, constateront... »

M. Ganiwet. Je demande si l'on entend que ce seront les agents de la police judiciaire ou les officiers de police judiciaire.

M. le rapporteur. Ce seront les agents de la police judiciaire, parce que le chef du parquet est lui-même officier de police judiciaire et qu'il ne peut pas se donner une délégation à lui-même.

M. Félix Voisin. Mais alors conserve-t-il absolument son droit personnel? Je demande qu'il n'y ait pas sur ce point d'incertitude, et que la Commission veuille bien s'expliquer. Que les agents de la police judiciaire puissent recevoir une délégation du chef du parquet ou du juge d'instruction, cela est certain et écrit dans l'article 18; mais il faut qu'il reste bien entendu que le chef du parquet, qui est le chef de la police judiciaire, conserve le pouvoir de constater les délits dans les termes du droit commun. (Oui! oui! C'est entendu!)

M. le rapporteur. C'est le droit commun, et nous ne prétendons pas y porter atteinte.

M. Félix Voisin. Je voulais que cela fût bien constaté.

Au banc de la Commission. C'est ainsi compris.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de M. Keller :

« Les agents de la police judiciaire, concurremment avec les inspecteurs... »

(L'amendement est mis aux voix et adopté.)

M. le président. Alors le paragraphe continuerait ainsi : « ... constateront les infractions à la présente loi ; mais ils n'auront entrée dans les ateliers qu'en vertu d'une délégation spéciale du procureur de la République ou du juge d'instruction. »

Je mets aux voix cette partie du paragraphe.

(Cette partie du paragraphe est mise aux voix et adoptée.)

M. le président. Maintenant M. Keller propose qu'on ajoute à la fin du paragraphe, après les mots du juge d'instruction, ceux-ci : « ou du juge de paix », et qu'on dise « ... du procureur de la République, du juge d'instruction, ou du juge de paix. »

M. le rapporteur. La disposition, proposée par M. Keller, est acceptée par la Commission.

M. le président. Je consulte l'Assemblée.

(La disposition additionnelle proposée par M. Keller est mise aux voix et adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'article 18 avec les diverses modifications de rédaction qui y sont apportées.

(L'article 18 modifié est mis aux voix et adopté.)

M. Margaine. Je demande la suppression des inspecteurs à cause de l'introduction qui vient d'être faite du mot : *concurrentement*. »

De toutes parts. C'est voté ! c'est voté !

M. le président. Vous la demanderez à la troisième lecture.

« ART. 19. — Les inspecteurs devront, chaque année, adresser des rapports à la Commission supérieure ci-dessous instituée. »

(L'article 19 est mis aux voix et adopté.)

M. le président. Je crois que la discussion peut s'arrêter à la section 3, — Commissions locales, — et que je puis donner connaissance à l'Assemblée de son ordre du jour de demain.

(Oui ! oui ! — A demain !)

Séance du samedi 8 février 1873.

SOMMAIRE. — Suite de la 2^e délibération sur la proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. — Article 25. Amendement de M. Keller : MM. Keller, Eugène Tallon, rapporteur. Rejet de l'amendement. — MM. Bigot, le rapporteur, Boreau-Lajanadie, Lenoël, Albert Desjardins, Bozérián, Alfred Giraud. — Renvoi de l'article 25 à la Commission. —

M. le président. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de la loi de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

« SECTION VII. — *Commissions locales.*

» Art. 20. — Il sera institué, dans chaque département, des Commissions locales, dont les fonctions seront gratuites, chargées : 1^o de veiller à l'exécution de la présente loi ; 2^o de contrôler le service de l'inspection ; 3^o d'adresser au Conseil général et à la Commission supérieure des rapports annuels sur la surveillance du travail des enfants.

» A cet effet, ces commissions visiteront les établissements industriels, ateliers et chantiers ; elles pourront se faire accompagner d'un médecin, quand elles le jugeront convenable. »

(Cet article est mis aux voix et adopté.)

« Art. 21. — Le Conseil général déterminera, dans chaque département, le nombre et la circonscription des Commissions locales ; il devra en établir une au moins dans chaque arrondissement ; il en établira, en outre, dans les principaux centres industriels ou manufacturiers, là où il jugera nécessaire. » — (Adopté.)

« Art. 22. — Les Commissions locales seront composées de cinq membres au moins et de sept au plus, nommés par le préfet sur une liste de présentation arrêtée en nombre double par le Conseil général.

» On devra faire entrer, autant que possible, dans chaque Commission, un ingénieur civil ou de l'État, un médecin, un inspecteur de l'instruction primaire et un ingénieur des mines dans les régions minières.

» Les Commissions sont renouvelées tous les cinq ans ; les membres sortants pourront être de nouveau appelés à en faire partie. » — (Adopté.)

« SECTION VIII. — *Commission supérieure.*

» Art. 23. — Une Commission supérieure, composée de sept membres, dont les fonctions seront gratuites, est établie auprès du Ministre du Commerce. Cette Commission est nommée par le Président de la République ; elle est chargée :

» 1^o De pourvoir à l'application vigilante et uniforme de la présente loi ;

» 2^o De diriger par ses conseils et par ses instructions les travaux des inspecteurs divisionnaires et des Commissions locales, de développer la puissance morale de l'inspection et d'en assurer l'efficacité ;

» 3^o De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur toutes les questions intéressant les travailleurs protégés ;

» 4^o Enfin, d'arrêter les listes de présentation des candidats pour la nomination des inspecteurs divisionnaires. » (Adopté.)

« Art. 24. — Chaque année, le Président de la Commission supé-

rieure adressera au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

» Ce rapport devra être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel*.

» Le Gouvernement rendra compte, chaque année, à l'Assemblée nationale, de l'exécution de la présente loi, et de la publication des règlements d'administration publique destinés à la compléter. » (Adopté.)

« SECTION IX. — Pénalités.

» Art. 25. — En cas de contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution, les patrons ou manufacturiers seront traduits devant le tribunal correctionnel de leur résidence industrielle et punis d'une amende de 16 à 50 francs.

» Les père, mère et tuteur, seront solidairement responsables avec les patrons de l'admission des enfants dans les ateliers avant l'âge légal.

» Les contraventions qui résulteront de l'inexécution de la présente loi ou des règlements d'administration publique destinés à la compléter, donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura eu d'enfants, filles ou femmes admis ou employés par les contrevenants, contrairement à ces dispositions.

» Ces amendes réunies ne pourront toutefois s'élever au-dessus de 500 francs.

» La même peine sera applicable aux chefs d'industrie qui n'auront pas pris les mesures relatives à la salubrité des ateliers ou à la protection des machines, appareils et puits, prescrites par la présente loi. »

M. le président. M. Keller a proposé à l'article 25 un amendement ainsi conçu :

« Toute infraction aux articles 2, 3, 7 et 13 de la présente loi sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de seize francs à cent francs.

« En cas de contravention aux autres articles de la loi..... » Le reste comme au projet.

La parole est à M. Keller.

M. Keller. Messieurs, afin de donner de l'efficacité à la loi que nous allons voter, j'ai eu l'honneur de vous proposer de revenir au droit commun, d'abord dans le choix des autorités chargées de constater les infractions ; ensuite, — et c'est l'amendement que je soutiens en ce moment, — dans le choix des peines qui seront appliquées.

Vous avez bien voulu accueillir dans une certaine mesure la pre-

mière partie de mon amendement, j'espère que vous ne repousserez pas la seconde.

Les infractions à la loi que nous allons voter sont de diverses nature. Les unes sont légères, et elles ne méritent évidemment que des peines légères; les autres sont plus graves, et je vais vous démontrer qu'elles sont tout à fait de la même nature que celles qui sont prévues par un grand nombre d'articles du Code pénal.

M. le rapporteur lui-même a très-bien constaté dans son travail la gravité des infractions qui porteraient une atteinte sérieuse à la santé et à la vie de l'enfance; voici les expressions dont il s'est servi :

« Les législateurs eussent gravement méconnu les devoirs de tutelle sociale qui sont imposés à chaque génération envers la génération qui s'élève, s'ils n'eussent songé à sauvegarder dans la personne de l'enfant les intérêts les plus sacrés de l'humanité. Jeter dans la société, à travers les mille difficultés qui assaillent toute existence, un être faible, souffreteux, misérable, ce n'est pas seulement de l'inhumanité, c'est encore une imprévoyance coupable. »

Non-seulement M. le rapporteur a constaté le devoir du législateur, mais il a également constaté la responsabilité du patron :

« Quant à la responsabilité du patron, — dit M. le rapporteur, — en employant l'enfant à son service, en le façonnant à son métier, en retirant de son travail certains avantages, il a contracté vis-à-vis de lui l'obligation stricte de ménager ses forces et de veiller à sa culture morale et intellectuelle. »

Il y a donc ici, d'un côté, le devoir du législateur qui doit protéger l'enfant, et, d'un autre côté, le devoir étroit du patron qui l'occupe et qui doit veiller sur son développement physique et intellectuel.

Quand ce devoir est méconnu, quand l'enfant est occupé avant l'âge, vous savez tous quelles sont les conséquences qui en résultent. Il suffit d'avoir vu nos centres industriels pour constater que les enfants employés avant l'âge dans les ateliers arrivent à l'adolescence sans avoir aucune instruction, ne sachant ni lire, ni écrire et n'étant plus capables de l'apprendre, parce qu'ils ont été abrutis par un travail trop précoce.

Il suffit également d'avoir assisté à un seul conseil de révision pour distinguer, au premier aspect, les hommes qui, trop tôt, ont été attachés aux travaux de l'industrie, et ceux, au contraire, qui ont pu se développer librement au grand air.

Eh bien, si nous voulons apprécier la gravité de l'atteinte portée à la santé de l'enfant, lorsqu'il a été employé prématurément, nous devons nous reporter à notre Code pénal et aux lois votées jusqu'à présent, pour voir quelles sont les peines qui sont appliquées toutes

les fois qu'on porte une atteinte sérieuse, même involontairement, à la santé d'autrui.

Lors même qu'il ne s'agit pas des hommes, lors même qu'il ne s'agit que des animaux, le Code et les différentes lois votées jusqu'à ce jour portent souvent la peine de la prison.

Ainsi, d'après les articles 479, 480 et 482 du Code pénal, sont punis d'une amende de 11 à 15 francs et, selon les circonstances, mais toujours en cas de récidive, d'un emprisonnement de cinq jours, ceux qui ont occasionné la mort ou la blessure d'animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par la rapidité, ou la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, par l'encombrement dans les rues, chemins, places ou voies publiques sans les précautions ou signaux d'usage.

Une loi spéciale, faite dans l'intérêt des animaux par l'Assemblée de 1850, punit d'une amende de 5 à 15 francs et, dans certains cas, — mais toujours en cas de récidive, — de cinq jours de prison, ceux qui ont exercé publiquement et abusivement des mauvais traitements envers les animaux domestiques.

La loi a même pris soin de protéger par des peines assez sévères les arbres fruitiers. Ainsi il est dit — articles 443 et 448 du Code pénal — que quiconque aura abattu ou mutilé de manière à le faire périr un ou plusieurs arbres appartenant à autrui, sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de six jours, ni au-dessus de six mois, à raison de chaque arbre.

Même dans le cas de destruction d'une ou de plusieurs greffes d'arbres fruitiers, — et c'est bien peu de chose qu'une greffe, — l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, à raison de chaque greffe.

La greffe est peu de chose, mais elle doit produire des fruits. L'enfance n'est-elle pas une greffe sacrée, destinée à produire des fruits et qui a droit, de notre part, à la plus grande prévoyance, à la plus grande sollicitude. (Très-bien ! très-bien !)

Si nous arrivons maintenant aux lois destinées à protéger directement, non plus les animaux et les arbres, mais les hommes, voici ce que nous lisons dans nos lois :

L'article 318 du Code pénal dit que : « Quiconque aura vendu et débité des boissons falsifiées contenant des mixtions nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans et d'une amende de 16 à 500 fr. »

Est-ce que ce cas ne peut être assimilé à celui qui consiste à faire travailler des enfants dans des établissements insalubres ?

L'article 319 du Code pénal dit que : « Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention ou inobservation des règlements, aura commis involontairement » — remarquez ce mot, — « un homicide, ou

en aura involontairement été la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 à 600 fr. »

Puis l'article 320 du même Code : « S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, et l'amende sera de 16 à 100 fr. »

C'est en vertu de cette loi que nous avons vu, il n'y a pas longtemps, le directeur d'une grande compagnie de chemin de fer, dont personne ne pourrait accuser les intentions, condamné à la prison parce qu'il n'avait pas eu assez de vigilance dans l'observation des règlements destinés à protéger la vie des voyageurs.

Enfin, dans une loi tout récemment promulguée au *Journal officiel*, la loi sur l'ivresse, — article 7, — vous avez puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et à une amende de 10 fr. à 300 fr. quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de seize ans.

Ainsi, pour une seule fois qu'une personne aura fait boire jusqu'à l'ivresse un enfant de quatorze à quinze ans, vous prononcerez la peine depuis six jours jusqu'à un mois. N'est-il pas infiniment plus grave de prendre avant l'âge prescrit par la loi ou d'employer dans des établissements insalubres des enfants dont vous compromettez pour toute leur existence les forces physiques et morales ? Poser la question, c'est la résoudre. Il n'est personne ici qui puisse soutenir que le fait prévu dans la loi de l'ivresse n'est pas beaucoup moins grave que les infractions aux principaux articles de la loi que nous discutons.

Et quand j'entendais, dans la séance d'hier, quelques-uns de mes honorables collègues nous dire que nous voulions mettre l'industrie en suspicion, je ne pouvais m'empêcher de répondre : c'est tout le contraire. Savez-vous ce qui mettrait l'industrie en suspicion ? Ce serait qu'elle voulût sortir du droit commun et se créer des privilèges ; ce serait de la voir soutenir, — ce qu'elle ne soutiendra jamais, — que l'enfant de l'ouvrier n'a pas droit à la même protection que les enfants des autres familles ; que l'enfant de l'ouvrier n'a pas droit à la même protection que les animaux de nos basses-cours ou que les arbres fruitiers de nos jardins.

Au banc de la Commission. Qui est-ce qui dit cela ?

M. Keller. Messieurs, je vous ai fait voir la loi et j'ai comparé toutes les peines qu'elle édicte avec celles du projet qui est soumis en ce moment à vos délibérations. J'appelle sur ce point toute l'attention de l'Assemblée. Je crois qu'une peine sérieuse, que la peine de la prison ne sera pas toujours appliquée, car je suis le premier à demander que le juge soit maître d'appliquer l'article 463, c'est-à-dire les circonstances atténuantes ; mais quand, de parti pris, quand par une négligence coupable et suivie, on aura compromis la santé d'un

enfant, je demande qu'on puisse être puni de la prison, comme dans tous les cas semblables prévus par le Code pénal.

Je suis sûr d'avance que cette peine sera rarement appliquée, je pourrai même dire qu'elle ne le sera jamais. Pourquoi? Parce que cette peine sera d'une grande efficacité préventive. Soyez sûr que le mot prison tout seul, inscrit dans la loi, en assurera l'exécution beaucoup plus que tous les inspecteurs et tous les agents chargés de son exécution.

C'est par ces raisons, Messieurs, que j'insiste pour que vous adoptiez l'amendement que j'ai l'honneur de vous soumettre. Il est nécessaire que, lorsqu'il y aura des infractions aux articles principaux, aux articles 2, 3, 7 et 13 de la présente loi, le juge puisse prononcer la peine de six jours à un mois de prison, tout en ayant la faculté de déclarer les circonstances atténuantes et d'appliquer l'art. 463.

M. le rapporteur. Messieurs, je n'ai qu'une simple observation à présenter à l'Assemblée en réponse à l'amendement de l'honorable M. Keller.

Ce n'est pas, Messieurs, par l'exagération de la sévérité des peines que l'on assure l'exécution des lois.

C'est en réalité en assurant l'application de la peine toutes les fois qu'une contravention a été commise. Si l'on voulait s'armer d'une rigueur exagérée, le juge hésiterait le plus souvent à appliquer la loi, et ce serait, en réalité, porter atteinte à son autorité.

L'honorable M. Keller semble d'ailleurs faire une confusion entre les délits de droit commun et les contraventions qui sont relevées dans notre projet.

Nous n'avons en rien dérogé, — nous avons eu déjà l'occasion de l'affirmer, — aux principes généraux du droit et, par conséquent, nous ne portons pas atteinte aux dispositions des articles 319 et 320 du Code pénal qui punissent d'un emprisonnement de six jours à deux mois les délits de coups et blessures occasionnés par suite d'inattention ou d'observation des règlements. Ainsi donc, si l'enfant a souffert dans un atelier de cette inobservation des règlements ou d'une négligence, qu'il y ait eu, par suite, lésion de sa personne, nous rentrons alors dans le cas du délit prévu par les articles 319 et 320 du Code pénal, et l'industriel tombe immédiatement et manifestement sous le coup de l'application de leurs dispositions.

Mais lorsqu'il s'agit d'une contravention qui consiste, par exemple, à avoir admis l'enfant à un âge qui ne serait pas celui spécifié dans la loi, ou à l'avoir fait travailler une heure de plus que le temps réglementaire, le plus souvent, Messieurs, la faute sera étrangère au chef d'industrie lui-même. Ce sera en dehors de son assentiment que l'enfant aura été ainsi employé par ses subordonnés; il arrivera encore que ce sera un contre-maître, un ouvrier, qui aura embauché

l'enfant. Il faut donc prévoir ces différents cas, et ne pas les assujettir à des pénalités excessives.

Les contraventions de cette nature n'ont pas, en réalité, porté une atteinte immédiate à la santé de l'enfant, elles pourraient seulement, en se reproduisant successivement, altérer sa santé, sa constitution même ; c'est contre ce danger qu'on doit le prémunir, le protéger, mais sans exagération, et dans une mesure juste et raisonnable. Tout le système des pénalités dans notre droit repose sur la proportionnalité ; or, il n'y aurait évidemment pas proportionnalité dans la répression, si on frappait l'industriel d'un emprisonnement dans un cas incontestablement moins grave que celui où il serait coupable des délits spécifiés dans les articles 319 et 320. La peine portée dans ces articles est cependant moindre que celle indiquée dans l'amendement de M. Keller.

Remarquez bien, Messieurs, que nous avons déjà aggravé les peines édictées par la loi de 1844. Ainsi l'amende, d'après cette loi, était de 5 à 15 fr. ; nous l'avons élevée à 16 et 50 francs, pour le premier délit, 50 à 200 fr. dans le cas de récidive, et nous avons, en outre, modifié la juridiction en faisant comparaître l'auteur de la contravention devant le tribunal correctionnel.

Nous avons fait plus : en cas de récidive, nous avons ajouté une pénalité nouvelle aux anciennes pénalités : l'affiche de la décision rendue par le tribunal correctionnel et l'insertion de cette sentence dans les journaux. Il y a là, Messieurs, une aggravation sérieuse, considérable, de la répression ; c'est surtout, en effet, par cette publicité donnée au délit constaté par la décision judiciaire que l'industriel sera atteint, non-seulement dans son honorabilité, mais encore dans son crédit, et à coup sûr il sera singulièrement soucieux de se mettre à l'abri des éventualités d'une semblable condamnation.

Nous pensons donc qu'il est juste de se borner à cette aggravation de peine inscrite dans notre projet de loi. En allant au delà, l'on porterait préjudice à son exécution : on rendrait, en un mot, la loi impraticable en poussant trop loin la sévérité. (Très-bien ! très-bien !)

M. Keller. Je ne veux pas rentrer dans la discussion. Je ferai observer seulement que les peines dont vient de parler l'honorable rapporteur sont toutes des peines pécuniaires, des peines, par conséquent, auxquelles on peut-être souvent insensible. La prison au contraire, indique, par son seul nom, la gravité des contraventions qui doivent être punies sévèrement ; elle indique la gravité du dommage fait à l'enfant qu'on a employé trop tôt.

Je n'ai pas accusé l'honorable M. Tallon de vouloir abolir les articles 319 et 320 du Code pénal ; mais je prétends qu'un enfant qu'on a fait entrer avant l'âge de dix ans dans une manufacture dont on a compromis la santé pour sa vie entière, est atteint plus gravement

que si, par imprudence, il a été malade pendant vingt ou trente jours, après lesquels il pourra se rétablir et retrouver sa santé, sa vigueur pour toute sa vie.

Si vous parcourez le Code pénal et les lois que vous avez rendues jusqu'à ce jour, y compris celle sur l'ivresse, vous êtes obligés de convenir que la peine de la prison est en proportion exacte avec toute notre législation.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de M. Keller. (L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. Bigot. Avant que l'article 25 soit mis aux voix, je voudrais poser à la Commission deux questions. Je désirerais savoir si les infractions à la présente loi sont considérées par elle comme des délits ou comme des contraventions. Je sais bien qu'au point de vue de la juridiction, ces infractions sont certainement des délits, puisque c'est devant les tribunaux de police correctionnelle que devront être traduits les patrons ou industriels; mais, au point de vue de la preuve, le texte du projet de loi laisse des doutes dans mon esprit. Il y a en effet à ce point de vue une grande distinction à faire entre les délits et les contraventions.

Je me demande si la bonne foi sera admise, comme moyen de défense de la part des industriels. Je ne vous apprendrai rien, assurément, Messieurs, en vous disant que les criminalistes distinguent deux sortes d'infractions : les contraventions qui entraînent une peine sans que celui qui l'a commise soit admis à se défendre en invoquant sa bonne foi, et les délits qui, au contraire, ne peuvent être punis si l'auteur a fait la preuve de sa bonne foi.

Dans le premier cas, l'existence seule du fait matériel suffit pour motiver la condamnation; dans le second cas, il faut que le délinquant ait eu l'intention de commettre l'infraction pour être passible de la peine. Le délit résulte d'un fait intentionnel, la contravention d'un fait matériel seulement. Il importe de savoir quel sera le caractère des infractions prévues et punies par cette loi. Il y a parmi les membres de cette assemblée beaucoup d'industriels qui ne peuvent s'occuper de leur industrie; leurs usines sont gérées par des fondés de pouvoir, par des contre-maîtres. Je suppose que ces contre-maîtres, en l'absence des chefs d'industrie, engagent des enfants de moins de douze ou de treize ans. Cet industriel serait-il fondé à venir dire devant le tribunal où il sera traduit : Je suis complètement étranger à ce fait; mon contre-maitre a été lui-même trompé par un faux certificat ou un faux acte de naissance, et je ne puis être pénalement responsable? Ou bien, au contraire, serait-il puni par cela seul qu'on aura trouvé dans son usine des enfants au-dessous de l'âge prescrit par la loi, ou parce qu'on aura prolongé un jour le travail de ces enfants au delà du temps réglementaire?

Voilà une première question sur laquelle il est utile que la Commission s'explique; il faut qu'on sache quelle preuve devra être faite, et en outre à qui elle incombera. Sera-ce au ministère public à la faire, et dans ce cas devra-t-il établir la mauvaise foi? lui suffira-t-il au contraire d'établir le fait matériel?

Il existe, d'ailleurs, une autre question que je voudrais poser à la Commission.

Les infractions étant considérées soit comme des contraventions, soit comme des délits, la peine prononcée pour ces infractions pourra-t-elle être atténuée par l'article 463 du Code pénal; en d'autres termes, admettra-t-on des circonstances atténuantes?

M. le rapporteur. Évidemment non!

M. Bigot. Si vous voulez qu'en aucun cas la peine ne soit atténuée par les circonstances atténuantes, il n'est besoin de rien ajouter au texte du projet. Mais si, au contraire, vous pensez qu'il est bon que, dans certaines circonstances, le tribunal chargé d'appliquer la loi ait le droit et le devoir de rechercher et constater les circonstances qui peuvent atténuer considérablement la responsabilité des industriels; si vous voulez qu'il puisse les prendre en considération; si, en un mot, vous voulez que l'article 463 du Code pénal puisse être appliqué, il est nécessaire de le dire expressément.

Il est, en effet, de jurisprudence incontestée que cet article ne peut être appliqué qu'en cas de contravention ou délits prévus par le Code pénal, à moins d'une disposition formelle de loi. Or la loi que nous discutons étant une loi spéciale, il est absolument nécessaire de s'expliquer. Voilà les deux questions que je voudrais poser à la Commission, et sur lesquelles je la prie de vouloir bien s'expliquer, de façon à prévenir des interprétations divergentes et des difficultés qui ne manqueraient pas de se produire.

M. Eugène Tallon, rapporteur. Messieurs, la Commission, en désignant sous le nom de contraventions les infractions à la loi réprimées par l'article 25, a entendu leur attribuer les caractères juridiques qui appartiennent à cette qualification : c'est-à-dire que l'amende, qui est la pénalité déterminée par la loi, sera dans tous les cas appliquée par le tribunal. Quant aux aggravations qui pourraient résulter de ce que la contravention ou ce délit, — contravention selon une expression nouvelle dans la jurisprudence, — aurait un caractère exceptionnel de gravité, elle est soumise à l'arbitrage du juge; il peut graduer la peine dans la proportion et les limites indiquées par la loi elle-même.

Mais, à l'exception de bonne foi, nous ne pouvons l'admettre, et en voici la raison. C'est qu'il serait trop facile à l'industriel de rejeter sa propre faute sur un contre-maître, sur un subordonné et qu'ainsi la loi n'aurait plus d'application possible.

Un membre. Et les industriels qui sont ici ?

M. le rapporteur. Pour ceux-là la réponse est facile et l'objection ne porte pas. Nous avons, en effet, ajouté à la rédaction première de l'article 25 un mot qui donne entièrement satisfaction à la préoccupation qui vous arrête : nous avons fait suivre l'expression de « manufacturiers » de celles-ci « les directeurs ou exploitants de l'usine, » par là nous avons nettement indiqué que nous entendions exclusivement atteindre ceux dont la responsabilité est engagée comme dirigeant actuellement les ateliers où la contravention est constatée. Le chef d'industrie qui sera absent ou qui aura confié à un tiers l'administration de son exploitation ne pourra pas être, dans ce cas, personnellement poursuivi.

La pénalité frappera celui-là seul qui dirigeait l'usine et qui avait l'autorité ; par conséquent, la responsabilité, au moment même de la contravention, a été commise.

Ainsi, vous le voyez, il n'y a pas de confusion possible : l'industriel ne sera puni que pour des faits dont il aura réellement connaissance ou qu'il sera en faute de ne pas avoir connus. Il ne pourra être poursuivi pour la faute du directeur qui le remplace ; mais ni l'un ni l'autre ne pourra se retrancher derrière l'exception de bonne foi en présence d'une constatation matérielle ; et si nous avons modéré la peine, ce qui a été injustement critiqué par l'honorable M. Keller, si nous n'avons infligé qu'une amende, une légère répression pécuniaire, nous l'avons fait particulièrement pour atteindre ce but essentiel, que la loi soit appliquée dans tous les cas, et qu'on ne puisse se soustraire à son action par des expédients et des échappatoires. (Très-bien !)

M. Boreau-Lajanadie. Messieurs, il me semble que la Commission n'a pas répondu à l'objection de notre collègue M. Bigot. (C'est vrai !)

La question se pose ainsi : l'exception de bonne foi sera-t-elle admise ? (C'est cela !)

Un père de famille, par exemple, présente à un patron ou à un contre-maître un faux acte de naissance ou l'acte de naissance d'un frère ou d'une sœur de l'enfant qu'il veut placer. De bonne foi le patron accepte l'enfant qu'il croit être dans les conditions fixées par la loi. Le patron ou le contre-maître sera-t-il passible des peines édictées par la loi ?

Voix diverses. Pas du tout ! — Si ! si !

M. Boreau-Lajanadie. Si c'est une contravention, le patron doit être puni, et ce serait dans ce cas une souveraine injustice, car la loi atteindrait un fait parfaitement innocent.

M. Mettetal. La contravention n'exige pas l'intention coupable !

M. Boreau-Lajanadie. Ce fait ne peut pas être une contravention.

Un membre. Il faut qu'on nous réponde!

M. Boreau-Lajanadie. Il faut que la question soit nettement tranchée par l'Assemblée, si on ne veut pas exposer les tribunaux à des malentendus et à des hésitations de tous les jours.

Quant à moi, je demande que la question soit résolue en ce sens : que pour les infractions prévues par cette loi, comme pour tous les autres délits, la conscience du caractère délictueux du fait soit la condition nécessaire de la répression. (Approbation sur plusieurs bancs.)

M. le président. On n'établit pas de contravention à volonté : le caractère de contravention appliqué à un fait doit ressortir de la nature même.

M. Bigot. Et pour l'application de l'article 463?

M. Boreau-Lajanadie. Je propose de substituer aux expressions de la Commission les expressions suivantes :

Dans le premier paragraphe : « En cas d'infraction à la présente loi, etc.... » et au troisième paragraphe : « Les infractions à la présente loi, etc.... »

M. Emile Lenoël. Pour la chasse, on dit un délit ou une contravention.

M. Boreau-Lajanadie. Nos lois pénales ordinaires ne reconnaissent que les contraventions de simple police, opposées aux délits correctionnels.

M. Balsan. Nous demandons le renvoi de l'article à la Commission.

M. Emile Lenoël. Messieurs, je viens demander à l'Assemblée, en présence de la difficulté très-réelle et très-sérieuse, au point de vue de l'état actuel de la jurisprudence, qui vous a été signalée par deux de nos collègues des plus compétents, par M. Bigot et par M. Boreau-Lajanadie, de vouloir bien renvoyer cet article à la Commission, pour qu'elle nous apporte une rédaction plus précise.

Puisque je suis à la tribune, je demanderai en outre, serrant de près la discussion comme l'a fait M. Bigot, que la Commission s'explique sur la question de savoir si l'article 463 sera ou ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi.

Plusieurs Membres. Oui ! il faut le dire.

M. Albert Desjardins. Messieurs, il n'est pas besoin de renvoyer cette question à la Commission et de retarder ainsi le vote de la loi. Je crois que la Commission peut accepter immédiatement la modification légère qui consisterait à faire disparaître de l'article le mot : « contravention » d'où naît la difficulté, et à le remplacer, au premier et au troisième paragraphe, par le mot : « infraction. »

M. Alfred Giraud. La question restera encore douteuse.

M. Albert Desjardins. Je demande pardon à M. Giraud, la question ne restera pas douteuse après la discussion qui aura précédé l'introduction du mot dans le texte.

Maintenant, si la Commission le juge à propos, le renvoi à l'article 463 peut se faire immédiatement et sans qu'il soit besoin d'une nouvelle délibération.

M. le rapporteur. La Commission accepte la modification indiquée par M. Desjardins.

M. Bozérien. Messieurs, la rédaction qui nous est proposée par notre honorable collègue ne trancherait pas la question ; elle laisserait subsister l'équivoque. Il faut de toute façon que vous vous prononciez sur la question de savoir si la bonne foi peut être admise comme justification, et non comme atténuation seulement.

En conséquence, voici la rédaction que je vous proposerais si vous acceptez mon avis :

« Les patrons ou manufacturiers qui auront sciemment contrevenu... encourront les peines portées par l'article. » (Exclamations diverses.)

Sur divers bancs. Non ! non ! — Le renvoi à la Commission !

M. Bozérien. Permettez ! En adoptant cette rédaction, qui est parfaitement claire...

M. le président. Il n'y a pas que la bonne foi qui soit une cause d'atténuation !

M. Bozérien. M. le Président me dit qu'il y a d'autres causes d'atténuation. Nous le savons à merveille. Mais ces causes d'atténuation peuvent avoir pour résultats de faire varier la peine entre le minimum et le maximum. Or, il y a un principe fondamental et capital qu'il faut d'abord trancher. Voulez-vous admettre la justification tirée de la bonne foi ? Si non, dites que c'est une contravention, et je m'incline. Si, au contraire, vous pensez, — ce que je crois, — qu'il faut que la question de bonne ou de mauvaise foi soit examinée, il faut dire : « Les patrons ou manufacturiers qui auront sciemment contrevenu, etc... »

M. Alfred Giraud. Messieurs, il est nécessaire que l'Assemblée soit parfaitement fixée sur le caractère des infractions prévues par la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, et que l'on sache si ce sont des délits ou des contraventions. C'est un point qui, selon moi, n'a pas été suffisamment élucidé. Je demande donc le renvoi de l'article à la Commission. Il faut que l'on sache d'une façon certaine si l'exception de bonne foi pourra être invoquée par le manufacturier.

Un membre. Dans certains cas !

Quelques voix. Le renvoi à la Commission !

M. le rapporteur. Messieurs, il me semble que l'explication

fournie par l'honorable M. Desjardins donnerait toute satisfaction aux contradictions qui viennent de se produire.

L'article serait ainsi rédigé :

« En cas d'infraction à la présente loi et aux règlements, etc., » puis à la fin de la section, on ajouterait : « L'article 463 est applicable aux délits spécifiés dans la présente section. »

Dès lors, le juge pourrait, usant de son droit d'appréciation, tenir compte de l'intention, et les objections qui s'élèvent en ce moment n'auraient plus de raison d'être. (Mouvements en sens divers.)

Un membre. Alors vous demandez que ce soit un délit ?

M. Emile Lenoël. Messieurs, je crois que l'explication qui vient d'être apportée est insuffisante.

En effet, de ce que l'article 463, d'après la déclaration de M. le rapporteur, serait applicable à la présente loi, il résulterait bien que le juge serait autorisé à se mouvoir entre le maximum et le minimum de la peine. Mais la première question, si justement posée par l'honorable M. Bigot, est la question de savoir si l'exception de bonne foi est de nature à faire disparaître complètement la criminalité des faits. (C'est cela !)

C'est sur ce point qu'il faut s'expliquer et l'application de l'article 463 aux infractions prévues et punies par la loi ne répond pas à cette question.

Plusieurs membres. Le renvoi à la Commission !

M. le président. On demande le renvoi de l'article 25 à la Commission.

Je consulte l'Assemblée.

M. le rapporteur. La Commission désirerait que le reste du projet lui fût également renvoyé.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition à ce renvoi ? (Non ! non !)

Le reste du projet est renvoyé à la Commission.

Séance du lundi 10 février 1873.

SOMMAIRE. — Suite de la 2^e délibération sur la proposition de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. — Article 25 (nouveau) : M. Eugène Tallon : rapporteur. — Amendement de M. Scheurer-Kestner : M. Scheurer-Kestner. Retrait de l'amendement. — MM. de Gavardie, Félix Voisin, Lenoël, le rapporteur, Goblet, Paulin Gillon. — Adoption des articles 25, 26, 27 et 28. — Article 29. Amendement de M. Balsan : M. Balsan. Réserve de l'amendement pour la 3^e délibération. Article 31. — Disposition additionnelle présentée par M. Max-Richard. Adoption. Article 32. — Décision de l'Assemblée, au scrutin, portant qu'elle entend passer à une 3^e délibération.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e déli-

bération sur la proposition de loi de M. Joubert, relative au travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

L'Assemblée se souvient que l'article 25 et les articles suivants ont été renvoyés samedi à la Commission.

Je donne la parole à M. le rapporteur pour rendre compte des délibérations de la Commission.

M. Eugène Tallon, *rapporteur*. Messieurs, la Commission s'est attentivement préoccupée des différentes objections qui avaient été présentées à la précédente séance sur l'article 25 du projet par plusieurs de nos honorables collègues, et elle a arrêté une rédaction que je vais avoir l'honneur de vous soumettre.

L'article 25 serait ainsi conçu :

« Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons, qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 16 à 50 fr.

» L'amende pourra être appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi, sans que son chiffre total puisse excéder 500 fr.

» Toutefois, la peine ne sera pas applicable si les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons, établissent que l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

» L'article 463 est applicable aux faits punis par la présente loi.

» Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants. »

Cette rédaction nous a paru donner satisfaction aux différentes objections qui ont été soulevées à cette tribune à la dernière séance. J'attendrai les observations qui pourraient encore se produire, pour y répondre.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole?

M. Alfred Giraud. On ne peut pas discuter une proposition de loi qui n'a pas été imprimée et distribuée.

Quelques voix. On pourrait en donner une seconde lecture.

(M. le président donne une nouvelle lecture de l'article 25 modifié par la Commission.)

M. Scheurer-Kestner. Je demande la parole.

Messieurs, lorsque la Commission nous avait apporté le projet de loi qui suivait le rapport de l'honorable M. Tallon, j'avais remarqué à l'article 25 une lacune, et présentai un amendement qui avait pour but de la combler.

En effet, l'article 25, comme vous savez, traite des responsabilités

et de la sanction de la loi. Or, il ne me semblait pas juste que, lorsqu'une infraction à la loi serait commise, le patron ou l'industriel qui occupe l'enfant, fût seul responsable, et je m'inspirai d'une disposition qui se trouve dans la loi anglaise sur ce sujet pour demander que, dans une certaine mesure, les parents ou tuteurs de l'enfant le fussent également.

En présence de la nouvelle rédaction qui nous est proposée par la Commission, je déclare retirer, pour le moment, mon amendement, me réservant de le représenter sous une forme un peu différente à la troisième délibération, et espérant que d'ici là je pourrai me mettre d'accord avec la Commission. (Très-bien ! très-bien ?)

M. de Gavardie. Je demande la parole.

M. le président. Vous avez la parole.

M. de Gavardie. Messieurs, il m'a été bien difficile d'entendre, au milieu du bruit, la lecture du texte nouveau que la Commission soumet à vos délibérations. Si M. le Président voulait bien avoir la bonté de me le communiquer...

M. le président remet à M. de Gavardie le texte de l'article.

Plusieurs membres à M. de Gavardie. Relisez-le ! nous ne l'avons pas bien entendu !

M. de Gavardie. Voici :

« Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 16 à 50 francs.

» L'amende pourra être appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi, sans que son chiffre total puisse excéder 500 fr.

» Toutefois, la peine ne sera pas applicable si les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons établissent que l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

» L'article 463 est applicable aux faits punis par la présente loi.

» Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants. »

» Cette rédaction, Messieurs, peut donner lieu à diverses observations.

Il y a, d'abord, une limitation excessive du chiffre de la peine. On reconnaît que la disposition actuelle constitue non pas un délit, mais une contravention véritable, en fixant le chiffre de l'amende suivant le nombre des personnes qui peuvent être employées par les directeurs et gérants. C'est là un caractère qui est essentiel à la contravention.

D'un autre côté, le chiffre de 500 francs est limité d'une manière complètement arbitraire. Pourquoi, si la fraude a pu prendre des proportions énormes, comme le chiffre même de la population d'une usine, limiter ainsi à 500 fr. d'amende la peine qui serait justement encourue ?

Il y a là vraiment, Messieurs, une limite qui ne s'explique pas d'une façon raisonnable. Je comprends très-bien qu'on établisse dans la loi un minimum et un maximum : le minimum pourrait être moindre que 500 francs ; mais il est évident qu'il faut fixer un maximum beaucoup plus élevé.

Ainsi, la Commission, — elle me pardonnera de lui donner des indications ; elle les prendra avec la valeur qu'elles peuvent avoir, — la Commission aurait pu dire, ce me semble, que la peine à prononcer s'élèvera de 16 à 1,000 francs d'amende, par exemple.

Certainement il est difficile d'admettre que cette limite de 1,000 francs soit dépassée dans la généralité des cas qui peuvent se présenter ; mais il est bien certain aussi que la peine de 500 francs d'amende ne sera pas suffisante dans une foule de circonstances.

La seconde observation que j'ai à présenter est peut-être plus grave que la première.

Si vous voulez enlever à l'infraction des dispositions dont vous venez d'entendre la teneur le caractère contraventionnel, vous entrez dans une voie dont il est impossible de connaître l'issue. L'erreur est une matière excessivement vague, fugitive. On peut en préciser quelques-uns des caractères ; mais il est difficile, dans une loi, de limiter le domaine si indéterminé et si général de l'erreur : on le limite même d'une façon complètement dangereuse.

On dit : Il y aura erreur, il y aura bonne foi, par exemple... (Bruit de conversations particulières.)

Je vous demande la permission, Messieurs, de vous prier de vouloir bien écouter avec bienveillance ces observations qui ont un caractère de réelle gravité.

Je sais bien que les préoccupations de l'Assemblée sont ailleurs, mais enfin il faut s'occuper des affaires réellement sérieuses quand elles se présentent, et celle-ci est certainement du nombre. (Attendez le silence!)

On dit qu'il n'y aura pas d'infraction, si celle-ci est le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, de livrets ou de certificats contenant de fausses énonciations. De deux choses l'une : ou l'erreur sera invincible par suite de la production de ces pièces, et alors il est inutile de le dire, c'est le droit commun, il y a force majeure et, par conséquent, la peine ne peut pas être appliquée. Ou bien, au contraire, l'erreur ne sera pas invincible ; on aura accepté légèrement soit des actes de naissance, soit des livrets

qu'on savait ou qu'on pouvait savoir être faux ; et alors s'exercera la liberté d'appréciation des tribunaux. Voilà pourquoi il serait beaucoup plus sage de laisser à cette appréciation l'ensemble des cas qui peuvent se présenter, la variété des circonstances qui se produisent devant les tribunaux.

Il est dangereux de limiter d'une façon précise et qui enchaîne d'une façon souveraine les juges, qui les empêche de se mouvoir en dehors des limites arbitraires qui sont tracées, voilà pourquoi, dis-je, il est dangereux de ne pas leur laisser la latitude de leur appréciation éclairée. (C'est vrai!)

Il vaudrait beaucoup mieux, Messieurs, aborder de front la difficulté ; la Commission l'a éludée dans une rédaction ingénieuse, mais qui laisse subsister la difficulté tout entière ; et la difficulté la voici.

Il y a deux sortes d'infractions à la loi : il y a l'infraction qui a un caractère matériel, une infraction où du moins le caractère matériel domine et où, par conséquent, il n'est pas nécessaire de scruter la volonté, de rechercher s'il y a eu bonne ou mauvaise foi. Mais il y en a d'autres, au contraire, où c'est l'intention qui préside à l'accomplissement d'un acte, qui est l'élément principal ; et, par suite, on comprend très-bien que le juge ne puisse pas être enchaîné dans un texte formel et qu'il faille lui laisser cette latitude, qu'il est juste et sage, comme je le disais, de laisser aux appréciations humaines.

Or ici, Messieurs, quel est le véritable caractère des infractions à la loi sur le travail des enfants dans les manufactures ? Il est évident que c'est surtout le côté matériel qui domine, que c'est celui où la santé, les forces de l'enfant sont engagées d'une façon en quelque sorte purement physique, et où, par conséquent, la question de bonne foi et d'intention sont des questions complètement secondaires.

Si véritablement, Messieurs, le patron a été trompé sur l'âge de l'enfant par la production d'une pièce fausse qui devait nécessairement paraître vraie à celui à qui elle était produite, il n'y a pas de délit. Et alors vous n'avez pas besoin d'insérer dans la loi l'exception de bonne foi, parce qu'il y a là le cas de force majeure qui domine tout. Mais, ainsi que je le disais, — et cette observation est tellement grave que je dois la répéter, — si l'erreur a pu être évitée, si l'on a pu prendre des renseignements pour vérifier la valeur des pièces produites, il est évident que dans ce cas il y aurait délit, et cependant les tribunaux seront entraînés, ou pourront l'être par un texte qui, d'une façon souveraine et limitative, les empêche de discuter sérieusement la question de bonne foi, parce qu'il suffira aux délinquants de se renfermer dans le texte final de cet article, pour dire : On a produit une pièce fausse, un livret faux et, par conséquent, je ne puis pas répondre de la faute qu'on m'impute. (Très-bien!)

Ainsi, Messieurs, la question reste donc entière, il s'agit de savoir

si vous voulez attribuer aux infractions générales de cette loi le caractère de délit ou le caractère de contravention. Si vous reprenez un à un les divers articles de cette loi, vous verrez que la Commission, peut-être à son insu, a été dominée par le caractère contraventionnel de ces actes et non pas par le caractère délictueux. Et par cela seul qu'il s'agit de contravention, l'exception de bonne foi n'est pas admise, il n'y a que les cas de force majeure qui seront appréciés suivant le droit commun par la sagesse des tribunaux.

Je crois donc que vous ne pouvez accepter cette rédaction à la fois incomplète et dangereuse. (Très-bien ! sur quelques banes.)

M. Félix Voisin. L'honorable préopinant a certainement raison en demandant à la Commission de bien indiquer dans la rédaction de l'article si l'infraction prévue est une contravention ou un délit. C'était là l'objet de la discussion de la séance de lundi dernier ; mais je pense que notre honorable collègue fait complètement erreur quand il croit qu'aujourd'hui la question n'est pas tranchée. Elle est tranchée, et elle est tranchée en un sens que j'approuve pour mon compte personnel, en ce sens : que l'infraction prévue est une contravention.

La preuve que c'est une contravention, c'est que la Commission accepte l'idée du cumul des peines.

Vous voudrez bien remarquer ensuite qu'elle n'admet qu'une seule exception de bonne foi. Ce sera, si vous voulez, une contravention d'un caractère particulier, la Commission sera bien forcée de le reconnaître ; mais il n'en est pas moins vrai qu'en dehors de la production d'un faux certificat, il n'y aura pas moyen, pour le manufacturier, pour le patron d'échapper à l'application de la loi. Or, Messieurs, vous reconnaîtrez avec moi que si la Commission ne s'était pas placée sur ce terrain, si elle avait permis qu'à propos de cette infraction on pût, par tous les moyens et sous tous les prétextes possibles, venir arguer de la bonne foi, elle aurait rendu impossible la constatation des contraventions et n'aurait pas permis d'assurer la répression.

Cela, Messieurs, n'a rien d'anormal. Ce n'est pas la Commission qui, par fantaisie et par caprice, peut créer une contravention, plutôt qu'un délit ; c'est dans la nature même des choses qu'elle choisit une qualification, de préférence à une autre.

Déjà, dans la loi de 1844, permettez-moi cette comparaison, vous avez vu que pour les délits de chasse sur le terrain d'autrui, il n'était pas nécessaire que la mauvaise foi fût établie ; le législateur a fait alors de cette infraction un délit-contravention ; il n'a pas permis que le chasseur qui passe sur le terrain d'autrui, même par inadvertance, pût venir plaider sa bonne foi ; et elle ne lui a pas permis, parce qu'il eût été impossible au ministère public, dans la plupart des cas, de prouver la mauvaise foi ; elle a voulu, par conséquent, présumer

la mauvaise foi et donner à l'infraction le caractère de délit-contravention.

Or la situation est absolument la même ici. Soyez convaincus, Messieurs, que si vous n'accordiez pas à l'article 25 ce sens et cette portée, vous arriveriez à l'impossibilité de la répression, parce que les manufacturiers et les industriels trouveraient toujours moyen de se retrancher derrière une exception de bonne foi. (Très-bien ! très-bien !).

M. de Tillancourt. Ceux qui sont de mauvaise foi useraient seuls de ce moyen et j'espère que c'est le petit nombre.

M. Emile Lenoël. Je demande à l'Assemblée la permission de retenir encore quelques instants son attention sur cette question, qui est très-grave.

Il y a, vous le savez tous, trois catégories d'infractions déterminées par notre Code pénal : les infractions que le Code pénal appelle les contraventions et qui sont punies de peines de simple police ; les délits, qui sont les infractions punies de peines correctionnelles ; les crimes, qui sont punis de peines afflictives et infamantes ou infamantes seulement. Eh bien, Messieurs, nous appliquons aux faits prévus et punis par la loi en discussion, des peines correctionnelles, puisqu'elles excèdent le taux des peines de simple police applicables aux contraventions. La conséquence est que, d'après le droit commun, ces faits sont de véritables délits si on s'en tient aux définitions du Code pénal.

Il y a, je le sais, des exceptions et notamment en matière de chasse ; mais le législateur a pris soin d'indiquer, sinon dans le texte, — et je crois qu'il a eu tort de ne pas le faire, — au moins dans l'exposé des motifs ou dans les explications qui ont été apportées à l'Assemblée, le législateur, dis-je, a eu soin d'indiquer que, sans intention, la matérialité du fait suffirait pour appeler la pénalité. Cela a permis aux tribunaux de considérer qu'il existe dans l'économie générale de nos lois ce qu'on a appelé des délits-contraventions. On en chercherait vainement la définition dans le Code pénal, mais enfin ces sortes d'infractions de nature mixte sont consacrées par la jurisprudence.

Mais voici comment s'expliquait le rapporteur de la loi sur la police de la chasse :

« On a reconnu que, dans la répression des délits communs, le juge avait à examiner non-seulement le fait matériel, mais encore à apprécier la question d'intention, tandis que lorsqu'il s'agirait d'un délit de chasse le fait seul constituerait la contravention. »

Voilà l'exception aux règles ordinaires formulée par le législateur.

Plus loin le rapporteur s'exprime encore ainsi :

« L'opinion du rapporteur et celle de la commission est donc qu'en matière de contravention et de délit de chasse l'intention ne peut être présentée comme une excuse. »

Je vous le répète, Messieurs, au point de vue doctrinal, je crois que la loi de 1844 a créé ainsi une catégorie de délits en dehors des règles générales de notre Code pénal; mais au moins le magistrat, se trouvant en présence d'une déclaration nette, précise, positive, il n'y a pas de doute pour lui. Je voudrais que la Commission fit une déclaration aussi nette, aussi précise, pour qu'une erreur ne fût pas possible, et que la jurisprudence n'eût pas à errer au milieu des difficultés qui ont surgi et du texte et de la discussion qui a eu lieu à cette tribune.

Je demande donc, en concluant, que la Commission veuille bien déclarer que, créant un délit nouveau, puisqu'elle le punit de peines correctionnelles...

M. le rapporteur. Mais c'est une erreur!

M. Emile Lenoël.... les règles générales applicables en matière de délit, le seront ici, dans le cas particulier, et que, par conséquent, l'excuse de la bonne foi pourrait être admise; elle n'avait pas besoin de le dire, du moment où elle déclarait que c'était un délit. Mais c'est moi qui en tire la conséquence.

M. Mettetal. Alors vous admettez la complicité.

M. Emile Lenoël.... et, pour faire disparaître toute obscurité, je crois qu'il est désirable que M. le rapporteur veuille bien se l'approprier. Il en résultera que, lorsque les tribunaux se trouveront appelés à statuer sur les infractions prévues par cette loi, ils sauront qu'ils ont à apprécier de véritables délits, et que, par cela même, ils doivent se guider d'après les règles générales de notre Code pénal sur les conditions de criminalité exigées en matière de délit.

M. Eugène Tallon, rapporteur. Les observations présentées par l'honorable M. Lenoël me paraissent reposer sur une confusion entre la désignation des infractions prévues dans la loi en discussion et leur caractère même au point de vue pénal.

Quant à la désignation, on sait que le Code pénal, dans son article 1^{er}, a qualifié de « contraventions » les infractions qui donnent lieu à des peines de simple police, et de délits les infractions qui donnent lieu à des peines correctionnelles.

Mais, à côté de cette règle générale, d'après laquelle la qualification de contravention ou de délit serait assujettie à la quotité de la peine; il est nécessaire, pour arriver, au point de vue juridique, à une appréciation exacte de l'infraction, de distinguer son caractère de sa désignation elle-même. Ainsi, on ne peut pas faire que l'infraction à la loi, résultant d'un fait matériel, indépendant de l'intention, ne soit pas une contravention, on ne peut empêcher davantage qu'il n'y ait délit lorsque l'agent du fait incriminé a manifesté une intention dolosive.

Notre honorable Président, M. Grévy, a, au cours de la discussion

à la dernière séance, formulé une observation éminemment judiciaire et juridique, lorsqu'il a dit : « Le caractère de contravention appliqué à un fait doit ressortir de sa nature même. » C'est, en effet, le magistrat qui apprécie dans sa sagesse la nature de l'infraction et qui, par conséquent, détermine si elle revêt le caractère d'une contravention ou celui d'un délit.

Or, étudiez attentivement les diverses parties de la loi soumise à votre délibération, et demandez-vous si, dans les articles 3, 4, 5, elle ne prévoit pas uniquement des faits matériels sur l'âge de l'enfant ou la durée de son travail dans la mesure du temps réglementaire ? Quand il s'agit plus loin de la salubrité des ateliers ou du danger des machines, ne s'occupe-t-elle pas encore de faits absolument matériels ? Ces faits ne sont-ils pas le plus souvent entièrement indépendants de toute intention dolosive ? Les chefs d'industrie s'en sont remis à un contre-maitre pour l'admission des enfants ou la direction du travail ; la faute commise est aussi étrangère à leur volonté que l'existence de telle machine dangereuse ou de tel atelier insalubre.

Aussi, Messieurs, la jurisprudence et la doctrine, obligées de tenir compte de certaines nécessités de droit en dehors des définitions mêmes du Code pénal, sont arrivées à reconnaître qu'il peut y avoir des infractions qui, par leur caractère, participent de la contravention alors même que la peine qui y est attachée est, en réalité, une peine applicable aux délits.

Dans la loi sur la chasse, par exemple, on emploie l'expression de délit de chasse, et cependant vous reconnaissez que l'infraction, par sa nature, est une contravention. Si le possesseur d'un permis de chasse n'en est pas actuellement muni, quoiqu'il y ait simple oubli de sa part et qu'il n'ait jamais eu d'intention délictueuse, la faute qu'on lui reproche et qui est qualifiée délit n'en existe pas moins en fait : s'il est pris, il sera poursuivi.

On pourrait citer plusieurs exemples analogues dans d'autres lois, tels sont les délits en matière de contributions indirectes ou de presse. Il y existe ainsi toute une série de faits matériels qualifiés par les lois en dehors des manifestations de la volonté ou de l'intention de leurs auteurs qui portent une désignation contraire à leur nature, par cela seul que, dans l'échelle des pénalités, ils sont frappés de peines supérieures à celles édictées ordinairement en matière de contravention ; leur caractère juridique n'en reste pas moins, en réalité, celui de la contravention.

Le recueil de Dalloz fait ressortir parfaitement cette distinction :

« Le mot contravention, y est-il dit, s'applique à celles des infractions aux lois pénales qui, à la différence des crimes et délits dans lesquels il y a toujours à rechercher la moralité de l'acte et l'inten-

tion de l'agent, consistent matériellement dans un fait ou dans une omission.

» A considérer ainsi ces contraventions dans leur nature, même indépendamment de la juridiction et de la peine, on en trouve dans toutes les parties du droit pénal, non-seulement dans les lois spéciales de contributions ou de presse, mais aussi dans le Code de 1810, qui est le droit commun en matière pénale. »

Ainsi, vous voyez que l'on a parfaitement distingué la nature contraventionnelle ou délictueuse de l'acte de sa qualification, qui résulte de la peine elle-même.

Nous ne sommes donc pas tombés dans la confusion qu'on nous reproche. Nous avons constamment attribué le caractère de contraventions, au point de vue juridique, aux faits prévus dans notre projet de loi : nous avons fait à cette règle de droit une seule exception qui vient confirmer le principe lui-même.

M. Goblet. Je demande la parole.

M. le rapporteur. Voici cette exception.

On nous a signalé, avec raison, un fait fréquent dans la pratique : le chef d'industrie peut être trompé sur l'âge de l'enfant ou sur l'état de son instruction par la production de faux actes de naissance ou de faux certificats d'école. Il n'y a là aucune participation de la volonté du patron à l'infraction par suite de laquelle l'enfant a été admis dans ses ateliers, puisqu'elle est le résultat de la confiance qu'a dû inspirer l'énonciation des pièces produites. Il était juste, en face de cette situation, de faire une dérogation au principe général posé dans l'article 25; nous avons admis, en ce cas, que le patron pourrait faire la preuve de l'erreur dans laquelle il a été entraîné; s'il justifie de cette erreur, la peine ne lui sera pas applicable. (Très-bien! très-bien!)

Nous ne nous sommes pas, d'ailleurs, engagés là dans une innovation téméraire, cette mesure a des précédents récents. Nous pouvons en signaler un dans l'article 44 de la loi sur l'ivresse, que vous avez votée il y a peu de jours.

A propos du fait qui consiste à servir des boissons alcooliques à un mineur dans un cabaret ou un café; la loi porte la disposition suivante :

« Toutefois, dans le cas où le débitant serait prévenu d'avoir délivré des liqueurs alcooliques à un mineur âgé de moins de seize ans accomplis, il pourra prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur. »

C'est là un exemple pratique de l'admissibilité de l'exception de bonne foi pour certains cas spéciaux, dans les lois qui relèvent des faits ayant le caractère de contraventions; il était rationnel et nécessaire d'introduire une exception semblable dans la loi actuelle; mais,

en même temps, il était indispensable de la limiter à des cas bien déterminés. C'est ce que nous avons fait.

Nous ne voulons pas que l'industriel puisse, d'une manière générale, se retrancher dans l'exception de bonne foi, parce qu'il cède souvent aux sollicitations des parents ou à un sentiment d'humanité mal raisonnée, en acceptant un enfant trop jeune : il le fait sans doute hors de toute intention dolosive. Ne commet-il pas cependant un acte répréhensible, s'il n'exige pas la production des justifications nécessaires et des constatations réglementaires sur l'âge de cet enfant ?

Vous le voyez, nous étions obligés de distinguer deux hypothèses différentes.

La plupart du temps le chef d'industrie pêche seulement par inadvertance, par omission, par inobservation des règlements, — ce sont là des termes juridiques, — il n'y a de sa part aucune intention de nuire ; mais il n'en subsiste pas moins un fait qui pourrait être nuisible, une infraction à la loi qui porte atteinte à la protection de l'enfant : il fallait donc, dans ce cas, que la répression s'accomplît sans hésitation et sans équivoque.

Il était dès lors nécessaire, pour l'application sérieuse de la loi, que l'industriel ne pût pas se retrancher derrière une exception de bonne foi et rejeter, ce qui lui serait toujours facile, sa propre faute sur un contre-maître, sur un subordonné, sur les parents mêmes de l'enfant ; on devait éviter qu'il n'arrivât ainsi à obtenir un acquittement de l'indulgence du tribunal.

Il est de toute justice que le patron porte la peine de son incurie ou de sa négligence toutes les fois qu'il n'aura pas été induit en erreur par un fait qui dût nécessairement entraîner cette erreur, c'est-à-dire par la production de pièces fausses ; hors de là, il ne peut y avoir d'excuse.

En limitant ainsi l'exception de bonne foi, nous avons nettement affirmé que nous entendions attribuer aux faits énoncés dans la loi le caractère juridique de la contravention. (Très-bien ! très-bien !)

M. Goblet. Messieurs, il me semble que la conclusion de la discussion à laquelle nous venons d'assister, est que l'Assemblée devrait faire disparaître de l'article 25 le paragraphe additionnel que la Commission vient d'y introduire. Quelle est, en effet, la question qui a été soulevée à la séance de samedi ? On s'est demandé si des infractions réprimées par l'article 25 on devait faire des délits, admettant l'excuse de la bonne foi ; ou si on devait en faire des contraventions qui entraîneraient la répression, par cela seul que le fait matériel serait établi. Certains de nos honorables collègues paraissent penser qu'il y a ici matière à délit, et que, par conséquent, il y avait lieu de réserver l'examen des questions d'intention et de moralité. Je crois que nous sommes tous aujourd'hui d'accord pour

reconnaître que ce système serait excessivement dangereux, et qu'il faut constater, — comme l'avait déjà fait l'autre jour l'honorable rapporteur, — qu'il ne peut s'agir ici que d'une véritable contravention. Il s'agit d'une véritable contravention, bien qu'elle soit soumise au tribunal correctionnel, et que les peines ne soient pas des peines de simple police, ce qui n'est pas une contradiction, car ainsi qu'on vient de vous le montrer, cela existe en matière de chasse et en matière de contraventions de presse.

Mais si c'est une contravention, il faut aller jusqu'au bout du système que la Commission a adopté définitivement. Il n'est pas possible d'admettre d'exception, et je ne comprends pas plus la disposition limitative que la Commission propose aujourd'hui, que l'exception de bonne foi qu'on aurait voulu introduire d'une façon générale dans la loi, en qualifiant de délit ce qui, en réalité, est une infraction purement matérielle.

On se préoccupe beaucoup de la situation d'un patron ou d'un entrepreneur exposé à recevoir dans son usine un enfant âgé de moins de dix ans, qui lui produirait un livret faux; mais remarquez que c'est une circonstance qui ne pourra pas se présenter et voici pourquoi : l'enfant ne déclare pas simplement son âge; il est obligé d'apporter un livret, vous l'avez voté à l'article 10; ce livret doit être délivré par le maire, et le maire ne le délivrera que sur pièces justificatives, par exemple sur la production de l'acte de naissance de l'enfant. Comment voulez-vous qu'un père de famille s'expose à faire une déclaration fausse devant le maire, de façon à obtenir un livret faux et à le produire ensuite au patron; il encourrait des peines graves édictées par la loi sur les livrets d'ouvriers. La loi du 22 juin 1854, en effet, punit la production d'un livret faux ou la production d'un livret n'appartenant pas à la personne qui le présente.

Il est clair que, pour faire entrer son enfant quelques mois plus tôt dans une manufacture, un père de famille ne s'exposera pas à encourir une peine pouvant s'élever jusqu'à trois années d'emprisonnement. C'est donc là un cas tout à fait improbable dont on ne doit pas se préoccuper. Je n'ai pas besoin de rappeler à ceux de mes collègues qui se sont particulièrement occupés de cette question, que la loi ne doit pas statuer pour des cas improbables, mais pour la généralité des cas.

Un membre à gauche. Et le certificat d'école?

M. Goblet. Il en sera de même pour le certificat d'école. La production d'un faux certificat est un délit prévu par le Code pénal. Il y a donc là une sérieuse garantie.

On a parlé d'une disposition votée par l'Assemblée dans la loi sur l'ivresse. Mais l'enfant qui se présente chez un cabaretier et qui demande des liqueurs alcooliques n'est pas tenu de produire un livret.

qu'on n'aurait pas pu lui fournir sans s'exposer à des peines correctionnelles.

Ici il y a des garanties suffisantes, et je ne vois pas de raison pour déroger aux principes de notre loi pénale, en instituant une nouvelle espèce de contravention.

La Commission vous dit : ce sera une contravention, mais une contravention d'une nature spéciale, qui, dans un cas déterminé, pourra disparaître devant l'excuse de la bonne foi. Eh bien, cela est impossible parce que c'est contraire aux principes, et cela est dangereux parce que vous ouvrez une porte à des échappatoires, comme le disait l'autre jour l'honorable rapporteur de la loi.

On objectera que dans le cas prévu l'erreur est certaine, mais, comme le disait l'honorable M. de Gavardie, il restera cependant toujours à examiner si la pièce fausse était de nature à tromper sérieusement ; il faudra entrer dans l'examen de questions très-délicates et, dans un grand nombre de cas, votre loi n'aura pas d'application.

Je dis que cela est excessivement dangereux. Qu'avez-vous voulu faire par la loi nouvelle ? Vous avez voulu une loi efficace. La loi de 1844 ne l'avait pas été. Comment vous y prenez-vous ? Vous avez créé l'autre jour une institution qui pouvait prêter à beaucoup de critiques, et que nous avons votée néanmoins parce qu'elle nous a paru nécessaire, l'inspection.

Mais l'inspection ne garantit que la constatation des infractions : il faut plus, il faut une sanction, il faut que la peine soit appliquée. L'important, ce n'est pas que la peine soit plus ou moins sévère, mais que la peine soit appliquée toujours, à tous, sans examen des circonstances, sans distinction et sans excuses possibles ; c'est là que sera la véritable efficacité de la loi, et c'est pour cela qu'il faut maintenir à l'infraction son caractère absolu de contravention.

Je demande donc la suppression du 3^e paragraphe dans la nouvelle rédaction de l'article 25.

M. Paulin Gillon. La Commission demande qu'une infraction à la loi soit une simple contravention, n'est-il pas vrai ? Mais on a fait observer à la Commission que, du moment qu'elle propose des peines correctionnelles, c'est-à-dire une amende de 16 à 50 francs, l'infraction à la loi pourra bien être considérée comme un délit. C'est ce qui vient d'être prouvé tout à l'heure. La Commission nous a fait représenter par son rapporteur que la jurisprudence et la doctrine pouvaient être invoquées pour maintenir que, au cas particulier, ce serait une simple contravention ; je ne le nie pas ; mais il n'en est pas moins vrai que la question restera ou pourra rester douteuse et contestée ; ces choses-là sont des sources de difficultés ; on plaidera plus ou moins, mais il faut tâcher qu'on ne plaide pas du tout.

Eh bien, je propose à tout le monde de nous entendre pour laisser aux infractions à la loi, et sans aucune incertitude possible, la simple qualification de contravention : c'est de le dire expressément dans l'article. En conséquence, je vous propose cette rédaction, qui est bien simple :

« En cas d'infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique, rendus pour son exécution, lesquelles infractions conserveront le caractère de contravention, les patrons et manufacturiers seront traduits devant les tribunaux correctionnels, etc. »

Si vous adoptez cette rédaction, convéneZ qu'il ne restera plus le moindre doute, qu'il n'y aura plus de contestation possible.

M. Eugène Tallon, rapporteur. Il me semble, Messieurs, que les explications fournies au nom de la Commission ont très-nettement déterminé ses intentions et qu'il n'y a plus à insister sur leur portée.

Quant à l'objection qui a été soulevée par l'honorable M. Goblet, je persiste à croire que l'exception spéciale prévue pour le cas de production de faux certificats d'école ou de faux actes de naissance, est nécessaire; il serait trop rigoureux de ne pas assurer dans ce cas le bénéfice de la bonne foi aux patrons; l'examen de cette exception ne sera pas, d'ailleurs, admis sans de sérieux motifs, et la constatation des faits sur lesquels elle repose est laissée à l'appréciation et à la sagesse des tribunaux : or, nous trouverons dans les lumières de la magistrature française une complète garantie de la bonne application de la loi. Je persiste donc à vous proposer d'adopter la rédaction de la Commission.

M. le président. Je mets aux voix la rédaction de la Commission.

M. Goblet. Par paragraphe, Monsieur le Président!

M. le président. Oui, par paragraphe. La nouvelle rédaction de l'article 25 contient cinq paragraphes.

M. le rapporteur. Il n'y en a qu'un seul qui soit contesté.

M. le président. Je mets d'abord aux voix les deux premiers paragraphes qui ne sont pas contestés :

« Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels, et les patrons qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 16 à 50 francs.

» L'amende pourra être appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi, sans que son chiffre total puisse excéder 500 francs. »

(Ces deux paragraphes sont mis aux voix et adoptés.)

M. le président. Je consulte maintenant l'Assemblée sur le troisième paragraphe :

« Toutefois la peine ne sera pas applicable si les manufacturiers,

directeurs ou gérants d'établissements industriels, et les patrons établissent que l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne. »

(Le troisième paragraphe est mis aux voix et adopté.)

M. le président. Je mets aux voix les deux derniers paragraphes :

« L'article 463 est applicable aux faits punis par la présente loi. »

« Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants. »

(Ces deux paragraphes sont mis aux voix et adoptés.)

L'ensemble de l'article 25 est ensuite mis aux voix et adopté.

« Art. 26. — S'il y a récidive, les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons seront condamnés à une amende de 50 à 200 fr.

» La totalité des amendes réunies ne pourra toutefois excéder 1,000 fr.

» Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution. » — (Adopté.)

« Art. 27. — L'affiche du jugement pourra, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonnée par le tribunal de police correctionnelle.

» Le tribunal pourra également ordonner, dans le même cas, l'insertion de sa sentence aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département. » — (Adopté.)

« Art. 28. — Seront punis d'une amende de 16 à 100 fr. les propriétaires d'établissements industriels et les patrons qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur, des membres des Commissions, ou des médecins, ingénieurs et experts délégués pour une visite ou une constatation. » — (Adopté.)

« Art. 29. — Le montant des amendes prononcées pour infractions aux dispositions de la présente loi sera versé au fonds de subvention affecté à l'enseignement primaire dans le budget de l'instruction publique. » — (Adopté.)

« SECTION 10. — *Dispositions spéciales.*

» Art. 30. — Les articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés à un travail industriel.

» Les dispositions des articles 18 et 25 ci-dessus seront en ce cas appliquées, en ce qu'elles modifient la juridiction et la quotité de l'amende indiquées au paragraphe 1^{er} de l'article 20 de la loi du 4 mars 1851. Ladite loi continuera à recevoir son exécution dans ses autres prescriptions. »

M. le président. M. Balsan a présenté un amendement à l'article 30.

M. Balsan. Mon amendement avait pour but de faire déclarer que des règlements d'administration publique pourraient modifier les applications de cette loi. La Commission m'ayant donné satisfaction sur plusieurs points, je retire mon amendement, me réservant de le représenter à la troisième lecture.

M. le président. L'amendement étant, quant à présent, retiré, je mets aux voix l'article 30.

(L'article 30 est mis aux voix et adopté.)

« Art. 31. — Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'un an après sa promulgation.

» Toutefois, à ladite époque, les enfants de huit à dix ans, déjà admis dans les ateliers avant la promulgation de la présente loi, continueront à y être employés conformément aux dispositions spécifiées dans l'article 3. » — (Adopté.)

M. le président. M. Max-Richard a proposé sur l'article 31 une disposition additionnelle ainsi conçue :

« Les filles mineures de douze à quatorze ans admises dans les ateliers avant ladite promulgation, continueront à y être employées dans les mêmes conditions où elles le sont actuellement. »

Je mets aux voix l'article 31 avec la disposition additionnelle proposée par M. Max-Richard, laquelle est acceptée par la Commission.

(L'article 31 est mis aux voix et adopté.)

« Art. 32. — A l'expiration du délai sus-indiqué, toutes dispositions contraires à la présente loi seront et demeureront abrogées. »

(L'article 32 et dernier est mis aux voix et adopté.)

M. le président. L'Assemblée a maintenant à décider si elle passera à la troisième délibération.

Sur cette question, le scrutin a été demandé par MM. Tolain, de Pressensé, Rathier, A. Balsan, Wilson, E. Tallon, comte de Melun, Ravinel, Chatelin, Caillaux, Émile Lenoël, A. Joubert, Dauphinot, Le Camus, Paul Morin, Haentjens, Max-Richard, Ernest Duvergier de Hauranne, comte d'Osmoy, Jouin.

(Le scrutin est ouvert et les votes sont recueillis.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants.....	597
Majorité absolue.....	299
Pour.....	514
Contre.....	83

L'Assemblée décide qu'elle passera à la troisième délibération.

QUELQUES RÉFLEXIONS

A PROPOS DE LA NOUVELLE LOI RELATIVE AU TRAVAIL DES ENFANTS
DANS LES MANUFACTURES

PAR M. LE D^r MARJOLIN

Chirurgien honoraire des hôpitaux.

Les nombreuses améliorations introduites depuis le commencement de ce siècle dans la condition des ouvriers de tout âge employés aux travaux des mines ou des manufactures, l'assainissement des ateliers, les mesures de précaution indiquées dans les fabriques reconnues insalubres ou dangereuses, sont, comme vous le savez, dues à la généreuse initiative d'industriels, soucieux avant tout du bien-être moral et physique de ceux qu'ils employaient, et aux longues et consciencieuses recherches de médecins ou de chimistes, également désireux de préserver l'ouvrier de maladies ou d'accidents souvent bien graves.

Aidé des renseignements puisés à ces diverses sources, le législateur put alors formuler les premières lois protectrices, successivement modifiées au fur et à mesure que des découvertes nouvelles transformaient l'industrie, ou que des besoins d'un ordre moral supérieur prescrivaient de nouvelles réformes.

Devant une Société instituée dans le but d'élever les apprentis de manière à en faire plus tard des ouvriers honnêtes, instruits, laborieux ; en protégeant l'enfant de l'atelier contre les dangers de toute nature qui peuvent perdre tout aussi bien son cœur que son corps, il est inutile de revenir sur l'historique de cette question ; mais il m'a semblé qu'il était nécessaire, au moment où la seconde lecture du projet de loi sur le travail des enfants dans les manufactures allait se faire au Corps législatif, d'examiner si quelques omissions n'avaient pas été commises et si quelques modifications ne pouvaient pas être proposées.

Ici, Messieurs, nous sommes d'autant mieux placés pour examiner tranquillement et en quelque sorte en famille les observations que je désire vous soumettre, qu'il ne s'agit pas de politique, mais seulement de questions pratiques sur lesquelles

(1) Lecture faite à la Société de protection des apprentis et des enfants dans les manufactures, dans la séance du 9 janvier 1873. (Présidence de M. Charles Robert.)

les personnes compétentes peuvent fournir les renseignements les plus précieux, résultant de l'expérience, et nous avons cet immense avantage, pour arriver à la vérité, que la Société compte parmi ses membres des représentants de presque toutes les industries.

Les réflexions qui vont vous être soumises m'ont été suggérées par la lecture attentive du projet de loi de M. Ambroise Joubert, par le rapport de M. Talon, et en dernier lieu par un article scientifique de M. le Dr Blachez. (Voir la *Gazette hebdomadaire de médecine et de chirurgie* du 29 novembre 1872.) J'ajouterai, bien qu'il faille autant que possible éviter de parler de soi, qu'étant resté pendant dix-neuf ans dans le faubourg Saint-Antoine, chargé du service chirurgical des enfants, mes rapports journaliers, soit avec les patrons ou les parents des apprentis, m'ont mis à même de bien connaître certains points de la question du travail des enfants, et il m'a été facile de me rendre compte des difficultés de toute nature que devait rencontrer dans son application le nouveau projet de loi. Comme, en définitive, notre but est d'étudier les moyens d'améliorer la position de l'apprenti, sans poser à l'industrie des conditions impossibles à remplir, je n'ai pas craint de vous communiquer mes impressions, afin d'obtenir les éclaircissements indispensables pour être fixé sur la nature des vœux qu'il ne faut pas hésiter à faire en ce moment.

Dès les premières phrases du discours de M. A. Joubert, on pressent que l'honorable industriel n'a qu'une idée, la protection de l'apprenti et son sort futur dans la société.

« Si au début le corps est épuisé, si l'âme n'a pas reçu
» l'empreinte du bien, si l'intelligence n'a pas été cultivée, tout
» est compromis. Si au contraire la sève a été sagement ménagée,
» l'enfant devenu homme peut affronter la grande lutte du
» travail, et Dieu aidant, il peut faire son chemin dans le monde. »
Tout le discours de M. Joubert n'est que le développement de cette pensée, que l'on pourrait citer comme un aphorisme.

Après avoir successivement exposé et les besoins de l'industrie qui a ses exigences et les besoins non moins impérieux de l'ouvrier chargé d'une nombreuse famille, il revient au but principal de sa proposition, et demande que désormais l'enfant ne soit plus admis dans l'atelier avant dix ans, et que de dix à treize ans il ne soit soumis qu'à six heures de travail par jour, désirant que le reste du temps soit consacré à l'instruc-

tion et à la famille. Certes, c'est là un progrès immense sur la loi de 1841, également favorable au développement physique et moral de l'enfant, mais certainement insuffisant au point de vue hygiénique; j'ajouterai même que je doute que, dans beaucoup d'industries, on puisse utilement, au point de vue technique, recueillir quelque avantage de l'enfant mis aussi vite en apprentissage.

M. Joubert s'est également élevé avec grande raison contre le travail de nuit de la jeune fille et de la femme, et tout ce qu'il a dit à ce sujet, au point de vue physique comme au point de vue moral, est tellement vrai, que nous devons tous l'en féliciter. Je n'aurai donc à revenir sur son discours qu'à l'occasion de l'âge d'admission dans l'atelier, âge que je trouve beaucoup trop jeune, malgré le travail de demi-temps; et puisque M. Talon a cité l'exemple de la Prusse, vous voudrez bien me permettre, à mon tour, de vous rappeler à quel âge, dans quelques pays, l'enfant peut entrer en apprentissage et quelles conditions sont exigées avant son admission à l'atelier; il y a, pour me servir des paroles de l'honorable rapporteur, d'utiles enseignements à tirer de l'étude de la législation de nos ennemis, et dans la question actuelle, il ne faut pas seulement envisager l'intérêt de l'enfant, mais encore celui de l'État; aussi, ce n'est pas sans de graves et sérieuses raisons que la Prusse, plusieurs États de l'Allemagne et quelques cantons de la Suisse, ont fixé ce minimum de l'âge, pour l'admission à l'atelier, à douze ans, exigeant en outre une instruction primaire et religieuse beaucoup plus avancée qu'en France.

Je prévois à l'avance que mon opinion sur la nécessité de reporter à douze ans révolus l'époque d'admission dans l'atelier, opinion que je soutiens avec toutes les convictions d'une longue expérience (1), soulèvera de très-vives réclamations de la part d'un certain nombre d'industriels, qui opposeront des motifs sérieux en faveur de l'abaissement de l'âge; mais sans vouloir entrer dans aucune discussion et persuadé qu'il faut avant tout sauvegarder les intérêts du pays avant les intérêts personnels, je me bornerai à la réponse suivante. Dans les pays où le minimum de l'âge a été fixé à douze-ans et où l'on a exigé la

(1) Voir ce que j'ai communiqué à la Société au sujet des maladies et des accidents des apprentis.

preuve d'une certaine instruction, l'industrie a-t-elle souffert? Non. Le développement physique et intellectuel des enfants a-t-il gagné? Oui.

Non-seulement l'industrie n'a pas souffert de cette mesure, regardée par quelques personnes comme une entrave à la prospérité du commerce, mais elle a tellement grandi, que ses progrès nous ont inquiétés : et comment est-elle arrivée à ce résultat? C'est que, dans les pays que je vous citais, elle n'a permis l'admission de l'enfant dans la fabrique ou l'atelier que lorsqu'il était assez robuste et assez instruit pour commencer à travailler avec fruit; de cette manière, en formant de bons apprentis, on a eu plus tard de bons ouvriers.

Enfin, si, malgré ces exemples, l'industrie réclame encore, je citerai alors les paroles de M. A. Joubert, à propos de la suppression du travail de nuit pour les femmes: « Si vous introduisez dans notre législation une innovation heureuse, il y aura, je le sais, quelques intérêts froissés; mais tout progrès social s'achète au prix de quelques épreuves. » Pour moi, et je n'hésite pas à le dire, je n'admets l'admission dans l'atelier avant douze ans que dans quelques circonstances exceptionnelles, à savoir lorsqu'un chef de fabrique, connu pour l'excellente tenue de sa maison, donne pendant quelque temps, pour soulager la misère d'une famille, asile et assistance à des enfants qui, sans cette charité éclairée, deviendraient des vagabonds; voilà dans quelle circonstance je comprends, d'une manière transitoire, la présence dans l'atelier de l'enfant au-dessous de douze ans; autrement, je crains que l'industrie, en voulant trop abaisser l'âge, n'ouvre la voie à de nombreux abus.

On ne manquera pas de me dire: mais vous n'êtes pas fabricant et vous en parlez d'autant plus à votre aise que vous n'avez aucune notion des besoins de l'industrie, si souvent obligée de faire d'immenses sacrifices pour soutenir la concurrence; à cette objection, je me contenterai de répondre de nouveau: voyez donc ce qui est advenu chez ceux de nos voisins qui ont élevé l'âge du travail à douze ans et au delà, et exigé en outre une instruction primaire et religieuse plus complète; leur industrie, au lieu de faiblir, a fait d'immenses progrès, par la seule raison que leurs apprentis étant plus forts et plus instruits que les nôtres, la fabrication en a profité, n'ayant plus à souffrir de l'incapacité et de l'ignorance des ouvriers.

Maintenant, avant d'aborder le côté médical de la question, permettez-moi de vous demander, à titre de renseignement, quelles sont, en dehors des filatures et des fabriques de tissus, les professions dans lesquelles l'enfant de dix à douze ans est capable d'apprendre sérieusement une partie de son état, en ne travaillant que six heures par jour. Vous m'accorderez d'abord qu'il faut retrancher tous les corps d'état exigeant une certaine force, et alors, dans ces professions, ce n'est plus ni à douze ni même à treize ans que les garçons seront agréés comme apprentis, mais à quatorze ou quinze ans au plus tôt, ce qui sera quelquefois encore bien jeune pour le travail auquel l'apprenti sera soumis. Cela est si vrai, que journellement vous voyez des réclamations très-justes élevées par le public, lorsque l'on rencontre des apprentis pliant sous un fardeau trop lourd, ou traînant des voitures à bras trop chargées; et si vous approchez de ces enfants, si vous les questionnez sur leur âge, vous êtes très-étonnés, en voyant leur petite taille, qu'ils aient déjà quatorze ans et plus.

Que restera-t-il, en définitive, lorsque vous aurez retranché de la liste tous les états demandant une certaine force? Me parlerez-vous du commerce: mais on ne veut généralement pas d'enfants au-dessous de quatorze ans (1). Nous voici donc obligés de nous borner aux professions qui exigent plus d'adresse de main que de vigueur musculaire, professions dans lesquelles les filles sont presque aussi employées que les garçons et dont l'ensemble si varié est désigné, je crois, sous le nom d'articles de Paris. Ici, Messieurs, non-seulement mon opinion sur la question d'âge ne sera nullement modifiée, mais ce sont vos propres réclamations qui, me venant en aide, donneront une nouvelle force à mes arguments. Avez-vous donc oublié tout ce qui a été dit dans cette enceinte sur la situation déplorable faite dans beaucoup de maisons à de petits apprentis, qui ne sont en réalité que des aides occupés aux soins du ménage ou à faire des commissions et qui, après avoir passé un temps considérable à l'atelier, en sortent aussi ignorants qu'à leur entrée, plus aptes à gâter de la marchandise qu'à faire de bonne besogne.

(1) Je me suis renseigné auprès de plusieurs commerçants, et ils m'ont tous répondu que l'obligation de rester la journée entière debout était une cause de fatigue trop grande pour des enfants de douze à treize ans, et qu'à cet âge ils étaient d'ailleurs trop distraits pour être employés utilement.

Si ces plaintes sont sorties de votre mémoire, relisez les Bulletins, et vous verrez que j'ai raison d'insister pour que l'enfant n'entre en apprentissage que lorsqu'il est en état de comprendre sa nouvelle position et de pouvoir s'instruire dans son état.

Je comprends comme vous, Messieurs, que dans toute réforme exigeant de la part de l'industrie et surtout de la part des familles pauvres de véritables sacrifices, il faille procéder avec une excessive réserve, avec une grande prudence ; mais pour peu que vous réfléchissiez à ce qui a été constaté par les médecins sur la différence de force et de santé de la population des centres manufacturiers et de la population des pays agricoles, que vous compariez les chiffres de la réforme pour cause de maladie, d'infirmités, de rachitisme, de mauvaise constitution, et que vous preniez aussi en considération le chiffre de la mortalité des enfants, vous serez, je l'espère, convaincus de la justesse des motifs qui me font de nouveau émettre le vœu que le minimum de l'âge soit fixé à douze ans. Si ces raisons sont insuffisantes, il est un moyen bien simple de vous éclairer, c'est de visiter les écoles des grandes villes, et d'examiner la taille et le degré de force des enfants de dix à douze ans ; alors vous serez étonnés de la proportion considérable d'enfants faibles et chétifs.

Peut-il en être autrement, trop souvent issus de parents d'une mauvaise constitution, habitant parfois des logements peu salubres, n'ayant trop fréquemment qu'une nourriture insuffisante ou mal choisie, entassés encore actuellement à Paris, malgré bien des réclamations, dans un certain nombre d'écoles dépourvues, je ne dirai pas de gymnases (ceci pour la plupart des écoles est à l'état d'espoir), mais dépourvues, je ne crains pas de le répéter de salles d'études salubres, de préaux couverts ou découverts (1), ce n'est pas dans de pareilles conditions que l'on peut espérer retremper l'enfance et faire souche de vigoureux apprentis. Pour atteindre ce but, il faut d'abord, comme nous l'avons déjà demandé tant de fois, commencer par mettre de suite toutes les écoles dans un état qui ne laisse plus rien

(1) Malgré l'augmentation considérable du budget de l'instruction primaire et bien des améliorations successives, il reste encore en ce moment dans Paris un certain nombre d'écoles communales dans un état déplorable, au point de vue hygiénique.

à désirer, ni sous le rapport du nombre, ni sous le rapport de la bonne tenue et de la salubrité, et il faut que Paris, qui, sous ce rapport est si en retard, donne l'exemple.

Si je mets autant d'insistance à demander que le minimum de l'âge du travail soit élevé à douze ans, c'est que dans l'apprentissage privé, l'enfant, soyez certains, ne jouira que très-rarement du bénéfice de la loi qui lui garantit dans les grandes manufactures ce précieux avantage du travail de demi-temps. La surveillance la plus active n'arrivera jamais, lorsqu'elle pourra légalement pénétrer dans tous les petits ateliers, à obliger le patron à remplir fidèlement ses engagements; il y aura constamment des excuses pour l'absence de l'école, et trop souvent, le dimanche, l'apprenti ne pourra retourner dans sa famille que lorsqu'il aura passé toute sa matinée à nettoyer l'atelier et à faire les commissions. Quant aux devoirs religieux, car il faut bien aussi y songer, il les remplira s'il lui reste du temps. Enfin, et c'est encore un point sur lequel je crois devoir appeler votre attention, si désormais les petits ateliers ne pourront plus échapper au contrôle de l'inspection, en sera-t-il de même pour les familles où des enfants très-jeunes prennent une part active aux travaux; comment alors arriver à protéger ces derniers? l'inspecteur ne pouvant franchir le seuil du foyer domestique.

Il me semble que, dans la discussion sur l'ensemble de la nouvelle loi, on a plutôt parlé des enfants des fabriques et des manufactures, et que l'on ne s'est pas assez préoccupé de l'apprenti du petit atelier, de celui que l'imprévoyance, le besoin ou la cupidité des parents livrent à la merci du premier patron venu, qui n'aura peut-être qu'une piètre nourriture à lui donner, et pour son repos qu'un mauvais lit à partager avec un autre camarade.

C'est là pourtant le côté de la question qui mérite d'être étudié, avec d'autant plus de soin, que c'est certainement celui qui présente le plus de difficultés à surmonter, et c'est parce que j'ai été bien souvent à même de constater les fâcheux résultats de cet état de choses chez les enfants amenés à l'hôpital (1),

(1) Bien des fois nous avons vu des parents nous amener leurs enfants à la consultation, se plaignant de ce qu'ils avaient contracté la gale ou la teigne, en couchant avec un autre camarade d'apprentissage; et à propos

que j'ai cru devoir vous en parler, pour chercher à y porter remède. Si nous aimons à proclamer que c'est dans les ménages d'ouvriers les plus pauvres que nous avons rencontré les plus grands exemples de dévouement et de charité, nous sommes aussi obligés d'avouer que chez quelques-uns nous avons été témoins des faits les plus tristes. Il faut donc, pour l'apprenti, une garantie sérieuse pour son éducation, et cette garantie, cette protection, je ne les demanderai pas à l'autorité, à la loi, mais à vous-mêmes, Messieurs; ce sera un premier pas vers ce mode de gouvernement par soi-même dont nos voisins d'outre-mer nous donnent de si fréquents exemples. Je voudrais donc et je crois que cela est possible, que tous les contrats d'apprentissage ne fussent faits qu'avec le concours et sous la surveillance de la Chambre syndicale de chaque corps d'état et qu'avant de ratifier définitivement ce contrat, des délégués désignés par cette Chambre vérifiassent si celui qui veut prendre un apprenti en pension peut véritablement le faire; de cette manière, les familles ne seraient pas trompées et l'apprentissage amènerait de bons résultats au lieu d'être une source incessante d'abus.

Vous voudrez bien remarquer, Messieurs, que je ne suis pas le seul à signaler les dangers du petit atelier; non-seulement le rapport de notre honorable collègue M. Gréard en fait foi, mais M. Tallon prononçait, à l'Assemblée législative, ces paroles empreintes de la plus triste vérité : « C'est dans l'atelier de la » mansarde ou dans l'échoppe obscure, là où travaillent quelque » apprenti ou deux ou trois pauvres enfants, que se commettent, » loin de tous regards, les plus déplorables abus. »

Avec d'aussi sages précautions et en reculant la limite d'âge, soyez certains que dans peu de temps vous aurez de meilleurs apprentis et par conséquent plus de bénéfice, et nous, moins de blessés à soigner; car il est un fait bien positif, c'est qu'à mesure que les procédés mécaniques, en se perfectionnant, exigent moins de force de la part de l'enfant et permettent de l'employer plus jeune, nous voyons les accidents de fabrique se multiplier d'autant

de la teigne, nous profitons de la circonstance pour émettre aussi le vœu que l'Administration de l'Assistance publique prenne des mesures pour rétablir le service interne des teigneux, tel qu'il était autrefois; aucun maître d'école, aucun chef d'atelier ne voulant admettre un enfant suivant le traitement externe, ces enfants sont alors à charge aux familles ou deviennent de petits vagabonds.

plus que les précautions réglementaires indiquées ne sont pas observées dans les ateliers, faute d'une surveillance active de la part des inspecteurs.

Je voudrais donc que l'industrie, qui est déjà entrée dans une très-grande voie de progrès, en reculant de deux années l'époque de l'admission dans les ateliers, voulût bien comprendre plus largement encore la pensée qui a si heureusement inspiré MM. Joubert et Tallon dans leurs discours et prévoir que, si elle prend franchement la résolution de s'imposer un nouveau sacrifice, en portant à douze ans l'âge du travail, elle sera dans l'avenir amplement dédommée d'une perte passagère (1).

Je vous disais, il y a un instant, que dans ces améliorations successives, dues, et on ne saurait trop le répéter, à l'initiative de généreux industriels, la chimie et la médecine avaient, de leur côté, puissamment contribué à éclairer certaines questions d'hygiène; d'après cela, on devait espérer que dans cette circonstance elles figureraient dans la Commission au moins à titre de voix consultatives; malheureusement, l'industrie seule, je le crois, a eu à délibérer sur ses intérêts. Mais ce qui n'est pas moins remarquable, c'est le silence presque absolu de la presse médicale sur cette importante question, après la part active qu'elle avait prise dans l'étude des causes de la mortalité excessive dans l'enfance et de la dégénérescence et de la diminution de la population. J'ai fait des recherches dans nos recueils périodiques et n'ai rencontré qu'un seul article, celui de M. le Dr Blachez; mais ce travail, résultat d'une longue et sérieuse observation, renferme, au point de vue hygiénique, des remarques tellement importantes, que j'ai pensé qu'elles devaient vous être communiquées.

« Nous n'avons, dit notre honorable confrère, à nous occuper
» ici que de ce qui regarde l'hygiène des enfants, et de tout
» ce qui peut améliorer leur condition sanitaire dans les manu-
» factures.

» A ce point de vue, la proposition de M. Joubert, reculant
» de deux ans l'âge d'admission des enfants, ne saurait être

(1) Lorsque l'on a objecté, dans la Commission, que l'Alsace en augmentant, par sa fabrication, les produits de la Prusse, la concurrence deviendrait ruineuse si on élevait l'âge, on n'a pas réfléchi que les fabricants des provinces annexées seraient aussi soumis à la législation prussienne.

» discutée. De dix à douze ans, l'enfant ne serait assujetti qu'à
» un travail de six heures; ces six heures de travail seraient
» alternativement prises, ou dans la matinée ou dans l'après-
» midi, de manière que l'enfant pût passer en famille tantôt
» la matinée et tantôt la soirée. De cette façon aussi, les heures
» du sommeil seraient mieux réparties.

» La Commission a fixé à treize ans l'âge à partir duquel
» l'enfant peut être assujetti au travail de la journée entière.
» Le maintien de cette limite n'a pas été obtenu sans discus-
» sion. Celle de douze ans était défendue par un certain nombre
» de membres de la Commission.

» Au point de vue purement hygiénique, le médecin voudrait
» encore reculer cette limite. Si elle peut à la rigueur être
» maintenue pour les garçons, il n'en est pas de même pour
» les filles, qui, dans nos climats, sont précisément à l'âge où
» l'établissement de la menstruation devient pour elles une
» source de malaises incessants. Beaucoup d'entre elles sont à
» ce moment incapables d'un travail prolongé, d'une fatigue
» un peu soutenue. Il n'est pas douteux qu'elles puiseront
» souvent dans l'atelier le germe de ces affections nerveuses
» entées sur l'anémie, qui fournissent aux établissements hospi-
» taliers des grandes villes un contingent sans cesse renouvelé.
» Il y aurait donc peut-être lieu de reculer pour les filles la
» limite d'âge adoptée pour le travail de la journée entière et
» de la reporter à quinze ans, âge où leur santé est plus assurée
» et leur constitution plus affermie. S'il était impossible de
» concilier une pareille concession avec les intérêts des familles,
» il faudrait au moins rendre aussi peu fatigant que possible
» le travail des jeunes filles, et couper par des intervalles de
» repos convenables ou quelques exercices en plein air les
» heures trop longues d'un travail continu.

» La Commission est d'avis qu'il y a lieu de supprimer le
» travail de nuit pour les femmes. Cette exemption devrait être
» étendue également aux enfants, et dans une large mesure.
» La loi autorise le travail de nuit dans des cas particuliers au-
» dessus de treize ans. Cette limite d'âge est insuffisante. Les
» inconvénients du travail de nuit sont tels, qu'il ne peut être
» supporté que par des individus ayant atteint leur entier dévelop-
» pement. Il y aurait lieu de l'interdire non-seulement aux
» enfants, mais encore aux adolescents, et cela jusqu'à un âge

» qu'on pourrait fixer, mais qui ne saurait être inférieur à dix-huit ans.

» Le projet se préoccupe avec raison de l'instruction des enfants et des facilités qu'elle doit rencontrer; il insiste sur ces mesures les plus propres à sauvegarder la moralité des enfants si exposée dans les ateliers par le voisinage des adultes, le mélange des sexes dans les mêmes locaux. Il investit sous ce rapport le chef d'industrie d'une autorité en quelque sorte paternelle, et qui doit même souvent contre-balancer la mauvaise volonté des parents.

» Il est un point d'hygiène dont on s'est souvent préoccupé et qui nous paraît avoir échappé à l'attention des législateurs et à la vigilance des industriels. Il n'est point d'observateur qui n'ait été frappé de la mauvaise qualité ou de l'insuffisance nutritive des aliments consommés par les enfants. Le choix en est souvent laissé à l'enfant lui-même, qui consulte plus son goût et son caprice que l'intérêt de sa santé. S'il était possible de remédier à cet état de choses par quelque mesure particulière, par exemple par l'établissement de cantines surveillées, par des repas en commun, on rendrait un immense service aux familles.

» On pourrait également combattre par des mesures suffisamment énergiques l'extension de certaines habitudes dont les progrès s'accroissent chaque jour. L'usage du tabac se généralise chez les enfants d'une façon véritablement désastreuse. On est affligé chaque jour par le spectacle de ces précoces fumeurs pour lesquels la cigarette ou la pipe est le complément indispensable du repas et le passe-temps habituel des heures de repos. De pareils excès ont chez l'enfant une influence particulièrement nuisible, et leurs inconvénients ne sauraient être comparés chez eux à ceux qu'ils présentent chez les adultes. On ne saurait trop s'attacher à les réprimer. Dans l'intérieur des établissements industriels, les règlements y mettent bon ordre; mais sur la voie publique même, les agents de l'autorité pourraient être autorisés à intervenir dans une certaine mesure. Il y a là un véritable danger, une cause d'étiollement puissante dont on ne saurait trop se préoccuper.

» Enfin, il n'échappe à personne que les mesures les plus sages ne peuvent être convenablement appliquées sans un contrôle incessant. Des services d'inspection ont été institués ;

» mais ces inspections sont insuffisantes. Les personnes qui en
» sont chargées n'ont pas toujours l'autorité nécessaire pour
» vaincre les résistances ; elles ont souvent trop à compter
» avec certaines questions de convenance, certains ménagements
» vis-à-vis des chefs d'industries. La compétence des inspecteurs
» n'est pas toujours absolue. Il y a là des réformes à introduire.
» L'élément médical y est représenté d'une manière insuffisante.
» En Angleterre, les Commissions chargées de la surveillance
» des centres industriels comprennent des médecins dans la
» proportion d'un tiers. Ce serait là un bon exemple à suivre. »

Comme vous venez de l'entendre, notre confrère M. Blachez se montre bien autrement exigeant que nous pour l'âge des filles, et les raisons qu'il donne, et dont nous avons maintes fois constaté la justesse, méritent de la part du législateur la plus sérieuse attention, sinon pour reculer jusqu'à quinze ans l'époque de l'apprentissage, au moins pour ne pas le permettre avant douze ans. En effet, la femme qui devient mère après avoir souffert dans sa jeunesse de la fatigue et du séjour prolongé à l'atelier, est exposée à mettre au monde des enfants tellement chétifs, qu'elle a souvent grand'peine à les élever ou qu'il lui est impossible de les nourrir ; de là l'industrie nourricière et ses tristes conséquences. Ce n'est donc pas sans des motifs très-plausibles que cette nouvelle question d'un âge plus élevé pour les filles a été soulevée par un médecin.

Après avoir passé en revue quelques autres points du sujet qui nous occupe, l'auteur de l'article, arrivant à la question de l'alimentation, se demande si, dans les grands ateliers, on ne pourrait pas, à l'aide de certaines dispositions réglementaires, établir des cantines où l'enfant trouverait une nourriture saine et réparatrice. D'après ce que j'ai vu dans quelques écoles de Paris, je crois que cela ne présenterait pas de grandes difficultés à mettre en pratique. L'enfant ne serait plus alors libre, suivant son caprice, d'acheter de mauvais aliments et de consacrer une partie du prix destiné à ses repas à se procurer des sucreries et surtout du tabac à fumer (1).

(1) Depuis cette communication, M. Chaix m'a appris qu'il existait dans son établissement une cantine où un certain nombre de ses apprentis prenaient leur repas. Cette cantine est très-régulièrement surveillée. J'ai eu sous les yeux le rapport hebdomadaire du 9 au 14 décembre 1872. Dans ce rapport, sont consignées les observations sur la tenue, la propreté et le

Ici on ne saurait trop féliciter le Dr Blachez d'avoir profité de l'occasion pour signaler à l'attention publique cette déplorable habitude dont la fréquence chez les plus jeunes apprentis devient une nouvelle cause d'épuisement, et nous croyons aussi qu'il y a urgence à prendre des mesures sérieuses et d'une application possible pour combattre ce fâcheux penchant. Dans cette circonstance également, je me garderai bien de faire appel à l'autorité, ce serait le meilleur moyen pour échouer; mais c'est encore à vous, Messieurs, Chefs d'industrie, qui êtes animés du désir de faire le bien, que je m'adresserai, en vous proposant pour atteindre ce but, la méthode employée par notre dévoué collègue M. Chaix (1).

Dès l'instant que l'épreuve a complètement réussi, il ne tient qu'à vous de la répéter, et soyez certains que si vous voulez suivre ce bon exemple, vous aurez rendu un immense service au pays. Que voulez-vous, en effet, que devienne dans l'avenir un enfant dont la constitution déjà faible sera encore amoindrie par la mauvaise nourriture, le travail prolongé et l'abus du tabac? Ce sera, à l'âge de l'adolescence, un pauvre hère pâle, maigre, sans forces, incapable de supporter la fatigue. C'est donc pour vous, Messieurs, un devoir de chercher à prévenir le développement prématuré de cette funeste habitude, par de sages avertissements sur ses dangers et par des encouragements et des récompenses pour ceux des apprentis et ouvriers qui auront eu le bon sens de comprendre vos avis et de les suivre.

Si le fumeur ne compromettrait que sa santé, ce serait déjà

repas. Il serait bien à désirer que quelques-uns de nos chefs d'établissements industriels visitassent et prissent pour modèle l'imprimerie de M. Chaix; son excellente tenue, les précautions pour prévenir les accidents de machines, son administration vraiment paternelle, m'ont rappelé ce que j'avais observé il y a quatre ans dans plusieurs manufactures de notre chère ville de Mulhouse.

(1) Je ne veux pas revenir sur ce que j'ai constaté de la bonne tenue de l'école d'apprentis de M. Chaix; je me contenterai de dire que les efforts persévérants de notre collègue pour prévenir ou faire cesser la déplorable et mal-faisante habitude du tabac ont été couronnés d'un plein succès et qu'une médaille a été décernée en 1870 à son École professionnelle par l'Association française contre l'abus du tabac. Son exemple, considéré au point de vue purement médical, ne saurait être trop suivi et trop encouragé; si on doute des fâcheux effets de l'abus du tabac, que l'on veuille bien lire attentivement les Bulletins de l'Association contre le tabac, et on aura alors la conviction que notre opinion n'est que trop fondée.

fort sérieux; mais ce besoin impérieux de satisfaire partout et à chaque instant sa passion, gênante pour le public et malsaine pour sa santé, l'a constitué le protecteur et le défenseur le plus ardent de l'allumette chimique, de cette invention qui, après avoir été pour bon nombre d'ouvriers la cause d'une maladie très-grave, inconnue jusqu'à ces dernières années, a donné lieu à un nouveau genre d'empoisonnement et de plus multiplié le nombre des incendies et des morts par brûlure dans des proportions dont on ne peut se faire une idée que par des chiffres. Je ne puis vous citer ici le chiffre de la proportion croissante des incendies depuis la découverte des allumettes chimiques; les Compagnies d'assurances, qui ont tant d'intérêt à voir complètement interdire leur usage, pourraient mieux nous renseigner; mais ce que je puis vous faire connaître, c'est le nombre des enfants brûlés que j'ai reçus dans mon service; vous pourrez juger, par ce relevé de quelques années, combien ces accidents sont fréquents et souvent mortels.

Du 19 juin 1866 au 25 avril 1869, j'ai reçu dans mon service 86 garçons brûlés, 29 sont morts; du 3 janvier 1866 au 12 juillet 1869, sur 49 filles brûlées admises dans mes salles, 18 ont succombé.

Quelque considérable que soit le nombre de ces accidents dans une période de temps aussi restreinte, il ne représente pourtant pas le chiffre exact des enfants qui ont succombé par suite de brûlures; car nous savons d'une manière positive que plusieurs ont été trouvés morts dans les chambres où ils avaient été laissés seuls; que d'autres étaient tellement mal, qu'on n'a pu les transporter. Enfin, ce qui est non moins triste, c'est que presque toujours ces accidents portent sur des enfants vigoureux et d'une magnifique santé. Maintenant, si nous remontons aux causes, je trouve dans mes notes, qu'un bon tiers des accidents résulte du manque de précautions dans le ménage: ce sont des brûlures par du lait, du bouillon, de la graisse, etc.; dans ces cas, rarement la mort est survenue; quant aux deux autres tiers, à part quelques accidents dus à de la poudre, des pétards, du pétrole, nous voyons que les poêles de fonte et surtout les allumettes chimiques, en mettant le feu aux vêtements ou aux rideaux de lits, ont déterminé le plus habituellement des brûlures très-étendues suivies d'une terminaison funeste.

D'après ce que je viens de vous dire, Messieurs, sur les dangers

des allumettes chimiques, il serait bien à souhaiter que leur fabrication et leur vente fussent désormais complètement interdites.

Heureusement, Messieurs, malgré certaines difficultés que rencontrera l'exécution du nouveau traité sur la fabrication des allumettes, difficultés que l'on pourra aisément aplanir, j'ai acquis tout récemment la certitude, dans un entretien avec l'un des principaux membres de la Société qui a acquis le monopole de la fabrication, que le public verrait enfin complètement disparaître les allumettes au phosphore blanc, dont l'usage est si dangereux (1).

Messieurs, jusqu'à présent, en nous occupant des différentes branches de l'industrie, nous avons successivement passé en revue les plus élevées, celles qui exigent une certaine éducation, comme les plus infimes, qui ne demandent ni instruction ni travail d'esprit; il suffisait, pour se conformer au titre de la Société, que l'enfant fût occupé dans une fabrique, un atelier pour que votre sollicitude lui fût acquise; mais dans les industries libres,

(1) La fabrication des allumettes chimiques avec le phosphore blanc constitue, comme l'a fait remarquer M. le Dr Roussel, dans un des premiers et des plus intéressants travaux sur ce sujet, une industrie d'autant plus dangereuse que la facilité de son exécution permet de s'y livrer en cachette et à peu de frais, et alors dans les conditions les plus fâcheuses pour la santé des ouvriers et la sécurité des voisins, par suite des émanations des vapeurs phosphorées, et du risque des incendies ou des explosions.

Maintenant je ferai remarquer que ceux d'entre nous qui ont eu à s'occuper de ce sujet, ou soigné des ouvriers travaillant à la fabrication des allumettes chimiques, ayant été à même de constater que la plupart du temps c'étaient des femmes et des enfants appartenant aux familles les plus pauvres, ne peut-on pas se demander s'il n'y aurait pas avantage à n'employer dans les ateliers des nouvelles fabriques que des femmes âgées et sans asile, comme je l'ai vu pratiquer en Hollande pour d'autres industries n'exigeant ni force ni apprentissage. Cela me semblerait bien préférable à l'emploi d'enfants auxquels on peut toujours enseigner quelque métier plus intéressant que celui qui consiste à ranger de petits morceaux de bois sur les rayons d'une presse. Peut-on dire que ce soit là un apprentissage, et dans quel corps d'état l'industrie compte-t-elle employer un enfant qui aura passé deux années, six heures de la journée, travail de demi-temps, à une semblable occupation? Un enfant dans ces conditions sera incapable de tout ouvrage demandant un peu d'instruction; il faudra avec lui tout recommencer, et s'il reste dans un semblable atelier, ce ne sera réellement pas un ouvrier, mais une machine animée, d'une médiocre utilité pour l'industrie; désormais c'est à elle à juger si elle aura beaucoup à gagner en favorisant ce genre d'apprentissage et si elle ne ferait pas beaucoup mieux d'attribuer ce travail, qui demande si peu de force et d'intelligence, à certaines œuvres de charité.

non classées, qui donc viendra au secours de ces enfants que la loi a oubliés, si vous vous bornez à ne protéger que ceux des ateliers et des manufactures?

Pour moi, d'après ce que j'ai observé, plus que jamais je pense que votre action protectrice doit s'étendre également sur tous les enfants, soit qu'ils travaillent dans l'atelier, soit qu'ils travaillent dans la famille, et c'est pour vous parler de ces derniers, dont la situation est si digne d'intérêt, que je viens de nouveau réclamer pour quelques instants votre bienveillante attention.

En lisant, dans le rapport de M. Tallon, les passages consacrés aux malheureux apprentis de la mansarde et de l'échoppe, à ceux qui sont exposés à des travaux périlleux ou aux misères de la mendicité et du vagabondage, j'espérais que la nouvelle loi, qui devait combler tous les vides laissés par les lois antérieures, serait conçue dans des termes tellement précis que désormais l'exploitation de l'enfance fût impossible, n'importe à quel titre et sous quelle forme.

Trompé dans mon attente, je me suis alors demandé pourquoi la loi, qui s'est montrée si discrète en ce qui touche l'intérieur de la famille et en même temps si pleine de pitié pour certaines industries bien déterminées, en a négligé d'autres? Pourquoi, par exemple, elle a oublié ces pauvres enfants qui accompagnent parfois leur père ou leur mère, ou errent plus souvent seuls le matin et le soir jusqu'à une heure assez avancée, ramassant des chiffons, des os ou du verre cassé et au besoin échangeant la hotte du chiffonnier contre le panier du marchand de mouroin. Croyez-vous que ces enfants aient le bénéfice de six bonnes heures de repos, et le travail pénible auquel ils se livrent doit-il être considéré comme un travail d'apprentissage? Non, c'est là une triste condition qui leur est créée, condition tout aussi fâcheuse pour eux que pour la société, car leur famille ne leur aura montré aucun état, et, lorsque devenus hommes nous les avons questionnés sur la cause de leur misère, ils nous ont répondu: Que voulez-vous? je suis journalier parce que mes parents ne m'ont appris aucun état. Qu'on laisse donc à des malheureux le droit d'être chiffonniers, mais que l'on interdise aux enfants un pareil travail.

Faut-il enfin considérer comme des apprentis ces petits musiciens, ou plutôt ces petits mendiants que nous avons vus venir à

l'hôpital exténués par la misère, et portant les traces de mauvais traitements? Ce sont là, Messieurs, des questions que je vous sou mets, car si le législateur s'est montré exigeant pour l'industrie, il est bon qu'il n'oublie pas l'apprenti du vagabondage.

Enfin, Messieurs, je termine en vous parlant d'une industrie déplorable pour l'enfance, celle de l'apprenti cabaretier. Dans les circonstances où nous nous trouvons, il ne faut pas équivoquer sur les mots, mais bien songer à ce que nous désirons tous ici, comme en dehors de cette enceinte, faire en sorte de préserver l'enfance contre tous les dangers qui peuvent compromettre son existence physique ou morale; ceci bien posé, il ne s'agit plus de discuter si l'enfant que ses parents ont placé chez un cabaretier l'est à titre d'apprenti ou de domestique; il faut se borner à répondre si à son âge il est dans un lieu convenable. De quelque manière que vous envisagiez la question, soyez certains que personne n'oserait se prononcer pour l'affirmative; car lors même qu'il aurait quatorze ou quinze ans, nous croyons qu'un état qui oblige à être debout depuis le matin jusqu'à une heure assez avancée de la nuit et qui demande assez de force pour faire de gros ouvrages, est beaucoup trop fatigant pour un adolescent. Mais la fatigue physique dans ce cas n'est rien à côté du danger moral : quels seront les propos que l'enfant entendra du matin au soir, quelles seront les scènes dont il sera témoin? Si on a interdit avec tant de raison aux adolescents l'entrée dans les établissements insalubres, je ne vois pas pourquoi le législateur ne leur interdirait pas également, n'importe à quel titre, d'apprenti ou de domestique, le travail dans ces maisons où ils sont exposés à rencontrer, presque journellement, les plus tristes exemples et à contracter de plus la funeste habitude de boire, comme j'ai été à même de le constater.

Il y a quelques années, un garçon de 13 à 14 ans fut amené à l'hôpital, après avoir fait une chute à la cave; son entorse ne présentant rien de sérieux, je fus très-surpris, au bout de quelques jours, de voir survenir du délire, non pas celui qui s'observe à la suite de lésions graves, mais bien celui qui est si commun chez les ivrognes. C'était la première fois que je rencontrais semblable complication chez un malade aussi jeune; mais, enfin, ces signes étaient tellement tranchés que je n'hésitai pas à lui donner de l'opium, ce qui amena promptement la

cessation des accidents. Une fois sa raison revenue, sachant qu'il était chez un marchand de vins, je questionnai mon garçon et il m'avoua que peu à peu il avait, à l'exemple d'autres, pris goût à boire d'abord du vin, puis des liqueurs, ce qui expliquait très-bien comment, chez lui, le délire des ivrognes avait pu se manifester à la suite d'un accident de peu d'importance. Si chez tous les enfants placés chez les cabaretiers, la facilité de boire n'a pas déterminé ces maladies, il n'en reste pas moins vrai que de tout ce qu'ils voient et de tout ce qu'ils entendent ils ne peuvent conserver que des souvenirs bien tristes, plus faits pour gâter leur cœur que le conserver. Je viens donc, Messieurs, à propos de ces diverses industries difficiles à déterminer, vous demander de prendre également sous votre protection tous ces enfants que la famille et la loi ont peut-être trop oubliés; dès l'instant que ce sont des travailleurs, ils sont, comme les autres enfants des manufactures, tout aussi dignes d'intérêt, et nous devons tout faire pour les préserver du mal (1).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET APPRENTISSAGE

UN INSTITUT PRIMAIRE MODÈLE, A PARIS.

Sous ce titre, notre collègue de la délégation cantonale du 5^{me} arrondissement, M. *Salicis*, répétiteur à l'Ecole polytechnique, a publié dans *L'Opinion nationale* (n° du 20 janvier 1873), un travail important, — dont nous reproduisons un large extrait, —

(1) Depuis cette communication, M. le Dr Alph. Guérin, chirurgien de l'Hôtel-Dieu, m'a fait part d'un fait assez curieux pour être cité comme un salubre exemple à certains apprentis. Vers la fin de l'an dernier, notre honorable collègue, qui a eu occasion d'observer plusieurs cas de nécrose phosphorée, reçut dans ses salles un jeune homme de 16 ans, ayant une nécrose d'un des maxillaires supérieurs. Questionné avec le plus grand soin sur les causes probables de son affection, le malade répondit qu'il n'avait jamais travaillé au phosphore, qu'il n'avait eu ni affection syphilitique ni affections éruptives récentes, rougeole, scarlatine, mais que depuis assez longtemps il fumait beaucoup, et que depuis plus d'un an il avait coutume de boire, chaque jour, la moitié d'un grand verre d'eau-de-vie. Aujourd'hui ce malheureux garçon a perdu toute la moitié du maxillaire supérieur et restera toute sa vie plus ou moins défiguré.

dans lequel il met en avant un projet qui ne peut manquer de réunir les suffrages de tous les esprits éclairés.

Il s'agit, en effet, de la création, à Paris, d'un grand Établissement d'enseignement primaire et professionnel, muni d'Ateliers élémentaires, dans lequel les enfants des deux sexes recevraient les notions usuelles des connaissances nécessaires au futur apprenti.

La fondation d'une pareille École abrégerait des deux tiers le temps si pénible de l'apprentissage, et doublerait la valeur de la population laborieuse.

Nous faisons donc les vœux les plus ardents pour que ce projet entre bientôt dans la voie de la réalisation. — (J. P. Secrétaire).

« Peu de personnes, dit M. Salicis, se douteraient aujourd'hui de ce que l'on appelait, après 1791, l'*utopie* de Condorcet. Ce rêve, irréalisable comme beaucoup d'utopies, consistait, entre autres impossibilités, à créer une École primaire par quatre cents habitants (ou par petite commune actuelle) et une École professionnelle par arrondissement! . . . il instruisait même les filles !! Et l'Enseignement primaire devait être universel !!! Bien plus encore : il appliquait la sélection, et les enfants des Écoles primaires qui faisaient preuve d'une aptitude marquée étaient engagés dans les Enseignements secondaire et supérieur, au moyen de bourses constituées à cet effet.

Jetons aujourd'hui les yeux autour de nous ; demandons-nous ce que l'avenir a réservé aux rêveries de ce grand esprit, et nous reconnaitrons que Condorcet, loin de rêver, prévoyait

Toujours est-il qu'à la sélection près, la partie primaire de son utopie est aujourd'hui d'une vulgarisation courante ; la sélection même avait été conseillée, dès l'Empire, par M. Duruy.

Grâce à l'esprit de progrès du Conseil général de la Seine, grâce au zèle intelligent du Directeur de l'Enseignement municipal, et aussi au concours des Délégations cantonales, l'instruction primaire progresse enfin à Paris, comme il convient à la capitale de la République ; l'Enseignement professionnel accuse aussi un notable développement, et la sélection elle-même commence à poindre.

.

Certes, le Conseil municipal, le Directeur de l'Enseignement primaire et le personnel qui le seconde, les Délégations cantonales enfin, ont bien mérité de Paris ainsi que du pays, et voilà, grâce à ce concours unanime, l'Enseignement primaire en marche pour ce niveau, que la prudence conseille et que l'équité commande.

C'est précisément en me plaçant au point de vue de nos obligations

et de l'intérêt social, et à propos de demandes à soumettre au Conseil municipal pour la création d'Ecoles nouvelles, que j'ai cru devoir proposer à la Délégation cantonale du 5^{me} arrondissement l'adoption d'une proposition qui tendrait à faire créer *sur les beaux terrains attendant à la Sorbonne et actuellement vacants*, un Etablissement-Type, dont j'esquissais en même temps l'avant-projet.

Ce Comité, dont j'ai le grand honneur de faire partie, compte parmi ses autres membres, et par cela seul qu'il représente le quartier des Lycées et des Ecoles supérieures, des intelligences dont je n'ai point à faire ici l'éloge. Or, le vœu émis par lui a été conforme aux conclusions que je lui ai présentées; mais, dans son expérience, il ne s'est pas dissimulé qu'il n'y avait, à l'heure présente, que peu d'espoir à fonder sur l'exposition d'un dessein aussi considérable, et je suis assez de son avis... pour le moment.

Chaque jour, heureusement, a son lendemain, qui le plus souvent, ne ressemble pas à la veille; c'est pourquoi je crois utile de déposer ce projet comme un germe dans quelques souvenirs, en le rendant un peu public.

Tout espoir d'ailleurs n'est point perdu pour ce moment même, puisque notre premier adjoint (1), qui apporte dans les questions scolaires une initiative et une ardeur dignes des plus grands éloges, nous avait acquis déjà les bonnes dispositions des hommes qui peuvent le mieux nous servir ou nous faire obstacle. Dès à présent, Ministre, Préfet, Recteur verraient d'un œil favorable l'affectation du terrain en question à usage scolaire; quant au Conseil municipal, son désir n'est pas douteux; la question d'argent seule pourrait lui donner à réfléchir.

Il est donc naturel que nous nous demandions comme lui d'abord s'il serait vraiment sage de consacrer à simple usage scolaire un terrain dont la valeur est estimée à 800,000 francs au moins, et des constructions qui porteraient sans doute le tout à un prix supérieur à 2 millions.

Tout en se déclarant très-soucieux d'économies dans l'emploi des deniers publics, n'est-il pas permis d'affirmer cependant qu'il est telles circonstances où un sacrifice d'argent, loin d'être blâmable, devient utile et même d'un bon exemple? Or, nous sommes précisément dans une circonstance de cette nature.

Remarquons, en effet, que les arts, les sciences et les lettres, que l'industrie, que tous les intérêts, en un mot, du goût, de l'intelligence ou de l'activité sont représentés à Paris par des Etablissements considérables, dont je ne dirai pas que le monde nous les envie

(1) M. Delacour, ancien proviseur.

tous, mais qui témoignent au moins par leur multiplicité que nous ne voulons rester étrangers à aucun perfectionnement humain.

C'est ainsi que nous avons un Conservatoire de musique, une École des Beaux-Arts ou Conservatoire des arts figuratifs, des Facultés et une Sorbonne, conservatoires des enseignements supérieur et secondaire ; une école du Champ-de-Mars qui pourrait être un Conservatoire militaire, un Conservatoire des arts et métiers, enfin un Conservatoire de l'art chorégraphique lui-même, dans le nouvel Opéra, auquel on n'a pas craint de consacrer 45 millions.

Que si l'on vous objectait que ces Institutions remontent à des époques financièrement plus prospères, nous pourrions répondre que demain l'on va consacrer six millions au simple transfèrement de la Faculté des sciences, six autres millions à l'agrandissement des serres et à la ménagerie des fauves.

De la plupart de ces choses nous ne nous plaignons pas ; mais demandons-nous s'il n'y aurait pas lieu, aujourd'hui que, dans beaucoup d'esprits et même dans l'esprit public, s'agitent des idées de haute raison, s'il n'y aurait pas lieu, je ne dis point, remarquons-le, d'élever un monument pour y loger des écoliers, mais d'amener le Conseil municipal à fonder un Établissement convenable, bien étudié, un *Type de Groupe scolaire* qui, à des échelles diverses, pût être plus ou moins complètement et peu à peu reproduit.

En outre du bien, et par le bien même qui serait fait ainsi, nous délivrerions enfin de cet éternel, humiliant et trop juste refrain qui sans cesse nous renvoie nous-mêmes à l'école de la pédagogie étrangère. Et, à ce propos, voici certainement ce que nous pourrions lire, et ce qui ne nous étonnerait pas, dans les récits d'un voyageur revenant d'Allemagne.

Après une description du vaste aquarium de Berlin, par exemple, qui, selon l'opinion, fondée, de son directeur, *n'a pas son pareil aujourd'hui*, après une relation du voyage à travers l'usine Krupp, dont nous ne connaissons que trop les produits, le voyageur serait revenu à Berlin pour étudier de près les établissements scolaires et les comparer aux nôtres. Je passe sous silence la description de l'Université et n'arrête l'attention que sur celle de l'Institut municipal primaire, qui prend l'enfant, garçon ou fille, au besoin dès qu'il est sevré, le fortifie, le moralise, l'instruit, lui donne un métier et les premiers outils pour l'exercer.

Les constructions sont élevées sur un terrain rectangulaire de 4,500 mètres carrés environ, présentant un front de 85 mètres sur 52 de profondeur.

Pour que chacun se pénétre bien de l'importance qu'il faut attacher à l'enseignement primaire, ce bel emplacement n'a pas été choisi dans un coin retiré de la ville où, pour le voir, il fallût l'aller

chercher, mais dans Dorotheenstadt même. Attenant au palais de l'Université, il touche à la célèbre rue de Sous-les-Tilleuls et fait, avec le Palais, partie de cet ensemble qui comprend en outre la Bibliothèque, l'Observatoire et l'Académie des sciences.

Adossé au Palais universitaire, bordé par trois rues, mais isolé de ces rues par une grille et une rangée de beaux arbres, l'édifice présente trois façades où l'art s'accuse moins par l'ornementation que par la juste proportion des lignes et l'agrément de l'aspect général.

Le plan des constructions présente quatre rectangles contigus, parallèles deux à deux et laissant entre eux un vaste préau partagé perpendiculairement à la façade principale; l'ensemble est ainsi formé de deux parties symétriques : celle de gauche est le quartier des garçons, celle de droite le quartier des filles.

Chacun de ces quartiers comprend une Salle d'asile pour les enfants de deux à six ans, une École primaire pour les enfants de six à quatorze, et une École d'apprentissage pour les enfants de quatorze à seize ans, les logements des maîtres et maîtresses, le fourneau où se prépare, moyennant une modeste rétribution de 3 kreutzers (9 centimes), le repas méridien des élèves; la cuisine enfin, le réfectoire, le dortoir et la salle de cours pour les élèves-maîtres ou maîtresses, dont nous parlerons tout à l'heure.

Les Salles d'asile et l'École servent le soir aux Cours libres d'adultes.

Le préau des garçons donne accès à une forge, celui des filles à un lavoir; chacun des deux possède sa piscine et l'établissement de gymnastique est commun.

On rencontre peu de places vides sur les murs des salles, tant y abondent les cartes diverses, ainsi que le matériel d'enseignement technique; les distractions même de l'enfant sont, de la sorte, utilisées.

Ces salles sont hautes de 5 mètres et sur tout leur pourtour, à trois mètres du sol, règne une galerie d'où les élèves maîtres et, par autorisation, les parents et les personnes qui s'intéressent à l'enseignement peuvent assister aux leçons.

Quelques-unes de ces salles sont de petites bibliothèques ou des musées utilisables, où les élèves et les adultes peuvent voir et toucher les matières premières employées dans l'industrie, examiner de près les appareils de physique élémentaire, des reliefs géographiques, les organes mécaniques qui se retrouvent dans la plupart des machines, les divers modèles d'ornementation, etc., etc.

Ces galeries servent aussi de salles de cours théoriques pour les apprentis.

Parmi ces derniers, les garçons apprennent dans l'école, et dès avant leur quatorzième année, le travail des métaux à la forge, au marteau, à la lime, au tour; le travail du bois à la hache, à la scie, au rabot

et au tour; sachant faire d'un morceau de métal brut une clef ou toute autre pièce ajustée, et d'une bille de bois deux panneaux assemblés; ils sortent de l'école à peu près ouvriers. — Ils sont chargés de la propreté du quartier des garçons, et à tour de rôle détachés à la cuisine de l'école ou à celle des élèves-maîtres.

Les filles deviennent habiles dans la couture, le tricot et la broderie; elles savent lessiver, raccommoder, blanchir, repasser le linge ordinaire et le linge fin; remmailler les bas, blanchir et réparer les dentelles, détacher et réparer les étoffes de laine ou de soie. Elles sont chargées de la propreté du quartier des filles, et à tour de rôle de la cuisine de l'école et de celle des élèves-maîtresses. Quand elles quittent l'école, elles sont complètement ouvrières et familiarisées avec tous les détails domestiques.

L'instruction des garçons et des filles est poussée assez loin en comptabilité, dessin et modelage; les premiers arrivent à lire en outre un dessin graphique, et à tracer un projet; les secondes à prendre ou composer des patrons et à exécuter des coupes.

Autant que possible, les travaux des uns et des autres sont utilisés soit dans l'intérêt de la ville, soit commercialement; dans tous les cas, une rémunération progressive permet à l'apprenti de se constituer un pécule qu'il touche dès qu'il devient maître de lui-même (1).

Les vastes sous-sols de l'Institut ou Conservatoire primaire sont d'ailleurs à destination d'ateliers municipaux, et garçons et filles trouvent là, sans sortir de l'école, les pratiques et l'expérience des ateliers véritables.

Ajouterai-je que les récompenses sont entendues de façon à faire comprendre à l'enfant, dès le premier âge, la valeur du travail? A cet effet, toute récompense obtenue dans le courant de l'année consiste en un parchemin, immédiatement honorifique, mais représentant en outre une valeur sensible par la combinaison suivante :

Deux fois par an d'abord, au printemps et à l'automne, il est fait à l'école une exposition de vêtements variés pour garçons et filles, confectionnés, aux chaussures près, dans la maison même; cette exposition est suivie d'une vente aux enchères où les parchemins dont il s'agit représentent le signe d'échange. (C'est ainsi, du reste, que les choses se passent à Anvers et se passaient, il y a quinze ans, dans la contrée la plus reculée de notre pays, à Brest.)

A toute époque, d'ailleurs, écoliers et apprentis peuvent, au moyen de leurs parchemins, acquérir les effets de première nécessité.

(1) Un grand nombre de ces éléments sont épars, et portent fruit cependant dans les excellentes écoles du Havre, de Lyon, et même dans les Ecoles professionnelles libres fondées depuis peu à Paris. Ils sont déjà plus concentrés dans l'excellent projet d'Ecole d'apprentissage, dû à M. Gréard, directeur de l'Enseignement primaire.

A la fin de chaque année scolaire ou d'apprentissage, quelques livres ou objets utiles sont distribués en séance publique ; mais toute nomination est accompagnée d'un parchemin d'une valeur spéciale et donnant droit à une somme d'outils ou de modèles au choix du lauréat.

L'Institution prévoit même le décès du jeune travailleur : la famille hésite des parchemins, fruit du travail de l'enfant disparu ; elle peut les échanger, soit comme l'eût fait celui-ci, soit contre la valeur qu'ils représentent.

La conséquence prévue de cette organisation, c'est que les parents veillent sur le travail et l'assiduité, comme ils le feraient d'une future récolte qui leur serait attribuée.

L'établissement reçoit gratuitement, après examens et à raison de 30 par quartier, des élèves-maitres et des élèves-maîtresses auxquels sont faits des cours théoriques et pratiques de salle d'asile et de pédagogie. La présence des enfants à l'école étant obligatoire le jeudi et facultative les jours fériés ainsi que pendant les vacances, c'est aux élèves-maitres que sont confiés l'enseignement et la surveillance pendant ces journées et périodes particulières.

Les matinées des jeudis et jours de fêtes et une partie des après-midi pendant les vacances sont particulièrement consacrés à la musique, à la gymnastique ; pendant l'été, au bain ou à la natation ; les après-midi sont remplies par de longues marches pour les garçons, et pour les filles par des promenades à la campagne.

Après un stage de deux ans, les élèves-maitres sont répartis par voie de concours entre les diverses écoles du ressort.

C'est à près de 1,300 enfants qu'est ouvert cet institut municipal.

Ainsi, de deux à seize ans, pendant quatorze années, ces années où le corps se fait, où l'intelligence s'ouvre, où la morale se façonne, 1,300 enfants sont tenus là dans des habitudes de liberté moyenne, de bien-être suffisant, de régularité continuelle, d'équilibre vital ; dans des habitudes aussi de travail normal et de perfectionnement ininterrompu ; le plus grand nombre les conservent ou y reviennent, et la part du mal futur est réduite d'avance dans les limites du possible.

Il y a ici, pour produire ce résultat, remarquons-le, plus que l'influence de bonnes habitudes ; il y a celle des goûts qui naissent chez l'enfant, trouvent satisfaction et grandissent avec lui.

Notre Enseignement primaire français est essentiellement historique, géographique, littéraire et quelque peu scientifique, en un mot purement universitaire ; il absorbe exclusivement pendant six années les facultés de l'enfant, l'epève au contact, à la vue du travail manuel, tue chez lui la vocation ouvrière, n'aboutit qu'à un diplôme et, chose à craindre, sur la vanité greffé souvent l'ambition.

Il ne peut devenir que de plus en plus rare que l'écolier diplômé

de la sorte ne considère pas comme un abaissement l'exercice d'un métier ; il rêve d'être au moins un *employé*, et, au lieu de former des ouvriers éclairés, nous ébaucherions, s'il en était ainsi, des bourgeois insuffisamment instruits et des déclassés exigeants.

Faut-il parler des filles ? Cherchons ce que l'enseignement actuel fournit d'honnêtes ouvrières travaillant à l'aiguille ; mettons en regard la proportion énorme des aspirantes aux brevets divers de l'enseignement, et demandons-nous si nous ne tournons pas le dos au but qu'il s'agit d'atteindre (1).

Là rien de pareil.

Bien que l'apprentissage réel ne commence qu'à l'âge de quatorze ans, l'enfant est mêlé de bonheur par les yeux et par une action croissante au travail des mains ; le problème se résout, contrairement aux conclusions d'une enquête encore récente, par l'établissement de l'atelier à côté de l'école ; c'est par goût que l'écolier devient ouvrier, et ce n'est qu'en supposant les choses ainsi organisées chez nous que l'on arriverait à calmer les justes appréhensions des industries parisiennes les plus intéressantes qui voient s'approcher l'heure où elles manqueront d'ouvriers véritables.

Telle est, en tout cas, l'institution dont la description seule suffit à faire ressortir les avantages pratiques que l'on en peut attendre.

Par l'engouement qui court, peu de personnes se refuseraient donc à croire qu'elle n'existe pas à Berlin, où l'on fait si merveilleusement toutes choses ; malheureusement ou peut-être heureusement, Berlin ne possède rien de semblable ; mais, puisque cela pourrait exister si naturellement à Berlin, pourquoi ne hâterions-nous pas la création, sur ces données, d'un Institut primaire et d'apprentissage, que vraiment le monde civilisé puisse nous envier ?

Or, la description que j'ai donnée de l'emplacement et du terrain choisi pour ce *Conservatoire fictif* s'applique exactement au terrain attenant à la Sorbonne et à son emplacement. Tous les acquiescements nous sont d'avance accordés ; le terrain appartient à la Ville, c'est-à-dire qu'il n'est point à acquérir, ce qui est beaucoup à cette heure ; jamais occasion ne sera donc plus favorable et ce n'est pas ici le cinquième arrondissement, mais Paris tout entier qu'évidemment la question intéresse.

Cette fondation particulière n'impliquerait d'ailleurs en aucune façon la suppression de l'École normale qui vient d'être ouverte à Auteuil.

(1) Voudra-t-on croire sur ma garantie qu'à Paris, dans le plus grand nombre des petites institutions libres de filles, les malheureuses sous-maitresses donnent toutes leurs journées pour 15 fr. par mois et un repas par jour ? elles ne sont pas logées. La plus mauvaise domestique est ainsi estimée plus haut que deux sous-maitresses !

Deux établissements normaux à Paris, en y joignant même la très-bonne école de Versailles, ne seraient que suffisants à former sous bref délai de bons instituteurs pour les nombreuses Écoles nouvelles qui seraient à créer tant à Paris que dans tous les départements voisins.

Or, que l'on veuille bien remarquer que si personne assurément ne doute qu'il ne faille revenir au plus vite de l'abandon dans lequel ont été laissées pendant vingt ans les choses de la guerre, pas un aussi, parmi ceux dont le regard pénètre plus loin que la surface, ne doute qu'il ne faille réparer tout aussi activement le temps perdu pour l'enseignement populaire.

Veut-on, oui ou non, instruire vite et bien et ainsi moraliser la nation? Toute la question est là.

Je pourrais arrêter là mes observations, déjà fort longues; cependant je ne puis manquer à faire remarquer encore qu'il y aurait certainement une grande satisfaction pour l'esprit public, que l'équité séduit toujours, à voir l'*Institut primaire*, l'*Institut des travailleurs*, ne faire qu'un pour ainsi dire avec la Sorbonne et le Collège de France, et je terminerai par une image opposée.

Si la Ville se refusait, par raison d'économie, à favoriser un projet de cette nature, de deux choses l'une, ou bien elle se défera de ces terrains en imposant des réserves à l'acquéreur, et alors la dépréciation qui résulterait de cette servitude serait notable; ne venons-nous pas de voir que, pour des raisons semblables, les beaux terrains de l'ancien Ministère des Finances n'ont pas trouvé d'enchérisseur? ou bien les terrains seront aliénés sans restriction aucune, et, de même que ceux du Ministère eussent produit onze millions, mais sous la condition qu'on y pût établir des maisons de jeu, de même, à n'en pas douter, verrons-nous s'élever là, au centre des Écoles supérieures et des lycées, dans des bosquets d'arbres hâtifs et parmi des girandoles en verres de couleur, quelque bal et café chantant sollicitant le désœuvrement et prodiguant l'immoralité. »

CHRONIQUE

Proposition de loi ayant pour objet de compléter les dispositions du Code pénal relatives aux délits d'abandon, de détournement, de corruption et d'abus des mineurs de moins de 16 ans.— MM. Eugène Tallon, le vicomte de Bonald et Émile Lenoël, membres de l'Assemblée nationale, ont présenté le projet de loi suivant (séance du 14 janv. 1873) :

Art. 1^{er}. L'exhibition publique des enfants, âgés de moins de seize ans, dans les spectacles forains et les cirques, est expressément interdite.

Art. 2. Les pères et mères qui abandonneront leurs propres enfants, les tuteurs qui abandonneront leurs pupilles, âgés de moins de seize ans, aux directeurs de spectacles forains ou cirques, saltimbanques, acrobates et montreurs de curiosités;

Ceux qui les engageront dans des troupes ambulantes, ainsi que ceux qui les placeront sous la conduite de gens faisant métier de la mendicité ou vivant en état de vagabondage;

Seront passibles des peines portées en l'article 332 du Code pénal.

Le maximum de la peine sera appliqué toutes les fois que l'abandon ou l'embauchage de l'enfant aura été consenti par les père, mère ou tuteur moyennant une somme d'argent.

Art. 3. Quiconque aura provoqué des enfants de moins de seize ans à quitter, même du consentement de leur parents ou tuteurs, le domicile de ceux-ci, pour suivre des individus se livrant aux métiers désignés en l'art. 2 de la présente loi, sera passible des peines portées en l'art. 332 du Code pénal.

Art. 4. Tout individu qui se livrera à l'exploitation de mineurs âgés de moins de seize ans, par des exhibitions ou des exercices acrobatiques sur les places publiques et dans les spectacles forains et cirques, ou qui les excitera habituellement à la mendicité sera passible des peines portées en l'art. 334 du Code pénal, § 1^{er}.

Si le délit est commis par les parents ou tuteurs des enfants, ils seront passibles des peines portées au paragraphe second du même article.

Art. 5. Quiconque soumettra, dans des lieux privés ou publics, des enfants âgés de moins de seize ans à des exercices acrobatiques exigeant la dislocation des membres; leur fera soulever des fardeaux excessifs ou les exposera d'une manière quelconque à des tours de force périlleux, sera passible des peines portées en l'art. 311 du Code pénal.

Le maximum de la peine sera appliqué si le délit a été commis par les parents ou tuteurs des enfants. ■

Art. 6. Les autorités municipales devront refuser toute permission d'ouvrir leurs spectacles ou de donner des représentations sur les places publiques aux directeurs de spectacles forains ou cirques, saltimbanques, acrobates et montreurs de curiosités, qui exhiberaient des enfants âgés de moins de seize ans.

Elles devront en outre requérir des individus sus-désignés et de tous autres conduisant des troupes ambulantes ou menant une vie nomade, la justification de l'origine des enfants placés sous leur conduite.

A défaut de cette justification, l'autorité municipale en donnera avis au parquet pour qu'il prenne les mesures nécessaires à la constatation de l'origine et à la protection de ces enfants.

Art. 7. La présente loi sera affichée dans toutes les communes où se tiennent des foires et marchés sur la place où ils ont lieu, ainsi que dans les bureaux de police, et ce sans préjudice des voies ordinaires de publication.

Caisse des Écoles. — Le Conseil municipal de la Seine, dans sa séance du 6 mars 1873, a approuvé la création d'une Caisse d'écoles dans le xvii^e arrondissement. — Rapporteur, M. Thorel, notre collègue.

BULLETIN DU TRAVAIL

PLACEMENT DES APPRENTIS.

Renseignements sur les enfants placés.

MORIN (Aug.). — M. L. Blanc, ingénieur civil, dessinateur et graveur de la *Société d'encouragement de l'Industrie nationale* (rue St^e-Appoline, 2), nous ayant demandé un enfant d'une quinzaine d'années, assez instruit, pouvant apprendre, à la meilleure école, le dessin des machines, ce qui lui assurerait un bon avenir, M. le Secrétaire lui a procuré le jeune Auguste Morin, âgé de seize ans, ayant obtenu le 1^{er} prix de dessin d'ornement à l'École municipale de la rue Rollin.

MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES PERPÉTUELS.

MM. **Souplet** (déjà membre ordinaire) à Saint-Quentin.
Tissier fils, manufacturier au Conquet (Finistère).

MEMBRES ORDINAIRES PRÉSENTÉS ET ADMIS.

Présentateurs.

MM.

MM.

Arbois de Jubainville (l'abbé d'), aumônier de N.-D. de Grâce, rue de Lourmel, 29 (Grenelle) . . .	J. Périn.
Beurdeley , avocat à la Cour d'appel, boul. de Neuilly, 80.	J. Périn.
Bornot (Auguste), propriétaire, rue Godot-de-Mauroy.	P. Lambert.
Cornély (Maximilien), rue d'Hauteville, 17.	J. Hartog.
Goldschmidt (F.), rue La Rochefoucault, 27.	Id.
Hecht (Albert), rue du Château-d'Eau, 20.	Id.
Hecht (Henri), rue du Château-d'Eau, 20.	Id.
Hecht (Myrtil), rue Bleue, 29.	Id.
Heilbronn (J.), rue Richer, 52.	Id.
Helbronner (Maurice), rue de Cléry, 9.	Id.
Hermann (H.), négociant, rue d'Hauteville, 13.	Id.
Herrmann (W ^m), rue des Petites-Écuries, 42.	Id.
Kahn (J.), rue du Faubourg-Poissonnière, 123.	Id.
Kusel (D.), rue Saint-Georges, 4.	Id.
Loivenstein (M.), rue La Rochefoucault, 27.	Id.
Talamon (Félix), manufacturier, rue Richelieu, 64.	P. Robiquet.
Walcher de Moltheim , Consul-adj. d'Autriche-Hongrie. Mourceau.	

ACTES DE LA SOCIÉTÉ.

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ.

SÉANCE ORDINAIRE.

du jeudi 6 mars 1873.

PRÉSIDENCE DE M. CHARLES ROBERT, *Vice-Président*.

La séance est ouverte à 8 heures du soir.

MM. *Charles Robert*, vice-président de la Société, et *J. Périn*, secrétaire, prennent place au bureau.

M. le *Président* informe l'Assemblée qu'il n'a pas été possible de comprendre dans le *Bulletin de Janvier-Février* toute la 2^{me} délibération sur le projet de loi de M. Ambroise Joubert ; la suite paraîtra dans le *Bulletin de Mars-Avril*. M. le *Président* ajoute que le Bureau a pensé que la reproduction *in extenso* dans notre Recueil de cette discussion de la loi future sur le travail des enfants et sa réglementation sera jugée utile et opportune par tous nos collègues ; aussi a-t-il cru devoir imposer à la Société la dépense de cette composition.

M. le Secrétaire dépouille et analyse la Correspondance. (Voir ci-après à la *Correspondance*, p. 366).

S'étaient excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance : M. *Binder* (L.), conseiller municipal de Paris ; M. *Lefébure*, secrétaire général, nous a envoyé de Versailles une dépêche, nous informant qu'il craignait d'être empêché d'assister à notre réunion et nous priait d'exprimer ses excuses et ses très-vifs regrets.

M. le Secrétaire signale les publications dont il a été fait hommage à la Société : une brochure sur *le travail des Enfants des manufactures*, par M. Anatole Langlois, extraite d'articles publiés dans le *Français* ; une autre intitulée *Travail, Santé, Moralisation*, par M. le pasteur G. Goguel, de Montbéliard. La *Société Franklin*, fondée, en 1862, pour propager les Bibliothèques populaires, a échangé son *Bulletin* contre le nôtre. La *Société protectrice de l'Enfance* nous a adressé aussi son dernier *Bulletin*.

— M. le Secrétaire rappelle que le Conseil municipal de Paris,

voulant bien tenir compte des présentations de notre Société de protection, a alloué des subsides importants à la *Société paternelle de l'Industrie des fleurs et plumes*, à l'*Ecole de dessin, de l'orfèvrerie et de la bijouterie*, à l'Atelier-modèle de brunissage sur métaux de M^{me} Cohadon. (Voir notre *Bulletin* 1872, p. 12.)

L'Assemblée entend cette communication avec un vif intérêt.

— M. le Président propose d'envoyer un exemplaire de notre *Bulletin* à l'exposition de Vienne. En adoptant cette proposition, on ne ferait que répondre à l'appel de M. le Ministre de l'Instruction publique. M. le Ministre a désigné un Inspecteur primaire de l'Académie de Paris pour recevoir tous les documents se rattachant à l'Éducation de l'enfance et jugés susceptibles de faire honneur à notre pays.

L'Assemblée adhère à la motion de M. le Président.

M. le Président communique un *Ordre de service* de l'imprimerie Chaix (1), sur lequel il appelle l'attention de la Société. Cet ordre soumet tous les enfants employés dans l'imprimerie de M. Chaix à une visite médicale, qui doit avoir lieu mensuellement. Depuis que la mesure est appliquée, on remarque qu'elle produit les meilleurs effets sur la tenue et la propreté des enfants. Il importe donc de féliciter M. Chaix de son initiative et de la signaler aux industriels.

M. le Président donne lecture d'un *Projet de proposition* rédigé par notre collègue M. Ettlinger, membre de la Chambre syndicale de la Tabletterie, sur la nécessité de créer des Pensions d'apprentis. (Nous la reproduisons plus loin.)

— M. le Secrétaire rappelle que la Chambre syndicale des Tapissiers a nommé, dans le courant de l'année 1872, une Com-

(1) Nous mettons cet ordre de service sous les yeux de nos lecteurs :

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CENTRALES DES CHEMINS DE FER

A. CHAIX ET C^e

ORDRE DE SERVICE

du 7 février 1873.

A partir du 1^{er} Mars prochain, il sera passé tous les premiers Lundis de chaque mois, par le Docteur, une inspection hygiénique de tous les enfants et jeunes gens apprentis de la Maison.

Cette inspection se fera dans le grand vestibule d'entrée, à midi 3/4 en hiver, et à 11 heures 3/4 en été.

M. CHAIX recommande à tous les apprentis de se trouver exactement à l'heure dite dans le local désigné.

mission chargée de surveiller et d'encourager l'aptitude des apprentis de cette corporation (Voir notre *Bulletin*, 1872, p. 281.) Le compte-rendu publié par cette Chambre syndicale nous révèle que cette Commission fonctionne avec un zèle que les membres de son Bureau sont heureux de reconnaître. Des remerciements sont dus aussi *aux membres ouvriers adjoints à cette Commission*. Des Prix sont votés par le Conseil de cette Chambre; d'autres sont offerts par des membres particuliers. « Tout promet une heureuse réussite, et nous avons l'espérance de voir prospérer et s'augmenter le nombre déjà considérable des apprentis adhérents. »

M. le Secrétaire donne connaissance d'un *Projet d'une École publique d'apprentissage pour les principales Professions ouvrières*. Son auteur, M. Th. Robert, entrepreneur, demande la création d'une grande *École d'apprentissage*, où seraient enseignées par d'habiles contre-maitres les professions pratiques qui passent pour exiger un long apprentissage; une place serait réservée dans cette école aux métiers qui sont plus particulièrement l'apanage des femmes. On n'y serait admis qu'à la condition de savoir lire, écrire et compter. (Nous reproduisons ce projet plus loin.)

— L'ordre du jour appelle la discussion sur le Projet de loi de M. Joubert, qui doit prochainement venir en troisième délibération à l'Assemblée nationale.

M. le Président déclare la discussion ouverte sur les questions que soulève le projet de loi sur le travail des enfants qui va être soumis à une troisième délibération.

Il donne lecture de la circulaire que le Ministre de l'Agriculture et du Commerce vient d'adresser à ce sujet aux Présidents des Chambres de commerce. Cette circulaire est ainsi conçue :

« Monsieur le Président,

» La nouvelle loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures, qui vient d'être l'objet d'une deuxième délibération de l'Assemblée Nationale, contient trois dispositions principales, savoir :

» 1^o L'article 3 est ainsi conçu : « Les enfants du sexe masculin, depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de treize ans révolus, et les enfants du sexe féminin, depuis l'âge de dix ans jusqu'à celui de quatorze ans révolus, ne pourront être assujettis à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisées par un repos;

» 2^o Aux termes du deuxième paragraphe de l'article 4, l'interdiction du travail de nuit (c'est-à-dire entre neuf heures du soir et cinq heures du matin) est appliquée à l'emploi, dans les usines et manufactures, de filles âgées de moins de vingt et un ans;

» 3^o Enfin, l'article 18 porte que « les agents de la police judiciaire, concurremment avec les inspecteurs spéciaux, constateront les infractions à la loi.

» Ces trois dispositions pouvant influencer sur l'organisation du travail de plusieurs industries, je désire, avant que le projet de loi soit soumis à la troisième délibération, connaître l'opinion des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures en ce qui les concerne.

» J'ai en conséquence l'honneur, Monsieur le Président, de vous prier de vouloir bien en faire délibérer d'urgence MM. les membres de votre Chambre, et me faire parvenir, *dans le plus bref délai possible*, leur avis *motivé et développé*, avec tous les documents que vous croiriez devoir y joindre.

• Recevez, etc.

» *Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,*

» E. TEISSERENC DE BORT. »

Avant de donner la parole aux orateurs qui voudraient traiter, soit l'une des questions posées par le Ministre, soit tout autre point relatif à la loi en discussion, M. le Président exprime le désir de faire lui-même une proposition. Il s'agirait d'une pétition à adresser par la Société de protection à l'Assemblée Nationale.

M. le Président rappelle qu'au cours de la dernière délibération de la loi sur le travail des enfants, M. Wolowski a demandé qu'un règlement international intervint pour protéger, dans tous les pays civilisés, les jeunes ouvriers et les apprentis. Cette généreuse pensée ne peut être considérée comme chimérique. Elle a déjà subi l'épreuve d'une sérieuse étude et elle s'est présentée à l'esprit d'hommes qui connaissent mieux que personne la nécessité de l'industrie et les lois de la concurrence.

M. Jean Dollfus avait émis dans ce sens, en 1866, une opinion que ses concitoyens de la Société industrielle de Mulhouse ne considéraient pas comme une utopie, mais que plusieurs contestaient, néanmoins, au point de vue pratique. Les uns disaient que la France doit commencer par exécuter chez elle les lois sur le travail des enfants, les autres objectaient que si un traité réglemente le travail des enfants, cette réglementation, à

cause de la connexité, s'étendra certainement à la durée du travail des hommes, fixée chez nous à 12 heures, et que l'Angleterre, où le travail dure 10 h. 1/2 les jours ordinaires et 7 h. 1/2 le samedi n'acceptera jamais cette limite.

Dans le cours de la même année 1866, le Ministre de l'Instruction publique qui avait pris cette idée en considération, en entretient son collègue le Ministre du Commerce. « La question de savoir, lui écrivait-il, si la situation des enfants employés dans l'industrie ne pouvait pas devenir l'objet d'un règlement international sera peut-être soulevée au moment de l'Exposition universelle. S'il vous semblait opportun de prendre à cet égard l'initiative, je m'associerais volontiers à une telle pensée. » Puis, dans un discours prononcé à Lyon le 23 juin 1867, pendant que l'Exposition universelle amenait à Paris les notabilités industrielles du monde entier, le même Ministre disait :

« Si les dures nécessités de la vie obligent d'envoyer la femme et l'enfant à l'usine, que ce soit le plus tard possible. Chercher à faire de la femme une bonne ouvrière, c'est bien ; mais donner à son mari des habitudes et un salaire qui la dispenseraient de vivre au dehors ce serait mieux encore... L'enfant est l'espoir de la famille et de la patrie, mais la femme est la famille même. Soutenons leur faiblesse, ménageons leurs forces... Puisse ce vœu être entendu des représentants de l'univers industriel rassemblés en ce moment à Paris pour constater toutes les victoires de l'esprit sur la matière. S'ils unissaient leurs efforts pour provoquer une convention sainte qui, égalisant les conditions du travail entre les nations, comme on égalise entre elles les conditions de trafic, ferait limiter, en tous pays, les efforts demandés à l'enfant et à celles qui doivent être des mères, ils ajouteraient une gloire nouvelle à cette Exposition... »

Le même vœu avait été formulé avant l'ouverture de l'Exposition, par la réunion des bureaux du X^e Groupe (1).

M. le Président estime qu'à la suite de la proposition faite à la Chambre par M. Wolowski, il sera opportun d'adhérer solennellement au principe qu'il a soutenu. M. le Président propose en conséquence à la Société de présenter à l'Assemblée Nationale une pétition qui pourrait être ainsi conçue :

(1) *L'Enquête du X^e Groupe*, notice préliminaire, p. 31. Paris, Dentu, 1867.

« Messieurs,

» La Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, reconnue comme établissement d'utilité publique, a l'honneur, à la suite d'une délibération prise dans sa séance générale du 6 mars, de soumettre respectueusement à l'Assemblée Nationale quelques considérations relatives à la nécessité d'assurer, dans tous les pays civilisés, une protection efficace aux enfants employés dans l'industrie.

» Dans le cours de la remarquable et féconde discussion qui a eu lieu dans le sein de l'Assemblée Nationale sur le projet de loi relatif au travail des enfants, M. Wolowski a prononcé un discours qui contient le passage suivant :

« Depuis longtemps les nations s'entendent entre elles pour passer » des traités qui ont fait tuer beaucoup d'hommes. Je crois que le » jour est venu où les nations devraient s'entendre pour décider » en commun les lois de protection destinées à préserver l'existence » humaine et à empêcher les abus qui lui nuisent. Un traité conclu » dans ces termes produirait dans l'univers entier des fruits bien- » faisants ; il serait salué par la reconnaissance universelle. »

« Ces belles paroles du savant économiste répondent en effet à un sentiment qui s'est depuis longtemps éveillé dans le cœur. On s'est demandé si la concurrence entre les manufacturiers des divers pays ne peut, à cet égard, être réglée dans un intérêt d'humanité par une loi internationale comme la concurrence intérieure qui se produit entre les industriels de la même nation.

» Des observations avaient été échangées à ce sujet en 1866, entre divers membres de la Société industrielle de Mulhouse, et plus tard entre les Ministres de l'Instruction publique et du Commerce. Le rapport publié en avril 1867, au moment de l'ouverture de l'Exposition universelle par la réunion des bureaux du Groupe X, créé pour étudier tout ce qui concerne les moyens d'améliorer la condition physique et morale de la population, porte ce qui suit :

« La concurrence a d'impérieuses nécessités ; mais la lutte sur les marchés du monde doit avoir son droit des gens comme la guerre. Pourquoi la nécessité morale d'imposer à l'industrie le respect de l'enfant et de la femme n'entrerait-elle pas dans la conscience universelle, sinon dans le code international des États ? Tous les peuples alors auraient leur loi protectrice que chacun tiendrait à honneur de ne pas enfreindre. »

« Le rapport présenté à la même époque par M. de Freycinet au Ministre du Commerce sur la réglementation du travail des enfants et des femmes dans les manufactures de l'Angleterre, constate que la bonne exécution de la loi dans ce pays vient surtout de l'égalité observée dans son mode d'application, afin que les conditions de la

concurrence ne soient pas altérées au profit des contrevenants. Il est permis d'espérer que le même résultat pourrait être obtenu, de peuple à peuple, par la loyale acceptation d'un traité international.

» Agréé, etc. »

La pétition dont la teneur précède serait présentée à la signature du Président de la Société et du Secrétaire général, et transmise d'urgence à M. le Président de l'Assemblée Nationale (1).

L'Assemblée, sans se prononcer sur les moyens pratiques d'arriver à une entente internationale pour protéger les enfants employés dans les manufactures, adhère au principe soutenu par M. Wolowski devant l'Assemblée Nationale et adopte à l'unanimité la proposition de M. le Président.

M. Ch. Petit fait connaître de quelle façon les Chambres syndicales ont répondu à M. le Ministre du Commerce, qui leur avait demandé leur avis sur différentes dispositions du projet de loi.

A l'unanimité, les Chambres syndicales ont considéré comme une faute d'étendre à 13 et 14 ans la limite du demi-temps. Elles estiment que ce régime devrait cesser à 12 ans. Il est impossible, dit-il, qu'un enfant fasse sérieusement un travail d'atelier, si on ne permet pas un travail de 10 heures, pour peu qu'on tienne compte des conditions spéciales de l'industrie parisienne. L'apprentissage réel commençant à 13 ans pour les garçons, à 14 pour les filles, ne paraît pas susceptible de produire de bons résultats. C'est en ce sens que sera conçu le rapport qu'à la suite d'une délibération collective, les Chambres syndicales vont adresser à l'Administration. La conclusion est que la journée de 10 heures ne doit être maintenue que jusqu'à 12 ans.

M. Baillié (Émile J.-B.) demande à M. le Président s'il croit possible de concilier les nécessités de l'éducation des enfants avec le régime du demi-temps? Est-il pratique d'envoyer les enfants à l'école pendant la première partie de la journée et à l'atelier pendant la seconde?

M. le Président répond qu'on a déjà parlé de cette question dans la dernière séance et que la solution pourrait être de provoquer une entente entre les patrons de chaque quartier, à

(1) Cette pétition, signée par MM. Dumas et Lefébure, a été transmise, le 18 mars, à M. le Président de l'Assemblée Nationale.

l'effet d'envoyer successivement et par catégories les apprentis à l'école. Ainsi, des séries d'écoliers-apprentis se renouvelleraient pendant toute la journée de deux heures en deux heures, dans une école spécialement désignée à cet effet.

M. le Secrétaire rappelle qu'une enquête a été provoquée par les soins de M. le Préfet de la Seine auprès des Maires des arrondissements de Paris, relativement à l'organisation de Classes spéciales. (Voir notre *Bull.* 1872, p. 344.)

M. Balsan, membre de l'Assemblée Nationale, pense que les Chambres syndicales ont raison de demander l'abaissement de la limite d'âge à 12 ans. Quand l'enfant a atteint ses 12 ans, il ne va plus à l'école; s'il retourne à l'école, c'est plus tard. Quand il a 15 ou 16 ans, il sent parfois le besoin de compléter son instruction et il fréquente alors l'école d'adultes. Mais après la première communion, l'enfant veut jouir de sa liberté; et on peut très-bien comparer la première communion pour les enfants des écoles primaires au baccalauréat pour les lycéens. Le demi-temps n'est pas pratique dans la généralité des cas, mais seulement dans les cas spéciaux. Il est donc à craindre que ce régime ne soit accepté qu'exceptionnellement, surtout quand ce sont les ouvriers qui embauchent eux-mêmes les enfants. Jamais un ouvrier ne voudra s'astreindre à prendre deux aides pour une même journée; il y aurait pour lui trop de temps perdu tout d'abord à enseigner le métier. Il faut que le même aide reste toute la journée. Et alors, si l'enfant, entre sa première communion et 13 ans, c'est-à-dire de 12 à 13 ans, ne va ni à l'école ni à l'atelier, que fera-t-il? Rien. C'est donc dans son intérêt, dans celui de sa famille que l'âge de 12 ans devrait être substitué à celui de 13 ans. Pour les filles, la limite de 14 ans est trop élevée, les filles ont un mode de travail plus sédentaire, moins énergique que les garçons: elles se fatiguent donc moins que ceux-ci, et la limite de 14 ans pourrait être utilement abaissée pour elles sinon à 12, du moins à 13 ans. Si M. Balsan n'est pas aussi affirmatif sur l'âge de 12 ans pour les filles que pour les garçons, c'est que les filles sont d'un caractère plus calme, plus casanier, et qu'elles pourront plus aisément, si elles ne vont ni à l'école, ni à l'atelier, être maintenues à la maison où elles s'occuperont des divers petits soins du ménage.

Quant au travail de nuit, M. Wolowski a demandé qu'on l'interdise absolument aux femmes; et, parmi les motifs invoqués

un des plus sérieux est que la femme doit rester la nuit auprès de ses enfants. Mais une interdiction aussi absolue a été jugée excessive; et on l'a remplacée par une autre moins générale, laquelle a conduit à un résultat bien singulier. On a interdit le travail de nuit aux filles mineures, c'est-à-dire aux femmes non mariées, âgées de moins de 21 ans; de sorte que, le travail de nuit continuant à exister, tout le fardeau va retomber sur les femmes mariées; c'est évidemment contraire au but que l'on s'était proposé tout d'abord. Les Chambres syndicales devraient s'élever contre une disposition aussi fâcheuse. En principe, M. Balsan se déclare l'ennemi du travail de nuit: il l'a supprimé chez lui (industrie des draps), et il pense que si, dans beaucoup d'usines, il est maintenu, c'est moins par une raison d'économie que par la nécessité de produire avec un local forcément limité. L'économie procurée par le travail de nuit n'est pas ce que l'on pourrait croire tout d'abord: car, sur les 24 heures de la journée entière, 14 étant prises pour le travail de jour, savoir: 12 pour le travail et 2 pour le repos, il ne reste pour la nuit que 10 heures, dont une de repos. Or, dans les 9 heures de travail effectif, on ne fait guère plus que dans 6 heures de jour, et cependant l'ouvrier de nuit reçoit une journée égale, quelquefois même supérieure à celle de l'ouvrier de jour; ce qui, pour une même somme de production, constitue une main-d'œuvre double; joignez à cela les frais d'éclairage, plus d'avaries aux machines moins bien surveillées, et toutes les mal-façons beaucoup plus nombreuses la nuit que le jour. D'où l'on peut conclure que si beaucoup d'usines travaillent la nuit, c'est qu'elles ne peuvent s'en dispenser. Pourquoi donc ne pas dire qu'à partir de 16 ans, filles comme garçons pourront être employés à ce travail? Cela vaudrait mieux que d'en faire porter tout le poids sur les femmes mariées.

En résumé, marchons progressivement, n'adoptons pas de solutions brusques, excessives ou contraires à nos mœurs et prenons garde de faire mal en voulant faire trop bien. (Applaudissements.)

M. l'abbé d'Arbois de Jubainville appuie les observations de M. Balsan. Il pense, quant à lui, que le système du demi-temps n'aboutira qu'à rendre impossible aux patrons de faire des apprentis, notamment dans la gravure, la ciselure, l'ébénisterie, professions où l'apprenti ne s'improvise pas. La substitution

d'un enfant à un autre n'est pas praticable quand il s'agit d'un travail intelligent.

Aussi avec le demi-temps on obtiendra des manœuvres et rien autre.

Au point de vue de l'école, le système du demi-temps est encore plus mauvais. Va-t-on créer des Écoles spéciales pour une catégorie d'apprentis? S' imagine-t-on qu'on trouvera facilement des instituteurs disposés à les admettre dans leurs classes? Ces enfants ne se soumettraient pas à la discipline commune. Fatigués de leur travail manuel, ils ne suivraient pas les exercices et troubleraient leurs camarades, c'est ce que constatait, à l'Assemblée, le maire d'une commune de 4000 âmes.

De plus, avec le demi-temps prolongé jusqu'à 13 ans, comment feront les industriels pour trouver des apprentis? Aujourd'hui qu'on peut prendre les enfants de 10 ans, on se plaint déjà de manquer de bras.

L'honorable orateur signale ensuite dans la projet de loi des erreurs et des *desiderata*. On a eu le tort de ne songer qu'aux enfants des usines.

Un député a même dit à la tribune qu'il n'y avait que 25,000 apprentis d'ateliers dans toute la France; or, à Paris il y en a déjà plus de 25,000.

De cette vue exclusive des rédacteurs de la loi découlent des erreurs graves, selon notre collègue. Il signale en outre quelques lacunes : par exemple le projet oublie d'interdire aux jeunes filles les travaux insalubres; ou du moins le texte prête à un doute. L'art. 30, qui est destiné à fixer dans quelles limites la nouvelle loi modifiera celle de 1851, semble ne vouloir appliquer aux apprentis d'ateliers ni les mesures relatives à l'instruction, ni la protection des inspecteurs et des Commissions locales.

M. Balsan répond que, si la rédaction du projet manque parfois de clarté, on a prêté trop d'erreurs à la Commission législative. Les membres savaient fort bien qu'il y avait beaucoup d'apprentis d'ateliers en France et, à ce propos, ils ont entendu le rapport d'un Inspecteur du travail, M. Maurice, qui a fait connaître à la Commission des faits lamentables, notamment en ce qui concerne certains petits ateliers de Paris (polisseurs d'acier, etc.).

« Une des principales préoccupations de M. Joubert a été la

surveillance et la protection des petits ateliers. Mais il ne faut pas se le dissimuler, la réglementation est très-difficile, plus difficile que la critique. Ceux qui se sont occupés du projet sont animés des intentions les plus louables et leur œuvre a été tout d'abord accueillie avec une faveur unanime ; puis, à la seconde lecture, ce fut un véritable déluge d'amendements et d'observations, si bien que beaucoup d'articles ont été réfundus et parfois altérés. Le Projet a perdu un peu de son unité ; il faut espérer que la troisième lecture le rétablira. »

M. de Belley renouvelle le vœu qu'il a précédemment exprimé dans la dernière séance, vœu qui tend à la création de Commissions de patrons qui guideraient et seconderaient les inspecteurs du travail.

M. le docteur Marjolin se félicite de voir la Société prendre une part active à cette grande discussion dont le but réel est de sauvegarder les véritables intérêts des apprentis et de leurs familles sans compromettre ceux de l'industrie. Il ne se dissimule pas tous les obstacles que va rencontrer la nouvelle loi et il signale comme un des premiers indices d'opposition la lettre adressée au Ministre du Commerce par les délégués de l'industrie des plumes et fleurs artificielles (voir ci-dessus, p. 7) ; il est donc bien important que tous ceux de nos collègues, dont l'expérience est si précieuse, fassent connaître leurs sentiments sur des questions qui divisent les hommes les plus compétents et les plus dévoués au bien du pays.

« A quel âge les enfants seront-ils admis à travailler, quelle sera la durée du temps du travail, le travail de demi-temps pourra-t-il être adopté en France comme en Angleterre ? Tels sont les trois points sur lesquels M. le docteur Marjolin croit devoir appeler l'attention de la Société.

» En ce qui concerne l'âge, bien que la loi ait reculé de deux ans l'époque de l'admission de l'enfant dans l'atelier, il pense, comme beaucoup de médecins, qu'il eût été préférable de la différer jusqu'à la douzième année révolue : à ce moment, bien que sous le rapport physique l'apprenti soit loin d'avoir beaucoup de force, il peut encore, sans trop d'inconvénients, se livrer à bon nombre de travaux, surtout si, pendant un an ou deux, il n'est astreint qu'à un travail de demi-temps, en alliant ainsi l'instruction primaire à l'instruction technique ; par cette excellente mesure, le corps se développe et l'éducation se perfectionne.

» Au point de vue moral, continue notre collègue, l'enfant qui, à son entrée dans l'atelier, est encore vierge, si cette expression peut s'employer, de tout mauvais instinct, se trouvera mieux garanti contre l'influence des conseils pervers, de plus étant encore sous l'impression de son instruction religieuse et de sa première communion, il puisera dans le souvenir récent du grand acte qu'il vient d'accomplir assez de forces pour ne pas se laisser entraîner au mal.

» Arrivant ensuite à l'examen de la question de la durée du travail, il demande pourquoi, en France, on n'adopterait pas les mêmes mesures qui ont si bien réussi en Angleterre. L'expérience, faite dans ce pays, depuis plusieurs années, sur une grande échelle, n'ayant donné que d'excellents résultats et, cette mesure ayant pu s'exécuter à l'aide d'une inspection bien faite, pourquoi serait-elle repoussée en France d'une manière presque aussi générale comme impossible à mettre en pratique ?

» Cette différence d'opinion sur une question aussi capitale s'explique par la manière complètement opposée avec laquelle on a procédé en France et de l'autre côté du détroit. En Angleterre, les premières réformes n'ont pas porté sur toutes les professions, elles ont successivement atteint diverses catégories, l'expérience ayant démontré la possibilité de l'application et les avantages obtenus, on a peu à peu, d'année en année, soumis à la surveillance non-seulement toutes les grandes usines ou fabriques, mais même les plus petits ateliers ; c'est ainsi que graduellement la nation, qui est notre rivale la plus redoutable dans l'industrie, est arrivée à une réforme immense, dont les résultats ont été favorables aux enfants, favorables aux familles des ouvriers et en dernier lieu favorables aux manufacturiers.

» En France, au contraire, l'industrie qui généralement n'avait tenu aucun compte ni de la loi très-paternelle de 1841, ni des modifications apportées en 1851, a été très-désagréablement surprise, lorsqu'elle a ressenti les premières atteintes de l'inspection ; mise en demeure aujourd'hui de se soumettre à une réforme générale atteignant le plus petit atelier comme la plus grande usine, elle se trouve dans la situation d'un malade qui, ayant négligé de sages conseils, est sur le point de subir une grave opération, on aurait pu la faire à un moment donné en plusieurs temps, ce procédé n'ayant pas été adopté, on est

contraint de faire tout d'un seul coup, et ce n'est pas sans raison que l'on voit les personnes les plus sages hésiter sur les moyens à prendre pour rendre la transition moins brusque.

» Comment y arriver, dès l'instant que le principe de l'âge de 10 ans aura été adopté comme minimum d'âge pour l'admission à l'atelier? Il faudra aviser, d'après les renseignements fournis par les diverses Chambres de commerce, à réglementer les diverses industries de la manière la plus paternelle et la plus précise, pour que l'inspection soit possible et véritablement utile.

» Quelques chefs d'industrie, continue notre collègue, se sont émus des détails de surveillance dans lesquels entrait l'inspecteur, mais que diraient-ils donc si, comme en Angleterre, ils étaient astreints de déclarer sur quelle horloge publique ils règlent l'heure de l'entrée et de la sortie de l'atelier? Qu'ils veuillent donc bien consulter le rapport si instructif de M. de Freycinet, ingénieur des mines, et alors ils verront avec quel soin, quelle minutie on procède dans tous les établissements; qu'ils consultent ensuite l'Enquête professionnelle faite en Allemagne, là où la pénalité est bien autrement sévère, et ils verront que, dans presque tous les états, non-seulement l'enseignement primaire est obligatoire, mais que, dans quelques pays, les enfants qui entrent en apprentissage sont encore obligés, pendant longtemps, de suivre l'école du dimanche. Ajoutons, dit M. Marjolin, que si, dans ces pays, on a établi en principe l'instruction obligatoire, on y a largement pourvu, tandis que, dans Paris, encore actuellement, il y a non-seulement insuffisance d'écoles, mais un certain nombre sont dans un état déplorable. N'est-il pas honteux, en effet, de voir encore actuellement ouverte, dans la rue du Hasard Saint-Honoré, une école laïque de jeunes filles placée presque vis-à-vis une maison de prostitution et à quelques mètres de deux autres (1)? Oui, il faut obtenir de l'industrie quelques sacrifices; il faut qu'elle concède à l'enfance quelques heures de repos pour que son corps se repose, pour que son instruction puisse se faire, mais encore faut-il que Paris, qui doit donner l'exemple, soit en état de fournir en nombre suffisant des

(1) Voy. notre *Bull.*, 1872, p. 339.

Nous devons rappeler que le Conseil municipal (séance du 5 novembre 1872) a adopté les conclusions du rapport de M. le Préfet de la Seine, relatif à la translation, rue de la Fontaine-Molière, 22, de l'École des filles de la rue du Hasard. — (*Note du Secrétaire.*)

écoles convenables. Tant qu'un état de choses aussi déplorable subsistera, il ne cessera de réclamer. Nous ne pouvons reconquérir notre rang, notre influence que par une bonne éducation : sachons donc entrer résolument dans cette voie.

» Le travail du demi-temps serait-il donc impossible en France alors que cette sage mesure a été adoptée avec tant de succès en Angleterre, dans presque toutes les industries, sans que patrons et ouvriers aient eu à en souffrir ? A voir la persistance de quelques personnes à combattre ce partage de la journée entre le travail de fabrique et la présence à l'école, il semblerait de deux choses l'une, ou bien les industries ne sont plus les mêmes, ou les habitudes des ouvriers des filatures ou du papier peint, qui, chez nous, ont besoin d'un aide ne sont pas celles de notre pays. Ces deux raisons sont bien difficiles à admettre. Sur l'impossibilité réelle des relais d'enfants, le seul argument positif, c'est, dans quelques endroits, la pénurie d'enfants, là il y a force majeure, et il faut s'y soumettre. Quant au désordre qui résulte de l'arrivée dans une école, d'un certain nombre d'apprentis, raison invoquée par un des plus honorables industriels de France, M. Féray d'Essonnes, autant vaudrait dire que l'admission au régiment, de quelques recrues va porter le trouble dans tout le corps et faire disparaître toute discipline. En pareil cas, il suffit de quelques bonnes paroles, et, si le langage de la persuasion et de la douceur ne suffit pas, il faut alors recourir à la sévérité pour faire tout rentrer dans l'ordre ; tout en pareil cas dépend du tact, du caractère du maître, comme de l'officier. Il faut donc éloigner ce motif, et du moment que l'expérience a été faite et a réussi chez une nation qui est notre rivale dans l'industrie, ne pas repousser cette innovation d'une manière trop absolue, quelque difficulté qu'elle présente dans son exécution.

» La France voudrait-elle rester en arrière de la Belgique, qui a cependant encore beaucoup à faire au point de vue de la protection des enfants et des femmes employés dans l'industrie ? ce n'est pas admissible. Pourtant il n'est pas inutile de signaler ici l'exemple qui vient de nous être donné par l'industrie belge.

« La société d'Ougrée a inauguré un nouveau système d'instruction pour les jeunes ouvriers qui ne travaillent que depuis une heure jusqu'à six heures. Ces enfants arrivent à dix heures et reçoivent une demi-heure de leçon ; ils se rendent

» ensuite à la gymnastique, y restent une heure, puis reçoivent
» encore une demi-heure de leçon, soit une heure de gymnastique
» et une heure de classe partagée en deux séances pour ne pas
» fatiguer l'attention des élèves. A la condition de se conformer
» à ces prescriptions, les ouvriers qui ne travaillent qu'une
» demi-journée sont payés de la journée entière. La même
» faveur est accordée à ceux qui travaillent de six heures à
» midi et qui, dans l'après-midi, prennent les deux heures de
» leçons et de gymnastique.

» Ce système a pour avantage de ne pas compromettre le
» développement physique des enfants, mais de le fortifier au
» contraire par l'exercice de leurs facultés corporelles (1). »

Notre collègue termine par quelques considérations que lui suggère la supplique adressée au Ministre du Commerce par les délégués de l'Industrie des plumes et des fleurs : suivant lui, les réclamations fondées sur la pratique peuvent faire l'objet d'un mémoire ; il n'y avait pas de grâce à demander, mais simplement à exposer que la différence d'âge imposée pour l'admission dans l'atelier de jeunes filles qui auront un long apprentissage à faire constituait un véritable préjudice pour une des industries parisiennes les plus importantes.

S'attachant ensuite à la question de la durée du travail, M. Marjolin cherche à démontrer que dix heures de séjour dans un atelier avec un repos d'une heure, ne sont pas des conditions très-favorables pour la santé ; ce travail, il est vrai, n'est pas fatigant, mais enfin, il est bien assidu, et six jours de travail par semaine, sans véritable récréation, sans cet exercice qui est indispensable dans l'enfance, finiront à la longue par déterminer cette chloro-anémie si fréquente chez les ouvrières.

Notre collègue, en signalant à la Société les passages contenus dans la lettre des délégués, n'a nullement la pensée de rendre notre honorable collègue M. Petit solidaire de ce qu'elle renferme : la haute marque d'estime dont il est investi, sa position de Président de la Société paternelle des apprenties des fleurs et des plumes témoignent assez du soin qu'il prend des enfants ; mais enfin il y a des points qu'il est impossible de passer sous silence, et il croit devoir les mentionner.

(1) *Journal officiel*, nos 55, 56, 57, février 1873 (*De la Condition des ouvriers dans la province de Liège*).

« Non-seulement, dit-il, dans cette industrie les jeunes filles seront astreintes à un travail de dix heures par jour, mais il faudra qu'elles reviennent le dimanche jusqu'à 10 heures pour ranger l'atelier. Comment se fait-il que, dans un genre de travail où ce sont des jeunes filles qui doivent comme première éducation apprendre l'ordre, la propreté, le rangement, et le soin de matières premières coûteuses, délicates, ayant besoin de conserver toute leur fraîcheur, on remette au dimanche pour ranger l'atelier, mettre tout en place, cela ne suppose-t-il pas un peu de cet esprit de désordre, si déplorable surtout chez la femme? Quelle leçon rapportera-t-elle plus tard dans son intérieur? Enfin, le dimanche ne doit-il pas être entièrement consacré, au point de vue moral comme au point de vue physique, au repos, aux devoirs religieux, aux joies de la famille?

» Si l'industrie des fleurs obtient cette fâcheuse concession, toutes les autres industries seront en droit de réclamer le retour des apprentis à l'atelier pour le nettoyage : or, on connaît tout ce que cache ce mot, et les accidents de fabrique arrivés le dimanche sont une preuve suffisante pour démontrer que les machines fonctionnaient. En Angleterre, car il faut pourtant ne pas perdre de vue les exemples, lorsqu'ils sont bons à suivre, non-seulement tout travail est interdit le dimanche, mais il cesse le samedi vers le milieu du jour, et l'industrie n'en souffre nullement.

» Il y aurait actuellement un dernier point à ajouter, continue M. Marjolin, c'est au sujet de la question du travail de nuit des femmes; en Angleterre, à aucune époque de la vie, mariée ou non, la femme n'est soustraite à l'influence protectrice de la loi; afin de concilier le principe de la liberté individuelle et en même temps de prolonger encore, pour quelque temps, cette même protection pendant les premières années du mariage à la femme qui a besoin de tant de ménagements, ne pourrait-on pas dire que tout travail de nuit sera interdit à la femme mariée ou non mariée jusqu'à sa vingt et unième année révolue?

» Il est bon de rappeler ici à cette occasion le bel exemple donné par notre digne collègue M. Jean Dollfus, qui entoure les jeunes mères de ses fabriques de la sollicitude la plus touchante, les obligeant non-seulement à garder pendant tout le temps convenable le repos nécessaire à leur rétablissement, mais encore leur tenant compte de ces journées. »

M. Ch. Petit dit que la *Supplique* adressée par MM. les délégués de l'Industrie des plumes et des fleurs aux membres de la Commission du projet de loi sur le travail des enfants (voy. ci-dessus, p. 7) en demandant le maintien de la législation de 1851, pour ce qui concerne les travaux de rangement du dimanche, n'avait pas cru exprimer un vœu déraisonnable.

Pour répondre à ce qui a été dit relativement aux ateliers de Paris, nous avons, dit M. Ch. Petit, demandé que la surveillance fût exercée sur les petits ateliers. Il y a eu certainement des abus, et il y en aura toujours. Certains patrons ont été surpris par une brusque application de la loi de 1841 ; il faut que l'impulsion se fasse d'une façon complète. Il y a à Paris des ateliers aussi bien dirigés que les grands ateliers de province.

M. Balsan répond qu'il est bien loin de prétendre le contraire. Il n'a fait allusion dans ses observations antérieures qu'aux abus dont se rendent coupables, en bien des cas, certains petits patrons qui n'ont que deux ou trois apprentis. Certes, on trouve à Paris des ateliers bien tenus ; c'est souvent de la capitale que vient la lumière et la province a toujours les yeux fixés sur elle.

Revenant à la question du demi-temps, l'honorable orateur pense que, quelles que soient les imperfections du projet de loi, il peut amener de bons résultats, notamment pour l'instruction. L'enfant saura qu'à 13 ans (ou à 12, si cet âge est substitué au premier), il pourra travailler sa journée entière si son instruction primaire est suffisante ; sinon, jusqu'à 15 ans, il sera assimilé aux enfants plus jeunes et ne pourra travailler que le demi-temps ; mais on s'est arrêté dans cette disposition spéciale à l'âge de 15 ans, parce que l'on a pensé que si, à 15 ans, l'enfant ne sait pas lire, c'est qu'il n'y a rien à en tirer à ce point de vue-là.

M. Balsan, s'associant à l'opinion de M. le docteur Marjolin, désire qu'on protège aussi efficacement les femmes mariées que les filles. Il espère qu'on corrigera sur ce point le projet de loi, lors de la troisième lecture. Le projet de loi contient de bonnes dispositions relativement à l'inspection.

L'unité d'action est assurée par la création d'Inspecteurs salariés et, d'autre part, l'institution des Commissions locales

répond à la nécessité de tenir compte des habitudes et des usages, variables suivant les régions.

L'honorable orateur, abordant un point qui avait été touché par M. Marjolin et M. Petit, se déclare ennemi du travail du dimanche. On a même eu raison, suivant lui, de proscrire les travaux du rangement qui occupaient dans beaucoup d'ateliers la matinée du dimanche. En Angleterre, on emploie tout ou partie de la journée du samedi aux travaux de nettoyage. C'est tout au plus si l'on doit admettre chez nous quelques exceptions. Ainsi, dans la plupart des usines, le nettoyage des chaudières ne peut se faire que le dimanche ; mais ces exceptions doivent être restreintes autant que possible.

M. Bérard voudrait savoir si les Inspecteurs auront le droit de modifier dans certains cas les prescriptions de la loi ; cela se fait en Angleterre, notamment pour l'industrie de la confection. Au commencement des saisons, quand la production et la consommation sont plus actives, on permet aux patrons d'allonger la journée de travail.

M. Balsan répond que la loi française ne reconnaît pas ce droit aux Inspecteurs. Il serait à désirer que des Règlements d'administration publique, sur l'avis conforme de la Commission supérieure instituée par la loi et siégeant au Ministère du Commerce, pussent apporter certaines dérogations à la loi. C'est le sens d'un amendement qu'il avait introduit, après avoir obtenu l'assentiment de M. le Ministre du Commerce, et qu'il espère soutenir à la troisième délibération. Mais ces dérogations ne sont pas nombreuses et peut-être serait-il bon de laisser à l'industrie plus de latitude, d'autant qu'elle se transforme tous les jours et que des besoins nouveaux peuvent se produire. L'honorable orateur se ferait volontiers l'organe de ce vœu, mais il serait plus fort s'il pouvait apporter à l'Assemblée des délibérations conformes des Chambres syndicales et des Chambres de commerce.

M. l'abbé d'Arbois de Jubainville appuie la plupart des idées émises par M. Balsan : Sur la question du travail du dimanche, il faut être inflexible et empêcher les patrons de faire revenir les enfants le dimanche, sous prétexte de rangements et de nettoyages. Ils abusent de cette latitude et il arrive souvent que les enfants ne sortent de l'atelier qu'à quatre heures du soir, après avoir été occupés à toute autre chose qu'à des rangements.

M. le docteur *Marjolin* rappelle que deux enfants blessés, le dimanche, par des machines, ont été amenés dans son service.

M. *Marjolin* s'adressant à M. *Balsan* : « Ce n'est pas, dit-il, les idiots qui sont nombreux à Paris, on n'en rencontre pas beaucoup de quinze ans, mais en revanche, à cet âge, on voit bon nombre d'individus dont toute l'intelligence a tourné vers le mal. Le vagabondage a été l'école du vice où ils se sont formés, c'est là une grande plaie et, pour y remédier, il faudrait commencer par atteindre ces industries non classées, oubliées par la loi, ces industries où trop souvent le mauvais exemple hâte et favorise le développement de mauvais instincts chez des enfants qui auraient pu être bons, si on s'était occupé d'eux. La charité privée peut, en pareille circonstance, faire plus que la contrainte, et produire d'admirables résultats.

« Il y a une douzaine d'années, plusieurs dames charitables, attristées de voir dans quel état d'abandon vivaient quelques enfants malheureux d'une commune des environs de Paris, s'associèrent pour venir à leur secours; c'était bien moins, pour me servir de l'expression de l'une d'elles, pour opérer une régénération physique que pour arriver à une véritable transformation morale qu'elles se mirent à parcourir tous les environs, entrant chez les chiffonniers, chez les plus malheureux, les priant de leur amener les enfants le dimanche pour les instruire dans la parole de Dieu, dont le nom, pour quelques-uns, était littéralement inconnu. On loua d'abord une chambre, devenue trop petite pour la réunion, on démolit la cloison, les parents venant et se sentant entraîner par le charme d'une parole toute nouvelle, se laissèrent guider par leurs enfants, et bientôt le culte régulier fut non-seulement établi, mais, dans la semaine, les mères de ces enfants vinrent travailler; pendant leur travail, l'instruction morale trouvait moyen de se glisser; certainement toute cette bonne semence ne tomba pas toujours dans un bon champ, il y eut des désertions; mais, en résumé, l'École protestante évangélique de Clichy était fondée et réunissait plus de deux cents enfants appartenant aux familles les plus pauvres et les plus déshéritées.»

M. *Balsan* répond qu'il ne conteste nullement les allégations de M. *Marjolin* sur l'intelligence des Parisiens; mais il faut penser aussi à la province, aux enfants de la campagne.

Or, dans bien des endroits, les moyens manquent pour instruire, les classes sont trop nombreuses, les professeurs trop

rares. Aussi, un certain nombre d'enfants, médiocrement doués, ne profitent pas, et ils se dégoûtent; arrivés à un certain âge, ils ne savent rien et ne veulent pas apprendre. Cependant, changés de milieu, sous l'influence d'idées nouvelles, ils réussissent quelquefois à rattrapper le temps perdu : c'est ce qui arrive, par exemple, au régiment.

M. Ch. Petit désire faire une rectification à propos de la lettre de la Chambre syndicale des fleurs et plumes, dont il a été parlé à plusieurs reprises au cours de la discussion. Cette lettre a été écrite à la date du 11 janvier dernier. Mais, depuis, la Chambre syndicale a abandonné sa réclamation relative au travail du dimanche. Elle ne demande plus que les enfants reviennent à l'atelier jusqu'à dix heures du matin.

M. Herscher (Ch.), qui a fait un voyage récent en Alsace-Lorraine, présente quelques observations sur deux points; en premier lieu, il déclare que le régime du demi-temps est regardé comme peu pratique parmi grand nombre d'industriels; en second lieu, il trouve que les dispositions du projet de loi ont le tort d'être trop uniformes. En Allemagne, malgré la *main de fer du législateur*, les réclamations vives et nombreuses s'élèvent contre l'uniformité des prescriptions légales. Il en serait de même dans notre pays, si l'on se heurtait aux usages et aux nécessités de l'industrie.

« Pour ce qui concerne l'âge d'admission dans les manufactures, ajoute M. Herscher, mes rapports nombreux avec l'industrie m'ont permis de constater des opinions tout à fait différentes, quoique également sincères et bien fondées. En réalité, une loi uniforme sera préjudiciable à de nombreuses industries, contraire en même temps à l'intérêt vrai des familles d'ouvriers, et cela sans profit général. L'enfance est certes, plus qu'on ne le suppose, favorisée aux divers points de vue de l'instruction, de la santé et même de la morale dans une manufacture bien organisée. Et le vagabondage pourrait bien profiter de l'application d'une loi qui ne supporterait pas de tempéraments. Qu'on exige que ces tempéraments soient dûment justifiés, soit ! Qu'un service d'inspection fortement organisé surveille les manufactures et surtout les petits ateliers, c'est encore mieux. On obtiendrait ainsi plus et mieux qu'avec une loi uniforme comme celle projetée. »

M. Riottot demande à l'Assemblée de se prononcer par un vote sur la question de la limite d'âge.

M. le Président pense que l'on ne peut engager ainsi la Société par un vote sur une question d'intérêt général. On risquerait de provoquer la réclamation des absents. De plus, le rôle de la Société consiste uniquement à ouvrir une enquête permanente sur les questions qui se rapportent aux enfants employés dans les manufactures. Elle n'a pas mission pour se prononcer en faveur de telle ou telle opinion, de tel ou tel système.

M. Balsan appuie le sentiment de M. le Président. Chacun des membres présents à la séance peut insister auprès des Chambres syndicales pour provoquer des vœux qui arriveront ensuite à l'Assemblée Nationale. Les députés n'ont pas de parti pris et sont animés des meilleures intentions.

— M. le Secrétaire rappelle qu'en 1868 fut organisé, comme œuvre annexe de notre Société, un *Comité chargé d'étudier les moyens de prévenir les accidents dans les fabriques et usines à Paris et dans le département de la Seine* (1).

Il exprime son vif désir de voir ce Comité reprendre son fonctionnement, afin de nous mettre en mesure de signaler aux industriels les appareils propres à protéger les ouvriers dans le travail industriel et à éviter les accidents qui désolent trop souvent encore les ateliers. Il invite ceux de nos collègues qui s'occupent spécialement de mécanique à prêter leur concours à ce Comité.

M. Engel-Dollfus nous a adressé une lettre par laquelle il nous engage vivement à rechercher avec persistance ces moyens préventifs.

Cet honorable membre a communiqué aussi à M. le Secrétaire une note relative au concours ouvert par l'*Association pour prévenir les accidents*, de Mulhouse, dans le but de provoquer la recherche des moyens propres à conjurer les accidents si nombreux que cause l'usage des scies mécaniques.

MM. Engel-Dollfus et Herscher ont bien voulu accepter de faire partie de notre *Comité de prévention des accidents*.

(1) Ce Comité a tenu une séance au Conservatoire des Arts-et-Métiers, à laquelle assistaient MM. TRESCA, Président, Barreswil, Farcot père, d^r Marjolin et J. Périn.

(Voir notre *Bulletin*, t. I, p. 238, note, et 284 ; voy. aussi t. II, p. 262-263).

— M. le Président présente à l'assemblée un enfant de 15 ans *Richard* (Léon-Elie), demeurant rue de Lorraine, 38, à la Villette, qui a eu la main gauche emportée le 20 septembre 1869, par un engrenage, dans une fabrique de moutarde ; il jouait autour d'une machine, mais n'était pas apprenti. Il sait lire, écrire, calculer, dessiner ; il a fréquenté l'école communale.

La séance est levée à 10 h. 3/4.

Le Secrétaire,

J. PÉRIN.

CORRESPONDANCE

— Notre collègue M. P. *Mazaroz-Ribalier*, fabricant d'ameublements, a bien voulu nous remettre 100 exemplaires d'une brochure qu'il a publiée (*Projet d'une constitution*), et dont la question du travail et celle de l'apprentissage forment le fond principal, « pour, dit-il, être distribués aux principaux membres de notre utile Société. » Notre collègue nous annonce, en outre, qu'il se propose de nous faire un nouveau don de 1000 exemplaires de son livre sur *la Revanche de la France par le travail* « pour être répartis entre les protecteurs et protégés de notre Société (1). »

Nous nous sommes empressés de remercier M. Mazaroz-Ribalier, en l'assurant que nous remplirons exactement les intentions du généreux donateur.

(1) *Nota.* — Les membres de la Société qui désireraient recevoir un exemplaire de l'ouvrage offert par M. Mazaroz-Ribalier, peuvent le faire retirer de l'Agence (rue de l'Abbaye, 17) contre un reçu signé d'eux.

ŒUVRES EN FAVEUR DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

I.

LES PATRONAGES

ET LES SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE PATERNELLE DES APPRENTIS.

LE PATRONAGE DES ENFANTS DE L'ÉBÉNISTERIE.

Nous nous étions réservé (1) de reproduire le discours que M. Vautrain, Président du Conseil municipal de Paris, avait prononcé, lors de la dernière distribution des prix du Patronage de l'Ébénisterie. Nous regrettons que le compte rendu annuel de ce Patronage, adressé à notre Société par M. Henri Lemoine, notre collègue, ne contienne qu'une analyse sommaire de ce discours; nous la reproduisons d'après la brochure du Patronage de l'Ébénisterie. — J. P.

M. Vautrain, dans une rapide improvisation, fait remarquer combien il est nécessaire d'encourager les Sociétés qui, ainsi que le Patronage des enfants de l'ébénisterie, tendent à maintenir les bonnes relations entre les patrons et les ouvriers. Il fait ressortir tous les avantages qui résultent pour les ouvriers et pour l'industrie du maintien des traditions de métier.

Les anciennes corporations, dit-il, ont été abolies avec raison en 1791; mais, purgées de ce que leurs règlements pouvaient avoir de vexatoire, elles étaient les gardiennes des intérêts de tous en ce qu'elles ne permettaient pas l'intrusion des incapables, ou même de gens complètement étrangers à un métier, ce qui amène forcément une concurrence inégale. Elles permettaient de s'entraider, de se connaître; la solidarité qui s'établissait entre leurs différents membres soutenait la dignité de chacun.

De plus, elles formaient des ouvriers connaissant l'ensemble de leur métier, tandis qu'aujourd'hui le travail restreint d'une partie spéciale du métier restreint aussi le développement intellectuel de l'ouvrier. Aussi la ville de Paris a-t-elle décidé la formation d'Écoles d'apprentis, dans le but d'arriver à l'apprentissage intégral, au développement des facultés de l'apprenti.

(1) Voir notre *Bulletin*, 1872, p. 473-474.

S'adressant aux jeunes gens, M. Vautrain leur démontre la nécessité du travail fermement soutenu. Il cite une conversation qu'il avait en 1865 avec un chef d'atelier à Berlin; celui-ci reconnaissait bien notre supériorité industrielle, l'invention et le fini de notre travail, mais, ajoutait-il, ne craignez-vous pas que la suprématie ne vous échappe, avec l'habitude qu'ont vos ouvriers d'abandonner l'atelier à certains jours. Les nôtres, disait-il, travaillent toute la semaine, et ce travail continu, persévérant, ne nous donnera-t-il pas la supériorité. Cette observation mérite attention; veillons-y attentivement, rejetons les distractions dangereuses, qui fatiguent l'esprit et le corps, et goûtons en famille les joies saines que donne la paix de l'âme.

Revenant sur les conditions actuelles du travail, M. Vautrain signale les dangers de son extrême division. Il cite Boulle, le grand ébéniste de Louis XIV, il montre ce qu'était alors un ouvrier de cette valeur : il était artiste, dessinateur, graveur, ciseleur, architecte, et de plus en état de faire de ses mains ce que sa tête avait conçu. On était loin alors de la *spécialité*, qui tend à faire de l'ouvrier une machine, et dont les effets sont si désastreux.

Instruisez-vous, dit en terminant M. Vautrain, apprenez et travaillez; votre travail vous sera d'autant plus agréable qu'il sera mieux compris. Groupez-vous, patrons et ouvriers, afin de vous éclairer mutuellement; de ces rapprochements s'établiront les bons sentiments qui font les hommes. Ceux-là mentent qui vous disent que les patrons veulent la ruine de l'ouvrier, comme si leurs intérêts n'étaient pas solidaires. Ils mentent, car la route est ouverte à tous les hommes de bonne volonté, et chacun de vous peut arriver au but, pourvu qu'il soit honnête, intelligent et travailleur!

Cette allocution, prononcée d'une voix émue, fait la plus vive impression sur l'Assemblée qui en témoigne sa satisfaction par de fréquents et chaleureux applaudissements.

Le Président du Patronage, M. Henri Lemoine, a prononcé un excellent discours, dont nous reproduisons le passage suivant :

Qu'on ne s'y trompe pas, notre Société n'est pas une œuvre personnelle à l'un de ses membres; ce n'est pas non plus une institution purement charitable, n'ayant pour but utile, mais restreint, que le soulagement de quelques-uns.

Elle vise plus haut.

C'est d'abord un lien entre les familles et les patrons d'apprentissage. Elle garantit aux uns et aux autres l'exécution des conventions réciproques, et elle appelle par ses concours les apprentis et les patrons à justifier de leur mérite et de leurs progrès industriels.

C'est un Conservatoire d'où ne peuvent sortir que des ouvriers honnêtes et instruits, et un temps viendra où les chefs d'atelier choisiront de préférence un ouvrier lauréat du Patronage à un inconnu sans relations ni antécédents.

Notre Société croit donc, dans sa sphère modeste, contribuer à la moralisation des esprits, à l'élargissement de notre commerce et de notre industrie nationale, en encourageant les idées de travail et de perfection, sans lesquelles les ouvriers ne sont que des rouages inconscients de la grande machine sociale.

Lorsque nous aurons répandu le goût, rétabli les saines traditions de métier, coordonné les conditions du travail, nous aurons fait quelque bien.

Car, Messieurs, nous qui sommes des hommes pratiques, nous sommes frappés de cette ignorance générale qui règne dans l'industrie. Certes, quoi qu'on en dise, les moyens d'instruction ne nous manquent pas, mais l'instruction industrielle est bien imparfaite.

C'est qu'il faudrait là des professeurs pratiques, et que nos ouvriers, si habiles soient-ils dans le métier, n'ont pas eu le temps d'en étudier la théorie; ils savent par tradition, par habitude, par routine, mais la logique des choses leur échappe.

Quoi d'étonnant à cela? L'histoire de l'industrie est à peine connue; nous savons les noms des grands fléaux de l'humanité, mais nous ignorons le nom de l'inventeur de la scie et du rabot.

Puis, les merveilles de l'industrie, en supprimant le côté pénible des métiers, ont conduit à la division du travail, qui, si elle est quelquefois un bien, amoindrit aussi la part de responsabilité de l'ouvrier.

Ne peut-on pas craindre qu'en devenant spécialiste (c'est le terme consacré) l'ouvrier se désintéresse d'un travail dont il n'a pas suivi toutes les phases.

Eh bien, nous voudrions voir se former des Écoles professionnelles, où les leçons seraient données familièrement par des gens du métier.

C'est ainsi que pour l'ébénisterie on démontrerait aux élèves le dessin linéaire et d'ornement dans ses rapports avec l'architecture du meuble, l'étude des plans d'exécution, la théorie de la construction, la connaissance des bois, l'historique et la statistique de l'ébénisterie.

Sans vouloir faire des savants, nous voudrions éveiller chez nos apprentis le goût et l'intelligence.

Il est bon d'être un excellent ouvrier, habile et adroit, mais il est utile de savoir pourquoi l'on emploie telle ou telle méthode, et que de choses à apprendre rien qu'en étudiant ses outils.

Cette École que nous appelons de tous nos vœux, nous ne pourrions l'établir avec nos faibles ressources; il faut que nous intéressions en notre faveur les hommes éminents qui nous dirigent, et quand

nous aurons démontré notre existence et notre utilité, nous obtiendrons certainement le petit sacrifice à l'aide duquel nous espérons rendre de grands services.

L'État ou la ville de Paris nous accorderont, j'en suis sûr, la subvention nécessaire à l'accomplissement d'un projet qui importe tant à la prospérité de notre commerce et à la suprématie de notre industrie nationale.

Il faut aussi que nous soyons secondés, non-seulement par les amis de la philanthropie, ceux-là ont des vues plus larges, mais par les industriels eux-mêmes. Qu'ils le sachent bien, notre œuvre est le germe d'où peut sortir une régénération industrielle. Nos apprentis comprendront que, même dans une profession manuelle, il y a une large place pour l'intelligence; les patrons comprendront aussi que pour maintenir l'industrie à son rang, il faut de bons ouvriers, et le seul moyen d'en avoir, c'est d'en faire.

II.

LES PENSIONS D'APPRENTIS.

Notre collègue M. Ettlinger, membre de la *Chambre syndicale de la Tabletterie*, nous a adressé un Projet de proposition aux Chambres syndicales sur la nécessité de créer des Pensions d'apprentis. Nous nous empressons de le reproduire, parce qu'il affirme l'un de nos vœux les plus chers.

« PROJET DE PROPOSITION A FAIRE A TOUTES LES CHAMBRES
SYNDICALES DE PARIS,
dans le but d'obtenir des adhésions.

« En présence des difficultés croissantes qu'éprouvent les Industries et particulièrement l'Industrie parisienne, à recruter de bons ouvriers, la question des apprentis est, de nouveau et plus que jamais, à l'ordre du jour.

» L'initiative privée en France étant encore très-peu développée, les solutions proposées en théorie et même partiellement exécutées échouent, le plus souvent, devant l'impossibilité de les appliquer dans la pratique d'une façon générale, parce que chaque industrie a pour ainsi dire des besoins spéciaux.

» D'un autre côté, l'Administration ne possède en ce moment ni les ressources financières suffisantes, ni les éléments d'ensei-

gnements industriels indispensables pour atteindre le but que nous poursuivons.

» Mais si à l'initiative privée vient se joindre l'action des pouvoirs publics, les efforts combinés des citoyens et de l'Administration pourront imprimer une direction nouvelle et féconde à cette pépinière d'ouvriers menacée de périliter dans l'état de choses actuel.

» Les municipalités seules ne sont pas, à notre avis, en mesure de créer d'une manière complète des Écoles de travail où les élèves reçoivent simultanément l'instruction primaire ou secondaire et l'enseignement professionnel pratique du métier qu'ils ont choisi.

» Jadis, il était d'un usage général de donner le gîte et la table à l'apprenti qui faisait, pour ainsi dire, partie de la famille.

» Mais les habitudes se sont profondément modifiées, et de nos jours un grand nombre de fabricants préfèrent se passer d'apprentis plutôt que de les nourrir et de les loger.

» Il en résulte qu'aujourd'hui les familles se voient souvent détournées de faire apprendre un état à leurs enfants qui, durant leur apprentissage, demeureraient entièrement à leur charge.

» Encouragés par une circulaire récente de M. le Préfet de la Seine, nous proposons à l'Administration municipale de fonder, avec le concours et sous la surveillance des pouvoirs publics, des Établissements où les apprentis seront ou pourront être logés, nourris et où ils recevront l'instruction scolaire. Pour ceux de 12 à 14 ans, il y aurait classe de 7 à 9 heures du matin; pour ceux de 15 ans et au-dessus, il y aurait encore une classe le soir.

» Pendant la journée, les élèves iraient travailler en ville dans les divers ateliers choisis et aux conditions arrêtées d'avance et selon les besoins et les circonstances de chaque branche d'industrie.

» Un cahier de correspondance constatera journallement la présence des apprentis.

» Les fabricants se trouvant complètement exonérés des obligations qu'entraînent le logement et l'entretien de leurs apprentis, pourront facilement leur allouer, et dès le commencement, une légère rémunération qui, successivement, serait augmentée en raison des progrès des élèves.

» Une partie de cette allocation pourra être employée à participer aux frais de leur entretien.

» Et en ce qui nous concerne, nous nous déclarons prêts à donner notre concours le plus étendu et le plus dévoué au projet ci-dessus. »

III.

ÉCOLES D'APPRENTISSAGE.

Sous ce titre : « *Projet d'une véritable École publique d'apprentissage pour les principales professions ouvrières*, nous lisons dans le *Bien public* (n° 3 mars 1873), la communication suivante :

« M. Robert, entrepreneur, nous adresse un projet d'École d'apprentis qui mérite d'être examiné.

» Il n'existe actuellement à Paris qu'une école d'apprentis, créée au commencement de cette année pour une seule profession.

» L'exécution du projet de M. Robert comblerait une regrettable lacune. »

Il manque à la France, et à Paris surtout, un établissement qui atteste un intérêt sérieux et persistant pour le développement de toutes les branches qui constituent le travail national. Nous voulons parler d'une grande École multiple où soient enseignées simultanément, sous la direction de contre-maîtres habiles et pratiques, les diverses professions qui demandent un trop long apprentissage.

La création d'une telle école fermerait la bouche à ceux qui prétendent que l'on ne fait rien pour l'ouvrier et aurait bientôt d'excellents résultats.

Le Conservatoire des Arts-et-Métiers est surtout consacré à l'enseignement théorique, et nous n'y toucherions que pour l'améliorer, pratiquement parlant.

Mais il est, au centre de Paris, un monument en ce moment inutile, et où l'on pourrait établir un nombre assez complet de cours pratiques, payants pour ceux qui pourraient payer, gratis pour ceux qui ne pourraient pas.

Ce monument, c'est celui des Magasins-Réunis.

Il serait digne de notre pays et de sa capitale d'y installer des ateliers modèles pour la plupart des professions : imprimerie, fonderie,

charpente, montage, menuiserie, mécanique, tissage, horlogerie, constructions, serrurerie, instruments de précision, instruments de musique, peinture en bâtiment, etc.

Les professeurs, nous l'avons dit, seraient des contre-maîtres, ou d'anciens maîtres de chaque profession, choisis parmi les plus habiles.

Les enfants ou les jeunes gens n'y seraient admis que sachant lire, écrire et compter, et, outre la pratique de l'état auquel ils se destinent, on pourrait perfectionner leur instruction par des cours d'ensemble d'arithmétique et de géométrie.

L'installation des ateliers-écoles ne serait pas dispendieuse et beaucoup de parents préféreraient ce mode d'instruction pratique, au moyen ordinaire si dur et si long de l'apprentissage.

Une place dans l'ensemble de l'utile établissement que nous proposons serait réservée aux métiers que les femmes peuvent exercer : couture, modes, coloriage, cartographie, cartonnage, etc., etc.

Nous avons la conviction que, sous une direction habile, l'École pratique d'apprentissage vivrait bientôt de ses propres ressources. C'est à qui la doterait et l'encouragerait, car il serait impossible de trouver une institution plus utile.

En peu de temps elle aurait, sur notre industrie, une influence décisive, car on n'y enseignerait que les bonnes méthodes, les méthodes sûres, on y ferait de véritables ouvriers et ouvrières et non des gâtemétier.

Pour entretenir l'émulation et préparer l'avenir des élèves, les produits qui pourraient être vendus, le seraient, moitié pour l'École, moitié pour constituer des livrets de caisse d'épargne aux jeunes producteurs.

Les élèves munis de leurs diplômes se placeraient facilement et apporteraient partout avec eux de véritables principes professionnels ; ils ne seraient pas ouvriers que par une pratique plus ou moins longue et plus ou moins inférieure, mais aussi par une théorie sagement raisonnée.

Si l'État, si la ville de Paris, sourds à la voix de leurs intérêts, ne s'empressaient pas de fonder l'École que nous proposons, nous sommes sûrs qu'elle pourrait être facilement établie au moyen d'une souscription nationale.

C'est là une idée que tous comprendront, et l'ouvrier verra enfin que l'on songe à lui, et ne pourra pas dire qu'il n'y a que des écoles militaire, polytechnique ou normale ; il y aura de vraies Écoles professionnelles, où l'enseignement pratique d'un métier sera, non pas l'accessoire, mais le principal,

IV.

ORPHELINATS.

ORPHELINAT SAINT-JOSEPH DES JEUNES APPRENTIS VERRIERS.

M. E. Paris (cristallerie et émaillerie du Bourget) a fondé, dans son usine, il y a quatre années environ, un Orphelinat dirigé par des sœurs de Saint-Vincent de Paul qui s'occupent exclusivement de ses apprentis.

Les enfants, qu'ils soient orphelins ou qu'ils aient leurs parents, lorsqu'ils remplissent les conditions demandées par la Maison (1), y sont logés, nourris, blanchis et habillés; ils ont en outre une heure de classe chaque jour.

Ils apprennent l'état de verrier et ceux qui savent dessiner peuvent, s'ils sont assez capables, être employés dans l'atelier de peinture.

Le but que se propose M. Paris est de continuer l'éducation des enfants et de leur donner les moyens de gagner honnêtement leur vie dans son genre d'industrie.

Avant que l'admission ne soit définitive et préalablement à la signature du contrat, l'enfant doit travailler au moins deux mois dans l'usine, afin de faire apprécier son aptitude.

Chaque enfant a un compte ouvert par les soins de la Sœur supérieure, et, lorsqu'il arrive à se balancer en sa faveur, toutes les sommes à son avoir sont placées en son nom à la Caisse d'épargne, pour lui être remises lorsqu'il aura accompli sa 20^e année.

Les enfants qui n'ont pas fait leur première communion y sont préparés.

Les enfants ne sortent jamais seuls, à moins d'une permission spéciale.

Lorsqu'ils sont vicieux et insubordonnés, ou reconnus incapables, ils sont rendus à leur famille sans indemnité.

(1) Les conditions d'admission sont les suivantes:

1^o L'enfant doit être âgé de 13 ans au moins;

2^o Il doit être d'une bonne santé et d'une honnête famille;

3^o Il faut qu'il soit muni d'un trousseau en bon état, composé de 2 chemises blanches, 6 chemises coton bleu, 4 pantalons de toile bleue, 3 blouses coton bleu, 2 paires de souliers, 6 mouchoirs de poche, 4 paires de chaussettes, 1 casquette, 1 costume de drap pour le dimanche ou d'une somme de 100 francs pour le lui acheter.

REVUE DE L'ÉTRANGER

DANEMARK.

La loi sur le Travail des manufactures en Danemark. — Au nombre des projets de loi présentés par le Gouvernement danois à la session actuelle, se trouve le projet relatif à la réglementation du travail des enfants dans les manufactures et les grands ateliers, et à l'inspection à établir. Le projet a passé à la première Chambre avec quelques changements sans importance ; la Chambre n'a pas voulu aller aussi loin que le Ministre de l'Intérieur relativement à la surveillance qu'il voulait établir et qui, en Danemark, est tout à fait nouvelle.

Suivant le projet de loi, tel qu'il est aujourd'hui, toute manufacture ou atelier dans lequel sont employées des personnes au-dessous de 18 ans, est soumis à l'inspection ; il est absolument interdit d'employer des enfants de moins de 10 ans. Pour les enfants de 10 ans, le travail de six heures et demie par jour est autorisé, avec une demi-heure de repos, mais seulement entre six heures du matin et neuf heures du soir. Les jeunes gens des deux sexes de 14 à 18 ans peuvent travailler douze heures par jour, prises dans l'intervalle de cinq heures du matin à neuf heures du soir, avec une heure pour diner et deux demi-heures pour le déjeuner et le souper. Le travail de nuit est interdit à toute personne au-dessous de 18 ans.

La Commission spéciale a recommandé un article permettant d'employer au travail de nuit les jeunes gens de 14 à 18 ans, en comptant comme double chaque heure après neuf heures du soir. Mais le Ministre a repoussé cette proposition, qui conduirait à organiser un travail de nuit régulier pour des jeunes gens dont les forces ne résisteraient pas à ses effets délétères ; la proposition a été repoussée.

Les jeunes gens au-dessous de 14 ans ne peuvent travailler le dimanche. Un grand débat s'est élevé sur la disposition qui avait pour objet d'interdire le travail des femmes mariées le dimanche et le samedi dans l'après-midi. On voulait leur assurer par ce moyen un peu de loisir pour les soins domestiques ; tout le monde comprenait l'importance d'assurer aux classes ouvrières les avantages de la vie domestique ; mais on

sentit en même temps que cette interdiction constituait un empiètement sur la liberté individuelle, et l'amendement fut repoussé.

Le projet de loi s'occupe ensuite de la condition sanitaire des manufactures et ateliers, et de l'instruction des enfants; il autorise le Gouvernement à nommer des Inspecteurs pour assurer l'exécution de la loi.

Quoique le Danemark soit essentiellement un pays agricole, où les grandes agglomérations qui existent ailleurs, sont peu connues, le développement industriel des dernières années a été assez considérable pour appeler la protection sur les enfants employés dans les manufactures. L'opinion publique se prononce énergiquement en faveur de cette mesure (1).

RUSSIE.

Les Écoles professionnelles (réales). — Le Journal du Ministère de l'Instruction publique en Russie a publié un exposé des travaux de ce Ministère pendant l'année 1872 (2), nous extrayons les renseignements qui suivent:

L'événement capital de l'année 1872, dans le département de l'Instruction publique, a été sans contredit la sanction par S. M. l'Empereur du règlement des Écoles professionnelles (réales) dont le projet avait été présenté à l'examen du Conseil de l'empire en 1871. Par cette mesure, une importante réforme a été accomplie dans l'enseignement, et une destination spéciale a été assignée aux Écoles professionnelles.

Tandis que les études théoriques et classiques resteront l'apanage des Gymnases, aux Écoles professionnelles sera désormais dévolue la tâche de diriger l'enseignement général vers un but pratique, en vue de préparer la jeunesse à une féconde activité dans les différentes branches du commerce et de l'industrie. En conséquence, l'étude des diverses sciences — et notamment de la physique, de la chimie, de la mécanique et du dessin, — est spécialement dirigée vers l'application et appropriée à destination et aux capacités des élèves, lesquels, dans les hautes classes, peuvent choisir la branche d'études qui s'adaptent le mieux à leurs futures occupations. Grâce à cette heureuse réforme, on peut espérer de voir diminuer le nombre des

(1) *Times et Journ. offic.*, 12 mars 1873.

(2) Reproduit par le *Journal officiel*, 10 mars 1873.

éducations inachevées, fléau des familles et de la société. Le cours des études est d'un an, — et dans quelques divisions de deux ans — plus court que celui des gymnases, et même le cours des quatre premières années forme un ensemble d'études déjà suffisamment complet.

Peu après la fondation des Écoles professionnelles, un membre du Ministère a été délégué auprès des curateurs des divers arrondissements scolaires et une circulaire du Ministre de l'Instruction publique leur a été adressée, afin d'élucider les différentes parties du nouveau règlement et d'en faciliter la mise à exécution, ainsi que la transformation des anciens Gymnases pratiques en Écoles professionnelles, mesure qui a puissamment contribué à la prompte réalisation de cette réforme, en prévenant tout malentendu, de sorte que la transformation s'est opérée sans secousse.

Aussitôt après la publication du nouveau règlement et des programmes d'enseignement, une quarantaine d'assemblées provinciales ont sollicité l'introduction dans leurs localités d'Écoles professionnelles, en assignant des sommes plus ou moins importantes à leur fondation et à leur entretien, et il a été décidé que leurs demandes seraient prises en considération ; on peut même, dès à présent, espérer que le nombre de ces établissements s'élèvera bientôt à 27.

Enfin, le règlement a permis la suppression des classes inférieures partout où se trouvent déjà d'autres écoles pouvant y suppléer, et plusieurs localités ont profité de cette facilité.

CHRONIQUE.

L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL. — A la suite d'une communication à l'Académie des sciences morales et politiques (14 mars), faite par M. Hippeau, sur les realschulen, les gymnases d'Allemagne, et le système d'éducation suivi aux États-Unis, M. Guizot, reconnaissant l'utilité d'étudier les systèmes suivis à l'étranger, pense que l'Académie doit, en premier lieu, s'occuper de ce qui concerne notre pays. Il faut chercher d'abord quelle est la limite où l'on doit élever le premier degré de l'instruction qui doit être commune à tous, et comment ensuite il faut organiser des Établissements, distincts des lycées, qui préparent les jeunes gens aux professions indus-

trielles ou commerciales, tandis que les études classiques conduisent aux professions libérales ou aux études savantes. Tels sont les points sur lesquels l'Académie pourrait d'abord s'arrêter.

M. de Parieu, répondant à la première observation de M. Guizot, pense que les Collèges d'enseignement spécial, dont la création est due à M. Duruy, sont suffisamment en rapport avec les besoins nouveaux du temps présent.

M. Baudrillart, tout en reconnaissant l'importance des écoles primaires, croit devoir étudier de préférence l'enseignement secondaire spécial : les établissements de ce genre, tels que le collège Chaptal, sont obligés d'étendre leurs programmes, en raison des nécessités nouvelles, au lieu de les restreindre aux études professionnelles et commerciales. Il n'est pas rare aujourd'hui de voir des élèves de ce collège se présenter avec succès, en le quittant, aux épreuves du baccalauréat, et quelques-uns même entrer à l'École polytechnique et à l'École centrale : les études littéraires et la langue latine même y ont trouvé place; si les études spéciales sont l'objet principal de l'enseignement de ces sortes d'établissements, il est certain que les premières ont été jugées sinon nécessaires au moins utiles pour les professions industrielles et commerciales. M. Baudrillart cite, à ce propos, l'exemple de quelques jeunes gens employés dans des maisons de commerce de Francfort dont les uns étaient sortis des gymnases, les autres des realschulen; ces derniers avaient d'abord l'avantage en raison de l'éducation spéciale qu'ils avaient reçue; mais les premiers reprenaient bientôt leur supériorité, parce que leur instruction littéraire avait donné un plus grand développement à leurs facultés intellectuelles. M. Baudrillart, en terminant, exprime le vœu que des établissements du genre du collège Chaptal soient fondés dans notre pays.

L'ALSACE-LORRAINE. — M. Louis Reybaud a donné lecture à l'Académie des Sciences morales et politiques (décembre 1872), de la dernière partie de son rapport sur la situation présente des industries en Alsace-Lorraine. C'est contre Mulhouse surtout, dit-il, que se sont dirigés les efforts des Allemands. A la tête des grands établissements industriels de cette ville, sont aujourd'hui les descendants de ceux qui ont été les parrains de

Mulhouse, qui, de 5,000 habitants que comptait cette ville en 1793, ont porté la population à 60,000 de nos jours. Les chefs de ces grandes maisons donnent l'exemple de l'activité et du travail : le fonds est commun entre tous les membres de la famille, ainsi que les immeubles, le matériel, les outils, etc. C'est cette situation que les Allemands ont voulu troubler. Ils ont cherché à exercer sur les patrons une violence morale pour éloigner d'eux des auxiliaires qu'ils avaient depuis bien longtemps associés à tous leurs travaux. Ils sentaient que les industries de cette contrée sont si importantes, que la population qui restera toujours attachée au sol restera comme un des plus grands obstacles à l'unification de l'empire : il y aura là sans cesse comme une protestation silencieuse, une résistance passive ; mais la violence morale n'a pu réussir contre la droiture et le patriotisme de ceux qui portent les noms des fondateurs de Mulhouse et qui ont compris qu'en se séparant de leurs ouvriers, ils faisaient le mal, pour ne pas dire plus, suivant l'expression de M. Reybaud.

Cette première tentative ayant échoué, les Allemands songèrent à transformer les grands établissements d'Alsace en établissements anonymes ; il fallait, en effet, éloigner à tout prix les grands propriétaires d'Alsace : mais les chefs des grandes maisons de Mulhouse repoussèrent les propositions des Allemands ; ils ne voulurent pas que leurs noms fussent rayés de la liste des industriels alsaciens ; battus de ce côté, les Allemands s'adressèrent aux établissements de second ordre, en leur offrant, outre les avantages d'un accroissement considérable dans l'exploitation et d'un capital immédiatement élevé au double, au quadruple même, la perspective de vaincre des rivaux redoutables ; beaucoup de consciences se laissèrent tenter et capitulèrent. La campagne commence à peine, dit M. Reybaud, il restera à en étudier les suites : pour détacher les classes qui vivent de la culture du sol ou des industries de ces contrées, il y aura des luttes sérieuses ; peut-être même pourrait-on craindre un antagonisme entre les communes catholiques et les communes protestantes qui, à un moment donné, pourraient obéir à des mots d'ordre différents. Il convient cependant, ajoute l'auteur du rapport, de n'accueillir cette dernière remarque que sous la plus grande réserve. M. Reybaud nous montre ensuite les ouvriers d'Alsace, frondeurs et remuants

avant la guerre, obéissant, malgré eux, aux mots d'ordre des agitateurs, oubliant depuis deux ans tous leurs griefs réels ou supposés ; jamais il n'y a eu de récriminations ni de plaintes ; jamais l'atelier n'a été mieux suivi, en dépit de quelques pamphlétaires qui ne cessent d'outrager la population de l'Alsace ; témoin M. de Treitscké, qui a écrit ces lignes :

« La nouvelle province récalcitrante fortifiera les tendances unitaires de notre art gouvernemental. Cet exemple forcera tous les gens avisés à se serrer fidèlement sous notre forte discipline, autour de la couronne de Prusse. Ce gain est d'autant plus précieux, qu'il est toujours possible qu'un nouvel essai de République à Paris attire les regards admiratifs de nos radicaux allemands. »

BULLETIN DU TRAVAIL.

PLACEMENT DES APPRENTIS.

Offres par les patrons.

M. Royer, fabricant de compas, rue de l'Ancienne-Comédie, 12, demande un apprenti. Il offre la nourriture et le logement (5 ans d'apprentissage) ; sans nourriture, il se contentera de 3 ans 1/2.

MEMBRES NOUVEAUX.

MEMBRE ORDINAIRE.	Présentateur.
-------------------	---------------

M. Salmon (Louis), secrétaire de l'Assistance pater- nelle des Fleurs et Plumes.....	M. J. Périn.
--	--------------

ACTES DE LA SOCIÉTÉ.

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ.

SÉANCE ORDINAIRE.

du Jeudi 1^{er} mai 1873.

PRÉSIDENTE DE M. CH. PETIT, l'un des Censeurs de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures 1/4.

En l'absence de M. Charles Robert, vice-président, qui avait prié M. le Secrétaire de présenter ses regrets de ne pouvoir assister à la séance, M. J. Périn invite M. Ch. Petit, membre du Conseil d'administration, ancien membre de la Chambre de commerce de Paris, à prendre place au bureau.

M. Riottot est invité de même à s'asseoir à ses côtés.

— M. le Secrétaire résume le procès-verbal de la dernière séance. S'étaient excusés par lettres MM. Chaix et Erdeven.

M. le Secrétaire dépouille la correspondance parvenue depuis la précédente séance.

M. le Secrétaire fait connaître les publications dont il a été fait hommage à la Société : le *Compte-rendu du Patronage des Enfants de l'Ébénisterie* pendant les années 1870-1871 et 1872 (7^e année); le n° 2 de la *Participation et Caisse de prévoyance et de retraite de l'Imprimerie et de la Librairie centrales des chemins de fer* de MM. A. Chaix et C^{ie} (13 avril 1873); le n° d'avril du *Bulletin de la Société industrielle de Reims*.

M. le Secrétaire fait ensuite passer sous les yeux des membres présents le *Témoignage de reconnaissance adressé par les Apprentis de l'Imprimerie et de la Librairie centrales des Chemins de fer* (Ecole professionnelle des Jeunes typographes) à MM. les Membres du Conseil municipal pour l'allocation de 1500 francs accordée le 7 décembre 1872, afin d'encourager le Cours d'enseignement technique de la Typographie fondé par M. Chaix, imprimeur, daté du 21 avril 1873, et revêtu de l'approuvé de M. A. Chaix. L'assemblée admire ce spécimen du travail des Jeunes typographes, chef-d'œuvre d'exécution typographique, tiré à deux couleurs.

Il communique également une lettre de M. A. Canonge, direc-

teur de la *Tutelle*, pension d'apprentis (rue des Fontaines-du-Temple, 5), qui remercie le bureau de la *Société* d'avoir sollicité pour cette fondation (de M. Alp. Piver) un subside que le Conseil municipal lui a accordé (1500 francs).

— L'ordre du jour appelle la lecture du *Rapport sur l'Orphelinat d'enfants verriers*, que M. Paris a établi à sa cristallerie du Bourget, rapport présenté par M. le docteur Marjolin.

Après cette lecture, que l'assemblée écoute avec intérêt, M. le Président adresse à M. le docteur Marjolin des remerciements mérités, et il rappelle que le Bureau a, dans une de ses délibérations récentes, déjà alloué une subvention de 100 francs à l'Orphelinat de M. Paris pour concourir à l'augmentation de la Bibliothèque des Apprentis de cet Établissement.

— M. le Secrétaire a la parole pour faire diverses communications :

M. *Chaix* a adressé à M. le Maire du IX^e arrondissement la lettre suivante :

« 31 mars 1873.

» Monsieur le Maire du IX^e arrondissement de la Ville de Paris.

» Permettez-moi de vous rappeler notre entretien au sujet de la création, dans notre arrondissement, d'un local où les enfants occupés dans les ateliers pourraient trouver, pendant les heures de repas, un refuge et un abri.

» A ce moment de la journée où certains établissements ferment complètement leurs ateliers, on voit ces enfants errer dans les rues et sur les boulevards. N'ayant pas l'occasion de se distraire d'une façon profitable, ils se groupent autour des ouvriers et entendent des conversations qui ne sont pas de leur âge. De plus, les jours de mauvais temps ils ne peuvent se tenir que chez le marchand de vin, où ils contractent les habitudes les plus funestes.

» Ces inconvénients deviendront plus sensibles encore, Monsieur le Maire, lorsque l'Assemblée nationale aura adopté le système du *demi-temps*.

» Il serait donc bien à désirer que, par votre initiative bienveillante et paternelle, ces enfants trouvassent dans un local spécial situé, par exemple, entre le quartier Rochechouart et celui du faubourg Montmartre, un abri où ils pourraient se livrer à des jeux surveillés.

» Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

A. CHAIX.

P. S. — Je participerais très-volontiers, s'il était nécessaire, aux premiers frais d'une semblable création. »

M. le maire du IX^e arrondissement a accueilli la proposition de notre honorable collègue avec une faveur marquée, et tout porte à croire que la philanthropique initiative de M. Chaix aboutira prochainement à une création non moins nouvelle qu'intéressante.

M. le Secrétaire fait connaître que le Bureau a reçu du Conseil des Institutrices de charité une lettre lui demandant de prendre sous sa protection un atelier de brunissage, situé rue Saint-Maur. Cet atelier serait placé dans des conditions défavorables, et ses jeunes ouvrières seraient exposées à la grossièreté d'ouvriers voisins.

Le Bureau, reconnaissant qu'il y a là une situation digne de son intérêt, prie l'un de nos collègues M. de Belley, qui connaît cette maison et le quartier, de vouloir bien se charger de faire une enquête officielle sur l'état de choses auquel il est fait allusion. On avisera ensuite aux mesures à prendre.

M. le Secrétaire rappelle que M. le Préfet de la Seine, mettant à l'étude le projet relatif à la création de classes spéciales d'apprentis, a prié MM. les Maires de Paris de faire, dans leurs arrondissements respectifs, un recensement des apprentis avec indication de leur âge et de leur degré d'instruction primaire. Il ajoute que M. le Maire du V^e arrondissement, après avoir pris l'avis de la délégation cantonale, répondant à cet appel, a envoyé à tous les industriels de sa circonscription un *Questionnaire* détaillé. M. le Secrétaire a pu se procurer quelques extraits de ces feuilles qui sont remplies de renseignements précieux, et il demande à l'Assemblée la permission de les lui communiquer. Il résulte de cette lecture, qui est écoutée avec un vif intérêt, que les Écoles du soir ou Cours d'adultes sont déjà fréquentées par un assez grand nombre d'apprentis, mais qu'il y a lieu de craindre que des Classes spéciales du jour aient peu de chance d'être suivies, les nécessités de la plupart des industries paraissant s'y opposer invinciblement, ce qu'il regrette vivement, ajoute-t-il.

— L'ordre du jour appelle ensuite la continuation de la discussion relative à la LOI DU TRAVAIL DES ENFANTS, dont la 3^{me} délibération va prochainement venir devant l'Assemblée nationale.

M. le Président déclare cette discussion ouverte.

M. le D^r Perrin, revenant sur la question du demi-temps,

déclare qu'il n'est pas partisan du système que le législateur paraît devoir adopter. Notre collègue voudrait au moins qu'il soit dit dans l'exposé de la loi que ce système n'est que transitoire; il craint qu'il ne donne des déceptions. Il engage l'Assemblée à se prononcer par un vote sur la question de savoir s'il faut le repousser ou l'admettre.

M. le Président répond qu'il n'est pas de jurisprudence dans notre Société de voter sur des questions de principe. M. Charles Robert, notre honorable Vice-Président, le rappelait encore dans la dernière séance. La Société ouvre simplement une enquête permanente sur tous les points qui intéressent les apprentis et les enfants des manufactures. Il y a eu, il est vrai, un vote sur la question du demi-temps, dans une séance présidée par M. Migneret; mais on revint sur ce vote à la réunion suivante, et il fut reconnu, avec raison, qu'un groupe d'une trentaine de membres présents à la réunion ne pouvait pas engager la Société tout entière, sans s'exposer à des protestations légitimes de la part de nos collègues absents.

M. le Secrétaire ajoute que la Société compte au nombre de ses membres plusieurs députés qui, ainsi qu'il leur appartient, feront valoir nos vœux, lors de la 3^{me} délibération, qui va s'ouvrir prochainement à l'Assemblée nationale.

M. le Président, répondant à une question de M. de Belley, déclare que les Chambres syndicales, à l'unanimité, se sont prononcées pour l'abaissement de la limite d'âge à 12 ans.

—M. de Belley signale le dévouement de M^{lle} Mismaque, institutrice, qui, malgré l'insuffisance du local dont elle dispose, fait un cours gratuit du soir, rue Vieille du Temple, n° 110, pour un groupe de 60 jeunes filles de 14 à 17 ans (parmi lesquelles figurent les 30 apprenties de M^{me} Cohadon.)

L'Assemblée accueille cette communication avec la plus grande sympathie.

Cette communication est renvoyée au Bureau (dossier des récompenses).

M. Riottot fait remarquer que, si dans certains arrondissements ce sont les locaux qui manquent aux maîtres, dans certains autres, tels que le XX^e, ce sont moins les locaux que les maîtres qui font défaut.

M. le Secrétaire répond que si l'Administration préfectorale, qui demande à être éclairée par l'enquête qu'elle a ouverte,

renonce à créer des Classes spéciales du jour, les ressources disponibles seront employées vraisemblablement à l'amélioration, sous tous les rapports, des Classes du soir, écoles de perfectionnement.

— M. le Secrétaire rappelle à l'Assemblée que M. *Paul Mazaro-*
roz-Ribalier a mis à la disposition de la Société 1,000 exemplaires de son livre intitulé *Projet de constitution* (voy. ci-dessus, p. 366). Il se fait l'organe de tous ses collègues en remerciant le généreux donateur ; et il invite les membres présents à prendre sur le bureau, où ils ont été déposés à cet effet, des exemplaires du livre de M. Mazaroz.

La séance est levée à 10 heures.

Le Secrétaire

J. PÉRIN.

CORRESPONDANCE.

— M. le Ministre de l'Instruction publique nous a exprimé le désir que deux collections du *Bulletin de la Société de protection* fussent déposées dans la Bibliothèque du Ministère. Le Bureau s'est empressé de donner satisfaction à cette demande.

— M. J. Périn, secrétaire, rappelle le discours prononcé par M. Dumas, président de la Société sur l'enseignement technique (voy. *Bull.*, V. p. 188), et signale à ceux de nos collègues qui désireraient compléter leurs renseignements sur l'École d'horlogerie de Cluses, fondée par décret du 31 mars 1848, qu'ils trouveront sur cette École un article de M. P. de Marans dans *L'Abeille de Chamonix* (Haute-Savoie) n^{os} des 17 et 24 mai 1863.

Notre Société, dans sa séance du 6 mars 1873, sur la proposition de M. le vice-président Charles Robert, estimant qu'il était opportun d'adhérer solennellement au principe soutenu par M. Wolowski devant la Chambre, a décidé qu'une pétition serait adressée à l'Assemblée nationale pour demander que le travail des enfants dans les manufactures fût l'objet d'un traité international (voy. ci-dessus, p. 348 et suiv.)

Cette pétition a soulevé les observations suivantes de la part du journal des *Débats* (n° 8 avril 1873) :

« A peine venons-nous d'obtenir une loi réglementant d'une façon plus judicieuse que par le passé le travail des enfants dans les manufactures, qu'il s'élève parmi nous des voix demandant davantage encore. La loi n'est pas parfaite, nous le savons; nous soutiendrons ceux de ses adversaires qui l'attaqueront comme insuffisante; nous ne pouvons être d'accord avec ceux qui l'accusent de porter préjudice à certaines industries. Une pétition dans ce sens a été signée par quelques fabricants rouennais et lillois; nous n'en avons rien dit. Une autre, émanée de la *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*, mérite d'être signalée et discutée.

» Cette pétition, revêtue de la signature de M. Dumas, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences et Président de la *Société*, et de celle de M. Lefébure, membre de l'Assemblée Nationale, secrétaire général, n'a pas pour but, hâtons-nous de le dire, de demander des restrictions à la loi. Bien au contraire. S'appuyant sur un argument de M. Wolowski, elle voudrait voir adopter par tous les pays civilisés une loi analogue. Un droit des gens pour les luttes manufacturières, comme il y en a un pour celles de la guerre, voilà ce qu'elle réclame. C'est excellent au point de vue humanitaire, et tout le monde doit être d'accord pour désirer une entente sur ce point. Mais cette entente est-elle possible? Notre loi peut-elle passer pour un modèle? Nous sommes-nous inquiétés, en la faisant, des nécessités de l'industrie en Angleterre ou en Allemagne? Comment sera-t-il possible de se rendre compte si telle loi du même genre promulguée dans un pays voisin sauvegardera les intérêts des industries similaires dans le nôtre, et réciproquement? La solidarité des peuples est certainement une chose réelle, et dont on voit la preuve à la suite des grands événements qui se passent chez l'un quelconque d'entre eux, mais vouloir en réglementer le jeu et le mécanisme, n'est-ce pas aller bien loin? Pour tout dire en un mot, est-ce le moment de dire aux autres : Faites comme nous! quand nous avons

laissé si longtemps l'Angleterre faire toute seule, sans nous inquiéter de savoir si nous étions vis-à-vis d'elle dans les conditions d'égalité de concurrence que nous réclamons de tous aujourd'hui, et ne nous donnons-nous pas ainsi une lointaine ressemblance avec le renard qui a la queue coupée, et voudrait voir tous ses confrères dépourvus de cet ornement.

» Les membres de la *Société de protection des apprentis* nous semblent donc s'être un peu trop avancés. La loi sur le travail des femmes et des enfants devait être faite, non pas parce qu'elle était bonne ou mauvaise pour telle ou telle industrie, mais parce qu'elle était juste. Sacrifier l'enfance aux besoins du présent, c'est ne pas comprendre les besoins de l'avenir. Tous ces malheureux petits êtres que nous avons vus sortir en haillons des filatures rouennaises promettaient-ils donc des ouvriers? Non. La plupart, usés avant l'âge, mouraient rattachés, et ceux qui devenaient adultes grossissaient cette foule ignorante et misérable qui travaille sans courage et sans amour de son métier. Soigner l'apprenti et l'instruire, c'est se préparer une forte classe ouvrière qui paiera à son heure au centuple les sacrifices qui auront pu être nécessités au début.

» Telle a été l'idée de l'Angleterre, lorsqu'elle a ajouté règlements sur règlements, restrictions sur restrictions au travail des femmes et des enfants. Telle doit être la nôtre, et comme le courant des idées justes ne peut pas être longtemps entravé, croyons que telle sera aussi bientôt celle de tous les peuples civilisés, sans qu'il soit besoin pour cela d'élaborer un Code international de la concurrence manufacturière. »

COMPTE-RENDU FINANCIER.

1^{er} et 2^e Trimestres de 1875.

RECETTES.		DÉPENSES.	
En caisse au 1 ^{er} janvier 1873.....Fr.	234 70	Solde de l'achat de 22 oblig. (fusion)... Fr.	153 40
Reçu en à-compte sur la liquidation Prieur de la Comble.....	354 25	Dépenses administratives.....	426 45
Don du Lycée Condorcet.....	150 »	Reliures de livres donnés à une distribution de prix.....	9 »
Revenu des obligations appartenant à la Société.....	872 40	Location de la salle des séances.....	200 »
Produit des cotisations.....	6,720 «	Impression du <i>Bulletin</i>	3,964 75
		Honoraires de l'agent de la Société (M. Ginestou).....	200 »
		Frais de perception des cotisations.....	300 »
		Allocation à la Société des fleurs et plumes...	100 »
		Allocation à la Bibliothèque d'apprentis de M. Paris.....	100 »
		Versé au Comptoir d'Escompte.....	2,500 »
		En caisse au 1 ^{er} juillet.....	377 75
TOTAL..Fr.	8,331 35	TOTAL ÉGAL..Fr.	8,331 35

COMPTE-COURANT DE LA SOCIÉTÉ

AVEC LE COMPTOIR D'ESCOMPTE DE PARIS.

1^{er} Semestre 1875.

DOIT.		AVOIR.	
2 janvier, A-compte à l'agent de change pour achat de 22 obligations..Fr.	2,300 »	Solde créditeur au 31 décembre.....Fr.	8,003 15
7 février, Pour l'impression du <i>Bulletin</i>	820 70	<i>Versements :</i>	
13 mai, Pour id.....	1,854 40	15 mars.....	1,500 «
Timbres.....	1 «	7 mai.....	1,000 »
Solde créditeur au 1 ^{er} juillet.....	5,613 25	Intérêts nets à 3 0/0	86 20
TOTAL..Fr.	10,589 35	TOTAL..Fr.	10,589 35

Le Trésorier,

E. P. BÉRARD.

LÉGISLATION

DISCUSSION

DE LA LOI SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 21 juin 1873.

SOMMAIRE. — Mise à l'ordre du jour de la 3^e délibération de la proposition de M. Ambroise Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures.

M. le président. Je propose à l'Assemblée de mettre à la suite de son ordre du jour la troisième délibération sur la proposition de loi de M. Joubert, relative au travail des enfants dans les manufactures..... (Assentiment général.)

Nous croyons pouvoir reproduire les lignes suivantes que M. A. Audiganne a écrites (dans le *Bien public*, du 24 juillet) :

« Il n'y a pas jusqu'à cette loi sur le travail des enfants qui semble tomber aussi dans un état de stagnation, après avoir péniblement traversé l'épreuve d'une seconde lecture. C'était avant les dernières vacances de l'Assemblée nationale. Je sais bien, hélas ! qu'on a ouvert alors une enquête au moins tardive, et sans que le Ministre du commerce ait pu prendre les devants, puisque le projet de loi ne venait pas du Gouvernement. Au fond, disons-le, l'enquête était superflue. Il n'y a eu que trop d'enquêtes sur ce sujet, depuis vingt-cinq ans. Si l'on ne sait pas découvrir dans les documents amoncelés au Ministère du commerce le moyen de se former une opinion, on n'y réussira jamais.

» De plus, l'Enquête actuelle ne porte même point sur un vice capital existant dans la loi projetée. On y a méconnu la condition essentielle pour rendre la surveillance efficace, qui consiste à vivifier l'inspection locale, les commissions locales, en les rattachant par des rapports directs à l'impulsion centrale. C'est pure illusion de regarder l'inspection divisionnaire, englobant plusieurs départements, comme une surveillance locale. Le projet a besoin d'être simplifié sur ce point ; il deviendrait à la fois moins coûteux et plus sûr ; mais on n'a pas l'air d'y songer aujourd'hui. »

LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES VERRERIES

CHAMBRE SYNDICALE DE LA VERRERIE

Exposé présenté à Messieurs les Membres de la Commission chargée de préparer la loi sur le travail des Enfants dans les manufactures.

« Messieurs,

» Dans sa haute sollicitude pour les intérêts matériels et moraux du pays, l'Assemblée Nationale s'est imposé la tâche de réviser la loi du 22 mars 1844, afin d'en rendre l'application plus effective et d'en assurer la salubre influence à tous les enfants employés dans les manufactures, sans toutefois compromettre, par d'inutiles entraves, l'équilibre et l'essor de la production française. Les hommes éclairés qui ont accepté la délicate mission de préparer cette grande réforme, s'efforceront de concilier par d'équitables pondérations les garanties dues à la jeunesse ouvrière, avec les nécessités essentielles à nos diverses industries.

» Dans le but d'aider à la solution de ce grave et difficile problème, la Chambre syndicale de la Verrerie prend la liberté de soumettre à Messieurs les Membres de la Commission spéciale quelques observations relatives à la fabrication des verreries et de la cristallerie qui constitue l'une des branches les plus précieuses du travail national.

» On compte, en France, environ 200 établissements de verreries, fabriquant pour 100 millions de produits, employant 28 à 30,000 ouvriers adultes, 9 à 10,000 enfants et distribuant en salaires 40,000,000 de francs qui nourrissent 85 à 100,000 individus.

» La santé des verriers jeunes ou adultes est remarquablement bonne; il n'existe aucune maladie professionnelle, d'après les documents statistiques. Sur cent jeunes ouvriers tirant au sort, quatre, à peine, sont réformés pour faiblesse de constitution, et encore ces cas assez rares de débilité prématurée devraient-ils être, pour la plupart, attribués aux excès commis en dehors des ateliers pendant le temps consacré au repos.

» Pour devenir bon verrier, l'enfant doit commencer au plus tard à 12 ans son apprentissage, pendant lequel il touchera environ 3,000 à 3,500 francs de gages.

» Un grand nombre de verreries entretiennent à leurs frais des écoles pour y faire instruire leurs jeunes ouvriers.

» Quelques verreries, grâce à la nature particulière de leur fabrication, grâce aussi à leur situation géographique exceptionnellement

favorable, peuvent ne travailler que pendant le jour; mais, pour la grande majorité des verreries, il est indispensable de maintenir le travail de nuit, qui, du reste, pendant six mois de l'année, est moins pénible que le travail de jour. Et, pour démontrer d'une manière péremptoire que le travail de nuit peut être maintenu sans danger ni dommage pour les ouvriers de tout âge qui l'accomplissent, la Chambre syndicale a pensé qu'il y aurait utilité à décrire en détail l'organisation et le régime des usines qui se livrent, dans le département de la Seine, à la production des verres et du cristal, la proximité de ces usines permettant d'ailleurs de vérifier sur place la parfaite exactitude des renseignements qui vont suivre :

» La loi de 1841 a consacré le travail de nuit pour certaines catégories d'industries à feu continu, en tête desquelles doivent être inscrites les verreries et les cristalleries opérant la fusion par la houille, dans des creusets couverts. En effet, si les verreries situées dans le voisinage des forêts et s'alimentant au bois, peuvent, grâce aux facilités que leur offre ce précieux combustible, diriger leurs opérations de manière à obtenir périodiquement la fonte pendant la nuit et à profiter du jour pour la mise en œuvre, au contraire, les établissements qui se trouvent forcés de recourir à l'emploi de la houille, malgré toutes les complications qu'il entraîne après lui, ne sont pas encore parvenus, non plus que les usines de Belgique et d'Angleterre, à s'affranchir du travail nocturne, quelques progrès qu'ils aient su réaliser dans leurs méthodes et dans leurs procédés; et, il n'est pas sans utilité de faire observer ici qu'on ne pourrait reprocher aux verriers de la Seine d'être attardés dans la voie des améliorations, puisque, depuis 1851, trois d'entre eux se sont successivement élevés au premier rang dans les Expositions universelles. On est donc autorisé à poser en principe que, dans l'état actuel des choses, le travail de nuit est pour eux une inévitable nécessité.

» Voici, d'ailleurs, les conditions qui en découlent pour l'organisation de la main-d'œuvre : le personnel est divisé en deux brigades qui accomplissent alternativement une tâche de cinq heures et demie, entrecoupée elle-même par un repas d'une demi-heure. La première brigade, qui commence à six heures du matin se retire à midi pour reparaitre à six heures du soir jusqu'à minuit; l'autre relai occupe l'atelier de midi à six heures du soir et de minuit à six heures du matin. Chaque équipe fournit ainsi quotidiennement onze heures effectives de travail, pendant lesquelles la solidarité la plus étroite existe entre les ouvriers adultes et les enfants qui les assistent.

» Cette répartition paraît être, du reste, la plus rationnelle pour ménager les forces et la santé des ouvriers, qui sont unanimes à déclara

qu'au point de vue des fatigues à encourir, elle est de beaucoup préférable, surtout pendant les six mois de saisons chaudes, au système du travail continu qui les retiendrait près des fourneaux, sans arrêt ni trêve depuis le matin jusqu'au soir.

« D'autre part, comme l'exécution des ouvrages de verrerie et surtout de cristallerie exige une très-grande adresse bien plutôt qu'une dépense de force appréciable, le verrier aura besoin de s'exercer dès son jeune âge, s'il veut arriver à exceller dans sa profession, et les hommes compétents sont d'avis que pour devenir un ouvrier complet il devra commencer son noviciat entre dix et douze ans.

» Ainsi donc, s'habituer, à partir de douze ans, à supporter une veille nocturne de trois à quatre heures, telle est l'épreuve que l'enfant doit subir pour s'installer dans une profession saine et attrayante, qui procure à coup sûr à tout ouvrier habile le bien-être résultant de salaires élevés et dont les productions confinent en quelque sorte aux œuvres d'art. Mais cette épreuve, hâtons-nous de le dire, est heureusement beaucoup moins pénible qu'on serait tenté de le croire au premier aperçu, elle ne trouble en aucune façon la santé des enfants qui l'affrontent et qui en recueillent, d'ailleurs, immédiatement, les importantes compensations. Affranchis des clauses si souvent onéreuses de l'apprentissage, ils touchent, dès le premier jour de leur admission, un salaire plus que suffisant pour leur entretien personnel et qui profite aux autres membres de la famille. De plus, au point de vue de l'hygiène, ils se trouvent installés dans des conditions exceptionnellement salubres et certainement très-supérieures à celles qu'ils pourraient rencontrer dans les écoles même les mieux aménagées, où l'atmosphère, quoi qu'on fasse, est toujours humide et vicié; car les halles de verrerie sont spacieuses et l'air pur qu'ils y respirent est incessamment renouvelé sous l'action d'une chaleur sèche et rayonnante. Ils y sont protégés contre les rigueurs du froid pendant les veillées d'hiver, et, durant les ardeurs de l'été ils préfèrent de beaucoup au travail diurne celui que tempère la fraîcheur des nuits. Ils ne sont du reste astreints à aucune besogne exigeant le moindre effort musculaire, ou qui puisse les condamner aux souffrances de l'immobilité. Leur tâche est à proprement parler un exercice gymnastique, auquel ils se livrent en jouant et sans accuser la moindre lassitude. Ils sont vifs, alertes, pleins d'entrain et de gaieté, exempts des affections ordinaires de l'enfance et la fluxion de poitrine, qui semblerait devoir être la maladie professionnelle, leur est absolument inconnue. Enfin, si l'on consultait les tableaux de la conscription, il serait facile de se convaincre que les enfants élevés dans les verreries fournissent à l'armée des soldats vigoureux, de même qu'ils peuplent les usines d'hommes robustes, et capables de persévérer jusqu'à un âge avancé dans la carrière, sans manifester le moindre symptôme d'épuisement.

» Ainsi, malgré toutes les préventions contraires, et précisément en raison des résultats obtenus, on serait fondé à prétendre que, grâce à l'extrême régularité qu'il introduit dans leur régime, le travail scindé, avec ses deux alternatives de repos, loin de nuire à la santé des jeunes verriers, paraît être plus favorable au développement de leur constitution et à l'accroissement de leurs forces physiques.

» En ce qui touche à la culture de leur intelligence et aux garanties qu'elle réclame, il importe de répéter ici ce qui a été affirmé plus haut, que déjà, depuis la loi de 1844, les enfants, dans un grand nombre de verreries, reçoivent gratuitement l'instruction primaire. Rien ne s'oppose donc à ce que l'École ne devienne l'annexe obligatoire de l'atelier, et, lorsque les maîtres verriers seront tous en mesure de prouver que leurs jeunes ouvriers traités avec mansuétude pourraient recevoir tout à la fois chez eux un salaire largement rémunérateur et l'instruction élémentaire en même temps que les notions d'une profession presque libérale, ils se croiront en droit de compter sur les tolérances justifiées de l'Administration.

» Car il est impossible que les Préfets ou les Fonctionnaires chargés de présider à la surveillance ne soient pas armés par la législation nouvelle de la faculté d'accorder des tempéraments légitimes aux établissements dont les exigences spéciales et dont l'innocuité leur seraient pleinement démontrées. En présence des besoins indéfinis de l'industrie moderne, il serait chimérique d'espérer que toutes les évolutions du travail humain puissent être sans distinction, enserrées et comprimées dans les limites étroites d'un texte de loi absolu et inflexible. Pour que la loi soit salubre et féconde, il lui faudra des interprètes qui sachent la maintenir toujours tutélaire pour l'enfance, sans qu'elle devienne jamais oppressive pour l'industrie, et qui s'inspirent, en l'appliquant, de cette éternelle vérité : La lettre tue, mais l'esprit vivifie.

» En résumé, après les malheurs sans exemple qui ont depuis deux ans paralysé les forces productives du pays, en raison des sacrifices de toute nature qui vont être demandés à l'Industrie française pour le rétablissement des finances de l'Etat, les Maîtres de Verreries ont l'espoir que le Gouvernement ne voudra pas les entraver par des rigueurs excessives et qui tourneraient en définitive au préjudice de la classe ouvrière, du jour où elles compromettraient l'existence des usines, en provoquant la ruine des patrons.

CH. DUBOIS,

E. MAES, *commissaire* Président de la Chambre syndicale
Rapporteur. » *président* de la Verrerie. »

CHAMBRE SYNDICALE DE LA CÉRAMIQUE.

Les Membres de la Chambre syndicale de la Céramique ont adressé à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce la lettre suivante sur le projet de loi relatif au travail des Enfants dans les Manufactures :

« A Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

» Monsieur le Ministre,

» Les membres de la Chambre syndicale de la Céramique ont l'honneur de soumettre à votre appréciation éclairée quelques observations sur le Régime des enfants dans les manufactures. Dans leur intime conviction, la loi qui s'élabore en ce moment sur ce grave sujet, aurait des conséquences désastreuses si elle était définitivement votée telle qu'elle est sortie de la deuxième délibération. La philanthropie théorique et sentimentale, en s'y donnant trop libre carrière, a dépassé le but et compromis le résultat. Pour que la loi soit efficace et viable, il faut qu'elle soit ramenée à prendre en plus sérieuse considération les exigences matérielles de la vie pratique, et que, par de sages pondérations, elle sache concilier la protection due à l'enfance avec les nécessités de la famille et le maintien de l'industrie nationale. Toute disposition faisant obstacle à l'un de ces grands intérêts sociaux la rendrait précaire et funeste.

» Et d'abord, en dépit de tous les raisonnements philosophiques, l'enfant pauvre se trouve, aussitôt que ses forces le comportent, dans l'obligation de travailler pour gagner son pain; et comme le demi-temps, irréalisable dans la plupart de nos industries, ne sera, dans tous les cas, qu'une sorte de noviciat, presque absolument improductif au point de vue du salaire, il importe de ne pas retarder outre mesure l'époque où le jeune ouvrier aura le droit de faire sa journée complète; car c'est à partir de ce moment là seulement, que son travail pourra le faire vivre et qu'il cessera d'être à charge à sa famille.

» Ici se présente une réflexion qu'on ne saurait passer sous silence. La morale s'accorde avec la statistique pour déplorer l'amoindrissement notable qui s'accuse, à chaque dénombrement, dans la population de la France. Pour conjurer cette malheureuse tendance, on ne saurait accorder trop d'égards ni trop de facilités au père entouré de nombreux enfants. Or, plus la famille est nombreuse, plus la tâche est lourde et plus elle devrait être abrégée. La loi, en retardant par des restrictions excessives l'émancipation professionnelle des enfants, exposerait précisément vis-à-vis des pères les plus chargés et par

conséquent les plus méritants, à leur rendre le fardeau d'autant plus intolérable et à les jeter dans le découragement; elle serait, dès lors, tout à la fois inhumaine et impolitique.

» Enfin, l'interdiction légale ne pèsera-t-elle pas d'une manière encore plus douloureuse sur les enfants de la veuve et sur les orphelins ?

» Au début de la deuxième délibération, la commission spéciale, cédant, avec une loyauté qui l'honore, à de puissantes objections basées sur l'expérience et présentées par les hommes les plus compétents, s'était empressée d'abaisser à 12 ans la limite où pourrait commencer la journée complète. L'Assemblée, il est vrai, émue par de généreuses utopies, s'est laissée entraîner, au cours de la discussion, à relever la limite à 13 ans. Il faut souhaiter que, revenant à des idées plus pratiques et plus conformes aux véritables intérêts du pays et de l'humanité, elle se décide, en fin de compte, pour l'âge de 12 ans.

» L'âge de 12 ans est, en effet, le mieux en harmonie avec les nécessités de l'instruction et de l'éducation des enfants aussi bien qu'avec les besoins de la famille et de l'industrie. C'est à 12 ans que, forcés de les faire travailler pour vivre, les parents retirent leurs enfants de l'école, aussitôt après la première communion; et, comme il est incontestable que, dans l'état actuel des choses, il existe, en France très-peu de villes ou de villages pourvus de bâtiments scolaires en quantité suffisante pour y recueillir la totalité des enfants, il serait matériellement impossible de les y conserver une année de plus. Seront-ils donc condamnés à vivre, en vagabondage, sur la voie publique? Non! même en admettant la question de l'alimentation comme résolue, au seul point de vue de l'éducation, il est préférable qu'ils passent, sans interruption, de la discipline de l'école au régime des usines sérieusement surveillées, où, entre autres avantages, ils trouveront, le plus souvent, la possibilité de continuer leur instruction dans les classes ouvertes gratuitement à leur profit par les patrons.

» Il est d'ailleurs démontré par l'expérience que ni l'âge ni la durée du travail ne sont les points les plus essentiels à réglementer. Ce qu'il importe, avant tout, d'obtenir par une surveillance effective, c'est :

» 1^o Que les ateliers soient agencés et entretenus suivant les exigences de la salubrité ;

» Que l'enfant ne soit jamais assujéti à un travail exigeant le moindre effort physique; car telle besogne, nécessitant une dépense de force exagérée, peut occasionner, en une heure, plus de fatigue et même d'épuisement qu'une occupation douce et modérée prolongée pendant la journée tout entière.

» Ce qu'il faut, de plus, éviter, c'est que l'enfant soit jamais victime de mauvais traitements ou de mauvais exemples.

» A ces considérations générales, les membres de la Chambre syndicale prennent la liberté d'ajouter un vœu qu'ils émettent en faveur de l'industrie de la verrerie, dont ils sont les représentants.

» Le travail de nuit étant une des conditions inévitables de la production du verre, il y a nécessité que les enfants y soient admissibles dès l'âge de 12 ans. Cette tolérance se justifierait d'ailleurs par l'innocuité bien constatée de cette précieuse, mais difficile fabrication, dans laquelle huit années suffisent à peine pour former un ouvrier complet. Or, moins indépendant que l'artisan anglais qui, n'étant pas assujéti au service militaire, peut, sans grand inconvénient pour son avenir, prolonger pendant quelque temps encore son apprentissage après l'accomplissement de sa vingtième année, l'ouvrier français ne pourrait sans le plus grave préjudice, ne pas avoir terminé son initiation industrielle avant d'être appelé sous les drapeaux. Assurément, il serait bien à plaindre, si, au sortir du régiment, après avoir payé sa dette à la patrie, il ne se trouvait pas encore en pleine possession des notions de son métier ; car il serait trop tard pour lui d'avoir à reprendre son apprentissage à l'âge, où, suivant la loi de la nature, il devra devenir chef de famille et pourvoir aux charges de la paternité.

» Les membres de la Chambre syndicale vous prient, Monsieur le Ministre, de vouloir bien agréer la respectueuse assurance de leur profond dévouement.

(Suivent les signatures.)

ŒUVRES EN FAVEUR DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

I.

LES PATRONAGES.

ET LES SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE PATERNELLE DES APPRENTIS.

Société pour l'Assistance paternelle aux enfants employés dans les Fabriques de fleurs et de plumes.

Le dimanche 20 avril 1873 a eu lieu, dans la charmante salle du Vaudeville, la distribution des récompenses aux élèves apprentis du Patronage des Fleurs et Plumes, sous la présidence de M. Charles Robert, Vice-Président de la *Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures*.

M. le Président d'honneur était assisté de MM. Lefébure, Député de la Seine, Secrétaire général de la *Société de protection*, L'Huillier, Adjoint du 3^e arrondissement, J. Périn, Secrétaire de la *Société de Protection*, E. Bertrand, Président de la *Société municipale de Secours mutuels du Quartier Bonne-Nouvelle*; et d'un certain nombre de Membres des Chambres syndicales.

Autour du bureau de la Présidence, établi sur la scène, étaient groupés, d'une part, les Membres du Conseil d'administration de la Société, les représentants de la presse, les jeunes garçons apprentis et pupilles de la Société; d'autre part, les nombreuses élèves de l'Assistance paternelle, accompagnées de Contre-maîtresses et de Dames patronnesses.

Dans la salle, littéralement comble, un grand nombre de hauts fonctionnaires, de notabilités industrielles et commerciales étaient confondus avec les patrons, contre-maîtres et employés de la Corporation des Fleurs et Plumes.

Ajoutons qu'en raison de la nature de cette industrie les dames de toutes les conditions s'y trouvaient en grande majorité; aussi, de la scène, l'aspect de la salle, ornée du rez-de-chaussée à l'amphithéâtre de toilettes ravissantes, offrait un coup d'œil splendide.

A une heure et demie, la musique de la Garde Républicaine inaugura la séance par l'ouverture de Guillaume Tell, puis M. Charles Robert prononça un remarquable discours souvent interrompu par les applaudissements de l'assemblée.

Il s'exprima en ces termes :

MESDAMES, MESSIEURS, MES CHÈRES ENFANTS,

J'ai sous les yeux, comme l'an dernier, un programme de concert dont les magnifiques promesses me rappellent d'une manière impérieuse le devoir d'être court, mais je manquerais à un autre devoir, si je n'insistais pas devant cette assemblée sur les succès de ces jeunes élèves et sur les éloges qu'elles ont mérités.

Oui, mes chères enfants, j'ai cette année de grands compliments à vous faire pour les résultats obtenus par vous, soit dans le travail professionnel des fleurs et des plumes, soit et surtout, en ce qui concerne l'instruction primaire.

Je n'ai pu assister, à mon grand regret, à vos concours des 27 et 30 mars, mais on m'a raconté que les fleurs naissaient et s'ouvraient sous vos doigts agiles comme sous la baguette d'une fée. J'ai lu autrefois dans le *Magasin Pittoresque* un récit des luttes qui ont lieu en Bretagne, aux grandes fêtes, entre les garçons les plus robustes des villages voisins. Il est d'usage qu'avant de se prendre corps à corps, les deux adversaires échangent une question et une réponse. L'un dit à l'autre : « N'emploies-tu ni sortilège, ni magie ? » Et le champion interpellé répond : « Je n'emploie ni sortilège, ni magie. » — Dans la bouche des apprenties de l'Assistance paternelle des fleurs et plumes, de Mesdemoiselles Virginie Mignon, Marie Ackerlin, Justine Diédey, Maria Parigot, par exemple, cette déclaration ne paraîtrait pas sincère, car elles sont de véritables fées, des magiciennes qui font éclore à leur volonté, même au cœur de l'hiver, roses, pavots et myosotis. Si je donne ainsi la première place dans mes éloges au mérite artistique, soyez bien persuadées, mes chères enfants, que j'honore aussi les qualités plus modestes, mais non moins utiles, de celles d'entre vous qui fabriquent les articles courants, production spéciale de plusieurs maisons importantes. Elles aussi, par la rapidité et la régularité de leur travail, contribuent à la prospérité de l'industrie des fleurs et des plumes. (*Applaudissements.*)

Quant à l'instruction primaire, à laquelle nous attachons tous une si grande importance, vous avez fait de remarquables progrès. Une seule d'entre vous, une seule sur 49, et encore est-ce par un excès de timidité, n'a pu, malgré ses efforts si soutenus et si honorables, arriver à remplir les conditions du programme.

A propos de vos examens d'instruction primaire, laissez-moi vous parler d'un autre concours dont les résultats ont été reconnus dotes-

tables et qui cependant m'a causé la plus vive satisfaction. Vous le comprendrez facilement, lorsque je vous aurai dit que les concurrents étaient de jeunes soldats coiffés du casque à pointe qui caractérise l'armée d'un peuple voisin.

Je suis de ceux qui, pour stimuler le zèle des Français et leur faire honte de leur ignorance, ont sans cesse comparé les statistiques allemandes aux nôtres, afin de montrer que là, mieux qu'ici, on s'efforce d'arriver à donner à tout enfant la connaissance de la lecture et de l'écriture; cette comparaison, malheureusement, reste toujours à notre désavantage : le nombre des jeunes hommes de vingt ans qui ne savent ni lire ni écrire est encore plus grand chez nous qu'en Allemagne, mais voici ce qui doit nous consoler un peu :

Un officier prussien vient de publier une brochure anonyme (1) dans laquelle il expose que, depuis 1860, une compagnie de 113 soldats reçoit chaque année 40 recrues et qu'il a eu soin, dès l'arrivée de ces recrues dans sa compagnie, d'examiner et de noter exactement leur degré d'instruction.

Or, il a constaté que, sur ces 40 recrues, 3 ou 4 hommes en moyenne ne savent pas écrire leur nom, et qu'un ou deux ignorent absolument la lecture (ordinairement, ce sont des Polonais); après cette catégorie, dit-il, en vient une autre comprenant de 10 à 12 hommes qui, sur les statistiques, sont classés comme pourvus de l'instruction scolaire, mais qui mettent deux ou trois minutes à lire une phrase de trente mots, et qui, arrivés au bout de la phrase, en ont oublié le commencement. Ils ne peuvent copier un modèle d'écriture sans y mêler une foule de fautes et il leur est impossible de faire une dictée!

Ainsi, supposons qu'on leur fasse lire, dans leur langue, une phrase comme la suivante qui a trente et un mots :

La raison du plus fort est toujours la meilleure,
Nous l'allons montrer tout à l'heure.

Un agneau se désaltérait

Dans le courant d'une onde pure,
Un loup survient à jeun qui cherchait aventure...

Il leur faudra trois minutes pour lire cette phrase. Quand ils seront arrivés à la conclusion pratique .

Un loup survient à jeun qui cherchait aventure,

ils auront oublié le grand principe rappelé au commencement !

Enfin, l'auteur nous disant que, sur 50 recrues, un seul homme

(1) *Bildung und Mannszucht im deutschen Heere*, Berlin, Mittler, 1872, analysé dans le n° 10 (8 mars 1873) de la *Revue critique d'histoire de littérature*.

pu dire quelque chose sur les guerres de 1813, et qu'ordinairement, sur 50 hommes, il n'y en a guère que cinq qui connaissent les principaux faits de l'histoire de Prusse aux XVIII^e et XIX^e siècles, je puis affirmer qu'aucun de ceux dont je parle ne songera à établir un rapprochement entre cet agneau et l'infortuné Danemark.

Une troisième catégorie, prise toujours dans les 40 recrues que notre officier examine tous les ans, comprend de 16 à 19 hommes sachant lire sans trop bégayer. Ceux-ci peuvent faire tant bien que mal une dictée, mais ils n'écrivent une lettre qu'avec une extrême difficulté, sans ponctuation, sans construction régulière, et il faut souvent deviner ce que le rédacteur a voulu dire.

Enfin, la quatrième classe comprend cinq ou six hommes dont on peut dire qu'ils ont reçu l'instruction primaire, et, cependant il paraît que, dans l'armée allemande, on ne trouve ordinairement par compagnie que trois hommes pouvant assister le sergent dans ses écritures (copier des circulaires et des ordres). Bien entendu, ajoute le recueil où j'ai trouvé ces renseignements, les engagés volontaires d'un an ne sont pas compris dans cette classification.

Étrange effet de l'association des idées. J'ai commencé en parlant des fleurs, et maintenant me voilà occupé des Prussiens ! Ne les oublions pas, Messieurs, c'est une pensée salutaire ! Que la présence de l'ennemi nous rende sages ! Que le souvenir de nos défaites nous inspire de viriles résolutions ! Le temps s'écoule, le soleil du printemps nous éclaire pour la seconde fois depuis nos désastres. Ne nous laissons distraire ou éblouir ni par les rians aspects de la nature, ni par cette puissance financière et industrielle qui se manifeste chez nous d'une manière si étonnante. Songeons à notre deuil, à nos revers, aux écueils semés sur notre route, aux efforts que chacun de nous doit faire. Un jour, à la suite d'un concours qui avait surexcité le zèle de beaucoup d'enfants, j'ai observé les vaincus au sortir de la classe où avait été proclamé le vainqueur. L'un déchirait son livre avec désespoir et imprécations ; l'autre accablé, pleurait à chaudes larmes ; un troisième, indifférent ou léger, chercha sa toupie dans sa poche et se mit à jouer en ricanant. Le quatrième, recueilli, résigné, marchait à pas lents en relisant sa copie remplie de fautes. L'année suivante, c'est à ce dernier qu'échut le grand prix. Prenons-le pour exemple, si nous voulons reconquérir notre place.

Je ne parle pas ici des luttes à main armée, mais du rang qui doit nous appartenir dans l'ordre moral. Pendant l'occupation étrangère à Versailles, un officier allemand, logé dans une maison où les gens de service étaient restés seuls, venait chaque matin s'asseoir devant les fourneaux pour interpellier la cuisinière en lui disant : « La France n'est plus la grande nation ! » Cette insulte quotidienne répétée pendant trois semaines par cet impitoyable gentilhomme, exaspérait

la pauvre femme. Mais il se trompait. On peut être vaincu et rester grand, être le plus fort et paraître petit.

Ne laissons donc échapper aucune occasion de montrer au monde que la France vaincue est digne de sympathie et de respect. (*Applaudissements.*)

A ce point de vue, l'Exposition universelle de Vienne est très-opportune. Je plains de tout mon cœur les jurés français qui seront contraints d'y siéger, autour d'une table, à côté de certains collègues au verbe haut, à l'air triomphant; mais je félicite les exposants français d'y représenter la patrie. Votre industrie, Messieurs, y tiendra une place brillante. Vous avez organisé, avec la plus complète abnégation, une exposition collective où chaque maison s'est sacrifiée d'avance aux nécessités de l'effet général.

Des monceaux de fleurs admirables s'étagent au milieu d'une serre de cristal, tandis qu'à la surface d'un petit lac artificiel paraissent des nénuphars entourés de leurs larges feuilles. Cette exposition collective est une merveille; elle sera là-bas le centre, de tous les regards, elle sera l'emblème du bon goût, de l'harmonie et de la grâce, et arrachera des cris d'admiration à tout spectateur capable d'être charmé par la vue de ces fleurs de France: ceux qui nous haïssent sentiront devant elles s'augmenter en eux-mêmes l'amertume de leur fiel et regretteront de ne pouvoir fouler aux pieds ces beaux et inimitables bouquets.

Mais vous savez que désormais il y a toujours deux expositions internationales parallèles: l'exposition *matérielle*, celle des objets fabriqués par un producteur quelconque, et l'exposition *morale*, c'est-à-dire, les objets de nature à faire connaître les conditions dans lesquelles vit et travaille ce producteur. Rien de plus utile, sans doute, qu'un morceau de houille, mais il m'importe d'avoir des détails sur l'existence, la nourriture, le logement, le costume, les fatigues, les dangers, le salaire, les souffrances et les joies de l'ouvrier mineur qui a détaché ce combustible de la sombre galerie où le feu grisou menace à chaque instant ses jours. Rien de plus digne d'intérêt, sans doute, que les fleurs artificielles de l'industrie parisienne, mais l'honnête et laborieuse fleuriste de vos ateliers, Messieurs, est plus intéressante encore. Les expositions morales répondent à ce besoin d'informations qui est la première condition de tout progrès. (*Applaudissements.*)

Dans tous les pays, dans tous les établissements industriels, on a aujourd'hui, j'aime à le croire, le même idéal: diminuer, autant que possible, le fardeau de douleurs, de souffrances et de privations qui pèse toujours sur l'humanité, et améliorer, en faisant appel à tous les moyens praticables et légitimes, la condition morale, intellectuelle et physique de la population. Les Expositions périodiques permettent

à chacun de voir jusqu'à quel point cet idéal, suivant les lieux, les mœurs et les circonstances, peut être réalisé.

Voici quelques renseignements sur les développements donnés, lors des diverses expositions universelles, à cette idée si féconde.

En 1831, à Londres, le prince Albert expose des modèles d'habitations ouvrières.

En 1835, à Paris, d'après une idée émise par M. Twining, membre de la Société des Arts de Londres, on organisa, sous le nom d'Exposition d'économie domestique, une galerie modeste dans laquelle furent placés un certain nombre d'objets pouvant servir à la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, substances alimentaires, vêtements, mobilier et ustensiles du ménage, modèles d'habitations. Exposition du pot au feu ! dira dédaigneusement quelque étourdi. Oui sans doute, mais rien n'est plus digne d'attention. Tout vient aboutir au foyer domestique, et dans l'ordre moral, politique et social, tout en sort, le bien comme le mal. Ces humbles détails sont liés à l'étude de la condition réelle du peuple, et le budget de l'État lui-même, avec ses imposantes colonnes de chiffres, n'est-il pas le livre de ménage de la grande Famille nationale.

À Londres, en 1862, c'est surtout dans les soins donnés à l'Exposition scolaire, aux questions d'enseignement et d'éducation, qu'apparaît la sollicitude de ses organisateurs pour l'étude des questions sociales.

En 1867, se produit un remarquable ensemble. Des prix exceptionnels, fondés par un décret dû à MM. Le Play et Duruy, sont attribués aux localités et aux établissements où règne l'harmonie sociale, et un véritable congrès de grands personnages se réunit autour d'un tapis vert pour décerner ces récompenses. Les bureaux du X^{me} groupe, créé pour s'occuper des objets et documents relatifs à la condition morale et matérielle des personnes vouées au travail manuel, procèdent à une enquête minutieuse sur l'organisation des usines et les ateliers étudiés à ce point de vue. Enfin, des rapports sont faits sur les sciences dont le progrès est si intimement lié au développement de l'industrie. N'est-ce pas aux travaux des chimistes, aux patientes recherches du savant enfermé dans son laboratoire que vous devez les couleurs admirables dont brillent vos fleurs ? (*Applaudissements.*)

Qu'a-t-on préparé à Vienne à ce point de vue ? Il n'y a point de programme analogue à ceux de 1867, mais, ainsi qu'a bien voulu me l'expliquer M. du Sommerard, commissaire général de l'Exposition française à Vienne, on y trouvera les éléments de l'*Exposition morale* dans trois sections, savoir : 1^o types de l'habitation bourgeoise, ses ustensiles et son mobilier ; 2^o types de l'habitation rurale ; 3^o industries domestiques nationales ce qui comprend surtout le travail des femmes. De plus, une grande place est faite à l'Enseignement

sous toutes ses formes et à tous ses degrés, y compris l'Enseignement technique et professionnel. Enfin, par suite de l'extension donnée à une excellente création, due à la *Société industrielle de Vienne*, un concours spécial est ouvert pour les contre-maîtres et ouvriers de mérite. On veut honorer, non pas l'habileté professionnelle de ces coopérateurs importants, mais les services qu'ils rendent d'une manière générale. Ce sont les sous-officiers de l'industrie, les intermédiaires entre le patron et les ouvriers, et leur influence est souvent prépondérante, soit pour maintenir la paix, soit pour former par l'apprentissage, de bons ouvriers. « Il existe, dit le programme officiel signé par le baron de Schwarz-Senborn, qui reproduit ici les paroles de M. Spoerlin, premier fondateur de ces prix, il existe, à part l'habileté technique, un mérite qui règne sans bruit ni éclat dans nos ateliers, mais qui contribue considérablement à la prospérité d'un établissement industriel : ce mérite est celui qu'acquière les contre-maîtres dévoués et honnêtes par leur fidélité et leur dévouement. De tels contre-maîtres qui font leur devoir avec zèle et avec une bonne volonté constante, qui s'occupent sans relâche de la prospérité de l'entreprise, qui sont toujours les médiateurs entre leur chef et ses subordonnés, ces officiers industriels choisis, comme corps d'élite, parmi les ouvriers les plus habiles et les plus rangés, sont certainement en première ligne dignes de la reconnaissance et d'une récompense publiques. »

Eh bien, Messieurs, et c'est par là que je termine, je veux vous adresser une double prière. Vous entendrez tout à l'heure proclamer les noms de deux contre-maîtresses dont les services rappellent les mérites si bien décrits par le programme que je viens de lire. Je demande à l'Assistance paternelle des fleurs et plumes de faire connaître ces deux noms au jury de Vienne.

Je demande aussi, et c'est ma seconde prière, que les Statuts et les comptes-rendus de votre Association paternelle soient envoyés à Vienne pour être compris dans l'*Exposition morale*. Sans eux, votre brillante exposition de fleurs ne représenterait qu'à moitié votre industrie. Cette association est digne d'être signalée aux amis du progrès. Vous faites des ouvriers à une époque où le recrutement des ateliers est particulièrement difficile; vous honorez le travail; vous développez l'instruction, vous donnez tous vos soins à l'éducation morale; vous excitez l'émulation, vous établissez des relations cordiales, vous organisez des fêtes charmantes, en un mot, vous avez su créer une grande famille industrielle. Oui, vos fleurs sont admirables, mais vous avez à montrer des résultats meilleurs encore, car l'harmonie et la paix sont les fleurs les plus belles, je ne veux pas dire les plus rares, qu'on puisse voir s'épanouir dans le champ de l'industrie! (*Vifs et unanimes applaudissements.*)

Après ce discours, la première partie du concert a été exécutée ; puis M. R. Turney, trésorier du Patronage, a donné lecture du rapport annuel, dont nous détachons le passage suivant :

Le nombre des enfants portés sur nos registres depuis la fondation de la Société est de 434 ; la plupart de nos anciens élèves sont aujourd'hui les utiles auxiliaires d'excellentes maisons.

Parmi les 76 actuellement sous notre patronage, 49 se sont trouvés remplir les conditions d'ancienneté requises pour prendre part aux examens dont les résultats vont être proclamés.

Nous avons la bonne fortune de pouvoir tout d'abord vous annoncer un progrès marqué pour l'Instruction primaire, qui, l'an dernier, était notre point noir.

Cette année, fort peu d'élèves ont renoncé à tenter les quatre opérations premières de l'arithmétique ; la grande majorité se sont élevés au-dessus de ces régions ténébreuses où l'orthographe se perd dans la fantaisie ; pas un ne s'est présenté qui ne sût lire et écrire. Tous ont donc ébranlé, sinon brisé les entraves de l'ignorance.

C'est que plusieurs d'entre eux, dirigés ou secondés par leurs patrons se sont appliqués d'une façon très-méritoire à acquérir les éléments indispensables, et ont ainsi réalisé, dans l'intervalle de douze mois, un avancement relatif dont il a été tenu grand compte. C'est que, bien mieux, quelques jeunes personnes de nos ateliers, heureusement douées sous le rapport des connaissances acquises, ont noblement consacré leurs heures de loisir à l'enseignement de leurs compagnes moins favorisées. C'est là de la belle et bonne fraternité dont nous ne croyons pouvoir mieux faire l'éloge qu'en la signalant à votre appréciation éclairée.

Le travail professionnel, vous pourrez en juger par vous-mêmes, toutes les compositions étant soumises à votre inspection dans la salle du foyer. Elles promettent beaucoup.

Nos industries si essentiellement françaises vont, dans quelques jours, revendiquer à Vienne leur vieille réputation, héritage que nous ont transmis nos prédécesseurs dans la carrière. Comme au temps des anciennes corporations, les Fleurs et Plumes de Paris ont voulu produire leur chef-d'œuvre. La collaboration patriotique d'un groupe d'élite a créé une vaste serre artificielle, un ensemble harmonieux, dont il ne nous appartient pas de dire tout le bien que nous en pensons ; disposé avec infiniment de goût par une de nos illustrations, M^{lle} Pitrat, notre excellent collègue, il sera sans doute apprécié à l'étranger aussi favorablement qu'il l'a été ici par les personnes admises à le visiter. Nous sommes heureux de pouvoir féliciter M^{lle} Pitrat du dévouement qu'elle a apporté à cette tâche. (*Applaudissements prolongés.*)

Noblesse oblige; et nous comptons que nos jeunes protégés s'efforceront de marcher dignement sur les traces de leurs devanciers.

Déjà le précédent concours, remarqué à juste titre, avait valu aux travaux de nos élèves l'honneur de figurer à l'Exposition universelle de Lyon : ils y ont été l'objet d'une distinction flatteuse : une médaille de bronze leur a été accordée.

Cette fois, grâce aux ressources mises à notre disposition, nous avons pu doubler les récompenses pour une section qui se distinguait à la fois par la quantité et la qualité. De plus, des libéralités particulièrement affectées à l'industrie des plumes de parure nous ont permis de lui réserver des prix distincts.

La comparaison des plumes avec les fleurs avait jusqu'ici présenté de sérieuses difficultés lors du classement. Il y a donc là une heureuse innovation : tout en assurant à une intéressante spécialité le bénéfice de mérites qui lui sont propres, elle ranimera certains courages qui nous ont paru quelque peu chancelants, et attirera des concurrents plus nombreux.

La nature même des épreuves rend d'ailleurs toujours très-ardue la mission de ceux qui sont appelés à les juger; on se ferait difficilement une juste idée des connaissances pratiques, de l'attention minutieuse qu'ils y apportent. D'un autre côté, leur impartialité est d'autant plus certaine que, n'ayant pas eux-mêmes d'élèves engagés, ils ne connaissent pas les compétiteurs et ignorent à quelles maisons ils appartiennent, car les noms sont dans chaque cas remplacés par des numéros d'ordre.

Aussi les décisions du jury sont-elles souveraines et acceptées sans contrôle.

Si nos honorables confrères donnent ainsi, sans compter, leur temps et leurs soins, si à leur zèle désintéressé suffit le sentiment du service rendu, nous n'en sommes que plus empressés à les remercier publiquement.

Nous ne saurions passer sous silence le rôle moins saillant peut-être, mais plus laborieux encore de nos délégués. Ce sont eux qui, durant toute l'année, sont les représentants directs de la Société auprès des enfants placés sous notre tutelle. Par leurs bons conseils, leurs admonestations paternelles, au besoin, ils facilitent singulièrement la mission que nous nous sommes donnée : le perfectionnement, la moralisation de l'apprentissage. (*Applaudissements.*)

Enfin, cette année encore, nous avons eu la vive satisfaction d'appliquer l'article 15 de nos statuts en décernant des récompenses à deux contre-maîtresses qui, par leur énergie et leur dévouement, ont contribué aux progrès des apprenties confiées à leur direction. L'une d'elles avait déjà reçu de nous une médaille : nous avons tenu à reconnaître sa persévérance dans le bien; l'autre jeune fille, ancienne

élève de notre patronage, a remporté jadis un de nos prix d'excellence : dans la distinction dont elle est aujourd'hui l'objet, elle verra une preuve de l'intérêt que nous ne cessons de lui porter.

Pour les titulaires, ce sera un honneur mérité ; pour leurs compagnes, un encouragement à suivre leur exemple. (*Applaudissements.*)

Nous désirons vous confier une de nos espérances, nous n'osons encore dire un projet : c'est la création de *Pensions d'Apprenties*, maisons ou établissements dans lesquels, moyennant une rétribution équitable, des enfants que parents et patrons ont souvent égale difficulté à loger, trouveraient après la journée à l'atelier

Bon souper, bon gîte et le reste,

c'est-à-dire des soins maternels, un complément d'instruction élémentaire, peut-être même ces Cours de dessin, auxquels d'insurmontables difficultés nous ont forcés de renoncer jusqu'à ce jour.

Une partie de ces avantages nous est offerte déjà par la Maison des Sœurs de Marie-Auxiliaire, que des renseignements pris à bonne source nous permettent de recommander particulièrement.

Mais nous avons l'ambition de constituer quelque chose qui nous soit propre ; or, notre encaisse serait loin de suffire aux frais de premier établissement. Nous aurons donc besoin de beaucoup d'aide ; et nous n'hésitons pas à faire appel à nos confrères, à nos amis, à tous ceux qui ont à cœur l'intérêt de la jeunesse laborieuse. (*Applaudissements.*)

La Préfecture de la Seine nous a favorisés d'une allocation de 1,500 francs qui, nous l'espérons, sera annuelle, et dont l'objet est d'encourager nos efforts en faveur de l'instruction primaire.

Ces efforts, nous le rappelons, n'ont pas été infructueux. En outre, un jeune orphelin de nos industries est, depuis plus d'un an, placé à nos frais dans un bon pensionnat des environs de Paris, continuant ainsi la série des pupilles à qui nous avons assuré les bienfaits de l'éducation première, avant de les mettre, sous notre surveillance, en apprentissage chez nos Sociétaires.

Nous croyons donc mériter à tous égards la subvention qui nous est accordée : elle nous semble justifiée par notre passé, par les résultats actuels, par les progrès que nous poursuivons dans l'avenir.

La proclamation des récompenses a été faite ensuite par M. L. Salmon, Secrétaire du Patronage, assisté de M. Ch. Petit, Président de l'Assistance paternelle.

II.

LES ÉCOLES D'APPRENTISSAGE.

CHAMBRE SYNDICALE DES MÉCANICIENS, CHAUDRONNIERS, FONDEURS
ET DES PRODUCTEURS ET MANIPULATEURS DE MÉTAUX.

Projet d'École d'internes.

La *Chambre syndicale des Mécaniciens, Chaudronniers, Fondeurs et des Producteurs et Manipulateurs de métaux* nous a communiqué la circulaire suivante :

« Il n'est personne en France qui ne se soit vivement préoccupé des déplorables conditions dans lesquelles se fait l'instruction et surtout l'éducation des classes ouvrières.

» La *Chambre syndicale des Mécaniciens, Chaudronniers, Fondeurs, producteurs et manipulateurs de métaux*, dont tous les membres sont des praticiens et vivent au milieu des ouvriers, a cru qu'il était de son devoir de faire tous ses efforts pour améliorer cet état de choses.

» Outre le grand intérêt social qu'il y a à élever le niveau moral et intellectuel des classes ouvrières, la Chambre pense qu'il est également très-important de former des ouvriers honnêtes et habiles, afin d'assurer la grandeur et la prospérité de l'Industrie nationale; il est certain, en effet, que le nombre restreint de bons élèves que nous formons, fait redouter à tous une décadence assez rapide de notre industrie.

» C'est dans ces vues éminemment patriotiques que la Chambre syndicale déclare vouloir fonder par ses ressources, et celles qu'elle espère trouver dans toutes les classes de la société, une *École d'apprentis*, destinée à produire des ouvriers pourvus des connaissances nécessaires à leur profession.

» Cette École sera un atelier, mais un atelier où l'enfant ne se trouvera en contact qu'avec des enfants de son âge et ne recevra de leçons et de conseils que d'hommes choisis parmi les meilleurs instituteurs et les meilleurs ouvriers instructeurs.

» Le programme d'études de cette école sera renfermé dans un cadre relativement restreint, afin de réserver le plus de temps possible à l'éducation professionnelle, à la morale générale,

basée sur l'amour du travail, le culte de l'art dans le métier, et le dévouement au pays et à la famille; ce cadre, étant suffisant, selon la Chambre, pour faire des citoyens utiles, des pères de famille, et des champions sérieux pour l'industrie nationale.

» On sait, en effet, par expérience, que les jeunes gens bien doués et pourvus d'aptitudes spéciales, peuvent toujours augmenter leur savoir par les moyens que la possession d'un état bien su et fortement pratiqué met facilement à leur portée.

» La Chambre espère obtenir l'appui de tous les hommes de cœur, car il n'en est pas un qui ne serait heureux d'arracher l'enfance à la mauvaise éducation, aux exemples funestes et aux mauvais conseils. »

PROGRAMME DES ÉTUDES.

ATELIER : Sept heures par jour.

Français. — Lecture, Écriture, Grammaire, Orthographe, Analyse, Exercice de style.

Mathématiques. — Arithmétique, Géométrie plane, Éléments de géométrie descriptive, applications.

Mécanique. — Éléments de Mécanique générale, Machines simples, Machines à vapeur, Machines outils, connaissance des matériaux; du choix qu'on en doit faire dans la pratique et des conditions relatives à leur résistance.

Physique. — Éléments, propriétés générales des corps, chaleur, électricité.

Chimie. — Éléments industriels.

Dessin. — Dessin linéaire, Croquis à main levée, levé des plans.

Géographie. — Géographie générale, Géographie de la France.

Histoire. — Histoire de France, notions d'histoire générale.

Conférence sur la morale générale, l'économie politique, l'hygiène.

Exercice du corps : Gymnastique, école de peloton.

STATUTS PROVISOIRES.

ARTICLE 1^{er}. — Il est fondé, à Paris, par souscription publique, et sous le patronage et la direction spéciale de la *Chambre syndicale des Mécaniciens, Chaudronniers, Fondeurs,*

Producteurs et Manipulateurs de métaux, une *École d'apprentis internes*, destinée à former de bons ouvriers, dans les branches suivantes de l'industrie :

Ajusteurs, Tourneurs, Mécaniciens,
Forgerons,
Chaudronniers en fer et en cuivre,
Fondeurs en fer et en cuivre,
Modeleurs.

ART. 2. — Une commission formée de membres de la Chambre syndicale sera chargée de la haute surveillance de l'École et du maintien des principes qui ont inspiré sa création.

ART. 3. — La durée de l'apprentissage est fixée à quatre années consécutives, l'apprenti ne sera reçu qu'à l'âge de douze ans révolus.

ART. 4. — L'admission des apprentis aura lieu à la suite d'un examen, et les premiers seront admis jusqu'à concurrence du nombre fixé chaque année.

ART. 5. — Les parents de l'enfant devront, avant son entrée à l'École, signer un contrat d'apprentissage; ce contrat sera signé par le Directeur de l'École et par le Président de la Commission syndicale.

ART. 6. — Les parents de l'enfant contribueront à son entretien et à sa nourriture pour une somme de 10 francs par mois.

ART. 7. — Afin d'alimenter le travail de ses ateliers, l'École prendra des travaux à façon ou à l'entreprise; mais, afin de ne jamais devenir une concurrence pour l'industrie, elle ne prendra de commandes que pour les industriels Mécaniciens, Chaudronniers, Forgerons, Fondeurs et Modeleurs, et encore ne pourra-t-elle faire pour eux que des travaux qu'ils ont l'habitude de faire chez eux ou de faire faire à façon en dehors de leurs ateliers.

ART. 8. — Afin que l'apprenti puisse subvenir à ses premiers besoins, en sortant de l'École, il lui sera remis un capital de sortie constitué au moyen d'une solde de 10 centimes par jour de travail.

ART. 9. — Il sera délivré un livret d'apprentissage à chaque élève qui sortira de l'École, après ses quatre années; il sera en outre délivré des médailles (or, argent et bronze), et des prix en argent aux dix premiers apprentis sortants.

ART. 10. — Il y aura constamment à l'École une Exposition publique des travaux exécutés par les élèves.

ART. 11. — Les statuts définitifs seront réglés par une commission d'organisation nommée par la Chambre syndicale, et à laquelle seront adjoints les dix premiers plus forts souscripteurs. (1)

<i>L'un des Secrétaires de la Chambre,</i>	<i>Le Président de la Chambre syndicale</i>
LAINÉ, fils.	des Mécaniciens et Fondeurs,
	GARGAN.

III.

LES ORPHELINATS.

L'ORPHELINAT SAINT-JOSEPH DES JEUNES APPRENTIS VERRIERS

Fondé à la Cristallerie du Bourget (Seine).

RAPPORT DE M. LE DOCTEUR MARJOLIN.

M. le Président de la *Société de protection des Apprentis et Enfants des manufactures* ayant bien voulu me confier le soin de visiter l'Orphelinat établi par M. Paris, dans la cristallerie du Bourget, je me suis empressé de répondre à sa demande, ne voulant pas différer de mettre sous vos yeux les faits intéressants que j'avais observés.

Ce n'est pas la première fois qu'il est question, dans cette Société, d'œuvres semblables ou analogues, ayant pour but de préserver de la misère, de la démoralisation et de toutes leurs tristes conséquences, des orphelins ou de jeunes apprentis. Plusieurs de ces institutions et celle dont je vais vous entretenir, ont même déjà reçu de vous des encouragements et des récompenses justement mérités; mais à une époque où quelques

(1) On peut souscrire pour une somme une fois donnée ou pour un versement annuel.

Des dons en nature destinés à l'établissement ou à l'outillage des ateliers sont également reçus.

Les souscriptions annuelles sont reçues pour *cinq ans*.

S'adresser à M. le Président de la Chambre syndicale des Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs, 82, boulevard Sébastopol.

prétendus amis du peuple se plaisent à présenter incessamment et sous toutes les formes des idées aussi fausses que dangereuses sur la situation véritable des ouvriers, lorsque l'on entend sans cesse redire, par des personnes qui ne se donnent pas la peine de rechercher ce qu'il y a de vrai ou de faux dans toutes ces allégations, que l'on ne fait rien ni pour l'ouvrier ni pour sa famille, il est nécessaire de répondre par des preuves, faciles à vérifier, que les membres de cette Société ne se sont pas bornés à dire qu'ils prenaient sous leur protection les enfants de l'industrie, mais qu'ils ont agi et que les premiers ils ont donné le bon exemple d'améliorations de toute nature introduites dans leurs établissements. A l'appui de ces paroles, si je ne craignais d'abuser de vos moments et surtout de blesser la modestie de quelques-uns d'entre vous, il me suffirait de rappeler plusieurs des rapports contenus dans vos bulletins, mais je préfère aborder de suite mon sujet.

L'établissement dont je vais vous parler présente un double intérêt, ce n'est pas simplement une œuvre de charité fondée pour recueillir et occuper des orphelins, c'est une institution mieux comprise, c'est une véritable École d'apprentissage, de cet ancien apprentissage sérieux, dont l'abandon si déplorable de nos jours aura, si on n'y porte promptement remède, les conséquences les plus fâcheuses pour l'industrie.

Car il ne faut pas oublier ce principe, n'importe la profession à laquelle on se destine, qu'elle soit libérale ou industrielle, comme les connaissances pratiques ne sont pas innées, mais qu'il faut les acquérir, une éducation plus ou moins prolongée, constituant l'apprentissage sera toujours indispensable. Si nous voyons actuellement, dans tous les corps d'état, tant d'individus n'ayant qu'une instruction superficielle, c'est qu'ils refusent de se soumettre à cette règle de conduite : à peine connaissent-ils l'A B C du métier qu'ils se sont crus maîtres, et ne voulant désormais écouter aucun conseil, ils se sont montrés d'autant plus présomptueux qu'ils étaient plus ignorants. Telle est la triste conséquence d'un apprentissage incomplet.

Notre collègue a voulu prémunir ses jeunes apprentis contre ce danger et dans ce but il a fait les plus louables efforts ; grâce à sa sollicitude toute paternelle et à la bonne organisation de son orphelinat, il est arrivé à mener à bonne fin une entreprise

bien difficile, surtout à notre époque, en formant dans sa cristallerie un noyau d'apprentis qui seront plus tard d'honnêtes ouvriers.

Tel aura été le résultat d'un apprentissage, pendant lequel l'instruction morale aura marché de pair avec l'instruction technique.

C'est après une visite faite à l'improviste et dans les plus grands détails à la cristallerie de M. Paris que j'ai fait ce rapport, où se trouvent consignés tous les renseignements que notre collègue a eu l'obligeance de me fournir.

La cristallerie de M. Paris, primitivement installée à Bercy, fut, depuis l'annexion de cette commune, transférée en 1867 au Bourget, dans ce village si tristement célèbre par les sanglants combats d'octobre 1870. Mais longtemps auparavant, dès 1864, le premier essai d'un Orphelinat avait été tenté à Bercy; les enfants, d'abord confiés aux soins de la femme d'un ouvrier, avaient été installés dans une maison en dehors de l'usine. Au début, il y eut cinq apprentis logés et nourris, allant chaque jour passer une heure à l'école des frères.

Les frais d'entretien de ces enfants étaient couverts à l'aide de dons et de petites loteries organisées entre les amis et les membres de la famille de notre collègue.

Au bout de quelque temps, l'expérience ayant démontré qu'en procédant de cette manière le but proposé ne pourrait être atteint, d'une part parce que le salaire de ces enfants suffisait à peine à leur nourriture, et qu'il était d'ailleurs évident que de graves abus se commettaient, ce système dut être abandonné et il fallut recourir à un autre.

Ce fut aux conseils de notre regretté collègue M. Barreswil, que M. Paris eut recours; comme d'habitude, il trouva en lui ce zèle et ce dévouement sans bornes, qui en ont fait jusqu'à son dernier jour l'âme de cette Société.

Son opinion fut qu'après la tentative qui avait si mal réussi, il fallait prendre une tout autre voie, et il l'engagea à se mettre en rapport avec le Supérieur général des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, pour voir si cette communauté voudrait bien consentir à l'aider dans son œuvre.

La communauté s'étant volontiers prêtée à cet essai, l'installation des sœurs dans l'usine eut lieu le 2 février 1868, sous la présidence de M. Barreswil. Deux des sœurs du Bourget

venaient chaque jour donner leurs soins aux jeunes apprentis, préparer leurs repas et leur faire la classe.

On aurait pu croire, après un semblable arrangement, que ceux auxquels il était le plus profitable seraient les premiers à l'accueillir favorablement ; loin de là, ces enfants, qui étaient logés et nourris convenablement, désertèrent l'établissement. Au lieu de se décourager, et cette fois, plus d'un eût abandonné la partie, notre collègue, animé de cette persistance qui seule peut amener à de bons résultats, imagina un autre moyen.

Les sœurs n'ayant pas été agréées par les premiers pensionnaires, furent conservées pour les ouvriers et leurs enfants ; une petite pharmacie fut installée dans l'usine et on délivra des médicaments à ceux qui en avaient besoin. A dater de ce moment, l'œuvre entra dans une phase toute nouvelle et quelques mois s'étaient à peine écoulés, que dix nouveaux orphelins étaient réunis. Lorsque ce nouvel essai eut bien démontré que la direction confiée à des sœurs présentait des avantages incontestables, M. Paris fit une deuxième démarche auprès du Supérieur général, afin d'augmenter leur nombre et d'obtenir l'autorisation de les loger dans l'établissement, tandis que jusqu'alors elles venaient de la maison du Bourget.

De cette manière, il y eut une petite communauté au sein de l'usine, et les apprentis, constamment placés sous la surveillance des sœurs, furent soignés comme en famille.

C'était, on peut le dire, une véritable innovation dans le genre, mais cette innovation, dont nous pourrions aussi vous citer à Paris d'autres exemples, si plus tard j'essaie de faire l'histoire des Orphelinats du département de la Seine, a été une amélioration considérable introduite dans l'œuvre et c'est peut-être à elle qu'elle doit son succès (1).

Maintenant, comme résultat, je ne puis mieux faire que de vous citer le certificat de l'inspecteur cantonal, M. Houdard, qui exprime sa satisfaction sur l'instruction des élèves et la manière dont ils sont tenus, et sur la participation véritablement

(1) L'innovation toute particulière à l'Orphelinat de M. Paris, c'est l'éducation d'apprentis confiée à des sœurs depuis l'âge de treize ans jusqu'à vingt ans révolus.

maternelle de Madame Paris, à tout ce qui touche la direction de l'Orphelinat (1).

Ainsi modifiée, elle n'a fait que prospérer : de dix apprentis, elle est arrivée à en recevoir vingt. Il y a pour ces vingt orphelins dont le plus âgé a dix-neuf ans et le plus jeune douze ans (il n'y en a qu'un) quatre sœurs chargées de tous les soins du ménage, de la cuisine, de l'entretien du linge ; c'est aussi à elles qu'est confié l'enseignement et de plus tout ce qui regarde le compte courant établi pour chaque apprenti.

Puisque je vous ai parlé de l'instruction, je vous dirai en passant, afin de ne plus y revenir, que les autres enfants des ouvriers de la fabrique, au nombre de 33, suivent également les classes faites par une sœur.

Comme complément d'instruction pour les apprentis, l'usine possède une petite Bibliothèque d'une centaine de volumes bien choisis, qui sont également à la disposition des ouvriers. Ajoutons à la louange de ceux-ci que, contrairement à ce qui se passe dans d'autres maisons, la lecture est recherchée par tous ; il n'y a qu'un regret à exprimer, c'est ce que le nombre des volumes ne soit pas plus considérable (2).

Après vous avoir en quelque sorte fait assister aux diverses phases par lesquelles cette œuvre a passé, il me reste à vous faire connaître dans quelles conditions se trouvent les apprentis, comment leur temps est employé, quel est leur salaire et comment ils répondent aux soins que l'on a pour eux.

Quelques mots d'abord sur cet établissement, dont le personnel comprend en tout 202 personnes, hommes, femmes ou enfants.

(1)

« Le Bourget, le 9 avril 1873.

Je soussigné, Président de la délégation cantonale d'Instruction primaire, membre du Conseil général de la Seine, certifie que l'École de l'Orphelinat de la verrerie de M. Paris est visitée par les membres de la délégation tous les trois mois comme les Écoles du canton.

Les jeunes apprentis ont répondu d'une manière satisfaisante aux diverses questions qui leur ont été adressées.

J'y ai vu d'excellentes écritures et constaté tout particulièrement l'air enjoué de ces jeunes travailleurs rentrant en classe, en sortant de leurs travaux.

On voit qu'ils sont heureux sous la direction toute maternelle tant des sœurs que de Madame Paris.

Signé : HOUDARD,

Membre du Conseil général de la Seine,
Président de la commission cantonale des Ecoles. »

(2) Voyez ci-après, p. 420.

120 ouvriers,
23 femmes;
33 enfants, tous fils d'ouvriers,
20 enfants de l'orphelinat;
6 employés.

202

L'établissement du Bourget n'est pas seulement une cristallerie où l'on s'occupe exclusivement de tout ce qui sert aux usages journaliers, on y fabrique aussi des objets d'art, tels que des émaux sur fer, etc., et les récompenses décernées à M. Paris à diverses expositions en France ou en Angleterre, suffisent pour démontrer que l'apprenti qui veut sérieusement travailler à cette école peut, avec de l'aptitude et de la persévérance, devenir non-seulement un très-bon ouvrier verrier, mais aussi un habile émailleur.

Pour être admis, l'enfant doit avoir au moins 13 ans, mais pas plus de 15, être d'une bonne santé, appartenir à une bonne famille et apporter un petit trousseau (1); mais avant sa réception définitive comme apprenti, il doit auparavant être soumis à un essai de quelques semaines, pour que l'on puisse juger de son aptitude et de son caractère (2).

Cette précaution fort sage devrait bien être adoptée dans tous les corps d'état avant de contracter un engagement, comment en effet, connaître le caractère, la force, l'adresse, les goûts d'un enfant, si on n'a été à même de l'observer quelque temps. Que de récriminations tardives et de discussions entre les familles et les patrons, on préviendrait en généralisant cette coutume.

Voulant connaître la proportion d'enfants refusés après cette épreuve, j'ai interrogé M. Paris et voici sa réponse: il y en a environ un sur quatre dont l'admission n'est pas ratifiée; quant aux renvois pour inconduite, voici ce qui s'est passé. Depuis la création de l'Orphelinat, trois ont été rendus aux familles et cinq

(1) Voir pour plus de détails la note consignée page 420.

(2) Ceux de nos lecteurs qui désireraient d'amples renseignements sur le travail des enfants dans les verreries, les trouveront dans les ouvrages de MM. Pélégot, *Douze leçons sur l'art de la Verrerie*; A. Sauzay, *La Verrerie depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours* (Bibliothèque des Merveilles de Hachette), p. 120 et passim; Ed. Siebecker, *Les Enfants malheureux* ch. xxv et xxvj (*Les Gamins de verreries*). — (Note du Secrétaire.)

se sont évadés. Notons, en passant, que ces faits regrettables ne se sont pas renouvelés depuis la guerre.

Quelques-uns de ces enfants appartiennent à des familles malheureuses, mais la plupart sont orphelins et sont présentés par des protecteurs qui se chargent alors de payer le trousseau. En définitive, si l'on veut bien réfléchir à l'origine de ces apprentis, à l'âge assez avancé auquel ils sont admis, il est étonnant qu'il n'y ait pas eu plus d'évasions et plus de renvois pour inconduite.

Nul doute que cela ne tienne à la vie de famille que mènent ces jeunes gens, aux bons conseils dont ils sont entourés et à la discipline fort douce à laquelle ils sont astreints. Ne croyez pas, en effet, que parce qu'ils sont élevés par des sœurs, ils soient assujettis à un régime claustral, détrompez-vous. Les sœurs leur servent de mère et les soignent comme leurs enfants; chaque semaine, elles les mènent en promenade, et, lorsqu'ils sont tout à fait grands, un contre-maître est alors chargé de les accompagner. De cette façon, la surveillance existe, mais elle est dégagée de ce qui pourrait blesser l'amour-propre chez des jeunes gens (1).

Avec cette demi-liberté sagement octroyée et un travail qui n'est pas trop fatigant, parce qu'il n'est ni monotone, ni trop prolongé, l'existence de ces apprentis n'est nullement à plaindre; tous ceux que j'ai vus m'ont paru satisfaits de leur situation et tous m'ont également semblé, comme je l'avais déjà remarqué à Clichy dans la cristallerie de MM. Mâës, jouir d'une très-bonne santé.

A ce propos, permettez-moi de vous communiquer une observation que vous aurez peut-être également faite : il m'a semblé que l'apprenti dont le corps et l'esprit étaient constamment en action, par suite d'un travail varié, était habituellement mieux portant que celui qui est astreint à une occupation sédentaire, monotone, et cependant beaucoup moins fatigante.

Il est, du reste, rare que ces enfants soient malades; lorsqu'ils sont indisposés, ils ne couchent pas au dortoir, mais à l'infirmerie, et si l'affection présente un peu de gravité, on les conduit à Paris.

(1) Tous les apprentis portent, le dimanche et les jours de sortie, un uniforme fort simple, mais fort convenable, ce qui est une excellente mesure.

La durée du travail des apprentis n'est pas de douze heures, car bien que l'équipe de nuit ou de jour soit de six heures, elle est toujours coupée par la moitié; et dans cet intervalle de repos l'enfant fait un petit repas, où il lui est donné un demi-verre de vin. Chaque équipe d'apprentis étant attachée à la même équipe d'ouvriers, qui se reposent aux mêmes moments, ce genre d'industrie semble se prêter parfaitement au travail du demi-temps.

Voici, du reste, comment se partage la durée du travail des apprentis :

La première équipe du matin commence à 6 heures; avant, ils font un premier déjeuner composé de pain et de confitures et d'un demi-verre de vin; à 9 h. 1/2, ils ont une soupe et un demi-verre de vin; à midi, ils quittent le travail, pour aller en classe pendant une heure; après, a lieu le dîner composé de soupe, viande, légumes et vin. Ce repas terminé, ils vont se coucher jusqu'à 6 heures et après ces heures de sommeil, ils font, avant de reprendre leur travail, un nouveau repas composé de soupe, légumes chauds, plus un demi-verre de vin. A 9 h. 1/2, ils ont encore une petite réfection composée de pain et fromage, et à minuit ils vont se coucher pour retourner à leurs travaux à 6 heures du matin.

La règle est la même pour l'équipe du service de midi à 6 heures du soir, même nourriture, même temps de repos au bout de trois heures.

En définitive, et il est bon de le faire connaître, jamais ces apprentis ne travaillent plus de trois heures consécutives; ils ont neuf heures de sommeil, font cinq repas par jour, et ont une classe d'une heure environ.

J'ajouterai que la nourriture m'a semblé de bonne qualité. Au moment où je suis arrivé, et ma visite n'était nullement prévue, j'ai trouvé le dortoir en ordre et ce qui est une rareté dans nos établissements publics consacrés aux enfants, les latrines propres. La pièce qui sert pour le réfectoire, sert en même temps pour l'école.

Messieurs, puisque je viens de prononcer le mot d'école, permettez-moi d'ouvrir une petite parenthèse. M. le Secrétaire ayant cru devoir rappeler dans le dernier procès-verbal, (par une note insérée page 357,) la délibération du Conseil municipal du 5 novembre 1872, relative à la translation de l'école,

communale de la rue du Hasard, n° 8, rue de la Fontaine-Molière, 22, (1) je viens compléter sa remarque par l'exposé des faits suivants. A l'heure actuelle, l'école subsiste encore, rien n'y est échangé, on peut voir le drapeau flotter sur la porte, et d'après ce que j'ai vu, il m'a semblé qu'aucun travail d'appropriation n'était commencé dans le nouveau local.

Vous comprendrez, Messieurs, mon insistance à revenir sur ce fait, lorsque vous saurez qu'en dehors de ce que cette maison offre de triste au point de vue de la morale, elle présente des conditions hygiéniques non moins fâcheuses. Que dire, en effet, d'une école où les enfants n'ont aucun endroit pour prendre leur récréation, et où l'une des classes est constamment éclairée par le gaz.

Ceci dit, revenons à notre sujet. En principe, on ne travaille jamais le dimanche; il y a cependant quelques exceptions. Par exemple, si le jour de l'an ne tombe pas un dimanche, on travaille le jour précédent pour être libre le jour de l'an. Il arrive aussi qu'un jour de fête tombant un mardi, les ouvriers préfèrent travailler le dimanche pour avoir deux jours de congé le lundi et le mardi.

Tel est l'établissement dans lequel, une fois admis, l'orphelin, ou l'enfant malheureux qui veut travailler et se soumettre à une discipline qui n'est autre que celle du collège peut, au bout de quelques années, arriver d'apprenti à être véritablement maître-verrier.

Dès son entrée, l'enfant touche une rétribution de 25 francs, somme qui représente environ les cinq-sixièmes de sa dépense; au bout de quelques mois il arrive à 30 francs, puis à 35, 40 francs et au delà. Le plus ancien orphelin de père et de mère, âgé de 19 ans, entré en février 1868, touche aujourd'hui 85 francs par mois.

Tant que l'apprenti n'a pas couvert ses frais d'entretien, qui vont nécessairement en augmentant à mesure qu'il grandit, il doit à l'établissement, mais il arrive aussi une époque où le gain dépassant sa dépense journalière, il peut alors mettre de coté.

(1) Il avait paru commandé par la loyauté, à côté d'une plainte assurément fondée, de mentionner que la sollicitude administrative s'était éveillée et qu'elle avait décidé le déplacement de l'école. — (*Note du Secrétaire.*)

Actuellement, quatre des apprentis possèdent un livret de caisse d'épargne, le plus élevé est de 444 fr. 70 c. et le plus faible de 80 fr. 25 c.

Ainsi élevé, l'apprenti apprend à connaître de bonne heure la valeur de l'argent; il peut comprendre ce qu'il faut aussi de travail pour subvenir aux frais d'une existence modeste, mais en somme il ne manque de rien. Préservé contre les dangers des mauvais conseils et tous les fâcheux entraînements qui en sont la suite, s'il n'a pas goûté à ces grossières jouissances, dont les conséquences inévitables sont des journées de misère, de privations et trop souvent l'hôpital ou la prison, il n'en est pas moins gai et heureux.

Après ses journées de labeur, il a aussi ses jours de congé, et, comme l'écolier qui a bien travaillé, il est à son aise devant sa conscience; enfin, comme à son âge on n'est pas insensible à la récompense, il accepte sans rougir, comme d'un père, l'encouragement pécuniaire que son patron lui accorde le dimanche; sa bourse ne sera donc pas entièrement vide et il pourra aussi satisfaire quelque fantaisie.

Puis l'émulation s'en mêle, il veut parvenir, il veut monter en grade et à son tour devenir maître-verrier, puis contre-maître. Pour lui l'existence est heureuse et comme tant d'autres apprentis, moins fortunés au retour dans sa famille, il ne voit pas le dénûment, la souffrance, et pourquoi ne pas le dire, ce qui est plus fâcheux encore, des exemples déplorables.

C'est sous ce rapport, Messieurs, que toutes les institutions qui se rapprochent par leur direction et leur but de celle de M. Paris, doivent mériter d'être encouragées, car elles peuvent avoir une influence des plus favorables sur l'éducation technique et la moralisation des jeunes apprentis, et plus elles se multiplieront plus le pays n'aura qu'à s'en féliciter.

En résumé, notre opinion sur la valeur et la portée de l'œuvre entreprise par notre collègue M. Paris, est qu'elle mérite à plus d'un titre l'attention de notre Société, si justement préoccupée de la question des Pensionnats d'apprentis. Les résultats obtenus après plusieurs années de séjour d'apprentis dans cette maison, sont la meilleure preuve de ce que l'on peut attendre de la réunion de l'éducation morale à l'éducation technique, pour former de bons ouvriers dans la véritable acception du mot. Maintenant, et je termine, s'il m'était permis de formuler un vœu, je vous

proposerais de ranger l'Orphelinat du Bourget parmi les institutions auxquelles le Conseil municipal peut parfaitement accorder une subvention, comme il l'a déjà fait pour quelques Établissements que vous lui aviez signalés (1). »

Conditions d'admission (2).

M. Paris, a fondé dans son usine du Bourget, il y a quatre ans environ, un Orphelinat dirigé par des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul qui s'occupent exclusivement de ses Apprentis.

Les enfants, qu'ils soient orphelins ou qu'ils aient leurs parents, lorsqu'ils remplissent les conditions stipulées plus loin, y sont logés, nourris, blanchis et habillés ; ils ont en outre une heure de classe chaque jour.

Ils apprennent l'état de verrier et ceux qui savent dessiner peuvent, s'ils sont assez capables, être employés dans son atelier de peinture.

Son but est de continuer l'éducation des enfants et de leur donner les moyens de gagner honnêtement leur vie dans son genre d'industrie.

Les conditions d'admission sont les suivantes :

- 1° L'enfant doit être âgé de 13 ans au moins ;
- 2° Il doit être d'une bonne santé et d'une honnête famille ;
- 3° Il faut qu'il soit muni d'un trousseau en bon état, composé de :

2 chemises blanches, 6 chemises coton bleu, 4 pantalons de toile bleue, 3 blouses coton bleu, 2 paires de souliers, 6 mouchoirs de poche, 4 paires de chaussettes, 1 casquette, 1 costume de drap pour le dimanche ou une somme de 100 francs pour le lui acheter.

Avant que l'admission ne soit définitive et de procéder à la signature du contrat; l'enfant devra travailler au moins deux mois dans l'usine, afin de pouvoir apprécier son aptitude.

(1) Après la lecture du Rapport fait par M. le docteur Marjolin, M. le Président a annoncé que le Bureau de la Société de protection des apprentis avait alloué une somme de 100 francs pour la Bibliothèque des apprentis et des ouvriers verriers de cette usine.

La Société de protection des apprentis a déjà décerné deux récompenses à M. Paris : une mention honorable le 27 octobre 1867 et une médaille d'honneur le 19 juin 1870.

(2) Nous avons précédemment résumé les conditions d'admission dans cet Orphelinat (voy. ci-dessus, p. 374).

Chaque enfant a un compte ouvert par les soins de la Sœur supérieure, et, quand il arrive à se balancer en sa faveur, toutes les sommes à son avoir sont placées en son nom à la Caisse d'épargne, pour lui être remises lorsqu'il aura accompli sa vingtième année.

Les Enfants qui n'auraient pas fait leur première communion y sont préparés.

Les Enfants ne doivent jamais sortir seuls sans une permission spéciale, et, lorsqu'ils sont vicieux et insubordonnés, ou reconnus incapables, ils sont rendus à leur famille sans indemnité ; il en serait de même si la fabrication venait à cesser.

(GARD). — *Orphelinat agricole.*

Dans la séance du 19 mai de l'*Assemblée générale des Comités catholiques de France*, M. Dupont, ingénieur en chef des mines, a donné lecture d'une très-curieuse et attachante monographie d'un Orphelinat agricole, établi dans le Gard, et qui peut être proposé comme exemple à tous ceux qui s'occupent de cette œuvre si éminemment utile pour les pauvres orphelins. — (J. P.)

COMPTES RENDUS DES ŒUVRES ANNEXES

COMITÉS ET COMMISSIONS

ŒUVRE DE L'ÉCHANGE DES COMPTES RENDUS

(M. Paul Fouchet, Secrétaire.)

« L'année 1872 n'a pas été bonne pour l'échange des comptes rendus. Neuf Sociétés seulement ont envoyé leurs rapports, savoir :

Le *Cercle des jeunes ouvriers*, Boulevard Montparnasse.

Le *Patronage Saint-Vincent de Paul*, d'Amiens.

La *Société industrielle de Nantes*.

L'*Asile de charité pour les Orphelins protestants*, à Castres.

La *Société paternelle des plumes et fleurs*.

Le Patronage des Apprentis de la confession d'Augsbourg.

La Société de patronage des apprentis et ouvriers israélites de Paris.

Le Patronage d'apprentis d'Orléans.

La Société des jeunes ouvriers de Metz.

Il a été distribué en tout 375 exemplaires de rapports entre 67 œuvres différentes; ce chiffre est faible.

Deux exemplaires par compte rendu ont été conservés pour la bibliothèque de notre Société. »

REVUE DE L'ÉTRANGER

DANEMARK.

La loi sur le travail des enfants dans les manufactures. — La loi sur les manufactures, présentée par le gouvernement et adoptée par les deux chambres, a reçu la sanction royale sous ce titre : « Loi relative au travail des enfants et des jeunes gens dans les manufactures ou les grands ateliers, et à l'inspection à établir pour cet objet. »

Cette nouvelle loi, comme son titre l'indique, ne protège que les enfants et les jeunes gens au-dessous de l'âge de dix-huit ans.

Le travail dans les manufactures et les grands ateliers est absolument interdit aux enfants au-dessous de l'âge de dix ans. Les enfants de 10 ans à 14 ans peuvent travailler six heures et demie par jour, y compris une demi-heure de repos; ces six heures et demie doivent être prises de 6 heures du matin à 8 heures du soir, et les enfants de moins de onze ans ne doivent pas être retenus au delà de une heure de l'après-midi. Les enfants de 14 à 18 ans peuvent travailler douze heures par jour, depuis 5 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir, et sur les douze heures de travail, ils doivent avoir au moins deux heures de repos, y compris le temps des repas.

Les propriétaires de manufactures ou ateliers doivent avoir une salle séparée pour les repas des jeunes gens qu'ils emploient; et autant que les circonstances le permettent, les enfants des deux sexes doivent être séparés pendant les heures de travail aussi bien qu'aux heures de repos.

Les dimanches et jours de fête reconnues par l'Eglise établie, tout travail est interdit aux enfants au-dessous de dix huit ans. L'instruction dans les écoles publiques étant obligatoire en Danemark, il est spécialement prescrit que tout enfant au-dessous de quatorze ans doit quitter le travail une heure avant le commencement de la classe.

Des inspecteurs du Gouvernement sont institués pour veiller à

l'exécution de la loi et donner à cet effet des instructions aux autorités locales; mais le Gouvernement est autorisé à accorder des dispenses dans des cas exceptionnels. Les infractions à la loi sont punies par des amendes s'élevant à 100 dollars par chaque personne employée illégalement. Les parents ou tuteurs ayant consenti au travail illégal de leurs enfants sont punis d'une amende de 2 à 10 dollars. La loi ne sera mise à exécution que six mois après sa promulgation.

Dans le principe, le projet de loi limitait à douze heures par jour, avec deux heures de repos, le travail des femmes dans les manufactures, et le travail leur était interdit dans l'après-midi du samedi, afin de leur donner le temps nécessaire aux soins domestiques. On a renoncé à cette partie de la loi; de fortes objections se sont élevées contre cette intervention vis-à-vis de personnes adultes qui sont à même de se déterminer librement; on accorderait au travail des hommes un avantage sur le travail des femmes, si celles-ci ne pouvaient leur faire concurrence sur le pied de l'égalité. — (*Times*).

CHRONIQUE

CONSEIL MUNICIPAL DE LA SEINE. — Dans la séance du Conseil municipal de Paris, du 5 août (Présidence de M. Thorel, notre honoré collègue), l'ordre du jour a appelé la discussion sur la demande en reconnaissance légale de l'*Œuvre des apprentis et des jeunes ouvriers* (Président : M. le vicomte de Melun), sous la direction des Frères.

« **M. Riant**, rapporteur, fournit quelques renseignements sur cette œuvre qui étend son action sur 13,000 enfants. Elle a pour objet principal de veiller à l'établissement des contrats entre patrons et apprentis. Persuadée qu'on ne peut rien faire pour la moralisation des apprentis, si on ne leur inculque pas des sentiments religieux, elle s'est divisée en paroisses, et dans chaque paroisse veille à ce que les apprentis remplissent leurs devoirs de chrétien.

M. Nadaud. — On nous demande un privilège. Je suis partisan des sociétés qui se dévouent à la classe ouvrière, mais je veux le droit commun pour les ouvriers, et je n'accorderai pas une faveur à une société quand il y en a d'autres qui sont très bien organisées et ne nous demandent rien.

M. Leneveux explique que la Commission a voulu donner à l'œuvre des apprentis le moyen légal de faire un plus large appel au concours de ses adhérents. De la sorte, elle n'aura pas recours aux subventions de la Ville, et M. Leneveux pense qu'il faut tendre

à supprimer les subventions et à laisser les Sociétés se développer au moyen de leurs propres ressources.

M. Cantagrel lit les statuts de la Société, desquels il résulte, dit-il, qu'elle n'a d'autre but que d'assurer aux apprentis la sanctification du dimanche. C'est donc une Société qui a pour objectif la propagande religieuse. M. Cantagrel ne croit pas que le Conseil municipal doive s'ériger en concile et manifester ses sympathies pour une œuvre exclusivement vouée aux idées théocratiques.

M. Saglier. — Je suis plus libéral que M. Cantagrel. Pour moi, toute œuvre qui fait le bien doit être favorisée, quelle que soit sa religion, fût-elle même dirigée par des libres penseurs.

M. Beudant tient à établir qu'il a confondu cette œuvre, à la dernière séance, avec la *Société de protection des apprentis*, dont l'utilité est indiscutable. Il n'est nullement éclairé sur l'œuvre des apprentis, et il retire dès lors tout ce qu'il a dit en sa faveur, qui s'appliquait à la *Société de protection des apprentis*.

M. Lavocat démontre qu'il ne s'agit pas pour le Conseil, en émettant un avis favorable à la reconnaissance légale, de constituer un privilège en faveur de l'œuvre en discussion, comme paraissent le croire MM. Nadaud et Cantagrel. Au contraire, la reconnaissance légale place les Sociétés qui la sollicitent sous la surveillance de l'Administration.

La clôture de la discussion est prononcée.

L'avis favorable, proposé par M. Riant, est adopté par 26 voix contre 19. »

— *Prix d'apprentissage.* — Le syndicat général des entrepreneurs de bâtiments de Bordeaux a institué des prix en faveur des apprentis les plus méritants, afin de créer pour l'avenir de meilleurs ouvriers.

— SOCIÉTÉ NATIONALE D'ENCOURAGEMENT AU BIEN. — La Société d'encouragement au bien a récompensé (séance du 25 mai 1873) deux de nos honorés collègues, MM. A. Chaix et J. Riottot.

Nous reproduisons les paroles prononcées par M. Honoré Arnoul, secrétaire général, sur leurs mérites :

« M. CHAIX (A.), chef de l'Imprimerie centrale des chemins de fer, à Paris.

Qui ne connaît, au moins de nom, M. Chaix? qui n'a entendu parler de cette importante maison, où se trouvent réunis tant de services administratifs, tant d'ouvriers, tant de jeunes apprentis? M. Chaix père avait organisé ce vaste établissement, et y avait fondé une École professionnelle de typographie. En 1866, continuant l'œuvre pater-

nelle, M. A. Chaix fils, y joignit l'enseignement scolaire pour les apprentis, puis successivement des conférences, une caisse de retraite, une d'assurance contre les accidents, une sur la vie, une de prévoyance, et enfin celle de participation des ouvriers aux bénéfices du patron. Ces diverses créations, qui satisfont tous les intérêts, sont dues à l'intelligente initiative de l'homme de bien, à l'industriel éminent qui a su, tout en augmentant la prospérité de sa maison, assurer une position convenable à tous les travailleurs qu'il emploie. Tous sont heureux et reconnaissants, et l'on voit avec plaisir rayonner sur tous les visages le contentement du devoir accompli. M. Chaix est un zélé partisan de l'instruction obligatoire, mais il a une façon à lui de forcer ses apprentis à fréquenter l'école, il ne punit, n'inflige aucune amende, il fait remettre, après chaque séance, par l'instituteur, un jeton de présence à celui qui a assisté à la leçon. Ce jeton représente dix centimes payables à présentation par le caissier. Cette méthode fort simple, comme on voit, est excellente et obtient le succès le plus complet. Nous voudrions la voir se généraliser autant que possible dans les établissements industriels qui reçoivent des enfants en apprentissage ! La Société libre d'instruction et d'éducation a décerné, le 9 mars dernier, à M. Chaix, sa grande médaille d'honneur. La Société nationale d'Encouragement au bien lui en doit une autre, et nous l'octroyons avec bonheur. »

« M. RIOTTOT (Jules), président de l'OEuvre des enfants du papier peint, à Paris.

Cette œuvre, due à l'initiative intelligente et charitable de M. Riottot, rend, depuis plusieurs années, de très-grands services à la classe ouvrière, son but est de protéger, assister les enfants employés dans les manufactures de papier peint, leur inspirer des idées d'ordre, de religion, de morale, et leur donner une bonne instruction primaire, veiller à leur bien-être physique, en un mot en faire de bons et robustes ouvriers, des citoyens éclairés, d'honnêtes pères de famille.

Le succès a couronné les efforts de M. Riottot, et notre Société lui adresse ses félicitations, en lui remettant une médaille d'honneur. »

NOMINATION. — Nous sommes heureux d'ajouter que notre collègue M. A. Chaix a été nommé chevalier de la Légion d'honneur, par décret en date du 9 mai 1873.

— L'INDUSTRIE DES PAPIERS PEINTS. — Toutes les fois qu'une industrie semble menacée dans sa prospérité, on doit s'efforcer de rechercher les moyens capables de remédier au mal qui est observé. Pour cela, nous devons en signaler les causes. Connaître, analyser, les principes d'une décadence quelconque, c'est déjà,

dans une certaine mesure, être en état de la conjurer. En ce moment, l'industrie des papiers peints se trouve dans une situation qui fait concevoir des craintes sérieuses sur son avenir. D'où provient le malaise, dont souffre cette industrie et qui, si on n'y prend garde, pourrait entraîner son dépérissement et même sa ruine? Il provient de la concurrence étrangère. Il s'est élevé, en Angleterre et en Allemagne, depuis une quinzaine d'années, des manufactures importantes, qui, par l'emploi des machines, sont arrivées à réaliser de notables économies sur la main-d'œuvre et sur le prix de revient en général. Leurs produits priment sur les marchés étrangers ceux de la France.

L'infériorité de l'industrie française résulte donc de la lenteur de sa méthode (par l'impression à la planche). Il faut que le fabricant français ait vendu de 1,000 à 1,500 rouleaux, chiffre relativement énorme, avant que ses frais de composition et d'impression soient couverts, avant que ses planches lui appartiennent. Et quand nous parlons d'infériorité, nous n'entendons évidemment que nous placer au point de vue purement commercial. Par sa supériorité artistique, par son goût inné pour le beau, la France conserve et conservera longtemps encore le privilège des papiers de luxe. Mais ces produits sont d'une consommation très-limitée. Il n'y a que trois ou quatre maisons qui s'adonnent à leur confection. Quant au papier simplement beau, à 10 francs le rouleau, ou au papier ordinaire, à 1 fr., pour en prendre que les deux extrêmes, ils constituent la vie même de l'industrie, et, s'en laissant enlever le monopole, la fabrication française se voit menacée jusque dans son existence. — C'est par de grandes économies que l'industrie française se défendra contre la concurrence étrangère.

BULLETIN DU TRAVAIL.

PLACEMENT DES APPRENTIS.

Demandes par les Apprentis.

— *Kroëll* (Charles), âgé de 15 ans et 8 mois, recueilli par sa tante M^{me} veuve Fleury, demeurant rue Lacépède, n° 8; ayant obtenu le prix d'excellence à l'École municipale de la rue Rollin, bonne écriture. Il désirerait entrer dans une maison de commerce, où il pourrait gagner, afin de venir en aide à sa bienfaitrice.

— L'un de nos collègues nous recommande M. Brégeon, « dont l'honnêteté est irréprochable et les sentiments au-dessus de sa condition », pour lequel il désire trouver un emploi de garçon de bureau, concierge ou même jardinier; il est marié à une brave femme. — S'adresser à l'Agence de la Société.

MEMBRES NOUVEAUX.

MEMBRES PERPÉTUELS.

M. le docteur **Perrin** (Eugène-Réné), secrétaire de la Commission des logements insalubres (Préfecture de la Seine), membre de la délégation cantonale du 3^{me} arrondissement.

..... Paris, rue de Saintonge, 66.

MEMBRES ORDINAIRES.

M^{lle} **Chrétien** (Edmée). Paris, rue de la Michodière, 20.

M^{lle} **Chrétien** (Thérèse). Paris, rue de la Michodière, 20.

Présentateurs.

M. J. Périn.

Id.

La Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures a obtenu à l'Exposition universelle de Vienne (Autriche)

UN DIPLOME DE MÉRITE

(activité humanitaire).

ACTES DE LA SOCIÉTÉ.

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ.

SÉANCE ORDINAIRE

du Jeudi 3 Juillet 1873.

PRÉSIDENCE DE M^r CH. PETIT, *l'un des censeurs de la Soc. éte.*

La séance est ouverte à 8 h. 1/4.

M. Ch. Petit, membre du Conseil d'administration de la Société, et M. J. Périn, secrétaire, prennent place au Bureau.

M. le Secrétaire résume le procès-verbal de la dernière séance. Ce procès-verbal est adopté sans observations.

S'étaient excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance : MM. Ch. Robert, Vice-Président (qui n'a pu, à son grand regret, se rendre à la séance, et a prié M. le Secrétaire de faire agréer ses excuses à l'assemblée), Chaix, Riché (Léon) et Rou-dillon (à l'Exposition de Vienne).

Plusieurs membres nouveaux sont présentés et admis (voir aux *Listes des membres nouveaux*).

M. le Secrétaire dépouille et analyse la Correspondance parvenue depuis la dernière séance (Voir ci-après à la *Correspondance*).

M. le Secrétaire présente les publications qui ont été offertes à la Société ou échangées avec elle : M. Fr. Engel-Dollfus, de Dornach, lui a remis le compte rendu de la 5^e année de l'*Association pour prévenir les accidents de machines* de Mulhouse ; M. Ch. Robert a offert deux petits volumes intitulés, l'un, *La Question sociale*, l'autre, *Le partage des Fruits du travail, étude sur la participation des employés et ouvriers dans les bénéfices* (lib. Henry Bellaire) ; M. Th. Desdouts, agrégé de l'Université, a offert quelques exemplaires de son *Histoire d'un ouvrier* (lib. Jos. Albanel) ; nous avons reçu de la *Société de protection des Alsaciens et des Lorrains demeurés Français* (rue de Provence, 9) le *Rapport présenté à l'Assemblée générale des Membres fondateurs* (le 8 mai), les *Bulletins* (mai et juin) de la *Société protectrice de l'Enfance* et de la *Société pour l'instruction élémentaire* (avril-mai) ; et le compte-rendu de l'exercice 1872 de la *Société d'encouragement à l'Épargne au profit des ouvriers de Mulhouse*.

— M. le Secrétaire fait connaître que notre honoré collègue M. Engel-Dollfus lui a présenté M. Heller, inspecteur de l'*Association pour prévenir les accidents de Mulhouse*, qui désirait profiter de son séjour à Paris pour visiter des ateliers où l'on emploie la scie circulaire et plus particulièrement ceux où il pourrait avoir été tenté des essais dans le but de rendre cet outil moins dangereux (Voir ci-dessus, *Bull.*, V, p. 365).

La lettre de M. Engel-Dollfus est renvoyée au dossier du *Comité des accidents*, pour être reproduite dans l'un des prochains *Bulletins*.

— M. de Belley a bien voulu faire une enquête officieuse, dont il rend compte, sur la situation de l'atelier de brunissage de la rue Saint-Maur, qui avait donné lieu à une communication du Conseil des Institutrices de charité provoquant l'intervention de la Société.

Le résultat de cette enquête est rassurant ; les faits regrettables qui se sont produits avaient un caractère tout exceptionnel, et il est très-probable qu'ils ne se renouvelleront pas.

M. de Belley profite de l'occasion pour signaler la position digne d'intérêt de deux jeunes apprenties de cet atelier. Le Bureau propose qu'un secours de 60 francs leur soit alloué ; ce secours est voté.

M. le Dr Perrin appelle l'attention de la Société sur deux jeunes filles de l'atelier de M^{me} Cohadon ; l'une âgée de qua-

torze ans, et l'autre de seize ans. On n'a pas réussi à les faire admettre à l'hôpital des Enfants, à raison du caractère chronique des affections (scrofuleuses) dont elles souffrent. M. le Dr Perrin demande si on ne pourrait pas solliciter de l'Assistance publique l'admission de ces jeunes filles à l'hospice de Berck-sur-mer, où ce genre d'affection est si heureusement modifié dans nombre de cas.

M. le Dr Marjolin fait observer que l'on ne reçoit pas à Berck d'enfants au-dessus de quinze ans. Une des deux jeunes filles ne pourrait donc être admise. Notre collègue invite M. le Dr Perrin à provoquer, par la voie régulière, l'admission à l'hôpital Saint-Louis des enfants auxquels il s'intéresse. Ce n'est pas chose facile que l'entrée dans les hôpitaux réservés à l'enfance; il y a des postulants qui attendent depuis dix-sept mois. Notre collègue insiste sur cet état de choses, dans l'espoir que la Ville de Paris se décidera prochainement à voter des fonds pour diminuer ces retards et les souffrances qui en résultent.

M. le Dr Perrin demande un subside pour achat de livres en faveur des jeunes apprenties de l'atelier Cohadon auxquelles M^{lle} Mismaque, institutrice, donne des leçons gratuites. (Voir ci-dessus, p. 384.) L'assemblée vote 50 francs pour cette affectation.

M. le Secrétaire rappelle que M^{me} Lequime a transporté à Bordeaux son école de jeunes filles. La fondatrice se recommande à la protection de la Société. Sa requête est renvoyée au Bureau.

— L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion sur le PROJET DE LOI DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

M. le Secrétaire rappelle les dispositions de la loi que le Danemark vient de voter (voy. ci-dessus p. 422).

M. Dubois, président de la Chambre syndicale des fabricants de cristaux et verreries de France, demande si l'on connaît l'opinion du nouveau Ministère relativement à la question du travail des enfants et du projet de loi qui la résout. Il voudrait savoir si la Société a fait des démarches auprès de lui; il demande si elle s'est prononcée pour une opinion quelconque?

M. le Président déclare — ce qui a déjà été rappelé en plusieurs occasions, — que la Société n'a pas qualité pour se prononcer en faveur de tel ou tel système. Président intérimaire,

M. Petit ne voudrait pas, d'ailleurs, prendre l'initiative d'un changement de notre jurisprudence antérieure.

M. Adelson-Monteaux craint que ce ne soit condamner la Société à une immobilité perpétuelle. Si beaucoup de membres s'abstiennent de paraître aux séances, ce n'est pas une raison pour que les membres présents se résignent à n'exprimer leur avis par aucun vote.

M. le Président, tout en avouant que l'inexactitude est un défaut commun à la plupart des Sociétés françaises, pense qu'en ce qui nous concerne, il paraît difficile d'engager par le vote de quelques membres les 1500 adhérents qui figurent sur nos listes et notamment nos collègues de province.

M. Bérard ajoute que, si on prenait l'habitude d'émettre des votes dans chaque séance, on courrait le risque de renouveler des contradictions fâcheuses. Ainsi la Société, après s'être prononcée avec enthousiasme pour l'âge de 13 ans, a émis, dans une autre séance, un vote favorable à l'âge de 12 ans, sur les observations de M. Dollfus.

M. Dubois rappelle que la Société a longtemps paru favorable à l'âge de 12 ans, puisque M. Barreswill distribuait des plaques portant : *On ne prend pas d'enfants au-dessous de 12 ans.*

M. le Président fait remarquer qu'au moment où le Secrétaire de la Société faisait distribuer ces plaques aux industriels, l'âge de 12 ans était l'âge légal, tandis que nous ne savons pas actuellement si prochainement l'âge légal ne sera pas tout autre. La situation a donc bien changé et commande une plus grande réserve.

Plusieurs membres insistant sur la question de savoir si la Société doit continuer à s'abstenir de voter, afin de résoudre les problèmes qui l'intéressent, M. le Secrétaire fait part de l'intention du Bureau d'organiser une ou deux séances générales par an et de convoquer à ces réunions, quinze jours d'avance, tous nos collègues de province. Il y a lieu d'espérer qu'on pourrait alors se trouver en nombre pour prendre des résolutions, si toutefois la Société se prononce en ce sens.

M. Cohadon pense, comme M. le Secrétaire, que le principal but de la Société est d'ouvrir une Enquête permanente sur les questions intéressant l'enfance ouvrière et donner une large publicité à toutes les opinions qui se produisent, sans d'ailleurs se prononcer pour tel ou tel système.

M. le Président est du même avis. Dans la question du travail des enfants, il y a deux grands courants qui se partagent l'opinion : le courant philanthropique favorable à l'âge de 13 ans, le courant commercial et industriel, qui est entraîné vers l'âge de 12 ans par des considérations positives et pratiques.

M. le Dr Marjolin demande s'il ne serait pas possible de connaître toutes les décisions des Chambres syndicales, ce qui permettrait de discuter pièces en main.

M. le Président déclare que, quant à lui, il est très au courant de ces décisions, dont il a fait une analyse complète. En résumé, toutes les Chambres syndicales se sont prononcées pour l'âge de 12 ans. On ne peut nier, ajoute-t-il, que la pratique industrielle ne vienne à l'appui de cette conclusion. M. le Président, à ce propos, cite un fait personnel, qui intéresse l'assemblée.

— M. le Secrétaire annonce que, pendant les deux mois de vacances, il n'y aura pas de séances, et que la Société ne se réunira que le 6 novembre.

La séance est levée à 10 heures.

Le Secrétaire,

J. PÉRIN.

CORRESPONDANCE.

— M. Charles Robert, vice-président de la Société, se trouvant à Lyon (le 15 juin) s'est entretenu avec M. Ménétrier, instituteur à la Croix-Rousse, et celui-ci lui a fait les déclarations suivantes : De petites ouvrières, dites *lisseuses*, travaillent dès l'âge de 6, 7 ou 8 ans pour gagner 35 à 40 centimes par jour. Des enfants de 7 à 14 ans, appelés tireurs de fer, travaillent de 7 h. du matin à 8 h. du soir pour gagner de 50 à 60 centimes. D'autres, appelés lanceurs (industrie des châles), travaillent dès l'âge de 10 ans. Ces enfants restent dépourvus d'instruction. »

M. Charles Robert nous communique les déclarations qu'il a recueillies.

— Notre collègue M. E. Paris (Cristallerie et Émaillerie du Bourget) a adressé ses remerciements à M. le Président de la Société « tant au nom des ouvriers et des apprentis de sa maison qu'en son nom personnel », pour l'allocation de 100 francs destinée à faciliter l'accroissement de la Bibliothèque des ouvriers et apprentis qu'il a créée dans son usine.

— Notre collègue, M. H. Mourceau avait demandé au Bureau de la Société de « lui accorder des livres qu'il se proposait de donner en prix aux élèves apprentis de l'école ouverte pour les enfants employés dans sa fabrique de tissus pour ameublements » (rue Saint-Maur, 174). « Bien entendu ajoutait notre collègue, que ces livres seront donnés au nom de la Société. »

Le Bureau a décidé qu'en principe il était préférable d'accorder des livrets de caisse d'épargne, comme prix offerts par la *Société de protection*.

Un livret de 25 francs, portant cette mention, a été remis à M. Mourceau.

— Notre collègue et secrétaire M. J. Périn a informé le Bureau que, se trouvant à Gien (Loiret), le 11 août, il a profité de sa présence dans cette ville pour visiter l'importante manufacture de faïence, dont les Directeurs ont ouvert deux écoles pour les apprentis, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, et qu'il a été très-satisfait de cette visite. (Voy. *Bull.*, III, 268 et 271.)

JURISPRUDENCE

PROTECTRICE DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(en exécution de la loi du 22 mars 1844) (1).

On lit dans *Le Petit Journal*, n° du 18 octobre 1873 :

« En ce moment, on se préoccupe, avec un redoublement de surveillance, des infractions à la loi sur le travail des enfants dans les manufactures.

» Le Tribunal de simple police, dans son avant-dernière séance, n'a pas prononcé moins de 16 condamnations à 5 francs d'amende chacune contre le chef d'une importante imprimerie de la capitale, pour infractions à la loi précitée.

» Les contraventions portaient sur les heures de travail du dimanche, sur le défaut de certificat de présence des enfants à l'école, sur le défaut d'affichage de la loi dans les ateliers. »

(1) Voir les *Relevés de condamnations* publiés dans notre *Bull.*, V., 94, 100 et 272, — et particulièrement la note, p. 94.

ŒUVRES EN FAVEUR DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

I.

LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES.

ÉCOLE DE DESSIN ET DE MODELAGE,

*Fondée par la Chambre syndicale de la Bijouterie, de la Joaillerie,
de l'Orfèvrerie et de l'Horlogerie, et des industries
qui s'y rattachent.*

La distribution de récompenses aux jeunes ouvriers et aux apprentis de ces industries a eu lieu le 26 août, au Conservatoire des Arts-et-Métiers.

Elle était présidée par M. Dumoustier de Frédilly, qui avait, à sa gauche, M. Tresca, à sa droite M. Falize aîné, président de la Chambre, assisté de MM. Fontenay et Janin, secrétaires, et de M. Linzeler, trésorier.

Un grand nombre de membres de la Chambre syndicale assistaient à la séance; on y remarquait aussi la présence de M. le président du tribunal de commerce, ainsi que celle de plusieurs présidents d'autres Chambres syndicales.

M. Falize aîné, président de la Chambre syndicale et membre de la Commission de l'École, a présenté l'objet de la réunion dans les termes suivants :

« MESDAMES, MESSIEURS,

Assis à côté de M. Dumoustier de Frédilly, directeur du commerce intérieur, qui nous fait l'honneur de présider cette fête de famille, je lui laisserai le plaisir d'adresser des paroles d'encouragement aux élèves de notre école de dessin et des éloges bien mérités aux hommes de bien, aux infatigables travailleurs qui honorent notre industrie et dont nous sommes fiers d'avoir à proclamer les noms.

Moi, je ne pourrais que répéter aux jeunes gens ce que je leur ai dit l'année dernière, à pareille époque : vous devez vous en souvenir, mes chers enfants, vous devez vous rappeler, surtout, les excellents conseils que vous a donnés M. Charles Robert, qui présidait notre distribution de prix.

Il vous a tenu un noble langage qui nous a tous émus, vous parlant des malheurs de la France et de ses aspirations vers un avenir meilleur; il vous a dit que l'espoir de cet avenir reposait sur la jeunesse d'à présent, sur les jeunes gens qui peuplent nos écoles et nos ateliers; il vous a indiqué les devoirs sérieux que vous aviez à remplir pour devenir, un jour, les hommes heureux de la France régénérée.

Mais ce qui est un devoir pour moi, c'est d'adresser publiquement les éloges qu'ils méritent si bien, à nos deux professeurs de l'école, MM. Émile Carlier et Félix Fossey; toujours zélés et dévoués, ils portent à leurs élèves un véritable intérêt, et nous les voyons aujourd'hui bien heureux en présence des résultats qu'ils ont obtenus : car nous comptons maintenant, parmi nos jeunes gens, de véritables dessinateurs dont l'intelligence artistique est développée, qui ont le goût et déjà le talent d'exécution.

Disons aussi les mérites de MM. les surveillants, dont la bonté et la patience sont trop souvent mises à l'épreuve par cette jeunesse turbulente et quelque peu difficile à discipliner.

Pour maintenir l'ordre et rendre la surveillance plus facile, parmi ces jeunes gens dont le nombre s'accroît chaque jour, nous avons modifié le règlement de l'école, en formant deux sections d'élèves. Maintenant le travail n'est plus quotidien pour chacun; un jour de repos succède à un jour de travail, et les résultats obtenus nous ont prouvé que cette mesure était nécessaire.

Messieurs, il est une chose que je ne puis passer sous silence : c'est la consécration que la soirée d'aujourd'hui vient donner aux paroles de M. Charles Robert : non-seulement nous avons à récompenser les jeunes qui ont travaillé avec ardeur et qui ont fait des progrès remarquables, mais voici que leurs aînés viennent aussi prendre part à la fête!

Imitant des exemples généreux donnés les années précédentes, MM. Soufflot et Martial-Bernard, nos chers collègues, nous ont remis, chacun, une médaille d'or de 500 francs, voulant que la Chambre syndicale eût l'honneur de les décerner, l'une à l'apprenti le plus vertueux et le plus travailleur, l'autre à l'ouvrier qui, par une conduite exemplaire et par son travail assidu pendant de nombreuses années dans une maison, serait désigné à notre attention.

Eh bien, Messieurs, la Commission nommée pour faire cette recherche a été quelque temps hésitante et a regretté qu'il n'y eût qu'un prix de grande valeur à décerner, en présence de plusieurs candidats dignes, à différents titres, de le recevoir.

Aussi dirons-nous à ces honnêtes travailleurs qui ne font le bien que par amour du bien, que nous voulons proclamer leurs mérites,

les donner en exemples à la jeunesse et leur laisser des témoignages de notre estime et de notre admiration.

Qu'on ne nous parle donc pas de dangereuses tendances, de l'affaïssement des facultés et de la moralité chez les travailleurs; relevons au contraire les courages, disons que l'enfant qui a été bien élevé, qui est bien conseillé, qui a sous les yeux de beaux exemples à suivre, devient un honnête homme, aimant le travail qui est la vraie source de tout bien; et que, tant qu'il y aura, d'une part, de braves et dignes travailleurs pour donner l'exemple et pour enseigner, et d'autre part des jeunes gens désireux de les imiter, nous n'avons pas à désespérer.

Sans doute, il y a des faibles, des indécis, il y a même des esprits mauvais, mais il en est d'un atelier comme d'un régiment: avec de bons cadres on fait des corps solides! Espérons donc qu'appuyés sur ces hommes de travail et de dévouement, nous irons toujours en avant, et que nous n'aurons à redouter ni la concurrence étrangère, ni les grèves, ce fléau qui est la mort de l'industrie, qui est une honte pour le pays,

L'ouvrier vraiment intelligent n'a pas recours à de telles manœuvres, il sent sa force en lui-même et ne veut pas chercher, dans les coalitions et dans des luttes hostiles, un avancement qu'il peut obtenir par son seul mérite.

Le rapporteur de la Commission vous dira, tout à l'heure, les titres des lauréats dont nous aurons à proclamer les noms.

Jeunes gens, que ces ouvriers, que ces apprentis, que nous allons applaudir, soient vos modèles, aimez, comme eux, le travail, et suivez courageusement la ligne du devoir, non pas en vue de récompenses, mais par amour du bien et pour l'honneur de notre industrie, pour la gloire de votre pays.

Soyez certains, alors, que vous trouverez toujours en nous des amis; nous le sommes déjà, puisque nous nous occupons de votre éducation et de votre instruction avec tant de sollicitude. Nous voulons faire de vous des hommes capables de tenir haut et ferme la réputation de la bijouterie française.

Avant de finir, je veux aussi rendre publiquement hommage à la constante attention qu'apporte à vos études la *Société d'encouragement pour la propagation des livres d'art*. Cette utile et intelligente société vient encore, cette année, vous offrir deux magnifiques ouvrages dans lesquels leurs heureux possesseurs trouveront en tout temps de précieux renseignements. Vous remercirez avec moi M. Chameroi, représentant de cette société. Vous remercirez aussi M. Jules Piault, qui nous a remis, au nom de la Chambre syndicale de la coutellerie,

deux médailles d'or, de 100 francs chacune, pour récompenser deux élèves, les plus avancés et les plus laborieux.

Mes chers enfants, vous voyez encore cette année, combien on vous aime combien on s'intéresse à vos succès; c'est que nous aimons notre pays et que nous voulons vous apprendre à l'aimer également.

M. le Ministre de l'agriculture et du commerce et le Conseil municipal de la ville de Paris viennent, par leur généreux concours, de vous témoigner toute leur sollicitude; M. le général Morin et M. Tresca, les savants directeurs du Conservatoire, qui vous ont si libéralement donné cette magnifique salle de travail, vous portent un intérêt toujours croissant; M. Dumoustier de Frédilly, qui a bien voulu présider cette séance, est heureux, j'en suis sûr, de se trouver au milieu de vous, et sa parole, mieux que la mienne, viendra soutenir votre courage et fortifier vos esprits; nous enfin, vos patrons, qui avons créé pour vous cette école de dessin que d'autres industries nous envient, nous vous consacrons notre temps et nos soins, par amour pour la jeunesse, et dans l'espoir que l'avenir de notre belle industrie sera confié à des hommes de talent, à des cœurs animés de sentiments patriotiques.

Méconnaître ces bienfaits, mes chers enfants, serait de l'ingratitude; mais nous sommes assurés que vous n'en serez jamais coupables et que la séance de ce soir restera longtemps présente à votre souvenir.

Ce discours est suivi d'unanimes applaudissements.

M. le Président a prononcé ensuite un discours que nous sommes heureux de pouvoir reproduire, tant il est plein de nobles pensées et de sentiments élevés.

« MESDAMES ET MESSIEURS ET VOUS MES CHERS AMIS,

Je remercie la Chambre syndicale de l'honneur qu'elle m'a fait, en m'appelant à présider cette réunion. L'honorable M. Falize vous a dit tout à l'heure, avec pleine raison, que je serais heureux de remettre aux jeunes apprentis de votre école les récompenses qu'ils ont méritées et aux plus laborieux, aux plus dévoués de vos coopérateurs, les médailles, témoignages de votre estime et de votre affection. Le président de la Chambre a bien voulu ajouter qu'il me laissait le soin d'adresser à ces jeunes gens des paroles d'encouragement et aux hommes de bien, dont les noms vont être proclamés, les éloges auxquels ils ont droit.

Je remplirai ce devoir avec toute la sympathie que m'inspirent la jeunesse et le respect que je professe pour tout ce qui est digne et bien. La tâche d'ailleurs est simplifiée par les paroles si bienveillantes,

si paternelles, si affectueuses et si justes que faisait entendre M. Falize. Mes conseils ne peuvent être que l'écho des siens, l'écho de ceux que vous donnait, l'année dernière, l'homme distingué qui présidait alors votre réunion et dont on a dignement rappelé le souvenir. M. Ch. Robert propage les idées saines et généreuses; il reste l'un des serviteurs des grands intérêts du pays.

Ces grands intérêts, mes chers enfants, sont, en effet, la loi qui nous dirige; tous, à quelque degré de l'échelle sociale que la naissance, le travail ou la fortune nous aient placés, nous avons pour premier devoir de les développer, chacun dans la limite de nos forces. C'est à cette condition seule que les nations grandissent et prospèrent ou se relèvent quand le vent de la tempête les a momentanément courbées.

La manière pour vous de remplir ce devoir, c'est d'être laborieux, attentifs aux leçons que l'on vous donne et respectueux de la règle et de la discipline.

Vous appartenez à une des plus belles, des plus nobles industries. — L'orfèvrerie et la joaillerie françaises ont, à toute époque, tenu le premier rang dans le monde. Voyez les trésors de nos vieilles cathédrales, les merveilles exposées dans nos musées, les richesses que renferment encore les anciennes demeures royales. Au XVI^e siècle, le grand artiste florentin Benvenuto Cellini, qui a écrit le livre le plus complet, le plus technique, le plus instructif, je crois, qui existe, sur les professions qui travaillent les métaux et les pierres précieuses, s'exprimait ainsi : « On s'occupe à Paris de la grosserie plus qu'en « toute autre partie du monde, et le travail au marteau y est poussé « à une perfection dont rien n'approche »; et cependant l'artiste de génie, qui rendait cet hommage à vos ancêtres, avait été élevé à cette grande école italienne d'où sortaient les maîtres les plus illustres de la renaissance. De siècle en siècle cette renommée s'est maintenue; vos professeurs vous enseignent et les dessins que vous étudiez vous démontrent quel goût, quelle élégance inspiraient la joaillerie et l'orfèvrerie du XVII^e et du XVIII^e siècle. Ces grandes époques avaient un style, et la beauté du travail, la perfection de l'exécution en propageaient l'éclat. Aussi, laissez-moi vous dire de quels honneurs les artistes éminents de ces professions étaient entourés. François I^{er} donnait à Cellini une résidence royale pour y installer ses ateliers et ses fourneaux; les successeurs du roi gentilhomme logeaient au Louvre les orfèvres de la couronne, les poètes chantaient leurs travaux, et Voltaire lui-même exaltait dans ses vers la gloire des deux Germain.

Ce passé vous oblige. Vous touchez à la science et vous êtes l'art; étudiez l'une, inspirez-vous de l'autre.

Je sais bien que notre temps a d'autres exigences; l'heure du travail privilégié est passée; de nos jours, la concurrence est une loi

qui s'impose; il faut produire, produire vite et produire beaucoup; dans ces conditions, la perfection de la main-d'œuvre est difficile, cela est vrai; mais s'il faut dans une certaine mesure sacrifier aux exigences des affaires, réservez sa place au travail perfectionné. La fondation de cette école par la Chambre syndicale constate que la Chambre marche dans cette voie. Ce sera l'honneur de ceux, et si je ne craignais de blesser une modestie, je dirais de celui qui a pris l'initiative de cette fondation, comme il en continue la direction. Oui, mes amis, élevez le niveau de la production; non pas certes que ce niveau s'abaisse; les expositions internationales de 1855, de 1862, de 1867 et celle de 1873, à Vienne, le constatent. A cette dernière exposition, malgré le petit nombre des exposants, l'orfèvrerie et la bijouterie françaises sont des plus remarquées. La suprématie vous appartient. L'Angleterre, l'Allemagne et la Russie ont la richesse peut-être, mais vous avez l'élégance et le goût; vos dessins, vos modèles, vos vitrines fixent partout les regards, et si le succès apparaît parfois chez des rivaux étrangers, regardez bien, derrière l'œuvre on aperçoit une main française! Voyez l'Orient, ce pays des perles, des richesses éclatantes, où ruissellent les émeraudes, les rubis, les diamants; on est ébloui au premier aspect de ces richesses, puis bientôt on s'étonne de la pauvreté de la main qui les a mises en œuvre. Ah! que ces princes orientaux qui visitent l'Europe, confient à nos ouvriers français le soin de monter leurs parures, et le monde admirera sans réserve alors la splendeur de leurs costumes et la magnificence de leurs armes.

Mais permettez-moi d'exprimer un vœu; à cette élégance incontestée, à ce goût inné de nos produits je voudrais joindre une autre qualité. J'ai parlé des écoles et des styles du passé: quel est le nôtre? Nous sommes dans un temps d'éclectisme; notre bijouterie, notre joaillerie, notre orfèvrerie, pénétrées du goût des différentes écoles, empruntent tous les styles, mais n'ont pas encore créé, ce me semble, un style propre à notre époque. Le néo-grec, le byzantin, la renaissance, le Louis XIV, le Louis XV et le Louis XVI se reproduisent et brillent d'un éclat sans pareil dans ces riches vitrines parisiennes; je voudrais plus encore, je voudrais à côté de ces charmantes reproductions, je voudrais du xix siècle. Un style nouveau peut-il apparaître? Pourquoi non? Les grandes écoles sont nées d'une sympathie ardente pour les modèles que l'on avait choisis, cette sympathie vous l'avez: nous arriverons. Partout on travaille, on étudie. Oh! mes amis, gardez cette conviction, la poursuite du beau est une noble aspiration; elle élève l'esprit, elle grandit le cœur; le métier sans l'art s'abaisse; quand l'ouvrier devient artiste, il ennoblit sa profession. L'art est immortel; il est contemporain de l'humanité; chaque siècle a eu son idéal, nous trouverons le nôtre.

Eh! qui sait? Parmi cette jeunesse qui nous écoute, il se rencontrera peut-être une de ces intelligences d'élite, un de ces esprits privilégiés dont la méditation éveillera la pensée, qui créera quelque œuvre originale et fière et dotera son siècle d'une école nouvelle. Le génie ne demande pas pour éclore le berceau de la richesse, il naît et se développe où la main de Dieu dépose l'étincelle du feu sacré. La lice est ouverte à tous.

Travaillons donc; oui travaillons, travaillons partout, dans toutes les professions, dans toutes les industries, au champ, à l'usine, à l'atelier! Le monde nous regarde, étonnons-le! Nous avons traversé des heures d'oubli de nous-mêmes; le nombre nous a vaincus; nous survivons, relevons-nous! On nous a crus brisés, écrasés, ruinés; non, non! guerre étrangère, invasion, guerre civile, guerre impie, tout s'efface! Quelques jours encore et nous aurons libéré le sol national, nous aurons acquitté cette rançon sans égale dans l'histoire, dont le chiffre en d'autres temps eût paru un rêve d'Orient, et cependant la richesse renaît. — Ah! notre sol est fécond, nos mains sont laborieuses, unissons-les, et, pour nous, pour nos frères séparés, Dieu aidant, viendra l'heure du droit et de la justice.

Mais pour que cette heure sonne, mes amis, il faut pratiquer tous nos devoirs, il faut que le respect de la loi, la dignité de nous-mêmes deviennent la formule acceptée par tous.

Repoussez donc les prédications insensées de novateurs sans vertu qui veulent substituer à la société chrétienne je ne sais quelle société sans nom; l'égalité absolue est un rêve sans réalisation possible. Dieu nous a faits divers et nous a laissés les arbitres de nos destinées. Le travail nous élève, le désordre nous abaisse. A l'école, comme à l'atelier, comme au foyer de la famille, pratiquez ces nobles sentiments de la vraie fraternité, le dévouement, l'estime, le respect des uns et des autres.

Vous surtout, mes enfants, les jeunes apprentis, je dirais volontiers les pupilles de cette chambre syndicale qui vous entoure de tant de sollicitude, qui veille avec tant d'activité, de zèle et de soins à tous les intérêts de votre belle industrie, prouvez par votre obéissance, par votre discipline, que vous appréciez les bienfaits de l'instruction et de l'éducation que l'on vous donne; entourez de reconnaissance les maîtres dévoués qui vous dirigent; imitez les exemples que ces braves compagnons, vos anciens, placent sous vos yeux. Demandez-leur si la bonne conduite qu'ils ont tenue, l'estime qu'ils ont conquise, l'affection qu'ils inspirent, ne sont pas une digne récompense d'une vie honnête et laborieuse? Vous allez entendre tout à l'heure, lorsque leurs noms seront proclamés, de quels applaudissements ces proclamations seront suivies! Vous comprendrez alors que l'estime de tous laisse de plus douces satisfactions que les agitations de la

rue et la turbulence des grèves, ces coalitions insensées qui aigrissent les cœurs, bien plus encore qu'elles ne protègent les intérêts et qui seraient d'autant plus coupables ici, que les ouvriers de la bijouterie voient leurs salaires s'élever avec leur mérite, et que ces salaires dépassent de beaucoup ceux de toutes les autres industries.

Croyez-moi, mes amis, unissons tous nos esprits, nos forces et nos cœurs dans une même pensée, *le devoir*; nous élèverons ainsi le renom de notre pays et nous lui rendrons le rang qui lui convient dans le monde. La France a été dans les siècles passés, elle doit rester dans l'avenir, et elle le sera si vous le voulez, la terre féconde des idées généreuses, le foyer rayonnant de la lumière et de l'art, la patrie de toutes les grandes œuvres. »

Ce discours, souvent interrompu par des témoignages de vive sympathie de la part des élèves et de leurs parents, a été couronné par une triple salve d'applaudissements.

M. Fontenay a donné ensuite le détail des divers prix qui ont été distribués.

M. Rouzé, membre de la Chambre syndicale, a rendu compte du travail de la commission qui a été chargée de choisir les ouvriers et les apprentis auxquels les médailles seraient décernées :

« Deux de nos honorables et excellents collègues de la Chambre syndicale de la bijouterie, MM. Martial-Bernard et Soufflot, ont mis à la disposition de notre Chambre, chacun une médaille d'or d'une valeur de 500 francs, en chargeant celle-ci de rechercher, pour l'un des deux généreux donateurs, l'ouvrier chez lequel se trouveraient réunis, les sentiments d'amour et de dévouement à la famille, d'une probité constante, d'attachement à ses patrons, et, si elle le rencontrait, de lui remettre cette éclatante marque de distinction représentée par une médaille d'or.

Pour répondre aux désirs exprimés par notre généreux collègue, donateur de l'autre médaille d'or également d'une valeur de 500 francs, notre Chambre avait à chercher un apprenti dans sa dernière année d'apprentissage, ou bien, un jeune ouvrier n'ayant pas plus de 20 ans et travaillant chez le patron dont il aurait été l'apprenti. »

Après ce compte rendu, M. Falize a fait connaître les titres de chaque candidat ouvrier à l'honneur de la récompense. Nous mentionnerons le premier des lauréats :

M. FOURET (Louis-Jules) travaille depuis 42 ans dans la maison Marret et Jarry. Ses patrons le présentent comme un homme digne, à tous égards, d'estime et de considération; excellent ouvrier et chef

d'atelier, il a su former bon nombre d'apprentis auxquels il a donné l'amour du travail; il est père de trois enfants qu'il a bien élevés et qui promettent de marcher sur ses traces.

La Chambre syndicale a l'honneur de décerner à M. FOURET, **une médaille d'or de 500 fr.**, offerte par M. Martial-Bernard, vice-président de la Chambre syndicale.

Déjà, à une autre époque, M. Fourret avait obtenu une mention honorable.

M. Falize a énuméré ensuite les titres des candidats apprentis.

Le premier de ces candidats est le jeune DUPUY (Henry) qui a fait 5 années d'apprentissage chez MM. Filard et Pelletier. Maintenant il est ouvrier dans la même maison où il gagne déjà 7 fr. par jour. — Ses patrons l'ont vivement recommandé à la commission en lui révélant toutes ces excellentes qualités : non-seulement il a été un élève docile, aussi laborieux à l'atelier qu'à l'école de dessin, mais il s'est montré toujours animé des meilleurs sentiments. Dès son entrée en apprentissage, il a voulu ne plus être à la charge de ses parents et aujourd'hui il remet tout ce qu'il gagne à sa famille qui se compose du père, de la mère et de deux sœurs.

La Chambre syndicale a le plaisir de décerner au jeune Dupuy **une médaille d'or de 500 fr.**, offerte par M. Soufflot, vice-président de la Chambre syndicale.

II.

LES PATRONAGES

ET LES SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE PATERNELLE DES APPRENTIS

SOCIÉTÉ POUR L'ASSISTANCE PATERNELLE

AUX ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE DE L'EMBALLAGE.

L'un de nos collègues nous communique les *statuts* d'une Société nouvelle ayant pour but l'assistance paternelle aux enfants employés dans l'Industrie de l'emballage ; — nous nous empressons de les publier, avec les considérations dont il les accompagne. — (*Note du Secrétaire.*)

La Société pour l'assistance paternelle aux enfants de l'industrie de l'emballage dont les *statuts* sont actuellement à l'étude,

est due, comme les Sociétés des plumes et des fleurs, des enfants de l'ébénisterie et celle des papiers peints, qui se sont formées depuis quelques années à Paris et ont grandi sous le patronage de notre Société de protection, à l'initiative privée des patrons emballeurs, auxquels les membres les plus autorisés de la Chambre syndicale de la corporation ont bien voulu promettre leur concours le plus dévoué.

Elle se propose d'améliorer le sort des enfants, d'éveiller et d'élever leur intelligence, et de leur donner, dès leur début dans l'apprentissage, l'habitude et le goût du travail; — et nous pourrions ajouter : les habitudes d'ordre, d'honnêteté et de moralité qui sont la base première de tout enseignement, quel que soit le rang que l'on doive plus tard occuper dans la société.

Toutes ces conditions nous paraissent pouvoir être facilement remplies par les statuts de la nouvelle Société qui se présente sous le rattachement financier, sous un aspect nouveau qui mérite d'être signalé et encouragé, parce qu'il détermine nettement, ce qu'aucune Société identique n'avait point encore fait, croyons-nous, les ressources de l'œuvre, et en assure, dès le début, sans aucune fluctuation, les moyens d'existence.

Nous aurions aimé cependant, à côté des moyens matériels que se propose d'employer la Société, à voir indiquer d'une façon plus précise son mode d'action et son organisation au point de vue de l'enseignement; et cette lacune, nous fait douter, malgré le dévouement qui sera apporté, nous n'en doutons pas, dans cette partie si importante de sa tâche, de l'efficacité des réformes qu'elle désire introduire dans l'apprentissage.

Sans doute, comme elle le dit fort bien, dans son exposé, M. le Préfet de la Seine a promis aux Sociétés de fournir les locaux et les professeurs nécessaires à l'instruction des jeunes gens de l'industrie, et l'on peut compter de ce côté sur l'aide et la protection qui ont été promises. Mais, indépendamment de ce que les besoins sont nombreux et les ressources de la ville de Paris, en argent et en professeurs très-restreintes, l'enseignement ainsi donné ne peut être que général, sans précision, applicable à telle industrie tout aussi bien qu'à telle autre, par cela même insuffisant pour chacune d'elle et incapable d'atteindre de la manière la plus satisfaisante le but que l'on se propose.

Les Sociétés qui s'occupent des besoins généraux des classes ouvrières, comme les Patronages fondés et entretenus par les Villes, les Corporations religieuses, ceux qui sont dus à la libre initiative des Sociétés laïques, par cela même qu'elles s'adressent à toutes les industries et à tous les métiers, peuvent se contenter de pareils moyens. Du moment qu'elles moralisent, instruisent, soutiennent et dirigent, elles ont atteint leur but, car elles ont mis l'enfant, l'ouvrier de l'avenir, dans la bonne voie et lui ont montré le chemin du bien et de l'honnête.

Mais, la Société de l'emballage, créée en vue d'une seule classe d'ouvriers, dont les besoins lui sont parfaitement connus, peut et doit mieux faire; et, puisque par l'article 28 ainsi conçu : *« Chaque patron aura son apprenti qui sera logé, nourri, couché et blanchi aux frais de la société, selon et d'après les règlements discutés en assemblée générale »*, elle prévoit tous les besoins matériels et promet de les satisfaire par elle-même et sans intermédiaire, il lui importe davantage encore de pourvoir aux besoins intellectuels et moraux, et d'organiser l'enseignement industriel, dont le cadre et le programme peuvent-être parfaitement définis, dans la Maison même où sont logés et nourris les enfants qu'elle aura pris sous sa protection. Le véritable succès est à ce prix.

G. BERGER.

EXPOSÉ

*Améliorer le sort du Travailleur,
c'est assurer la tranquillité intérieure d'un pays.*

La présente Société a pour but de venir en aide, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral, aux Enfants employés comme apprentis dans l'industrie de l'Emballage. De tout temps, la position de ces Enfants a éveillé la sympathie des gens de cœur et fixé l'attention des esprits qui pensent à l'avenir.

La législation a défini les devoirs des apprentis; la société peut et doit s'occuper de leurs besoins. Déjà quelques industriels ont compris que s'intéresser à ces Enfants, c'était s'assurer, pour plus tard, le concours de bons et honnêtes ouvriers.

Plusieurs Sociétés ont été formées dans ce but: la corporation des Emballeurs doit marcher dans cette voie. Monsieur le préfet de la Seine, dans une lettre aux maires des arrondissements

de Paris, offre, aux diverses Sociétés de secours pour les apprentis, de fournir les locaux et les professeurs nécessaires à leur instruction.

Notre Société se propose de surveiller, d'encourager, de moraliser les apprentis, et, autant que possible, de compléter leur éducation et de leur fournir les ressources matérielles nécessaires à leurs premiers besoins.

Elle tend donc à améliorer leur sort, à éveiller et à élever leur intelligence et à leur donner l'habitude et le goût du travail.

Appel est fait dans ce but à la Corporation entière des Emballeurs, ainsi qu'à toutes les personnes qui voudront bien s'intéresser à notre œuvre. En y répondant, tous prouveront, une fois de plus, leur dévouement à une cause bien digne de la sympathie des hommes de bien.

STATUTS

FORMATION. — OBJET. — DÉNOMINATION. — SIÈGE. — DURÉE.

Article premier. — Il est formé entre tous les adhérents une Société anonyme de secours, à capital variable, sous la dénomination de Société pour l'assistance paternelle aux Enfants employés dans l'industrie de l'Emballage.

Art. 2. — Le siège social est établi à Paris, et provisoirement boulevard de Sébastopol, 82; lorsqu'il sera devenu définitif, il ne pourra être changé que d'après une délibération prise en Conseil, et à la majorité.

Art. 3. — La durée de la Société est fixée à trente années renouvelables.

Art. 4. — La Société a pour but de patronner, d'assister et de moraliser les Enfants de l'industrie de l'Emballage, d'améliorer moralement et matériellement leur sort, d'éveiller et d'élever leur intelligence, et de leur donner le goût et l'habitude du travail; en conséquence, la Société fait appel à tous les concours et à tous les dévouements.

COMPOSITION. — APPORT.

Art. 5. — Le nombre des sociétaires est illimité.

Art. 6. — La Société se compose de membres actifs et de membres honoraires.

Art. 7. — Les membres actifs devront appartenir, autant que possible, à l'industrie de l'Emballage.

Art. 8. — Chaque membre versera une cotisation annuelle de douze francs au minimum, par avance, au moment de l'admission; ce versement comportera de plein droit adhésion complète aux présents statuts.

Art. 9. — Toute somme versée ne sera sujette à aucune restitution et demeurera acquise définitivement à la Société sans qu'elle puisse être réclamée.

Art. 10. — La Société recevra avec reconnaissance les offrandes, dons et legs; les noms des donateurs seront publiés chaque année dans le bulletin de la Société.

Art. 11. — La Société pourra recevoir les dons et legs à titre onéreux ou à conditions particulières, mais, après délibération prise en Conseil et à la majorité.

Art. 12. — Nul ne pourra obtenir ni conserver le titre de membre s'il ne peut justifier de sa moralité.

Art. 13. — La Société sera constituée définitivement par les adhésions et versements de cent membres.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — ADMINISTRATION. — ASSEMBLÉES..

Art. 14. — La Société est administrée par un Conseil qui se compose de vingt et un membres, pris parmi les membres actifs seulement, et élus en Assemblée générale.

Art. 15. — Le Conseil nomme lui-même son Président, son premier et son deuxième Vice-Président, son Trésorier et son Secrétaire.

Art. 16. — Le Conseil déléguera l'un de ses membres pour exercer chaque jour son contrôle et sa surveillance sur les affaires de la Société; la durée du mandat du délégué sera limitée par le Conseil au moment de sa délégation.

Art. 17. — Toute Assemblée générale devra être convoquée au moins huit jours à l'avance, par lettres, au domicile de chacun des membres.

Art. 18. — Il y aura au moins une Assemblée générale chaque année.

Art. 19. — Le Conseil d'administration se réunira toutes les fois que l'intérêt de la Société l'exigera et au moins une fois par mois.

Art. 20. — Toutes Assemblées générales ou de Conseil devront être tenues par le Président ou l'un des Vice-Présidents, ou à leur défaut par le plus ancien des membres présents.

Art. 21. — Les délibérations du Conseil ne sont valables qu'autant que dix Conseillers et un Président assistent à la séance; les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

Les délibérations de l'Assemblée ne seront prises qu'à la majorité des deux tiers des membres présents. En cas de ballottage, il sera procédé à un nouveau scrutin, et la décision sera alors prise à la

majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du Président sera toujours prépondérante.

Art. 22. — Le Conseil représente la Société vis-à-vis des tiers, sans, contracter aucune obligation personnelle : il peut traiter, transiger, compromettre sur tous les intérêts de la Société, recevoir toutes sommes, donner quittance et mainlevées, etc., etc. Il autorise les poursuites judiciaires tant en demandant qu'en défendant; il peut substituer tout ou partie, mais seulement pour une ou plusieurs affaires déterminées.

Art. 23. — Le Conseil se renouvelle chaque année par tiers selon l'ordre établi par le tirage au sort pour les deux premières années; puis ensuite d'après la date de l'entrée en fonctions. Les membres sortants peuvent être réélus.

Art. 24. — Le Conseil peut nommer des Commissaires dans le sein de la Société, soit pour la surveillance des enfants, soit pour la rédaction ou l'exécution des contrats d'apprentissage.

Art. 25. — Les délibérations tant des Assemblées générales que du Conseil d'administration seront littéralement transcrites sur un registre *ad hoc*; chaque délibération sera signée du Président, du Trésorier et du Secrétaire.

Art. 26. — La Société n'aura d'obligation que vis-à-vis de l'enfant pensionné; ces obligations naissent avec les contrats d'apprentissage et s'éteignent avec eux.

Art. 27. — Le contrat devra être signé du représentant de l'Enfant, du patron, du membre délégué et du Président ou du Vice-Président; un des doubles restera déposé au siège social; des modèles de contrat seront déposés au secrétariat, et aucune condition supplémentaire ne pourra être ajoutée que par le Conseil.

Art. 28. — Chaque patron aura son apprenti, qui sera logé, nourri, couché et blanchi, aux frais de la Société, selon et d'après ses règlements discutés en Assemblée générale.

Art. 29. — Tous les patrons qui auront des apprentis verseront, pour leur logement, nourriture et entretien, entre les mains du Trésorier de la Société, une somme de six francs par semaine pour la première année, neuf francs par semaine la deuxième année, et enfin douze francs par semaine la troisième année; cette rétribution sera payée tous les samedis.

Art. 30. — Un registre spécial restera déposé au secrétariat, à l'effet d'inscrire les enfants qui voudraient faire partie de la Société; ils seront placés chez les patrons qui en feront la demande par ordre d'inscription.

Art. 31. — Tout sociétaire ayant un ou des apprentis patronnés est et reste de plein droit membre actif jusqu'à l'expiration des contrats d'apprentissage; il ne peut se retirer avant cette époque, à moins de

résiliation amiable ou judiciaire desdits contrats; dans ce cas, toute somme versée reste définitivement acquise à la Société.

Art. 32. — La Société ne patronne pas d'enfants au-dessous de douze années révolues.

Art. 33. — Des récompenses pourront être accordées aux enfants patronnés, ainsi qu'aux personnes, adhérentes ou non, qui auront aidé la Société dans sa tâche, ou contribué à l'éducation professionnelle des apprentis.

Ces récompenses seront décernées en séance publique; des règlements spéciaux seront déterminés par les soins du Conseil en vue de ces récompenses.

Art. 34. — Les présents statuts seront soumis à l'approbation de monsieur le ministre de l'intérieur.

Art. 35. — Les ressources de la Société consistent dans le produit des cotisations annuelles et dans l'intérêt des sommes placées; le Conseil est autorisé, chaque année, à dépenser les quatre cinquièmes de ce revenu; le dernier cinquième appartient de droit au fonds social.

III.

LES ATELIERS-MODÈLES.

L'Atelier de brunissage de M^{me} Cohadon.

M. Havard, président de la Chambre syndicale du papier et des industries s'y rattachant, a prononcé dans la séance du 2 octobre, touchant le Patronage des apprentis par M. Jules Laudner, une allocution, dont nous reproduisons le récit suivant :

« A propos de cette dernière question, M. le Président demande à la Chambre la permission de lui faire connaître un établissement privé qui mérite de lui être signalé, à cause des services qu'il a rendus et doit rendre encore.

» On me demanda dernièrement mon concours pour le placement d'une jeune Alsacienne qui est à demi orpheline. — Il s'agissait de trouver une maison où elle pût recevoir, avec les soins de la famille, une éducation professionnelle. — Sachant, depuis quelques années déjà, que M^{me} Cohadon dirigeait, avec un esprit généreux et une remarquable intelligence, une sorte d'atelier où elle retirait des jeunes filles, j'eus l'idée de m'adresser à M^{me} Cohadon pour obtenir des renseignements plus précis que ceux que je possédais sur le régime de cet établissement.

» Pourvu de ces renseignements, je les communiquai aux protecteurs de la jeune fille : Nous rendîmes ensemble visite à M^{me} Cohadon. Je renonce à vous décrire les impressions que nous avons éprouvées en voyant l'intelligent agencement de l'établissement, l'ordre parfait qui y règne, l'excellente tenue des jeunes ouvrières, et surtout leur entrain au travail et leur bonne humeur. Vous initier à tous les détails qui nous ont frappés, cela m'entraînerait trop loin. Il me suffira de vous dire que l'œuvre de dévouement de M^{me} Cohadon date de dix années environ, et qu'elle a été hautement approuvée par les autorités compétentes. Encouragée par le Conseil municipal de Paris, M^{me} Cohadon a reçu une médaille de la *Société protectrice des apprentis*, et vient d'être honorée d'une flatteuse récompense par le jury de l'Exposition de Vienne. — Mais, à la façon dont elle nous parlait de ces honneurs, il est une autre récompense que M^{me} Cohadon nous a paru tenu tenir à plus haut prix : c'est celle qu'elle trouve dans les marques d'affection et de reconnaissance que lui donnent ses élèves, après leur sortie de sa maison. — Il en est qui se sont mariées et qui ont de petits enfants; aux jours de fête et les dimanches aussi, elles viennent en famille revoir leur ancienne directrice, qu'elles regardent comme une mère, parce que, sans aucun doute, elle les a traitées comme ses filles.

» Vous me pardonnerez de vous avoir retenu quelques instants sur ce sujet; mais j'ai pensé que ce qui m'est arrivé peut arriver à chacun de vous. Or, si l'on vous demande où l'on peut placer une pauvre jeune fille abandonnée ou sans appui, et pour laquelle personne ne peut faire de sacrifice d'argent, vous n'aurez pas regret d'avoir été mis en mesure de leur indiquer qu'au numéro 33 de la rue Charlot, il est un asile où cette enfant peut recevoir avec le complément d'instruction qui lui manque, une éducation qui peut en faire, le jour venu, non-seulement une bonne et même une habile ouvrière, mais encore une honnête femme et une digne mère de famille. »

Nous n'ajouterons rien aux justes observations de M. Havard, sinon que nous formons des vœux pour que M^{me} Cohadon ait de nombreuses imitatrices, et que des établissements où la moralité se joint au travail arrachent les jeunes filles aux dangers de notre capitale. — (*Note du Secrétaire*).

REVUE DE L'ÉTRANGER

ALSACE-LORRAINE (1). — *La Gazette de Strasbourg* publie un règlement de l'enseignement supérieur en Alsace-Lorraine.

Ce règlement, qui sort de la chancellerie de l'Empire, établit dans son article 10, que la langue de l'enseignement dans toutes les écoles supérieures, sera à l'avenir la langue allemande.

L'enseignement du français et de la littérature française pourra seul être donné en langue française.

« Là où des circonstances particulières l'exigeront, le président supérieur pourra autoriser, pour un temps déterminé, l'usage de la langue française pour l'enseignement des mathématiques, de la physique et de la chimie. »

L'article 11 établit que pour le territoire où la langue française est seule en usage, le président supérieur pourra également autoriser l'usage de cette langue dans l'enseignement donné aux écoles primaires.

Dans les classes de sixième et de cinquième des *Realschulen* (Écoles

(1) Il s'est rencontré, dans le Reichstag, un Allemand qui, — au nom des principes libéraux, au nom de l'éternelle justice, — s'est élevé contre le régime dictatorial imposé à nos malheureuses provinces et a tenté un suprême effort pour faire fléchir la politique de fer de M. de Bismark.

M. Sonnemann, député de Francfort, (qui fut l'un des cinq députés qui, au moment où le Reichstag fut appelé à ratifier l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine à l'Empire d'Allemagne, refusèrent de consacrer par leur vote cette loi barbare), s'en est pris directement à l'auteur et à l'organisateur de la conquête. Il lui a rappelé ses engagements vis-à-vis de l'Alsace; il lui a cité les termes mêmes de sa promesse : « Vous aviez déclaré aux provinces conquises, lui a-t-il dit, qu'elles pourraient se gouverner *comme une République qui se gouverne elle-même*... Vous avez manqué à votre parole. »

Puis, la majorité du Reichstag ayant éclaté en applaudissements et en « très-bien! très-bien! » au moment où l'orateur énumérait et flétrissait les mesures oppressives, M. Sonnemann s'est écrié :

— Oui, Messieurs, vous voulez faire violence à toute une population pour la contraindre à être allemande. Cela ne vous réussira pas.

Un autre membre du Reichstag allemand, M. Kryger, a protesté également avec énergie contre la conquête de l'Alsace et de la Lorraine par les armées allemandes, et il a réclamé en faveur de nos malheureux compatriotes le droit de disposer de leur sort.

Il faut recueillir leurs loyales paroles et rendre un hommage public à ceux qui les ont prononcées. Elles prouvent que la gloire militaire n'a pas étouffé tout sentiment humain en Allemagne, et que le droit de la force n'est pas uniformément gravé dans tous les cœurs germaniques. La conquête, — fortune rare! — a trouvé des détracteurs et des juges parmi les conquérants eux-mêmes.

professionnelles), l'enseignement de l'histoire et de la géographie pourra également se faire en langue française.

L'enseignement du chant et du dessin pourra aussi être donné dans cette langue.

Dans les écoles primaires, dont les élèves se servent en partie de la langue française comme langue maternelle, en partie de la langue allemande, le président supérieur pourra autoriser l'usage de la langue française dans d'autres branches de l'enseignement, suivant les besoins.

ALLEMAGNE (*Prusse*). — On écrit de Berlin, 12 octobre 1873 : « La première séance de l'Association pour la politique sociale a eu lieu aujourd'hui à Eisenach, sous la présidence de M. Gneist. Les professeurs Schmoller, Wagner, Knies et Brentano, présidents des associations ouvrières allemandes, y assistaient. L'assemblée a adopté la proposition de M. Kirsch, demandant une enquête sur les moyens d'exécuter une réforme des lois sur les fabriques.

« Cette enquête sera dirigée par une commission centrale nommée avec la participation du Parlement allemand et concernera surtout l'interdiction du travail des fabriques aux enfants, la protection des ouvrières, l'immixtion de l'autorité dans l'établissement des règlements et les garanties du paiement des salaires. »

AUTRICHE. — Une création destinée à survivre à l'Exposition universelle de Vienne et à en consacrer pour ainsi dire le souvenir sera l'*Athenæum*, établissement nouveau fondé dans l'intérêt et pour l'instruction des ouvriers et des petits artisans. Immédiatement après la clôture de l'Exposition, cet établissement, créé sur le modèle du Conservatoire des arts et métiers de Paris et du Musée de l'Industrie de Bruxelles, sera installé au centre des quartiers industriels de Neubau, Schottenfeld, Mariahilf, etc. Les objets que beaucoup d'exposants ont abandonnés lui seront remis. On y trouvera des séries de dessins, de modèles, d'instruments, de machines et d'outils, des collections d'échantillons de matières premières et de produits entièrement ou seulement à demi fabriqués.

L'*Athenæum* autrichien sera pourvu d'une bibliothèque, à laquelle le directeur de l'Exposition, baron de Schwarz, a déjà fait don d'une collection rassemblée par lui depuis 1845 et qui a pour objet les expositions universelles. Cette bibliothèque naissante compte déjà 3,412 volumes ou 2.205 ouvrages.

L'établissement dispose d'un capital de 115,618 florins.

RUSSIE. — L'Œuvre des établissements de couture gratuits pour ouvrières externes, fondée par le préfet de Saint-Petersbourg, est en pleine voie de prospérité. Grâce à l'énergie de l'administration et à l'assistance efficace du public, qui se traduit par des dons de diverse

nature, un sixième établissement va être prochainement inauguré. La part la plus large dans cette œuvre revient à un négociant français établi dans notre capitale, M. Léon Castillon. L'aide de camp général Trépow, voulant reconnaître combien il est redevable à M. Castillon de son concours spontané, si utile à l'entreprise, vient de le nommer curateur honoraire de tous ces établissements philanthropiques. — (*Journal de Saint-Petersbourg et Petit-Journal*, 17 octobre 1873.)

SUISSE.— *L'instruction primaire.*—Ce qui suit n'est point le résultat d'une enquête préméditée ou méthodique; ce sont de simples notes prises d'aventure comme détails de mœurs qu'il peut n'être pas inutile de connaître à une époque où le grand, l'important problème de l'instruction publique est chez nous si diversement apprécié, tant au point de vue des résultats à en obtenir, que des moyens pratiques de la répandre ou de l'imposer.

Leuzbourg est une petite ville du canton d'Argovie, où une affaire personnelle nous fit stationner dernièrement pendant quelques heures, en nous rendant à l'Exposition de Vienne. Au cours de notre entretien avec l'un des habitants, la question de l'instruction publique fut abordée, et ce que nous apprîmes du fonctionnement des écoles en cette bourgade, que nous n'avons nullement choisie pour en faire le sujet d'une étude sur cette question, nous parut digne de remarque. Voici donc les notes que nous avons recueillies :

Là, comme aussi, croyons-nous, sur toute l'étendue du territoire helvétique, en vertu d'une décision du Conseil fédéral, l'instruction est déclarée obligatoire.

Le séjour à l'école, qui ne peut être entièrement éludé, même en cas d'enseignement donné à domicile par les parents ou sous leurs yeux, est exigé des enfants des deux sexes de sept à seize ans. Une salle d'asile, dont la fréquentation est d'ailleurs toute facultative, est en outre ouverte pour les enfants au-dessous de sept ans.

L'exécution de la loi, en ce qui touche l'obligation d'envoyer aux classes les enfants de sept à seize ans, est assurée beaucoup plus par le bon sens normal d'une population instruite qui comprend les avantages de l'instruction, que par les mesures coercitives édictées. En cas de négligence, les parents sont passibles d'une amende qui s'accroît par la récidive; mais on ne constate que très-peu d'infractions; la peine de la prison pourrait être aussi prononcée, mais il n'y a pas d'exemples qu'on ait dû y avoir recours.

Cette ville, qui compte environ 2,800 habitants, dépense chaque année une somme de VINGT-HUIT MILLE FRANCS pour émoluments des maîtres et maîtresses chargés de l'enseignement. Soit 40 francs par habitant. Ce chiffre n'implique pas cependant que, pour ce seul service public, l'impôt atteigne les citoyens dans une pareille mesure, car les écoles

municipales possèdent (comme chez nous les hospices, qui là-bas d'ailleurs existent aussi) un fonds de revenus prespres relativement considérable dus à des dons particuliers, surtout à des legs testamentaires — la plupart des citoyens riches du pays disposant presque toujours à leur décès d'une somme en faveur du fonds des écoles, et, en cas d'oubli ou d'impossibilité de la part du défunt, les familles considèrent généralement un don de ce genre comme un devoir moral et patriotique, honorant la mémoire du mort.

Le lieu où se tiennent les classes des enfants des deux sexes — lesquels ont une entrée commune, mais qui occupent des quartiers distincts — porte le nom de *collège* et reçoit environ 400 élèves, ce qui donne la moyenne d'un écolier par 7. habitants. Les cours y sont ainsi répartis :

1^o L'école primaire proprement dite, où sont admis les enfants de sept à onze ans, et où l'enseignement est donné par six régents ou régentes aux émoluments de 1,800 à 2,200 francs.

2^o Le gymnase ou école intermédiaire, où, en même temps que les autres matières du programme scolaire, les élèves peuvent apprendre trois langues étrangères : français, italien, anglais.

3^o L'école supérieure, où toutes les branches des connaissances usuelles sont enseignées au degré supérieur ainsi que les sciences spéciales : chimie, physique, etc., et où l'on professe aussi, mais pour des élèves formant des divisions distinctes, les littératures anciennes jusqu'au niveau de la troisième.

Ces deux derniers cours, fractionnés nécessairement en plusieurs classes, sont dirigés par sept régents ou régentes qui touchent annuellement de 2,300 à 2,600 francs.

Il y a en outre un professeur de dessin et un professeur de gymnastique.

Les exercices de gymnastique ont lieu dans une annexe de l'école, espèce d'esplanade publique où sont installés des chevalets, des trappèzes, des échelles.

Les jeunes filles doivent, aussi bien que les jeunes garçons, suivre les cours du professeur.

L'enseignement est généralement gratuit, y compris les fournitures scolaires. Les élèves seuls qui étudient les langues dites classiques sont tenus à une redevance de 5 francs *par an*.

Nous avons demandé à visiter le collège. On nous y a conduits. Nous avons vu un vaste édifice où les nombreuses classes, bien aérées, et munies pour l'hiver d'un excellent système de chauffage, possèdent un mobilier des mieux entendus. Chaque élève a sa place distincte sur un siège à claie; un pupitre relativement large est devant lui. Aux murs sont appendus des cartes graphiques et en relief, des tableaux chronologiques, des modèles d'écriture ou de numération.

Dans la classe des tout petits enfants (salle d'asile), tout est proportionné aux hôtes coutumiers de l'endroit : petits bancs, tables basses où sont étalés tous les joujoux instructifs de la méthode Froebel, et du plafond descendent, flottant à des chaînettes, toutes sortes de figurines découpées en papier de couleur, pour l'amusement aussi bien que pour l'instruction des bébés.

Après les salles des classes ordinaires, on nous a montré les salles des cours spéciaux : dans la salle de chimie, des éprouvettes pleines de solutions, des filtres humides dans les entonnoirs, des ballons sur le fourneau nous ont prouvé que le cours n'était pas seulement inscrit dans le programme. Un peu plus loin, une brassée de plantes rustiques qui trempaient dans une terrine, disait que le matin, une leçon de botanique pratique avait été donnée. Dans la salle de musique nous vîmes un magnifique piano à queue et une harpe...

Pour achever, nous visitâmes le cabinet de physique, de chimie et de mécanique et les collections d'histoire naturelle.

Heureux la plupart de nos grands établissements s'ils possédaient une partie des appareils ou des spécimens de tous genres mis là à la disposition des professeurs : machines électriques, pneumatiques, aimants, bobines d'induction, baromètres, piles, alambics, cornues, modèles de locomotives, de grues et jusqu'aux lunettes astronomiques, etc., etc. La géologie y est représentée par une collection contenant des échantillons de tous les gisements et fossiles du canton. La zoologie, par une série de quadrupèdes et d'oiseaux empaillés, d'insectes soigneusement préparés, de poissons conservés dans l'alcool formant l'ensemble de la faune helvétique : des tiroirs contiennent l'herbier général du canton, et la suite des minéraux occupe deux grandes vitrines.

Tout cela, répétons-le, il nous a été donné de le voir, de le constater dans une ville, en quelque sorte ignorée, qui compte moins de 3,000 habitants, et qui n'a pas, croyons-nous, la prétention de faire exception parmi les villes du même pays.

Cet état de choses subsiste à une quinzaine de lieues de nos frontières, avons-nous besoin d'en déduire les inévitables conséquences? — Eug. Muller. (*Petit Journal*, 19 octobre 1873.)

CHRONIQUE.

— *Les Associations ouvrières*. — M. le comte de Paris a publié, sous le titre : *De la situation des ouvriers en Angleterre* (1), un livre qui accuse de longues et consciencieuses recherches; ce travail, nous le rappelons, avait été demandé par la Commission législative, chargée de l'enquête sur la situation des classes ouvrières en Angleterre.

L'auteur, qui a pu dans l'exil étudier à fond son vaste sujet, présente l'histoire de chacune des associations d'ouvriers (*trades unions*) qui se multiplient chaque jour de l'autre côté de la Manche; puis il apprécie leurs différents systèmes économiques, leurs ressources respectives, leurs chances de durée, et enfin les améliorations matérielles et morales résultant de ces sociétés coopératives et autres pour les populations ouvrières. C'est un livre qui sera consulté avec fruit par toutes les personnes que préoccupent les questions sociales.

— *Moralité comparée des Classes ouvrières*. — Sous ce titre, M. Ernest Bertrand, conseiller à la Cour d'appel de Paris, vient de publier un remarquable travail (extrait du *Journal de la Société de Statistique de Paris* (2) auquel nous empruntons les lignes suivantes, sur le *libertinage* des classes ouvrières (p. 31) :

« Dans la classe manufacturière, il faut établir une distinction entre les femmes employées dans les industries du coton, de la laine et de la soie, et celles, d'ailleurs bien moins nombreuses, qui se rattachent aux autres industries. Le travail en commun et l'admission des femmes et des enfants dans les ateliers des filatures et des fabriques de tissus, ont partout les mêmes résultats; la dépravation des femmes dès l'âge le plus tendre en est la conséquence inévitable. Il y a quelques années, il a été officiellement constaté dans la ville de Reims que, sur les jeunes filles de la classe ouvrière qui se livraient à la prostitution, plus de cent étaient âgées de moins de quinze ans et que sur ce nombre, dix à douze n'avaient pas atteint leur douzième année. Cette démoralisation est un fait ordinaire dans les villes où domine l'industrie manufacturière. M. Villermé n'a rien exagéré lorsqu'il a dit : « Dans les villes de grande industrie, la prostitution » est multipliée à tel point, qu'elle ne peut plus être ni surveillée ni réglée; c'est un vice général, une abomination publique. »

(1) 2^e édition, Michel Lévy; in-8°.

(2) Berger-Levrault et C^{ie}; br. in 8°.

Ce fait explique pourquoi le chiffre des femmes poursuivies pour crimes est proportionnellement plus élevé dans la classe des industries du coton, de la laine et de la soie, que dans les autres industries et les autres professions. Il démontrerait, s'il était nécessaire de le démontrer, qu'entre la dépravation des mœurs et la multiplicité des infractions à la loi pénale, il y a une corrélation inévitable.

Le libertinage des jeunes travailleurs des manufactures est la conséquence de celui des jeunes filles avec lesquelles ils sont en contact continu. Avant d'avoir même atteint l'âge nubile, un grand nombre d'entre eux sont dégradés et énervés par des excès prématurés. Toutefois, il importe de constater que le mal chez les hommes n'atteint pas les mêmes proportions et n'a pas la même gravité que chez les femmes; il n'existe ici aucune solidarité entre les deux sexes.

Dans les industries qui n'exigent pas le travail en commun et surtout dans celles qui permettent le travail en famille, la démoralisation est moins grande..... »

MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES ORDINAIRES.

MM.

Legrand (Eugène), licencié en droit, rue Miroménil, 15.
Lhuillier, adjoint au Maire du III^e arrondissement.

Présentateurs.

M. Ch. Petit.
MM. Perrin et
Cohadon.

ALLOCATION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE

(300 francs)

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce a bien voulu ajouter à sa lettre informant M. le Président de l'allocation accordée à notre Société, les lignes suivantes :

« J'apprécie trop les services rendus par votre Association, pour ne pas lui accorder, comme mes prédécesseurs, un témoignage d'intérêt... »

ALLOCATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

(300 francs.)

M. le Ministre de l'Intérieur a bien voulu accorder la même allocation à notre Société.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ.

SÉANCE ORDINAIRE

du Jeudi 6 Novembre 1873.

PRÉSIDENCE DE M. CHARLES ROBERT, *Vice-Président de la Société.*

La séance est ouverte à 8 heures 1/4.

A l'occasion du procès-verbal de la dernière séance, M. le Dr *Marjolin* signale une erreur typographique (voyez ci-dessus, p. 430); il rappelle qu'il avait parlé de postulants qui attendaient leur admission à l'hôpital Saint-Louis depuis *six* ou *sept* mois et plus, et non, comme il est dit, depuis *dix-sept* mois. M. le Dr *Marjolin* demande que cette faute d'impression soit corrigée sur les exemplaires non encore distribués.

M. le Président donne acte de cette rectification, dont il sera tenu compte, et le procès-verbal est adopté sans autres observations.

— S'étaient excusés par lettres de ne pouvoir assister à la séance : MM. *Chaix* (A.), *Riché* (Léon) et *Robiquet* (Paul).

— Plusieurs Membres nouveaux sont présentés et admis. (Voir aux Listes des Membres nouveaux.)

— M. le Secrétaire dépouille et analyse la Correspondance parvenue depuis la dernière séance. (Voir ci-après à la *Correspondance*.)

Nous devons remercier, dit-il, deux de nos plus dévoués Membres correspondants, MM. Fr. Engel-Dollfus, de Dornach, et Colcombet, de Saint-Étienne, des services constants qu'ils rendent à notre Société.

Il présente ensuite les publications qui ont été offertes à la Société ou échangées avec elle : M^{me} A. Gaël, de Tours, a bien voulu mettre à la disposition de la Société, pour son *Œuvre annexe des bibliothèques*, douze exemplaires de son *Livre des Enfants et des Adolescents* (Paris, Lib. Internationale, 1869; in-12); la *Notice sur l'École professionnelle des Jeunes Typographes de l'imprimerie et de la librairie centrales des chemins de fer de MM. A. Chaix et C^{ie}*, ainsi que le *Compte-rendu de la Distribution des Prix aux élèves de l'École professionnelle* (de la même Maison) du 14 septembre 1873; le *Bulletin de la Société protectrice de l'Enfance*.

M. de Bellay présente le *Compte rendu de la Société de Patronage des apprentis et ouvriers israélites de Paris, pour les années 1868 à 1871*. (École de travail.)

— M. le Président se félicite de pouvoir annoncer à l'assemblée qu'il a été décerné à notre Société par le Jury de l'Exposition universelle de Vienne UN DIPLOME DE MÉRITE (Voyez ci-dessus, p. 428.)

Cette communication est accueillie avec la plus vive satisfaction.

— M. le Président invite les Présidents et Secrétaires des Œuvres, Comités et Commissions de la Société, présents, à faire leurs communications.

M. le Secrétaire de la Société fait connaître que le prochain *Bulletin* contiendra le *Compte rendu* de l'*Œuvre des Accidents de fabrique*. (Recherche des moyens préventifs des accidents; — Patronage des Enfants mutilés.)

Il ajoute que celui du *Comité judiciaire* (Œuvre de l'Assistance judiciaire; États civils et Tutelles) sera également publié dans ce *Bulletin* ou au plus tard dans celui de Janvier-Février.

M. Albert Robin (qui remplit avec beaucoup de zèle sa fonc-

tion de secrétaire du *Comité des accidents de fabrique* : Moyens préventifs des accidents ; — Patronage des Enfants mutilés) regrette que ses devoirs d'interne des hôpitaux l'obligent à réclamer le concours d'un collaborateur.

Notre collègue, M. *Legrand*, veut bien faire partie de l'OEuvre et se mettre de suite en rapports avec M. Robin.

M. le baron *Larrey* croit devoir, au sujet des Enfants mutilés, appeler l'attention sur l'OEuvre dont M. de Beaufort est le Président. M. le baron Larrey a recommandé avec succès à M. de Beaufort plusieurs enfants qui avaient été victimes d'accidents. Il pourrait être utile de se mettre en rapports avec cette œuvre, qui procure aux mutilés des membres artificiels et peut-être même donnerait des secours momentanés.

M. *Robin* répond que l'action de cette association se borne à fournir gratuitement des appareils de prothèse ; il ajoute qu'en 1869, il a convenu avec M. le comte de Beaufort que M. Weber, orthopédiste (rue de la Bourse), fournirait gratuitement aux mutilés protégés par la Société les membres artificiels dont ils auraient besoin.

M. le Secrétaire regrette que cette OEuvre ne puisse nous offrir un nouveau débouché pour le placement de nos pauvres petits mutilés.

M. le Président rappelle que les *Sociétés du travail*, notamment celle qui a son siège rue d'Hauteville, 92, pourraient quelquefois procurer des emplois divers aux enfants recommandés par notre Société.

M. *Riottot* pense que ces enfants mutilés pourraient être admis comme porteurs dans certaines sociétés financières et maisons de banque.

M. le Secrétaire dit que, à la fin de la séance, il aura précisément à recommander au bienveillant patronage de nos collègues un pauvre enfant, victime d'un accident de fabrique.

— M. le Président dit que l'ordre du jour appelle les *Communications diverses*.

Il ajoute que, dans l'une des dernières séances du Conseil municipal de Paris, M. le Directeur de l'Instruction primaire de la Préfecture de la Seine a fait un rapport favorable sur l'École municipale d'apprentis du boulevard de la Villette (voir ci-après p. 473). Il sera, dit-il, utile de suivre attentivement les résul-

tats produits par l'enseignement technique donné dans cette forme.

M. de Bellay rend compte de la visite qu'il a faite à cet établissement. Il croit possible l'initiation des enfants pour les articles courants des industries du fer et du bois, mais l'atelier seul pourra donner, ajoute-t-il, à l'enfant ce tour de main qui constitue le propre de la plupart de nos industries parisiennes.

M. l'abbé Lantiez dit que l'expérience qu'il a des ateliers internes lui fait partager cette appréciation.

M. le Secrétaire rapproche de l'École municipale d'apprentis un essai tenté dans une école primaire, sise rue Tournefort, où profitant des aptitudes de l'instituteur pour les travaux du tour, un atelier vient d'être annexé à l'École, au moyen d'une allocation de 5,000 francs. (Voy. Bull., V, p. 218.) (1)

— M. le Président annonce la mise à l'étude par divers membres de la Chambre syndicale du papier et des industries qui s'y rattachent d'un projet de Pension d'apprentis. M. Laudner (Jules) a été chargé de l'étudier d'après les données déjà acquises (voy. ci-dessus, p. 448).

Si l'on jette, à ce propos, dit-il, un coup d'œil général sur les Pensions d'apprentis, un des objets principaux de sollicitude pour notre Société, on peut constater combien elles sont fécondes en résultats.

La Société d'assistance paternelle des fleurs et plumes se préoccupe vivement d'une création de ce genre pour les enfants de sa corporation.

M. Ch. Petit fait connaître que la moitié du capital nécessaire pour cette fondation est déjà recueillie. Une somme de 20,000 francs suffira pour les commencements de l'œuvre, dans des lieux loués; une vingtaine de jeunes filles pourront être reçues dans cette maison d'essai, qui sera choisie dans le quartier Montmartre. Déjà la maison hospitalière des sœurs de Marie-Auxiliatrice reçoit quelques enfants, moyennant une rétribution mensuelle de 40 fr. par tête.

M. le Président cite aussi comme intéressant à étudier le projet de Pension conçu par les membres de la Société pour l'assistance

(1) Sur la question de l'Atelier dans l'École, en France et à l'étranger, voy. Rapports de l'Exposition universelle de 1867 (sur l'Enseignement technique), t. XIII, p. 533 et suiv. — (Note du Secrétaire.)

paternelle aux enfants employés dans l'industrie de l'emballage. (Voy. ci-dessus, p. 442.)

M. de Bellay applaudit à la création de cette Pension pour les apprentis de l'industrie de l'emballage. Il regrette particulièrement que l'apprenti de ce métier soit accablé de petits services que les ouvriers exigent de lui. Il demande à signaler, à propos de la question de la Pension d'apprentis, l'agencement ingénieux de l'appartement et de l'atelier de brunissage de M^{me} Cohadon, rue Charlot, 33.

M. le Secrétaire rappelle que la description matérielle de cet atelier-modèle a été faite par notre collègue M. Paul Robiquet (*Bull.*, III, 434), et que l'on peut se reporter à cette étude.

M. de Bellay demande la permission d'ajouter qu'il a le regret de constater que le nombre des contrats d'apprentissage diminue, et que trop souvent parents et enfants s'ingénient à rompre ces contrats par des actes de mauvais vouloir.

Pour relever le niveau de l'apprentissage, notre collègue verrait un moyen efficace dans la distribution de récompenses par notre Société aux contre-maitres et contre-maitresses.

M. le Président répond que notre Société ne les a point exclus de ses distributions précédentes, et qu'elle les comprendra dans celles à venir.

Revenant aux enfants employés dans l'industrie, M. de Bellay déplore que trop souvent l'on voie de pauvres apprentis surchargés plier sous le faix; que l'on soit témoin de prétendues espiègleries de gamins qui auraient besoin d'être rappelés tout au moins à la politesse, et cela sans que l'action de la police intervienne. M. de Bellay demande à cette occasion si notre Société ne peut espérer obtenir pour ses membres l'autorisation d'être munis d'une carte qui leur permette de requérir les agents.

M. le Secrétaire expose qu'il est une Société qui a obtenu de la Préfecture de police la faveur dont il s'agit, d'une carte accréditée, qui lui permet de requérir les agents, comme cela se pratique en Angleterre (la *Société protectrice des animaux*).

M. Lemercier considérerait cette carte, s'il était possible de la mettre aux mains des membres de la Société, comme une excellente chose. Trop souvent il a été témoin de faits regrettables; il voit presque chaque jour, aux heures des repas et le soir, des gamins se livrant à leurs ébats, sur une place publique,

se battant entr'eux avec violence, ou même jouant d'une manière inconvenante avec des jeunes filles, et cela sous les yeux d'agents, qui semblent indifférents et ne font pas cesser ces scènes peu édifiantes. Il est difficile à un particulier sans qualité d'intervenir, la foule prenant trop souvent fait et cause pour le *gamin de Paris*, dont le règne a duré trop longtemps.

M. Lemercier conclut donc qu'il y aurait lieu de faire la demande d'une carte accréditée par l'Administration.

M. le Président répond que si, à la suite des négociations que M. Périn a rappelées, la *Société protectrice des animaux* a obtenu une faveur particulière, la *Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures* serait, puisqu'elle est reconnue d'utilité publique, en principe mieux qualifiée encore pour jouir du même privilège dans le but de protéger les enfants exposés à des dangers matériels ou moraux, mais qu'une pareille innovation suppose une étude approfondie et surtout des informations détaillées et précises sur les faits qui s'y rapportent.

— L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion sur le PROJET DE LOI SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES, dont la 3^e délibération a été admise par l'Assemblée nationale avec l'assentiment général, dans sa séance du 21 juin dernier (voy. ci-dessus, p. 389).

M. le Président donne la parole à ceux de nos collègues qui auraient des observations à présenter sur le projet de loi proposé par M. Ambroise Joubert.

M. Riottot désirerait que la *Société de protection* appuyât l'âge de 12 ans, rejeté par l'Assemblée, lors de la 2^e délibération.

M. le Président, se référant à une observation déjà faite plusieurs fois, répond que la jurisprudence de notre Société ne lui permet pas de prendre une délibération pour aboutir à un vote. Les opinions émises dans la discussion se présentent au public avec l'autorité personnelle des membres qui déclarent les soutenir.

M. Riottot se borne alors à exprimer le vœu que la question de l'âge d'admission dans les ateliers soit élucidée par la Société, de manière à peser sur le vote de la Chambre.

M. de Bellay rappelle que les Chambres syndicales se sont prononcées pour l'abaissement de l'âge à 12 ans. — N'est-il

pas à craindre, ajoute-t-il, que si l'âge de treize ans était maintenu, une pauvre veuve ne pût placer son enfant âgé de 12 ans, qu'on n'oserait prendre dans les ateliers ; et ne se pratiquerait-il pas des substitutions d'états civils entre frères ou autres ?

M. Ch. Petit confirme que les Chambres syndicales ont, à l'unanimité, demandé que l'âge de 12 ans fût fixé comme *minimum*, contrairement à la deuxième délibération qui a adopté l'âge de 13 ans pour les garçons et de 14 ans pour les filles.

M. Petit verrait un véritable danger social à ce que le projet passât tel, parce que, dit-il, dans l'industrie des Fleurs et Plumes, c'est avec beaucoup de peine que nous faisons attendre les familles jusqu'à l'âge de 12 ans, pour prendre les enfants dans nos maisons. Il y aurait donc un état de choses fâcheux au point de vue de l'humanité. La question a été étudiée sous toutes ses faces. Il est bon que les affirmations des Industriels soient répétées.

M. le Secrétaire se demande si les Chambres syndicales n'auraient pas bien fait de demander *subsidièrement* que, dans certains cas exceptionnels de profonde misère, alors que l'enfant paraîtrait bien constitué, une certaine latitude fût laissée à MM. les inspecteurs des manufactures pour accorder des autorisations, ce qui est admis en Angleterre ?

M. Riottot ajoute qu'il préférerait, quant à lui, qu'aucune limite d'âge ne fût fixée, et que l'on s'en rapportât à la prudence des Industriels, sous le contrôle des Inspecteurs. Les patrons peuvent être trompés par l'aspect des enfants.

M. Cohadon redoute que faute de pouvoir faire entrer ses enfants dans les manufactures, la mère n'en fasse de petits commissionnaires, soumis à une fatigue plus grande que celle que présenterait l'atelier. En ne laissant pas aux familles la liberté de faire mieux, on les laisse exposées à faire plus mal.

M. de Bellay, apporte à l'appui de cette opinion, qu'il a vu dans l'atelier de brunissage de la rue Saint-Maur une apprentie de 12 ans, dont le placement a permis à la mère de travailler de son côté.

Il profite de ce qu'il entretient l'assemblée de cet atelier, pour rendre compte du crédit de 60 fr. qui lui a été ouvert,

à la séance précédente, en faveur de deux jeunes apprenties; il a dépensé pour leur habillement la somme de 59 fr. 90 c.

M. l'abbé *Lantiez* insiste pour que la Société se préoccupe de faire en sorte que les désordres trop fréquents auxquels se livrent les enfants sur la voie publique ne passent pas inaperçus. A Paris, quiconque intervient pour faire cesser une scène fâcheuse se voit couvert de confusion par la foule ! Il ne croit pas qu'on puisse intervenir officiellement, ainsi qu'il a été proposé; mais n'y aurait-il pas une étude à faire des moyens employés par la police ailleurs et notamment à Londres, où, au dire de membres présents, ces sortes de scènes n'auraient pas lieu. La Société, ainsi renseignée, pourrait peut-être intervenir utilement auprès de l'autorité pour demander l'emploi de quelques mesures efficaces.

M. *Périn* appuie cette proposition. Il fait remarquer, d'ailleurs, que les parents sont intéressés à veiller sur leurs enfants, tant que ceux-ci sont légalement incapables de diriger leurs propres actions; parce que la loi les rend garants des dommages qu'ils peuvent causer.

Il ajoute qu'une sage ordonnance du 17 mai 1726 défendait aux pères et mères de laisser courir et vaguer leurs enfants dans les rues à peine de dépens, de dommages-intérêts et d'amendes.

L'ordonnance de police du 5 mars 1853 a reproduit cette prohibition; elle défend aux pères, mères, tuteurs ou maîtres, de laisser courir et jouer à l'abandon sur la voie publique leurs enfants, pupilles et apprentis (1).

Notre collègue M. Chaix, dit-il, s'est déjà préoccupé de remédier à l'état de choses actuel, en demandant à la Municipalité de son arrondissement d'ouvrir un local aux apprentis et enfants des ateliers, pendant les heures de repas. (Voy. ci-dessus, p. 382.)

M. *Erdeven* propose de nommer une Commission qui fera des recherches et rédigera à bref délai un rapport sur cette question de la surveillance des enfants sur la voie publique, exercée ou à exercer par la police française et anglaise.

Sont nommés membres de cette Commission : MM. Adelson-Monteaux, de Bellay, Erdeven, l'abbé Lantiez et le Dr Marjolin.

(1) Nous reportons à l'*Annexe* du procès-verbal ci-après (p. 465) une note un peu étendue, contenant le texte de cette ordonnance.

— M. Cohadon communique une lettre qu'il a reçue de sa fille, lui faisant connaître la perte qu'a faite la communauté de la Providence de Ruillé-sur-Loir, en la personne de la sœur Marie Lecor, ancienne supérieure générale de la Congrégation, décédée le 27 octobre 1873, dans sa quatre-vingt-unième année. La perte de cette femme de bien a été ressentie par M^{me} Cohadon et ses apprentis, qui ont reçu d'elle une si généreuse hospitalité pendant la guerre et la Commune (voir *Bulletin*, 1871, p. 122). Cette hospitalité, on s'en souvient, fut accordée à la sollicitation de notre regretté prédécesseur dans les fonctions de Secrétaire, M. Barreswil, et avec le concours de M^{sr} l'évêque du Mans.

— M. le Secrétaire fait connaître qu'une demande de secours a été adressée à la Société, dans l'intérêt du jeune Duperay (Émile), âgé de 14 ans, qui a été placé par un homme de bien, M. de Magneval, chez un fabricant de bijoux fins, et qui révèle de sérieuses dispositions pour son état. — Sa mère (demeurant rue de la Feuillade, 6), veuve ayant 3 enfants (ce fils et 2 petites filles) n'a qu'un emploi peu rétribué pour subvenir aux besoins de sa famille. Son patron ne le loge et ne le nourrit.

Un secours de 40 fr. par mois est accordé à cet enfant, pour permettre à sa mère de le maintenir en apprentissage et d'en faire un bon ouvrier.

— M. le Secrétaire présente à l'assemblée deux enfants qu'il recommande et qu'il serait heureux de voir acceptés par quelqu'un de nos collègues en qualité d'employés :

Kroëll (Charles) — (Voy. ci-dessus, p. 427),

et Richard (Léon), amputé d'une main.

Notre collègue M. Lemercier, imprimeur-lithographe, veut bien ouvrir sa maison à ces deux enfants.

Le Bureau remercie M. Lemercier de sa double bonne action et la Société s'associe à ces remerciements.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire,
J. PÉRIN.

Annexe (Voy. ci-dessus p. 464).

Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs enfants mineurs.

L'article 1384 du Code civil rend les père et mère responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs.

M. le conseiller Treilhard (séance du 9 pluv. an XII) disait, dans l'exposé des motifs de cette disposition légale : « Puisse cette charge de la responsabilité, rendre les chefs de famille plus prudents et plus attentifs ! Et puissent les pères, surtout, se pénétrer fortement de l'étendue et de la sainteté de leurs devoirs ! La vie que nos enfants tiennent de nous n'est plus un bienfait, si nous ne les formons pas à la vertu, et si nous n'en faisons pas de bons citoyens. »

Le tribun Bertrand-de-Greuille, dans le rapport fait au Tribunal, s'exprimait en ces termes : « Cette obligation (la responsabilité du dommage causé par les enfants mineurs) se rattache à la puissance, à l'autorité que la loi accorde aux parents sur leurs enfants en minorité, aux devoirs qu'elle leur impose pour la perfection de leur éducation, à la nécessité où ils sont de surveiller leur conduite avec ce zèle, ce soin, cet intérêt qu'inspirent tout à la fois et le désir de leur bonheur, et la tendre affection qu'ils leur portent. »

Et le tribun Tarrible, l'un des orateurs chargés de présenter le vœu du Tribunal, prononçait, au Corps législatif, un discours dont nous extrayons le passage suivant : « Les premiers (le père, la mère, les maîtres et les commettants) sont investis d'une autorité suffisante pour contenir leurs subordonnés dans les limites du devoir et du respect dû aux propriétés d'autrui. Si les subordonnés les franchissent, ces écarts sont attribués avec raison au relâchement de la discipline domestique, qui est dans la main du père, de la mère, du commettant... Ce relâchement est une faute : il forme une cause du dommage indirect, mais suffisante pour faire retomber sur eux la charge de la réparation. — Cette responsabilité est nécessaire pour tenir en éveil l'attention des supérieurs sur la conduite de leurs inférieurs, et pour rappeler les austères devoirs de la magistrature qu'ils exercent. »

Il est de jurisprudence que le père, justifiât-il de l'impossibilité matérielle et immédiate où il s'est trouvé d'empêcher le fait dommageable que son enfant a commis, n'en demeure pas moins responsable, si on peut lui imputer à lui-même une faute à laquelle ce fait se rattache, même indirectement, si par exemple, il a donné à l'enfant une mauvaise éducation ou de fâcheux exemples. (C. Bourges, 16 déc. 1872, *consorts Chanfraut* : Dall., *Jur.*, 1873, 2. 197.)

Il a été jugé, d'après ces principes :

Que la responsabilité des père et mère, pour le fait de leurs enfants mineurs habitant avec eux, s'étend à tous les actes dommageables provenant de ceux-ci, que leur surveillance aurait pu prévenir, et, par exemple, aux blessures et accidents que leur enfant aurait occasionnés par imprudence à un camarade de son âge (dix ans), en se livrant avec lui, loin de toute surveillance, à des amusements dangereux (C. Lyon, 30 mars 1854, *Mérieux* : Dall., *Jur.*, 1855, 2. 1 ; Nîmes, 13 mars 1855, *Domergue* : Dall., *Jur.*, 1855, 2. 161) ;

Que le propriétaire, à qui un préjudice a été causé par un fait auquel ont participé conjointement son propre fils et un autre enfant mineur, a le droit de réclamer au père de ce dernier une indemnité égale à la moitié du préjudice qu'il éprouve, alors d'ailleurs que ce fait peut être imputé au défaut de surveillance des deux pères. (C. Poitiers, 29 juin 1864, *Mandoux* : Dall., *Jur.*, 1864, 2. 181.)

— L'ordonnance concernant la surveillance des enfants par leur famille, du 5 mars 1853, contient des dispositions que nous rappelons :

Nous, Préfet de police,

Considérant que chaque jour voit augmenter, à Paris et dans le ressort de la Préfecture, le nombre des enfants que leurs parents laissent courir et se réunir sur la voie publique, où ils contractent des habitudes d'oisiveté et de vagabondage, troublent le repos public, gênent la liberté de la circulation et sont souvent victimes d'accidents ;

Considérant que cette négligence de la part des parents est d'autant plus blâmable, qu'ils ont à leur disposition les salles d'asile et les écoles municipales, où leurs enfants, reçus gratuitement, trouvent une sage direction et peuvent, en s'instruisant, puiser l'amour de la religion et du travail, et devenir ainsi des hommes moraux et utiles à la société ;

Vu l'ordonnance de police du 17 mai 1726, laquelle, *en renouvelant les défenses aux pères et mères de laisser courir et circuler à l'abandon leurs enfants dans les rues*, leur enjoint de les contenir et d'empêcher qu'ils n'insultent les passants ;

Considérant qu'il importe de publier de nouveau cette ordonnance et d'en assurer l'exécution ;

Vu les arrêtés des Consuls des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX (1^{er} juillet et 25 octobre 1800) ;

Vu l'article 471 § 15 du Code pénal,

Ordonnons ce qui suit :

1. — Les dispositions prohibitives de l'ordonnance de police du 17 mai 1726 seront exécutées dans toute leur étendue ; en conséquence, il est défendu aux pères, mères, tuteurs, maîtres ou patrons, de laisser courir et jouer à l'abandon sur la voie publique, leurs enfants, pupilles ou apprentis, sous les peines portées en l'art. 471 précité, sans préjudice, le cas échéant, de la responsabilité spécifiée en l'art. 1384 du Code civil.

2. — La présente ordonnance sera publiée et affichée dans le ressort de la Préfecture de police.

Les Sous-Préfets des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, le Chef de la Police municipale, les Commissaires de police de Paris, les Maires, Adjoints et Commissaires des communes rurales, la Gendarmerie, la Garde de Paris et les Agents de la Préfecture sont, chacun en ce qui le concerne, chargés d'en assurer l'exécution.

— La Cour de Cassation (9 nov. 1850, *Follet*) a décidé que l'arrêté d'un maire, qui défend aux pères et mères de laisser courir seuls leurs enfants sur la voie publique, n'est pas obligatoire. — Mais, il importe d'observer que la Cour n'a critiqué cet arrêté qu'au point de vue de la compétence, comme ne rentrant pas dans la sphère des attributions municipales. — *J. Périn*, secrét.

CORRESPONDANCE

— M. le Président de notre Société a reçu de M. S. de *Heredia*, conseiller municipal de Paris, une lettre l'informant que la *Société de protection* figure, comme l'année dernière, au nombre de celles proposées pour une subvention municipale, et il l'a invité à lui faire parvenir des renseignements étendus sur nos statuts et notre organisation.

— M. le Secrétaire a adressé (novembre) au Bureau son compte rendu de la Distribution des prix aux Apprenties et Jeunes ouvrières de la manufacture du *Phénix*, de M. Hayem, à Paris, à laquelle il a assisté pour représenter la Société et offrir, en son nom, un livret de Caisse d'épargne de 30 francs (prix unique de la Société).

— Notre collègue M. *Durand* (Albert), fabricant de soies à coudre et cordonnet, à Tours (Indre-et-Loire), se plaint de l'indifférence de ses ouvrières adultes pour l'instruction :

Je fais faire, nous écrit-il, à mes ouvrières une classe d'une heure par jour. Cette classe est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans,

facultative au delà. — Malgré mes encouragements, je n'ai pas encore pu obtenir qu'une ouvrière âgée de plus de 16 ans suive cette classe. Par suite d'un sentiment d'amour-propre bien mal placé, celles de cette catégorie croiraient déchoir et s'amoindrir aux yeux de leurs compagnes en faisant ce que font les plus jeunes.

Quoique mon influence ait, jusqu'à présent, échoué en cette question, je ne voudrais pas encore désespérer.

Une trentaine de mes ouvrières suivent la classe; et, malgré le peu de temps qui lui est consacré, on peut constater des progrès. Mais, parmi celles qui ont plus de 16 ans et qui s'abstiennent, il en est fort peu qui soient capables d'écrire à peu près correctement une lettre, et plusieurs ne savent même pas lire. Cette dernière catégorie comprend celles qui sont entrées chez moi âgées d'au moins 15 à 16 ans.

Notre collègue ayant fait appel à l'appui moral de notre Société, le Bureau a accordé deux livrets de la caisse d'épargne de 10 francs chacun, qui seront distribués, en son nom, à titre d'encouragement à la jeune ouvrière la plus méritante, aux deux distributions de prix qui auront lieu le 15 décembre 1873 et le 15 juin 1874.

M. *Durand* a adressé ses remerciements au Bureau de la Société, en ajoutant : « Je me suis empressé de faire part à » mes ouvrières du don de deux livrets de caisse d'épargne, » que M. le secrétaire m'a annoncé. Ce premier avis a suffi » pour provoquer une conversion. La glace est rompue; mais » cet exemple sera-t-il suivi? Je vous dirai, d'ici à quelques » mois, ce qui en aura été. »

— M. le Président de la Société a reçu de M. le Président du Comité de l'Institut professionnel de la Providence de Bordeaux (rue Teulière, 12), une lettre circulaire appelant l'intérêt de notre Société sur les jeunes filles pauvres et abandonnées que reçoit cette maison hospitalière, et le sollicitant de lui procurer quelques-uns des articles d'étude qui leur manquent (un grand tableau, un boulier, un casier à lettres, des pupitres, des livres classiques et autres fournitures.

Le Bureau a alloué une somme de 60 francs, que M. le Trésorier a adressée à M. le Président de cet Institut.

— Notre collègue M^{me} V^e C^{ir} *Carcassonne* fils, à l'Isle (Vaucluse), nous prie d'annoncer qu'elle tient à la disposition de notre Association et de nos collègues des fournitures de vêtements confectionnés, cabans et couvertures, à prix de fabrique. « Ces fournitures, ajoute-t-elle, par leur bon marché, rendront de grands services à la classe ouvrière ».

LEGISLATION

DU TRAVAIL DES JEUNES FILLES DANS LES MANUFACTURES,

à l'occasion des récentes discussions à l'Assemblée nationale,

par M. Joseph LEFORT, *Avocat, Lauréat de l'Institut.*

Au moment où le système militaire est chez nous l'objet de tant de préoccupations, tout ce qui se rattache de près ou de loin à ce problème doit être pesé avec soin. La constitution des personnes appelées à servir est évidemment un des points importants à résoudre tout d'abord, car il importe au suprême degré d'avoir une génération nombreuse d'hommes forts et vigoureux. Il faut, par suite, nécessairement rechercher la manière de combattre, dans la mesure du possible, toutes les causes qui peuvent à divers titres affaiblir la constitution des enfants et les rendre impropres au service militaire.

Il convient dès lors d'étudier, en commençant, la question de l'emploi des femmes et des jeunes filles dans les manufactures.

En effet, comme l'a parfaitement dit M. Th. Roussel, à l'Assemblée nationale, la décroissance de notre population tient surtout aux conditions dans lesquelles s'accomplit l'épreuve de la maternité, ainsi qu'à l'atteinte que la constitution subit par suite d'un travail précoce et excessif; la jeune fille est impropre à être mère et nourrice parce qu'elle n'a pas été assez ménagée par le travail industriel qui n'a permis ni dans ses forces, ni dans ses formes, le développement nécessaire pour les grandes fonctions auxquelles la nature la destine. D'autre part, il faut remarquer que la santé de l'enfant se lie d'une manière intime à la complexion de la mère, à tel point que la femme épuisée par un labeur exagéré, hors d'état de réparer suffisamment ses forces physiques, ne peut donner le jour qu'à des enfants débiles et faibles, destinés, soit à augmenter le nombre des réformés, soit à remplir les hôpitaux.

Le mal est depuis trop longtemps signalé pour que nous insistions davantage; l'essentiel, d'ailleurs, est moins de le déplorer que de rechercher les remèdes capables, sinon de le faire cesser, au moins de l'atténuer. Une récente discussion à l'Assemblée nationale nous fournit l'occasion d'étudier les mesures que l'autorité est en droit de prendre à l'égard des jeunes filles employées dans les manufactures.

Le premier point à résoudre, et peut-être le plus important, est bien certainement celui de l'âge d'admission dans les usines et de la durée du travail; nul n'ignore les longues discussions qui se sont élevées à cet égard, les uns parlant exclusivement

en humanitaires, les autres seulement en industriels. Sans vouloir revenir sur ce qui a été dit, nous pensons qu'une tâche de six heures par jour, divisée par un repos, nous semble suffisante pour les jeunes filles de dix à quatorze ans. Cette solution, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, nous paraît excellente à tous les points de vue. Non-seulement, en effet, on facilite de la sorte l'instruction et l'éducation, et on permet à la jeune fille de s'initier aux exigences de la vie, aux soins du ménage, mais on retarde en outre l'époque où elle sera en butte aux propos grossiers et aux conversations immorales de l'atelier. De plus, détail caractéristique qui n'est pas sans importance, on rend ainsi le travail bien meilleur. Nous ne citerons pas uniquement l'exemple de l'Angleterre où cette réduction a produit d'heureux résultats, mais nous dirons que M. Max Richard déclarait dernièrement, sans être contredit, que pour lui qui a l'habitude des travailleurs, l'apprentissage dans ces conditions est plus fructueux, les progrès plus rapides, le travail meilleur. L'expérience de chaque jour démontre que lorsque la tâche n'est pas de longue durée, elle est faite avec courage ; on tient à la bien remplir sans perdre son temps. On n'exécute pas les ordres avec nonchalance, comme lorsqu'on a devant soi un grand laps de temps ; on ne cherche pas toutes les occasions possibles de distractions et d'interruption du labeur ; on fait sérieusement ce que l'on a à faire.

Grâce à l'adoption de cet amendement, le système du *half-times* ou demi-temps, dont l'emploi a été si bon en Angleterre, durera pour les jeunes filles jusqu'à leur quatorzième année ; cette situation privilégiée, accordée à la jeune ouvrière, se conçoit parfaitement ; au reste, au point de vue hygiénique, presque toute jeune fille de dix à quatorze ans a besoin de ménagements particuliers, commandés par la période qu'elle traverse, dont dépend non-seulement sa santé, mais encore la constitution de l'enfant qu'elle mettra un jour au monde. Ce n'est que lorsqu'elle a quitté cette situation qu'elle peut être admise à travailler, dans le sens véritable du mot.

A ce propos, nous devons observer que, pour protéger les jeunes filles, il ne faut pas surcharger les mères ; aussi dirons-nous quelques mots d'une réforme sollicitée par des personnes animées d'excellentes intentions et qui tendrait à interdire le travail aux jeunes mères. Bien que nous croyions devoir y applaudir, si nous considérons surtout la question au point de vue du développement de l'allaitement maternel et pour l'éducation de la première enfance, nous craindrions d'attenter à la liberté des transactions en demandant sa réalisation par voie législative. Nous reconnaissons donc qu'il y a peut-être quelque chose à faire à cet égard, mais nous pensons qu'une loi qui tient à la fois, autant que possible, à protéger les personnes sur lesquelles elle étend sa protection et à ménager les intérêts de l'industrie, doit éviter les dispositions vexatoires et arbitraires ;

convaincu que pour offrir de bons résultats l'intervention du pouvoir doit viser à être fort peu gênante, nous préférons nous en rapporter au progrès des mœurs, persuadé que l'initiative particulière des patrons sera plus active. Le fait d'ailleurs s'est passé à Mulhouse (1), où M. Jean Dollfus, dont l'exemple a été suivi par plusieurs autres fabricants, a imaginé de laisser aux femmes en couches leur salaire pendant six semaines à compter du quinzième jour après l'accouchement, à l'unique condition qu'elles resteraient chez elles à se soigner et à soigner leur enfant. On a voulu de la sorte empêcher ces femmes de se rendre à l'usine avant leur entier rétablissement, au grand détriment de leur santé. Il est évident que l'allaitement maternel est ainsi facilité.

A notre avis, la défense de travailler la nuit doit être rigoureusement imposée aux jeunes filles âgées de moins de vingt et un ans, parce que n'ayant point atteint leur complet développement, elles sont incapables de supporter de pareilles fatigues. La loi doit intervenir en cette matière parce que si la femme a son mari comme protecteur naturel, si celle qui est majeure est sa maîtresse et n'est pas exposée à subir la contrainte que ne craignent pas d'imposer quelques patrons à des enfants mineurs, il convient de protéger la jeune fille hors d'état de se défendre elle-même à l'encontre de l'exploitation devant laquelle ne reculent point des maîtres et souvent des pères indignes de ce nom. D'autres inconvénients et de non moins graves sont encore la conséquence du travail de nuit ; nous ne parlerons pas de la vie de famille dont les liens risquent fort d'être relâchés, mais nous citerons l'immoralité bien plus grande encore dans les ateliers où l'on travaille de la sorte. Aussi, pour ces motifs, n'hésitons-nous pas à proscrire le travail de nuit pour les jeunes filles. Si, au point de vue industriel, nous n'osons le demander pour les femmes, et surtout les mères, nous le désirerions au point de vue des soins à donner à l'enfance.

Lès limites forcément restreintes de ce travail ne nous permettent pas d'entrer dans de longs détails sur les mesures qu'il convient de recommander relativement à l'application de la loi, à l'inspection des établissements industriels, à l'instruction et à la moralisation des jeunes filles, mais il est une disposition dont il convient de dire quelques mots : nous voulons parler de celle qui a trait au repos du dimanche que l'on doit imposer aux enfants tant dans un intérêt religieux, moral et d'instruction, que pour leur santé et la réparation de leurs forces. En général, il faut le dire, et à part quelques rares exceptions, ce repos exigé par la loi de 1841 est pratiqué ; mais, mesure

(1) Eug. Véron. — *Les Institutions ouvrières de Mulhouse et des environs*, page 90.

regrettable, on force les enfants à revenir le dimanche à l'atelier pour procéder à son rangement et à son nettoyage.

Dans un mémoire auquel l'Académie des sciences morales et politiques a bien voulu accorder le prix Stassart(1), nous avons protesté contre cette pratique qui non-seulement diminue les heures de repos, mais rend difficile l'accomplissement des exercices religieux ; nous avons appris avec plaisir que l'Assemblée nationale, par l'article 5 de la loi dont nous parlons, avait interdit ce fait pour les jeunes filles de moins de vingt et un ans. Au point de vue de l'éducation de l'enfance, et en général des soins à lui donner, le repos du dimanche serait d'ailleurs excellent pour les mères.

Telles sont les mesures que peut valablement édicter le législateur désireux de réglementer le travail des jeunes filles dans les manufactures ; ce n'est pourtant pas la seule intervention sur laquelle il importe de compter. Les patrons peuvent, en effet, relativement, plus que l'État ; c'est à eux qu'il faut s'adresser pour obtenir l'amélioration du sort des femmes et pour diminuer, autant que possible, les causes qui concourent à l'affaiblissement des forces et à la dépravation des personnes qu'ils emploient. Ce ne sont pas des illusions quand on songe à tout ce qui a été fait pour la classe ouvrière dans ces derniers temps ; les exemples abondent ; nous nous bornerons à citer Mulhouse, où les patrons ont compris la beauté de leur tâche et réalisé les merveilles que l'on sait. C'est cette voie que les maîtres doivent suivre, ils en seront récompensés tant par l'estime publique que par la reconnaissance des personnes placées sous leurs ordres et par leurs efforts incessants. Qu'ils se souviennent que « les progrès de la civilisation se mesurent à l'amélioration de la condition des femmes », comme disait justement M. Woloswski, et ils auront contribué pour leur part à la restauration et à la régénération du pays.

(1) J. Lefort. — *Du repos hebdomadaire* au point de vue de la morale, de la culture intellectuelle et des progrès de l'industrie. Paris, Guillaumin ; 3^e partie, p. 151.

ŒUVRES EN FAVEUR DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES

L'ÉCOLE MUNICIPALE D'APPRENTIS

(DE LA VILLE DE PARIS)

Le Conseil municipal de Paris, dans sa séance du 4 novembre 1873, sur le rapport de M. Prétet, a voté les dépenses et les recettes des Écoles professionnelles de la Ville (Chaptal, Turgot, Colbert, etc.), ainsi que celles de l'École d'apprentissage (boulevard de la Villette).

Notre honoré collègue, M. Gréard, directeur de l'enseignement primaire à la Préfecture de la Seine, a informé le Conseil que cette dernière École était en voie de prospérité. Elle a reçu 121 élèves, dont 42 de 2^e année, et 79 de 1^{re} année.

Les candidats à cette École doivent être âgés de 13 ans au moins et 16 ans au plus, et subir avec succès un examen d'admission.

Les candidats pourvus du certificat d'étude primaire sont dispensés de l'examen.

Les élèves sont externes.

L'enseignement est gratuit et les moyens d'étude et de travail sont fournis gratuitement.

Indépendamment de l'enseignement pratique des ateliers (serrurerie, ajustage, tours à métaux, forge, menuiserie, modelage, tours à bois, etc.), les élèves reçoivent l'enseignement théorique dont le Programme suit :

Langue française. — Grammaire; orthographe; exercices de rédaction; descriptions de procédés et d'appareils; rapports sur des visites d'ateliers et d'usines.

Langue anglaise. — Éléments de grammaire; traduction, conversation.

Mathématiques. — Arithmétique; géométrie plane; mesure des surfaces; géométrie dans l'espace; mesure des volumes; descriptive.

Chimie. — Chimie générale et industrielle.

Physique. — Éléments de physique, physique industrielle.

Mécanique. — Outils simples et organes élémentaires des machines; éléments de mécanique; machines à vapeur; machines-outils.

Technologie. — Matières premières : provenance, usage. Résistance des matériaux.

Histoire. — Histoire générale, histoire de l'industrie.

Géographie. — Géographie générale, géographie industrielle.

Dessin. — Dessin à main levée; éléments de dessin graphique; leviers d'outils et de machines.

Droit. — Notions de droit usuel.

Le temps est employé en deux parts bien distinctes : l'école et l'atelier. A l'école, les enfants apprennent plus que l'enseignement primaire, car on leur enseigne la comptabilité, le dessin, etc.; c'est une École professionnelle en même temps qu'une École primaire. A l'atelier, on forme ces enfants à devenir des ouvriers pour les métiers rentrant dans le travail du fer et du bois, tels que : serruriers, ajusteurs, mécaniciens, forgerons, tourneurs sur métaux, menuisiers, modelers, ébénistes, etc.

L'Enseignement technique, divisé en *ateliers du fer* et en *ateliers du bois*, est confié à des contre-maîtres choisis, qui sont sous la direction d'ingénieurs civils.

L'école est placée au fond d'un grand jardin, dont les enfants ont la jouissance. Elle comprend trois classes qui peuvent contenir 100 élèves chacune. Au-dessus se trouvent les appartements de M. Müller, le directeur. Au second sont disposés les réfectoires, car les élèves viennent à sept heures le matin et ne partent qu'à sept heures le soir; ils prennent là leur collation comme ils le feraient dans l'atelier. A gauche est installé un gymnase où les 120 enfants de l'école passent leurs récréations; à droite enfin, dans un vaste corps de bâtiment de cinquante mètres environ, sont les ateliers; au rez-de-chaussée, les forges, les enclumes, tout ce qu'il faut pour travailler le fer; au premier, les établis, les tours, les scieries, tout ce qui est nécessaire au travail de bois.

L'administration vient de décider qu'il serait donné, chaque semaine, suivant la moyenne de leurs notes, une paye aux jeunes élèves-apprentis : cette paye pourra s'élever à 4 et 6 francs par semaine. La Ville aurait, en outre, le projet d'y faire fabriquer son matériel des écoles; le bénéfice qui en résultera serait réservé et partagé entre les enfants à leur sortie; à ce moment, chaque apprenti-ouvrier recevrait tout l'outillage nécessaire à l'exercice de la profession qu'il voudra embrasser. — (*Note du Secrétaire.*)

L'ÉCOLE D'APPRENTISSAGE DE COUTURE

OUVROIR DE LA CAISSE DES ÉCOLES

DU V^e ARRONDISSEMENT DE LA VILLE DE PARIS

(*Œuvre annexe.*)

Ce n'est peut-être pas sans raison, il faut en convenir, que des voix se sont élevées pour regretter que, pendant qu'on prodiguait aux hommes tous les moyens de s'élever, de s'améliorer, de se développer, de s'armer contre la misère et contre les vices, les femmes restaient en partie déshéritées, et ne participaient que dans une faible mesure à ce mouvement civilisateur qui se fait autour d'elles (1).

Il n'est que trop certain que le temps que les jeunes élèves de nos écoles primaires consacrent aux travaux d'aiguille, tout bien employé qu'il soit, ne leur permet pas de devenir assez habiles, pour qu'il puisse être considéré autrement que comme une préparation à l'apprentissage.... Et la plupart des jeunes filles en restent à ces débuts insuffisants!

Nul n'ignore cependant l'influence considérable qu'exerce sur la destinée d'un ménage ouvrier une femme qui sait entretenir le linge et les vêtements, tricoter et surtout raccommoder!
« Que la charité, — avait bien raison de dire M. Jules Simon,

(1) En Belgique, prospèrent des *Écoles d'apprentissage de métiers* pour les jeunes filles. Elles sont considérées comme des institutions communales que l'État et la Province encouragent par des subventions.

Dans ce pays, si le mode d'apprentissage scolaire avec *internat* n'a produit des résultats qu'à l'aide d'immenses ressources, il n'en a pas été de même, lorsque les fondateurs se sont bornés à organiser un apprentissage qu'ils offraient à des *externes*. (*Rapport sur l'enseignement technique du Jury international de l'Exposition universelle de 1867.*)

A Saint-Petersbourg, l'*Œuvre des Établissements de couture gratuits pour ouvrières externes* a trouvé un accueil très-sympathique dans la population. (*Bullet. de la Soc. de protection des Apprentis et Enfants des manufactures*, 1873, p. 451.)

» dans sa préface de *l'Ouvrière*, — adopte pour principe que le
» seul, le vrai service que l'homme puisse rendre à l'homme, est
» de mettre ceux qui souffrent en état de devenir eux-mêmes les
» instruments de leur propre salut; et qu'elle concentre toutes
» ses espérances et toutes ses forces sur la reconstitution de
» la famille. »

Descendant des généralités au sujet spécial qui nous occupe, nous ne voulons tarder à mentionner la tentative faite pour répondre à cette nécessité sociale, le mot n'est pas trop ambitieux, tentative d'un *Cours spécial de couture*, due à l'initiative du Comité d'administration de la Caisse des Écoles et des Asiles du V^e arrondissement, — dont notre collègue, M. J. Périn, est le secrétaire dévoué depuis sa fondation,.... il voudra bien nous permettre de le mentionner.

Ce Cours a été inauguré le 4 décembre, dans un local dépendant de l'École municipale de filles de la rue des Boulangers, que M. le Directeur de l'enseignement primaire, dont la sollicitude pour les intérêts de l'enfance ouvrière est connue de tous, et qui veut bien prêter son appui à l'institution naissante, avait mis à sa disposition, sur la demande de l'honorable Maire de cet arrondissement, M. Delacour.

L'atelier, tel que ses fondateurs désirent le réaliser, permettra aux élèves des Écoles primaires de cet arrondissement de commencer leur apprentissage, tout en continuant en même temps la culture de leur intelligence.

Ainsi sera retardée l'entrée des jeunes filles dans les ateliers, à l'âge où aucune épreuve de la vie ne les a encore averties des périls que présentent certaines compagnies; car elles sont exposées à ne pas rencontrer partout ce respect que l'on professe en Amérique pour la jeune fille.

« Nous voulons aussi, disent ses fondateurs, préserver nos
» élèves pour toute leur vie, du plus grand danger que courent
» les femmes de toutes les conditions sociales : le vide intellectuel, et l'ennui moral! »

Les élèves de cette École de couture pourront se former aux états de *lingère* (pour la confection du linge de corps et de ménage); de *couturière* (pour la confection des robes et autres objets de vêtements).

Elles recevront des *Certificats d'aptitude professionnelle*, qui leur permettront de se présenter ensuite comme ouvrières dans

des ateliers, ou comme femmes de chambre dans les maisons bourgeoises. Nous appelons particulièrement l'attention des lecteurs sur ce point.

Cette *École spéciale d'apprentissage de couture* est née de la perspective des avantages qu'un Ouvroir-annexe pourrait offrir à la Caisse des Écoles et des Asiles du V^e arrondissement, dont les distributions de secours en objets de vêtements atteignent un chiffre important. Les étoffes et autres objets nécessaires à l'habillement des enfants pourront, par ce moyen, être achetés en gros, ce qui permettra de réaliser une économie profitable aux assistés.

Un *Magasin-vestiaire* recevra les objets confectionnés et tous dons en nature faits à la Caisse des Écoles.

Il ne nous reste qu'un vœu à former, c'est que cette École d'apprentissage de couture trouve auprès du Conseil municipal de Paris les encouragements qu'elle mérite à tous égards.

Voici les Documents relatifs à l'organisation de cette intéressante fondation : — *G. Berger.*

COURS SPÉCIAL DE COUTURE

DU JEUDI.

1^o Chaque école du 5^{me} arrondissement envoie à l'École de couture de 5 à 10 élèves ayant fait leur première communion.

2^o Elles se réunissent à l'École spéciale tous les jeudis de 1 à 4 heures.

3^o Une maîtresse démontre la pratique des travaux de confection, de lingerie et de raccommodage, sous la surveillance des dames déléguées de la Caisse des Écoles.

Les élèves, en apprenant à coudre, confectionneront les objets destinés à vêtir leurs petits frères et sœurs.

4^o Des récompenses seront distribuées tous les semestres ; ces récompenses consisteront en objets de vêtements.

5^o Les notes de présence et de travail seront exactement marquées tous les jeudis.

6^o Une année entière de Cours du jeudi vaut *six mois* d'apprentissage ; donc, toute élève qui aura fréquenté pendant une année entière, le cours du jeudi et qui entrera immédiatement à l'École d'apprentissage recevra son *certificat d'ouvrière* au bout de 2 ans 1/2.

ÉCOLE D'APPRENTISSAGE DE COUTURE

Lorsque l'organisation du Cours spécial sera complète, elle permettra d'ouvrir l'École d'apprentissage de couture :

1° Les enfants admises à l'École d'apprentissage doivent avoir fait leur première communion.

2° Celles qui n'auront pas obtenu le certificat d'études seront obligées de suivre, pendant une année au moins, le Cours d'adultes.

3° Toutes devront fréquenter, le Dimanche, le Patronage de l'École d'où elles sortent, et le Catéchisme de persévérance de la Paroisse où elles ont fait leur première communion.

4° Les élèves qui auront suivi, pendant une année entière, le Cours du jeudi feront *deux ans et demi* d'apprentissage, les autres *trois ans*.

5° Le temps consacré au travail sera de 7 heures du matin à 6 heures du soir en été, et de 8 heures du matin à 6 heures du soir en hiver. Il y aura une heure de repos (pour le repas) de midi, et une demi-heure de 3 heures 1/2 à 4 heures.

Les élèves apprendront tout ce qui regarde la couture : — confection, lingerie, raccommodage ; en sortant, elles devront savoir conduire une machine à coudre.

6° On tiendra très-exactement les notes de *présence*, afin que chaque élève rende le temps qu'elle n'aura pas passé à l'École.

7° Pendant les trois années d'apprentissage, l'Ouvroir donnera aux élèves le repas de midi pris au fourneau de l'École ; pendant la troisième année, elles recevront un petit salaire chaque semaine ; les apprenties qui ne devront faire que deux ans et demi d'apprentissage toucheront ce salaire à la fin de la première année.

8° Tous les semestres, des récompenses seront distribuées aux élèves ayant obtenu un certain nombre de bonnes notes ; ces récompenses consisteront en objets de vêtements.

9° A la sortie d'apprentissage un *Certificat d'aptitude professionnelle* sera délivré à la jeune ouvrière.

10° Des récompenses (consistant en livrets de caisse d'épargne) pourront être données à celles qui les auront méritées (le Comité d'administration de la Caisse des Écoles décidera la valeur de ces livrets et les conditions nécessaires pour les obtenir.)

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE

de jeunes Typographes

DE MM. A. CHAIX ET C^{ie}, IMPRIMEURS A PARIS.

MM. A. Chaix et C^{ie} veulent bien nous communiquer les Documents relatifs à l'École professionnelle de jeunes Typographes, qu'ils ont organisée dans leur maison.

Nous croyons devoir les reproduire au complet pour qu'ils puissent servir de modèles aux Industriels qui désireraient les appliquer dans leurs ateliers — (*Note du Secrétaire*).

SOMMAIRE :

	Pages.
ADMISSION. — Age. — Certificats. — Examen. — Visite médicale. — Contrat. — Logement et nourriture	480
ORGANISATION. — Élèves-compositeurs. — Élèves-margeurs. — Gratifications. — Comité mensuel. — Déjeuners. — Inspection hygiénique. — Travail. — Bulletins mensuels. — Livrets d'apprentis . . .	481
1° Travail pratique. — Compositeurs. — Classement mensuel. — Apprentis des machines	483
2° Cours primaires techniques. <i>Premier cours.</i> — Enseignement supérieur. — Programme de l'enseignement. — Livres-Notes. <i>Second cours.</i> — Enseignement élémentaire. — Rapports <i>Bibliothèque.</i> — Choix des livres. — Registre d'inscription <i>Conférences.</i>	484
3° Mode d'encouragement et d'émulation. Notes. — Tableau d'honneur. — Jetons de présence. — Caisse de répartition. — Prix annuels. — Récompenses spéciales. — Sergents. — Récompenses diverses	486
INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.	
1° Épargne. — <i>Première épargne.</i> — <i>Caisse de retraites.</i> — <i>Caisse commune.</i> — <i>Caisse de répartition.</i> — <i>Caisse de participation.</i> . . .	489
2° Maladies et Assurances. — <i>Société de Secours mutuels.</i> — <i>Assurance contre les accidents.</i> — <i>Assurance en cas de décès.</i> . . .	493
ANNEXES.	
Modèle d'engagement	496
Règlement de la Caisse des retraites	497
Règlement concernant les ouvriers et les apprentis employés aux machines	498
Situation de l'apprenti-compositeur à la fin de son apprentissage . .	500
Situation de l'apprenti-margeur — — — — —	501
Assurance en cas d'accidents. État nominatif des apprentis assurés en 1872	502
Salaires actuels des apprentis devenus ouvriers avant 1873.	503
Modèle des Bulletins mensuels envoyés aux parents	504
Programme des cours primaires techniques pour 1872-73	505

NOTICE ⁽¹⁾

L'École professionnelle des jeunes typographes de l'Imprimerie et de la Librairie centrales des Chemins de fer a été fondée, en 1862, par M. NAPOLEON CHAIX ; elle comprend deux groupes distincts :

1^o Les Apprentis-Compositeurs ;

2^o Les Enfants et les Jeunes gens occupés aux Machines à imprimer, à la Réglure, à la Papeterie, à la Fonderie, etc.

Elle embrasse ainsi les diverses branches de l'Industrie typographique représentées dans l'Établissement.

Un certain nombre d'élèves sortis de cette école sont aujourd'hui ouvriers et la plupart travaillent dans la Maison.

Parmi les jeunes compositeurs, quelques-uns sont à la journée et ont été jugés capables, dès leur sortie d'apprentissage, de recevoir 6 francs par jour ; plusieurs d'entre eux touchent actuellement 6 fr. 50 ; d'autres travaillent à leurs pièces, et leur habileté leur assure des gains que les ouvriers typographes n'atteignent souvent qu'après plusieurs années de pratique (2).

Les margeurs et les jeunes gens employés dans les Services divers sont payés à la journée ; ceux qui ont fini leur apprentissage gagnent 4 fr. 50 à 5 fr. 50 par jour ; plusieurs attendent qu'ils puissent être occupés comme conducteurs ou comme seconds des contre-maitres des Services dans lesquels ils se trouvent placés.

ADMISSION

Age.

Les élèves ne sont reçus d'abord qu'à l'essai ; ils doivent être âgés d'au moins treize ans accomplis.

Certificats.

Chaque enfant, présenté par ses parents ou son tuteur, est tenu de fournir un certificat de bonne conduite dans les classes

(1) Dans cette Notice, MM. A. Chaix et C^{ie} ne se sont proposés que d'indiquer les procédés qu'ils emploient pour améliorer les conditions de l'apprentissage dans la typographie. Ils n'ont pas cru devoir y joindre aucune observation ni considérations générales.

(2) Voir aux Annexes (page 503), le tableau indiquant les salaires actuels des élèves qui ont fini leur apprentissage avant le 1^{er} janvier 1873.

primaires qu'il a fréquentées, et de libération de tout engagement, s'il a déjà travaillé chez un autre patron.

En entrant, l'enfant subit un examen d'après lequel M. CHAIX apprécie son degré d'instruction ; s'il est jugé insuffisant, les parents prennent l'engagement de lui faire suivre les cours de la Maison, ou, s'ils le préfèrent, l'un des cours de la Ville de Paris, à la condition d'en justifier chaque semaine.

Enfin, avant d'être admis, il est examiné par le médecin de la Maison, qui constate s'il jouit d'une bonne santé, s'il a été vacciné et s'il n'a aucune infirmité pouvant l'empêcher d'exercer sa profession.

Le temps d'essai terminé, si les aptitudes de l'enfant sont jugées suffisantes, les parents sont appelés à signer un contrat de trois ou de quatre années, suivant l'état (1).

L'Établissement ne se charge pas de loger ni de nourrir les élèves. Ceux-ci doivent habiter chez leurs parents, tuteurs ou correspondants, ou, à défaut, dans une pension spéciale d'apprentis.

Mais, comme on le verra ci-après, une surveillance constante est exercée sur eux, au dehors aussi bien qu'à l'intérieur de la Maison.

ORGANISATION

L'École professionnelle des jeunes apprentis est placée sous la direction immédiate de M. CHAIX, que représente, pour toutes les questions d'enseignement et d'administration générale, l'un des employés de la Maison, M. Gustave Berger, professeur à l'Association polytechnique, ancien professeur de l'Université.

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, l'École comprend deux catégories :

1^o Les Élèves-Compositeurs, qui sont au nombre de seize à vingt et ont tous un contrat ;

2^o Les Apprentis-Margeurs et les Enfants des Services annexes, qui sont admis en nombre suffisant pour assurer l'exécution des travaux. — Ces jeunes gens sont également attachés à l'Établissement par des contrats ou par des conventions

Examen.

Visite médicale.

Contrat.

**Logement
et nourriture.**

Compositeurs.

Margeurs.

(1) Voir aux Annexes (page 496), la formule de cet engagement.

spéciales, passés avec les parents pour trois ou quatre années, après lesquelles on leur garantit un emploi de margeur, d'ouvrier papetier ou de régleur.

Gratifications.

Les apprentis touchent des *gratifications* qui sont proportionnées au temps de l'apprentissage et au travail produit; — elles sont fixées tous les mois par M. CHAIX, sur l'avis des contre-maîtres et des employés chargés des cours.

Il est accordé, par jour, à chaque élève-compositeur :

1 ^o Après une période de six mois d'essai	» fr. 50 c.
2 ^o Pendant le cours de la 2 ^e année.....	1 »
3 ^o Pendant le cours de la 3 ^e année.....	1 50
4 ^o Pendant six mois de la 4 ^e année.....	2 »
5 ^o Pendant les six autres mois.....	2 50

Les enfants des machines touchent :

1 ^o Pendant la période d'essai.....	» fr. 75 c.
2 ^o Après 3 mois.....	1 »
3 ^o Après 6 mois.....	1 25
4 ^o Après 9 mois.....	1 50

et ainsi de suite, de trois en trois mois, jusqu'à la fin de l'apprentissage.

Comité mensuel.

Tous les mois, un comité présidé par M. CHAIX et composé des chefs de Services de la Maison, des contre-maîtres et des professeurs, se réunit pour s'occuper des mesures à prendre dans l'intérêt des enfants, et des améliorations à apporter au règlement général de l'École.

Déjeuners.

Les apprentis ne doivent jamais prendre leurs repas au dehors; ils apportent leur déjeuner dans la Maison, où ils peuvent le faire réchauffer.

Si ce déjeuner est insuffisant ou de mauvaise qualité, la Maison y ajoute une portion supplémentaire ou le remplace par des aliments plus sains.

Pendant le repas et la récréation, les enfants sont surveillés par les contre-maîtres et par le représentant de M. CHAIX.

Inspection hygiénique.

Une inspection hygiénique, à laquelle tous les apprentis sont tenus d'assister, a lieu tous les mois, par les soins du médecin de l'Établissement, indépendamment des consultations ordinaires.

Travail.

Les apprentis ne sont occupés qu'aux travaux de leur métier;

Ils ne font pas de courses;

Ils ne travaillent jamais les dimanches et les jours fériés;

Ils ne veillent pas avant l'âge de seize ans accomplis;

De plus, le travail pratique cesse le samedi à 4 heures ou 5 heures, suivant la saison ; les enfants s'en vont alors chez leurs parents et ont ainsi tout le temps de se préparer à observer le dimanche.

Les parents reçoivent tous les mois des notes détaillées sur la conduite, les habitudes et la tenue des enfants ; sur les sommes qu'ils ont gagnées, les amendes et les privations de gratification qui leur ont été infligées, afin qu'ils n'ignorent rien de ce qui peut les intéresser et soient à même de prêter un concours efficace à la direction de l'École (1).

Pour les élèves-compositeurs, ces notes sont consignées dans un *Livret d'apprenti* créé par M. CHAIX et beaucoup plus complet que celui que la Loi rend obligatoire. Ce livret contient — indépendamment des notes sur la conduite, la tenue et le travail des apprentis — les Lois sur le travail des enfants dans les manufactures et sur les contrats d'apprentissage ; des renseignements sur les institutions de l'État et des particuliers en faveur des classes ouvrières ; les états mensuels et annuels des institutions de prévoyance établies dans la Maison.

Ces livrets sont remis chaque mois aux enfants, pour être visés par leurs parents. A la fin de l'apprentissage, ils deviennent leur propriété et constituent pour eux, quand ils se sont bien conduits, le meilleur certificat à produire pour justifier de leurs capacités et mériter la confiance de leur nouveau patron, s'ils viennent à quitter la Maison.

Indépendamment de ces conditions générales, l'organisation de l'École comprend encore les dispositions concernant :

- 1° Le travail pratique (compositeurs et margeurs) ;
- 2° Les cours primaires techniques (premier et second cours) ;
- 3° Le mode d'encouragement et d'émulation.

I. — TRAVAIL PRATIQUE

La direction du travail pratique est confiée à deux contre-maîtres principaux : l'un pour la *Composition*, l'autre pour le *Travail des machines*.

Les Apprentis-Compositeurs sont placés dans une salle

**Bulletins
mensuels.**

**Livrets
d'apprentis.**

**Apprentis
compositeurs.**

(1) Voir aux Annexes (page 504), le modèle du *Bulletin mensuel de conduite*.

spéciale, tout à fait distincte des autres ateliers, munie de tout le matériel nécessaire à leurs travaux et disposée pour servir en même temps de salle de classe. — Isolés des ouvriers, ces jeunes gens participent cependant à leur vie et sont occupés, comme eux, aux travaux ordinaires de la Maison ; mais ces travaux sont choisis de manière à convenir à leur force et à leur âge, et à faire passer sous leurs yeux, dans le cours de leur apprentissage, l'ensemble des difficultés qu'ils ont à surmonter pour comprendre leur métier et devenir de très-bons ouvriers.

Pendant la première année, les élèves sont occupés à apprendre les principes généraux de la composition : levé de la lettre, espacement, justification, distribution, composition de lignes, connaissance des différents types.

La 2^e et la 3^e années, ils sont chargés graduellement, et suivant leurs forces, de la composition des titres, des tableaux, des corrections d'épreuves.

En 4^e année, ils sont exercés spécialement à la mise en pages, à l'imposition et à la surveillance du travail des plus jeunes élèves.

Après trois ans et demi de présence à l'École, on les confie généralement à des metteurs en pages de l'atelier, afin qu'ils prennent le courant des travaux de l'Imprimerie.

Classement
mensuel.

Le travail et la tenue sont appréciés chaque jour par une note variant de 0 à 8. — L'ensemble des points ainsi obtenus détermine l'ordre de classement mensuel du travail pratique, qui est affiché au Tableau d'honneur placé dans la classe.

A la fin de l'année, la moyenne résultant de ces notes sert à fixer la part qui revient à chacun dans la Caisse de répartition, dont il sera parlé plus loin (voir page 491).

Apprentis
des machines.

Aux machines et dans les autres Services, les enfants sont instruits et dirigés par les conducteurs et les contre-maîtres des Services auxquels ils appartiennent.

Une note sur leur conduite et leurs progrès est remise chaque jour à M. CHAIX et communiquée tous les mois, ou plus souvent s'il y a lieu, à leurs parents ou répondants.

II. — COURS PRIMAIRES TECHNIQUES

L'instruction, si utile dans toutes les professions, est indispensable pour la typographie ; aussi M. Chaix a-t-il fondé, en faveur des apprentis de sa Maison, des Cours spéciaux.

L'organisation de cet enseignement comprend :

1^o Deux Cours : l'un supérieur, l'autre élémentaire ; — 2^o une Bibliothèque ; — 3^o des Conférences.

PREMIER COURS.

Le premier cours est destiné aux élèves-compositeurs dont l'instruction, déjà avancée, a besoin seulement d'être perfectionnée et complétée par certaines connaissances qui se rattachent à la profession typographique.

Les élèves-margeurs les plus âgés et dont l'intelligence est suffisamment développée, sont admis à suivre cet enseignement.

Ces cours, confiés à M. Berger, eurent lieu d'abord tous les deux jours (1866-1868); puis quotidiennement (1869-1871); enfin, aujourd'hui (1872-1873), ils se font deux fois par jour. Le temps des leçons est pris sur la durée du travail pratique, qui se trouve ainsi réduite à 8 heures et demie.

Le programme de l'enseignement ne comprenait, à l'origine, que la lecture, l'écriture, la langue française, l'arithmétique et le système métrique, les éléments de l'histoire et de la géographie, et quelques notions de sciences usuelles appliquées à la typographie.

Depuis, il a été complété et étendu à tous les besoins professionnels des apprentis. — En outre, des cours supplémentaires, confiés aux principaux chefs de Services et contre-maîtres de la Maison, ont été ajoutés à l'enseignement des professeurs (1).

Les leçons les plus instructives sont mises au net sur un Livre-notes fourni par la Maison et qui demeure la propriété de l'élève, lorsque son apprentissage est terminé. — Ces cahiers sont soumis tous les mois au visa des professeurs, et quand ils sont bien tenus, ils donnent droit, comme les devoirs journaliers, à une récompense.

SECOND COURS.

Le second cours a été créé pour les enfants des machines, de la réglure et de la papeterie qui, en général, n'ont suivi que d'une manière très-incomplète l'enseignement de l'école

**Enseignement
supérieur.**

**Programme
de l'enseignement**

Livres-notes.

**Enseignement
élémentaire.**

(1) Voir aux Annexes (page 505), le Programme des études pour l'année 1872-1873.

primaire. — Il est confié à M. Marais, ancien instituteur, employé dans l'Établissement ; il comprend la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française et du calcul, le système métrique et quelques notions de géographie et d'histoire.

Ces cours qui ne se faisaient, au début, qu'un jour sur deux, ont lieu maintenant tous les soirs, de 6 heures à 6 heures trois quarts en été, et de 7 heures à 7 heures trois quarts en hiver, à l'exception du samedi, où les enfants rentrent chez eux en sortant de l'atelier.

Rapports.

Un rapport est adressé chaque jour à M. CHAIX par le professeur ; les élèves signalés pour leur inattention ou leur tenue négligée sont immédiatement rappelés à l'ordre, et leurs parents en sont prévenus.

BIBLIOTHÈQUE.

Choix des livres.

Pour compléter l'instruction des apprentis et leur fournir en même temps des distractions utiles, il est mis à leur disposition une Bibliothèque comprenant les meilleurs ouvrages sur l'Imprimerie et les industries diverses, la vie des grands hommes, l'histoire, les voyages, et des romans moraux et instructifs.

**Registre
d'inscription.**

Un registre d'inscription contient les noms des élèves qui demandent des livres, avec la désignation de l'ouvrage qui leur est confié.

L'enfant qui rapporte son livre doit, avant d'en recevoir un autre, rendre compte de sa lecture et justifier qu'il l'a comprise.

CONFÉRENCES.

Pendant les récréations, quand les apprentis ne peuvent, en raison du mauvais temps, se livrer à leurs jeux habituels, ils se rendent dans la salle des cours, où des lectures et des conférences leur sont faites par des employés ou par les professeurs des cours. — Les enfants qui assistent à ces conférences reçoivent des récompenses particulières, consistant principalement en petits livres instructifs et intéressants.

**III. — MODE D'ENCOURAGEMENT
ET D'ÉMULATION**

Notes.

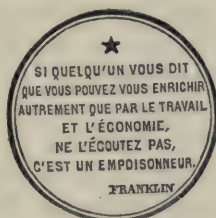
1^{re} Lecture, toutes les semaines et tous les mois, dans la salle des cours, des notes méritées par chaque élève ; — encouragements

gements donnés aux plus méritants; — rappel à l'ordre de ceux dont la conduite et le travail ont laissé à désirer ;

2° Inscription mensuelle sur un tableau dit Tableau d'honneur, contenant le nom de tous les élèves par ordre de mérite. — Ceux dont la conduite a été dissipée ou dont le travail a mérité des reproches, sont inscrits à part, à la fin du tableau, au rang des punitions ;

3° Jetons de présence, d'une valeur de 0 fr. 10 c., donnés à chaque élève dont le travail et la tenue ont été satisfaisants aux cours du soir.

Ces jetons, dont voici le modèle, portent une inscription morale empruntée à Franklin.



La valeur des jetons est payée à la fin de chaque mois, et M. CHAIX engage les parents à laisser à leurs enfants la libre disposition de cette petite somme.

Voici le nombre et la valeur des jetons donnés chaque année, depuis la création, dans chacun des deux cours :

ANNÉES.	1 ^{er} COURS — COMPOSITEURS.		2 ^e COURS — MARGEURS.		TOTAL PAR ANNÉE.	
	Nombre.	Valeur.	Nombre.	Valeur.	Nombre.	Valeur.
		Fr. c.		Fr. c.		Fr. c.
1867	2.126	212 60	2.141	214 40	4.267	426 70
1868	2.088	208 60	1.944	194 40	4.032	403 20
1869	1.743	174 30	1.763	175 35	3.476	347 60
1870	1.251	125 10	1.445	144 50	2.696	269 60
1871	2.104	210 40	1.939	193 90	4.043	404 30
1872	3.493	349 30	4.191	419 10	7.684	768 40
Nombre et valeur des jetons distribués jusqu'en 1873...					26.198	2,619 80

Tableau d'honneur.

Jetons de présence

Caisse
de Répartition.

4^o Caisse de Répartition, accordant aux élèves, dans les bénéfices réalisés par la Maison, sur les travaux qui leur sont confiés, une part proportionnelle à leur travail et à leur tenue. — L'état de chaque répartition annuelle est affiché dans l'École.

Prix annuels.

5^o Récompenses exceptionnelles en livres, livret de la Caisse d'épargne, gratifications en argent, accordées au 1^{er} janvier.

Récompenses
spéciales.

6^o Distribution générale des Prix au mois d'août : livrets de la Caisse d'épargne, de la Caisse des retraites, primes d'assurances en cas d'accidents et de décès, primes d'encouragement de la Caisse de Répartition, outils, objets divers, diplômes d'honneur, etc.

Dans cette petite solennité, à laquelle assistent les Chefs de services, les employés chargés des cours, les contre-maitres et le Bureau de la Société de Secours mutuels de la Maison, ainsi que les parents, une interrogation générale est faite par les professeurs sur l'ensemble des matières enseignées dans le courant de l'année (1).

Pour entretenir un sentiment de solidarité entre les anciens et les nouveaux élèves, M. CHAIX invite les apprentis devenus ouvriers à assister à ces réunions, et, tous les ans, une récompense exceptionnelle est décernée à celui d'entre eux qui s'est distingué par son assiduité au travail et par la régularité de sa conduite et de sa tenue.

Sergents.

7^o Nomination mensuelle de sergents, choisis parmi les apprentis-compositeurs et les enfants des machines, pour seconder les contre-maitres dans leur surveillance, veiller à l'ordre, surtout pendant le déjeuner, assurer la propreté et le rangement de toutes les parties de l'atelier, etc.

Une gratification de 5 francs, ou un bon de six portraits à faire exécuter chez le Photographe de la Maison, est accordée, à titre de récompense, à l'élève qui a fait preuve de zèle dans l'accomplissement de ces fonctions.

Récompenses
diverses.

8^o Billets du Théâtre-Français, de tombolas, de concerts, de loteries, du Panorama des Champs-Élysées, etc., distribués tous les mois aux élèves qui se font remarquer par leur travail et leur bonne tenue.

(1) Notre *Bull.*, t. III, p. 431, a publié un compte rendu de la distribution des prix de 1869.

INSTITUTIONS DE PREVOYANCE

I. — ÉPARGNE

1^o CAPITAL D'ÉPARGNE. — Il est retenu tous les mois aux enfants à titre de capital d'épargne ou de réserve, le quart des gratifications fixes qu'ils ont à toucher.

Première épargne

Ces sommes sont remises aux parents, à la fin de l'apprentissage, afin de leur permettre de pourvoir aux premiers frais qu'entraîne, pour l'enfant, le passage de la vie d'apprenti à celle d'ouvrier.

Les apprentis deviennent ainsi possesseurs, presque sans s'en apercevoir, d'un petit capital de 550 à 600 francs.

Tout enfant qui quitte l'atelier sans avoir régulièrement accompli les conditions de son contrat d'apprentissage, perd tous ses droits à ce capital d'épargne, dont la propriété revient à la Maison.

2^o CAISSE DE RETRAITE. — Le fonctionnement de la Caisse de Retraite est combiné avec celui de la Caisse commune et de la Caisse de Répartition (voir pages 490 et 491), de manière à assurer aux apprentis, à l'âge de cinquante-cinq ans, une pension viagère de 400 francs environ.

Caisse de Retrait

Les versements faits par M. CHAIX se composent d'un don annuel de 15 francs par chaque apprenti, soit cinq centimes par jour de travail, qui est continué par la Maison au profit de l'apprenti devenu ouvrier, jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans, si celui-ci reste dans l'Établissement jusqu'à cette époque.

Un tiers de la somme (5 francs), acquis définitivement à l'élève, est versé tous les ans à la Caisse des dépôts et consignations et rapporte immédiatement intérêt. — Le Livret de cette inscription est remis à chaque intéressé à la distribution annuelle des Prix du mois d'août.

Les deux autres tiers (10 francs) sont versés dans une caisse spéciale, dite Caisse commune des apprentis, dont nous allons parler, et ne deviennent la propriété de l'élève que s'il accomplit les conditions de son contrat, s'il a assisté régulièrement aux réunions des apprentis, et s'il reste au moins cinq années consécutives dans la Maison.

Les bénéfices de la Caisse de Retraite peuvent s'étendre aux ouvriers sortant des autres Maisons où la même assurance a été instituée, et qui se présentent, avec un livret régulier, pour travailler dans l'établissement. M. CHAIX espère qu'à titre de réciprocité, les autres patrons accueilleront avec la même faveur les ouvriers sortis de chez lui (1).

Caisse Commune.

3° CAISSE COMMUNE. — Cette Caisse est formée :

1° D'un versement annuel de 10 francs, dont on vient de parler à l'article Caisse de Retraite ;

2° D'un versement annuel et variable, provenant de la *Caisse de Répartition*, dont nous indiquerons ci-après le fonctionnement ;

3° D'une somme versée tous les ans par M. CHAIX, à titre de libéralité, indépendamment des versements ci-dessus ;

4° Du produit des amendes et des retenues opérées sur les gratifications journalières des apprentis, pour mauvaise tenue ou travail insuffisant ;

5° Des intérêts de ces mêmes sommes.

Ces fonds sont portés, tous les cinq ans, au compte des enfants qui sont restés ce laps de temps dans la Maison, et de ceux qui, entrés pendant la même période, sont présents lors de la répartition. Toutefois, ceux-ci n'y participent que pour une partie proportionnelle à leur temps de présence et dans le cas seulement où les notes qu'ils ont obtenues leur ont mérité cette faveur. De plus, la somme qui leur revient ne leur est définitivement acquise que lorsqu'ils ont accompli leurs cinq années de présence.

Tout apprenti ou ouvrier ancien apprenti qui a quitté la Maison avant la répartition, perd ses droits aux sommes versées en son nom. — Ces sommes deviennent la propriété de l'École, et la Maison en fait bénéficier les élèves qui sont présents à l'époque de cette répartition.

Une partie des sommes fournies par cette Caisse est consacrée au paiement des primes d'assurance en cas de décès, dont nous parlerons plus loin ; le surplus est versé au nom de chaque participant à la Caisse des dépôts et consignations de l'État, pour lui constituer, à l'âge de cinquante-cinq ans, une rente viagère de 400 francs environ.

(1) Voir aux Annexes (page 497), le Règlement de la Caisse de Retraite.

Cette Caisse se solde actuellement, pour les quatre années écoulées, par une somme de 2,163 fr. 20 c. Le versement à faire pour 1873 sera d'environ 800 francs. C'est donc un total de 3,000 francs qui sera réparti, en 1874, sur la tête de tous les apprentis présents (1).

4^e CAISSE DE RÉPARTITION.— Cette Caisse a été créée pour les jeunes apprentis-compositeurs. — Elle a pour but de partager annuellement entre eux une partie des bénéfices que la Maison réalise sur les travaux qui leur sont confiés.

Pour établir cette répartition, les élèves reçoivent chaque jour, pour le travail pratique et pour l'application aux cours, deux notes variant chacune entre 0 et 8. Ces notes sont totalisées par mois, et la moyenne qui en résulte est inscrite sur les livrets.

A la fin de l'année, la moyenne des douze mois représente le chiffre proportionnel pour lequel l'apprenti figurera dans la répartition.

La somme ainsi obtenue est employée de la manière suivante :

Un tiers est remis à l'élève, à la distribution annuelle des prix ;

Un tiers, versé au capital d'épargne, est payé à la fin de l'apprentissage, quand l'élève a rempli les conditions de son contrat ;

Un tiers est réparti tous les cinq ans entre ceux qui sont restés présents dans l'Établissement pendant ce laps de temps, pour être versé à la Caisse des compositeurs, et de là à la Caisse des dépôts et consignations, au compte de retraite de chacun.

Ces sommes ne sont considérées que comme des gratifications, et l'élève indiscipliné ou peu laborieux peut en être privé en tout ou partie.

**Caisse
de Répartition.**

(1) Voici la situation de cette caisse depuis sa création.

ANNÉES	RECETTES		ANNÉES.	DÉPENSES	
	VERSEMENTS DIVERS.			Achat de Livrets et de Polices d'assurance.	
		Fr. c.			Fr. c.
1869	Versements provenant de M. Chaix, — de la Caisse de Réparti- tion, — amendes, — retenues, — intérêts.	1.000 50	1869	45 Livrets	225 »
1870		766 20	1870	41 — 43 polices.	294 15
1871		788 »	1871	59 — 49 —	423 55
1872		964 75	1872	57 — 49 —	443 55
		3.516 45		TOTAL des dépenses.	1.333 25
				Solde en caisse . .	2.163 20
				TOTAL	3.516 45

La situation de la Caisse des apprentis compositeurs, que nous donnons dans le tableau ci-dessous, comprend actuellement, pour les quatre années écoulées, la somme de 1,934 fr. 80 c. (1).

L'État nominatif de la répartition de chaque année est affiché dans la salle des cours, afin que les élèves aient constamment sous les yeux les sommes qu'ils doivent toucher comptant et celles qui leur seront données à la fin de leur apprentissage.

Participation.

5^o INTÉRÊT DE PARTICIPATION ET CAISSE DE PRÉVOYANCE ET DE RETRAITE POUR LES OUVRIERS. — Tous les apprentis, à partir du 1^{er} janvier qui précède la fin de leur apprentissage (art. 4 du Règlement) (2), sont membres participants d'une Caisse créée dans l'Établissement, depuis le 1^{er} janvier 1872, pour assurer à tous les ouvriers ou employés ayant au moins trois ans de présence, une retraite après vingt ans de travail ou soixante ans d'âge, et un intérêt de participation dans les bénéfices de la Maison.

Le prélèvement annuel opéré par M. CHAIX sur les bénéfices de la Maison est de 15 0/0, répartis comme suit entre les participants, au prorata des appointements et salaires de chacun.

5 0/0 remis, chaque année, aux participants ;

5 0/0 portés à leur compte, pour constituer un fonds de prévoyance et de retraite et dont ils touchent la rente s'ils viennent à quitter la Maison, quelles que soient l'époque et la cause de leur départ ;

(1) Voici la situation actuelle de la Caisse des compositeurs :

ANNÉES.	TOTAL de la RÉPARTITION.		TIERS PAYÉ COMPTANT.		TIERS PAYÉ A LA FIN DE L'APPRENTISSAGE		TIERS DISPONIBLE APRÈS CINQ ANS.	
	Fr.	c.	Fr.	c.	Fr.	c.	Fr.	c.
1869	1.878	»	626	»	626	»	626	»
1870	1.739	»	579	»	579	»	579	»
1871	616	30	205	40	205	40	205	40
1872	1.573	20	524	40	524	40	524	40
TOTAL des tiers disponibles à partager après cinq ans.... 1.934 80								

(2) Voir, pour cette institution, le Règlement spécial publié en 1872.

5 0/0 portés également au compte de prévoyance et de retraite, mais qui ne sont définitivement acquis aux participants qu'à l'âge de soixante ans, ou après vingt années de présence non interrompue.

Dix-sept apprentis ont déjà été appelés à jouir de ces avantages, en même temps que cent dix-sept employés et ouvriers.

La répartition pour l'année 1872 a donné à chacun d'eux environ dix centimes par franc de son gain journalier.

II. — MALADIES ET ASSURANCES.

6^e SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS. — Les élèves de tous les Services font partie de la Société de Secours mutuels de la Maison, créée pour subvenir aux besoins des employés et ouvriers en cas de maladie.

Maladies.

Les apprentis-compositeurs versent 0 fr. 75 par mois ; — les enfants employés aux machines et dans les Services divers paient 0 fr. 35 par quinzaine.

Moyennant cette cotisation, les élèves jouissent des avantages suivants :

Soins gratuits donnés à domicile par le docteur de la Maison, si la maladie rend l'enfant incapable de se présenter aux consultations qui ont lieu le lundi et le jeudi de chaque semaine ;

Allocation d'un franc par jour de maladie, pendant une période de six mois, soit 180 jours de maladie ;

Indemnité de 50 francs remise aux parents, en cas de décès de l'enfant, pour pourvoir aux dépenses des funérailles.

Enfin, depuis le 1^{er} janvier 1873, le médecin de l'Établissement passe, le premier lundi de chaque mois, une inspection hygiénique à laquelle tous les apprentis prennent part et les médicaments d'un prix élevé sont délivrés gratuitement à ceux qui en ont besoin.

7^e ASSURANCES EN CAS D'ACCIDENTS. — L'assurance en cas d'accidents garantit aux enfants et jeunes gens des machines une rente viagère de 300 francs environ, dans le cas où un accident grave viendrait à les empêcher d'exercer leur profession.

Accidents.

La prime mensuelle à payer était autrefois de 0 fr. 85 par mois, soit 10 francs par an ; — elle était à la charge des enfants et obligatoire pour tous, sans exception.

Depuis deux ans, M. CHAIX a remplacé ce mode d'assurance individuelle, qui était onéreux pour les enfants, exposait la Maison à des démarches nombreuses et n'atteignait qu'imparfaitement le but que l'on s'était proposé, par une *Assurance collective*, contractée à ses frais, à la Caisse des dépôts et consignations, avec *clause de substitution* en cas de départ d'un enfant.

L'élève qui, par sa conduite et son travail, ne mérite plus de jouir des avantages que la Maison lui offre, est rendu à ses parents et immédiatement remplacé par un autre récemment admis, sans que la Maison soit obligée de payer une nouvelle prime.

Quarante enfants receveurs et jeunes margeurs sont ainsi assurés moyennant une prime de 8 francs par an, pour une rente annuelle de 250 à 300 francs, en cas d'accidents entraînant une incapacité permanente de travail.

Dans le cas où la blessure n'empêcherait pas l'exercice absolu de tout métier, la rente viagère est réduite à la moitié du chiffre ci-dessus.

Pour éviter toute cause d'accidents, les transmissions et les engrenages des machines sont munis de garde-fous. De plus, une instruction relative aux précautions à prendre pendant le travail est affichée à chaque machine; en outre, cette instruction, imprimée sur format de poche, est remise, dès leur entrée dans la Maison, aux enfants et aux ouvriers travaillant aux machines (1).

Nous donnons aux annexes (page 502) le tableau de l'assurance collective contractée par M. CHAIX, pour l'année 1872, avec le nom des enfants qui ont quitté la Maison et ceux qui les ont remplacés. Comme on pourra s'en rendre compte, dix apprentis seulement, sur les quarante assurés, sont sortis de l'Établissement dans le courant de l'année et ont été remplacés par dix de leurs jeunes camarades.

Décès.

8° ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS. — Tout enfant ou apprenti âgé de seize ans (l'État ne contracte pas d'assurance avant cet âge) est assuré, en cas de mort, pour un capital de 500 francs, réversible sur la tête de ses parents.

(1) Voir aux Annexes (page 498), le Règlement concernant les ouvriers et les apprentis employés aux machines.

La prime annuelle à payer est de 6 fr. 75 environ. Ce versement est prélevé tous les ans sur la somme que M. CHAIX verse à titre de libéralité à la Caisse commune des apprentis ; de telle sorte que les enfants et les parents n'ont rien à déboursier pour constituer ce capital de 500 francs.

Cette assurance n'est pas obligatoire ; tout apprenti dont la tenue laisse à désirer, peut être rayé pour l'année suivante de la liste des assurés ; — dans ce cas, les parents sont invités à prendre la prime à leur charge, s'ils désirent profiter des versements antérieurs faits par la Maison.

Les versements pour les assurances en cas d'accidents et de décès sont continués, aux frais de M. CHAIX, pour tout apprenti ou enfant devenu ouvrier qui continue à travailler dans la Maison, lorsque son apprentissage est terminé.

Les avantages matériels qui résultent, pour les apprentis, de ces diverses institutions de prévoyance, sont résumés dans les deux tableaux insérés aux Annexes (page 500 et 501) et indiquant la situation des compositeurs et des margeurs à la fin de leur apprentissage.

Quant aux résultats moraux que nous avons obtenus, nous devons nous en déclarer satisfaits ; mais ces institutions sont trop récentes encore pour qu'il soit possible d'apprécier, dès aujourd'hui, toute l'influence qu'elles sont appelées à exercer sur ceux qui en profitent. On peut cependant prévoir que l'instruction, les soins et les encouragements donnés aux apprentis, — le capital d'épargne, la retraite et les assurances constitués en leur faveur, — développeront en eux des habitudes salutaires d'ordre, de moralité, de prévoyance et de travail.

Voir, pages 496 et suivantes, les Annexes, dont il est parlé dans le cours de la Notice.

ANNEXES

Nom : _____

APPRENTISSAGE

du _____

au _____

ENGAGEMENT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

MM. A. Chaix et C^{ie}, demeurant à Paris, rue Bergère, 20, *d'une part* ;
Et M _____ demeurant
aussi à Paris _____ *d'autre part* ;

Il a été fait et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. — M _____ a proposé
à MM. A. Chaix et C^{ie}, qui l'acceptent, l'admission dans leur Maison, aux
conditions ci-contre (1), du jeune _____
âgé de _____

ART. 2. — Le jeune _____ entrera
chez MM. A. Chaix et C^{ie} le _____ pour
quatre années et aux conditions générales indiquées d'autre part (1), ainsi
qu'à celles ci-après exprimées; et auxquelles M _____
déclare expressément adhérer.

ART. 3. — Le logement, la nourriture et l'entretien de l'apprenti
restent à la charge de M _____ pendant les quatre années de
l'apprentissage; M _____ s'engage en outre à donner à son
fils tous les soins que sa santé réclamera.

ART. 4. — Le jeune _____ s'oblige, pendant tout
le temps ci-dessus fixé, à recevoir avec attention, zèle et docilité les leçons
et les ordres qui lui seront donnés.

ART. 5. — M _____ promet d'employer toute son
autorité pour que le jeune _____ demeure dans la
Maison de MM. A. Chaix et C^{ie} pendant tout le temps de son engagement,
et qu'il soit laborieux, soumis et dévoué aux intérêts de son maître.

ART. 6. — Si le jeune _____ interrompait son
travail pour cause d'absence ou de maladie, M _____
devrait en donner avis le jour même, et, à l'expiration des quatre années,
rendre le temps perdu d'après la constatation faite sur le registre de
MM. A. Chaix et C^{ie}.

ART. 7. — Une faute grave dans la conduite ou le travail du jeune
_____ pourrait être punie d'une suspension de un à
huit jours.

(1) La formule de l'engagement est accompagnée d'un exposé des conditions d'admission et
d'un résumé du règlement de l'École.

ART. 8. — Le présent engagement sera résilié dans les cas prévus par la loi et spécialement :

1° Si le jeune _____ refusait de se soumettre au règlement et aux usages de la Maison ;

2° S'il dénotait des habitudes vicieuses ;

3° Si, hors de l'Établissement, il donnait lieu à des reproches graves sur sa conduite.

Tout détournement, quelle qu'en soit l'importance, serait une cause de renvoi, sans préjudice de la poursuite devant les tribunaux, s'il y avait lieu.

Fait double à Paris, le _____

RÈGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, à partir du 1^{er} janvier 1869, à l'Imprimerie centrale des chemins de fer, une Caisse de Retraites destinée à assurer une pension viagère de 400 francs environ, à l'âge de cinquante-cinq ans, aux apprentis et aux enfants employés à un titre quelconque dans l'Établissement.

ART. 2. — A cet effet, M. Chaix consacre, au profit de chaque enfant, une somme de cinq centimes par jour, soit 15 francs par an, pour être versés à la Caisse de l'État, à capital aliéné, aux époques et de la manière indiquées ci-après :

ART. 3. — Au premier janvier de chaque année, ladite somme de 15 francs est versée :

Pour un tiers, soit 5 francs, dans la Caisse de retraites de l'État, au nom et sur la tête de l'apprenti ou de l'enfant occupé depuis une année au moins dans la maison de M. Chaix.

Les deux autres tiers, soit 10 francs, sont versés dans une Caisse commune, dite : Caisse des apprentis.

ART. 4. — Seront également versés dans cette Caisse commune :

1° Les amendes, les gratifications, etc. ;

2° Une somme que M. Chaix se réserve de donner annuellement à titre de libéralité et indépendante du versement indiqué à l'article 3 ;

3° L'intérêt de ces mêmes sommes.

ART. 5. — Tous les cinq ans, les fonds de la Caisse commune sont répartis entre les apprentis et les enfants devenus ouvriers ou employés, et restés dans la Maison pendant cette période de cinq années, et la

somme provenant de cette répartition est immédiatement versée à la Caisse de retraites de l'État, au nom et sur la tête des ayants droit qui en demeurent seuls propriétaires.

ART. 6. — Les dispositions énumérées dans les articles qui précèdent seront également appliquées à l'apprenti ou à l'enfant devenu ouvrier ou employé, pendant tout le temps qu'il restera attaché à l'Établissement.

ART. 7. — M. Chaix fera jouir de tous les avantages attachés à la Caisse de retraites pour les apprentis, tout ouvrier ou employé d'une maison de Paris ou de la province où le service des retraites sera également établi et dans laquelle aussi les anciens apprentis de son Établissement jouiront des mêmes droits.

ART. 8. — Tout ouvrier ou employé rentrant dans la maison de M. Chaix devra justifier, par la présentation de son livret de la Caisse de retraites, qu'un versement minimum annuel de 5 francs a été fait pendant tout le temps de son absence, soit par lui, de ses deniers personnels, soit par ses patrons, dans le cas prévu à l'article 7.

A défaut, l'ouvrier ou l'employé sera tenu de faire les versements arriérés, s'il veut jouir encore des avantages attachés à la Caisse commune.

ART. 9. — La Caisse commune des apprentis est tenue par le caissier de la Maison; elle est administrée par le comité de la Société de Secours mutuels.

ART. 10. — Les retraites résultant des dispositions qui précèdent sont, de leur propre nature, insaisissables et incessibles.

RÈGLEMENT CONCERNANT LES APPRENTIS

EMPLOYÉS AUX MACHINES

Les accidents qui se produisent aux machines sont d'autant plus affligeants qu'on peut les éviter en se conformant à quelques règles de pure précaution aussi simples que faciles à observer. M. Chaix engage MM. les contre-maîtres et conducteurs à bien se pénétrer du règlement ci-après, qui résume les principales précautions à prendre, et il espère que chacun voudra, en y tenant fortement la main, l'aider à prévenir les malheurs dont des enfants ont eu, trop souvent déjà, à subir les tristes conséquences.

ARTICLE PREMIER. — Les machines typographiques et lithographiques, les presses à glacer et autres machines ne doivent être mises en

mouvement que sur l'ordre du conducteur ou du chef-ouvrier auquel elles sont confiées.

ART. 2. — Chaque matin, le conducteur ou le chef-ouvrier doivent s'assurer que toutes les parties dangereuses de leur machine sont couvertes par les couvre-engrenages et que les garde-fous sont à leur place.

ART. 3. — Avant d'embrayer, le conducteur ou le margeur devront s'assurer qu'il n'y a aucune personne exposée et avertir ensuite à haute voix en criant : **Gare les mains !**

ART. 4. — Pendant que les machines sont en marche il est expressément défendu à tout ouvrier et apprenti de nettoyer aucune partie des mouvements, de même que l'intérieur ou le dessus de la machine, et de rien enlever de dessus le marbre ni de l'intérieur de la forme.

ART. 5. — Pendant que les machines sont arrêtées, mais que les transmissions marchent, il est défendu à tout ouvrier ou apprenti de nettoyer sous les machines et de toucher à aucun engrenage, sans l'ordre du conducteur qui, dans ce cas, doit préalablement **caler le débrayage ou le volant**, comme mesure de précaution.

ART. 6. — Il est défendu de se servir d'échelle pour arriver aux transmissions, lorsqu'elles sont en marche; s'il faut changer de place une courroie, on se servira d'un bâton ou d'une perche.

ART. 7. — Il est également défendu de courir ou de jouer autour des machines.

ART. 8. — Aussitôt qu'il survient un accident ou qu'il se passe quelque chose d'anormal, les conducteurs ou le chauffeur doivent avertir immédiatement le contre-maître ou le chef du Service.

ART. 9. — Toute contravention au présent règlement est punie d'une amende.

ART. 10. — Une contravention qui aura pour conséquence un accident, entraînera le renvoi immédiat de la personne qui l'aura causé.

ART. 11. — Le conducteur qui, ne se conformant pas au règlement, aura été cause d'un accident entraînant cessation de travail, sera responsable des suites de cet accident.

M. Chaix croit devoir, à ce sujet, porter à la connaissance de tous les articles 19 et 320 du Code pénal, qui ont été sanctionnés par un grand nombre de tribunaux, et en particulier par celui de Mulhouse, en date d'octobre 1867.

« ART. 19. — Quiconque par maladresse, imprudence, inattention, » négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontai- » rement un homicide ou en aura été involontairement la cause, sera » puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende » de 50 à 600 francs.

» ART. 320. — S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution » que des blessures ou coups, l'emprisonnement sera de six jours à » deux mois, et l'amende sera de 16 francs à 100 francs. »

SITUATION DE L'APPRENTI COMPOSITEUR

A LA FIN DE SON APPRENTISSAGE

AVANTAGES MATÉRIELS.

1° Sommes touchées.

Gratifications mensuelles :

1 ^{re} année	150 jours à 0 ^f 50	75 ^f »	} 1,500 ^f »
2 ^e —	300 — à 1 »	300 »	
3 ^e —	300 — à 1 50	450 »	
4 ^e —	{ 1 ^{er} semestre à 2 »	300 »	
	{ 2 ^e — à 2 50	375 »	
Retenue du quart pour le Capital d'épargne . .		375 »	
Reste pour les gratifications payées mensuellement .		1,125 ^f »	} 1,410 ^f »
<i>Jetons de présence aux cours</i> (cinq cours par semaine) :			
Moyenne par an, 200 jetons, à 10 centimes = 20 francs,			
soit pour 4 ans		80 »	
<i>Gratifications de sergent</i> , payées aux distributions de prix :			}
Moyenne d'un apprenti ordinaire, 4 fois dans le cours			
de son apprentissage, à 5 francs		20 »	
<i>Caisse de répartition</i> : 1 ^{er} tiers distribué chaque année,			}
ensemble des 4 années		185 »	

2° Capital d'épargne touché à la fin de l'apprentissage.

Quart retenu sur les gratifications mensuelles	375 ^f »	} 560 ^f »
<i>Caisse de répartition</i> : 2 ^e tiers payé en fin d'apprentissage .	185 »	

3° Caisse de retraite pour la vieillesse.

(Fonds versés à la Caisse des dépôts et consignations de l'État).

Versements annuels de 15 francs, soit pour 4 ans, 60 francs, divisés comme il suit :

1° Quatre versements annuels de 5 francs Capital	20 ^f »	} 280 ^f (1) »
2° Quatre versements annuels de 10 francs provenant de la Caisse commune des apprentis, répartis tous les cinq ans et produisant, en raison des plus-values et déchéances, une moyenne de 75 francs Capital	75 »	
Somme provenant de la Caisse de répartition, 3 ^e tiers acquis après la 5 ^e année Capital	185 »	
Total		2,250 ^f »

4° Assurance.

<i>Assurance en cas de décès</i> , donnant droit aux parents à un capital de	500 ^f »
--	--------------------

(1) Ce capital de 280 francs, formé pendant l'apprentissage, représente, à l'âge de cinquante-cinq ans, une rente viagère de 200 francs définitivement acquise à l'élève. — Si l'apprenti devenu ouvrier reste dans la Maison, M. Chaix continue les versements qui, ajoutés à la somme de 280 francs ci-dessus, constituent un capital de 960 francs, produisant une rente de 400 francs environ.

SITUATION DE L'APPRENTI MARGEUR

A LA FIN DE SON APPRENTISSAGE

AVANTAGES MATÉRIELS.

1° Sommes touchées.

Gratifications mensuelles :

1 ^{re} année, 300 jours de 0 ^f 75 à 1 ^f 50	237 ^f »
2 ^e — — de 1 75 à 2 50	637 »
3 ^e — — de 2 75 à 3 50	936 »
4 ^e — — de 4 » à 4 50	1,275 »

Total des gratifications mensuelles. . . . 3,085^f »

Jetons de présence aux cours (cinq cours par semaine) :

Moyenne par an, 200 jetons à 0 fr. 10 c. = 20 francs, soit
pour 4 ans 80^f »

Gratifications de sergents, payées aux distributions de prix :

Moyenne d'un apprenti ordinaire, 4 fois dans le cours de
son apprentissage, à 5 francs 20^f »

3,185 »

2° Caisse de retraite pour la vieillesse.

(Fonds versés à la Caisse des dépôts et consignations de l'État.)

Versement annuel de 15 francs, soit pour 4 ans, 60 francs,
divisés comme suit :

1° Quatre versements annuels de 5 francs. . . Capital. . .	20 ^f »
2° Quatre versements annuels de 10 francs provenant de la Caisse commune des apprentis, répartis tous les cinq ans et produisant, en raison des plus-values et des déchéances, une moyenne de 75 francs. . . Capital. . .	75 ^f »

95^f (1) »

TOTAL . . . 3,280^f »

3° Assurances.

1° Assurance en cas d'accidents entraînant incapacité perma-
nente de travail Rente. . . 300^f »

2° Assurance en cas de décès, donnant droit aux parents à une
somme de. Capital. . . 500^f »

(1) Ce capital de 95 francs, formé pendant l'apprentissage, représente, à l'âge de cinquante-cinq ans, une rente viagère de 72 francs définitivement acquise à l'élève. — Si l'apprenti devenu ouvrier reste dans la Maison, M. Cheix continue les versements qui, ajoutés à la somme de 95 francs ci-dessus, constituent un capital de 810 francs, produisant une rente de 290 francs environ.

ASSURANCE COLLECTIVE EN CAS D'ACCIDENTS

AVEC CLAUSE DE SUBSTITUTION

ÉTAT NOMINATIF DES APPRENTIS ASSURÉS EN 1872

N ^{os} d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATE de NAISSANCE.	DATE de L'ASSURANCE.	DATE de la sortie DE LA MAISON.
1	RICHER (Émile).	31 janv. 1837.	1 ^{er} janv. 1872.	
2	VÉRIOT (Clet).	10 août 1856.	—	
3	MALIERE (Louis).	13 déc. 1854.	—	
4	SOYER (Louis).	26 sept. 1857.	—	
5	LEMOINE (Gabriel).	11 avril 1854.	—	18 mai 1872.
6	LEGRU (Alfred).	22 avril 1857.	—	
7	FRANTZ (Simon).	30 mai 1855.	—	
8	GERMAIN (Victor).	3 août 1835.	—	3 oct. 1872.
9	CAVEL (Edmond).	16 juill. 1856.	—	
10	VINCENT (Paul).	30 avril 1856.	—	
11	MUGNIER (Édouard).	29 juill. 1855.	—	
12	DUMONTEIL (Hyppolyte).	4 ^{er} fév. 1854.	—	
13	ROUGEUX (Ernest).	10 juin 1858.	—	
14	CLAUDE (Paul).	17 sept. 1856.	—	
15	BRUÈRE (Louis).	26 avril 1858.	—	
16	JUNY (Georges).	27 mars 1859.	—	
17	PRISSETTE (Ernest).	20 juin 1855.	—	18 mai 1872.
18	GOSSEARD (Edmond).	2 janv. 1858.	—	
19	ROGER (Ambroise).	11 déc. 1856.	—	18 mai 1872.
20	VAUDELOUX (Jules).	2 juill. 1857.	—	
21	PICAULT (Ernest).	29 avril 1857.	—	
22	BORDES (Victor).	6 janv. 1855.	—	18 mai 1872.
23	LECOMTE (Ferdinand).	9 juill. 1850.	—	
24	DAGET (Eugène).	26 sept. 1858.	—	
25	DRUETTE (Ollivier).	1 ^{er} juin 1857.	—	18 mai 1872.
26	LÉPICIER (Auguste).	23 oct. 1858.	—	
27	HODOT (Auguste).	6 sept. 1858.	—	
28	PODEVIN (Alphonse).	14 fév. 1858.	—	
29	MARCELOT (Eugène).	31 déc. 1852.	—	
30	BOURGEAUD (Émile).	11 oct. 1855.	—	
31	LALOGÉ (Laurent).	20 mars 1856.	—	3 oct. 1872.
32	BOURQUIN (Léopold).	23 avril 1855.	—	18 mai 1872.
33	PINAULT (Rémy).	30 août 1858.	—	
34	DORÉNT (Jules).	21 juill. 1856.	—	
35	JAUDON (Alexis).	13 juill. 1857.	—	
36	PICOCHÉ (Eugène).	16 mars 1856.	—	
37	GOYON (Alfred).	27 déc. 1859.	—	3 oct. 1872.
38	DELAPORTE (Eugène).	15 juill. 1858.	—	
39	DRIEU (Alphonse).	31 août 1858.	—	3 oct. 1872.
40	PRUD'HOMME (Charles).	2 mai 1856.	—	
41-43	DEMOULIN (Henri).	16 nov. 1857.	18 mai 1872.	
42-47	JEANDIN (Paul).	12 juill. 1858.	—	
43-49	SOYER (Émile).	19 déc. 1859.	—	
44-22	HEROUET (Emmanuel).	8 sept. 1858.	—	
45-25	DUBREUIL (Eugène).	4 déc. 1859.	—	
46-32	BLOT (Jules).	27 janv. 1857.	—	
47-8	CABRILLAC (Charles).	8 juin 1859.	3 oct. 1872.	
48-31	NAHANT (Paul).	12 déc. 1859.	—	
49-37	LANDON (Édouard).	22 août 1859.	—	
50-39	CORNU (Auguste).	25 déc. 1859.	—	

SALAIRES ACTUELS

DES APPRENTIS COMPOSITEURS ET MARGEURS

DEVENUS OUVRIERS AVANT 1873

NOMS DES ANCIENS ÉLÈVES et DATE DE LA FIN DE LEUR APPRENTISSAGE	MOYENNE de la journée EN 1872	OBSERVATIONS.
4° COMPOSITEURS.		
Banget (Edmond) . 1866	7 85	Employé dans les bureaux.
Thivet (Léon) . . . 1867	12 55	Metteur en pages du <i>XIX^e Siècle</i> .
Devaux (Hippolyte). 1868	8 55	Metteur en pages du <i>Canal des Deux Mers</i> .
Damour (Léon) . . 1869	6 75	Attaché à la conservation du matériel.
Balimond (Jules) . 1869	9 95	Compositeur au <i>XIX^e Siècle</i> .
Lucet (Clément) . . 1871	8 90	Second d'un metteur en pages.
Charlet (Pierre) . . 1871	6 90	Chargé d'un cours de Bourse.
Barré (Charles) . . 1871	6 50	Compositeur.
Delambre (Arthur). 1871	6 50	d°
Ballay (Albert). . . 1872	6 65	d°
Florian (Jeanjean) . 1872	6 65	d°
Fourquet (Achille). 1872	6 60	d°
Dumont (Ernest), . 1872	5 70	d°
2° MARGEURS ET RECEVEURS.		
Mathieu (Alexandre) 1869	7 »	Conducteur depuis 1872.
Cayatte (Antoine) . 1871	6 70	Employé au magasin des papiers.
Nyon (Eugène). . . 1872	5 50	Aide-conducteur (lithographie).
Chicot (Hippolyte) . 1872	5 »	Margeur en premier.
Legru (Alfred). . . 1872	5 »	d°
Vincent (Paul). . . 1872	4 50	Margeur.
Frantz (Simon). . . 1872	4 50	d°
Cavel (Edmond) . . 1872	4 »	d°
Bourgeaud (Emile) 1872	3 50	Aide-ouvrier papetier.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL		ENSEIGNEMENT SCOLAIRE		
Année		Division		
DÉSIGNATION	NOTES	FACULTÉS	NOTES	COMPOSITIONS
TRAVAIL . . .		APPLICATION.		
PROGRÈS. . .		ÉCRITURE . .		
CONDUITE . .		ARITHMÉTIQUE. . .		
TENUE		GRAMMAIRE		
MOYENNE. . .		ET LANGUE FRANÇAISE.		
PLACE . . .		HISTOIRE		
		ET GÉOGRAPHIE.		
		SCIENCES USUELLES .		
MONTANT DES JOURNÉES		OBSERVATIONS.		
RETENUES. { Caisse de secours				
Amendes				
SOMME PERÇUE PAR L'APPRENTI.		JETONS OBTENUS		
VÉRIFIÉ :				
Paris, le		18		
SIGNATURE DE M. CHAIX :		VISA DES PARENTS :		

Deux Bulletins semblables sont remis chaque mois aux Apprentis : l'un pour rester dans les mains des Parents, l'autre pour être rapporté dans le délai de vingt-quatre heures à M. Chaix, avec leur signature.

(Le présent tableau est réduit à la moitié de sa grandeur ordinaire.)

COURS PRIMAIRE SUPÉRIEUR

PLAN D'ÉTUDES DE L'ANNÉE 1872-73

1^o COURS DE L'APRÈS-MIDI : de midi 1/2 à 1 h. 1/2 en été; — de 1 heure à 2 heures en hiver.

Lundi. GRAMMAIRE. Syntaxe et rédactions.	Mardi. ARITHÉTIQUE. Calculs, problèmes.	Mercredi. LECTURES. Français, latin.	Judi. GRAMMAIRE. Règles typographiques.	Vendredi. GÉOMÉTRIE PRATIQUE. Tracés typographiques.	Samedi. LECTURE ALLEMANDE.
M. BERGER.	M. BERGER.	M. TROMBERT.	M. BERGER.	M. BERGER.	M. TROMBERT.

2^o COURS DU SOIR : de 5 h. 1/2 à 6 h. 1/2 en été; — de 6 h. 1/2 à 7 h. 1/2 en hiver.

TYPOGRAPHIE (composition). M. FLEURANT, Chef des ateliers.	HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.	SCIENCE UTILES. Hygiène et assurances.	HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.	LÉGISLATION UTILE. M. DESBOIS, Chef du Contentieux.	Congé.
TYPOGRAPHIE (tirage). M. DUCHESNE, Chef des tirages.	M. TROMBERT, Employé.	M. BERGER, Secrétaire, Chef du personnel.	M. TROMBERT, Employé.	L'IMPRIMERIE ET LA LIBRAIRIE DES CHEMIS DE FER. M. DUBOIS, Chef de la Librairie.	

Les élèves-compositeurs, quittant l'atelier le samedi dans l'après-midi, n'ont pas de cours dans la soirée.

COMPTE RENDU DE LA DISTRIBUTION DES PRIX

de l'École professionnelle de jeunes Typographes.

14 SEPTEMBRE 1873

Nous avons reçu communication du COMPTE RENDU DE LA DISTRIBUTION DES PRIX faite aux élèves de l'École professionnelle, le 14 septembre dernier, dans l'une des salles de l'Imprimerie, disposée pour la circonstance.

Il nous a paru intéressant, à l'appui des faits énoncés dans la précédente notice, d'en détacher les renseignements suivants :

Les parents des enfants, les anciens apprentis et les plus anciens ouvriers s'étaient empressés de se rendre à cette fête.

Les employés chargés des cours, les contre-maitres et les membres des bureaux de la Société de Secours-Mutuels et de la Caisse de participation de l'Établissement, entouraient leur patron.

Après une allocution de M. CHAIX, vivement applaudie par tous, et une interrogation des élèves par les professeurs, plus de quarante prix ont été distribués, parmi lesquels plusieurs volumes richement reliés et différents objets et outils.

Les noms des élèves récompensés ont été accueillis par les applaudissements de tous leurs camarades.

La cérémonie s'est terminée par la distribution aux jeunes apprentis :

1° D'une somme de 500 francs, comprenant le premier tiers de la Caisse de répartition pour l'année 1872, et donnant à chacun, suivant l'âge et les aptitudes, une somme variant entre 4 et 150 francs ;

2° Par la remise de cinquante-trois Livrets de 15 francs de la Caisse de retraite pour la vieillesse, ainsi répartis :

Dix-huit aux jeunes compositeurs et margeurs, anciens apprentis, actuellement ouvriers ; et trente-cinq aux apprentis des deux catégories ayant du moins un an de présence dans la Maison ;

3° Par l'annonce du renouvellement, au compte de M. CHAIX, pour tous les jeunes gens de la Maison, des polices d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents.

LES SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE PATERNELLE

SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE PATERNELLE

AUX ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES FABRIQUES
DE FLEURS ET PLUMES.

Assemblée générale du 11 novembre 1873.

M. Ch. Petit, président du Conseil d'administration, assisté des membres du bureau, ouvre la séance à 8 heures et demie. Il donne la parole à M. Hiélard, chargé de présenter le compte rendu des travaux de l'année.

M. Hiélard s'exprime en ces termes :

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Assistance paternelle aux enfants employés dans les Fabriques de fleurs et plumes compte aujourd'hui six années d'existence.

Les rapports qui vous ont été présentés à la fin de chaque exercice, conformément à l'art. 22 de nos statuts, vous ont permis d'en suivre la marche progressive, le développement constant et régulier, les efforts persévérants pour atteindre le but qu'elle s'est proposé, à savoir la moralisation de nos apprentis et l'amélioration de leur situation matérielle.

Vous avez pu, en outre, grâce à ces assemblées nombreuses et bienveillantes, qui ajoutent une si grande valeur aux modestes récompenses décernées par votre Société; — vous avez pu, disons-nous, acquérir la conviction que votre œuvre a été jugée bonne et utile, votre initiative féconde dans son principe et pleine de promesses dans l'avenir. Que de sympathies, en effet, ont rencontrées vos efforts, combien de concours précieux sont venus les seconder! Vous y avez trouvé la récompense légitime de votre zèle désintéressé. J'y veux voir encore et surtout un encouragement, un nouveau et puissant motif d'agir et de persister. — S'il nous est permis déjà de dire que nous avons fondé une institution utile, tâchons de prouver bientôt que nous avons su aussi la rendre forte et prospère. L'année qui vient de s'écouler, et dont j'ai reçu mission de vous retracer les travaux, me confirme dans l'espoir que cette entreprise ne sera pas au-dessus de nos forces.

I.

Il y a un an nous comptions :

96 membres actifs,
21 membres honoraires.

Nous inscrivons aujourd'hui :

105 membres actifs,
27 membres honoraires.

Soit 17 adhésions nouvelles.

De cet accroissement de nos forces, une bonne part revient au zèle persévérant de notre collègue M. Duboscq, qui ne cesse de faire, en notre faveur, dans le cercle de ses relations, une active propagande. — Nous saisissons avec plaisir l'occasion de lui adresser ici tous nos remerciements.

Si l'augmentation du nombre de nos sociétaires est déjà d'un bon augure, un autre symptôme plus rassurant encore et d'un grand prix à mes yeux, c'est la solidité de leur attachement à notre œuvre. — Aucune démission ne nous a été adressée pendant le cours de cet exercice. — Deux de nos collègues, il est vrai, ont résigné leurs fonctions de membres du Conseil d'administration : M^{lle} Pitrat, qui va fixer sa résidence à Lyon, et M. Salles, que ses occupations empêchent de suivre régulièrement nos travaux. Toutefois, ces excellents confrères restent nos adhérents dévoués.

II. — ENFANTS PATRONNÉS.

Le nombre des apprentis placés sous notre patronage a subi une légère diminution.

Il était de 80 au mois de novembre 1872; il n'est plus que de 64 aujourd'hui, bien que 12 nouveaux contrats aient été signés cette année.

Cette différence est due à ce qu'un grand nombre d'apprentissages dont l'échéance avait été retardée par les événements de 1870-71 ont pris fin récemment et que le recrutement de cette même période a été absolument nul. — Quelques résiliations, en outre, ont eu lieu.

Mais, ici encore, constatons que depuis la fondation de la Société un seul des contrats soumis à son contrôle a donné lieu à une action devant le Conseil des Prud'hommes — encore était-ce le résultat d'un malentendu — et l'affaire a pu être terminée à l'amiable.

III. — DÉLÉGUÉS.

Le chapitre des enfants patronnés me conduit naturellement à celui des délégués. — Ce service, l'un des plus importants de votre Société, au moins jusqu'à ce jour, est actuellement confié à huit membres du

Conseil d'administration. — Ce sont : mesdames Caillaux, Darsac, mademoiselle Pitrat, au remplacement de laquelle il y aura lieu de pourvoir à la prochaine réunion du Conseil ; enfin MM. Hiéland, Favier, Alberti, Diringer et Lemeunier. — La surveillance discrète et vigilante de ces délégués s'exerce sans difficulté sérieuse dans les différents ateliers soumis à leur contrôle, et leur intervention toute paternelle est accueillie avec faveur par le plus grand nombre des patrons.

Une ou deux fois seulement, à la suite des rapports trimestriels, notre Président a été invité à se rendre auprès de quelques-uns de nos confrères pour dissiper tout malentendu au sujet du rôle des délégués et en assurer l'accomplissement. Sa nature conciliante, sa haute impartialité ont toujours réussi à aplanir tous les obstacles et nous donnent, pour l'avenir, une entière sécurité à cet égard. — Je n'ai pas à revenir ici sur la mission des délégués. — Elle se résume d'ailleurs en quelques mots : intermédiaires désintéressés et bienveillants entre les patrons et les représentants des apprentis, leur devoir est d'assurer, de part et d'autre, la loyale et complète exécution des contrats sans intervenir dans les conventions particulières autrement qu'à titre de conseils et lorsqu'ils en sont priés.

Il va sans dire que votre Association refuserait la sanction de son autorité à toute stipulation contraire à l'équité ou aux lois actuellement en vigueur sur l'apprentissage.

Il arrive cependant que l'intervention de vos mandataires, bien que vivement sollicitée, ne peut se produire : par exemple, lorsqu'un orphelin, de père et de mère, sans tuteur, ni conseil de famille, est placé par quelque personne charitable chez un de nos confrères, et que celui-ci désire le placer sous le patronage de la Société, en vue d'obtenir une légitime garantie pour les dépenses de nourriture, de logement et d'entretien dont il va faire l'avance en faveur de l'enfant en question.

Le cas s'est présenté chez nous, et je crois devoir le signaler à votre attention, — Comment procéder ? L'une des parties fait défaut : le représentant *autorisé* de l'apprenti. — Donc, pas de contrat, et partant point d'intervention officielle de votre Association. — L'enfant sera-t-il donc abandonné ? — Heureusement, dans le cas auquel je fais allusion il n'en a point été ainsi. — La personne à qui la jeune orpheline avait été remise, a consenti, jusqu'à ce jour, à la garder à ses risques et périls, en attendant que les démarches faites par l'un de vos délégués, aient obtenu un résultat. — Il n'en reste pas moins une situation dangereuse qui peut se présenter assez souvent à laquelle il serait éminemment utile de pouvoir remédier. — La *Société de protection des apprentis et des enfants des manufactures* s'est préoccupée de former un Comité spécial chargé de pourvoir les orphelins d'une tutelle légale. N'y

aurait-il pas lieu de réclamer le secours de sa haute influence en vue d'une prompte et satisfaisante solution (1) ?

J'aurai épuisé ce qui concerne la délégation, en vous disant que notre collègue, M. Chandelet, a soumis au conseil une proposition tendant à ce qu'un roulement fût établi entre les délégués, afin qu'ils pussent, tour à tour, surveiller les différents ateliers. — Cette proposition, présentée seulement à l'état de projet, sera examinée par le conseil si son auteur y persiste.

IV.

Je n'ai pas à vous parler, Mesdames et Messieurs, de la distribution solennelle de nos récompenses qui a eu lieu, avec tant d'éclat, le 20 avril dernier, dans la salle du Vaudeville. — Vous en avez tous reçu le compte rendu détaillé. — Je n'en retiendrai que deux points signalés déjà par M. Turney, dans son éloquent rapport : le premier, c'est l'innovation introduite dans le classement des récompenses par le jugement séparé du travail des plumes et de celui des fleurs, et des prix distincts distribués à chacune des deux branches de notre industrie. — Nous croyons que cette modification a été favorablement accueillie. C'est ainsi que chaque année, l'expérience nous révélant de nouveaux besoins en nous faisant connaître de nouvelles dispositions, nous serons prêts à adopter les changements reconnus utiles pour le développement de notre œuvre et l'efficacité de son action. Le deuxième, c'est l'élévation du niveau de l'instruction élémentaire parmi nos jeunes protégés. Ce point doit être l'objet constant des soins et des efforts de vos délégués. — Qu'ils encouragent et secondent, de toutes leurs forces, les aptitudes et le bon vouloir de nos apprentis à s'instruire, car le progrès matériel, l'amélioration de leur situation physique resteraient lettre morte sans le développement parallèle et progressif de leur intelligence.

V.

Il me reste à vous faire connaître les principales questions, qui, en dehors du travail purement administratif, ont été soumises à l'examen du conseil. — La première en date et en importance est celle des *Pensions d'apprentis*. Notre honorable Président nous en entretenait ici même et à cette époque, l'année dernière. — Il vous disait de quel précieux concours serait pour nous la création d'un établissement de

(1) L'Œuvre de l'Assistance judiciaire, des États civils et Tutelles des Enfants se tient à la disposition de la Société d'assistance paternelle des fleurs et plumes, lorsqu'elle aura besoin de faire appel à son concours. — (Note du Secrétaire.)

ce genre — où nos élèves, suivant l'ingénieux emprunt de M. Turney — trouvant, *bon souper, bon gîte et le reste*, viendraient, pendant le jour, recevoir, à l'atelier, l'instruction professionnelle. — Il ajoutait qu'une commission spéciale était chargée de l'étude des voies et moyens. Cette commission présentait, en effet, son rapport dans l'une des premières séances qui suivirent l'assemblée générale du 9 novembre dernier et, par l'organe d'un des vice-présidents, déclarait :

1^o Qu'une somme d'environ 20,000 francs paraissait nécessaire pour la seule installation de la pension projetée, — en supposant, ce qui est probable, qu'elle puisse se soutenir ensuite par ses propres ressources et une légère allocation annuelle de la Société;

2^o Que cette somme devait être fournie par la Société elle-même accumulant ses épargnes ou par des souscriptions volontaires. — Que dans les deux cas, cela demanderait un temps assez long;

3^o Que des renseignements particuliers permettant de croire que la Ville accorderait volontiers un local et un petit mobilier scolaire à un établissement destiné à recevoir des apprentis de plusieurs industries parisiennes, — M. le Président avait cru devoir adresser à l'administration une demande en ce sens et qu'il y avait lieu d'attendre le résultat de cette démarche. — Ces conclusions furent adoptées à l'unanimité par le Conseil.

Malheureusement, l'état des finances de la Ville l'oblige à se montrer parcimonieuse, même pour le bien. — Notre demande n'a donc eu jusqu'à ce jour aucun résultat. — quant au local de notre future Pension. Disons tout de suite cependant que le Conseil municipal ayant voté un secours à répartir entre les différentes Sociétés privées qui concourent au développement de l'instruction primaire, l'Assistance paternelle des fleurs et plumes a reçu une allocation de 1,500 francs. — Nous avons l'espoir que ce premier encouragement nous sera continué pour les années qui vont suivre et nous ne craignons pas d'affirmer que notre Société en saura faire un utile et judicieux emploi.

La fondation d'une Pension d'apprentis spéciale à l'industrie des fleurs et plumes n'en reste pas moins à l'état de projet. — Votre Conseil ne le perd pas de vue et peut-être sera-t-il appelé, cette année même, à étudier une proposition de l'un de ses membres tendant à en amener la réalisation dans un délai prochain.

Un moment nous avons pu croire que nous avions sous la main un établissement capable de remplacer pour nous, dans une certaine mesure, l'objet de notre ambition.

Un de nos collègues, M. Favier, nous signalait l'existence, à Paris, d'une maison hospitalière, fondée par des religieuses, pour les jeunes filles apprenties des diverses industries. Moyennant le paiement d'une somme de 45 francs par mois, les enfants étaient logées et nourries,

et gardées, le dimanche même, si les parents le désiraient. Elles pouvaient, en outre, quitter la maison le matin pour l'atelier, emportant avec elles leur repas du midi, et ne rentrer que le soir à l'heure ordinaire de la fermeture, c'est-à-dire à 7 heures. Cela répondait presque à notre programme. Les renseignements les plus favorables nous furent donnés sur cette honorable maison, par une commission spéciale, et l'une de nos apprenties y fut placée pendant deux mois dans les conditions ci-dessus indiquées. Malheureusement, Mesdames et Messieurs, l'expérience n'a pas confirmé tout à fait notre espoir. La tenue de la maison est irréprochable, et bien que les exercices religieux y soient assez multipliés, l'esprit des directrices est libéral. Le local est convenable. Les pensionnaires sont traitées avec douceur et bienveillance. Par contre, la nourriture y est à peine suffisante, et souvent de qualité inférieure. Un autre défaut, c'est l'absence complète de cours d'instruction primaire ou professionnelle.

Nous croyons, toutefois, que cette maison peut rendre des services, sous le contrôle et avec l'aide des parents ou des patrons, en vue de remédier aux défauts ou de combler les lacunes signalées. N'exagérons pas les conséquences de la seule épreuve que nous ayons faite, l'apprentie qui en a été l'objet ne se trouvant pas elle-même dans les conditions voulues pour la rendre probante.

Un autre sujet, qui ne pouvait manquer d'attirer l'attention de votre conseil, était le projet de loi soumis à l'Assemblée nationale, sur le travail des enfants dans les manufactures. — Il a suivi avec intérêt les discussions auxquelles ce projet a donné lieu à la *Société de protection*, d'abord, dont notre estimable président est l'un des membres les plus assidus et les plus compétents, puis au sein des Chambres syndicales, enfin à l'Assemblée elle-même. — Il a vu avec regret la limite d'âge élevée à 13 ans pour nos industries urbaines, avec le demi-temps obligatoire, à partir de 10 ans, ce qui, dans la pratique, revient à fermer la porte de nos ateliers aux enfants nécessiteux jusqu'à 13 ans. — Il a pensé que c'est là une innovation dangereuse, aussi bien pour les familles que pour les industries elles-mêmes, et il s'est associé à la Chambre syndicale, dans sa protestation à ce sujet, se fondant sur des raisons souvent exposées devant vous, et que vous avez d'ailleurs sanctionnées par un vote.

Tel est, Mesdames et Messieurs, l'exposé quelque peu aride, mais aussi complet que possible, des travaux du Conseil pendant l'année qui vient de s'écouler, et de la situation actuelle de votre Société. — Il ne nous appartient pas de dire si nous sommes restés toujours à la hauteur de la tâche que vous nous avez confiée. — Vous êtes nos juges ; mais ce que nous pouvons affirmer, du moins, c'est que, soucieux des intérêts dont nous avons le dépôt, nous avons apporté dans leur défense une conviction sincère, une bonne volonté absolue.

Après la lecture de ce rapport vivement approuvé par l'Assemblée, M. Turney, trésorier, expose et commente le mouvement financier de l'exercice tel qu'il est résumé dans le tableau ci-dessous :

RECETTES

Solde en caisse le 13 novembre 1872.	1	50
Reçu de 1 membre fondateur.	50	10
— 92 — actifs.	1,111	90
— 2 — suppléants.	16	»
— 20 — honoraires.	254	40
— 21 — donateurs.	2,589	60
— pour contributions à l'Exposition de Lyon.	145	»
Ressources extraordinaires:		
1 ^o Quête au Vaudeville.	801	30
2 ^o — Au banquet de la Chambre syndicale.	10	»
Retraits de fonds.	1,356	»
	<u>6,545</u>	<u>80</u>

DÉPENSES

Livrets de Caisse d'Épargne.	1,245	»
Couvertures de diplômes.	50	»
Cahiers d'élèves.	55	»
Concert au Vaudeville.	762	95
Trois trimestres pour 1 pupille.	300	»
Solde Exposition de Lyon.	13	05
Impression du Bulletin.	256	»
— diverses.	26	»
Affranchissements divers.	28	60
Timbres de quittances.	15	»
Versements de fonds.	3,700	»
En caisse le 11 novembre 1873.	94	20
	<u>6,545</u>	<u>80</u>

Au Crédit industriel et commercial.	6,314	90
Intérêts crédités sur les fonds.	138	25
	<u>6,480</u>	<u>15</u>

Deux obligations P.-L.-M. ayant coûté.	570	80
Coupons crédités sur ces obligations.	27	75
L'assemblée, à l'unanimité, approuve les comptes de M. le Trésorier.		

M. Marienval, président du Conseil de censure, présente le rapport suivant :

MESDAMES ET MESSIEURS,

Chaque fois que je vois revenir l'époque de mon mandat, j'éprouve un embarras bien légitime : je voudrais donner à mes fonctions de Censeur le caractère rigoureux qu'elles comportent, ou du moins ne les tempérer que par une dose raisonnable d'encouragements. Eh bien, à mon grand regret, je n'ai pas encore trouvé l'occasion d'exercer le côté périlleux de la mission qui m'est confiée !

Les progrès constants de votre institution m'ont condamné à l'éloge perpétuel !...

Par les services que l'œuvre du patronage rend déjà à d'intéressantes et laborieuses familles, à de nombreux ateliers, au pays peut-être, on la croirait vieille de vingt ans, et elle n'est née que d'hier.

Elle a, du premier jour, pris victorieusement sa place à la tête des plus utiles innovations de la capitale, et comme la fabrication des fleurs artificielles et des plumes de parure ne le cède, en importance, à aucune autre, un certain nombre d'industries de luxe ont bien vite ressenti l'influence de vos heureuses conceptions. En veut-on un témoignage ?

Pénétrez-vous des merveilles de notre exposition à Vienne, parmi lesquelles figuraient aussi les produits du concours de nos élèves !

Au milieu de toutes les préoccupations qui nous obsèdent, nous avons démontré là... notre triple supériorité, au point de vue de l'idée créatrice, de la main-d'œuvre... et de l'éducation professionnelle.

L'Europe peut nous enlever des ouvriers et des modèles ; mais ce qui est hors de ses atteintes, c'est cette jeune génération que nous voulons préparer aux combats industriels et armer de discipline et de bons principes...

C'est sur elle, assurément, que repose tout notre avenir de réparation, de prospérité et de grandeur, et pour atteindre ce but toujours présent à notre pensée, quel est le moyen le plus efficace ? N'est-ce pas l'école d'apprentissage !

Je me sers à dessein de ce mot École ! puisque, sous la tutelle de notre société, les ateliers de fleurs et plumes ont pu former une soixantaine d'élèves qu'ils ont envoyés au concours, et qui, pour la plupart, ont obtenu des distinctions flatteuses.

Ce nombre de lauréats promet de s'accroître d'année en année, dans de notables proportions, et j'entrevois le jour où votre infatigable et excellent Président ne saura plus où donner de la tête pour recruter largement un jury d'examen.

Vous avez encore devant les yeux cette fête de famille, où l'appli-

cation du travail et les heureuses dispositions de l'esprit ont reçu de justes récompenses, où les produits de nos jeunes apprentis ont été appréciés selon leur mérite, où les sympathies d'un nombreux auditoire ont donné à la jeunesse la mesure de tous les sacrifices que vous êtes disposés à faire pour elle.

En effet, Mesdames et Messieurs, votre œuvre de patronage ne se borne pas seulement à mettre aux mains des jeunes gens l'instrument de leur bien-être et de leur salut matériel, elle a la légitime prétention d'en faire d'honnêtes gens, afin que l'étranger apprenne encore à s'incliner devant le génie et le patriotisme de l'ouvrier français.

Tout à l'heure, il vous a été donné lecture par notre bien dévoué et très-sympathique trésorier, M. Turney, de l'exposé de notre situation financière; vous avez pu voir que nous nous trouvions dans un état florissant, et, comme moi, vous attribuerez une large part de notre prospérité à sa bienveillante activité; mais le développement que prend notre société épuiserait l'abnégation des plus robustes courages; notre très-honorable président, M. Ch. Petit, s'y consacre lui-même tout entier, et eu égard au surcroît de travail, il finirait par ne plus pouvoir y suffire.

Je crois qu'il y aurait urgence à se pourvoir d'un auxiliaire salarié, qui tiendrait l'emploi de sous-secrétaire, et fournirait constamment tous les renseignements désirables. Cette idée, qui peut être exécutée avec beaucoup d'économie, m'a été communiquée, et comme je la crois aussi utile que réalisable, je me la suis de suite appropriée pour vous en faire part.

Je ne puis me dispenser de féliciter les membres de notre association qui, ayant été délégués pour surveiller la conduite des enfants et l'observance des contrats d'apprentissage, ont toujours rempli cette délicate mission avec autant d'exactitude et de vigilance que de courtoisie; j'ajouterai aussi que leur tâche a toujours été rendue facile par l'empressement des fabricants à témoigner de la bonne direction de leurs ateliers.

Encore un mot, Mesdames et Messieurs, que je ne puis prononcer sans amertume, ni regret : mademoiselle Pitrat, qui a élevé la fabrication des fleurs artificielles de Paris à la hauteur de l'art le plus pur, nous quitte ! Vous regretterez tous, avec moi, le vide qu'elle va laisser au milieu de nous et de nos jeunes élèves, qu'elle fortifiait de son concours, qu'elle éclairait de son talent, et encourageait de ses bienveillantes paroles.

Comme elle nous a aidé de tout son dévouement à créer quelque chose d'utile et de durable, je crois être votre interprète en l'assurant, ici, de toute notre gratitude...

Après avoir proclamé les noms des membres élus, M. le Prési-

dent informe l'Assemblée du succès obtenu par l'*Assistance Paternelle* à l'Exposition Universelle de Vienne. « Notre Société de patronage, ajoute-t-il, a concouru dans deux groupes différents; dans celui des *matières textiles et confections*, avec les objets fabriqués par nos élèves; dans celui de l'*Instruction et Enseignement*, par le dépôt du compte rendu des travaux du patronage.

» Il ne nous appartient pas de revendiquer une part bien large de la récompense accordée à l'Exposition collective de fleurs et plumes. Tout ce que nous cherchons à constater, c'est que, par une faveur exceptionnelle, les Délégués de la collectivité ayant consenti à recevoir, à titre gracieux, les fleurs du dernier concours annuel, il nous sera permis de dire que notre Société a participé à l'exposition du 5^e groupe.

» Dans le 26^e, notre Patronage a obtenu un *Diplôme de mérite* spécial, à raison de notre sollicitude pour le bien-être intellectuel, moral et matériel de la classe ouvrière.

» Félicitons-nous de cette récompense qui, dans un concours de cette importance, a une grande valeur. Aussi, devons-nous remercier le Jury international de la bienveillance dont il a fait preuve à notre égard. Remercions également notre Président d'honneur, M. Charles Robert, qui nous a suggéré l'heureuse idée d'envoyer à Vienne la série de nos Bulletins annuels.

» Sous la même inspiration, nous avons rédigé une note signalant au Jury plusieurs contre-maîtresses qui se sont particulièrement distinguées dans l'enseignement professionnel et dans la direction de l'instruction primaire; mais j'ai le regret de vous annoncer que les recherches que j'ai faites sur la liste officielle déposée au Ministère du Commerce n'ont pas été heureuses, car je n'ai pas trouvé de récompenses pour les collaboratrices que nous avons recommandées.

» Il est vrai de dire que cette liste n'a pas encore été livrée à la publicité, à cause des erreurs et des lacunes qu'elle renferme. Espérons donc que la seconde édition nous sera plus complètement favorable. »

COMPTES RENDUS DES ŒUVRES-ANNEXES

ŒUVRE DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Moyens préventifs contre les accidents; Patronage des Enfants mutilés.

Extrait des Comptes rendus par M. Albert ROBIN, secrétaire(1).

« Il a paru au Bureau de la Société qu'il serait préférable de réunir désormais en une seule ŒUVRE DES ACCIDENTS DE FABRIQUE : 1^o Le Comité pour prévenir les accidents et l'Œuvre du patronage des enfants mutilés. — En effet, ce Comité et cette Œuvre avaient des points de contact que l'on saisira facilement.

» Le nombre des accidents de fabrique est malheureusement considérable ! Or, l'intérêt que nous inspiraient ces pauvres petits mutilés nous conduisait à déplorer que de plus grandes précautions n'aient pas été prises pour éviter de si douloureux événements, et par suite à rechercher quels moyens préventifs pourraient les conjurer ? En soulageant ces infortunes, nous souhaitions pouvoir faire quelque chose afin d'éviter le retour périodique de ces accidents.

» Le Comité pour prévenir les accidents a pris naissance en 1858 (2). — Pour suivre l'ordre des dates, je dois mentionner qu'un de ses membres, M. J. Périn, après communication au Comité judiciaire, lisait, dans la séance publique du 12 juin 1869, une étude sur LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES devant la Jurisprudence, suivi d'une note sur la Question des accidents de fabrique (Bull., t. III, p. 183 à 212) ; notre collègue avait été à même, dès longtemps, par sa profession, de

(1) Le Comité des Accidents de fabrique est ainsi composé : M le Dr Marjolin, président ; M. Engel-Dollfus, manufacturier, vice-président ; MM. de Bellay, Dr Bouley (Paul) ; Farcot (de Saint-Ouen), constructeur ; Herscher, ingénieur civil ; l'abbé Lantiez ; Ém. Leroux, ingénieur civil ; H. Marestaing de Mauran, directeur de la *Préservatrice* (assurance contre les accidents) ; J. Périn, avocat ; le Dr Perrin ; Tresca, sous-directeur du Conservatoire des arts et métiers ; Dr Villaret ; A. Robin, interne des hôpitaux, secrétaire ; Legrand, avocat, secrétaire-adjoint. — Ce Comité a formé son bureau comme il est indiqué ci-dessus.

(2) Voy. notre *Bulletin*, t. II, p. 238, note et p. 284 ; voy. même t. I., p. 262-263.

suivre un grand nombre d'affaires jugées par la 4^{me} chambre du Tribunal civil de la Seine, et de reconnaître que la philanthropie commandait impérieusement de rechercher les appareils et procédés propres à atténuer les dangers que présente le contact des machines : il appelait de tous ses vœux la publicité des descriptions de moyens préservateurs (avec dessins). Et, si je me reporte au tirage à part de cette publication, j'y vois que le même auteur annonçait deux autres travaux en préparation sur les sujets suivants : 1^o *Une Question d'humanité ! les Accidents de fabrique : de la nécessité d'une Enquête pour rechercher les causes les plus fréquentes des accidents dont les ouvriers sont victimes* ; 2^o *Les Accidents causés par les machines-outils : Conseils relatifs aux précautions les plus générales à prendre pour diminuer le nombre des accidents*. Ces études inédites seront prochainement communiquées à l'*Œuvre des Accidents de fabrique*, ainsi que veut bien nous le faire espérer notre collègue. — M. Tresca, le savant sous-directeur du Conservatoire des arts et métiers, faisait une communication verbale sur la même question (t. III, p. 376-377). — M. le Secrétaire de la Société de protection, dans l'une des dernières séances ordinaires, rappelait la création de ce Comité, et exprimait qu'il désirait vivement le voir suivre régulièrement le cours de ses travaux, afin, ajoutait-il, de mettre notre Société à même de signaler les appareils propres à protéger les ouvriers dans le travail industriel et à conjurer les accidents qui affligent trop souvent les ateliers (1).

» L'*Œuvre du patronage des Enfants mutilés*, on nous permettra de le rappeler, a rendu des services à un certain nombre d'enfants, ainsi qu'on peut le voir par notre *Rapport sur ce Patronage* (Bull., t. III, p. 401-505). — M. le D^r Marjolin a lu, à la séance de la Société du 28 décembre 1869, des *Recherches sur les accidents et les affections chirurgicales auxquels sont exposés les apprentis* (Bull., t. III, p. 358 à 376) ; cette savante étude est accompagnée d'un relevé des accidents observés chez les apprentis depuis le 1^{er} janvier 1868 jusqu'au 31 décembre 1869, d'après le registre d'observations faites par l'éminent chirurgien dans son service de l'hôpital Sainte-Eugénie. — Enfin, nous-mêmes avons commencé la publication d'une *Étude médico-chirurgi-*

(1) Voy. ci-dessus, p. 365.

cale sur le travail des enfants dans les manufactures (Bull., t. V. p. 54 à 61), que nous nous proposons de reprendre et de terminer dans l'un des prochains Bulletins.

» L'action de la nouvelle OEUVRE DES ACCIDENTS DE FABRIQUE est nettement déterminée, puisqu'elle confond en une seule deux annexes de notre Société, dont le fonctionnement est connu. Aussi la rappellerons-nous en peu de mots, et dans ses points principaux seulement, nous réservant de soumettre aux membres de l'Oeuvre, dans leur prochaine séance, un exposé complet rédigé par articles, et comprenant le détail de tout ce qu'elle compte entreprendre et mener à bonne fin. Un programme sera proposé dans la même séance.

» En un mot, l'Oeuvre a pour but :

» 1° D'étudier et de vulgariser tous les moyens de prévenir les accidents de fabrique ;

» 2° D'ouvrir une enquête permanente sur les diverses causes de l'insalubrité dans les ateliers et dans certaines professions, et les moyens d'y remédier.

» 3° De faire donner tous les soins nécessaires aux enfants victimes d'accidents ou rendus malades par le séjour dans des ateliers insalubres.

» 4° D'aider les parents de l'enfant et ceux qui s'y intéressent, à lui trouver une profession.— C'est là un des grands points de l'Oeuvre. Les enfants mutilés ne deviennent que trop souvent, on le sait, chanteurs des rues, conducteurs d'aveugles, souvent pis encore.

» Nous remédierons, dans la mesure de nos forces, à un si fâcheux état de choses.

» Voilà ce que nous voulons faire. Le cadre est largement tracé, puisque le bien à faire est immense. — Peu à peu l'on verra disparaître les imperfections du début : nous serons aidés par beaucoup, parce que notre œuvre est une de celles qui sont au cœur de tous.

« — Dans sa séance du 13 décembre 1873, l'Oeuvre des Accidents de fabrique a entendu la lecture de la lettre suivante de M. Engel-Dollfus, datée de Mulhouse (communiquée par le Bureau de la Société) :

» Monsieur le Président du Conseil d'administration de la

Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures,

» Parmi les œuvres fondées par la *Société de protection* figure l'œuvre du *Patronage des Enfants mutilés*, qui paraît avoir rendu déjà des services sérieux.

» Protéger, patronner les enfants mutilés, c'est bien. Mais que fait Paris pour prévenir les mutilations ! Ne faudrait-il pas commencer par là ?

» Je sais bien qu'il a été question aussi, il y a quelques années, de fonder à Paris et à Rouen des Associations pour prévenir les accidents des machines, sur le modèle de celle de Mulhouse, mais rien ne s'est fait ! Ne serait-il cependant pas préférable de ne pas attendre les injonctions administratives, et faut-il que le Gouvernement intervienne dans une circonstance où l'humanité et la conscience de chacun devraient avoir seules des ordres à donner ?

» En attendant que l'on se soit concerté par Groupes d'industrie, dans les principaux Centres industriels, pour organiser l'inspection préventive, par cotisations volontaires, proportionnelles à l'importance des moyens de production, il est une chose qui est à la portée de chacun, et que je me permets de recommander à l'attention de votre *Société* : c'est la *propagation* des appareils préventifs dont l'efficacité aurait été reconnue et dont l'application, qui ne serait pas limitée à un seul genre d'industrie, serait de nature à être généralisée. Je prends pour exemple le *monte-courroie* Baudouin, dont notre Association a provoqué et couronné l'invention ; chacun sait combien l'opération qui consiste à remettre une courroie sur sa poulie a déjà fait de victimes !

» Ces accidents peuvent désormais être évités le plus généralement. On a fait sur les monte-charges des études spéciales que notre Inspecteur a résumées et qui contribueront beaucoup à diminuer la fréquence des accidents très-graves, qu'amène l'usage de ce genre d'appareils ; ne convient-il pas de les répandre ?

» Les monte-courroies, les monte-charges peuvent être utilisés *partout*.

» Si, pour entrer dans la voie de la prévention, en matière d'accidents de machines, vous vouliez bien me faire connaître celui des Comités de notre *Société*, ou un Comité à former, qui, pour commencer, se chargerait simplement de recommander aux constructeurs et dans les ateliers où fonctionnent des machines,

l'adoption des mesures de précaution et des appareils préventifs consacrés par les expériences faites ici, nous nous empresserions de nous mettre en rapports avec lui et de le mettre en mesure de rendre des services incontestables.

» L'industrie de Paris emploie beaucoup d'enfants ; on ne peut attendre d'eux une conscience parfaite du danger des machines ; on ne peut pas leur demander non plus la prudence, la vigilance qu'on est en droit d'exiger d'hommes faits ; en les protégeant, par la propagation de tout ce qui peut atténuer ou faire disparaître les risques attachés à leur travail, la *Société de protection des apprentis* ne ferait qu'un pas de plus dans le rôle tutélaire qui doit la conduire à son but, et elle n'aurait pas le crève-cœur, dans un avenir qu'on peut entrevoir, de compter parmi ses OEuvres un *Patronage des enfants* MUTILÉS !

» Veuillez, monsieur le Président, recevoir l'assurance de ma considération bien distinguée.

Le Président de l'*Association pour prévenir les accidents des machines*,

» F. ENGEL-DOLLFUS. »

Le Comité a exprimé le désir que cette intéressante lettre de son Vice-Président fût publiée dans le *Bulletin*.

REVUE DE L'ÉTRANGER

BELGIQUE.

L'Industrie de la houille et du fer, et les Salaires en Belgique. — Le Rapport annuel adressé par la Chambre de commerce de Liège au Ministre des affaires étrangères de Belgique sur la situation du commerce et de l'industrie de cette province, en 1872, contient les passages suivants, qui concernent la condition des ouvriers des industries de la houille et du fer :

« SITUATION DES OUVRIERS. — La hausse accentuée des salaires, qui s'était produite en 1871, a continué progressivement pendant toute l'année 1872 ; la surélévation du mois de janvier au mois de décembre peut être évaluée de 12 à 20 0/0. Mais, en même temps aussi, tous

les objets de première nécessité ont renchéri ; malgré cette augmentation des loyers, des denrées et des combustibles, jamais le prix de la main-d'œuvre n'a été aussi favorable pour les travailleurs.

» C'est surtout aux époques de prospérité que l'on constate que le mauvais emploi du salaire est le principal obstacle à l'amélioration du sort des classes ouvrières. Il arrive fréquemment que les ouvriers profitent de l'augmentation de salaire pour travailler moins. Non-seulement ils contractent l'habitude de chômer le lundi, mais, en outre, celle de ne pas travailler d'autres jours de la semaine, et tout ce temps enlevé au travail est consacré à la fréquentation des cabarets. Il faut bien le reconnaître : l'énorme quantité de débits de boissons alcooliques, le bas prix des spiritueux, la multiplication des cafés chantants contribuent singulièrement à détruire la moralité dans les classes inférieures. C'est pourquoi beaucoup de bons esprits sont convaincus qu'il serait temps d'adopter les mesures restrictives consacrées, dans d'autres pays, pour réprimer l'ivrognerie et diminuer les débits de boissons alcooliques.

» Un moyen efficace d'encourager les habitudes d'ordre et d'épargne parmi les ouvriers, c'est de leur faciliter l'acquisition d'une habitation convenable. Depuis plusieurs années, nous n'avons cessé d'insister sur ce sujet et de montrer combien sont utiles et bienfaisantes les entreprises qui ont pour but la création de Maisons ouvrières.

» La Société anonyme liégeoise a publié, dans le courant de cette année, une notice très-intéressante et très-complète sur ses travaux ; cette Société, tout en poursuivant son but moral, a pu donner une rémunération satisfaisante aux capitaux qu'elle a engagés ; depuis sa fondation, elle a distribué à ses actionnaires un dividende de près de 4 0/0, et tout fait présager que les résultats des prochains exercices seront encore plus favorables. Ce succès, très-important en lui-même, est surtout un grand exemple ; c'est un encouragement pour la fondation d'entreprises analogues. En imprimant à ces entreprises une bonne et sage direction, elles fournissent un placement sérieux pour les capitaux, qui ne pourraient trouver une meilleure application, au point de vue moral, que de remédier à ce mal immense de l'insuffisance et de l'insalubrité des logements des ouvriers.

» Le meilleur moyen pour les chefs de l'industrie de s'attacher les bons ouvriers, c'est de leur procurer des logements salubres, bien disposés et bien aérés, en leur donnant la possibilité d'en devenir propriétaires par leurs économies.

» La notice de la Société liégeoise fournit à cet égard des renseignements complets, tant au point de vue de la construction qu'au point de vue des ventes.

» Le nombre des ouvriers houilleurs de la province a été, en 1872, de 22,508, savoir :

	Hommes et garçons.	Femmes et filles.	Total.
Ouvriers du fond.....	17.130	626	17.756
Ouvriers de jour.....	3.381	1.371	4.752
	<u>20.511</u>	<u>1.997</u>	<u>22.508</u>

» Par suite de la résolution prise par plusieurs de nos grandes Sociétés de ne plus employer les femmes dans les travaux souterrains des houillères, la proportion des femmes n'a été que de 20 pour 1,000 dans le total des ouvriers occupés dans l'intérieur des mines, sur la rive gauche de la Meuse. Mais, sur la rive droite de la Meuse, la proportion s'est élevée à 51 pour 1,000. Nous faisons des vœux pour que les grandes exploitations de la rive droite de la Meuse suivent l'exemple que leur donnent leurs voisins de la rive gauche.

» Nous croyons qu'en présence de la grande prospérité des charbonnages, le moment est propice pour recommander l'installation de bains et de lavoirs dans les houillères et dans les établissements de calcinage, suivant le système que nous avons déjà plusieurs fois décrit dans nos rapports antérieurs.

» L'organisation de trains d'aller et retour à bas prix pour les ouvriers a déjà produit de bons résultats; cette institution mérite toute la sollicitude du gouvernement; elle a pour résultat de prévenir les trop grandes agglomérations d'ouvriers dans les centres industriels, et de permettre aux travailleurs de conserver dans leurs villages des habitations mieux aérées et moins coûteuses.

» L'instruction continue a progresser dans les classes laborieuses, et principalement parmi les ouvriers dont le métier est le moins rude; ainsi la classe des mouleurs, des menuisiers, des ajusteurs, des ouvriers occupés de la construction mécanique profitent des écoles élémentaires, des écoles d'adultes et des écoles industrielles. Les ouvriers attachés à des métiers qui exigent une plus grande force corporelle ne peuvent guère fréquenter l'école du soir, et ils perdent vite, par défaut de culture, ce qu'ils ont appris à l'école élémentaire.

» Les principaux chefs d'établissements industriels, en vue de favoriser le développement de l'instruction, ont pris pour règle de n'admettre au travail que les jeunes ouvriers sachant lire et écrire. Cette mesure est tempérée dans la pratique par des exceptions en faveur des familles qui ont perdu leurs chefs ou de celles dont les ressources sont absolument trop précaires.

» Les dispositions de la nouvelle loi sur les sociétés coopératives auront pour résultat de favoriser le développement de ces sociétés. »

— (L'Économiste français, n° du 8 nov. 1873.)

CHRONIQUE

L'Enseignement primaire dans les campagnes. — M. A. Pinet, inspecteur de l'Enseignement primaire du département de la Seine, vient de publier une intéressante étude sur *l'Enseignement primaire en présence de l'Enquête agricole* (1).

On se rappelle qu'en 1866 le Gouvernement prescrivait une enquête sur la situation et sur les besoins de l'agriculture, sur les causes qui favorisent ou entravent la propriété agricole. Parmi les questions posées, figurait la suivante : « *L'instruction primaire est-elle dirigée dans un sens favorable à l'agriculture, et quelle est son influence sur le choix des professions ?* »

« Les faits, les faits étudiés, comparés, précisés, connus, vulgarisés, » voilà ce qui manque à nos lois, à nos discussions de presse, à nos » administrateurs, à nos chambres, à nos spéculations morales et » philosophiques, à nos sciences de statistique et d'économie, disait » avec raison M. de Cormenin (Timon) dans ses *Entretiens de » village*, xvii (Des Enquêtes ouvrières.) » Il faut convenir, toutefois, que si nos enquêtes administratives sont de précieuses mines où les hommes d'étude peuvent puiser, elles ne sont guère accessibles au public en général, lequel n'ose affronter les énormes volumes qui les contiennent. Aussi approuvons-nous l'intention de M. Pinet de présenter, dans un volume in-8°, les renseignements fournis, les vœux formulés, les opinions émises par les propriétaires, les cultivateurs, les fermiers, ainsi que par les Sociétés d'agriculture et les Comices de chaque département, en y joignant les appréciations dont ces dépositions individuelles ou collectives ont été l'objet de la part des commissaires enquêteurs ou des commissions départementales. Le choix des principales d'entr'elles permet d'embrasser la situation actuelle dans toute la France, en même temps qu'il facilitera la recherche des améliorations nécessaires pour approprier l'enseignement aux aspirations de nos populations agricoles. — J. Périn.

— CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE. — Dans la séance du 8 novembre, sur le rapport de M. Rigaut, a été pris en considération : un vœu du Conseil d'arrondissement de Saint-Denis pour la création de Syndicats cantonaux en vue de l'installation d'Écoles professionnelles.

M. Nadaud a déposé un autre vœu tendant à la création

(1) Paris, Ducrocq, lib.-édit., rue de Seine, 55; 1873.

d'Écoles professionnelles pour les enfants abandonnés et en état de vagabondage.

— *L'Enfant de la rue* (Voy. notre *Bull.*, V. 27, 327 et 413). — Il est dix heures du matin ; dans une mansarde du faubourg Saint-Antoine, une jeune femme est penchée sur le berceau de sa fille malade, enfant de cinq ans, auprès de laquelle elle a veillé toute la nuit ; elle est seule, son mari est à l'atelier ; elle attend le médecin.

Le médecin arrive, examine l'enfant et prescrit une application de sangsues, une potion et des pilules.

— Combien cela coûtera-t-il ? dit la mère tremblante.

— Pas plus de 10 fr., répond le docteur en prenant son chapeau. Et il sort.

— Dix francs, se disait la malheureuse mère, en levant les yeux au ciel, 10 francs ! et il n'y a pas trente sous à la maison, et mon mari ne recevra sa paye que dans huit jours ! Je ne peux pas pourtant laisser mourir mon enfant, faute de 10 francs.

D'un mouvement convulsif elle se lève, va droit à la cheminée, y saisit une timbale d'argent, ouvre sa porte, appelle une voisine et la prie, ne pouvant quitter sa fille, d'aller engager sa timbale au mont-de-piété.

La voisine, pauvre vieille veuve, un peu sourde, fort peu ingambe, mais excellent cœur et fort obligeante, s'empresse d'accepter la commission et ne perd pas une minute pour s'en acquitter.

Une heure après elle était de retour, osait à peine entre-bâiller la porte de sa jeune voisine, et restait sur le seuil, pleurant silencieusement, se tordant les mains, pétrifiée par la douleur.

Quand elle put parler, elle raconta ce qui suit :

En arrivant au bureau du mont-de-piété, elle y avait trouvé beaucoup de monde, s'était assise sur un banc, en attendant son tour de passer au guichet, posant la timbale sur ses genoux.

Dans cet état d'immobilité, elle n'avait pu résister au sommeil ; pendant quelques minutes elle s'était endormie, et à son réveil elle ne retrouvait plus la timbale.

La pauvre femme, au désespoir, interrogeait aussitôt toutes les personnes présentes ; une seule, une femme, lui demanda si elle n'était pas venue accompagnée d'un enfant de dix à onze ans.

Sur une réponse négative, la femme reprit :

— Eh bien, j'ai cru que cet enfant était avec vous ; aussi c'est sans me méfier de lui que je lui ai vu prendre la timbale sur vos genoux, ce qu'il a fait sans se gêner et comme une chose toute naturelle ; son coup fait, il s'est esquivé, mais je ne sais comment ; ce qu'il y a de certain, c'est que je ne le vois plus ici.

Ce récit achevé, les deux femmes restèrent longtemps courbées sous

la prostration d'un immense désespoir; mais, tout à coup, la jeune femme se redresse, court au berceau de sa fille, la couvre de baisers, puis, d'un bond, ouvre son armoire, la vide de ce qu'elle y trouve de plus précieux, choisit sa meilleure paire de draps, sa plus belle robe, le paletot des dimanches de son mari; du tout elle fait un paquet, le jette entre les bras de sa vieille voisine, en la priant de retourner au mont-de-piété, et, en revenant, de remettre l'ordonnance du médecin au pharmacien. Huit jours après, la petite fille était guérie; sa mère ne pensait plus à sa timbale, à sa plus belle robe, et elle donnait tous ses soins à consoler sa bonne voisine qui ne se consolait pas.

Le petit voleur de la timbale a été retrouvé; arrêté pour des vols postérieurs, il a fait l'aveu de celui-là. Il a 12 ans et se nomme Isidore Dupuis.

Interpellé par M. le président, qui lui demande comment il se fait qu'à son âge il ait pris la résolution de ne vivre que de vols, il répond : *Je ne vois presque jamais mon père qui ne vient que rarement à la maison, et seulement pour se disputer avec ma mère. Ma mère ne m'a jamais envoyé à l'école; je ne sais ni lire ni écrire, et je n'ai pas fait ma première communion. Depuis l'âge de huit ans, ma mère me met à la porte le matin, en me disant de courir la ville, de faire des commissions, des corvées, tout ce que je voudrais, mais de ne pas revenir à la maison sans argent. Quand je revenais sans argent, je n'avais pas à manger, et souvent j'étais battu; alors, petit à petit, j'ai fait connaissance avec des petits garçons qui m'ont appris à voler; et quand je revenais à la maison avec de l'argent, ma mère m'embrassait et nous faisions un bon dîner avec du vin, du café et tout.*

Rendre cet enfant à sa mère, qui n'a pas même osé se présenter au Tribunal pour le réclamer, ne serait-ce pas achever de le perdre? Le Tribunal l'a pensé ainsi, en ordonnant qu'il sera enfermé dans une maison de correction jusqu'à l'âge de dix-huit ans.

Tout l'auditoire a été frappé du contraste de ces deux familles d'ouvriers l'une pratiquant toutes les vertus, capable de tous les dévouements; l'autre corrompue par tous les vices; d'un côté, une mère qui sacrifie tout pour ses enfants; de l'autre, une marâtre qui sacrifie ses enfants pour elle. » — (*Gazette des Tribunaux*, juin 1872.)

— *Congrès du travail et du capital.* — La première réunion a eu lieu le 21 décembre, au siège de la Société d'Agriculture de France (84, rue de Grenelle-Saint-Germain, Paris).

M. Pioche, délégué du Comité d'initiative et de la commission d'examen, est chargé provisoirement de fournir tous renseignements sur l'œuvre du Congrès. Projets et documents dans l'ordre économique peuvent lui être adressés, 10, rue Taranne, à Paris.

— *Pavillon de l'Enfant.* — Nous devons mentionner l'*Exposition de tout ce qui a rapport à l'enfant depuis sa naissance jusqu'à l'adolescence*, qui s'est ouverte le 16 novembre au Palais de l'Industrie.

PLACEMENT DES APPRENTIS

Offres par les Patrons.

M. J. Brandon aîné (taillerie de diamants), à Paris, boulevard de Vaugirard, 16, nous a adressé la lettre suivante, pour demander immédiatement quatre apprentis :

« C'est une œuvre bien intéressante que celle de diriger de jeunes intelligences dans les débuts d'une carrière qui devra leur assurer l'existence.

» Vous avez compris que c'était du début de la carrière choisie, que devait dépendre l'amélioration de jeunes générations de travailleurs ; un aide pour la société, ou sa ruine ; aussi, c'est ce début, le choix de la carrière que vous entourez de votre patronage,

» Je crois seconder vos intentions si louables et m'associer ainsi à votre œuvre en vous offrant d'accepter dans mon établissement des jeunes gens de 14 ans au moins, intelligents et d'honnêtes familles, auxquels vous voudriez faire apprendre un métier à salaires des plus élevés.

» Mon but est de réintroduire en France la *taille du diamant* au moyen d'apprentis exclusivement français, je suis convaincu que si vous voulez bien honorer mon établissement de votre visite, vous n'hésitez pas à me confier l'éducation de quelques-uns de vos jeunes pupilles..... »

Notre collègue, M. Brandon, ayant manifesté le désir qu'un membre de notre Société vînt visiter la taillerie de diamants qu'il a établie à Paris, et en même temps s'entendît avec lui sur les conditions d'apprentissage de quelques jeunes garçons, qu'on lui confierait, M. le Secrétaire de la Société, accompagné de notre collègue M. Emile Leroux, ingénieur civil, se sont rendus dans son établissement. Voici un extrait du rapport de M. E. Leroux :

« La *taille du diamant* est une industrie peu connue en France, dont le monopole, depuis deux cents ans, est presque exclusivement réservé à la Hollande et à la Belgique. Cet état de choses est d'autant plus fâcheux que la place de Paris est une des premières de l'Europe

pour le commerce des diamants et que le salaire presque incroyable des ouvriers serait une source de bien-être pour beaucoup de familles. Des essais d'établissement ont déjà été tentés à Paris, mais soit qu'ils aient été faits dans de mauvaises conditions, soit pour toute autre chose ils ont échoué jusqu'à présent. Il y a tout lieu d'espérer que M. Brandon, d'origine hollandaise, mais français par le cœur et les affections, est appelé à doter notre pays de cette belle industrie si prospère et si fructueuse en pays étranger. Il réunit du reste toutes les conditions favorables à une prompte réussite : rompu à ce métier qu'il a pratiqué dès sa jeunesse, il connaît à fond la partie. Accomignons donc de nos vœux sa belle entreprise et souhaitons lui plein succès. Voici du reste un an déjà que sa tailleuse de diamants fonctionne à Paris, boulevard de Vaugirard, n° 16; la fabrique est installée dans d'excellentes conditions et les ateliers sont vastes et bien aérés.

» M. Brandon voudrait former des ouvriers exclusivement Français; ceux qu'il emploie actuellement viennent de Hollande; il possède cependant huit jeunes apprentis de Paris.

» La condition des ouvriers de cette industrie est exceptionnelle; les salaires sont à des taux que ne peuvent atteindre les autres industries; il faut, en effet, des hommes adroits et intelligents, ayant commencé jeunes cet état : un ouvrier lapidaire ne s'improvise pas en quelques jours. L'apprentissage est long et coûteux; en Hollande on le paye jusqu'à 4,000 et 5,000 francs, et c'est dans ce pays seul qu'on peut trouver de bons ouvriers; leur éducation industrielle a exigé des sacrifices de temps et d'argent, ils se font payer en conséquence, un ouvrier lapidaire gagne de 200 à 300 francs par semaine; un bon cliveur ou tailleur de pierres peut se faire jusqu'à 400 francs. La main-d'œuvre depuis quelques années a triplé, l'offre et la demande n'étant plus en rapports par suite de la rareté des ouvriers et de l'abondance des pierres. La façon entre pour les trois quarts dans le prix d'un diamant fini. Notre *Société de protection des apprentis* doit donc prendre en grande considération l'offre généreuse de M. Brandon de se charger de quatre jeunes garçons pour leur apprendre ce métier fructueux.

» Voici les conditions proposées :

» Les apprentis devront avoir 14 ans au moins, 16 au plus. Avant de les accepter définitivement et de signer un contrat d'apprentissage, les enfants lui seront confiés à l'essai pendant 8 à 10 jours, afin qu'il puisse étudier leur caractère, leurs aptitudes et décider s'ils sont aptes au métier. Chez lui, les apprentis ne sont ni logés, ni nourris. La durée de l'apprentissage est de quatre ans pour les jeunes gens de 14 et 15 ans, de trois ans et demi pour ceux de 16 ans. Un enfant ne gagne rien les six premiers mois; à partir de ce moment, il obtient une petite rétribution variable selon sa bonne volonté, son intelligence et son savoir-faire, 5 francs, 10 francs, 20 francs même; à la moindre faute,

en cas de désobéissance, de mauvais vouloir, cette rétribution est diminuée ou supprimée; elle augmente constamment pendant toute la durée de l'apprentissage. Du reste, si on l'exigeait, M. Brandon consentirait à stipuler dans le contrat d'apprentissage qu'au bout de six mois ou un an, l'apprenti gagnerait une certaine somme, qui serait de tant la 2^{me} année, tant la 3^{me}. Mais le chiffre indiqué ne pourrait être que minime, en raison des pertes que peut éprouver le fabricant pendant la durée d'un apprentissage. Il vaudrait peut-être mieux laisser M. Brandon donner de son propre gré la rétribution qu'il jugerait en rapport avec le zèle et la capacité de chaque apprenti; il est habitué à payer de larges salaires, le jeune ouvrier n'aurait pas à se plaindre de lui. Lier le chef d'établissement par une clause donnant à l'apprenti le droit d'exiger un salaire, ce serait lui enlever un élément de succès, cette perspective d'augmentation progressive du salaire étant un précieux stimulant pour l'éducation industrielle du jeune garçon.

» Au bout de son temps d'apprentissage, l'ouvrier en taille de diamant est en état de gagner au moins 60 à 80 francs par semaine.

» Ce genre de travail n'est ni malsain ni fatigant pour l'enfant.

» Les commencements sont peut-être un peu arides, le salaire se fait attendre longtemps, mais l'avenir est beau pour un jeune homme laborieux et travailleur. — *E. Leroux*, ingénieur civil. »

MEMBRES NOUVEAUX.

MM.	Présentateurs.
Bernard (maison Bonjean) à Saint-Étienne	Colcombet.
Bettinger , place du Château-d'Eau, 23	J. Périn.
Brandon (J.) aîné, taillerie de diamants, boul. de Vaugirard. 16	Ém. Leroux.
Graux , avocat à la cour d'appel, rue Caumartin, 29. . .	J. Périn.
Le Macût , avocat à la cour d'appel, rue Ste-Anne, 51 bis. .	id.
Leroux (Émile), ingénieur civil, rue Louis-le-Grand, 1 . .	id.
Meuriot , (André), docteur-médecin, r. Berton, 17 (Passy). .	Robin.
Dollfus (Auguste), à Mulhouse	Engel-Dollfus.
Lalance (Auguste), à Mulhouse.	Id.
Strohl (Auguste), à Mulhouse	Id.
Nast (Émile), avocat à la cour d'appel, rue Paradis-Poissonnière, 17 bis.	P. Robiquet.
Petibon (J.), rentier, Paris, rue Saint-Dominique, 47 . .	J. Périn.

INSTRUCTION

POUR

LES MEMBRES CORRESPONDANTS

DE LA

*Société de protection des Apprentis et des Enfants employés
dans les manufactures.*

ARTICLE PREMIER. — La *Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures* confère le titre de Membres Correspondants à ceux de ses membres qui veulent bien accepter d'être ses représentants dans le canton qu'ils habitent et le district manufacturier qui en dépend.

ART. II. — Leurs attributions consistent à :

1^o Recueillir de nouvelles adhésions à la Société, ainsi que percevoir les cotisations des membres ordinaires, domiciliés dans leur sphère d'action ;

2^o Entretenir des rapports suivis avec les Chefs d'usines et d'ateliers situés dans leur circonscription, et, avec l'autorisation des Maîtres, visiter les enfants qui y sont employés ;

3^o Signaler à l'attention de la Société et à son choix pour les distributions de récompenses ceux des Industriels qui se sont distingués par leur sollicitude à exécuter les lois sur le travail des enfants dans les manufactures ou qui ont créé des institutions philanthropiques destinées à améliorer le sort des jeunes ouvriers ;

4^o Encourager les patrons animés de bonnes intentions et leur faire connaître, par des exemples tirés du *Bulletin* publié par la Société, les efforts déjà tentés et les résultats obtenus dans des industries similaires ;

5^o Informer la Société des cas d'inobservation de la loi qu'ils auraient occasion de constater, en même temps que

de la situation et des besoins des enfants qui seraient soumis à un régime défavorable sous le rapport de la moralité ou de l'hygiène ;

6° Faire connaître les institutions de bienfaisance et les associations de tout genre qui ont pour but de remédier aux inconvénients que présente le travail prématuré des enfants de la localité, ou qui sont destinées à venir en aide à ces enfants, quand ils sont parvenus à l'adolescence ;

7° Recommander les apprentis malheureux ou mutilés qui auraient un pressant besoin de secours ;

8° Tenir le Bureau de la Société au courant des opinions et des idées de leur région sur les questions du travail des enfants et de l'apprentissage.

Les Correspondants doivent, dans ces diverses circonstances, se pénétrer du but de la Société ; améliorer la condition des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois spéciales de 1841 et de 1851. (Ces lois ont pour objet la conciliation des intérêts de l'industrie avec ceux de la moralité et du développement de l'instruction de la jeunesse.)

ART. III. — Les Membres Correspondants sont chargés non-seulement de représenter la Société vis-à-vis des industriels et des hommes charitables, mais encore vis-à-vis des dépositaires de l'Autorité publique. Ils ont qualité pour se présenter devant les magistrats locaux afin de leur faire connaître les vœux de la Société.

ART. IV. — Ils ont toute liberté d'action pour fonder dans leur circonscription un *Comité local correspondant*, devant se mettre en communication avec le Bureau central de la Société, élu par le suffrage de tous les membres.

ART. V. — Ils sont les Présidents de droit de ces Comités locaux et peuvent en diriger l'action vers le but qui répond le mieux aux besoins de leur circonscription.

ART. VI. — Toutefois, le Bureau de la Société les invite expressément, pour tout acte pouvant engager la responsabilité de la Société, à lui en référer préalablement.

ART. VII. — Tout en laissant le choix des moyens à la libre initiative de MM. les Membres Correspondants, le Bureau de la Société recommande, à raison de leur utilité, que la pratique a démontrée, la création de *Sociétés d'assistance paternelle*, instituées pour développer l'instruction générale et technique et pour assurer la bonne exécution des contrats d'apprentissage.

Pour le Bureau de la Société :

Le Président,

DUMAS.

Le Secrétaire général,

L. LEFÉBURE.

TABLEAU

DES

MEMBRES CORRESPONDANTS

DANS LES DÉPARTEMENTS ET A L'ÉTRANGER

(CHARGÉS DE RÉUNIR LES RENSEIGNEMENTS ET LES RECETTES.)

DÉPARTEMENTS.	NOMS.	DOMICILES.	CENTRE DE CORRESPONDANCE.
BOUCHES-DU-RHÔNE... MM.	AGARD.....	(Marseille)	(arr. de Marseille).
CALVADOS.....	LEMAIGNIEN..	(Lisieux).	— Lisieux).
EURE.....	PRETAVOINE..	(Louviers).	— Louviers).
ISÈRE.....	COUTURIER...	(Vizille).	→ Grenoble).
LOIRE.....	COLCOMBET..	(Saint-Etienne).	— St-Etienne).
RHÔNE.....	GILLET.....	(Lyon).	— Lyon).
SEINE.....	CARTIER-BRESSON.	(Aubervil.-Pantin).	— St.-Denis).
—	COLLINEAU...	(Boulogne-s.-Seine).	— St.-Denis).
—	GUILLEMINOT.	(Saint-Denis).	— St.-Denis).
—	PARIS.....	(Le Bourget).	— St.-Denis).
—	PIVER.....	(Saint-Maur).	— Sceaux).
SEINE-ET-OISE.....	DELEROT.....	(Versailles).	— Versailles).
SOMME.....	CAILLE.....	(Amiens).	— d'Amiens).
TARN.....	ESTELLE.....	(Mazamet).	— Castres).
ALSACE.....	ENGEL-DOLLFUS....	(Mulhouse).	— Mulhouse).
ALSACE.....	DIETSCH.....	(Liepovre).	— Mulhouse).

NOTA. — Nous prions nos collègues des Départements qui voudraient bien nous prêter leur concours comme intermédiaires, de nous informer qu'ils sont disposés à remplir les fonctions de *Membres Correspondants de la Société*.

LISTE GÉNÉRALE

DES

MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

MEMBRES PERPÉTUELS (FONDATEURS)

Alamagny, fab. à St-Chamond (Loire).
Abadie, fabricant à Paris.
Adelson-Montaux, propriétaire.
Albert, négociant à Paris.
Andreëff (E.), professeur à l'Institut agricole, à Saint-Pétersbourg (Russie).
Arlès-Dufour, négociant.
Asile (l') de Vincennes. †
A. x x x.
Bardin, imprimeur sur étoffes à Rouen.
Barreswil (feu), ancien secrétaire de la *Société de protection*.
Baude, inspecteur général des ponts et chaussées à Paris.
Bérard (P.), trésorier de la *Société de protection*.
Berteaux, à Paris.
Bessan, dir. de la *Belle-Jardinière*, à Paris.
Bixio, libraire-éditeur, à Paris.
Blaiche (le docteur), à Paris.
Blanzy, à Boulogne (Pas-de-Calais).
Boissière, maître verrier au Gast (Orne).
Boucicaut, négociant à Paris.
Boutarel, manufacturier à Paris.
Brault, maître de forges.
Bréant, fabricant de châles, à Paris.
Butenval (Comte de).
Cahen, d'Anvers, banquier à Paris.
Caill, constructeur-mécanicien à Paris.
Carcenac, maire du 2^e Arr^t, à Paris.
Cartier-Bresson père, à Paris.
Cartier-Bresson fils, à Paris.
Cartier-Bresson (F.), à Paris.
Cartier-Bresson (C.), à Paris.
Cartier-Bresson (J.), à Paris.
Cartier-Bresson (L.), à Paris.
Cartier-Bresson, anc. négociant à Paris.
Cartier-Bresson (M^{me}), à Paris.
Cartier-Bresson (M^{lle}), à Paris.
Chambre des notaires, à Paris.
Champonnois, ingénieur civil à Paris.
Chartreux (les) de la Gr.-Chartreuse.
Chris (E.), à Grasse.
Chris (S.), à Grasse.

Clotilde (la Princesse).
Colcombet, fabricant à Saint-Étienne.
Collège Rollin (le), à Paris.
Compagnie des forges du Creusot.
Compagnie générale marit., à Paris.
Courcy (de), dir. Comp. d'assur. gén.
Couturier, à Vizille (Isère).
Cuvillier, négociant à Paris.
Davanne, chimiste à Paris.
Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique.
Délerot (Emile), à Versailles.
Delicourt, à Paris.
Desfontaines, horloger à Paris.
Dietsch, à Lièpvre (Haut-Rhin).
Dollfus (Jean), à Mulhouse.
Dommartin, à Paris.
Dorvault, directeur de la Pharmacie centrale, à Paris.
Drouin, négociant en droguerie, à Paris.
Dubrunfaut, chimiste, à Bercy.
Dumas, secrétaire perpétuel de l'Acad. des sciences, président de la Société.
Dupont et Deschamps, fab. à Beauvais.
Dupuy de Lôme, memb. de l'Institut.
Dutfoy (G.), négociant à Moscou.
Dutfoy (S.), négociant à Moscou.
Durenne, fab. de chaudières à Courbevoie.
Dusautoy, à Paris.
Duvergier, ingénieur-construct. à Lyon.
Ecole d'Aix.
Ecole d'Angers.
Ecole centrale des arts et manufact.
Ecole de Châlons.
Ecole d'horlogerie de Cluses.
Ecole des mineurs de Saint-Etienne.
Ecole des mines.
Ecole des maîtres mineurs d'Alais.
Ecole normale supérieure.
Ecole des ponts et chaussées.
Engel (Alfred), à Mulhouse.
Engel-Dollfus (Fr.), à Mulhouse.
Engel-Gros, à Mulhouse.
Farcot, ing.-mécanicien, à Saint-Ouen.
Fremont-Mustel, à Paris.

(1) Les noms des Membres perpétuels figurent également sur notre Liste générale des Sociétaires ci-après.

Froger de Mauny, ancien magistrat, à Paris.
Fromage, fabricant, à Paris.
Froment-Meurice, orfèvre à Paris.
Froment-Meurice (M^{me}).
Gautier-Bouchard, fabricant à Paris.
Gobley, de l'Académie de médecine.
Godard-Desmarets, président de la Compagnie de Baccarat.
Godchaux, imprimeur-éditeur à Paris.
Godillot (Alexis), à Paris.
Goffin, président de la Société des Amis de l'Enfance.
Goldenberg, manufacturier à Zornhoff.
Goy, à Paris.
Gratien-Milliet, manufacturier.
Griffon, négociant à Paris.
Grosselin (A.), à Paris.
Guerlain (A.), à Paris.
Guerlain (J.), à Paris.
Guillon, négociant.
Guizot (Guillaume), à Paris.
Hamelin, manufacturier à Paris.
Houget, manufacturier, à Verviers (Belgique).
Hubault, à Paris.
Hughes, parfumeur à Grasse.
Hulot, directeur de la fabrication des timbres-poste.
Husny Bey (le Commandant).
Jacqz, président de la société la *Philanthropie commerciale* à Paris.
Joriaux, négociant à Paris.
Joannès Vintry, à Lyon.
Lagoutte (J.), maître de forges à Paris.
Lamé-Fleury, ingén. des mines à Paris.
Landon, négociant à Paris.
Larrey (Baron), inspecteur général du corps médical militaire.
Laumonier, manufacturier à Flers.
Laurent-Richard, à Paris.
Lebaudy, raffineur de sucre à Paris.
Leclert, négociant en bois à Paris.
Lefebvre-Ducatteau, manufacturier à Roubaix.
Lefèvre (Ernest), négociant à Sedan.
Legrand, secrétaire de la Société des Amis des sciences.
Lemaire, fabricant à Paris.
Lemoine-Montigny, directeur du théâtre du Gymnase.
Lemoine (H.), fabricant de meubles à Paris.
Leroy (J.), fabricant de papier à Paris.
Liebig (Johan), à Reichemberg (Bohême).
Liebig (la Bar.), à Reichemberg (Bohême).
Loreau (A.), à Paris.
Lycée Condorcet.
Lycée Corneille.
Lycée Descartes.
Lycée Saint-Louis.
Macé (Jean), à Beblenheim.

Maillard, ancien négociant à Paris.
Mallet, libraire à Paris.
Mame père, imprimeur à Tours.
Mame fils, imprimeur à Tours.
Martin, manufacturier à Tarare.
Masquelier fils, au Havre.
Mazaroz-Riballier, à Paris.
Mercier, directeur de la *Société d'Ours-camps*.
Michel, ingénieur des ponts et chaussées, à Lyon.
Migneret, à Paris.
Monduit, ent. de plomberie à Paris.
Moisset-Foye, à Paris.
Monjean, directeur du collège Chaptal.
Mouchy (Duc de).
Mouchy (Duchesse de).
Mouchy (de) fils.
Mourceau, négociant à Paris.
Muller (A.), manufacturier à Paris.
Murat (Princesse).
Najean, manufacturier à Paris.
Nattan (Georges), manufacturier à Paris.
Odiot, orfèvre à Paris.
Ouvriers de la maison Christophle (les), à Paris.
Payen, négociant en soieries à Paris.
Pelouze (Eug.), chimiste à Paris.
Peltereau, manufacturier à Paris.
Peltereau (M^{me}).
Pensionnat des frères de Passy.
Périn (Jules), Dr en droit, Secrétaire de la Société.
Perrin (le Dr), à Paris.
Piver, fabricant de parfumerie, à Paris.
Prévot, décorateur en porcelaine, à Paris.
Rallet, propriétaire, à Grenoble.
Raingo (Victor), à Paris.
Rapet, à Paris.
Renard, entrepreneur de travaux publics, à Paris.
Richard aîné, fabricant à Paris.
Richard (Max), député.
Rondelet, chasublier à Paris.
Rothschild (Baron de), à Paris.
Roy, négociant à Paris.
Sahler (Léon), à Audincourt.
Sakakini, à Paris.
Schneider, directeur du Creusot.
Sciama frères, marchands de diamants à Paris.
Seydoux, à Paris.
Société de la Vieille-Montagne.
Terninck (A.), fab. de sucre à Rouez.
Teste, manufacturier à Lyon.
Trapp, à Mulhouse.
Turner (Luke), à Londres.
Verdè-Delisle (Paul), à Paris.
Verdè-Delisle (Ad.), à Paris.
Vilmorin (Henri), à Paris.
Zegut, manufacturier à Tusey.



MEMBRES SOCIÉTAIRES ⁽¹⁾

Abadie, fabric. rue Saint-Martin, 237.
 Adelson-Monteaux, propriétaire, rue du Mont-Thabor, 24.
 Agard Michel, rue Nicolas, 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
 Agnellet (frères), nég., r. de Reuilly, 123.
 Alabarbe, nég., rue des Lombards, 33.
 Alamagny, fabricant de lacets, à Saint-Chamond (Loire).
 Albenas (Dr), à Montpellier (Hérault).
 Albert, nég., boul. Haussmann, 57.
 Alicot (M^{me}), r. Sainte-Foy, à Montpellier (Hérault).
 Alicot (M.), avocat à la cour de Paris, avenue de la Reine-Hortense, 89.
 Allain, négociant, rue Dieu, 10.
 Allars-Rousseau et C^{ie}, filateurs, à Roubaix (Nord).
 Allegrî, banquier, rue du Rocher, 19.
 Allemayer, négociant en tissus élastiques, rue Rambuteau, 57.
 Almin (Al^{se}), nég., r. Ville-du-Temple, 75.
 Alphand, Ing^r en chef des ponts et chaussées, chauss. de la Muette, 15, Passy.
 Althoffer, manuf. de draps à Guebwiller (Haut-Rhin).
 Amos (Jacques), manufacturier à Wascelonne (Bas-Rhin).
 Amson (A.), fabricant, rue de Turbigo, 46.
 Amson (G.), » »
 Andelle, verrier à Epinac (Saône-et-Loire).
 André (M^{me} V^e J.), au Vieux-Thann (Haut-Rhin).
 André fils, fab. de meubles, 7, r. Sablonville, Neuilly-sur-Seine (Seine).
 Andoque, rue Vivienne, 49.
 Andrisset (V.), filateur, 87, r. d'Aboukir.
 Andreeff (E.), professeur de technologie, à l'Institut agric. de Saint-Petersbourg (Russie).
 Anduze (Fernand), boulev. de l'Observatoire, à Montpellier (Hérault).
 Antist (d'), rue Tronchet, 23.
 Arbois de Jubainville (l'abbé d') annônier de N.-D. de Grâce, r. de Lourmel, 29 (Grenelle).
 Archdeacon (M^{me}), avenue des Champs-Élysées, 45.
 Argyll (duc d'), membre de la Chambre des Lords d'Angleterre.
 Arlès-Dufour, négoc., r. du Conservatoire, 11.

Armengaud (F.), fab. à Mazamet (Tarn).
 Arnault (l'abbé), curé de S^{te}-Marguerite, rue Saint-Bernard-Sain-Antoine, 30.
 Arnauvon père, fab. de sav., à Marseille.
 Arnauvon fils, » »
 Arnould-Plessy (M^{me}), sociétaire de la Comédie française, r. Mont-Thabor, 6.
 Arronssohn (J.), r. de Trévise, 47.
 Asile de Vincennes (l') à Saint-Maurice, près Charenton (Seine).
 Asselin, lib., place de l'Ecole-de-Médecine.
 Astier, négociant, r. des Carrières 130, à Charenton.
 Attias, nég^t, 13, rue de l'Entrepôt.
 Aubergier, pr à la Faculté des sciences à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
 Aubin (M^{me}), rue de Rivoli, 146.
 Aubin, négociant, rue de Rivoli, 146.
 Aubry (Victor), fabricant de dentelles, rue des Jeuneurs, 35.
 Aubry (M.), banquier, av. d'Antin, 4.
 Aubry-Vitet, rue du Rocher, 12.
 Aucoc (L.), orfèvre, rue de la Paix, 6.
 Audiffret (marquis d'), r. Royale-Saint-Honoré 5.
 Audiffred (J.-D.), r. de la Victoire, 12.
 Auger (C.), prop. r. de Maubeuge, 36.
 Auger, prop., à La-Fère-en-Tardenois (Oise).
 Aussedat, fabricant de papiers, Annecy (H^{te} Savoie).
 Auzoux (Dr), rue de Vaugirard, 56.
 Bac, fabricant, r. Rossini, 12.
 Bachelier, pr^e, r. Nve-des-Mathurins, 118.
 Backer (Robert), inspecteur des manufactures, Milverton hild (Lemington).
 Badoureaux, imprim., r. Bouchardon, 17.
 Baecque (E. de), ancien nég., rue Guichard, 7.
 Baecque (Ch. de) fils, Fg-Poissonnière, 9.
 Bagnot, rue l'Evêque, 11.
 Baille (Elie), Président de la Chambre de commerce, à Nancy.
 Baille (M^{me}), rue Oberkampf, 22.
 Baillièrre (J.-B.-Emile), libraire-éditeur, boul. St-Germain, 106.
 Balard, membre de l'Institut, rue d'Assas, 400.
 Baldensperger (Philippe), manufacturier, à Saint-Dié (Vosges).
 Balguerie d'Egmont (M^{me}), avenue d'Eglé, 9, à Maisons-Lafitte.
 Balsan (C.), député, boul. Malesherbes, 79.

(1) Avis. — MM. les Membres de la Société sont priés de signaler (avant le 1^{er} novembre 1874) les rectifications et modifications de noms, professions et adresses, qui devront être apportées à cette Liste.

Nous attachons le plus grand intérêt à tenir au courant ce Répertoire de nos Sociétaires, destiné à faciliter les rapports entre eux, en même temps qu'à assurer l'exactitude du service du *Bulletin*.

- Balsan**, fab. de draps, rue de la Baume, 6.
Baradez (Louis), nég., Porte-St-Jean, à Bordeaux.
Barallon, à Saint-Etienne (Loire).
Barbedienne, fabricant de bronzes, boulevard Poissonnière, 30.
Barbey, maire, membre du Conseil général, à Mazamet (Tarn).
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen;
Bardin, f. d'agr. en pl., r. de Bondy, 48.
Baron (A.), prop., rue Maubeuge, 14.
Baron (E.), avocat, rue de Lille, 101.
Barratin, négociant, quai d'Anjou, 2.
Barreswil (M^{me}), r. Saint-Florentin, 46.
Barreswil (M^{me}), r. Saint-Florentin, 46.
Barthas (Numa), fabricant à la Besse, près Mazamet.
Barthélemy, négociant en papiers, rue Saint-Séverin, 10.
Barthéz (le Docteur), r. Ville-l'Evêque, 27.
Baubo, chef de division à la Préf. de police, rue Montaigne, 17.
Baude, inspect. général des Ponts et chaussées, rue Royale-St-Honoré, 13.
Baudoin (Achille), manufacturier, rue de la Tombe-Issoire, 25.
Baudou, place du Palais-Bourbon, 6.
Baudrillart, membre de l'Institut, r. de l'Odéon, 40.
Baumgarten (Léon), apprêteur blanchisseur à St^e-Marie-aux-Mines (Ht-Rh.).
Baumgartner et **Schweigsuth**, à Mulhouse (Alsace).
Bayvet (G.), r. de l'Arcade, 56.
Bazin, professeur à l'Ecole Turgot, rue Amiot, 114.
Béau (A.), membre de la Commiss. des logements insalubres, quai Voltaire, 22.
Beaufour, syndic, r. des Bourdonnais, 31.
Beaulieu (M^{me}), rue de l'Arcade, 20.
Beaurain, négociant, quai de Valmy, 29.
Beauvisage, agent de change, rue de Choiseul, 25.
Béchet, ent. plomberie, boul. de Courcelles, 86.
Beer (J.), rue Neuve-des-Mathurins, 88.
Behier (A.), rue Saint-Honoré, 245.
Beix (A.), manufacture de parapluies, r. Lecat, 57, à Rouen.
Bellay (de), boulevard Beaumarchais, 91.
Bellenger (Ch.), maison Fasbender, rue Saint-Denis, 368.
Bellet, négociant, quai de Béthune, 18.
Bellon (Joseph), place Louis XVI, à Lyon.
Beluze, rue de Madame, 53.
Bénard (M^{me}), rue de l'Université, 25.
Bérard, chimiste, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures, Trésorier de la Société, rue de Grenelle-Saint-Germain, 80.
Bérard (Raoul), rue Embouque-d'Or, à Montpellier.
Bérard (Prosper), adminis. de la Banque, boulevard de l'Observatoire, à Montpellier.
Berger (Albert), négociant à Bischwiller (Bas-Rhin).
Berger (Henri), de la maison V^{or}. Ecl. Sainer, filature et tiss., à Montbéliard.
Berger, à Goetzenbruck (Lorraine).
Bernard, boulevard de Sébastopol, 60.
Bernard, de la maison Bonjean, à Saint-Etienne, (Loire).
Borteaux, rue d'Aboukir, 10.
Berthaud, membre de l'Union nationale, rue Cadet, 9.
Berthier, ancien Présid. du Tribunal de commerce, rue de Sèze, 30.
Berthier (Ch.) fils, rue de Sèze, 30.
Berthier (G.) fils, rue de Sèze, 30.
Berthier (neveu), nég., rue de Château-dun, 22.
Berthier (M^{me}) aînée, r. de Rivoli, 191.
Berthier (M^{me}) jeune, r. Tronchet, 2.
Bertin (E.), agent de change honoraire, rue de Boulogne, 11 bis.
Bertinot, avoué près le Trib. civil, rue Vivienne, 10.
Bertrand (Martial), propriétaire, rue Furstenberg, 4.
Béssan, direct. de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie.
Bettinger, place du Château-d'Eau, 23.
Boudin, manufacturier, ingénieur métallurgiste, boul. du Temple, 9.
Beurdeley, avocat à la cour d'Appel, boul. de Neuilly, 80.
Bezançon, fabricant de céruse, rue du Château-des-Rentiers, 6.
Bianchi, agent de change, r. Richelieu, 102.
Binder (L.), ancien manufact., av. des Champs-Elysées, 102.
Bing (L.), banquier, r. de Richelieu, 102.
Binot de Villiers, avocat, r. Taibout, 80.
Birauneau, Pass. Tocanier, 15, (Fg-St-Antoine, 240).
Bischoffsheim, banquier, boul. Hausmann, 39.
Bixio (Maurice), libraire, r. Jacob, 26.
Blache, doct^r-médecin, r. de Suresnes, 5.
Blache (Réné), rue de Suresnes, 5.
Blech (J.), manufacturier à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Blech (Emile), maison Huguenet et Bloch, à Saint-Dié (Vosges).
Blin-Bloch, manufacturier à Bischwiller (Bas-Rhin).
Blum (Simon) et C^{ie}, manufacturier à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Bobin, boulevard Saint-Michel, 121.
Bocquet, nég., r. de Rivoli, 150.
Boeringer (Franck), Société d'impression alsacienne, à Mulhouse.
Bodenreider Mougéot, fab. de tissus, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Boissaye, négociant en tissus, rue du Sentier, 8.
Boissière, maître verrier, au Gast, par Martree (Orne).
Bonnaric (M^{me}) Charles, avenue de la Reine-Hortense, 8.
Bonnefonds, professeur, r. Joubert, 26.
Bonnet, (M^{me} V^e), rue Saint-Lazare, 23.
Bonnin, avocat, boul. Sébastopol, 82.
Bontemps (M^{me}), rue Pétrarque, 4.
Bontemps, ancien maître verrier, rue Pétrarque, 4, Passy.
Borgnis propriétaire, r. Vanneau, 56.
Bornot (Aug.), propriétaire, rue Godot-dé-Mauroy, 1.
Bouasse-Lebel, imagier, rue Saint-Sulpice, 29.
Boucault, nég. (maison du Bon Marché), rue du Bac, 135-137.
Boudou (Armand), fab^a à Mazamet (Tarn).
Bouilhet (H.), l'un des direct. de la maison Christophle, r. de Bondy, 56.

Bouillet, r. Notre-Dame-des-Victoires, 26.
Bouilhet (M^{me} H.), rue de Bondy, 56.
Bouillet, r. Notre-Dame-des-Victoires, 26.
Boulin (Henri), peintre-verrier, rue de Charenton, 324.
Boulenger, fab. de fay., à Choisy-le-Roi.
Bouley, de l'Institut, inspect. général des Ecoles vétérinaires, boul. St-Michel, 50.
Boullay (oncle), membre du Conseil d'escompte de la Banque, r. d'Albe, 14.
Bouley (M^{me}), rue Monceau, 65.
Bouley (M^{lle} J.), rue Monceau, 65.
Bourcart, filateur, à Guebwiller (H.-Rh.).
Bourdon, mécanicien, rue du Faubourg-du-Temple, 74.
Bourdon (H.), rue de l'Échiquier, 30.
Bourdon (E.), fabricant de colle forte, à Château-Renault (Indre-et-Loire).
Bourgoïn, rue Lafayette, 126.
Bournat, avocat, rue Jacob, 20.
Bournazet (bijoutier), r. du Temple, 120.
Bourreau, employé de commerce, rue Guy-la-Brosse, 2.
Bourreuil (de), sec. général du Ministère des travaux publics, au Ministère.
Bousquet frères, fab^{rs} à Mazamet (Tarn).
Boutarel, av. des Champs-Élysées, 84.
Boutet (M^{me}), avenue d'Eylau, 56.
Boutillier (Jules), toiles d'emballage, à Allery (Somme).
Boyer et Rolland, fondeurs, rue de l'Asile-Popincourt, 40.
Brac de la Perrière, avocat, rue du Plat, à Lyon.
Brandon, aîné, tailleur de diamants, boul. de Vaugirard, 16.
Brault, maître de forges, boul. Richard-Lenoir, 6.
Bréant, fabricant de châles, r. d'Aboukir, 60.
Bréguet, constructeur mécanicien, quai de l'Horloge, 39.
Breton (Paul), fab. de papiers, rue des Grands-Augustins, 19.
Brenac frères, fab^{rs}, Mazamet (Tarn).
Brieu, fabricant à Mazamet (Tarn).
Brion, marchand de chevaux, rue Basse-du-Rempart, 48.
Brizard, propriétaire, r. Saint-Fiacre, 47.
Brocheton, inspect. des Enfants assistés du Loir-et-Cher, à Blois.
Broglie (Paul de), r. des Bois, Charonne.
Brongniart, artiste-peintre, rue Cuvier (au Muséum).
Brunner-Lacoste, artiste peintre, place Saint-Michel, 5.
Bucquet, inspect. général des Établissements de bienfaisance, r. Saint-Arnaud, 6.
Burat, agent de change, rue Lafayette, 46.
Burnat (Emile), manufacturier à Nant-sur-Vevey (Suisse).
Burnat-Dolfus, man., à Vevey (Suisse).
Busengens (Gustave) fils, à Crefeld (Prusse rhénane).
Butenval (comte de), br^d Haussmann, 116.
Cabibel, prop. à Toulouse (Haute-Gar.).
Cabin (maison Sajou), dessins et ouvrages de dames, rue Rambuteau, 52.
Cadet (Ernest), doct. en droit, rue Vanneau, 56.
Cadon, courtier d'assur., r. Drouot, 14.
Cahen d'Anvers, banquier, rue de Grenelle, 118.
Caedérich (Ch.), fils et C^{ie}, à Mulhouse.

Caill et C^{ie}, ingénieur-mécan., quai de Grenelle, 15.
Caillé (F.), fab. de tissus, à Amiens.
Caillot, orfèvre, rue des Moulins, 20.
Calla memb. de la Chambre de commerce, 8, r. des Marronniers, à Passy.
Callon, inspecteur général des Mines, rue de l'Odéon, 9.
Callot (M^{me} v^e), r. Caumartin, 19.
Callou père, 6, boulevard Haussmann.
Cambray (de), ancien chef de division à l'administration de l'Assistance publique, 27, r. Saint-Sulpice.
Camus, fabricant de produits chimiques, rue Barbette, 2.
Camus (fils aîné), rue Barbette, 2.
Camus (fils jeune), rue Barbette, 2.
Canouil, fab. d'amorces, rue St-Fargeau 47.
Canonge, directeur de la Tutelle, rue des Fontaines-du-Temple, 5.
Canson et Montgolfier, fabricants de papier à Vidalon-les-Annonay, Paris, r. de Palestro, 29.
Cantagrel Dupontès (J.), architecte, rue de Copenhague, 6.
Capronnier, juge au tribunal de commerce, rue Billaut, 15.
Carcassonne (M^{me} v^e C.) fils, vêtements confectionnés, à l'Isle (Vaucluse).
Caroenac, maire du 2^e arrondissement, r. Neuve-des-Capucines, 20.
Cardeilhac, orf.-coutel., r. de Rivoli, 91.
Carlhian, nég., r. du Sentier, 26.
Cartier, boulevard des Italiens, 9.
Cartier-Bresson (père), filateur, boulevard Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson fils aîné, boul. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (H.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (C.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (J.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (P.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (Meille), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (M^{me}), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson, ancien négociant, rue de Vaugirard, 48.
Cartier-Bresson (Louis), b. de Strasbourg.
Cary, nég., rue du Grand-Chantier, 7.
Cassella (E.), fabricant de peignes, boulevard Sébastopol, 107.
Castel (C.), m^d de soies, à St-Étienne.
Casthelaz, fabricant de produits chimiques, r. Ste-Croix-de-la-Brétonnerie, 19.
Castor, entrep. de trav. pub., 71, r. de Monceau.
Cavaillé-Coll, p. d'org., av. du Maine, 15.
Céliérler, nég., r. Monthabor, 15.
Cerfbeer, agriculteur, à Oberwiller, par Sarrebourg (Meurthe).
Chabert et C^{ie} (J.), à Chomerac (Ardèche).
Chabrier (L.), av. de la Reine Hortense, 5.
Chagot, dir. de la C^{ie} des mines de Blanzay, boulevard Haussmann, 55.
Chaix (A), imprimeur, rue Bergère, 20.
Chalandre, rue Saint-Roch, 25.
Chambon-Lacroizade, fab. de fers à repasser, 179, faub. St-Denis.
Chambre des Notaires de Paris, place du Châtelet.
Chambre syndicale des Entrepreneurs de bâtiments, rue des Archers, à Lyon.

Chambre syndicale du Bâtiment, rue Joséphine, 14, à Lille.
Champonnois, ingénieur civil, 8, rue de la Jussienne, 8.
Chapelain, facteur d'orgues, aux Andelys (Eure).
Chapon, négociant à St-Étienne (Loire).
Chappotteau, négociant, rue Cuvier, 14.
Chardin, m^e de soies, 40, r. aux Ours.
Chardin-Hadancourt, fabricant de parfumerie, 16, b. Sébastopol.
Charlier, Inspecteur général des ponts et chaussées, 30, Strada Francesca, Bucharest (Roumanie).
Charmet aîné, nég., r. de Châteaudun, 22.
Charnacé (C^{te} de), à Versailles.
Charnelet (père et fils), apprêteurs d'étoffes, rue Oberkampf, 98.
Charpentier, horloger, 52, Palais-Royal.
Charrière, fab. d'appareils de chirurgie, 6, rue de l'Ecole-de-Médecine.
Chartron (Ed.), député, à Versailles.
Chartreux (les) de la Grande-Chartreuse.
Charvet, memb. de l'Union nationale, 49, rue Auber.
Chatillon (de), fabricant d'huiles, rue du Temple, 51.
Chauchat, chef de cabinet au Minist. de l'agricult., boul. Haussmann, 121.
Chaumette, fab. de brosses et tapis, r. Charlot, 7.
Chauveau-Lagarde, juge hon. au trib. civ. de la Seine (passage Sainte-Marie, 3), rue du Bac, 66.
Chaysson, au Creuzot.
Chevalier, de la mais. Chevalier-Cheylus, 61, quai de Grenelle.
Chevalier (Michel), membre de l'Institut, av. de l'Impératrice, 27.
Chiris (E.), à Grasse (Var).
Chiris (L.), fab. de mat. prem. pour la parfumerie, à Grasse (Var).
Chrétien (M^{lle} Ed.), r. de la Michodière, 20.
Chrétien (M^{lle} Th.). —
Christoffe, orfèvrerie, r. de Bondy, 56.
Claude et Pêcheur, filateurs, à Celles-sur-Plaine (Vosges).
Claudon (G. fils), p^{re}, rue Béranger, 6.
Claudon (M^{me} G.), rue Béranger, 6.
Claudon (B.), nég., q. de la Tournelle, 27.
Claudon (M^{me} G.), place Royale, 4.
Clausse, aux Mureaux près Meulan (Seine-et-Oise).
Claye, imprimeur, r. Saint-Benoît, 7.
Clémendot, fabricant de terres cuites, 18, rue Brochant, Batignolles-Monceaux.
Clerc (fils), de la m^{re} Clerc Kayser et C^{ie}, au Havre, r. de la Ch.-d'Antin, 22.
Clermont (de), négociant 11, rue Barbette.
Clermont (de), nég., membre de la Commission des valeurs de douane, rue Richer, 41.
Clostre, négociant, de la maison Charles Garnier, rue des Francs-Bourgeois, 56.
Clotilde (M^{me} la Princesse).
Cobus (L.), à Lunéville (Meurthe).
Cohadon, directeur-gérant de l'Épargne immobilière, rue Charlot, 33.
Cohn (A.), prés. de l'Œuvre des Apprentis israéliques, r. Maubeuge, 17.
Coignet, manufacturier, rue de Lafayette, 130.

Coloombet, fab. de rubans, à St-Étienne.
Collège Rollin, rue Lhomond.
Collège S^{te}-Barbe (le), pl. du Panthéon.
Collette, filateur, passage des Favorites, à Vaugirard.
Collin, négociant, r. du Sentier, 37.
Collin, horloger, 118, rue Montmartre.
Collinot, parc des Princes, boul. d'Auteuil, à Boulogne, 11, Seine.
Combes (frères), banquiers à Mazamet (Tarn).
Comité de la Confession d'Augsbourg, r. des Arts, 15, à Levallois-Perret.
Compagnie générale d'assurances maritimes, rue de Richelieu, 87.
Compagnie d'assurances sur la vie l'Union, 15, rue de la Banque.
Compagnie des forges du Creuzot.
Copin, syndic au trib. de comm., 17, r. Guénégaud.
Corbin (H.), boulevard Malesherbes, 103.
Cormouls-Houlé, fabricant, à Mazamet (Tarn).
Cornély (Maximilien), négociant, rue d'Hauteville, 17.
Cornudet (Michel), maître des requêtes au Conseil d'Etat, 24, rue de la Chaise.
Corrard (A.), rue de Monsigny, 17.
Cortadan (M^{me}), 39, faub. Poissonnière.
Cossé, nég. en tissus, r. du Sentier, 32.
Coster, négociant en diamants, 17, rue de Châteaudun.
Coulon, greffier en chef de la Cour de cassation, boul. Haussmann, 101.
Coulange (Christian de), r. de Fleurus, 5.
Couroy (de), dir. de la C^{ie} d'assurances générales, r. de Richelieu, 85.
Courtois, fab. de cuirs vernis, rue Bergère, 26.
Courvoisier, 126, rue Lafayette.
Cousin, Biblioth. à l'Arsenal (hôtel Carnavalet), rue de Sévigné.
Cousin (M^{me}), rue de Rivoli, 100.
Conturier, chez M. Durand, fr., à Vizille.
Couturier (M^{me}), rue du Havre, 1.
Croizier (comte de), consul de Grèce, av. de l'Opéra, 54.
Cros, fabricant à Mazamet (Tarn).
Cuvillier, nég., r. de la Paix, 16.
Cuyver-Bresson, 86, boul. Sébastopol.
D'Albenas, propriétaire, à Montpellier (Hérault).
Daguin, n^e en sel, r. Château-Landon, 44.
Daliphard, à Radepond (Eure).
Dallemagne, prop., q. des Orfèvres, 6.
Dames de St-Joseph, au Puy (H-Loire).
Danset (Joseph), fil., à Marcq-en-Barœul (Nord).
Darblay (jeune), rue de Rivoli, 156.
Darblay (P.) fils, rue de Rivoli, 86.
Darroux, rue Condorcet, 60.
Dauphin, nég., à St-Étienne (Loire).
Dautremet, filateur, à Lille.
Daux, bij., gal. Montpensier, Pal.-Royal.
Davanne (A.), chimiste, rue Neuve-des-Petits-Champs, 82.
David (André), à Saint-Étienne.
David Trouiller et C^{ie}, rue des Jéauneurs, 34.
Davillier (Léopold), r du 4 Septembre, 12.
Davillier, r. du 4 Septembre, 12.
Dazet, avoué à la Cour de Paris, quai de la Mégisserie, 20.

- Debain**, fab. de pianos, place Lafayette.
Decaux, sous-directeur des Gobelins, r. Notre-Dame-des-Champs, 107.
Defonds, nég. en toiles, r. Mercière, 40, à Lyon.
Desgenetals frères, à Bolbec (Seine-Inf^{re}).
Degousse, batteur d'or, Faubourg-Saint-Martin, 147.
Degrois, fabricant de bijoux, rue de Turbigo, 89.
Dejean, orfèvre, r. du Cloître-N.-Dame, 20.
Delagrave, édit., rue des Ecoles, 78.
Delalain, imp., rue des Ecoles, 76.
Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique.
Delassus Famechin et fils, à Amiens.
De la Vallée, boul. de Sébastopol, 36.
Deléage, avocat, maire du XIX^e arrond^t, rue de Turbigo, 48.
Délerot (Émile), boulevard de la Reine, 113, à Versailles.
Delettrez, fabricant d'horlogerie, rue Richer, 56.
Delettrez, parfum., rue d'Enghien, 11.
Deleuil, fabricant d'instruments de précision, rue des Fourneaux, 42.
Delharpe, teinturier-apprêteur, à Tarare.
Délicourt, Faubourg-Saint-Honoré, 43.
Delisle, archit., Gr.-rue, à Boulogne, 85.
Delondre (Aug.), pub., rue des Juifs, 20.
Devalle, rue de l'Entrepôt, 43.
Demougeot, avocat, boulevard Haussmann, 73.
Deneufville, nég., en bois, boulevard de Strasbourg, 189, au Havre (Seine-Inf.).
Denièr (M^{me}), boul. Malesherbes, 29.
Denis, court. en vins, port de Bercy, 40.
Dequoy et C^{ie}, filateurs, à Lille.
Derbanne, direct. de la C^{ie} d'assurances maritimes, place de la Bourse, 5.
Dernis, com^{re}-pris., r. d'Hauteville, 72.
Deroche, prop., av. de la Tourelle, à St-Mande.
Descotte, ingénieur en chef des mines, rue Grenelle-Saint-Germain, 71.
Desfontaines, horloger, Galerie Montpensier, 43 (Pal.-Royal).
Desfourneaux, associé de la maison Leclaire, rue Saint-Georges, 41.
Deshayes, nég^t, boul. des Italiens, 27.
Désir (Me^{lle}), institutrice, 41, r. Jacob.
Destors, boul. St-Michel, 95.
Deutsch, négoc., rue de Flandre, 103.
Devalois, (Edouard), boul. Malesherbes, 77.
Devinck, manufacturier, rue St-Honoré, 475.
Dheur, rue du Val-de-Grâce, 9.
D'Hulst (l'abbé), rue de Ménilmontant, 57.
Didier-Jean, de la Cristallerie de St-Louis, rue de Paradis-Poissonnière, 30.
Didot (P.), Juge au tribunal de commerce, rue des Saints-Pères, 8.
Diemer (E.), à St^e-Marie-aux-Min. (H^t-Rhén.).
Dietz-Monin, de la maison Monin, rue du Château-d'Eau, 11.
Dietsch, manufacturier, à Liepvre (Haut-Rhin).
Diolot (P.), attaché à la maison Gevelot, à Issy (Seine).
Dollfus (A.), président de la Société industrielle de Mulhouse.
Dollfus (Auguste), à Mulhouse.
Dollfus (B.), manufacturier, à Dornack.
Dollfus (G.), manufacturier, à Mulhouse.
Dollfus (E.), coloriste, à Dornack.
Dollfus (Mathieu), avenue Marigny, 1.
Dollfus (Jean), à Mulhouse.
Dollfus Dettwiller, à Mulhouse.
Dommartin, rue des Petites-Ecuries, 13.
Donon, rue de la Chaussée-d'Antin, 53.
Dorvault, direct. de la pharmacie centrale des pharmaciens, rue de Jouy, 7.
Doucet, rue de la Paix, 21.
Douniol (Ch.), éditeur, r. de Tournon, 29.
Dreyfus (P.) et C^{ie}, à Mulhouse.
Drouet, banquier, à Mazamet (Tarn).
Drouin, négociant en drogueries, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 21.
Drouin de Luhy, r. François 1^{er}, 47.
Droullers Agache, filateurs, à Lille.
Drummont-Baxter et C^{ie}, filateurs, à Lille.
Dubaut, rue de Rivoli, 20.
Dubochet, Prés. de la Comp. du gaz, rue Condorcet, 6.
Dubois (Ch.), fabricant de cristaux, rue Martel, 42.
Dubonnet (Vve), négociant en vins, rue Ste-Anne, 49 bis.
Dubourguet, boul. Magenta, 33 bis.
Dubrunfaut, chimiste, ruelle des Meuniers, 6, à Bercy.
Dubufe (E.), rue d'Aumale, 15.
Ducel fils, maître de forges, Faubourg-Poissonnière, 26.
Duchesne Fournet (M^{me}), à Lisieux.
Ducholet, président de la Société des fab. et artisans, rue de la Verrerie, 2.
Ducloix, notaire, r. Boissy-d'Anglas, 9.
Ducommun (J.) et C^{ie}, à Mulhouse.
Dulac, ing. des arts et métiers, rue d'Hauteville, 65.
Dumas, secrét. perpét. de l'Acad. des Sciences, *Président de la Société de protection des Apprentis*, rue Saint-Dominique, 69.
Dumas (A.) fils, homme de lettres, av. de Wagram, 120.
Dumas (M^{me}), rue Saint-Dominique, 69.
Dumas Gardeux, fab. de brosses, rue Geoffroy-Langevin, 17.
Dumoulin-Froment (M^{me}), rue Notre-Dame-des-Champs, 85.
Dumoulin-Froment (M^{lle}), rue Notre-Dame-des-Champs, 85.
Dumoulin-Froment (F.), rue Notre-Dame-des-Champs, 85.
Dumoustier, dir. du commerce intérieur au minist. de l'agriculture et du comm.
Duponchel, maître verrier, à Sars-Poteries (Nord).
Dupont (Paul), imprimeur-typographe, rue Jean-Jacques-Rousseau, 45.
Dupont et Deschamps, fab. de tabletterie, à Beauvais (Oise).
Dupont - Dreyfus, mait. de forges, à Ars-sur-Moselle.
Dupuis, notaire, à Château-Thierry.
Dupuy de Lôme, membre de l'Institut, rue St-Honoré, 374.
Durand (A.), manufacturier, à Tours.
Durand frères, fab., à Mazamet (Tarn).
Durand frères, r. de l'Arbre-Sec, à Lyon.
Durangel, chef de division au Ministère de l'Intérieur.
Dureau, dir. du Journ. des fab^{rs} de sucre, boulevard Magenta, 99.

Durenne, constructeur, à Courbevoie.
Dusaac, éditeur d'estampes, boulevard Poissonnière, 14.
Dussautoy, r. Rochechouart, 63.
Dutfoy, à Moscou.
Dutfoy (G.), nég. à Moscou (Russie).
Duval (V.), représentant de commerce, rue d'Argout, 18.
Duvergier (A.), ingénieur-constructeur, rue Saint-Cyr, à Lyon (Vaise).
Ecole Centrale des Arts et Manufactures.
Ecole des Arts et Métiers d'Aix.
Ecole des Arts et Métiers d'Angers.
Ecole des Arts et Métiers de Châlons.
Ecole des Mines, boul. St-Michel, 60.
Ecole des Mineurs de St-Etienne.
Ecole des Mineurs d'Alais.
Ecole des Ponts et Chaussées, rue des Saints-Pères.
Ecole d'Horlogerie de Cluses.
Ecole Normale supérieure, à Paris
Eichens, constructeur d'instruments de précision, rue d'Enfer, 77.
Elambert, rue de Londres, 23.
Elèves du lycée Descartes, rue St-Jacques, 123.
Elèves du pensionnat des frères de Passy, rue Basse, à Passy.
Elèves de l'Ecole libre des R. P. Jésuites, rue de Vaugirard.
Engel-Dollfus (Fr.), manufacturier, rue Saint-Fiacre, 9.
Engel (Gustave), manufacturier à Mulhouse.
Engel (Alfred), manufacturier à Mulhouse.
Engel Gros, manufacturier à Mulhouse.
Erdeven, avocat, rue Barbette, 3.
Erlanger (Michel), négociant, place Royale, 9.
Escaille et Montholon (de l'), faub. Poissonnière, 4.
Estelle, inspecteur du travail des enfants, à Mazamet (Tarn).
Faconnet, graveur, rue Mandar, 1.
Falize aîné, bij. avenue de l'Opéra, 55.
Farcot, mécanicien, à Saint-Ouen.
Faure Baulieu, fabricant d'ouate, rue de Tanger, 18 et 20 (Villette).
Fauquet-Lemaire, filateur, à Rouen.
Fauvelle Delebarre, fab. de peignes de caoutchouc, boul. Bonne-Nouvelle, 10.
Favart, agent de change, rue d'Angoulême saint-Honoré, 61.
Favler, fleuriste, rue des Jédneurs, 27.
Favre, Blech et fils, Mulhouse.
Fay (de), agent de change, rue des Mou-lins, 21.
Feil, f. de verres d'optique, r. Lebrun, 56.
Féray, filateur, à Essonne (Seine-et-Oise).
Fère, vice-président de la Chambre de commerce, b^{ard} Haussmann, 79.
Féron Vrau, rue du Pont-Neuf, à Lille.
Ferrière (Sylvestre de la), syndic des Courtiers de commerce, rue Blanche, 8.
Février fils, rue Bayard, 2.
Floutiaux, doct. méd., b. des Filles-du-Calvaire, 22.
Fleury, teinturier, membre du Conseil municipal, à Amiens
Fleury-Flobert, archit.-vérif., Chaussée-d'Antin, 23.

Flour (Fr.), directeur du Patronage d'apprentis, à Boulogne-sur-Mer.
Fluhr (H.), à Mulhouse.
Fontaine, ancien négociant, r. de Vienne, 3.
Forceville (J. de), raffineur de sucre, boul. de la gare d'Ivry, 109.
Forget, censeur du Comptoir d'escompte, rue Condorcet 14.
Fortier (G.), tapissier, r. St-Honoré, 290.
Fouché Lepelletier, ancien député, côte de Grâce, à Honfleur (Calvados).
Fouchet (M^{me}), faub.-Poissonnière, 89.
Fouchet (A.), de la maison P. Fouchet frères, r. Faubourg-Poissonnière, 7.
Fouchet, banquier, r. Faubourg-Poissonnière, 7.
Fougasse, rue d'Algérie, à Lyon.
Fould (P.), avocat, faub. St-Honoré, 43.
Fourment (B^{re} de), Amiens (Somme).
Fournier frères, tissage à Amiens.
Fournier, négociant, place des Victoires, 5.
Fournier (Ch.), trésor. au Minist. de la guerre.
Fournier, filateur, boulevard Voltaire, 81.
Franchetti (M^{me}), r. Godot-de-Mauroy, 24.
Franchomme, professeur au Conservatoire de musique, rue Léonie, 14.
Francillon, teinturier, à Puteaux.
Franck et C^{ie}, fab. de toiles métalliques, à Schelestadt (Haut-Rhin).
Frémont-Mustel, banquier, rue Bertin-Poirée, 14.
Freté, Muret et C^{ie}, fab. de cordages, boulevard Sébastopol, 12.
Fréville (A.), agréé au Tribunal de commerce, boulevard Haussmann, 58.
Fréville fils, étud., b^d Haussmann, 58.
Froger de Mauny, ancien magistrat, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 170.
Fromage (L.), fab. de tissus élastiques, à Darnetel (Rouen).
Froment-Meurice (M^{me}), rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Froment-Meurice, joaillier, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Fromentin (M^{me}), artiste du Gymnase, boulevard Magenta, 32.
Fumouze père, pharm^{en}, à Saint-Denis.
Fumouze fils, boulevard Magenta, 89.
Gagneau, fabricant de bronzes, rue Lafayette, 115-117.
Gaillard (M. le Président), à Beauvais.
Galante, fabricant d'appareils en caoutchouc, rue de l'Ecole-de-Médecine, 2.
Galet, rue d'Hauteville, 38.
Galibert (frères), filateurs, à Mazamet.
Gandillot, fabricant de tubes en fer, rue Clausel, 22.
Garby, nég., port de Bercy, 12.
Garcin (J.), rue Blanche, 72.
Garcin-Dufort (M^{lle}), rue Blanche, 72.
Garnier (Charles), père, négociant en drogueries, boul. Malesherbes, 39.
Garnier (Charles), fils, rue des Francs-Bourgeois, 56.
Gau, filateur, pont de Larn, par Mazamet (Tarn).
Gaudonnet, facteur de pianos, rue de Seine, 79.
Gaupillat, f. d'amorces, r. Rambuteau, 50.
Gautier, proviseur au lycée, à Rouen.
Gautier Bouchard, fab. de couleurs et vernis, rue du Parc-Royal, 14-16.

Gautreau, banquier boul. Malesherbes, 48.
Gautrot aîné et C^{ie}, r. de Turenne, 80.
Geistodt, négociant, à Colmar.
Gellis, fab. de prod. chim., r. Meslay, 47.
Gellé, parfumeur, rue des Vieux-Augustins, 35.
Gellé (M^{me}), rue des Vieux-Augustins, 35.
Gelly, filature et tissage mécaniques, à Hustenheim, près Benfeld (Ht-Rhin).
Gendre (C.), r. du Puits-Gaillot, à Lyon.
Geoffroy-Saint-Hilaire, D^r du Jardin d'acclimatation, au bois de Boulogne.
Georges (Octave), négociant, rue Saint-Louis, 22, à Saint-Etienne.
Gerault, négociant en papier, r. Montmorency, 40.
Germey (comte Eugène de), avocat à la Cour de Paris, r. du Bac, 32.
Gérôme, art. peintre, r. de Bruxelles, 6.
Gerrier, **Mervillet** et C^{ie}, filateurs à Sengern, près Guebwiller.
Gerson et **Wéber**, fab. de nécessaires, rue du Temple, 140.
Getz (S.), négoc., rue d'Hauteville, 26.
Ghesquière-Grimonprez, filateur, rue de l'Espérance, à Roubaix.
Gibon, raffineur de mélasses, rue de l'Argonne, 40 (la Villette).
Gillet (F.) père, à Lyon.
Gillet (F.) fils, à Lyon.
Gillet et fils, teinturier, quai de Serin, 9, à Lyon.
Gillou, fabricant de papiers peints, passage Vaucanson, 57.
Gimpel, man., à Echery, près Ste-Marie-aux-Mines (Alsace).
Gimbel, directeur de l'Ecole israélite, à Mulhouse.
Gindre (A.), secrét. gén. de la Soc. protectrice des Animaux, r. de la Harpe, 53.
Giot, ancien maire de Saint-Denis (Seine).
Girardeau et fils, négociant, rue des Jeûneurs, 33.
Glénard, fab. de filets, Faubourg-Poissonnière, 42.
Gobley, membre de l'Académie de médecine, rue de Grenelle-St-Germ., 34.
Godchaux, éditeur de cahiers d'écritures, rue de la Douane, 40.
Godefroy, rue Saint-Denis, 317.
Godillot (Alexis), fab^r d'équipem. militaires, r. Rochecouart, 54-64.
Godin (Paul), avocat, r. d'Assas, 15.
Goffin, Président de la Société des amis de l'Enfance, rue Sauval, 3.
Goguel, pasteur, à Ste-Suzanne, près Montbéliard (Doubs).
Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff, près Saverne (Alsace).
Goldschmidt (Léo), rue d'Aumale, 22.
Gomel, ancien Conseiller d'Etat, rue des Moulins, 42.
Goldschmidt (F.), négociant, r. Larochefoucauld, 27.
Gosse (fils), marchand verrier, rue de Paradis-Poissonnière, 32.
Gossin (M^{me}), rue de la Roquette, 37.
Gouchon, teinturier, à Lisieux.
Gouin, vice-président de la Chambre de commerce, rue Cambacérès, 4.
Gourdault (M^{me}), avenue des Tourneilles, 7, St-Mandé.
Goy, négociant, rue Saint-Sauveur, 4 bis.

Goyetche, directeur de la Compagnie transatlantique, r. Chauveau-Lagarde, 6.
Grados, estampeur, repousseur en zinc, boulevard Richard-Lenoir, 442.
Grandeval de la ch. de comm. de Marseille.
Graux, avocat s. la Cour d'appel, rue Camartin, 29.
Gravelin fils, rue de Louvois, 40.
Gréard, insp. gén., Direct. de l'enseign. prim. de la Seine, boul. Saint-Michel, 77.
Grellou, nég., rue François I^{er}, 21 et 23.
Griffon, nég., rue Saint-Martin, 285.
Grieninger, consul d'Oldenbourg, rue de la Chaussée-d'Antin, 15.
Grimault, quai Jemmappes, 66.
Grisson, teinturier, à Lisieux.
Grondard (M^{me}), rue Rossini, 1.
Grognet (H.), filateur, rue de la Prairie, au Petit-Saint-Roch (Amiens).
Grohé, fabricant de meubles, avenue de Villars, 4.
Gros (G.-G.), à Mulhouse.
Gros Roman Marozeau, Wesserling.
Grosselin, architecte, quai de la Mégisserie, 17.
Groult, fabricant de pâtes alimentaires, rue Sainte-Appoline, 12, et à Vitry (Seine).
Gruland, filateur, place du Marché-Beauveau, 2.
Gruner, insp. gén. des mines, rue d'Assas, 90.
Gruyer, fabricant de parapluies, rue Sainte-Appoline, 2.
Guastala (M^{me}), rue de la Chaus.-d'An 47.
Guerlain (J.), rue de la Paix, 45.
Guerlain (A.), parfumeur, r. de la Paix, 15.
Guerre, rue Cail, 47.
Guerre (M^{me} Ch.), rue Cail, 47.
Gueugnier, bijoutier, r. du Temple, 159.
Guibert, président de la conférence de Saint-Vincent-de-Paul, rue Laffitte, 21.
Guillaume, imprimeur sur étoffes, rue Napoléon, à Saint-Denis.
Guillemin (A.), bijoutier joaillier, rue Vivienne, 43.
Guilleminot, instit., à St-Denis (Seine).
Guillochau (Eugène), ouvrier ferblantier, rue Lacué, 146.
Guillou, nég. en huiles, rue Pavée, 43, au Marais.
Guimet, fabricant, r. du Griffon, à Lyon.
Guiraud, (E.), fab., au Nouvela, par Mazamet (Tarn).
Guiraud, percepateur, à Mazamet.
Guizot (Guillaume), boul. Malesherbes, 53.
Gundelach, à Manheim (gr.-d. de Bade).
Guth (frères), à Mulhouse.
Guy, négociant, quai de Valmy, 29.
Guynet, fabricant de batiste, rue du Sentier, 33.
Haas, fabricant de casquettes, rue du Temple, 74.
Hachette et C^{ie}, lib.-édit., boul. St-Germain, 77.
Haffner, filature de coton, à Sainte-Marie-aux-Mines.
Haguelon, nég., rue de Rivoli, 40.
Halluin (le P.), directeur de la Maison d'Apprentis d'Arras (Pas-de-Calais).
Halma, vérificateur de travaux en bâtiments, r. Lebergier, à Reims.
Halphen (M^{me} V^o), rue d'Hauteville, 4.
Halphen (S.), rue Taibout, 84.

Halphen (A.), négociant, r. Lafayette, 48.
Halphen (J.), négociant, rue Drouot, 48.
Hamelin, manuf., av. de Messine, 36.
Hamelin (M^{me}), avenue de Messine, 26.
Hamon, manufacturier, boul. de Courcelles, 76.
Hardy Milori, fabricant de couleurs, rue des Francs-Bourgeois, 46.
Haret, entrepreneur de menuiserie, rue de Bruxelles, 46 (à Paris).
Harmel frères, au Val-des-Bois, par Reims (Marne).
Hartmann-Liebach, à Mulhouse.
Hartmann-Reichard et C^{ie}, à Erstern (Alsace).
Hartog (J.), manufacturier, rue Richer, 42.
Hausmann (baron), ancien préfet de la Seine, rue Boissy-d'Anglas, 42.
Hayem père, fabricant de chemiserie, rue du Sentier, 38.
Hayem (Julien), licencié ès lettres et en droit, rue d'Hauteville, 20.
Hayem (C.), rue du Sentier, 38.
Hayem (Georges), professeur agrégé à la faculté de médecine, rue du Sentier, 38.
Hayem (Armand), conseiller général de Seine-et-Oise, r. des Petites-Ecuries, 46.
Hecht (Myrtil), négociant, r. Bleue, 29.
Hecht (Albert), négociant, r. du Château-d'Eau, 20.
Hecht (Henri), négociant, r. du Château-d'Eau, 20.
Hélain, épurateur d'huiles, rue Vieille-du-Temple, 26.
Heilbronn (J.), négociant, r. Richer, 52.
Heilmann frères, à Mulhouse.
Heibronner (Maurice), négociant, rue de Cléry, 9.
Helouls, passementeries or et argent, à Colombes (Seine).
Hement (Félix), professeur à l'école Turgot, rue Rochecouart, 56.
Hemery (Victor), maître verrier, à la Grande-Vallée, près de Blangy-sur-Bresle (Seine-Inférieure).
Hendlé (E.), avocat, r. de Châteaudun, 47.
Hennequin, manufacturier, rue de Châteaudun, 46.
Hénon aîné, anc. nég., b⁴ St-Michel, 433.
Hénon, fils aîné, courtier en marchandises, r. Notre-Dame-des-Victoires, 44.
Henry (Edouard), avocat à la Cour de Paris, r. Lhomond, 26.
Hérelle, propriétaire, rue du Faubourg-St-Honoré, 134.
Héricé, bijoutier, rue du Parc-Royal, 42.
Hermann, fabricant de chocolat, rue de Charenton, 92.
Hermann, négociant, r. d'Hauteville, 43.
Hermann (W.), négociant, r. des Petites-Ecuries, 42.
Hermier, émailleur, au Bourget (Seine).
Herscher (M^{me}), r. du Chemin-Vert, 34.
Herscher (Ch.), ingénieur-civil, rue du Chemin-Vert, 42.
Hersent, entrepren. de travaux publics, à Vienne (Autriche).
Hertemathé, architecte, boul. Saint-Michel, 63.
Hervé-Mangon (M^{me}), r. Saint-Dominique, 69.
Herzog (Antoine), manufacturier, au ogeibach, près Colmar (Haut-Rhin).

Hibert, comptable, à Gisors.
Hiélard, fab. de fleurs, r. du Caire, 43.
Hierstel frères, tissage et filature, à Saint-Quentin.
Hodde (Lucien de la), avocat, rue de Lafayette, 36.
Hollond, rue de la Ville-l'Evêque, 5.
Homborg, inspecteur général des ponts et chaussées, rue Notre-Dame-des-Champs, 445.
Horwit, rue Clauzel, 22.
Horstmann, filature et tissage, à Haguenau (Bas-Rhin).
Houette, f. de cuirs vernis, r. Richer, 23.
Houget, manuf., à Verviers (Belgique).
Hubault (E.), rue de Maubeuge, 84.
Hubault, prof. d'histoire au lycée Descartes, rue Bonaparte, 43.
Hugues, parfumeur, à Grasse.
Huillard aîné, fab. de drogueries pour teinture, rue Vieille-du-Temple, 45.
Hulot, direct. de la fab. des timb.-poste, Hôtel des Monnaies.
Humberger, quai Jemmapes, 470.
Husny-Bey (M. le commandant), rue Violet, 46.
Hussenot, juge au Trib. de Commerce, rue du Mail, 1.
Hutter, adm. délégué de la C^{ie} générale des verreries de la Loire, à Rive-de-Gier (Loire).
Isidor (Lazare), grand rabbin de France, place du Château-d'Eau, 47.
Jabineau, memb. du Comité consult. des arts et manuf., rue Roy, 9.
Jacquin, mécanicien, rue Pernelle, 42, à Melun.
Jacqz (G.), président de la Philanthropie commerciale et industrielle du départ. de la Seine, rue Neuve-Bossuet, 16.
Jametal, banq., rue Vivienne, 53.
Jamme, député à l'Assemblée nationale, rue Duplessis, 66, à Versailles.
Jannin (M^{me} J.), rue de Provence, 49.
Japy (Em.), fabricant d'horlogerie, rue de Turenne, 444.
Jardel, avocat, rue de Verneuil, 46.
Javey, nég., rue Saint-Denis, 372.
Jean (Ch.), fabricant de boutons, rue de Bercy-Saint-Antoine, 246.
Jemct (Gustave), not. à Eprenay (Marne).
Jessé, arbitre de commerce, place de la Madeleine, 43.
Jeuffrain (P.), manufact. à Louviers.
Jeuffrain (A.), ancien président du tribunal de commerce, à Louviers.
Jeuffrain (P.), fils, à Louviers.
Joannès, propriétaire, rue Neuve-des-Mathurins, 448.
Joinville (baron Maurice de), inspecteur général des prisons, rue de Clichy, 6.
Joltrois, à Bischwiller (Bas-Rhin).
Joriaux (E.), négoc., rue St-Fiacre, 44.
Jouin (Henry), directeur de la *Revue des Associations catholiques ouvrières*, rue d'Assas, 78.
Jourdain, propr., rue de Penthièvre, 7.
Jovart (Alph.), avocat à la Cour de Paris, rue Blanche, 74.
Juillard et **Megnin**, à Mulhouse.
Julia (Alfred), sous-chef au ministère de la justice, rue Poussin, 32, à Passy.

Khan (J.), négociant, F.-Poissonnière, 123.
Kieulin et C^{ie} m^r, à Ste-Marie-aux-Mines.
Klotz, négociant, place des Victoires, 2.
Kœchlin (J.), rue St-Fiacre, 9.
Kœchlin (A.), Société alsac. de constructions mécaniques, à Mulhouse.
Kœchlin (Fritz), à Mulhouse.
Kœchlin (Emile), anc. maire, à Mulhouse.
Kœchlin (Frères), négoc., à Mulhouse.
Kœhler (Ed.), tann. et fournitures militaires, à Strasbourg.
Kœnig, fils, à Sainte-Marie-aux-Mines.
Kolb (frères), mécaniciens, à Strasbourg.
Komar (comte de), rue de Turin, 8.
Kuhlmann, manufacturier à Lille.
Kuhmann et C^{ie}, manuf., à Mulhouse.
Kussel, nég., rue Saint-Georges, 4.
Küss, cons. des hypoth., à Strasbourg.
Labarthe, rue Jacob, 49.
Labbé (E.), maison Labbé Joriaux, rue de Choiseul, 15.
Labélonye, député, rue d'Hauteville, 21.
Laboulaye (Ed.), député, imp. Béthune, à Glatigny (Seine-et-Oise).
Lacarrière (E.), fab. d'appareils à gaz, rue de l'Entrepôt, 16.
Lacarrière (Amédée), r. de l'Entrepôt, 46.
Lachaud, avocat à la Cour de Paris, rue Bonaparte, 41.
Lacour (J.-B.), appréteur, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Lacroix, fab. de pap., rue Mazarine, 60.
Lagarde (l'abbé), vicaire général, rue de Vaugirard, 66.
Lagoutte (J.), malt. de forges, rue des Ardennes, 3.
Lagrenée (M^{me}), rue Portalis, 9.
Laisné (Omer), courtier de commerce, rue de l'Echiquier, 30.
Lalance (Auguste), à Mulhouse.
Lallemand, manuf. à Sénonnes (Vosges).
Lallemand, rue Joubert, 14.
Lallier, prop., à Marseille.
Lamaille (M^{me}), rue de Monceau, 65.
Lambert, conseiller à la Cour des comptes, rue Godot-de-Mauroy, 1.
Lambert (Léon), avocat à la Cour de Paris, rue de Rivoli, 162.
Lamé-Fleury, ingénieur en chef des Mines, rue de Verneuil, 62.
Lamoureux, imprimeur en taille-douce, rue Lacépède, 38.
Lamy, emballer, r. Saint-Denis, 356.
Lance (M^{me}), rue Treilhard, 45.
Landon, négociant, rue Montorgueil, 87.
Lang et fils, fab. de toiles métalliques, à Schlestadt (Bas-Rhin).
Lang (L.) et fils, manufacturier à Sainte-Marie-aux-Mines.
Langénieux (Mgr), évêque de Tarbes, rue Monsieur, 20.
Langlois de Neuville, chef de division au Ministère des Travaux Publics, rue d'Amsterdam, 21.
Langlois, fab. de marbres, président du syndicat général, r. Folie-Méricourt, 24.
Langlois, nég. en soies, r. de Gèvres, 14.
Lanquetin (S.), nég. en vins boul. Saint-Germain, 9.
Lanseigne, admin., rue d'Hauteville, 48.
Lanseigne (M^{me}), rue d'Hauteville, 48.
Lantar, doct. en méd., à Mazamet (Tarn).

Lantiez (l'abbé), directeur du Patronage de Nazareth, rue Stanislas, 11.
Lantz (Lazare), à Mulhouse.
La Roche-Joubert-Lacroix, fabricant de papiers, rue Jean-Lantier, 10.
Larrey (le baron P.), président du Conseil de santé des armées, membre de l'Institut, rue de Lille, 91.
Larsonnier (G.), négociant, rue des Jeuneurs, 23.
Lassource, fabricant, à Mazamet.
Latour, man., r. Montorgueil, 63.
Latry, fab. de couleurs et bois durci, rue du Théâtre, 193, à Grenelle.
Laumonier, manuf., à Flers (Orne).
Laurent-Richard, rue de Rivoli, 91.
Laurent de Rillé, rue Fontaine-Saint-Georges, 1.
Lavaurs, place Laborde, 46.
Laveissière (E.), r. de la Verrerie, 58.
Laveissière (Jules), négociant en métaux, rue de la Verrerie, 58.
Lavessière père, admin. du Comptoir d'escompte, rue de la Verrerie, 58.
Laville, médecin, rue du Bac, 92.
Lavoisier (Eugène), filateur de coton, à Saint-Léger-du-Bourg-Denis, près Rouen.
Lavollée, anc. préfet, G^{de}-R. de Passy, 76.
Lebaudy, raffineur de sucre, 23, r. de Flandre.
Lebel (G.), architecte, au Fresne d'Argences (Calvados).
Le Bihan, propriétaire, à Landerneau.
Leblanc (J.), passage du Désir, 6.
Lebon, fab. de boîtes, r. Bouchardon, 15.
Le Bris (M^{me}), boul. Malesherbes, 89.
Leclert (C.), notaire, à Charenton.
Leclert (le docteur), B. Malesherbes, 37.
Leclert, n^t en bois, G^{de}-Rue, 11 (Auteuil).
Leerosnier (Charles), rue St-Denis, 338.
Ledieu, (Maurice), banquier, rue du Cloître-de-l'Horloge, à Amiens.
Leduc, nég. en chapeaux de paille, rue Simon-le-Franc, 8.
Lefébure (Léon), député, Secrétaire général de la Société de protection des Apprentis, avenue Montaigne, 73.
Lefebvre-Ducatteau, man., à Roubaix.
Lefèvre (Emile), nég., en laines, à Sedan (Ardennes).
Lefèvre-Chabert, chimiste, rue de Charenton, 171.
Lefèvre, fab. de vernis, r. d'Aboukir, 113.
Lefebvre (Th.) et C^{ie}, rue de Douai, 105, à Lille.
Lefranc, fab. de coul. r. de Turenne, 64.
Lefranc (Jules), ancien fabricant, boulevard Beaumarchais, 56.
Legendre, nég., boul. Beaumarchais, 50.
Legendre, r. Saint-André-des-Arts, 49.
Legentil, membre du Comité consultatif des Arts et Manufact., r. Paradis, 51.
Legouvé, de l'Acad. franç., r. St-Marc, 14.
Legoux, procureur de la République à Corbeil (Seine-et-Oise).
Legrand (Eug.) licencié en droit, rue Miromesnil, 15.
Legrand (A.), nég., rue Bergère, 26.
Lehideux, banq., r. de la Banque, 46.
Lelogeais, nég., port de Bercy, 12.
Lelogeais (M^{me}), r. Gallois, 30 (Bercy).
Lemaigre, fabricant, rue de Birague, 14.

Lemaiguen, fab. de draps, à Lisieux.
Lemaire (M^{me}), rue Oberkampf, 22.
Lemaire, fab. de jum., r. Oberkampf, 22.
Le Maout, avocat à la Cour d'appel, rue Sainte-Anne, 51 bis.
Lemaréchal (Lucien), négociant en métaux, rue Chapon, 3.
Lemaréchal (M^{lle}), rue Chapon, 3.
Lemerclier (V^{ie} A.), r. de l'Université, 18.
Lemerclier, lithographe, r. de Seine, 57.
Lemoine (M^{me} E.), rue des Sablons, 80, à Passy.
Lemoine (Henri), fab. d'ébénisterie, rue des Tournelles, 47.
Lemoine Montigny, directeur du Gymnase r. de la Tour, 75, à Passy-Paris.
Lemoine Montigny (C.), rue de la Tour, 75, à Passy.
Lemoine-Montigny (D.), rue de la Tour, 75, à Passy.
Lentaigne, notaire, r. Louis-le-Grand, 44.
Lerechental (H.), rue de Montmorency, 16.
Lerechental, associé de M. Schloss, r. Turbigo, 78.
Leroux (Emile), ingénieur civil, r. Louis-le-Grand, 4.
Leroux, dépositaire de M. Bruzon, fab. de céreuse, à Tours, r. Bourtibourg, 42.
Le Roy, anc. mait. des requêtes au Conseil d'Etat, rue du Havre, 7.
Leroy (J.), fabricant de papiers peints, rue Lafayette, 470.
Le Roy Dufour, ancien manufacturier, r. de Paradis-Poissonnière, 4.
Lesage, chef d'instit., r. des Minimes, 42.
L'Etang (de), square des Batignolles, 8.
Letestu, fab. de pompes, r. du Temple, 448.
Letourneur (Jacques), directeur du Crédit Lyonnais, à Lyon.
Leuillieux (M^{sr}), évêque de Carcassonne (Aude).
Levaigreur (F.), r. de Grammont, 46.
Levaigreur (M^{me} F.), r. Grammont, 46.
Levaigreur (M^{lle}), r. de Grammont, 46.
Levasseur et **Lecarpentier**, à Lisieux.
Lévier, s-dir. du Créd. fonc., r. Duphot, 48.
Levillain, administ. au Comptoir d'es-compte, rue Marignan, 46.
L'Huillier, adjoint à la Mairie du 3^e arrt boulevard de Sébastopol, 66.
Liebig (M^{me} la b^{me}), à Reichemberg (Bohême-Autriche).
Linzeler (E.), joaillier-orfèvre, boulevard de la Madeleine, 47.
Lœwenguth, manuf. à Strasbourg (Robertsau).
Loiseau (M^{me}), boulevard Magenta, 8.
Loizillon (D^{lle}), inspectrice générale des salles d'asile et des écoles des filles, avenue de la Mothe-Piquet, 47.
Longagne, Faubourg-Poissonnière, 81.
Loreau (A.), r. de la Tour-d'Auvergne, 26.
Lorme (A. de), r. de la Baume, 4, aux Ternes.
Lourde Dourietz, filateur à Mazamet.
Lourdol, joaillier, rue d'Hauteville, 52-58.
Lourdes (Ch.), filateur à Mazamet.
Loyer (H.), à Lille.
Loys (F. de), fil., route de Creux, à Rouen.
Loysel, admin. de la C^{ie} d'assurances marit., avenue des Champs-Élysées, 12.
Lowenstein, nég., rue de la Rochefoucauld, 27.

Luchaire, ferblantier-lampiste, rue Erard, 25-27.
Lung fr., à Mousseys, pr. Sénonex (Vosges).
Lycée Condorcet.
Lycée Saint-Louis.
Lycée Corneille.
Lyon-Allemand, banquier, rue de Montmorency 43.
Lutier et C^{ie}, imprimeurs, r. Delaborde, 34.
Mabs, dir. de la C^{ie} l'Union, r. de la Banque, 45.
Macé (Jean), à Bleblenheim (H^t-Rhén).
Maës, f. de crist., cr des Petites-Ecuries, 9.
Maffre (C.), fab. à Aussillon par Mazamet.
Magnier, nég., rue d'Uzès, 7.
Mahieu-Delancre, filateur à Armientièrre, (Nord).
Maillard, anc. négociant, château de la Villette à Louviers (Eure).
Maistre, manuf., à Villeneuvevotte, par Clermont (Hérault).
Malescourt, négociant à Saint-Jean-de-Bournay (Isère).
Malherbe (chevalier Henri de), 29 rue d'Assas.
Mallet (Alph.), de la Chambre de commerce, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 37.
Mallet, nég., rue Lafayette, 86.
Mallet-Bachelier, anc. imp. lib., rue de Médecins, 17.
Malouet (Bon), anc. Cons. à la Cour des comptes, rue Bellechasse, 6.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Mame père, imprimeur, à Tours.
Marbeau, présid. de la Soc. des crèches, rue Joubert, 47.
Marbot (M^{me} la baronne A. de), rue Duphot, 43.
Marchand (E.), nég., rue Chapon, 50.
Marestaing de Mauran (Hippolyte), directeur de la Préservatrice, boulevard des Capucines, 35.
Marguerin, administrateur supérieur des Ecoles communales, rue Turbigo, 69.
Margueritte, chimiste, r. St-Honoré, 203.
Mariage (A.), nég. r. des Lombards, 23.
Marierval, fab. de fleurs, président du Conseil des Prud'hommes, rue Saint-Denis, 354.
Marini, Ingr. des Ponts et Chaussées, r. Larochevoucauld, 35.
Marjolin (Dr), chirurgien hon. des hôpitaux, rue Chaptal, 46.
Marjolin (M^{me} V^{ie}), rue de la Paix, 4.
Marnas, teinturier, à Lyon.
Marqfoy, Ing. des ponts et chaussées, rue de Clichy, 40.
Martel Catala, fab. de toiles métalliques, à Schlestadt (Bas-Rhin).
Marti (P.), manufacturier en horlogerie, à Montbliard (Doubs).
Martin Lebas, orfèvre, rue du Cloître-Notre-Dame, 20.
Martin, fabricant à Tarare (Rhône).
Martin (Félix), r. Villers, 30 (Ternes).
Martougen, fab. de machines à coudre, au Raincy (S.-et-O.).
Masse, avoc., r. du Conservatoire, 43.
Massières, fabricant d'étain en feuilles, rue St-Martin, 220.
Massignon, rue Perrault, 4.
Masquelier fils, au Havre.

Massy (Robert de), manuf., fabricant de sucres, à Rocourt, par St-Quentin.
Massu, avocat à la Cour de Paris, r. de la Victoire, 59.
Masurier, arm., r. d'Aumale, 16 (Havre).
Mathieu, ingénieur au chemin de fer du Midi, r. Casimir-Périer, 27.
Mathieu, ing. à la man. des tab. à Dieppe.
Mathieu-Plessy, fab. de produits chimiques, boul. St-Germain, 84.
Mathieu-Plessy (M^e) boul. St-Germain, 84.
Mauge du bois des Entes, président de Patronage, à Orléans.
Mauguin, flâteur, rue d'Aboukir, 60.
Maunoury, Wolff et C^e, fab. de papiers, r. du Grand-Chantier, 18.
Maurel (F.), anc. manuf., Grande-Rue de la Chapelle, 17 (Paris).
May (H.), étud. en droit, r. Thévenot, 14.
May (E.), étud. en droit, r. Thévenot, 14.
Mayeur, nég., rue Linné, 18.
Mayeur fils, nég., rue Linné, 18.
Mayniel, anc. auditeur au Conseil d'Etat, rue du Cirque, 5 bis.
Mazaroz-Ribalier, fabricant de meubles d'art, rue Ternaux-Popincourt, 4.
Meignan, pr^e, rue du Bac, 40.
Meinsohn, fabricant de toiles à Cernay (Haut-Rhin).
Mélon de Pradou (M^{me}), Chaussée de la Muette, 16.
Melun (Vie de), r. St-Dominique, 76.
Ménage, r. Neuve-des-Petits-Champs, 63.
Menegoz, maison Risler et Menegoz, à Guebwiller.
Ménier, manufacturier, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie, 37.
Méquillet, Noblot et C^e, à Héricourt (Haute-Saône).
Mercier, directeur de la Société d'Ourscamp, par Carlepont (Oise).
Merle (Adrien), manuf. à Saillans (Drôme).
Merner de Mérode (C^e), rue de Grenelle, 87.
Méry-Samson, à Lisleux.
Meurot (André), dr-médecin, rue Berton, 17, Passy.
Meyer, parf., boul. de Strasbourg, 37.
Meys, syndic, boulevard Magenta, 59.
Michal, ingénieur en chef des ponts et chaussées, rue du Regard, 5.
Michaut, anc. juge au Tribunal de Commerce, boul. St-Michel, 81.
Michaut, de la manufac. de cristaux de Baccarat, rue de Paradis, 30 bis.
Michel, ing^r, cours Napoléon, 10, Lyon (Rhône).
Midocq, fabricant de trousses de voyage, rue du Temple, 151.
Mieg et C^e (Ch.), à Mulhouse.
Migneret, cons. d'Etat, r. des Sts-Pères, 12.
Millescamps, régent de la Banque de France, boul. Malesherbes, 19.
Millet, bijoutier rue de Saintonge, 26.
Milliot, avoué près le Trib. de la Seine, rue Grange-Batelière, 10.
Ministre de l'Instruction publique (M. le).
Mirault (H.), avocat Fbg-Poissonnière, 23.
Mitou, hôtel de Paris, à Vizille (Isère).
Moler fils, à Obernay (Haut-Rhin).
Moisset Foye, tapis et literie, r. Neuve-des-Petits-Champs, 63.

Moisson, courtier d'assur. maritimes, rue Caumartin, 22.
Moll, architecte, rue d'Obligado, 9.
Mollard, fab^r de savons, route d'Orléans, 104.
Mollet Desjardins, manufacturier, rue Henri IV, à Amiens.
Mondollot fils, fabricant d'appareils gazogènes, r. du Château-d'Eau, 94-96.
Monduit, plomb., boul. de Courcelles, 86.
Monjean, direct. du collège Chaptal, rue Blanche, 29.
Monnier (l'abbé), directeur de l'Œuvre de la jeunesse, à Saint-Etienne.
Monot, maître verrier, à Pantin (Seine).
Montandon (Henri), fab. de ressorts d'horlogerie, rue Oberkampf, 19.
Montgolfier, père et fils, fab. de papiers, rue Palestro, 39.
Montsarrat, méd. à Mazamet (Tarn).
Moreau (Frédéric), r. de la Victoire, 98.
Moreau (M^{me} F.), r. de Londres, 29.
Moreau (M^{me} A.), r. de Londres, 29.
Moreau (A.), rue Saint-Georges, 2.
Moreau-Chaslons, (Georges), boul. Hausmann, 25.
Morel, manuf., à Melun-s-Yèvre (Cher).
Morel, fab. d'amidon, à Villetaneuse, près Saint-Denis (Seine).
Morel-Motsch, à Cernay.
Moréno Henriquez, directeur de la manutention de la chambre de commerce de Paris à la douane, rue de Rivoli, 142.
Mornand (J.), entr., à Vizille (Isère).
Motte (A.), teint.-apprêteur, à Roubaix.
Mouchon, graveur, rue Saint-André-des-Arts, 27.
Mouchy (le duc de) fils, à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duchesse de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Mouchy (duc de), à Mouchy-Noailles (Oise).
Moullé (L.), bijoutier, rue Saint-Savin, 66.
Mourceau, fabricant, rue du Mail, 27.
Mousset-Grisson, fab^r, 2, Faubourg-Saint-Antoine.
Moyse, fabricant de brosses, rue de Saintonge, 10.
Muller (A.), ancien juge au Tribunal de commerce, rue de Londres, 19.
Muller (Em.), professeur à l'Ecole centrale, rue des Martyrs, 19.
Murat (princesse), avenue Montaigne, 2.
Muron (M^{me} C.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (C.), boul. Malesherbes, 25.
Muron (P.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Muron (A.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Muron (M.) fils, boul. Malesherbes, 25.
Nagely frères, Mulhouse.
Najean, manuf., rue de Cléry, 45.
Nattan (G.), bijoutier, r. de Grammont, 16.
Naud, membre de l'Union nationale, rue Saint-Lazare, 77.
Newel, fab. de pap. r. Martel, 5.
Newton Scott (Ch.), rue Royale-Saint-Honoré, 44.
Niclot (Edm.), nég., rue du Temple, 53.
Nicolle, verrier, à Aubervilliers.
Noël (Ch.), banquier, Faubourg-Poissonnière, 9.
Noël, rue du Regard, 5.

Noël (C^{ie}), rue Neuve-des-Capucines, 22.
Normand frères, à Romorantin (Loir-et-Cher).
Normant, négociant, rue de Rivoli, 57.
Noüe (Vic. de la), r. de Courcelles, 20.
Obendœder (Hugo), banquier, rue Lallite, 43.
Oberthur, imprimeur, à Rennes.
Odiot, orf^{re}, rue Basse-du-Rempart, 72.
Ogier, boulevard du Temple, 41.
Olombel fils, fabricant, à Mazamet.
Onfroy, directeur de la C. d'assurances La Nationale, rue de Grammont, 43.
Oppermann et Strohl, nég., à Mulhouse.
Oudry, électro-métallurgie, route de Versailles (Auteuil-Paris), rue Hérold, 46.
Ouvriers (les) de la maison Christoffe et C^{ie}, rue de Bondy, 56.
Pacon, fab. de papiers peints, rue de Reuilly, 73.
Padoue (duc de), 45, rue de Courcelles.
Pagel, maire de l'île Saint-Denis.
Paillard, fabricant de bronzes, avenue Parmentier, 29.
Paillard (Elie), fab. de tissus de caoutchouc, rue du Faubourg-St-Denis, 59.
Pallu, Directeur de la société du Vésinet, rue Taithout, 63.
Pamar (V.) r. Notre-Dame-des-Victoires, 42.
Pamar, courtier de commerce, rue de la Victoire, 42.
Pareau et C^{ie}, clouterie, à Montbéliard (Doubs).
Parent et Lemaire, fil^{re} de coton à Roubaix.
Parfoury, marbrier, r. St-Sabin, 62.
Pariot-Laurent, prés. de la chambre syndicale de la passementerie, rue du Sentier, 37 bis.
Paris (Ch.), maître verrier, au Bourget.
Parisot, fabricant de coutellerie, rue de la Paix, 24.
Pasquier, fabricant de papiers, à Beauchin, par Loulaye-l'Abbaye (Orue).
Passy (L.), député, rue de Clichy, 45.
Patinot (Georges), Secrétaire de M. le Préfet de Police.
Paulmier, ancien député, boulevard Poissonnière, 25.
Payen, nég. en soies, rue de Cléry, 9.
Payen (M^{lle}), r. Violet, 77, à Grenelle.
Pellerin (fils), marchand de graisse, rue des Lombards, 7.
Pelouze (E.), chim., rue Cambacérés, 5.
Peipel, nég., r. du Renard-St-Merri, 10.
Peltureau (M^{me}), à Château-Renault.
Penicaud et Naude, négociant, r. des Jeuneurs, 23.
Penot, D^r de la Société industrielle de Mulhouse.
Pereire (G.), Faubourg-St-Honoré, 35.
Pereire (E.), ingénieur civil, boulevard Malesherbes, 88.
Pereire (H.), Faubourg-St-Honoré, 35.
Pérlé (Augustin), prop^{re}, à Mazamet.
Périn (Jules), D^r en droit, Juge-de-paix sup^r du 5^e arr., Secrétaire de la Société de protection des Apprentis, rue des Ecoles, 8 (de 5 h. à 8 h. du soir).
Perrin (le docteur), membre de la Com. des log. insalubres, r. de Saintonge, 66.
Pesier, chimiste, à Valenciennes.
Pétel (Augustin), rue Montaigne, 9.

Petit (Ch.), négociant en fleurs, rue Neuve-des-Capucines, 9.
Petit (G.), ancien député, à Louviers.
Peyron frères, papetiers, à Vizille (Isère).
Philipon (Bern.), Président du Conseil des Prudhommes de Romilly (Aube).
Philipps, ing. en chef des mines, membre de l'Institut, rue Marignan, 27.
Piault (Alfred), fab. de bretelles, rue d'Hauteville, 18.
Picard, éditeur, r. des Petites-Ecuries, 19.
Picquefeu (V.), fab. de soies, boulevard Sébastopol, 40.
Pillivuyt, fabricant de porcelaine, rue de Paradis, 46.
Pilter, fabricant de machines agricoles, quai Jemmapes, 68.
Pinot et Sagaire, fabricants d'imageries, à Epinal.
Pinson, (Eugène), nég., rue du Caire, 43.
Pitet, fabricant de pinceaux, rue du Faubourg-St-Denis, 24.
Piver (L.), à Saint-Maur-les-Fossés.
Piver (Al.), rue du Pont-de-Créteil, à Saint-Maur-les-Fossés.
Piver, parfumeur, boul. de Strasbourg, 10.
Plarr, teinturier, à Saint-Dié (Vosges).
Plarr-Boechler, filat^{re}, à Haysersberg (Haut-Rhin).
Pleyel-Wolff, fabricant de pianos, rue Rochechouart, 22.
Plichon, f^{er} en fer, rue du Chemin-Vert, 99.
Plon fils, imprimeur, r. Garancière, 8-10.
Plouvier, direct^{re} de C^{ie} d'Assurances, place de la Bourse, 8.
Poiret, fab. de fils de laine, boul. de Sébastopol, 27.
Poirrier, fab. de couleurs d'aniline, rue d'Hauteville, 49.
Poitevin (Ch.), prés. de la chambre consultative, à Louviers.
Pollet, Delanoix et Coulliez, laines et tissus, à Tourcoing.
Pombas, constr. mécanicien, à Reims.
Pommier (Ch.), fab. de produits chimiques, rue Barquette, 2.
Ponche (Narcisse), filateur à Amiens (Somme).
Porcher, Directeur de l'école Turgot, rue de Turbigo, 69.
Poussin (A.), manuf., secrétaire de la chambre consultative, à Louviers.
Poussielgue-Rusand, fab. de bronzes, rue Cassette, 15.
Pouyer-Quertier, député à l'Assemblée nationale, r. de l'Arcade, 16.
Poyard, négociant, rue Poissonnière, 21.
Pretavoine, maire de Louviers.
Prestat (M^{me}), à Pontoise.
Prestat, procureur de la République, à Château-Thierry.
Prévot, avoué, quai des Orfèvres, 48.
PP. Jésuites (le Père procureur des), à l'Ecole des PP. Jésuites, r. de Vaugirard, 349.
Provisseur (le) du Lycée St-Louis, boul. Saint-Michel, 44.
Puech frères, fab., à Mazamet (Tarn).
Quevremont (M^{me}), rue Portalis, 9.
Rabeau, à Château-Gontier (Mayenne).
Raboin de Boisserolles, directeur du Patronage Sainte-Geneviève, boulevard St-Michel, 79.

Raffy, conseiller d'arrondissement, à Etrépagney (Eure).
Raguet-Lépine, rue de Varennes, 56.
Raimbert, membre de la Chambre de commerce, boulevard de Strasbourg, 49.
Raingo (V.), rue Vieille-du-Temple, 102.
Rallet (A.), propriétaire, à Grenoble.
Ramade, avocat, à Mazamet.
Ramoussset, architecte, rue Crétet, 3.
Rapet, inspecteur gén. hon. de l'enseignement primaire rue, de la Visitation, 8.
Ratisbonne (E.), r. St-Honoré, 422.
Raynaud, parfum., r. St-Honoré, 207.
Reber (J. G.), teinturier, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
Regel (de), manuf., filature et tissage, à Cutzelhausen (Bas-Rhin).
Regneau, anc. brasseur, à Dijon.
Regnier (J.), rue Vieille-du-Temple, 30.
Renard, entrepreneur de travaux, rue d'Astorg, 34.
Renault (M^{me}), r. des Saints-Pères, 52.
Renouard, rue d'Aguesseau, 9.
Reverchon (Honoré), directeur de la Compagnie des forges d'Audincourt, à Audincourt.
Rhodé, nég. en soies, r. du Caire, 2.
Rhoné (M^{me} Ch.), Fbg-Saint-Honoré, 35.
Rhoné-Pereire (M^{lle}), Fbg-St-Honoré, 35.
Richard aîné, fab., rue de Turenne, 69.
Richard (Max.), député, à Versailles.
Riché (Léon), nég., rue de Belzunce, 20.
Ricord (Docteur), de l'Académie de médecine, rue de Tournon, 6.
Riéder (Amédée), à l'Île-Napoléon, près Mulhouse.
Riéder (Aimé), à Mulhouse.
Rimmel, parfumeur, boulevard des Italiens, 47.
Riottot fab. de papiers peints, rue de Neuilly, 73.
Risler et C^{ie}, à Cernay (Haut-Rhin).
Ritteau, fileteur de laine, rue St-Maur-Popincourt, 74.
Rives (Ulysse) fabricant, à Mazamet.
Robert (Charles), Directeur de la Compagnie l'Union (Vie), Vice-président de la Société de protection des Apprentis, rue de la Banque, 45.
Robert et Collin, rue de l'Ecole-de-Médecine, 6.
Robin (Albert), interne des hôpitaux, rue Madame, 34.
-Robin, directeur du Patronage Saint-Joseph, à Versailles.
Robin (M^{me} v^e), rue de Beaune, à Dijon.
Robiquet (Paul), avocat à la Cour d'appel, r. de Rennes, 90.
Rochard, de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie, rue du Pont-Neuf, 2.
Roche (P^r), avoué près le trib. de 1^{re} inst. r. de Grammont, 3.
Rochetaillée (Baron de), au château de Nantas par Terre-Noire (Loire).
Robart, fab. d'engrais, r. Legendre, 55.
Rolland, direct^r g^{ral} des Manuf. de l'Etat, membre de l'Institut, r. de Rennes, 66.
Rollin, Direct. de la C^{ie} d'assurances La France, rue de Châteaudun, 24.
Rondeau et Bridault, rue du Château-d'Eau, 78.
Rondelet, chasublier, r. Bonaparte, 74.
Rondillon, ébéniste, r. Caumartin, 9.

Roret, libraire, rue Hautefeuille, 12.
Rose, dir^r des ventes de Baccarat, rue de Paradis-Poissonnière, 30.
Rosenfeld (Jules), chef d'institution, rue Condorcet, 31.
Rossignol (Fréd.), président de la Société du travail, r. Saint-Lazare, 112.
Rostaing (Léon), manufacturier à Vidalon-les-Annonay (Ardèche).
Roswag et fils, fabricants de toiles métalliques, à Schlestadt (Alsace).
Rothschild (A. de), rue St-Florentin, 2.
Rothschild (Baron James-Nathaniel de), rue Friedland, 38.
Rothschild (Gustave de), rue Laffitte, 23.
Rousseau (H.), nég. en vins, rue des Fossés-Saint-Bernard, 22.
Rousseau, fabricant de produits chimiques, rue des Écoles, 44.
Rousset, boulevard Haussmann, 435.
Rouvenat, fab. joaillier, r. d'Hauteville, 62.
Rouvière-Houlès, prop., à Mazamet.
Roy (Gust.), nég., rue Saint-Florentin, 2.
Rudelle (Théodore), subs. du proc. de la République, à Melun (Seine-et-Marne).
Sahler (L.), filat., à Audincourt (Doubs).
Sahler, pasteur, à Montbéliard (Doubs).
Sainte-Claire Deville (H.), membre de l'Institut, rue Madame, 47.
Saint-Paul (de), avenue Gabriel, 42.
Saint-Père, architecte, fondateur d'une Maison de retraite pour la vieillesse, à Vaugirard, rue Jacob, 4.
Saint-Père (fils), architecte, r. Jacob, 4.
Sakakini (J.), place de la Madeleine, 16.
Sakakini (M.), place de la Madeleine, 7.
Sallandrouze de Lamornais, manufacturier, boul. Poissonnière, 22.
Salmon (Louis), nég^t en plumes, rue d'Aboukir, 435.
Sandras, ancien recteur, r. Bonaparte, 45.
Sandt (de), propr., rue de Grammont, 25.
Sarraill (A.), Président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture, à Bordeaux.
Sarrebourse d'Hauteville, raffineur, à Pantin, route de Flandre, 86.
Savard, fab^r bijoutier, rue St-Gilles, 22.
Savart, fabricant de chaussures, rue Saint-Martin, 123.
Say (Léon), député, rue Labryère, 45.
Schæffer, industriel, rue Neuve, 46, à Aubervilliers.
Schloss (W^m), rue Saint-Georges, 27.
Schloss (Simon), fab., rue Chapon, 45.
Schlumberger (H.), à Guebwiller (Alsace).
Schlumberger (A.), à Guebwiller (Alsace).
Schlumberger Steiner et C^{ie}, à Mulhouse.
Schneider, directeur du Creuzot.
Schönauer (Daniel), r. de la Banque, 14.
Schœffer (G.), à Dornach (Mulhouse).
Schouart (Charles) fils, fileteur, à Ste-Marie-aux-Mines (Alsace).
Sciama frères, marchands de diamants, rue d'Hauteville, 40.
Schweigsuth et de Lacroix, à Mulhouse.
Seligmann frères, agents de change, rue Drouot, 4.
Sérurier (le comte), rue d'Argenson, 4.
Seydoux, fab^r rue de Paradis, 23.

Sichel (Ed.), chim., boul., de Strasbourg, 405.
Siéber, régent de la Banque de France, rue de Paradis, 23.
Siegfried (J.), au Havre (Seine-Inf^{re}).
Signal, membre de l'Institut, rue d'Assas, 84.
Simon (J.), député, pl. de la Madeleine, 8.
Simon, const. de mach. à St-Dié (Vosges).
Singer (Henri), rue de Clichy, 59.
Six-Lefebvre fils, filat., à Tourcoing.
Société des houillères de Bonchamp, M. le directeur, (Haute-Saône).
Société de la Vieille-Montagne, rue Richer, 17.
Société de secours mutuels de la maison Leclaire, rue Saint-Georges, 44.
Solliac frères, à Saint-Etienne.
Somasco (Ch.), ingénieur civil, boulevard, 108.
Sommier fils, raffineur, r. de l'Arcade, 84.
Soudée, nég. en spiritueux, b. Mazas, 1.
Soulier (Ch.), à Lyon.
Souplet, à Saint-Quentin.
Sriber (Alphonse), nég^t en tissus-caoutchouc, rue de Turbigo, 24.
Stehelin, (Ed.), à Bitschwiller (Alsace).
Stehelin frères, filateurs, à la Chartrreuse, près Strasbourg.
Stein (A.) fab. de cordages, à Mulhouse.
Steinbach Koechlin et C^{ie}, à Mulhouse.
Steinhell (Gustave), à Rothau (Alsace).
Steiner (L.), manufacturier, à Ste-Marie-aux-Mines (Alsace).
Steiner (Ch.) teinture et impression, à Ribeauvillé (Alsace).
Strobel (J.), filateur de laine, à Wasselonne (Alsace).
Strohl (Aug.), à Mulhouse.
Surloppe, directeur de la cristallerie Saint-Louis, à Sarrebourg (Meurthe).
Suzor (A.), nég. en mercerie, boulevard Sébastopol, 62.
Tabarin, fab. de limes, rue Amelot, 62.
Tachard (Albert), à Nieder-Morschwiller.
Tailbouis, fabricant de bonneterie, quai Saint-Michel, 29.
Tailbouis (A.), rue Tronchet, 48.
Tailbouis (M^{me}), quai Saint-Michel, 29.
Talamon (Félix), manufacturier, rue de Richelieu, 64.
Tardieu, docteur en méd., r. Saint-Honoré, 364.
Tarney, nég., boul. Sébastopol, 36.
Tavernier, manufacturier, rue Neuf-des-Capucines, 20.
Teisserenc (Jules), man. (Hérault).
Teissonnière, place du Théâtre-Français, 44.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez, par Villequier-Aumont (Aisne).
Tessier (F.), nég., port de Bercy, 12.
Teste, manuf. d'épingles à tête d'émail, à Lyon (Vaise).
Thénard (baron), de l'Institut, place St-Sulpice, 6.
Thénard (Arnould), place Saint-Sulpice, 6.
Thiébaud (V.), fond. faub. St-Denis, 144.
Thiriez père et fils, filateurs à Lille.
Thierry-Mieg et C^{ie}, à Mulhouse.
Thomas, banquier, b⁴ Hausmann, 403.
Thorel, Conseil. mun. de Paris, rue du Sentier, 41.

Thorens et C^{ie}, à Mulhouse.
Thuret (M^{me} née Fould), r. de Bercy, 24.
Thouvenin, directeur de la verrerie de Wallerysthal (Meurthe).
Thurneyssem-Pereire, r. Faubourg-St-Honoré, 35.
Tiercinier, représentant de fabrique, r. Thévenot, 16.
Tissier fils, manufacturier, au Conquet (Finistère).
Tixier, rue du Pont-de-Lodi, 5.
Toffin, fab. de tulles, à Caudry (Nord).
Tollu, notaire, rue Sainte-Anne, 69.
Torchon, rue Jacob, 49.
Toulouse et Rives, fab. à Mazamet.
Toussaint, maire de Fliers (Orne).
Toussaint (Ch.) et C^{ie}, fab. de tissus, à Sainte-Marie-aux-Mines.
Tourneux, inspecteur gén. des chemins de fer, rue Roy, 8.
Trapp, manufacturier, à Mulhouse.
Tréfousse (Jules), fabricant de gants, à Chaumont (Haute-Marne).
Tréfousse (Julien), fabricant de gants, à Chaumont (Haute-Marne).
Trélat, direct. de l'Ecole d'architecture, prof. au cours des Arts et Métiers, boul. Montparnasse, 136.
Tresca, de l'Institut, sous-directeur du Conservatoire des Arts et Métiers, rue St-Martin, 292.
Tresca, nég. enchâles, places Victoires, 1.
Triefus et Ettlinger, négociant en tabletterie, r. du Temple, 103.
Trille, syndic au Trib. de commerce, rue Saint-Honoré, 247.
Trille (P.), rue Saint-Honoré, 247.
Trille (E.), rue Saint-Honoré, 247.
Truelle, droguiste, r. St-Arnaud, 3.
Tulpin frères, mécaniciens-construct., à Rouen.
Turner (Luke), manufacturier, Leicester (Angleterre).
Turpault (Alex.) jeune, tissage, à Cholet.
Vacquerel, fabricant de papiers de couleurs, rue Réaumur, 31.
Vafflard, direc. des pompes funèbres, rue Alibert, 10.
Valentin frères, filateurs à Roubaix.
Valentin, nég., quai d'Orléans, 14.
Vallée (O. de), avocat à la cour de Paris, rue Vezelay, 42.
Vaillant (Armand), fab. de confections pour femmes, rue Saint-Antoine, 205.
Vandendorpel, fab. de papier dorés, rue Chapon, 22.
Varax (l'abbé de), chemin du Moulin, 1, Vaugirard.
Varennes (M^{ie} de), av. de la Reine-Hort., 9.
Varin, nég. rue des Bourdonnais, 20.
Varin fils, rue des Bourdonnais, 20.
Vatin, rue de l'Échiquier, 43.
Vaucher (E.), à Mulhouse.
Vaudrey, rue des Sausaies, 14.
Vaugeois, b. Montparnasse, 144.
Vaury, boulanger, r. Marengo, 6.
Vautier (Max), architecte, rue de Lisbonne, 23.
Vée (Amédée), r. Vieille-du-Temple, 24.
Vedès, fab. de produits chimiques, rue du Bac-d'Asnières, à Clichy.
Vélin, manufact. de draps, à Rambervillers (Vosges).

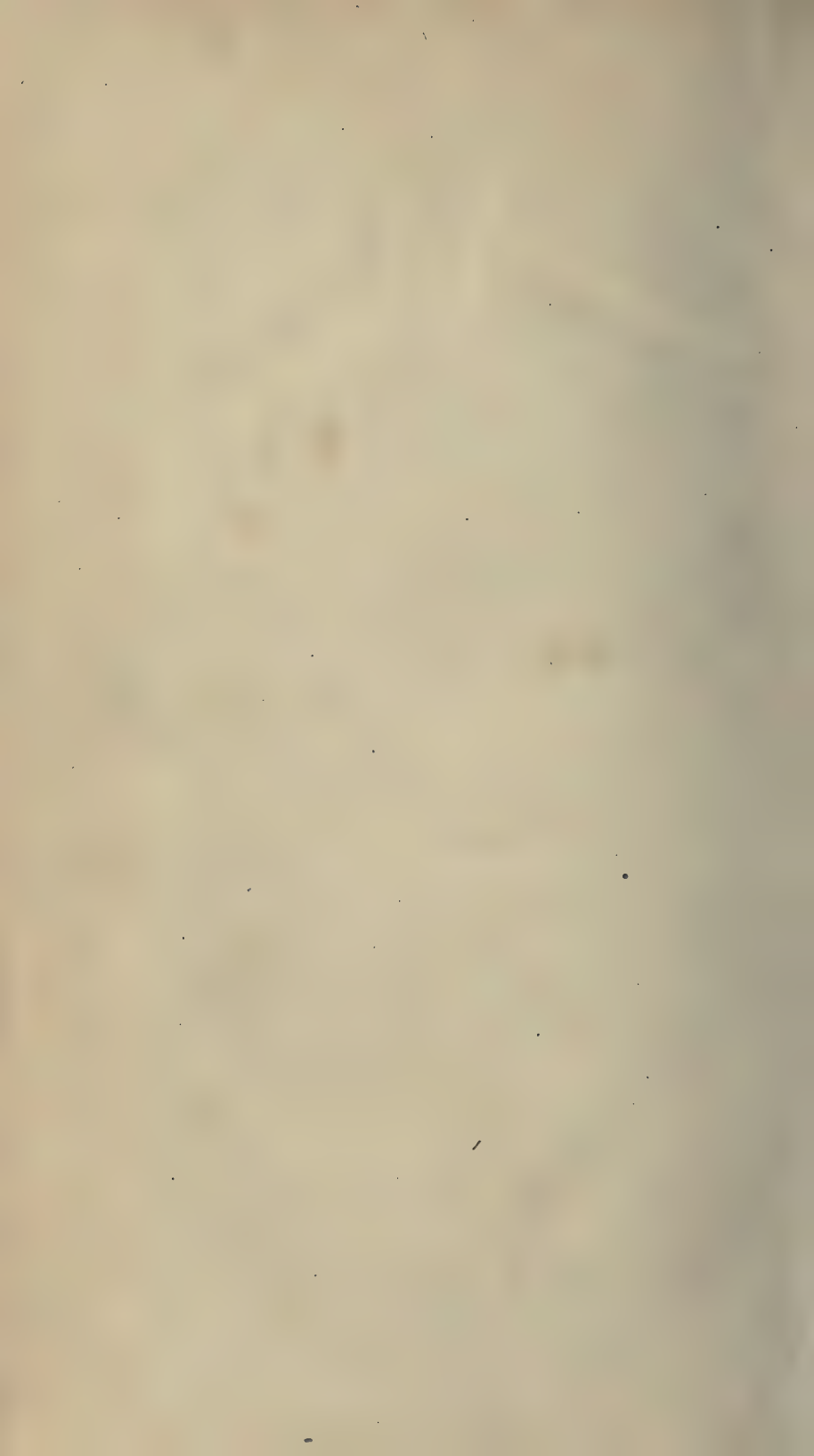
Vène-Houlès, fabricant, à Mazamet.
Verdè-Delisle (P.), fab. de cachemires,
r. de la Bourse, 12.
Verdè-Delisle (A.), r. de la Bourse, 12.
Verdier frères, fabricants, à Mazamet.
Vernes, banquier, rue Taitbout, 29.
Vernes, pasteur, rue des Batignolles, 4.
Véron (A.), av. du Coq, 6, r. St-Jazare.
Vidal (A.), homme de lettres, à Mazamet.
Vidal (E.), filateur, à Mazamet.
Vignat (Claudius), Bourg-Argental (Loire).
Vignaux (E.), négociant, r. des Francs-
Bourgeois, 34.
Villeminot (J.), faub. du Temple, 70.
Vilmorin (H.), impasse Conti, 2.
Vinchon et C^{ie}, filateurs, à Roubaix.
Viol, rue d'Aboukir, 23.
Vintry (J.), memb. de la Ch. de comm.,
pl. de la Miséricorde, 2, à Lyon.
Voillereau, rue Chapon, 42.
Walcher de Moltheim, consul d Au-
triche-Hongrie, rue Laffitte, 21.
Wallaert frères, filateurs, à Lille.
Wallerand, teinturier, à Cambrai.
Walcker (bazar du voyage), r. Roche-
chouart, 52.

Warnier, à l'Île-Saint-Denis (Seine).
Weber et C^{ie}, à Sainte-Marie-aux-
Mines.
Weisgerber, à St-Pierre, près Barr
(Alsace).
Weisgerber et Kléner, manufacturiers
à Ribeauviller (Alsace).
Weldon, rue de Seine, 6.
Widmer et Couleru, nég., à Mulhouse.
Wild et Lindel, à Mulhouse.
Wolff, (M^{me}), rue du Lac, à Saint-Mandé.
Wolff Thierry (Fréd.), rue d'Altkirch,
à Mulhouse.
Wolowski, de l'Institut, r. de Clichy, 49.
Worms (M^{me}), rue Scribe, 5.
Yekiche (M^{lle}), rue Béranger, 6.
Zegut, à Tusey, près Vaucouleurs.
Zeyer, teinturier à Ste-Marie-aux-Mines.
Zinguerlé, organiste, à Sarralbe (Mo-
selle).
Zimmermann (M^{me}), rue d'Aumale, 15.
Zuber (E.), à l'Île-Napoléon, près Mul-
house.
Zuber (Yvan), fab. de papiers, à Rixheim
(Haut-Rhin).

AVIS IMPORTANT.

• Collections du *Bulletin de la Société de protec-
tion des Apprentis et des Enfants employés dans
les manufactures.*

Nous informons les Membres de la Société qui désire-
raient se procurer des Collections du Bulletin ou complé-
ter les leurs, qu'il nous reste quelques exemplaires des
années précédentes et que nous les mettons à leur dispo-
sition. — (Adresser les demandes à l'Agence.)





331.3106244 S678B v.6 c.1

Société de protection d
Bulletins.

OISE



3 0005 02023630 6

331.3106244

S678B

v.6

Société de protection des ap-
prentis et des enfants employés
dans les manufactures
Bulletins

331.3106244

S678B.

v.6

Société de protection des apprentis et
des enfants employés dans les manufactu-
res
Bulletins

